

ŒUVRES

Janvier 1935

Juin 1935

Léon Trotsky
ŒUVRES

Janvier 1935 - Juin 1935

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

Introduction et notes de Pierre BROUÉ et Michel DREYFUS

Publication de l'Institut Léon Trotsky

Paris EDI 1979

ÉTUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

SOMMAIRE

<i>AVERTISSEMENT</i> , Marguerite BONNET	11
<i>RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION</i> INTERNATIONALE, l'équipe de présentation	13
<i>LISTE DES SIGLES</i>	15
<i>REPÈRES CHRONOLOGIQUES</i>	17
<i>INTRODUCTION</i> , Pierre BROUÉ, Michel DREYFUS	21

Certains textes, lettres ou autres, n'ont pas de titre d'origine. Pour faciliter la lecture, nous avons pensé qu'il était utile de leur en donner. Dans ce cas, dans le sommaire et dans l'ouvrage, ces titres sont entre crochets [...].

** Sont soulignés d'un astérisque des textes, signalés dans ce volume à leur place chronologique, accessibles dans d'autres éditions dont les références sont indiquées et qui ne seront pas repris dans cet ouvrage.*

Léon TROTSKY

Un certain bilan de l'amalgame stalinien (12 janvier 1935)	29
Le procès de Zinoviev, Kamenev et autres (16, 17, 18 juin 1935)	35
Tout se met progressivement en place (26 janvier 1935)	45
Où la bureaucratie stalinienne mène-t-elle l'U.R.S.S. ? (30 janvier 1935)	51
[Pour la cooptation de Ruth Fischer] (31 janvier 1935)	62
Des indices inquiétants (31 janvier 1935)	65
L'Etat ouvrier, thermidor et bonapartisme (1 ^{er} février 1935)	68
[La nouvelle ère de la démocratie soviétique] (10 février 1935)	90
[Sur la conférence de l'I.A.G.] (26 février 1935)	92
[Comment relancer le travail pour la IV ^e Internationale] (février 1935)	108
[Combinaisons centristes et tactique marxiste] (28 février 1935)	113
[Le sectarisme, tendance réactionnaire] (2 mars 1935)	121
Encore sur le bonapartisme : [bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique] (mars 1935)	134
Du plan de la C.G.T. à la conquête du pouvoir (mars 1935) *	139

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-JUIN 1935

[La situation dans le bureau de la jeunesse de Stockholm] (23 mars 1935)	140
[Sur la fédération de l'enseignement] (24 mars 1935)	146
Encore une fois, où va la France ? (28 mars 1935)	148
Une nouvelle étape dans l'amalgame stalinien (31 mars 1935)	215
Notes d'un journaliste (publié en avril 1935)	218
Discussion sur le S.A.P. et l'I.A.G. (mi-avril 1935)	225
La situation en France et les tâches du groupe bolchevik- léniniste de la S.F.I.O. (15 avril 1935)	234
Le problème national et les tâches du parti prolétarien (20 avril 1935)	242
La trahison stalinienne révélée par la seule lecture de l' <i>Humanité</i> (22 ou 23 avril 1935)	253
Alchimie centriste ou marxisme. Sur la question du S.A.P. (24 avril 1935)	261
[Persécution stalinienne] (25 avril 1935)	297
Laval et le P.C. français (mai 1935)	298
Staline a signé l'arrêt de décès de la III ^e Internationale (publié le 25 mai 1935)	301
Pourquoi nous sommes bolcheviks-léninistes ? Une explication avec les camarades du parti (fin mai 1935)	314
A la veille du 7 ^e congrès de l'Internationale communiste (7 juin 1935)	318
[Refus d'être candidat à Edinbourg] (7 juin 1935)	322
Pour résider en Norvège (7 juin 1935)	323
Lettre ouverte aux ouvriers français (10 juin 1935) *	324
[Une nouvelle étape] (10 juin 1935)	325
[Pas d'ingérence dans la vie politique de la Norvège] (11 juin 1935)	329
[Ultime appel] (12 juin 1935)	330
[Discussion sur l'action clandestine en Allemagne nazie] (11 ou 12 juin 1935)	331
[Rétablir la discipline] (13 juin 1935)	344
Pour la IV ^e Internationale. Lettre ouverte aux organisations et groupes révolutionnaires prolétariens (juin 1935)	346
[Vers la nouvelle Internationale de la jeunesse] (été 1935)	360

<i>ANNEXES</i>	363
<i>OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS</i>	365
<i>INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES</i>	369
<i>INDEX DES NOMS DE PERSONNES</i>	371
<i>INDEX DES ORGANISATIONS, INSTITUTIONS, INSTANCES</i>	377
<i>INDEX DES THÈMES ET SUJETS</i>	387

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-JUIN 1935

TABLE DES HORS-TEXTES :

Planche I - Pierre Naville et Claude Just

Planche II - Jack MacDonald et Chen Duxiu

Planche III - Ruth Fischer et Arkadi Maslow

Planche IV - Hershl Sockfish et Myriam Schumik

AVERTISSEMENT

La publication des œuvres de Léon Trotsky dans laquelle s'insère le présent volume répond à un projet d'ensemble qui vise à permettre une connaissance plus large et plus sûre de sa pensée et de son action. Ses livres proprement dits ont connu en France des rééditions successives, souvent dans des collections de poche qui en facilitent la circulation. Mais à quelques exceptions près, les articles et l'énorme correspondance qui forment pourtant l'armature quotidienne de son combat politique ne sont pas aisément accessibles. Pour la période de l'exil, la correspondance, dont de nombreux éléments publiés dans cette collection étaient jusqu'à ce jour inédits, a constitué une part considérable de l'activité de Trotsky : elle était un de ses modes principaux d'intervention dans les luttes. En outre, plus encore que les ouvrages, articles et lettres exigent pour parvenir pleinement au lecteur des annotations précises les replaçant dans les événements, discussions, polémiques de l'époque, éclairant la vie des groupes et des hommes qui se sont rassemblés autour ou dans la mouvance de Trotsky. De nouveaux documents issus d'archives publiques ou privées fournissent aujourd'hui la possibilité de prendre une vue approfondie de tout ce contexte.

Un effort d'édition devait donc être entrepris, se fixant pour premier objectif la constitution de recueils présentés par des introductions historiques solides et accompagnés d'un appareil critique d'une grande rigueur. Ces considérations ont conduit un certain nombre de militants et de chercheurs, conscients de la nécessité d'un tel travail, à créer un Institut Léon Trotsky, grâce auquel puisse être évitée la dispersion des efforts et assurée une collaboration scientifique internationale étendue ; la tâche est trop vaste pour être poursuivie individuellement. L'Institut, fondé à la fin de 1977 à Paris, se fixe un double but :

1) assurer l'édition, dans l'esprit ci-dessus défini, des textes de Léon Trotsky de la manière la plus complète possible dans les conditions actuelles, sans renoncer à l'éventualité plus lointaine d'un regroupement général.

2) publier des *Cahiers Léon Trotsky*, apportant des études, des documents, des témoignages, et, on le souhaite, les suscitant.

On a préféré, pour cette collection *Œuvres*, l'ordre chronologique à un ordre thématique, toujours quelque peu arbitraire, divers problèmes étant souvent considérés dans un même texte. C'est le parti retenu par les éditeurs américains de Pathfinder Press pour les douze volumes de *Writings* couvrant la période 1929-1940. Nous leur devons beaucoup ; nous espérons leur être utiles à notre tour en leur apportant pour des réimpressions éventuelles les enrichissements et les rectifications que ne manque pas d'entraîner la poursuite de la recherche. Les traductions des textes sont faites dans la mesure du possible à partir de l'original russe.

Nous espérons également que le lecteur trouvera dans ces volumes non seulement multiples éléments de connaissance, mais aussi matière neuve de réflexion.

Marguerite BONNET
présidente de l'Institut Léon Trotsky
29, rue Descartes — 75005 Paris

RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION INTERNATIONALE

Pour la rédaction des introductions et notes du présent volume, nous avons interrogé oralement ou par écrit les personnes suivantes qui ont toutes été à un moment ou à un autre actives dans le mouvement suscité par Trotsky : Erwin H. Ackerknecht (Zürich), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Hugo et Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernández (Mexico), Pierre Frank (Paris), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Reading), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Alfonso Leonetti (Rome), Karliافتis Loukas (Athènes), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zürich), Jean Rous (Paris), Jean van Heijenoort (Mexico), Michel Raptis (Paris), Oscar Weiss (Francfort/Main).

Pour l'établissement des liens avec ces précieux témoins, la rédaction des indications d'ordre biographique concernant les personnes disparues, ainsi que pour la documentation générale, nous avons une dette considérable vis-à-vis de la Bibliothèque de Documentation Internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre, et notamment du fonds d'archives déposé par la Ligue communiste depuis 1972 ainsi que du fonds d'archives Lefeuve, de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam, de l'Institut Feltrinelli à Milan, du Centre d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale de Bruxelles, du Centre de documentation internationale (C.E.S.—E.D.I.) de Paris, du Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (C.E.R.M.T.R.I.) de Paris et du fonds d'archives déposées par l'O.C.I., de la Bibliothèque du Musée social à Paris, du Centre de documentation Benjamin Franklin et de la Bibliothèque Medem de Paris, des Editions ouvrières à Paris, ainsi que de la Haupt-Staat Archiv de Düsseldorf, de l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo et de l'Arbetrörrelsens Arkiv de Stockholm.

Nous tenons tout particulièrement à remercier dans ces diverses institutions Mlle Campfens et MM. Segall et V. Kahan, d'Amsterdam, M. Luk Kongs de Bruxelles ainsi que Mlle Nadya De Beule et M. Rudi Van Doorslaer, Sammy Ketz et J. M. Brabant, et les autres collaborateurs de Jean Maitron pour le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, le Dr Ziegahn, de Düsseldorf, le professeur Hermann Weber, de l'Université de Mannheim, Mlle Colette Chambelland, de Paris, Mlle Solveig Halvorsen, d'Oslo, Mme Eva Karlson, de Stockholm. Nous remercions également Georges Scheuer, J. Poulos, Rodolphe Prager, Rudolf Segall, Fritz Keller, Hans Schafranek, militants et chercheurs, Wolfgang Alles, Willy

Buschak, Maurice Stobnicer, étudiants en doctorat, M. Boris Goldenberg, de Cologne, Mme Patricia Francis, du Labour Party, M. K. Vaisbord de Paris, M. Roland Lewin, de Grenoble, le professeur Pelai Pagès de Barcelone, et M. David Vogelsanger de Zürich, qui tous nous ont fourni une aide personnelle précieuse, ainsi que M. Pierre Saccoman. Nous remercions également tous ceux qui ont cherché pour nous des renseignements utiles dans les bibliothèques et collections de périodiques.

La base solide sur laquelle a reposé notre travail avait été construite par George Breitman et l'équipe qui édite les Writings pour Pathfinder Press. En outre, c'est non seulement à eux que nous devons d'avoir accédé facilement aux documents capitaux déposés à la Bibliothèque du collège de Harvard (Séries T (Trotsky), V (van Heijenoort) et D (commission Dewey), mais également ceux de la Bibliothèque d'Histoire sociale de New York, comprenant notamment, dans les archives de James P. Cannon, de nombreuses copies de lettres de Trotsky, inaccessibles ailleurs. La liaison avec George Breitman a été permanente tout au long du travail. Jean van Heijenoort a été le guide, l'ultime recours, et a permis d'identifier souvent des textes non signés. Louis Sinclair, pas seulement par sa monumentale Trotsky : a Bibliography, mais par son inlassable disponibilité, a été à la fois boussole et carte.

Les traductions ont été faites, mais plus souvent seulement revues, par Pierre et Andrée Broué, Alain Calvié pour les textes allemands inédits et Michel Kerhnon pour le russe. Le manuscrit a été dactylographié par Pierre Broué, avec l'aide de Martine.

Les recherches nécessaires à l'établissement des introductions et notes ont été effectuées par Pierre Broué et Michel Dreyfus.

Les textes de ce volume ont été réunis par Pierre Broué qui a rédigé les notes dans un premier jet. Michel Dreyfus les a enrichies et augmentées. Elles ont été ensuite revues par les deux et par J.-F. Godchau. L'introduction, signée de ses auteurs, a été discutée avec le bureau de l'Institut Léon Trotsky. La mise au point définitive et l'établissement des index ont été réalisés sous la direction de Jean Risacher avec la collaboration des animateurs de l'Institut Léon Trotsky et des E.D.I.

Enfin M. Esteban Volkov, « Seva », le petit-fils de Trotsky, nous a encouragés et a apporté à l'Institut, donc à l'équipe de présentation, une aide matérielle décisive.

L'équipe de présentation

LISTE DES SIGLES

A.F.L.	: American Federation of Labor
A.R.A.C.	: Association républicaine des anciens combattants
A.W.P.	: American Workers Party
B.L. ou b.l.	: bolchevik-léniniste
C.A.P.	: Commission administrative permanente (S.F.I.O.)
C.C.	: Comité central
C.E.	: Comité exécutif ou commission exécutive
C.E.D.A.	: Confederación española de derechas autónomas
C.G.T.	: Confédération générale du travail
C.G.T.U.	: Confédération générale du travail unitaire
C.I.O.	: Committee for Industrial Organization
C.L.A.	: Communist League of America
C.N.	: Conseil national
C.N.T.	: Confederación nacional del trabajo
C.P.L.A.	: Committee for progressive Labor action
C.P.S.A.	: Communist Party of South Africa
D.N.A.	: Det Norske Arbeiderparti
F.C.I.	: Federación comunista ibérica
F.I.O.S.A.	: Fourth International Organisation of South Africa
G.B.L.	: Groupe bolchevique-léniniste
G.P.U.	: Guépéou (Gosoudartsvennoïé Polititcheskoïé Oupravlénie)
I.A.G.	: Internationale Arbeitsgemeinschaft
I.C.	: Internationale communiste
I.K.D.	: Internationale Kommunisten Deutschlands
I.L.O.	: International Left Opposition
I.L.P.	: Independent Labour Party
I.V.K.O.	: Internationale Vereinigung Kommunistische Opposition
I.W.W.	: Industrial Workers of the World
J.C.	: Jeunesses communistes
J.S.	: Jeunesses socialistes

K.P.D.	: Kommunistische Partei Deutschlands
K.P.O.	: Kommunistische Partei Opposition
L.C.I.	: Ligue communiste internationaliste (ou internationale)
L.C.I.	: Ligue des communistes internationalistes
N.A.S.	: Nationaal Arbeids-Secretariaat
N.K.V.D.	: Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del
N.M.M.	: National Minority Movement
N.O.I.	: Nuova Opposizione italiana
N.S.P.P.	: Niezalezna socjalistyczna partia pracy
O.S.P.	: Onafhankelijk socialistische partij
P.C.	: Parti communiste
P.C.I.	: Partito comunista italiano
P.C.U.S.	: Parti communiste d'Union soviétique
P.O.B.	: Parti ouvrier belge
P.O.F.	: Parti ouvrier français
P.P.S.	: Polska partia socjalistyczna
P.S.	: Parti socialiste
P.S.I.	: Partito socialista italiano
P.S.O.E.	: Partido socialista obrero espanol
P.U.P.	: Parti d'unité prolétarienne
R.S.A.P.	: Revolutionair socialistische arbeiders partij
R.S.J.V.	: Revolutionair socialistische Jeugd Verbond
R.S.P.	: Revolutionair socialistische partij
S.A.	: Sturmabteilung
S.A.P.	: Sozialistische Arbeiterpartei
S.D.N.	: Société des nations
S.F.I.C.	: Section française de l'Internationale communiste
S.F.I.O.	: Section française de l'Internationale ouvrière
S.I.	: Secrétariat international
S.J.V.	: Socialistische Jeugd Verbond
S.P.D.	: Sozialdemokratische Partei Deutschlands
S.R. ou s.r.	: Socialiste-révolutionnaire
S.S.	: Schutzstaffeln
T.P.P.S.	: Toujours prêts pour servir
U.D.	: Union départementale
U.G.T.	: Unión general de trabajadores
U.P.S.	: Union des partis socialistes
W.P.C.	: Workers Party of Canada
W.P.U.S.	: Workers Party of the United States

REPERES CHRONOLOGIQUES

1935

JANVIER

- 3 — L'Abyssinie en appelle à la S.D.N. au sujet de l'Italie.
- 7 — Accord franco-italien signé à Rome à la suite des entretiens Laval-Mussolini, qui laisse à ce dernier les mains libres en Ethiopie. Début du conflit entre Roosevelt et la Cour suprême sur le New-Deal, qui en est une remise en cause et un renforcement des grands monopoles.
- 13 — Plébiscite en Sarre : majorité écrasante pour le rattachement au III^e Reich.
- 15 — Révoltes et émeutes à Cuba. Suspension des droits constitutionnels.
- 15/18 — Procès et condamnation de Zinoviev, Kamenev et autres vieux-bolcheviks de Leningrad.
- 23 — Condamnation à la prison des dirigeants du G.P.U. de Leningrad, Medved et Zaporojets.
- 28 — Ouverture du 7^e congrès des Soviets.

FEVRIER

- 3 — Proposition d'un plan de paix franco-anglais.
- 14 — Réponse allemande au projet franco-anglais. Demande de négociations directes.
- 15 — Conférence de l'I.A.G.

MARS

- 1^{er} — Retour de la Sarre à l'Allemagne.
- Insurrection vénizéliste en Grèce.
- 2/3 — Congrès de fusion de l'O.S.P. et du R.S.P. qui forment le R.S.A.P. hollandais.
- 5 — Début du « Kirchenkampf » en Allemagne : 800 prêtres arrêtés.
- 10 — Assemblée générale de la section belge qui décide l'entrée dans le P.O.B. Vereeken refuse de s'incliner et fait scission.
- 12 — Le service militaire est porté en France de dix-huit mois à deux ans.

- 13 — Dictature militaire à Cuba.
- 16 — Réintroduction du service militaire obligatoire en Allemagne en violation du Traité de Versailles. L'armée allemande est portée à 36 divisions et 5 000 hommes.
- 18 — Crise financière et gouvernementale en Belgique.
- 19 — Cooptation de Ruth Fischer au S.I.
- 20 — Gouvernement socialiste (D.N.A.) en Norvège sous Nygaards-vold.
- 21 — Appel de la France à la S.D.N. contre le réarmement allemand.
- 23 — L'U.R.S.S. vend le chemin de fer de l'Est chinois au Mandchoukuo.
- 25 — Formation d'un gouvernement belge d'union nationale dirigé par P. Van Zeeland avec la participation d'E. Vandervelde, H. De Man, et P.-H. Spaak du P.O.B.
- 31 — Dévaluation du franc belge.
- Grève générale à Cuba, réprimée par l'armée de Batista.

AVRIL

- 9 — Accord commercial germano-soviétique.
- 11/14 — Conférence et accords de Stresa.
- 14 — Incident de Wal Wal, prélude à la guerre d'Ethiopie.
- 17 — Le conseil de la S.D.N. condamne le réarmement allemand.
- 23 — Nouvelle Constitution autoritaire en Pologne.
- 25/27 — Premières entrevues entre Fred Zeller des J.S., R. Guyot des J.C. et les dirigeants des J.C. russes Kossarev et Tchémoulanov.

MAI

- 2 — Signature du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique.
- 5 — Dernière rencontre entre Zeller et les dirigeants des J.C. russes.
- 12 — Mort de Pilsudski remplacé par le général Rydz-Smigly.
- 13/15 — Laval à Moscou.
- 15 — Laval indique que « M. Staline approuve » la politique de défense nationale de son gouvernement.
- 16 — Pacte soviéto-tchécoslovaque d'assistance mutuelle subordonnant l'aide militaire de l'U.R.S.S. à l'intervention de la France.
- 19 — Montée du parti allemand des Sudètes à l'occasion des élections législatives en Tchécoslovaquie.
- 22 — Le P.C. placarde dans Paris une affiche titrée : « Staline a raison ».
- 25 — Dissolution en U.R.S.S. de la « Société des vieux-bolcheviks ».
- 31 — Démission du gouvernement P.-E. Flandin.
- Contre Fersen qui préconisait l'entrée dans le P.S.O.E. et le C.E. qui préconisait le « regroupement » en Catalogne et l'entrée dans le P.S.O.E. ailleurs, la Izquierda Comunista choisit le « regroupement » dans toute l'Espagne.

JUIN

Rédaction de la « Lettre ouverte » pour la IV^e Internationale.

1^{er} — Lettre de Nin au S.I. : rupture de fait entre la I.C.E. et le S.I. de la L.C.I.

7 — Baldwin (conservateur) succède au travailliste MacDonald qui reste au gouvernement comme Premier ministre de Grande-Bretagne.

7 — Pierre Laval président du conseil en France.

7 — Enoukidzé exclu du B.P. et du C.C. du parti en U.R.S.S.

7/9 — Congrès de la S.F.I.O. à Mulhouse.

10 — Plénum du W.P.U.S. qui fait apparaître une crise interne avec le « bloc » de la tendance Weber-Muste avec les adversaires de l'entrisme autour d'Oehler. Le W.P.U.S. décide de signer la « Lettre ouverte » mais demande de laisser un délai d'un mois au S.A.P. pour la signer avant qu'elle soit rendue publique.

10 — Trotsky et Natalia quittent Grenoble par le train accompagnés de Van.

11/14 — Trotsky, à Paris, chez le Dr Rosenthal, rencontre de nombreux camarades et multiplie les démarches pour le visa norvégien.

12 — Signature d'un armistice mettant fin à la guerre du Chaco aux dépens de la Bolivie.

14 — Trotsky et Natalia quittent Paris en train pour Anvers en compagnie de Van et Rous.

15 — Trotsky et Natalia, arrivés le matin à Anvers, embarquent à 20 heures, avec Van et Frankel, sur le *Paris*.

18 — Arrivés à Oslo le matin, Trotsky et ses compagnons se rendent en voiture à Jevnaker où ils logent à l'hôtel.

Accord naval germano-britannique.

23 — Trotsky et les siens s'installent dans la maison de Konrad Knudsen à Weksal près de Hønefoss.

25 — Van Heijenoort repart pour la France.

25 — Lettre ouverte de Natalia au sujet de l'arrestation en U.R.S.S. de son fils Sergei.

Elections législatives en Grèce à majorité monarchiste.

INTRODUCTION

Exilé d'Union soviétique en 1929, autorisé à résider en France à partir de juillet 1933, Trotsky, formellement expulsé en avril 1934, a pu tout de même trouver un asile provisoire dans les conditions d'une « surveillance spéciale » chez un instituteur de l'Isère, Laurent Beau, à Domène. Dans l'intervalle, il a appelé ses partisans dans le monde, les « bolcheviks-léninistes » des sections de l'Opposition de gauche internationale, à abandonner définitivement la politique « d'opposition » à l'intérieur des P.C. et de l'I.C. et à se consacrer au combat pour la création de nouveaux partis et de la nouvelle Internationale, la IV^e. En 1934, il a déclenché dans leurs rangs une tempête en proposant le « tournant français », la politique d'entrée — on dira « entrisme » — des bolcheviks-léninistes français dans la S.F.I.O. C'est enfin à Domène qu'il a appris, début décembre, l'assassinat de Kirov, compris et montré du doigt les efforts de Staline pour mettre sur pied un nouvel « amalgame » de grande envergure : lier aux activités de terrorisme, voire de sabotage et d'espionnage, les opposants politiques, réels ou virtuels, de la bureaucratie, au premier chef, bien sûr, les militants de l'Opposition de gauche dispersés pour le moment dans les camps et les isolateurs.

C'est donc par la force des choses à l'Union soviétique qu'il consacre ses premiers travaux de 1935. L'affaire Kirov a révélé la main du G.P.U. dans une opération à moitié manquée, mais les menaces se précisent néanmoins. La répression s'abat sur de très larges secteurs, au premier chef sur les anciens dirigeants de l'Opposition de Leningrad. Zinoviev et Kamenev, arrêtés, sont traînés devant un tribunal militaire, accusés d'être « moralement responsables » du crime, condamnés à de lourdes peines de prison. Trotsky défend ses vieux adversaires contre ces accusations infâmes dont il n'a pas de peine à démontrer qu'elles visent en réalité à justifier l'anéantissement de toute opposition. Bien entendu,

c'est l'Opposition de gauche qui est particulièrement visée. La nouvelle de l'arrestation de sa première femme, Alexandra, de son second fils, Sergei, de la condamnation renouvelée automatiquement de tous ses amis déportés, de l'arrestation des anciens qui ont pourtant capitulé, démontre à Trotsky que la menace est précise et concrète. Inlassablement, il démonte les pièces du mécanisme mis en marche à travers le « complot » de Staline contre Kirov et destiné, en dernière analyse, à le broyer, lui. Il faut en outre expliquer et comprendre : des études théoriques, dont l'une sur la notion de « Thermidor », lui permettent de corriger une analogie historique qui risquerait de gêner aujourd'hui la précision et par conséquent l'efficacité de son analyse. La biographie commencée de Lénine accumule en revanche un compréhensible retard.

Au sein de l'organisation internationale, la L.C.I., les remous provoqués par le « tournant français » — l'entrée des bolcheviks-léninistes dans la S.F.I.O. — sont en voie d'apaisement, mais ils ont laissé des traces sérieuses. Les succès des bolcheviks-léninistes français dans la S.F.I.O. — ils sont en train de conquérir la majorité des jeunesses de la Seine et de séparer dans les rangs centristes Marceau Pivert de Zyromski — ne sont pas pour peu dans cet apaisement. La section belge, sous l'impulsion de Lesoil, s'est à son tour convertie à l'« entrisme » et décide en mars d'entrer dans le P.O.B. à des conditions pourtant bien moins favorables qu'en France puisque, d'une part, les B.L. belges se voient dénier le droit d'avoir leur propre organe, et aussi parce que le parti où ils viennent d'entrer accepte quelques jours après de participer à un gouvernement d'union nationale (1). Vereeken scissionne, organise son propre groupe dès les premiers jours d'avril, et publie le journal Spartacus : ce n'est une surprise pour personne (2). D'importants succès paraissent proches cependant, en particulier la possibilité de gagner à bref délai Walter Dauge, l'un des principaux dirigeants des J.G.S., animateur de la gauche du P.O.B. dans le Borinage.

La section américaine a, elle aussi, ses adversaires de l'« entrisme » avec Hugo Oehler et Tom Stamm, déjà opposés à la fusion avec les « mustistes » en 1933 et dont l'activité est source d'une réelle tension dans le W.P. entre Muste et Cannon en particulier, le premier reprochant au second d'avoir la main trop lourde avec les opposants à l'intérieur du parti. La section espa-

(1) Bulletin intérieur de la L.C.I. édité par le S.I., n° 1, avril 1935.

(2) Georges Vereeken, *La Guépéou dans le mouvement trotskiste*, p. 127.

gnole qui avait rejeté unanimement en septembre la proposition d'entrer dans le P.S.O.E. se repose la question : Fersen, en prison, a été convaincu de la justesse du tournant proposé par Trotsky, à travers la fréquentation des militants des J.S. détenus avec lui. L'exécutif de la Izquierda comunista va proposer un compromis : « nouveau parti » en Catalogne par le regroupement des « révolutionnaires », notamment avec le Bloc ouvrier et paysan de Maurín, entrée dans les J.S. et le P.S.O.E. dans le reste de l'Espagne. La section suisse, le groupe Marxistische Aktion, décide d'entrer dans le parti socialiste à sa première conférence, en décembre 1934 (3) et son exemple est bientôt suivi par le petit groupe roumain (4). Des discussions ont lieu également en Pologne sur l'éventualité d'une « entrée » dans le Bund et le P.P.S.

C'est en février 1935 que se réunit enfin la conférence de l'I.A.G., la première depuis celle d'août 1933 qui avait vu se constituer le « bloc des quatre » pour la IV^e Internationale. Détail significatif : elle se retrouve un jour entier avec des éléments de gauche des partis socialistes à Saint-Denis, chez Doriot qui n'en est pas membre. Dès novembre 1934, Trotsky avait combattu au sein du S.I. les positions défendues par certains délégués français et belges qui envisageaient la participation de la L.C.I. Il ne fallait pas, selon lui, aller à cette conférence, il fallait éviter de donner aux centristes l'occasion de souder leurs rangs contre les « trotskystes » et laisser librement jouer les contradictions qui minaient ce « bloc sans principes ». Il pense que la conférence, de toute façon, permettra de dresser le bilan de l'expérience du bloc des quatre commencée en août 1933 et qui bat de l'aile depuis de longs mois.

Débarassé de l'aile droite de De Kadt et Sal Tas, l'O.S.P. hollandais s'est enfin engagé dans un processus de fusion avec le R.S.P. de Sneevliet, et le futur parti unifié hollandais est représenté à la conférence par P.J. Schmidt et Sneevliet : tous deux présentent ensemble une résolution pour la IV^e Internationale. Le D.N.A. est absent et, bientôt chargé de former le nouveau gouvernement norvégien, ne reparaitra plus dans de pareilles assemblées. En fait, c'est le S.A.P. qui apparaît comme l'élément moteur de la coalition qui se regroupe derrière le sigle de l'I.A.G. et son « bureau de Londres ». C'est une motion du S.A.P. qui s'oppose à celle des Hollandais dans la question de la nouvelle Internatio-

(3) « L'activité de la Marxistische Aktion », *Bulletin intérieur* de la L.C.I., n° 2, mai 1935.

(4) BARTA, « Comment s'est forgé le groupe B.L. de Roumanie », *Bulletin intérieur* de la L.C.I., n° 4, novembre 1935.

nale, dont il se dit partisan et dont il confie « au processus historique » le soin de la construire (5). Dès lors, pour Trotsky, c'est le parti de Walcher qui constitue le barrage principal, le dénominateur commun des « centristes », qui permet de faire obstacle à la lutte concrète pour la nouvelle Internationale. C'est aussi la conclusion que tireront finalement de la conférence Schmidt et Sneevliet, primitivement convaincus qu'il fallait travailler au sein du bureau de Londres. C'est aussi celle du Polonais Stockfisch, amené comme « observateur » par Bauer, et qui est convaincu à l'expérience que Trotsky a eu raison.

Les choses sont suffisamment claires, et Trotsky se décide à déclencher contre le S.A.P. et le Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire — c'est la nouvelle dénomination que s'est donnée l'I.A.G. à la conférence — la polémique la plus vive, sans tenir compte des réticences de certains secteurs de son organisation internationale, au premier chef les clandestins d'Allemagne qui voient évidemment cette question sous un angle différent. Cette rupture publique avec le S.A.P. — sanctionnée dès le mois d'avril par un long texte qui lui est consacré — constitue l'acte de décès du bloc des quatre, lequel a, de toute évidence, définitivement épuisé toutes ses possibilités de jouer le rôle de cadre de la construction de la IV^e Internationale. Le tournant a également ses conséquences dans l'organisation internationale des jeunes, le Bureau de la jeunesse de Stockholm, au sein duquel s'engage un processus qui mène à la scission.

Il n'est cependant pas moins nécessaire — au contraire — de continuer le combat pour la IV^e Internationale et la rapidité de la dégénérescence de l'U.R.S.S. stalinisée vient confirmer sur ce point l'analyse de juillet 1933. Il faut prendre sur ce terrain une nouvelle initiative qui ne peut évidemment provenir des sections qui ont pratiqué l'entrisme. Elle partira donc des deux organisations nées à terme de la politique du bloc des quatre, ces deux partis unifiés hollandais et américain qui viennent de se constituer et que Trotsky pressent sur ce point dès le lendemain de la conférence de février. Il est clair en effet que la défection du S.A.P. peut être compensée — et au-delà — par l'acquis positif que constitue l'apparition successive du Workers Party des Etats-Unis et du R.S.A.P. hollandais. C'est à partir de là que Trotsky conçoit le projet de ce qu'il appelle le « manifeste pour la IV^e Internationale », un texte rédigé par lui, amendé, adopté, signé par ces deux

(5) L'expression est textuellement employée dans le texte du S.A.P., « Internationale Neuformierung », *Das Banner der revolutionären Einheit*, sans numérotation ni date.

partis, la L.C.I. elle-même, le G.B.L. français et le Workers Party du Canada. On l'appellera « Lettre ouverte ».

Bien du temps a été consacré à sa fabrication et au combat pour avoir les premières signatures. Mais le texte est clair et concret. Il permet une discussion réelle et une clarification politique, bref, le rassemblement à un niveau supérieur de tous ceux qui sont convaincus — dans quelque organisation qu'ils se trouvent — qu'une Internationale est nécessaire à la victoire de la révolution.

Car la révolution prolétarienne est, à nouveau, pour Trotsky, à l'ordre du jour. Il revient au printemps, dans un texte assez long, sur la situation française, selon lui « prérévolutionnaire ». Le mouvement des masses, nourri par la crise économique et sociale et la mortelle menace du fascisme, se heurte à l'obstacle que constituent les appareils des partis ouvriers, et, au premier chef, celui du parti communiste, dirigé par l'I.C., dont il analyse minutieusement la politique telle qu'elle apparaît en ce mois de mars.

Bientôt se produit un événement capital dans l'histoire tout court, mais plus encore dans celle du mouvement ouvrier international, un acte diplomatique aux retombées politiques incalculables. Pierre Laval, successeur de Barthou aux affaires étrangères, est allé signer à Moscou un pacte d'assistance mutuelle en cas d'agression. Il en est revenu brandissant une déclaration de Staline, qui approuve « la politique de défense nationale » du gouvernement français.

Le parti communiste tourne sans attendre, sur ses talons, proclame dans ses affiches que « Staline a raison ». Ainsi se dégage la route vers l'objectif poursuivi ouvertement par le parti communiste, la constitution du « Front populaire » sous la forme d'abord d'un rassemblement électoral — l'alliance des deux partis ouvriers avec le parti traditionnel de l'impérialisme français, le parti radical de Herriot et Daladier.

La conclusion d'un bloc politique des deux partis, socialiste et communiste, avec un parti de l'ordre bourgeois, alors que France et U.R.S.S. s'allient face à l'Allemagne nazie, a, pour Trotsky, une signification précise : les directions des partis socialiste et communiste sont en train de préparer l'union sacrée dans la guerre contre l'Allemagne nazie, guerre qualifiée pour la circonstance d'« antifasciste ». Et le Front populaire, du coup, revêt toute sa signification de barrage contre la montée des masses qui menace la domination de la bourgeoisie... et ses plans d'union nationale.

Pour Trotsky, les choses sont claires. Elles le sont vraisemblablement un peu moins pour ses camarades français du G.B.L. qui semblent n'avoir pas clairement perçu la différence entre le « front unique » des partis ouvriers, ouvrant la perspective du combat de classe, et le « front populaire » largement ouvert aux partis de la bourgeoisie, puisqu'ils en viennent à réclamer « un front populaire de combat ». Il le leur fait remarquer à l'occasion, s'attache avant tout pourtant à combattre chez eux les illusions nées de leurs premiers succès et d'une adaptation nécessaire à leur efficacité. Il comprend en effet qu'il ne faut pas, dans la situation nouvelle, s'attendre à ce que se maintienne à leur égard la relative bienveillance de la bureaucratie de la S.F.I.O. qu'inquiètent, bien évidemment, les progrès de l'influence des B.L. Les jours des trotskystes en tant que tendance dans la S.F.I.O. sont désormais comptés.

Trotsky, d'ores et déjà, et bien que rien ne permette encore de « dater » la sortie, invite ses camarades français à s'orienter vers une politique plus indépendante, à présenter leur politique aux ouvriers, peu nombreux au parti socialiste, mais qu'ils trouveront dans les syndicats et chez les inorganisés en s'adressant directement à la classe. Il donne d'ailleurs personnellement l'exemple de cette orientation dans l'Isère où, par l'intermédiaire de sa récente recrue, Alexis Bardin, il fait adopter à l'U.D. de la C.G.T. et à son secrétaire, le typographe Marcel Satre, une orientation à la fois unitaire et révolutionnaire. A son grand regret, il n'a pu convaincre d'anciens vieux alliés, comme Maurice Dommanget et les dirigeants de la fédération unitaire de l'enseignement, lesquels persistent dans leur double refus de venir militer à la S.F.I.O. et de faire de leur organisation le fer de lance d'une réunification syndicale imposée par les masses.

*

* *

Mais il est bien évident que dans une telle conjoncture politique, l'asile français tout relatif dont il bénéficie encore est de plus en plus précaire et dangereux. Quel pays accordera à l'exilé le visa de séjour qui lui assurerait des conditions de travail normales, plus de liberté de mouvement et moins d'incertitudes ? On peut penser que des gouvernements socialistes se décideraient éventuellement à franchir ce pas. La première occasion se présente en Norvège, en mars, quand les élections portent pour la première fois au pouvoir le D.N.A. de Martin Tranmael. Il faut explorer tout de

suite cette possibilité-là. C'est le rôle de Gérard Rosenthal, avocat et ami précieux, qui va à Oslo, rencontre plusieurs ministres, argumente et tente de convaincre. Le jeune Allemand Walter Held, réfugié à Oslo, les anciens de l'I.C. restés en contact même quand ils sont revenus vers le D.N.A., comme Olav Scheflo, continuent les démarches entreprises. Au début de juin, un télégramme de Held apporte la bonne nouvelle : les dirigeants du D.N.A. ont promis que le gouvernement accorderait le visa. En toute hâte, les hôtes de Domène font leurs bagages. Ils obtiennent de la police française, enfin soulagée, le droit de transiter par Paris où les attend une nouvelle désagréable : les diplomates norvégiens de Paris se font tirer l'oreille, et il n'y a pas de visa. Il faudra encore plusieurs jours d'attente angoissée à Paris, dans une situation qui menace de tourner au tragique, avant que tout se règle enfin favorablement. Trotsky et Natalia quittent enfin Paris, le 14 juin au soir, une fois de plus escortés par le fidèle van Heijenoort ; fidèle entre les fidèles, Jan Frankel a quitté la Tchécoslovaquie ; il rejoint à Anvers la petite troupe qui, après des entretiens avec divers militants dans le port belge, s'embarque enfin le 15 pour Oslo où elle débarque le 18 juin au matin.

Le séjour norvégien commence au moment même où vient de se terminer à Mulhouse un congrès de la S.F.I.O. à la fois positif et menaçant pour les bolcheviks-léninistes, et à la veille du début, sept ans après le 6^e congrès, du 7^e congrès de l'Internationale communiste. Dans une lettre au secrétariat international rédigée pendant son bref séjour parisien chez le Dr Rosenthal, père de l'ami Gérard, Trotsky annonce à ses camarades l'ouverture d'une « nouvelle étape » dans laquelle la tâche essentielle devient la construction d'un parti révolutionnaire indépendant. C'est donc la sortie de la S.F.I.O. qui, moins d'une année après l'entrée, est mise à l'ordre du jour par une situation nouvelle et des nécessités impérieuses. Une fois de plus, Trotsky est loin de ses camarades qui sont à l'endroit névralgique de la lutte des classes mondiale, au moment le plus difficile, où il faudra qu'ils sachent tourner, et où tout semble indiquer qu'ils sont loin d'être convaincus de la nécessité de le faire.

UN CERTAIN BILAN DE L'AMALGAME STALINIEN ⁽¹⁾

(12 janvier 1935)

Les circonstances permettent d'apporter brièvement quelque lumière sur les derniers épisodes du procès de l'assassinat de Kirov (2) et sur les amalgames (plutôt les séries d'amalgames) liés à cette affaire.

1.— Le mystérieux consul s'est trouvé être le consul letton (3) : notre supposition qui voulait que l'on ait choisi pour l'amalgame le petit consul d'un petit pays s'est complètement vérifiée. Mais la nécessité de nommer le consul — sous la pression diplomatique, probablement — a menacé de mettre l'amalgame par terre : qui donc pourrait croire qu'un consul de Lettonie organise une intervention mondiale contre l'U.R.S.S. ? Il a fallu une nouvelle version : le consul de Lettonie était en fait l'agent de Hitler. C'est possible. Mais comment, en ce cas, lier Trotsky à Hitler ? Staline n'a même pas tenté de donner une explication. Il a laissé ses mercenaires de l'étranger se tirer d'affaire comme ils le

(1) *Biulleten Oppositsii*, n° 42, février 1935. Publié pour la première fois en français dans *La Vérité*, 25 janvier 1935. Publié également dans la brochure *La Bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov*, éditée par la Librairie du Travail. Les phrases entre [...] ne figurent pas dans le *Biulleten*, mais ont dû être rajoutées dans les éditions ultérieures. La numérotation des paragraphes, entre [], est évidemment différente de celle du *Biulleten*.

(2) Sergei M. KOSTRIKOV, dit KIROV (1886-1934), vieux-bolchevik, dirigeant du parti en Azerbaïdjan de 1921 à 1926, avait remplacé Zinoviev à la tête de l'organisation du parti à Leningrad en 1926. Devenu depuis secrétaire du parti, il était considéré dans certains milieux de la bureaucratie comme un rival possible et un successeur souhaitable de Staline. Un de ses proches avait eu en 1934 un entretien avec Léon Sedov, le fils de Trotsky, qui en avait rendu compte à son père. Kirov avait été assassiné le 1^{er} décembre 1934 par Leonid Nikolaïev.

(3) Le G.P.U. avait antérieurement affirmé que l'assassin de Kirov, Nikolaïev, avait été en contact avec un consul étranger qui était l'intermédiaire de Trotsky. Le nom de ce diplomate n'avait pas été révélé sur le coup, mais l'expulsion ultérieure du consul de Lettonie, Georg Bissenieks, permettait de penser que c'était de lui qu'il s'agissait. Georg BISSENIKS (1885-1947), militant social-démocrate en 1902, avait émigré en 1911. Il était entré en 1918 dans la diplomatie

pouvaient. Et les mercenaires n'ont rien pu donner de plus que ce qui leur avait été accordé par la nature (4).

2.— Le groupe Zinoviev (5) a été arrêté pour l'affaire de l'assassinat de Kirov. Cependant, l'acte d'accusation ne mentionne pas un seul des zinoviévistes arrêtés à Moscou. Pourquoi donc ont-ils été arrêtés ? Les laquais à l'étranger couvrent Zinoviev de boue avec la même impudence avec laquelle ils rampaient devant lui en 1923-1925.

3.— De quoi peut-on accuser, politiquement, Zinoviev, Kamenev (6) et leurs amis ? D'avoir capitulé. Par cet acte de lâcheté politique, ils ont poussé dans l'impasse la jeunesse révolutionnaire. Elle s'est trouvée sans perspectives. Cependant la chape de plomb du bureaucratisme ne lui permet ni de penser, ni de vivre, ni de respirer. C'est précisément dans de telles conditions que prennent naissance des tendances terroristes. Seule la montée du véritable bolchevisme à l'échelle mondiale peut insuffler de nouveaux espoirs à la jeunesse révolutionnaire soviétique et la préserver de la voie du désespoir et des aventures.

létone et avait été ambassadeur à Londres de 1921 à 1925. Il était consul général de Lettonie à Leningrad depuis 1933. En 1941, il fut arrêté et déporté par les autorités soviétiques.

(4) L'*Humanité* avait annoncé le 4 janvier 1935, sur la base d'une dépêche Havas du 31 décembre 1934, le « rappel » du consul de Lettonie Georg Bissenieks, présenté comme un ancien dirigeant S.R. Mais il n'allait plus y être fait allusion dans la procédure de Moscou. L'*Humanité* continuait cependant imperturbablement à traiter de l'affaire de l'assassinat de Kirov comme si la responsabilité du « consul » et son rôle d'intermédiaire avec Trotsky avaient été établis. L'*Humanité* écrivait le 3 janvier, sous la plume de Jacques Duclos, que « le contre-révolutionnaire Trotsky » essayait de nier, « lui qui porte la responsabilité du crime abominable de Leningrad ». Le même Duclos consacrait tout un article, le 7, à « Trotsky et l'assassinat de Kirov ». Le 20, le même journal affirmait : « Traîtres à la patrie socialiste, les résidus zinoviévistes et trotskystes passèrent au terrorisme en souhaitant l'intervention. » Le 27 janvier, Louis Aragon tentait de « démontrer » la culpabilité de Trotsky — « prouvée » en décembre, selon Duclos — en affirmant : « Là-dessus, Trotsky peut bien brandir ses œuvres complètes pour prouver qu'il n'a jamais recommandé le meurtre comme méthode politique. Il n'en reste pas moins qu'il est l'animateur dans le monde entier de groupes ennemis des partis communistes (...) dont la dégénérescence mène tout droit aux méthodes de Nikolaïev. » Faute de preuve plus convaincante, le poète stalinien traitait au passage Trotsky de « collaborateur de la *Dépêche de Toulouse* » !!

(5) Grigori Y. RADOMYLSKY, dit ZINOVIEV (1883-1936), vieux-bolchevik et principal collaborateur de Lénine en émigration, avait été le plus en vue de la *troïka* qui lui avait succédé et qui avait entamé dès 1923 la lutte contre Trotsky. Il était passé ensuite dans l'opposition en dirigeant d'abord la « nouvelle Opposition », puis en rejoignant Trotsky dans l'Opposition unifiée. Il avait été exclu à plusieurs reprises, réintégré chaque fois après des déclarations de « capitulation » toujours plus marquée. Employé à Moscou à la direction des syndicats, il avait été arrêté peu après l'assassinat de Kirov, avec plusieurs de ses anciens collaborateurs, et accusé d'avoir inspiré l'attentat.

(6) Lev B. ROSENFELD, dit KAMENEV (1883-1936), vieux-bolchevik, avait été étroitement lié à Zinoviev depuis 1917 à la tête du parti, puis dans l'opposition et les successives capitulations. Il faisait partie des « zinoviévistes » arrêtés.

[4.— La « plate-forme de l'Opposition de gauche » (7) de 1926 sert de passerelle entre le groupe terroriste et Zinoviev et ses amis. S'appuyant sur un des accusés, qui, manifestement, répète la formule du juge d'instruction du G.P.U., l'acte d'accusation proclame la filiation « idéologique » qui existe entre la « nouvelle opposition » de 1926 (fraction Zinoviev) et le groupe Nikolaïev (8). Mais comment relier cela au consul, à l'intervention et à l'acte terroriste ? La « plate-forme » de 1926 a été publiée dans toutes les langues. L'attitude envers l'U.R.S.S. y est développée avec une complète clarté. Il est vrai que des laquais n'ont pas besoin de réfléchir à cela. Mais, aujourd'hui encore, les ouvriers conscients peuvent avec fruit prendre connaissance des documents de 1926. Ils tireront, en particulier, de cette lecture la conclusion que si la bureaucratie a emprunté à la plate-forme, qu'elle calomniait, ses mesures les plus progressives, en revanche, les terroristes de Leningrad n'ont pu en aucun cas puiser dans ce document marxiste une justification de leur aventurisme insensé.]

[5].— La tentative de lier les bolcheviks-léninistes à l'idée d'intervention a une parenté historique bien déterminée. En 1917, Miljukov, Kerensky (9) et consorts accusèrent Lénine, Trotsky et les autres bolcheviks d'être des agents de l'état-major allemand et de servir les buts d'intervention des Hohenzollern. Cette calomnie idiote fit alors le tour du monde. Staline n'a pas inventé un seul mot nouveau. Il répète servilement la vieille calomnie contre les chefs du bolchevisme. Il n'est que l'élève de Miljukov et de Kerensky.

[6].— Quand les autorités maritimes britanniques m'arrêtaient, en mars 1917, pour m'enfermer dans un camp de concentration au Canada, Lénine écrivit dans la *Pravda*, n° 34 du 16 avril

(7) La « nouvelle Opposition », dirigée par Zinoviev et Kamenev, et dont l'axe était l'organisation du parti à Leningrad, s'était constituée en octobre 1925 sur la base de l'opposition à la Nep et à la politique de concessions aux koulaks. Elle avait été battue en décembre de la même année lors du 14^e congrès. C'était en avril 1926 que s'était constituée, par la fusion de l'opposition dite de 1923 autour de Trotsky, et de la « nouvelle Opposition » ainsi que d'autres groupes, l'« Opposition unifiée », familièrement appelée « de gauche », dont la plate-forme avait été publiée clandestinement en U.R.S.S. à l'été 1927.

(8) Le « groupe Nikolaïev » était le groupe qui était accusé d'avoir commis directement l'assassinat. Sur Nikolaïev, cf. n.2, p. 35.

(9) Pavel N. MILJUKOV (1859-1943), historien, leader du parti bourgeois constitutionnel-démocrate (« cadet »), avait été en 1917 ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire issu de la révolution de février. Alexandre KERENSKY (1882-1970), avocat, socialiste-révolutionnaire, fut dans la même période ministre, puis chef du gouvernement provisoire. Partisans de la poursuite de la guerre aux côtés des Alliés, Miljukov et Kerensky s'efforcèrent d'accréditer la thèse selon laquelle Lénine et Trotsky étaient des « agents allemands ».

1917 : « Peut-on croire une seule minute à la bonne foi d'une information, selon laquelle Trotsky, ancien président du soviet des députés ouvriers de Pétersbourg en 1905, révolutionnaire qui s'est consacré pendant des dizaines d'années au service désintéressé de la révolution, ait été capable de se lier à un plan subventionné par le gouvernement allemand ? C'est, en fait, une calomnie évidente, inouïe, impudente, à l'adresse d'un révolutionnaire. » Ces paroles furent écrites avant que je me sois joint à Lénine, avant que je sois élu président du soviet bolchevique de 1917, avant l'insurrection d'Octobre, avant la guerre civile, avant la création de la III^e Internationale, avant l'édification de l'Etat soviétique. Et, au bout de dix-huit ans, ce ne sont pas les agents du contre-espionnage britannique, mais les staliniens qui répètent la même « calomnie évidente, inouïe, impudente, à l'adresse d'un révolutionnaire » ! Ce simple rapprochement caractérise le mieux du monde le poison du mensonge, de la calomnie, de la fourberie que la bureaucratie stalinienne déverse dans le mouvement ouvrier mondial !

[7].— Les quatorze inculpés dans l'assassinat de Kirov ont été fusillés. Avaient-ils tous participé à l'acte terroriste ? L'acte d'accusation répond affirmativement à cette question, mais n'apporte pas l'ombre d'une preuve. *Nous ne croyons pas à l'acte d'accusation.* Nous avons vu avec quel esprit tendancieux, à la fois impudent et lâche, on a mis le nom de Trotsky dans le texte, passant volontairement sous silence les conséquences de la provocation du consul au sujet de la « lettre ». Il est beaucoup plus facile de mettre en cause une dizaine de jeunes communistes de Leningrad que Trotsky. Qui sont ces jeunes communistes ? Nous ne le savons pas. Mais, fusiller de jeunes communistes inconnus est chose facile (10). Il doit y avoir aussi, parmi eux, des agents du G.P.U. : ceux-là mêmes qui mirent Nikolaïev en rapport avec le « consul », préparèrent l'amalgame et, par cela même, permirent

(10) En réalité, les condamnés exécutés en même temps que Nikolaïev n'étaient plus à proprement parler de « jeunes communistes », puisque le plus jeune d'entre eux était né en 1905 et le plus âgé en 1896, mais plus probablement d'anciens militants des Jeunesses communistes. Trois d'entre eux au moins n'étaient pas des inconnus : l'ingénieur Nikolai N. CHATSKY (1899-1935) avait été l'un des dirigeants des J.C. de Leningrad. L'étudiant Ivan I. KOTOLYNOV (1905-1935) et l'employé Vladimir V. RUMIANTZEV (1902-1935) avaient tous deux été membres du comité central des J.C. et militants actifs de l'Opposition unifiée en 1926-1927, de son aile « zinoviéviste » : tous trois étaient originaires du fameux faubourg ouvrier de Vyborg, pépinière de cadres du parti. La présence de ces trois dirigeants jeunes parmi les accusés du procès Kirov ne fut pas relevée par Trotsky qui connaissait peu sans doute leur milieu : il est remarquable que ce fait significatif n'ait été relevé après lui par aucun historien...

à Nikolaïev de tirer le coup fatal. La suppression physique de ces agents était nécessaire pour se débarrasser d'acteurs et de témoins gênants de l'amalgame. Mais, parmi les fusillés, il pouvait y avoir simplement de jeunes communistes à l'esprit critique. Le but de l'amalgame était de terroriser définitivement la jeunesse avide d'indépendance, en lui montrant que le moindre doute dans la grâce divine donnée à Staline, ou dans l'immaculée conception de Kaganovitch (11), sera désormais châtié comme un acte terroriste.

[8]. — Les agents du G.P.U. à l'étranger, qui se donnent souvent pour des amis de l'U.R.S.S. et qui compromettent les véritables amis de l'U.R.S.S., accusent quiconque a une attitude critique à l'égard de la répression de sympathie (!) pour les terroristes. Les révolutionnaires ne peuvent avoir que du mépris pour ces méthodes de laquais. Sans aucun doute, les ennemis et les adversaires cachés de la révolution d'Octobre utilisent, de toute manière, pour leurs propres fins, les commentaires confus et contradictoires sur les exécutions sommaires. Mais cette circonstance ne doit nullement nous pousser à fermer les yeux sur le rôle double de la bureaucratie soviétique qui, d'une part, maintient à sa manière, contre les ennemis de classe, les conquêtes de la révolution d'Octobre, et, d'autre part, défend rageusement ses privilèges économiques et politiques contre la critique et la protestation des ouvriers d'avant-garde. Le G.P.U., en tant qu'instrument de la bureaucratie, dirige l'arme de la terreur à la fois contre les contre-révolutionnaires qui menacent l'Etat ouvrier et contre les jeunes communistes qui sont mécontents de l'absolutisme d'une bureaucratie incontrôlée. S'identifiant à l'Etat ouvrier, selon la vieille formule : « L'Etat, c'est moi ! », les sommets bureaucratiques présentent la terreur contre le parti et la Jeunesse communistes comme une terreur contre la contre-révolution. C'est à cela que servent les amalgames venimeux.

[9]. — Il ne s'agit pas de la lutte de la bureaucratie soviétique contre Trotsky et les « trotskystes ». Il s'agit de l'atmosphère morale du mouvement ouvrier mondial. L'ignoble amalgame monté autour du « consul », qui a, semble-t-il, servi en même temps trois gouvernements, appartient maintenant au nombre des moyens coutumiers, normaux, de la bureaucratie stalinienne dans sa lutte pour le maintien de ses positions de caste. En 1921, mettant en garde les camarades les plus proches contre l'élection de

(11) Lazar M. KAGANOVITCH (né en 1893), bolchevik en 1913, s'était lié à Staline pendant la guerre civile. Il était membre du bureau politique, premier secrétaire du parti à Moscou et commissaire du peuple.

Staline comme secrétaire général du parti, Lénine disait : « Ce cuisinier ne préparera que des plats épicés. » Evidemment, il n'était pas alors question des plats empoisonnés des amalgames. Et à qui sont-ils maintenant servis ? Aux ouvriers. Les staliniens empoisonnent systématiquement par le mensonge l'avant-garde prolétarienne mondiale. Et les intérêts de l'Etat ouvrier l'exigent-ils ? Jamais ! Mais ce qui l'exige, ce sont les intérêts avides d'une bureaucratie incontrôlée qui veut, coûte que coûte, préserver son prestige, son pouvoir, ses privilèges, par la terreur, contre quiconque dans les rangs du prolétariat pense et critique.

[10].— Le dévouement le plus chaleureux pour l'Union soviétique ne doit pas être aveugle, sinon il ne vaut rien. L'Etat ouvrier se développe à travers des contradictions extérieures et intérieures. Les formes et les méthodes de l'Etat ouvrier ont déjà changé plusieurs fois, et elles changeront encore. L'étape bureaucratique, qui avait ses causes objectives, est épuisée. L'absolutisme de la bureaucratie est devenu le plus grand frein pour le développement économique et culturel des soviets. Les laquais de la bureaucratie, en divinisant son régime, jouent un rôle réactionnaire. Les marxistes révolutionnaires se donnent pour tâche d'affranchir l'avant-garde prolétarienne mondiale de l'influence néfaste d'une clique bureaucratique incontrôlée, pour aider ensuite les ouvriers de l'U.R.S.S. à régénérer le parti et les soviets, non pas au moyen d'aventures terroristes condamnées d'avance, mais au moyen d'un mouvement conscient des masses contre l'absolutisme bureaucratique.

LE PROCÈS DE ZINOVIEV, KAMENEV ET AUTRES (1)

(16, 17 et 18 janvier 1935)

16 janvier 1935, 20 heures

J'apprends à l'instant, par la radio, la nouvelle que Zinoviev et Kamenev sont traduits devant le tribunal militaire « en liaison avec l'affaire de l'assassinat de Kirov ». Ainsi, l'amalgame est entré dans une nouvelle phase.

Rappelons encore une fois les plus importantes étapes. Zinoviev, Kamenev et leurs amis de Moscou sont arrêtés « en liaison » avec l'assassinat de Kirov. Au cours de l'instruction se produit cependant un accroc inattendu.

Faisant exception à la loi nouvellement promulguée, le comité exécutif central est forcé de prolonger le délai de l'instruction. Toutefois, il apparaît qu'on manque des données suffisantes pour traduire en justice Zinoviev et les autres. Alors, pourquoi les a-t-on arrêtés ? La conclusion est claire : on les a arrêtés non à cause de quelque chose, mais *pour* quelque chose.

On les a arrêtés pour amalgame, c'est-à-dire pour établir un lien entre l'assassinat terroriste et l'opposition, *toute* opposition, toute critique en général, passée, présente et future. On s'est décidé à les arrêter, parce que tout semblait avoir été calculé d'avance. Le G.P.U. était au courant des préparatifs de l'acte terroriste de Leningrad. Le « consul » exécutait la tâche qui lui était attribuée : il représentait, dans l'amalgame, le chaînon de liaison. Mais le véritable terroriste, Nikolaïev (2), s'était, semble-t-il, déta-

(1) *Biulleten Oppositsii*, n° 42, février 1935. Également reproduit dans la brochure *La Bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov*. Les passages entre crochets [] ne figurent pas dans le B.O., et ont été rajoutés dans des versions ultérieures. Les points de suspension entre crochets [...] signalent les coupures de citation.

(2) Leonid NIKOLAÏEV (1904-1934) était le jeune membre du parti qui avait abattu Kirov à coups de revolver. Comme Trotsky l'avait démontré dans des articles précédents, le G.P.U. avait au moins suivi pas à pas, sinon organisé lui-même, sa « conspiration ».

ché au dernier moment — pour des mobiles conspiratifs — de son propre groupe, y compris des agents du G.P.U. qui en faisaient partie. Le coup de feu fatal a retenti. Il n'entraînait pas dans le programme de Staline. Mais c'était le risque de l'entreprise. Kirov en a été victime. Les agents du G.P.U. ont payé : on a destitué les supérieurs, on a fusillé les subalternes avec les terroristes.

Ce coup de feu imprévu a troublé l'amalgame. Le « consul » et ses maîtres n'ont rien réussi à préparer. Il a fallu séparer du procès le cas de Zinoviev, de Kamenev et de leurs amis. L'acte d'accusation du procès de Nikolaïev ne les a même pas mentionnés d'un mot : le communiqué gouvernemental disait qu'ils seraient l'objet d'une déportation administrative. Pour quelle raison ? On l'ignore ! Les quatorze inculpés de Leningrad ont été jugés ; tous ont été fusillés. Il semblait que l'affaire fût liquidée. Mais il ne pouvait en être ainsi que pour ceux qui ont oublié le but principal de toute l'entreprise : *l'amalgame*. « Prophétie faite après coup », dirait un adversaire.

Heureusement, je puis citer toute une série de documents dont certains ont été publiés.

Peu après mon arrivée en Turquie, le 4 mars 1929, j'ai expliqué d'une manière très concrète dans le *Biulleten Oppositsii* russe quels buts poursuivait Staline en me faisant expulser. Montrant la vitalité des idées de l'opposition dans le Parti, j'écrivais :

« Il ne reste qu'une chose à Staline : c'est d'essayer de tirer un trait de sang entre le parti officiel et l'opposition. Il lui faut à tout prix *lier l'opposition à des attentats, à la préparation d'insurrections armées et ainsi de suite* (souligné dans le *Biulleten*).

« Mais précisément, sur cette voie, poursuivais-je, se dresse la direction de l'opposition. De là le plan de Staline : [...] expulser à l'étranger la tête de l'opposition (d'autres expulsions encore étaient alors envisagées, L.T.) et se délier ainsi les mains pour un travail de bourreau sur les jeunes oppositionnels du rang, dont les noms ne sont pas encore connus des masses, surtout à l'étranger [...] [Comme l'a montré l'expérience honteuse de « l'officier de Wrangel » que Staline a tenté d'infiltrer dans les rangs de l'opposition pendant l'automne 1927, il a suffi d'une déclaration publique

des dirigeants de l'Opposition pour que le faux de Staline retombe sur la tête de son auteur] (3).

« Voilà pourquoi il faut s'attendre avec certitude — après l'expulsion des dirigeants de l'Opposition — à des tentatives de la clique stalinienne pour entraîner d'une manière ou d'une autre dans une aventure tel ou tel autre groupe prétendument oppositionnel, et, en cas d'échec, fabriquer ou attribuer à l'opposition un « attentat » ou un complot armé... »

Ces lignes, écrites, comme il a été dit, le 4 mars 1929, ont été publiées dans le n° 1-2 du *Biulleten Oppositsii* russe (juillet 1929, p. 2). Et à peine quelques mois plus tard Staline a fait fusiller Blumkine pour avoir eu une entrevue avec moi à Constantinople et avoir transporté une lettre de moi pour des camarades de Moscou (4). La lettre, de caractère strictement principiel, pouvait si peu servir pour un amalgame qu'elle n'a même pas été utilisée dans la presse soviétique laquelle, d'autre part, n'a pas dit non plus un seul mot de l'exécution de Blumkine.

Le 4 janvier 1930, j'écrivais à ce sujet :

« Blumkine a été fusillé par décision du G.P.U. Ce fait n'a pu se produire que parce que *le G.P.U. est devenu un instrument personnel de Staline*. Dans les années de la guerre civile, la Tchéka accomplissait une rude tâche. Mais cette tâche s'effectuait sous le contrôle du parti... Maintenant, le parti est étranglé [...] [Dans le G.P.U., le rôle principal est tenu par Iagoda (5), lamentable carriériste qui a lié sa destinée à celle de Staline et qui est prêt à exécuter [...] n'importe lequel de ses ordres personnels]. Le Bureau politique n'existe pas. Boukharine a déjà déclaré que Staline tient entre ses

(3) Au moment où l'Opposition unifiée venait de se voir interdire à l'été 1927 la publication de sa « plate-forme », un agent du G.P.U., ancien officier de l'armée blanche du général Wrangel, avait proposé ses services à un étudiant sympathisant de l'Opposition, du nom de Chtcherbakov. Staline tenta ensuite de démontrer par ce moyen que l'Opposition utilisait les services d'un « ancien officier de Wrangel », mais l'opération, dénoncée au comité central, fit long feu.

(4) Iakov S. BLUMKINE (1899-1929), socialiste révolutionnaire de gauche et membre de la Tchéka, avait en 1919 assassiné l'ambassadeur d'Allemagne pour tenter de déclencher une reprise de la guerre. Arrêté et condamné, il avait été grâcié, puis libéré, et était entré dans le parti bolchevique et plus tard au G.P.U. Sympathisant de l'Opposition de gauche, il avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo et avait été fusillé peu après son retour en U.R.S.S.

(5) Henrik G. IAGODA (1891-1938), vice-président du G.P.U. en 1924, chef du N.K.V.D. en 1934, appartenait depuis le début des années vingt au cercle intime de Staline.

maines les membres du prétendu bureau politique à l'aide de documents recueillis par le G.P.U. L'exécution sanglante de Blumkine a été, dans ces conditions, une affaire personnelle de Staline. » (*Biulleten* n° 9, février-mars 1930, p. 8).

L'article cité ci-dessus montre, pour la première fois, le nouveau facteur extrêmement important qui pousse Staline dans la voie des amalgames sanglants.

« En fusillant Blumkine, Staline veut signifier à l'opposition *internationale* des bolcheviks-léninistes qu'il dispose à l'intérieur du pays de centaines et de milliers d'otages qui paieront de leur tête *les succès du bolchevisme authentique sur l'arène mondiale*. » (*Ibid*).

[Le correspondant de Moscou du *Biulleten* communiqua (*Ibid.*, p. 10) qu'on proposa à Blumkine, emprisonné, de sauver sa tête, moyennant sa participation, en tant que provocateur, à un amalgame contre l'Opposition ; le refus de Blumkine fut sa condamnation à mort.]

Ainsi, six ans auparavant, nous prévenions nos amis de l'inévitabilité des « tentatives de la clique stalinienne pour entraîner, par tel ou tel moyen, un groupe prétendument oppositionnel dans une aventure et, en cas d'échec, fabriquer ou attribuer à l'opposition un attentat... ». Pendant six ans, malgré tous les efforts du G.P.U., ces tentatives n'ont pas donné de résultats. Entre temps, le régime du parti et des soviets a empiré graduellement. Au sein de la nouvelle génération, les sentiments de désespoir se sont condensés au point d'exploser dans un aventurisme terroriste. Staline pouvait-il, dans ces conditions, ne pas s'emparer de l'assassinat de Kirov pour réaliser l'amalgame dont il caressait depuis longtemps l'idée ?

17 janvier 1935

Les télégrammes de la matinée ont apporté quelques explications : les déclarations de l'accusé Bakaïev, en liaison avec quelques autres circonstances, ont permis, selon le communiqué officiel, d'« établir la participation de Zinoviev, Evdokimov, Kamenov et Fedorov, membres du centre de Moscou, à une activité contre-révolutionnaire » (6). Dix-neuf personnes, parmi lesquelles

(6) Ivan P. BAKAIEV (1887-1936) avait été l'un des organisateurs de l'insurrection de Kamychine en 1905 et était devenu bolchevik en 1906 ; il avait fait six années de prison et d'exil sous le tsar et avait été pendant la guerre civile secrétaire du soviét et président de la Tcheka de Petrograd. Grigori EVDOKIMOV (1884-1936), ouvrier, puis marin, militant du parti depuis 1903, avait passé des années en prison

les quatre susnommées, sont traduites en justice devant le tribunal militaire. Dans le communiqué, tel qu'il est transmis par la presse française, l'affaire Kirov n'est même pas mentionnée. On y parle d'« activité contre-révolutionnaire » en général. Ce que ceci signifie, nous le savons bien. Est taxé de contre-révolution tout ce qui ne concorde pas avec les intérêts, les idées, les zigzags et les préjugés du sommet de la bureaucratie. Ainsi, du communiqué, il découle que, lorsque Zinoviev, Kamenev et leurs amis ont été arrêtés, il n'y avait de données ni sur leur participation au meurtre de Kirov — ces données n'existent évidemment pas maintenant non plus — ni sur leur participation à un groupement oppositionnel quelconque. Maintenant seulement, sur la base des déclarations de Bakaïev, que nous ignorons (on a dû, dans ce but, le menacer de le traduire en justice pour l'affaire Nikolaïev, c'est-à-dire d'être fusillé), on aurait, paraît-il, réussi à prouver la participation de Zinoviev et des autres à une « activité contre-révolutionnaire ». En quoi celle-ci s'exprimait-elle, nous ne le savons certainement pas. Le plus probable est que, dans un cercle restreint, ils récriminaient contre Staline, se rappelaient le « Testament » de Lénine, prêtaient l'oreille à des bruits circulant dans la bureaucratie et rêvaient d'un véritable congrès du parti qui destituerait Staline. Il n'y avait vraisemblablement rien de plus sérieux. Mais ils représentaient ce danger de pouvoir devenir l'axe de la bureaucratie subalterne et moyenne, mécontente de Staline. Or, dans ce domaine, le sommet ne plaisante pas.

Mais, malgré tout, on ne comprend pas, à première vue, pourquoi la justice militaire a été cette fois-ci nécessaire. Même pour les laquais internationaux les plus corrompus de Staline, il sera malaisé d'expliquer aux ouvriers pourquoi, pour quelle raison, c'est-à-dire pour quelle « activité contre-révolutionnaire » exactement, sont traduits devant le tribunal militaire dix-neuf vieux-bolcheviks qui, pour la plupart, sont dans le parti depuis sa naissance. Staline ne peut pas ignorer qu'il tire trop sur la corde.

et en déportation et avait présidé le Soviet de Petrograd pendant la guerre civile. Grigori F. FEDOROV (1867-1937), doyen des militants bolcheviks de Petrograd, avait été membre du C.C. d'avril à août 1917. Tous trois faisaient partie de la vieille garde des bolcheviks ouvriers de Leningrad, et avaient été des portedrapeaux de l'opposition zinoviéviste, puis de l'Opposition unifiée. Tous trois, exclus avec Zinoviev, avaient « capitulé » et été réintégrés. Relevons cependant que si G.F. Fedorov, le vieux-bolchevik, fut bel et bien arrêté avec les autres, c'est un autre G.F. FEDOROV (né en 1891) qui fut condamné au procès : ou bien il y a confusion de la part de Trotsky, ou de la part des dépêches de presse indiquant sa date de naissance. Roy Medvedev, en tout cas, le mentionne comme faisant partie de cette « charrette » de condamnés.

Est-il possible que ce soit sans but, par une sorte d'aveugle vengeance ? Non, nous ne le pensons pas.

Le correspondant du *Temps* à Moscou, souligne que, malgré toute la campagne d'accusations et d'excitation, Zinoviev et Kamenev « ne sont pas encore exclus du Parti ». Les journaux parlaient déjà de leur déportation. Et ce n'est qu'hier qu'on communique soudain leur renvoi devant la justice militaire. Il semblerait qu'on ait fait subir à Zinoviev et Kamenev la torture de l'inconnu : « Nous pouvons vous laisser dans le parti, mais nous pouvons aussi vous fusiller. » On dirait que Staline veut obtenir quelque chose de Zinoviev et Kamenev, en jouant avec leurs nerfs, lesquels ne sont pas très solides. Que peut-il vouloir obtenir d'eux ? Probablement quelques déclarations convenables, nécessaires, utiles. Zinoviev, Kamenev et leurs amis, tenus sous la menace de l'exécution, doivent aider Staline à réparer et à parfaire l'amalgame qu'un consul par trop hésitant a cruellement compromis. Je ne trouve aucune autre explication au tribunal militaire.

En 1928, lorsque je me trouvais en Asie centrale, le G.P.U. a arrêté mon collaborateur le plus proche, directeur des services des commissariats de la guerre et de la marine, G.V. Boutov (7), et lui a enjoint de fournir des preuves de mes préparatifs contre-révolutionnaires. Boutov répondit par la grève de la faim dans la prison du G.P.U. : la grève dura cinquante jours et se termina par sa mort. Sous la menace du canon du revolver, on a exigé de Blumkine qu'il se livre à une provocation. Il a refusé ; alors, on a appuyé sur la gâchette. De Bakaïev et des autres, on a exigé des témoignages contre Zinoviev et Kamenev. Si l'on en croit le communiqué officiel, de tels témoignages ont été obtenus (8). Pourquoi donc ne pas admettre qu'on a exigé aussi de Zinoviev, de Kamenev et des autres, des témoignages, en les menaçant de la justice militaire et que, ne les ayant pas obtenus, on aurait poussé l'affaire jusqu'au tribunal militaire ?

18 janvier 1935

L'*Humanité* du 17 janvier a donné des extraits de l'acte d'accusation contre Zinoviev et les autres. Si c'est un acte d'accusation, il l'est contre le régime stalinien.

(7) Gueorgui V. BOUTOV (-1928), ingénieur de formation, avait été chef de cabinet du conseil supérieur de la guerre et l'un des principaux collaborateurs de Trotsky quand ce dernier était à la tête de l'Armée rouge.

(8) Il est très possible que Bakaïev, réfutant l'accusation portée contre lui, ait déclaré : « Oui, on s'est réuni, on a critiqué le C.C., mais il n'a pas été question de

Exposons les principales déductions, en nous fondant sur ce que publie Staline lui-même.

1° Les accusés du groupe de Moscou n'avaient aucun rapport avec l'acte terroriste de Leningrad. Staline charge Zinoviev, *ancien* dirigeant de l'*ancienne* opposition de Leningrad, de la responsabilité *politique* des tendances terroristes. Mais ces tendances se font jour à l'intérieur du parti bolchevique. C'est la direction du parti qui en porte la responsabilité. Dans ce sens, il est absolument juste de dire : Staline et son régime sont politiquement responsables de l'assassinat de Kirov.

2° Le principal témoin de l'accusation, Safarov (9), dont le cas, on ne sait pourquoi, a été examiné séparément (le rôle de cet individu dans l'affaire semble être des plus énigmatiques) montre que l'activité contre-révolutionnaire de Zinoviev, Kamenev et des autres a été particulièrement intense en 1932 ! Or, c'est précisément pour cette activité qu'ils ont été en 1932 exclus du parti et déportés. L'affaire se passait au temps où la collectivisation à outrance, après une amitié par trop longue avec le koulak, avait fait des victimes innombrables et mis littéralement en jeu la destinée du régime soviétique. Tout bouillonnait dans le pays et toute la bureaucratie murmurait, perplexe et effrayée. De quoi la commission centrale de contrôle accusa-t-elle en 1932 Zinoviev et Kamenev ? D'entretenir des rapports avec les oppositionnels de droite (Rioutine et autres) (10). Voici le texte littéral de l'acte d'accusation : « Sachant que des documents contre-révolutionnaires sont diffusés, ils ont préféré discuter (!) de ces (?) documents et se montrer ainsi des complices directs du groupe antiparti contre-révolutionnaire, au lieu et place de démasquer immédiatement (!) cette agence koulak ». Zinoviev et Kamenev étaient, par conséquent, inculpés pour avoir discuté de la plate-

terrorisme. » Les mots : « On s'est réuni, on a critiqué le C.C. » servirent alors de fondement à l'accusation. Bien entendu, il ne s'agit que d'une supposition. (Note de L.T.).

(9) Gueorgui I. SAFAROV (1891-1942), également vieux-bolchevik, émigré en France pendant la guerre, était devenu après 1917 l'un des spécialistes de l'I.C. pour les questions « orientales ». Son cas avait été disjoint des autres et il parut au procès comme « témoin à charge ». Il fut condamné administrativement à la même époque à cinq ans de travaux forcés.

(10) Mikhaïl N. RIOUTINE, instituteur, devenu officier pendant la guerre, d'abord S.R., avait rejoint les bolcheviks pendant la guerre civile en Extrême-Orient. Apparatchik à Moscou, il avait été en 1926 l'un des organisateurs des violences contre les militants de l'Opposition de gauche. En 1932, il avait mis en circulation un texte dans lequel il s'efforçait — semble-t-il — de faire la synthèse des positions de la gauche et de la droite et avait été exclu du parti.

forme droitière avant de la dénoncer. C'est pour cette raison qu'ils furent exclus.

Mais après, ils s'en repentirent (et comment !) et furent réadmis au parti. En quoi consista leur nouvelle activité contre-révolutionnaire ? Sur ce sujet, nous n'apprenons pas un mot. L'acte d'accusation parle de l'hostilité du groupe Zinoviev aux dirigeants, des directives politiques données par lui (lesquelles ? quand ? à qui ?), etc., mais évite soigneusement de donner des éclaircissements, des faits, des dates. Il apparaît clairement qu'il s'agit de la même année 1932. Et l'inculpé Safarov, qui a préféré se transformer en témoin de l'accusation, avoue qu'après la débâcle du groupe Rioutine la contre-révolution de Zinoviev a pris un caractère rampant, en d'autres termes, qu'elle a quitté la scène.

3° L'« acte d'accusation » dit, il est vrai, que Koukline, Guertik, Evdokimov et Charov (11), qui entretenaient des rapports avec le groupe contre-révolutionnaire de Leningrad, « dans leur lutte contre le pouvoir soviétique ne dédaignaient aucun moyen ». Malheureusement, aucun de ces moyens n'est mentionné ! Pareillement, on ne montre pas à quelle période ces rapports se rattachaient ! De toute évidence, à l'année 1932 ! L'acte d'accusation ne mentionne pas même d'un mot la liaison de ces inculpés avec Nikolaïev. La seule conséquence politique qu'on puisse tirer des filouteries de l'acte d'accusation est la suivante : la deuxième capitulation de Zinoviev-Kamenev a laissé la jeunesse zinoviéviste de Leningrad sans direction et sans perspectives. La vie dans le parti devenait de plus en plus étouffante. L'Internationale communiste accumulait crimes et défaites. Faire leur examen, ou même demander ouvertement leur explication, équivalait à être immédiatement arrêté. Dans cette atmosphère, les éléments les plus extrémistes, exaltés (et incités par les agents du G.P.U.), ont conçu cette idée insensée d'assassiner Kirov.

4° L'acte d'accusation de l'affaire Nikolaïev a tenté, comme nous nous rappelons, de lier les terroristes avec la « plate-forme » de l'opposition de 1926. A l'opposé de cela, l'acte d'accusation de l'affaire Zinoviev avoue ouvertement que le groupe Zinoviev « n'avait aucun programme défini ». Mais il ne pouvait pas en

(11) Alexandre S. KOUKLINE (1876-1932) était l'un des plus anciens militants ouvriers du parti bolchevique à St-Petersbourg, membre du C.C. en 1925-27, lié à Zinoviev, et militant de l'Opposition unifiée. Artem M. GUERTIK (1879-1932) était également un vieux-bolchevik ouvrier de Leningrad, exclu en 1927. Tous deux étaient dénoncés comme des dirigeants du « centre clandestin » et il semble qu'ils aient tenu tête au G.P.U. Ivan V. CHAROV (1884-1932) était lui aussi un vieux-bolchevik ouvrier de l'ancienne capitale.

être autrement. Le groupe Zinoviev et Kamenev a renié la plate-forme de l'année 1926 ; qui plus est — et c'est plus important — la plate-forme de 1926 ne donne pas de réponse aux questions de notre époque. Ainsi se rompt le dernier fil du lien idéologique du groupe de Leningrad avec l'ancienne Opposition de gauche.

5° Mais, dira-t-on, Zinoviev et Kamenev ont eux-mêmes « avoué » leur faute ? Ici précisément se trouve la partie la plus ignoble du procès. Suivant le fond des accusations, Zinoviev et Kamenev n'ont rien avoué, ne pouvaient même rien avouer, puisqu'il n'y avait aucun élément matériel d'un crime. Mais, sous la hache du tribunal militaire, ils ont consenti à en assumer la responsabilité « politique » afin de pouvoir échapper à l'exécution pour acte terroriste. Zinoviev ne témoigne de rien, ne raconte rien, il ne fait que raisonner docilement sur ce thème que l'« activité antérieure » de l'« ancienne opposition » — par la force de la « marche objective des événements » — « ne pouvait pas ne pas contribuer à la dégénérescence des criminels ». Zinoviev consent à reconnaître, non pas l'amalgame juridique de la presse stalinienne, mais l'amalgame « philosophique » : si l'opposition et la critique n'existaient pas, il n'y aurait pas d'errements nuisibles, les jeunes gens seraient obéissants et les actes terroristes impossibles. Tel est le sens des dépositions de Zinoviev rapportées par l'acte d'accusation.

Particulièrement remarquable est la confession de Kamenev : « Il confirma qu'avant 1932 il participait à l'activité contre-révolutionnaire illégale et faisait partie du " Centre de Moscou " et que, jusqu'au dernier moment, il n'avait cessé ses rapports avec Zinoviev ». Rien de plus !!! Cependant, il ne s'agit pas de la critique oppositionnelle de l'année 1932, pour laquelle Kamenev a été exclu, mais de l'assassinat de l'année 1934. Evidemment, évidemment, mais Kamenev « n'avait pas cessé ses rapports avec Zinoviev » (après leur pénitence commune !) et, quoique Zinoviev eût cessé son « activité contre-révolutionnaire », c'est du milieu de ses anciens partisans qu'est sorti, par la force de la « marche objective des événements » (c'est-à-dire complètement en dehors de la volonté de Zinoviev), le terroriste Nikolaïev.

Le sens de ce répugnant imbroglio, sciemment conçu, est absolument clair. Staline a posé à Zinoviev et Kamenev un ultimatum : ils doivent lui procurer eux-mêmes une formule qui justifierait sa répression contre eux ; alors, il les disculpera de l'organisation de l'assassinat de Kirov. La formule de Zinoviev a dû aller et revenir une dizaine de fois de la prison au bureau de Staline,

jusqu'à ce qu'elle ait pu être reconnue comme recevable, après toutes les rectifications nécessaires. Ensuite, on a fait la mise en scène du tribunal militaire. C'est ainsi que Staline, par la menace d'une répression plus grande, extorque des aveux qui justifient une répression moins grande.

6° Staline a-t-il essayé de compléter le travail du consul au moyen du tribunal militaire pour arracher des dépositions contre Trotsky ? Je n'en doute pas. En tout cas, il n'y a pas réussi. Le principe de toujours de la fraction bolchevique-léniniste est : rompre irrémédiablement avec les capitulards. Nous n'admettons pas de double comptabilité. Non par loyauté à l'égard de la bureaucratie déloyale, mais par loyauté à l'égard de la masse. Puisque la bureaucratie, usurpatrice et conservatrice d'un bout à l'autre, a étouffé dans le parti tout mouvement de pensée, les marxistes révolutionnaires ne peuvent agir autrement que secrètement. C'est leur droit, c'est leur devoir. Mais ils ne doivent jamais renoncer à leurs idées, ni cracher sur leur drapeau comme le font les capitulards. Nous avons dans le temps rompu avec les zinoviévistes aussi résolument qu'avec Rakovsky (12) l'année dernière. C'est cette rupture complète des rapports politiques et personnels qui a — en dépit de l'aide du consul et du tribunal militaire — empêché le succès de l'entreprise qui consistait à étendre l'amalgame aux bolcheviks-léninistes.

7° Cependant, il serait d'une criminelle légèreté de penser que Staline ait renoncé à des tentatives de nous impliquer dans quelque « affaire » nouvelle manigancée par le G.P.U. et ses amis étrangers. Staline n'a pas d'autre méthode pour lutter contre nous. L'affaire Zinoviev, indépendamment de sa signification propre, a valeur d'avertissement. La lutte pour assainir l'atmosphère du mouvement ouvrier mondial exige une claire compréhension de la mécanique des amalgames staliniens.

(12) Christian G. RAKOVSKY (1873-1941), militant révolutionnaire depuis l'âge de 16 ans, leader des socialistes roumains, puis bulgares, libéré de sa prison par la révolution en 1917, avait rejoint le parti bolchevique en juillet de cette année. Membre du comité central de 1919 à 1925, président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine de 1919 à 1923, il avait été dès cette année-là l'un des principaux dirigeants de l'Opposition de gauche, porte-parole de sa fraction « irréductible » au 15^e congrès en 1927. Exclu, déporté dans des conditions très dures, vraisemblablement blessé au cours d'une tentative d'évasion, gravement atteint dans sa santé, il avait fini par capituler en 1934 en invoquant le danger de guerre (Cf. *Œuvres*, 3, novembre 1933-avril 1934, p. 237 et p. 303).

TOUT SE MET PROGRESSIVEMENT EN PLACE (1)

(26 janvier 1935)

Lettre à des amis américains

Je vous remercie beaucoup, chers amis, de la demande que vous m'avez adressée en décembre : elle m'a poussé à donner mon appréciation sur l'affaire Kirov à ses plus importantes étapes. Tout lecteur de bonne foi a maintenant la possibilité de comparer nos considérations *a priori* et nos hypothèses avec les aveux officiels faits par la suite et d'en tirer les conclusions nécessaires.

Le 30 décembre 1934, j'avais exprimé la ferme conviction que le G.P.U. était, dès le début, au courant de l'acte terroriste qui se préparait (2). La participation du « consul », qui ne pouvait être qu'un agent du G.P.U., en était un témoignage irréfutable. Maintenant, nous en avons la preuve. Le 23 janvier, le tribunal militaire a condamné douze représentants responsables de Leningrad du G.P.U., avec, à leur tête, leur chef, Medved, à de dures peines : de 2 à 10 ans d'internement ! (3)

Le jugement leur fait ni plus ni moins grief du fait qu'« ils étaient renseignés sur l'attentat en préparation contre Kirov », mais ont fait preuve d'une négligence (!) criminelle, n'ayant pas pris les mesures nécessaires de « protection ». L'aveu de la participation réelle du G.P.U. au crime est couvert d'une pauvre phrase sur la « négligence ». Peut-on, en réalité, admettre un seul instant, que des piliers du G.P.U., tels que Medved, aient pu faire preuve de négligence, quand il s'agissait de la préparation, connue d'avance par eux, de l'assassinat de Kirov ? Non, la « négligence » n'a rien à voir ici. *L'excès de zèle, le jeu de hasard avec la*

(1) *Biulleten Oppositsii*, n° 42, février 1935 ; première traduction française dans *La Vérité*, 2 février 1935.

(2) Cf. *Œuvres 4, août 1934-décembre 1934*, pp. 324-330.

(3) Selon Roy Medvedev, F.D. Medved et son adjoint I. Zaporozjets ne purgèrent pas ces peines et furent affectés en Extrême-Orient.

tête de Kirov, c'est l'explication qui répond le mieux au fond de l'affaire..

Quand la préparation de l'acte terroriste, dont le G.P.U. était informé, était déjà commencée, la tâche de Medved et de ses collaborateurs n'était nullement d'arrêter les conspirateurs — c'eût été trop simple — ; il fallait trouver un consul approprié. Le mettre en rapport avec Nikolaïev, inspirer à Nikolaïev confiance dans le consul, etc. ; en même temps, il fallait établir un lien entre le groupe Zinoviev-Kamenev et les terroristes de Leningrad. Ce n'était pas un travail facile. Il exigeait du temps. Et Nikolaïev a refusé d'attendre. La différence des rythmes de travail de Medved et de Nikolaïev aboutit précisément au sanglant dénouement !

Le jugement du tribunal déclare ouvertement que Medved, Zaporjets et les autres « *ne prirent pas les mesures pour mettre au jour à temps et pour faire cesser* » l'activité du groupe terroriste, « *bien qu'ils aient eu toute possibilité de le faire* ». Il est impossible de s'exprimer plus clairement. Ils pouvaient empêcher l'attentat, mais ils ne l'ont pas fait. Pourquoi donc ? Par négligence, répond le tribunal. Qui le croira ? Medved et les autres ne pouvaient prendre de mesures pour couper court à la préparation de l'assassinat, parce qu'ils n'avaient pas encore mené à bien l'affaire délicate qu'on leur avait confiée : ils n'avaient encore aucun petit billet de Zinoviev qui puisse leur servir (ce n'est pas pour rien que le premier communiqué gouvernemental se plaignait du manque de preuves quant au groupe Zinoviev-Kamenev) ; on n'avait pas encore trouvé les agents de liaison nécessaires entre Leningrad et Moscou ; on n'avait pas encore su extorquer à Nikolaïev une lettre pour Trotsky. En un mot, le plus important n'était pas encore prêt. Et Nikolaïev n'a pas voulu différer plus longtemps.

Medved « savait », nous dit le jugement (4). Nous n'en doutons pas. Par qui savait-il ? Par ses propres agents qui participaient à la préparation de l'attentat et, en même temps, avaient l'œil sur Nikolaïev. Qu'est-il advenu de ces agents ? Au procès de Medved, pas un mot sur eux. Pas étonnant ! Leur affaire a été réglée avec l'affaire de Nikolaïev : des agents du G.P.U. sont, sans aucun doute, au nombre des quatorze conspirateurs fusillés. Les uns payèrent pour l'assassinat de Kirov, les autres, pour l'insuccès de leur mission.

(4) Toujours selon Roy Medvedev, les autorités soviétiques devaient plus tard affirmer que F.D. Medved ne « savait » pas, alors que Zaporjets et d'autres étaient dans le coup.

Il est absolument évident, pourtant, que Medved n'a pu assumer tout ce jeu de hasard à ses propres risques et périls. La participation d'un consul étranger à la préparation de l'assassinat de Kirov ne pouvait rester un secret pour le seul Medved. Sur une affaire d'une si extraordinaire importance, Medved ne pouvait pas ne pas en référer quotidiennement, par téléphone, à Iagoda et Iagoda à Staline. C'est qu'il s'agissait de la tête de gens mondialement connus. D'ailleurs, même dans le cas du dénouement le plus « heureux », l'amalgame avec le consul était une menace de complications diplomatiques. *Sans l'accord direct de Staline* — plus exactement, sans qu'il en prenne lui-même l'initiative — *ni Iagoda ni Medved ne se seraient jamais décidés à monter une entreprise si risquée.*

Personne, espérons-nous, ne nous objectera maintenant : mais, voyons, Medved a reconnu lui-même que l'accusation était « juste ». Bien sûr ! Que lui restait-il d'autre ? Les accusés, de deux maux, ont choisi le moindre. Ils ne pouvaient pas, en effet, déclarer qu'ils avaient participé à une provocation criminelle dans un but d'amalgame, mandatés directement par Iagoda : un tel aveu leur aurait coûté la tête. Ils ont préféré être accusés de « négligence criminelle ». C'est plus prudent. D'ailleurs, dans quelques mois, on pourra de nouveau avoir besoin d'eux !

Tout se met peu à peu en place. L'affaire Medved jette un faisceau de lumière sur l'affaire Zinoviev-Kamenev, sur sa place dans la stratégie de Staline. Imaginons un instant que, devant la population de l'U.R.S.S. et du monde entier, il n'y ait eu que deux procès : celui de Nikolaïev et celui de Medved, l'amalgame inachevé serait apparu en plein jour dans toute sa nudité. Nikolaïev, avec le revolver, dans le cabinet de Kirov ; le consul, sollicitant la veille, de Nikolaïev, une lettre pour Trotsky ; enfin, Medved, qui connaissait tout cela par avance, mais n'avait pas pris les mesures nécessaires. Tout est trop clair : la provocation transpire effrontément. C'est précisément pourquoi il était impossible de mettre l'affaire Nikolaïev et l'affaire Medved bout à bout. Il fallait donc, dans l'intervalle, assourdir le pays par une affaire à sensation, qui fît rentrer dans l'ombre Nikolaïev et Medved, inconnus de tous. Il fallait séparer les procès des véritables participants de l'assassinat — Nikolaïev et Medved — par le procès de vieux révolutionnaires, compagnons de Lénine, constructeurs du parti, accusés d'un crime, avec lequel — à la différence de Staline qui avait joué criminellement avec le feu — ils n'avaient pas le moindre rapport. L'affaire Zinoviev est un grandiose rideau de fumée pour l'affaire Staline-Iagoda.

Les premiers communiqués gouvernementaux et les articles officiels, après l'arrestation du groupe des vieux bolcheviks de Moscou, disaient que Zinoviev-Kamenev et leurs amis s'étaient donné pour but la « restauration du système capitaliste » et s'efforçaient de provoquer une « intervention armée » de l'étranger (par l'intermédiaire d'un consul... letton !). Pas un homme sérieux ne l'a cru, bien entendu.

Les laquais de Staline, qui se couvrent du nom de « chefs » de l'Internationale communiste, ne se lassent pourtant pas d'affirmer que Zinoviev, Kamenev et autres « ont reconnu eux-mêmes leurs crimes ».

Lesquels ? La préparation de la restauration du capitalisme ? La préparation de l'intervention armée ? La préparation de l'assassinat de Kirov et de Staline ? Non, nullement cela. Sous le canon du revolver, ils ont reconnu que : 1) ils avaient eu une attitude très critique envers les méthodes de collectivisation ; 2) ils n'avaient nourri pour Staline-Kaganovitch (5) aucune sympathie ; 3) ils n'avaient pas caché leurs pensées et leurs sentiments à leurs proches amis. Rien de plus ! Tout cela en 1932. Pour ces crimes graves, surtout pour le manque d'amour pour Staline, ils ont été en leur temps exclus du parti. Mais par la suite, ils se sont repentis et ont été réintégrés dans le parti. Quel crime leur est donc imputé, *depuis* leur repentir ? Du fatras des phrases creuses et des injures de laquais, nous pouvons tirer une seule indication concrète : en décembre 1934, Zinoviev a dit à ses amis que la politique de front unique n'était pas menée par le Comintern d'une façon juste, qu'en fait, l'initiative passait dans les mains des social-démocrates.

Le fait même qu'une appréciation critique de ce genre sur la dernière politique de Staline-Béla Kun (6) soit apportée devant le tribunal comme acte *criminel*, et soit citée officiellement comme une preuve de conspiration *contre-révolutionnaire* montre à quel avilissement inconcevable le parti a été réduit par l'arbitraire débridé d'une bureaucratie thermidorienne-bonapartiste !

Admettons que la critique de Zinoviev soit fausse. Reconnaissons même aux laquais le droit de juger « criminelle » la criti-

(5) Sur Lazar Kaganovitch, cf. n. 11, p. 33.

(6) Béla KUN (1886-1939), journaliste socialiste, avait été gagné au communisme alors qu'il était prisonnier de guerre en 1917. Il avait joué le principal rôle dans la révolution hongroise des conseils en 1919 et occupé depuis diverses fonctions dans l'I.C. Il était à l'époque membre de son secrétariat et l'un de ses dirigeants le plus en vue.

que dirigée contre eux. Mais qu'ont donc à voir là-dedans la « restauration du capitalisme » et l'« intervention armée » ? Quel lien y a-t-il entre l'exigence d'une politique plus révolutionnaire contre la bourgeoisie et un programme de *restauration du régime bourgeois* ? Où est passé le bon sens ? Il est complètement enseveli sous une monstrueuse déjection d'infamies.

Mais qu'est-il donc advenu du consul ? Voilà une question à laquelle nous n'entendons aucune réponse. Le consul de Lettonie a donné 5 000 roubles pour l'organisation de l'assassinat de Kirov. Ce fait fut officiellement établi par le tribunal. Et maintenant ? Au moment du jugement, le diplomate letton se trouvait en congé en Finlande — non pas dans l'U.R.S.S. haïe, ni dans la Lettonie natale, mais dans la Finlande « neutre ». Un consul prévoyant, qui doit avoir des amis prévenants ! Il est clair, en tout cas, que ce n'est pas de sa propre initiative, ni à ses propres risques, que ce consul a financé l'assassinat de Kirov. De tels desseins sont au-dessus de la taille d'un petit fonctionnaire. Si le consul n'avait pas été un agent du G.P.U., ce que veulent nous faire croire les laquais de Staline, il n'aurait pu agir que mandaté par quelque gouvernement étranger, letton ou allemand (comme l'a insinué la presse stalinienne). Alors, pourquoi ne pas faire apparaître la bande des criminels en plein jour ? Pourquoi, par exemple, comme la Yougoslavie, ne pas poser la question des crimes terroristes d'un diplomate devant la Société des Nations ? Le jeu en vaut la chandelle, semble-t-il. Cependant, Staline ne manifeste pas le moindre intérêt pour le terroriste-diplomate et ses inspirateurs. A propos du prétendu « rappel » du consul, il n'y a même pas eu un communiqué gouvernemental ! On est simplement passé à l'ordre du jour. Cette énigme a une autre face : *pourquoi le consul lui-même se tait-il* ? Maintenant, il est hors d'U.R.S.S. et peut, semble-t-il, révéler toute la vérité. S'il a financé les terroristes, c'est qu'il est un ennemi juré des Soviets. Pourquoi ne fait-il donc pas de révélations sur ses ennemis ? Parce que ce diplomate exercé connaît bien le proverbe international : « Les révélations sont d'argent, mais le silence est d'or ».

La terreur révolutionnaire n'a pas besoin de masque, car elle trouve sa justification immédiate dans la conscience des masses populaires. Le besoin d'amalgames apparaît au moment où la bureaucratie s'élève au-dessus de la classe révolutionnaire, comme une caste privilégiée, avec ses intérêts, ses secrets et ses machinations particulières. Craignant pour son pouvoir et pour ses privilèges, la bureaucratie est contrainte de tromper le peuple. La néces-

sité même de recourir à des amalgames démasque impitoyablement et condamne le régime bureaucratique.

Autant que je puisse juger de loin, en observateur isolé, la stratégie déployée autour du cadavre de Kirov n'a pas rapporté à Staline de grands lauriers. Mais c'est précisément pourquoi il ne peut ni s'arrêter ni reculer. *Staline est placé devant la nécessité de couvrir les amalgames manqués par de nouveaux amalgames, de plus grande envergure et... mieux réussis.* Il faut aller à leur rencontre bien cuirassé. La lutte contre les féroces répressions que subit l'opposition marxiste en U.R.S.S. est inséparable de la lutte pour l'affranchissement de l'avant-garde prolétarienne mondiale de l'influence corruptrice des agents staliniens et des méthodes staliniennes. Pas un révolutionnaire prolétarien honnête n'osera se taire. De toutes les figures politiques, la plus méprisable est celle de Ponce-Pilate (7).

(7) Pontius Pilatus, dit PONCE-PILATE, était procureur de Judée selon la tradition à l'époque du procès de Jésus et refusa de prendre ses responsabilités en allant « se laver les mains », une attitude qui symbolise la lâcheté dans la tradition chrétienne.

OU LA BUREAUCRATIE STALINIENNE MÈNE-T-ELLE L'U.R.S.S. ? (1)

(30 janvier 1935)

Le tournant général à droite

Un nouveau chapitre s'est ouvert dans l'histoire de l'Union soviétique. Pour la plupart, le coup de feu tiré sur Kirov fit l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. Cependant, le ciel n'était pas serein. Dans l'économie soviétique, en dépit de ses succès, et, dans une large mesure, en raison de ses succès, se sont accumulées de profondes contradictions, qu'il est non seulement impossible d'éliminer, mais même d'atténuer par le seul moyen de décrets et d'ordres émanant d'en haut. En même temps, il y a eu une exacerbation extrême de la contradiction entre les méthodes bureaucratiques de gestion et les besoins du développement économique et culturel dans son ensemble. Le geste terroriste inattendu, et surtout les procès, les représailles administratives et la nouvelle épuration du parti qui l'ont suivi, ne sont que la forme extérieure et dramatique du tournant général que la politique soviétique a pris depuis un an et demi. La direction générale de ce tournant est *vers la droite, encore vers la droite, et toujours plus loin vers la droite.*

La politique du statu quo

L'écrasement du prolétariat allemand, résultat de la politique funeste de l'Internationale communiste qui s'est ajoutée au rôle perfide de la social-démocratie, a conduit à l'entrée de l'Union soviétique dans la Société des Nations. Avec le cynisme qui la caractérise, la bureaucratie a présenté cette action, non comme une retraite forcée, rendue nécessaire par l'aggravation de la posi-

(1) V 124, Collège de Harvard. *Biulleten Oppositsii*, n° 42, février 1935. Première traduction française dans *La Vérité*, 12 et 19 avril 1935.

tion internationale des soviets, mais, au contraire, comme un succès suprême. Dans la victoire de Hitler sur le prolétariat allemand, les ouvriers et paysans soviétiques sont contraints de voir la victoire de Staline sur la Société des Nations. L'essence du tournant est amplement révélée par les discours, les votes à Genève et les interviews de Litvinov (2) : si la diplomatie soviétique a remporté une victoire sur quelque chose, c'est peut-être seulement sur ses derniers vestiges de retenue à l'égard de l'opinion publique prolétarienne. En politique internationale, tous les critères de classe ou de libération nationale ont été écartés. Le seul principe directeur est la sauvegarde du *statu quo* !

Conformément à cela, l'Internationale communiste — sans aucun débat et sans le congrès promis, naturellement (après tout, à quoi servent les congrès dans les questions sérieuses ?) —, a exécuté le virage le plus casse-cou de toute son histoire. De la théorie et de la pratique de la « troisième période » et du « social-fascisme » (3), elle est passée à la coalition permanente, non seulement avec la social-démocratie, mais encore avec les radicaux-socialistes, le principal soutien du gouvernement national en France. Le programme de la lutte pour le pouvoir est aujourd'hui décrété provocation contre-révolutionnaire. La politique d'« alliance » vassale avec le Kuomintang (1925-1927) est transportée sans changement sur le sol européen. Le tournant a exactement le même but : préserver le *statu quo* européen.

Le tournant vers le marché

Dans la sphère de l'économie soviétique, le tournant n'est pas moins profond dans ses tendances. Le principe de la planification a montré sa force. Mais, en même temps, il a aussi montré les limites dans lesquelles on pouvait l'appliquer. Un plan économique général *a priori* — et cela, bien plus encore, dans un pays arriéré de 170 millions d'habitants, dans lequel existe une profonde contradiction entre la ville et le village — n'est pas un décret militaire, mais une hypothèse de travail, qui doit être minutieusement vérifiée et recalculée au cours de sa réalisation. Deux leviers doivent servir à la régulation du plan, le levier financier et le levier politi-

(2) Maxime M. WALLACH, dit LITVINOV (1876-1951), vieux-bolchevik, représentant du parti en Grande-Bretagne à partir de 1907, avait été vice-commissaire aux affaires étrangères de 1921 à 1930, puis commissaire.

(3) Trotsky appelait « troisième période d'erreurs de l'I.C. » la période d'ultra-gauchisme déchaîné à partir de 1929, notamment en Allemagne où la social-démocratie était qualifiée de « social-fasciste », ce qui rendait impossible tout front unique face aux nazis et facilita considérablement la victoire de ces derniers.

que : un système monétaire stable et une réaction des groupes intéressés de la population en réponse aux incompatibilités et aux lacunes du plan. Mais la participation politique de la population a été étouffée. Et, au dernier congrès du parti, Staline a proclamé que le besoin d'une monnaie stable était un « préjugé bourgeois ». Cet aphorisme bien venu doit être considéré de la même façon que cet autre — non moins fameux — sur les « jumeaux », fascisme et social-démocratie.

Combien de temps s'est écoulé depuis que ce même Staline promettait d'envoyer la Nep, c'est-à-dire le marché, « au diable » (4) ? Combien de temps s'est écoulé depuis que la presse tout entière claironnait sur l'élimination de l'achat et de la vente au profit de la « distribution socialiste directe » ? On a proclamé que la carte de consommateur était le signe extérieur de cette « distribution ». Selon cette théorie, la monnaie soviétique elle-même, vers la fin du deuxième plan quinquennal, devait déjà être transformée en simples bons de consommateurs, comme des billets de théâtre ou de tramway. En effet, y a-t-il vraiment place pour la monnaie dans une société socialiste où il n'y a ni classes ni contradictions sociales, et où les produits sont distribués selon un plan établi ?

Mais toutes ces promesses se sont évanouies à mesure que le second plan quinquennal approchait de son terme. Aujourd'hui, la bureaucratie est obligée de s'adresser au « diable » pour lui demander humblement que le marché, qu'elle avait abandonné à sa protection, lui soit rendu. Certes, d'après les documents officiels, le commerce n'intervient qu'à travers les organismes de l'appareil d'Etat. L'avenir montrera dans quelle mesure il est possible de s'en tenir à ce système. Si le kolkhoze se met à faire du commerce, le kolkhozien en fera aussi. Il n'est pas facile de tracer la frontière au-delà de laquelle le kolkhozien qui fait du commerce se transforme en commerçant. Le marché a ses lois propres.

Le passage au calcul monétaire

Le système des cartes de consommateur, inauguré avec les cartes de pain, est peu à peu abandonné. Les relations entre la ville, le village et l'Etat sont de plus en plus réglées par le calcul monétaire. Pour cela, il faut un *tchervonetz* (monnaie d'or) sta-

(4) L'abandon de la Nep et le début de la « liquidation des koulaks en tant que classe » — ce que Deutscher appelle la « troisième révolution » — furent annoncés par un article de Staline, dans la *Pravda* du 27 décembre 1929, intitulé « Au diable la Nep ! ».

ble. Des efforts colossaux, et non dépourvus de succès, sont faits dans la production d'or.

La traduction des rapports économiques dans le langage monétaire est absolument nécessaire, à l'étape initiale donnée du développement socialiste, pour calculer l'utilité sociale et l'efficacité économique réelles de la force de travail dépensée par les ouvriers et les paysans ; ce n'est que de cette façon qu'il est possible de rationaliser l'économie par la régulation des plans.

Ces dernières années, nous avons souligné des douzaines de fois la nécessité d'une unité monétaire stable, dont le pouvoir d'achat ne dépendrait pas des plans, mais qui aiderait à les contrôler. Les théoriciens soviétiques n'ont vu dans cette proposition que notre hâte à « restaurer le capitalisme ». Maintenant, ils sont obligés de se rééduquer précipitamment. L'a b c du marxisme a ses avantages.

Qui paiera pour les erreurs ?

Le passage au système du calcul monétaire implique inévitablement, dans son principe, la traduction, dans le langage tintant de l'or, de toutes les contradictions cachées et masquées de la vie économique. Il faudra bien, cependant, que quelqu'un paye pour les erreurs de calcul et les disproportions accumulées. Est-ce que ce sera la bureaucratie ? Non, bien sûr, puisque la comptabilité et la trésorerie resteront entre ses mains. La paysannerie ? Mais la réforme intervient dans une large mesure sous la pression de la paysannerie et, au moins dans l'avenir immédiat, elle sera des plus profitables pour les *couches supérieures des villages*. Ce sont donc les ouvriers qui devront payer ; les fautes de la bureaucratie seront corrigées aux dépens des besoins vitaux des ouvriers. L'abolition des cartes de consommateur frappe directement et immédiatement les ouvriers, plus particulièrement les couches les plus basses et les plus mal payées, c'est-à-dire la grande majorité.

Où en est donc la « suppression définitive des classes » ?

Le but principal du retour au marché et au système monétaire stable (ce dernier est encore en projet) est d'intéresser directement les kolkhoziens aux résultats de leur propre travail et d'éliminer ainsi les conséquences les plus négatives de la collectivisation forcée. Cette retraite est évidemment imposée par les erreurs de la politique précédente. Nous ne devons cependant pas fermer les

yeux sur le fait que la renaissance des rapports marchands implique inévitablement le renforcement des tendances individualistes et centrifuges dans l'économie rurale, et le développement de différenciations entre les kolkhozes, aussi bien qu'à l'intérieur de ceux-ci.

Selon le rapport de Staline, les sections politiques ont été instituées au village comme appareils militarisés au-dessus du parti et au-dessus du soviet, pour exercer un contrôle impitoyable sur les fermes collectives. La presse du parti a célébré la section politique comme le produit le plus achevé de la « pensée géniale du guide ». Aujourd'hui, après un an de travail, les sections politiques ont été liquidées en catimini, sans article nécrologique ; la bureaucratie bat en retraite devant le moujik ; la pression administrative est remplacée par une alliance au moyen du tchervonetz, et, de ce fait, le nivellement forcé doit faire place à la différenciation.

Ainsi, vers la fin du deuxième plan quinquennal, nous n'avons pas la liquidation des « derniers vestiges » de la société de classe, comme les bureaucrates vaniteux et ignorants l'avaient promis, mais, au contraire, de nouveaux processus de stratification en classes. Après l'épopée de la « liquidation du koulak en tant que classe » par *voie administrative* commence la période des concessions *économiques* aux tendances koulaks du « kolkhozien aisé ». En pleine fièvre de la collectivisation à 100 %, les bolcheviks-léninistes avaient prédit l'inéluctable retraite. Zinoviev a été condamné à dix ans de prison pour avoir osé exprimer des doutes sur la possibilité de réaliser la collectivisation à 100 % (aucune autre accusation n'a été portée contre lui !). Mais qu'a montré l'expérience ? La retraite a commencé. Pour le moment, on ne peut savoir où elle s'arrêtera. Une fois encore, la bureaucratie stalinienne a montré qu'elle ne prévoit jamais le lendemain. Son empirisme borné, produit de l'écrasement de la critique et de la pensée, lui joue de mauvais tours — à elle, mais aussi, ce qui est pire, au pays qui construit le socialisme.

La néo-Nep et l'inquiétude dans le pays

Avant même que la « Nep », qui n'était prévue dans aucun des plans, ait eu le temps de produire des résultats économiques, elle avait entraîné des conséquences politiques très aiguës. Le tournant *à droite* en politique intérieure et extérieure ne pouvait manquer d'alarmer les éléments prolétariens les plus conscients. A cette inquiétude s'est ajouté le mécontentement provoqué par la hausse considérable du coût de la vie. La paysannerie restait

d'humeur instable et tendue. A cela, il faut ajouter l'agitation sourde de la jeunesse, particulièrement parmi la fraction qui, proche de la bureaucratie, observait son arbitraire, ses privilèges et ses abus. C'est dans cette atmosphère lourde que le coup de feu de Nikolaïev a retenti.

L'opposition et la terreur

La presse stalinienne s'efforce de déduire l'acte de 1934 de la plate-forme de l'opposition de 1926. « Toute opposition, nous dit-on, mène inévitablement à la contre-révolution. » Si on s'efforçait de trouver ici une pensée politique, elle serait à peu près la suivante : bien que la plate-forme en tant que telle rejette l'idée de la terreur individuelle, elle n'en éveille pas moins la critique et le mécontentement, et, comme le mécontentement ne peut trouver de débouché normal par le canal du parti, du soviet ou du syndicat, elle doit en fin de compte mener inévitablement les déséquilibres à des actes terroristes. Il y a un grain de vérité dans un tel raisonnement — encore faut-il savoir l'extraire. Comme on le sait, la critique et le mécontentement ne mènent pas toujours à des actes terroristes et des assassinats, lesquels ne surgissent que dans des circonstances exceptionnelles, quand les contradictions sont tendues à l'extrême, quand l'atmosphère est surchargée d'électricité, quand le mécontentement est très répandu, et quand la bureaucratie prend à la gorge les éléments les plus avancés du pays. A travers cet aphorisme : « toute opposition mène inévitablement à la contre-révolution », la presse stalinienne présente la critique la plus impitoyable et la plus sombre possible du régime stalinien. Et, cette fois, elle dit la vérité.

Pour permettre le virage à droite, il faut frapper à gauche

La réponse de la bureaucratie au coup de feu de Nikolaïev a été une violente attaque contre la gauche du parti et la classe ouvrière. On dirait presque que Staline n'attendait qu'un prétexte pour la répression contre Zinoviev, Kamenev et leurs amis. Les journaux, comme en 1924-29, mènent une incroyable campagne contre le « trotskysme ». Il suffit de dire que Trotsky est maintenant dépeint dans la *Pravda* comme l'organisateur de « nids contre-révolutionnaires » dans l'Armée rouge pendant la guerre civile ; et, bien sûr, c'est Staline qui a héroïquement sauvé la révolution de ces « nids ». Dans les écoles, les universités, les journaux, les ministères, on découvre toujours de nouveaux

« trotskystes », relaps dans bien des cas. Arrestations et exils ont de nouveau pris un caractère de masse. On a de nouveau exclu environ 300 000 personnes, soit 15 à 20 % d'un parti déjà plusieurs fois épuré. Cela indique-t-il l'ampleur des succès des bolcheviks-léninistes dans la récente période ? Une telle conclusion serait prématurée. Le mécontentement chez les ouvriers a crû, sans aucun doute ; la sympathie pour l'Opposition de gauche a augmenté, elle aussi. Mais la méfiance et la peur de la bureaucratie se sont accrues encore plus. Déjà, la bureaucratie est incapable d'assimiler même les capitulars sincères. Pour effectuer son brutal tournant à droite, elle a besoin d'une amputation massive de la gauche. Le coup de feu de Nikolaïev a fourni une justification apparente à la chirurgie politique de Staline.

L'aventurisme de la terreur individuelle

La terreur individuelle est aventuriste dans son essence même ; ses conséquences politiques ne peuvent être prévues, et elles ne correspondent presque jamais aux buts poursuivis. Que voulait Nikolaïev ? Nous ne le savons pas. Très vraisemblablement, il voulait protester contre le régime du parti, l'absence de contrôle de la bureaucratie ou le cours droitier. Mais les résultats ? L'écrasement des gauches et semi-gauches par la bureaucratie, l'intensification de la contrainte et de l'absence de contrôle, et une terreur préventive contre tous ceux qui auraient pu être mécontents du tournant vers la droite. En tout cas, le fait que l'acte de Nikolaïev ait pu avoir des conséquences aussi démesurées témoigne sans aucun doute que ces « conséquences » existaient déjà à l'état latent dans la situation politique et n'attendaient qu'une occasion pour apparaître au grand jour.

La protection sur deux fronts

Pour la bureaucratie, le moment approche de dresser le bilan des deux plans quinquennaux, et elle se hâte de se renforcer à l'avance. Elle est prête à faire des concessions économiques à la paysannerie, c'est-à-dire à ses tendances et à ses intérêts petits-bourgeois. Mais elle ne veut faire aucune concession aux intérêts politiques de l'avant-garde prolétarienne. Au contraire, elle commence son nouveau tournant vers le « kolkhozien aisé » par une sauvage attaque policière contre tout élément vivant et pensant de la classe ouvrière et de la jeunesse étudiante.

Aujourd'hui, on peut déjà prévoir que, après l'attaque contre la gauche, il y aura tôt ou tard une attaque contre la droite. Le centrisme bureaucratique, qui s'est développé dans *la forme sovié-*

tique du bonapartisme, ne serait pas lui-même s'il pouvait maintenir son équilibre autrement que par des attaques continuelles sur les « deux fronts », c'est-à-dire, en dernière analyse, contre l'internationalisme prolétarien et contre les tendances à la restauration capitaliste. La tâche fondamentale de la bureaucratie est de tenir bon. Les opposants à la clique dirigeante, ses ennemis, ou simplement ses amis pas tout à fait sûrs sont classés comme « agents de l'intervention », de droite ou de gauche, souvent en ne tenant compte que des facilités techniques de l'amalgame. L'expulsion du parti de Smirnov (5), ancien commissaire du peuple à l'agriculture, est un subtil avertissement à la droite : « Ne vous agitez pas ! Rappelez-vous que demain viendra ! » Aujourd'hui, en tout cas, les coups sont entièrement dirigés contre la gauche.

La formule en trois points du bonapartisme stalinien

La retraite diplomatique devant la bourgeoisie mondiale et devant le réformisme ; la retraite économique devant les tendances petites-bourgeoises dans le pays ; l'offensive politique contre l'avant-garde du prolétariat — telle est la triple formule qui caractérise le nouveau chapitre du développement du bonapartisme stalinien. Sur quoi ce chapitre s'achève-t-il ? En tout cas, pas sur une société sans classes dans laquelle la bureaucratie se dissoudrait pacifiquement. Au contraire, l'Etat ouvrier entre de nouveau dans une période de crise politique ouverte. Ce qui donne à celle-ci une acuité inconnue jusqu'alors, ce ne sont pas les contradictions du système économique de transition, aussi profondes qu'elles puissent être en elles-mêmes, mais la position singulière de la bureaucratie, qui, non seulement ne veut pas, mais encore ne peut plus faire des concessions politiques à l'avant-garde des travailleurs. Devenue prisonnière du système qu'elle a construit, la clique stalinienne est maintenant la principale source des convulsions politiques du pays.

(5) Alexandre P. SMIRNOV (1877-1938), vieux-bolchevik, avait été commissaire du peuple au ravitaillement avant d'être à l'agriculture. Il se rattachait à la tendance « droitiste » de Boukharine, Rykov et Tomsky. Son « cas » avait été évoqué devant une réunion commune du comité central et de la commission centrale de contrôle quelques jours auparavant. Il avait été accusé de participer à un groupe fractionnel « anti-parti » avec N.B. Eismont et G.G. Tolmatchev, qui furent exclus du parti, lui-même étant seulement exclu du comité central. Selon Roy Medvedev, l'histoire de ce « groupe anti-parti » se réduisait à une petite discussion entre ces militants sur le désir qu'ils avaient d'écarter Staline.

Le stalinisme est le danger principal pour l'U.R.S.S.

De quelle importance seront les tournants à droite dans les domaines politique, économique et de l'Internationale communiste ? Quelles conséquences sociales nouvelles auront-ils pour l'U.R.S.S. ? On n'en pourra juger que sur la base d'une évaluation soigneuse de toutes les étapes du développement dans les années à venir. En tout cas, rien ne peut sauver le Comintern. S'effondrant peu à peu, sa bureaucratie complètement démoralisée trahit les intérêts les plus vitaux du prolétariat mondial en échange des faveurs de la clique stalinienne. Mais l'Etat créé par la révolution d'Octobre est vivant. Les années d'industrialisation et de collectivisation forcées, sous le knout et tous feux éteints, sont à l'origine de graves difficultés, mais aussi de grands succès. L'actuelle retraite forcée comporte, comme toujours, de nouvelles difficultés économiques et politiques. Il est toutefois possible d'affirmer, dès à présent, avec une absolue certitude, que la crise politique engendrée par l'absolutisme bureaucratique représente un danger incomparablement plus immédiat et plus aigu pour l'Union soviétique que toutes les disproportions et contradictions dans l'économie de transition.

Le prolétariat soviétique

La bureaucratie, non seulement ne veut pas se réformer, mais elle ne le peut pas. Seule l'avant-garde du prolétariat pourrait restaurer un Etat soviétique sain par une épuration impitoyable de l'appareil bureaucratique, en commençant par le sommet. Mais, pour cela, elle doit se remettre sur pied, serrer les rangs et rétablir ou, plus exactement, recréer le parti révolutionnaire, les soviets et les syndicats. A-t-elle les forces suffisantes pour une telle tâche ?

La classe ouvrière de l'U.R.S.S. a connu un développement numérique considérable. Son rôle dans la production a crû bien plus encore que ses effectifs. Le poids social du prolétariat soviétique est aujourd'hui énorme. Sa faiblesse politique tient à sa composition sociale disparate, au manque d'expérience révolutionnaire de la nouvelle génération, à la décomposition du parti et aux continuelles et lourdes défaites du prolétariat mondial.

Au stade actuel, c'est la dernière raison qui est décisive. L'absence de perspectives internationales contraint les ouvriers russes à s'enfermer dans leur coquille nationale et à supporter la théorie du « socialisme dans un seul pays », ainsi que la déification de la bureaucratie nationale qui en découle. Pour reprendre

confiance dans leurs propres forces, les ouvriers soviétiques doivent de nouveau avoir foi dans les forces du prolétariat mondial.

La principale clé de la situation

La lutte entre les forces internes à l'U.R.S.S., comme les zig-zags du Kremlin, ont naturellement une énorme importance pour la proximité ou, au contraire, le retard du dénouement. *Mais aujourd'hui, la clé principale de la situation intérieure en Union soviétique est déjà hors de l'Union soviétique.* Si le prolétariat occidental livrait le continent européen au fascisme, l'Etat ouvrier, isolé et profondément dégénéré, ne se maintiendrait pas longtemps. Non qu'il devrait inévitablement céder sous les coups de l'intervention militaire : au contraire, dans des conditions différentes, l'intervention soviétique pourrait amener un renversement du fascisme. Mais, en ce moment, les contradictions internes en U.R.S.S. ont été amenées à une tension extrême par les victoires de la contre-révolution mondiale. Une plus grande extension du fascisme, affaiblissant encore davantage la force de résistance du prolétariat soviétique, rendrait impossible le remplacement du système bonapartiste dégénéré par un système soviétique régénéré. Une catastrophe politique deviendrait inévitable et amènerait dans son sillage la restauration de la propriété privée des moyens de production.

« Le socialisme dans un seul pays »

A la lumière de la situation mondiale actuelle, la théorie du « socialisme dans un seul pays », cet évangile de la bureaucratie, se dresse devant nous dans toute l'étroitesse de son nationalisme et la vanité de son erreur. Nous ne traitons pas ici, bien sûr, de la possibilité ou de l'impossibilité purement abstraites de construire une société socialiste à l'intérieur de telle ou telle zone géographique — un tel thème est bon pour des scolastiques ; nous avons plutôt à l'esprit la question suivante, bien plus immédiate et concrète, vivante et historique, et non métaphysique : est-il possible pour l'Etat soviétique isolé de se maintenir, pendant une période indéterminée, dans un entourage impérialiste, dans le cercle étouffant des contre-révolutions fascistes ? Non, répond le marxisme. Non, répond la situation intérieure en U.R.S.S.

La pression extérieure de l'impérialisme, la dépense de forces et de ressources pour la défense, l'impossibilité d'établir des liens économiques réguliers — ces obstacles sont en eux-mêmes suffisamment graves et considérables ; mais, ce qui est plus important,

c'est que les défaites de la révolution mondiale désintègrent inévitablement le support vivant du système soviétique, le prolétariat, en le contraignant à se placer docilement sous le joug de la bureaucratie laquelle, à son tour, est corrodée par tous les vices du bonapartisme. Hors de la révolution mondiale, point de salut !

« Pessimisme ! », diront les perroquets savants du prétendu Comintern. Et les charlatans à gages, qui, depuis longtemps, ont dit adieu à la révolution et au marxisme, hurleront à la « défense du capitalisme » ! Pour notre part, nous regardons sans aucun « optimisme » le système stalinien de direction de l'Etat ouvrier, c'est-à-dire d'étouffement de l'Etat ouvrier. L'effondrement de ce système est également inévitable, quelles que soient les variantes du développement historique. Cependant, la bureaucratie soviétique n'entraînera pas avec elle l'Etat ouvrier dans sa chute dans le gouffre que si le prolétariat européen et mondial prend le chemin de l'offensive et des victoires. La première condition du succès est l'émancipation de l'avant-garde mondiale de l'étau mortel du stalinisme. Cette tâche sera réalisée en dépit de tous les obstacles élevés par le puissant appareil des mensonges et des calomnies. Dans l'intérêt du prolétariat mondial et de l'Union soviétique !

[POUR LA COOPTATION DE RUTH FISCHER] ⁽¹⁾

(31 janvier 1935)

Chers camarades,

Je fais par cette lettre la proposition formelle de coopter au plénum le camarade Dubois (2). Voici mes raisons.

Le camarade Dubois est un camarade très expérimenté, avec un passé de luttes et d'expérience. Il a adhéré à nous dans une situation difficile, ce qui est un témoignage de sincérité révolutionnaire. Les cadres de camarades expérimentés que nous possédons ne sont pas nombreux. Il faut savoir les utiliser. Il faut renforcer le plénum par un camarade qui saura sûrement apporter une note individuelle dans nos discussions, et une collaboration active. Le camarade Dubois connaît le mouvement de différents pays et possède trois langues. Sa connaissance du mouvement anglo-saxon et de la langue anglaise sera pour nous d'une grande utilité.

(1) Archives James P. Cannon. Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre aux membres du plénum de la L.C.I., signée Crux, rédigée en français.

(2) DUBOIS était le nouveau pseudonyme d'Elfriede Eisler, plus connue sous le nom de Ruth FISCHER (1895-1961), militante d'origine autrichienne qui avait été à partir de 1920 l'animatrice de la gauche du K.P.D. (S), puis sa principale dirigeante, après son intronisation par Zinoviev en 1924, jusqu'en 1926, après son élimination par Staline. Exclue du parti en 1928, elle avait participé à la fondation du Leninbund, Opposition unifiée allemande sur le modèle de l'Opposition russe, mais elle l'avait quitté peu après, à la suite de la capitulation devant Staline de son maître Zinoviev. Elle avait émigré après janvier 1933 avec Maslow (cf. n. 4), à Prague, puis à Paris, où elle avait pu acquérir la nationalité française grâce à un mariage « blanc » arrangé par Doriot, qui lui avait également trouvé du travail. Trotsky souhaitait vivement gagner Maslow et elle ; il les avait rencontrés à Paris en janvier 1934, malgré l'opposition des militants allemands de son organisation, qui n'attendaient d'eux que « double visage » et de « nouvelles capitulations ». Ruth Fischer et Maslow, à la suite de cette rencontre, avaient demandé leur admission dans l'I.K.D. ce que sa direction avait refusé. Ils animaient un groupe qui s'intitulait « Cellule internationale des I.K.D. » et collaboraient cependant avec le S.I. depuis au moins la mi-1934.

Que peut-on objecter ? Le camarade Dubois « ne collabore systématiquement à aucune de nos sections (3) ». C'est juste. Mais je crois que la faute en est beaucoup plus aux sections qu'au camarade Dubois. La direction allemande n'a voulu avoir ni Parabellum (4), ni Dubois. Bauer (5) les a accusés d'avoir des idées fausses sur la révolution permanente, etc. La direction allemande a soutenu Bauer dans cette affaire. Nous avons su plus tard la solidité des principes de Bauer lui-même. Il est bien possible que, dans nos conceptions, il y ait des nuances différentes. Mais est-ce que nous voulons un monolithisme absolu ? Certaines divergences doctrinales peuvent empêcher la collaboration quand elles se traduisent de manière irréconciliable dans l'activité politique. C'est l'expérience commune qui jugera définitivement. Mais à condition qu'on fasse cette expérience.

Nous ne pouvons pas imposer à notre section allemande la collaboration avec les camarades Parabellum-Dubois. Mais nous ne pouvons pas, comme organisation internationale, tolérer d'être privés d'une collaboration que nous jugeons utile et nécessaire.

Le camarade Dubois était et reste contre l'entrée de la Ligue dans la S.F.I.O., et c'est regrettable. Mais, dans cette question aussi, c'est l'expérience qui aura le dernier mot (6). A cause de cette divergence politique, Dubois ne s'est pas séparé de nous comme Bauer et ne nous a pas fait la guerre en s'appuyant contre nous sur les opportunistes stériles du S.A.P.

(3) Ruth Fischer n'était en effet membre d'aucune section, après le refus des dirigeants à l'étranger de l'I.K.D. de l'admettre dans ses rangs.

(4) PARABELLUM était le nouveau pseudonyme d'Isaac Tchérémski, plus connu sous le nom d'Arkadi MASLOW (1893-1941). D'origine russe, fils de parents émigrés en Allemagne en 1899, il avait adhéré au K.P.D. (S) en 1919, et avait été, avec Ruth Fischer, le chef de file de sa « gauche », avant de diriger avec elle le parti, dans la période de la « bolchevisation », sous la houlette de Zinoviev. Il avait émigré en même temps que Ruth Fischer, dont il avait partagé l'itinéraire politique jusqu'alors. Au début de 1934, il avait donné à *Unser Wort* un article dans lequel il critiquait sévèrement l'illusion que nourrissaient certains militants de trouver dans la social-démocratie des éléments pour le nouveau parti révolutionnaire.

(5) Ancien médecin à Leipzig, puis à Berlin, Erwin H. ACKERKNECHT, dit Eugen BAUER (né en 1906), avait dirigé la section allemande dans la clandestinité jusqu'à son émigration au mois de juin 1933. Il était devenu ensuite secrétaire du S.I., en même temps que principal dirigeant du comité I.K.D. à l'étranger. En septembre 1934, il avait été suspendu de ses fonctions du fait de son opposition de principe à l'entrée des militants français dans la S.F.I.O. Il venait de commencer une collaboration à la presse du S.A.P., dans lequel il allait être admis.

(6) Il est important de noter que Ruth Fischer était hostile à l'entrisme : on peut constater par là que Trotsky n'exigeait pas le monolithisme, même au sommet de l'organisation.

Personne ne propose de remettre la direction aux camarades Parabellum-Dubois. Il s'agit seulement d'introduire l'un d'eux, notamment Dubois, dans le plénum. Supposons un instant que la collaboration s'avère un échec. Nous serons enrichis d'une expérience de plus, et nous passerons à l'ordre du jour. Comment peut-on faire autrement la sélection des camarades dirigeants, sans mettre des camarades qualifiés à l'épreuve ?

Il faut dans ce domaine comme dans tous les autres plus d'initiative et de souplesse, même un peu d'audace. Nous sommes déjà trop menacés par la routine et l'esprit de cercle clos.

Je vous prie, chers camarades, de réfléchir à cette question et d'exprimer votre vote si tôt que possible (7).

(7) Le S.I. était composé d'un nombre restreint de responsables ; son plénum comprenait les représentants de toutes les sections. C'est donc un vote que Trotsky demande aux représentants de toutes les sections, et qui ne pouvait s'exprimer que par correspondance. Trotsky eut satisfaction. Le procès-verbal du S.I. (archives James P. Cannon) du 19 mars 1935 enregistre le résultat du vote par correspondance sur cette proposition. Ont voté pour : Durand (Léon Sedov), Crux (Trotsky), Martin (Leonetti), Lesoil et Sneevliet. Le vote de Craipeau n'est pas clair, celui de Cannon n'est pas arrivé. Molinier et Vereeken ont voté contre. Ruth Fischer est donc cooptée à cette date.

[DES INDICES INQUIÉTANTS] (1)

(31 janvier 1935)

Chers Camarades,

Nous avons avec Félix et Marie (2) bien attentivement étudié les P.-V. du C.C. et nous voulons vous présenter quelques critiques et suggestions en résultat de notre étude. Nous vous prions de les communiquer au moins à tous ceux qui ont eu le privilège de recevoir les P.-V. du C.C.

L'attitude du camarade Craipeau (3) nous paraît tout à fait inquiétante, car il s'agit de déviations sur les questions les plus importantes, déviations qui s'aggravent sans se préciser. Voilà quelques exemples :

La IV^e Internationale

Le camarade Craipeau dit : « Nous avons quitté la III^e pour aller vers la IV^e, puis nous avons abandonné cette perspective pour entrer dans le P.S., qui était adhérent à la II^e. » C'est tout à

(1) Fonds O.C.I., C.E.R.M.T.R.I., Paris. Il s'agit d'une lettre en français, authentifiée par Jean van Heijenoort, dont il ne reste que le premier feuillet et qui était adressée à la direction du G.B.L.

(2) Il n'y avait à Domène et dans la région aucun militant qui, selon Jean van Heijenoort, portât ces pseudonymes. Ou Trotsky a cherché à égarer les éventuels indiscrets, ou il a ainsi au hasard cité un nom féminin et un masculin pour désigner les seuls camarades d'organisation qu'il avait auprès de lui et avec qui il pouvait débattre de telles questions : sa compagne Natalia et le jeune professeur Alexis BARDIN qu'il venait de gagner et qui était en train de constituer à Grenoble une fraction B.L. ou encore Van Heijenoort lui-même.

(3) Yvan CRAIPEAU (né en 1911) avait adhéré à l'Opposition de gauche en 1928, puis milité au sein des J.C. en Vendée, puis à Paris. Membre du C.C. de la Ligue communiste en 1930, il avait été exclu des J.C. en 1933, et était devenu le principal dirigeant des jeunesses léninistes. Il était devenu en 1934 membre de la commission exécutive des J.S. de Seine-et-Oise et du comité national mixte. Il était membre du C.C. du G.B.L. Ses désaccords avec Trotsky sur la nature de l'U.R.S.S. étaient bien connus de Trotsky, avec qui il en avait discuté dans le mois qu'il avait passé auprès de lui à Saint-Palais à son arrivée en 1933. Trotsky lui avait déjà plusieurs fois reproché de ne pas s'exprimer dans des textes de discussion.

fait extraordinaire d'entendre une affirmation pareille non de la part d'un staliniste ou d'un chef du S.A.P., mais d'un membre dirigeant de notre tendance. Est-ce que nous avons abandonné le mot d'ordre et la politique de la IV^e Internationale ? Celui qui le ferait devrait être immédiatement exclu de notre tendance. Mais, d'autre part, celui qui nous reproche d'avoir abandonné la voie de la IV^e devrait être rappelé à l'ordre. Nous n'avons jamais préconisé une ligne géométrique menant à la IV^e Internationale. Que Craipeau relise tous nos documents depuis deux ans. Ils laissent toujours la porte largement ouverte à toutes les possibilités et éventualités de développement. Il suffit de rappeler qu'il y a un an et demi nous avons réalisé l'adhésion de notre section anglaise à l'I.L.P.

Ce que nous devons exiger des jeunes intellectuels, surtout des jeunes socialistes, qui n'ont pas le passé de notre tendance, c'est d'étudier nos documents pour établir le lien nécessaire entre notre activité et notre formation idéologique. Comment Craipeau peut-il faire avec succès ce travail d'éducation s'il dénigre lui-même notre passé ou l'ignore ?

Nous connaissons très bien la valeur personnelle et le rôle important de Craipeau. D'autant plus sommes-nous obligés de lui crier « Halte, tu te trouves sur une pente dangereuse ! »

L'U.R.S.S.

Non moins dangereuse est l'attitude de Craipeau soutenu par Rigaudias (4) dans la question de l'U.R.S.S. C'est maintes fois que l'on a exigé de ces camarades qu'ils présentent leurs idées, leurs critiques et même leurs doutes par écrit, c'est-à-dire d'une manière précise, pour ouvrir une discussion qui nous paraît à nous tout à fait superflue. Au lieu de cela, nos camarades se contentent de mettre en doute nos positions fondamentales sans se prononcer contre elles ouvertement. Ils ne font que semer le scepticisme pour ne pas dire la démoralisation idéologique. En même temps, le camarade Rigaudias s'élève « contre les déformations systématiques » de son point de vue. Il n'y a pas de déformation là où il n'y a pas de forme. Et il ne peut y avoir de forme là où il n'y a pas de contenu. Vous n'avez que des doutes, camarade Rigaudias, et

(4) Louis RIGAUDIAS (né en 1911) était étudiant à Paris depuis 1928 quand il avait été gagné par Craipeau en 1933 ; il avait été membre du bureau politique des jeunesses léninistes. Il était membre du C.C. et du B.P. du G.B.L. Il figure en général dans les textes internes sous son pseudonyme de RIGAL.

puisque vos doutes sont d'ordre sentimental et non d'ordre doctrinal et politique, vous ne vous risquez même pas à leur donner une « forme ». Vous adaptez avec un impressionnisme impardonna-ble vos doutes sentimentaux à chaque nouvelle situation, à chaque nouvel événement, et puisque personne, ni même vous d'ailleurs, ne peut saisir le fond de votre pensée, il vous semble que tout le monde ne fait que déformer votre point de vue.

Les crimes de Staline et de sa clique, surtout envers la jeunesse soviétique, sont terribles. C'est le régime stalinien qui a créé une atmosphère propice au terrorisme individuel et qui a poussé les jeunes communistes désorientés, déséquilibrés et désespérés sur la voie du terrorisme. Et c'est de nouveau après cela la clique stalinienne qui extermine les jeunes physiquement en aggravant son régime. On se sent indigné. C'est naturel. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut être fort pour changer la situation. On est faible. Et la faiblesse pousse toujours à chercher des satisfactions factices. Or on cherche querelle à notre conception doctrinale de l'Etat soviétique. On s' imagine qu'en dégradant l'U.R.S.S. doctrinalement, on aura une revanche morale sur Staline.

L'ÉTAT OUVRIER, THERMIDOR ET BONAPARTISME (1)

(1^{er} février 1935)

La politique extérieure de la bureaucratie stalinienne — par ses deux canaux : le principal, la diplomatie, et l'accessoire, l'Internationale communiste — a effectué un tournant brusque vers la Société des Nations, le *statu quo*, et vers des alliances avec les réformistes et la démocratie bourgeoise. En même temps, la politique intérieure s'est tournée vers le marché libre et le « kolkhozien aisé ». Le nouvel écrasement des groupes oppositionnels, semi-oppositionnels et des éléments isolés qui avaient la moindre attitude critique, la nouvelle épuration massive du parti, ont pour but de laisser les mains libres à Staline pour ce cours droitier. Au fond, il s'agit du retour de l'ancien cours organique misant sur le koulak, l'alliance avec le Kuomintang, le comité anglo-russe, etc. (2), mais à une échelle plus vaste et dans des conditions incomparablement plus difficiles. Où mène ce cours ? Le mot de « Thermidor » est de nouveau sur de nombreuses lèvres (3). Par malheur, ce mot s'est dévalorisé à l'usage, il a perdu son contenu concret et est manifestement insuffisant pour caractériser l'étape par laquelle passe la bureaucratie stalinienne et la catastrophe qu'elle prépare. Il faut avant tout s'entendre sur les termes.

(1) V 125. *Biulleten Opositsii*, n° 43, avril 1935. Publié en traduction française la même année à la Librairie du Travail.

(2) Allusion à la politique poursuivie à partir de 1925 : en Union soviétique même, encouragement aux paysans aisés, les « koulaks », et subordination de la politique d'industrialisation au rythme de leur accumulation ; à l'extérieur, subordination du P.C. chinois au parti nationaliste du Kuomintang, lui-même admis dans l'I.C. comme parti « sympathisant », et maintien du « comité syndical anglo-russe », bloc avec les dirigeants réformistes des trade-unions britanniques, même quand, comme en 1926, ils sabotent la grève générale.

(3) « Thermidor » était le nom du onzième mois du calendrier révolutionnaire. Mais le terme désigne ici une période historique : ce sont en effet les journées des 9 et 10 Thermidor an II (27 et 28 juillet 1794) qui entraînèrent, au cours de la Révolution française, la chute de Robespierre et ouvrirent une période de réaction à la fois contre les institutions de la « Terreur » et contre l'austérité jusque-là imposée.

Les discussions sur « Thermidor » dans le passé

La question de « Thermidor » est étroitement liée à l'histoire de l'Opposition de gauche en U.R.S.S. Il ne serait actuellement pas facile d'établir qui, le premier, recourut à l'analogie historique de Thermidor. En tout cas, en 1926, les positions là-dessus se répartissaient à peu près ainsi : le groupe du « centralisme démocratique » (V.M. Smirnov, Sapronov (4) et d'autres que Staline a fait périr en exil), affirmait : « Thermidor est un fait accompli ! » Les partisans de la plate-forme de l'Opposition de gauche, les bolcheviks-léninistes, repoussaient catégoriquement cette affirmation. C'est sur cette ligne que se produisit même une scission. Qui avait raison ? Pour répondre à cette question, il nous faut déterminer exactement ce que chacun des deux groupes entendait au juste par « Thermidor » : les analogies historiques permettent diverses interprétations et, par là, des abus.

Feu V.M. Smirnov — un des représentants les plus éminents de l'ancien type bolchevique — pensait que le retard de l'industrialisation, la montée du koulak et du nepman (nouveau bourgeois), la liaison entre eux et la bureaucratie, enfin la dégénérescence du parti étaient si avancés que le retour sur les rails du socialisme était impossible sans nouvelle révolution. Le prolétariat avait déjà perdu le pouvoir. Après l'écrasement de l'Opposition de gauche, la bureaucratie exprime les intérêts du régime bourgeois renaissant. Les conquêtes fondamentales de la révolution d'Octobre sont liquidées. Telle était, dans ses grandes lignes, la position du groupe du « centralisme démocratique ».

L'Opposition de gauche répliquait : « Les éléments d'un double pouvoir ont indubitablement surgi dans le pays, mais le passage de ces éléments à la domination de la bourgeoisie ne pourrait se faire qu'au moyen d'un bouleversement contre-révolutionnaire. La bureaucratie est déjà liée au nepman et au koulak, mais ses racines fondamentales plongent encore dans la classe ouvrière. Dans la lutte contre l'Opposition de gauche, la bureaucratie traîne incontestablement derrière elle une lourde

(4) Vladimir M. SMIRNOV (1887-1938 ?), vieux-bolchevik, ancien dirigeant de l'insurrection d'Octobre 1917 à Moscou, et Timotei V. SAPRONOV (1887-1941), également vieux-bolchevik de Moscou, avaient été les animateurs de la tendance qui s'était constituée dès le début des années vingt et qui revendiquait le retour dans le parti au respect des normes du centralisme démocratique — ce qui leur avait valu d'être familièrement appelés « décistes » à partir des initiales russes de cette expression (D.C.). La discussion avait été menée notamment lors de l'unification de l'Opposition. C'était en gros la même discussion qui s'était reproduite au sein de l'Opposition de gauche russe dans les camps et les isolateurs au début des années trente.

queue, les nepmen et les koulaks. Mais, demain, cette queue frappera la tête, c'est-à-dire la bureaucratie dirigeante. De nouvelles scissions au sein de celle-ci sont inévitables. Devant le danger d'un bouleversement contre-révolutionnaire direct, le noyau fondamental de la bureaucratie centriste s'appuiera sur les ouvriers contre la bourgeoisie rurale naissante. L'issue du conflit est encore loin d'être décidée. Il est encore trop tôt pour enterrer la révolution d'Octobre. L'écrasement de l'Opposition de gauche facilite l'œuvre de " Thermidor ". Mais " Thermidor " n'est pas encore accompli. »

Il suffit de rapporter exactement le *contenu* des discussions des années 1926-1927 pour que la justesse de la position des bolcheviks-léninistes apparaisse, à la lumière du développement ultérieur, dans toute son évidence. Dès 1927, le koulak a frappé la bureaucratie, en lui refusant le blé, qu'il avait réussi à concentrer dans ses mains. En 1928, la bureaucratie se scinde ouvertement. Les droitiers sont pour de nouvelles concessions au koulak. Le centre, s'armant des idées de l'Opposition de gauche qu'il a écrasée en commun avec les droitiers, trouve appui chez les ouvriers, bat les droitiers, s'engage dans la voie de l'industrialisation, puis de la collectivisation. Au prix d'innombrables victimes inutiles, les conquêtes sociales fondamentales de la révolution d'Octobre furent malgré tout sauvées (5).

Le pronostic des bolcheviks-léninistes (plus exactement : la « meilleure variante » de leur pronostic) fut pleinement confirmé. Actuellement il ne peut y avoir de discussion là-dessus. Le développement des forces productives s'est fait non dans la direction du rétablissement de la propriété privée, mais sur la base de la socialisation, par la voie d'une direction planifiée. Seuls des aveugles politiques peuvent ne pas apercevoir l'importance historique mondiale de ce fait.

Le véritable sens de « Thermidor »

Néanmoins, on peut et on doit reconnaître maintenant que l'analogie avec « Thermidor » a servi à obscurcir plutôt qu'à éclairer la question. Le Thermidor de 1794 réalisa le déplacement du pouvoir de certains groupes de la Convention à d'autres groupes, de certaines couches du « peuple » victorieux à d'autres cou-

(5) Allusion à la période qui suivit l'abandon brutal de la Nep, la collectivisation à outrance et l'industrialisation au rythme forcé du premier plan quinquennal, période qu'un certain nombre d'historiens, après Isaac Deutscher, ont appelée « la troisième révolution ».

ches. Thermidor était-il la contre-révolution ? La réponse à cette question dépend de l'étendue que nous donnons, dans le cas présent, à la notion de « contre-révolution ». La révolution sociale de 1789-1793 avait un caractère bourgeois. Son essence se ramenait au remplacement de la propriété féodale immuable par la « libre » propriété bourgeoise. La contre-révolution « correspondant » à cette révolution aurait dû accomplir le rétablissement de la propriété féodale. Mais Thermidor n'a même pas tenté un effort en ce sens. Robespierre voulait s'appuyer sur les artisans, le Directoire sur la bourgeoisie moyenne, Bonaparte s'allia aux banques. Tous ces changements qui avaient, bien entendu, une signification non seulement politique mais aussi sociale, s'accomplirent, pourtant, sur la base de la nouvelle société et du nouvel Etat bourgeois.

Thermidor fut, sur la base sociale de la révolution, un acte de la réaction

C'est le même sens qu'eut le 18 Brumaire de Bonaparte (6), nouvelle étape importante dans la voie de la réaction. Dans les deux cas, il s'agissait non du rétablissement des anciennes formes de propriété, ni du pouvoir des anciennes couches dominantes, mais de la répartition des avantages du nouveau régime social entre les différentes fractions du « Tiers Etat » victorieux. La bourgeoisie prit toujours plus en main la propriété et le pouvoir (directement et immédiatement, ou encore par l'intermédiaire d'agents spéciaux tels que Bonaparte), sans attenter en rien aux conquêtes sociales de la révolution — au contraire, en les affermissant, en les réglementant, en les stabilisant soigneusement. Napoléon défendit la propriété bourgeoise, y compris la propriété paysanne, aussi bien contre la « plèbe » que contre les prétentions des propriétaires expropriés. L'Europe féodale haïssait Napoléon comme l'incarnation vivante de la révolution, et de son point de vue, elle avait raison.

L'appréciation marxiste de l'U.R.S.S.

L'U.R.S.S. actuelle, sans aucun doute, ressemble fort peu au type de république soviétique que Lénine traçait en 1917 (pas de bureaucratie permanente ni d'armée permanente, révocabilité de tous les élus à tout moment, contrôle actif des masses « sans égard

(6) Le 18 Brumaire an VII (9 novembre 1799), un coup d'Etat dirigé par le général Bonaparte mit fin au régime d'assemblées qu'on appelait « Directoire » et mit en place le régime du Consulat, lui-même prologue du Premier Empire.

à la personne », etc.) (7). La domination de la bureaucratie sur le pays comme la domination de Staline sur la bureaucratie ont atteint une perfection presque absolue. Mais quelles conclusions en tirer ? L'un dira : puisque l'Etat réel, issu de la révolution prolétarienne ne répond pas aux normes idéales établies a priori, je lui tourne le dos. C'est du snobisme politique, habituel dans les milieux d'intellectuels petits-bourgeois, pacifistes, démocrates, libertaires, anarcho-syndicalistes et en général ultra-gauches. Un autre dira : puisque cet Etat est issu de la révolution prolétarienne, toute critique à son sujet est sacrilège et contre-révolutionnaire. C'est la voix de la tartuferie, derrière laquelle se cache le plus souvent le simple intérêt matériel de certains groupes de la même petite bourgeoisie ou de la bureaucratie ouvrière. Ces deux types - du snob politique ou du tartufe politique - sont facilement interchangeables en fonction des circonstances personnelles. Laissons-les tous les deux.

Le marxiste dira : « L'U.R.S.S. actuelle ne répond manifestement pas aux normes *a priori* de l'Etat soviétique ; étudions ce que nous n'avons pas prévu quand les normes programmatiques ont été élaborées ; allons plus loin et cherchons les facteurs sociaux qui ont défiguré l'Etat ouvrier ; vérifions encore une fois si ces déformations se sont étendues aux fondements économiques de l'Etat, c'est-à-dire si les conquêtes sociales fondamentales de la révolution prolétarienne ont été conservées ; si elles ont été conservées, dans quel sens ont-elles changé ; y a-t-il en U.R.S.S. et sur l'arène mondiale des facteurs qui puissent favoriser et accélérer la prépondérance des tendances progressistes du développement sur les tendances réactionnaires ? » Une telle approche de la question est complexe. Elle ne donne pas la réponse toute faite et passe-partout qu'aiment tant les esprits paresseux. En revanche, non seulement elle nous protège de deux plaies, le snobisme et la tartuferie, mais en outre elle ouvre la possibilité d'intervenir activement dans le sort de l'U.R.S.S.

Quand le groupe du « centralisme démocratique » déclarait en 1926 que l'Etat ouvrier était liquidé, il enterrait manifestement la révolution encore vivante. Au contraire, l'Opposition de gauche élaborait un programme de réformes du régime soviétique. Pour se préserver et s'affermir en tant que caste privilégiée, la bureaucratie stalinienne a écrasé l'Opposition de gauche. Mais, dans sa lutte pour ses propres positions, la bureaucratie s'est trouvée contrainte de puiser dans la plate-forme de l'Opposition de

(7) Voir par exemple *L'Etat et la Révolution*.

gauche toutes les mesures qui lui donnèrent la possibilité de sauver les bases sociales de l'Etat soviétique. Leçon politique inappréciable ! Elle montre comment les conditions historiques déterminées, l'arriération de la paysannerie, la lassitude du prolétariat, l'absence de soutien décisif en Occident, préparent, dans la révolution, un « second chapitre » qui se caractérise par l'étouffement de l'avant-garde prolétarienne et l'écrasement des internationalistes révolutionnaires par une bureaucratie nationaliste et conservatrice. Mais ce même exemple montre comment une ligne politique juste permet à un groupe marxiste de féconder le développement, même lorsque les vainqueurs du « second chapitre » écrasent les révolutionnaires du « premier chapitre ».

Un mode de penser superficiel, idéaliste, opérant avec des normes toutes prêtes, leur adaptant mécaniquement le développement vivant, passe facilement de l'enthousiasme à la prostration. Seul le matérialisme dialectique, qui nous apprend à considérer tout ce qui existe dans son développement, dans le conflit des forces internes, donne la fermeté nécessaire à la pensée et à l'action.

Dictature du prolétariat et dictature de la bureaucratie

Dans une série de travaux antérieurs, nous avons établi que, malgré des succès économiques déterminés par la nationalisation des moyens de production, la *société soviétique* conserve entièrement un caractère contradictoire transitoire et que, étant donné la situation des travailleurs, l'inégalité dans les conditions d'existence, les privilèges de la bureaucratie, elle se trouve encore beaucoup plus près du régime capitaliste que du communisme à venir.

Nous avons établi en même temps que, malgré une dégénérescence bureaucratique monstrueuse, l'*Etat soviétique* reste encore l'arme historique de la classe ouvrière dans la mesure où il assure le développement de l'économie et de la culture sur la base des moyens de production nationalisés et prépare, de ce fait même, les conditions d'une véritable émancipation des travailleurs par la liquidation de la bureaucratie et de l'inégalité sociale.

Celui qui n'a pas réfléchi profondément à ces deux principes fondamentaux et ne s'en est pas sérieusement pénétré, celui qui, en général, n'a pas étudié la littérature des bolcheviks-léninistes sur la question de l'U.R.S.S. depuis 1923, celui-là risque, à chaque nouvel événement, de perdre le fil conducteur et de remplacer l'analyse marxiste par des plaintes et des lamentations.

Le bureaucratisme soviétique (il serait plus exact de dire : antisoviétique) est le produit de contradictions sociales, entre la ville et la campagne, entre le prolétariat et la paysannerie (ces deux genres de contradictions ne coïncident pas), entre les républiques nationales et leurs districts, entre les divers groupes de la paysannerie, entre les diverses couches du prolétariat, entre les divers groupes de consommateurs, enfin entre l'Etat soviétique dans son ensemble et son encerclement capitaliste. Actuellement, par la traduction de tous les rapports dans le langage du système monétaire, les contradictions économiques vont apparaître au grand jour d'une façon particulièrement vive.

La bureaucratie réglemente ces contradictions en s'élevant au-dessus des masses travailleuses. Elle utilise cette fonction qui lui est propre pour affermir sa propre domination. Par sa direction sans contrôle, arbitraire et sans appel, elle accumule des contradictions nouvelles. En les exploitant, elle crée un régime d'absolutisme bureaucratique.

Les contradictions à l'intérieur de la bureaucratie elle-même ont abouti à la sélection d'un ordre dirigeant; la nécessité de la discipline à l'intérieur de cet ordre a abouti au pouvoir personnel, au culte du chef infaillible. Un seul et même système prévaut à l'usine, au kolkhoze, à l'université et au gouvernement : le chef, avec une douzaine de fidèles, et les autres suivant le chef. Staline n'a jamais été et ne pouvait pas, par nature, être un dirigeant de masses : il est le chef des « chefs » bureaucratiques, leur couronnement et leur personnification.

Plus les problèmes économiques vont devenir complexes, plus les exigences et les intérêts de la population vont s'accroître, plus les contradictions deviendront aiguës entre le régime bureaucratique et les exigences du développement socialiste, et plus la bureaucratie luttera farouchement pour maintenir ses positions, et plus cyniquement elle aura recours à la violence, à la fraude et à la corruption.

Le fait que le régime politique empire constamment alors que l'économie et la culture se développent, ce fait criant n'a qu'une seule explication : l'oppression, la persécution, la répression servent maintenant dans une large mesure non à la défense de l'Etat, mais à la défense des gens au pouvoir et des privilèges de la bureaucratie.

D'où la nécessité toujours plus grande de masquer la répression à l'aide des mensonges et des amalgames.

« Peut-on, cependant, qualifier d'*ouvrier* un tel Etat ? » dit la voix indignée des moralistes, des idéalistes et des snobs « révolutionnaires ». Les plus prudents objectent ceci : « Peut-être, en fin de compte, est-ce tout de même un Etat ouvrier ; mais de la dictature du prolétariat, il ne reste pas trace : c'est un Etat ouvrier dégénéré sous la dictature de la bureaucratie. »

Il n'y a aucune raison de revenir sur cette argumentation dans son ensemble. Tout ce qu'il fallait dire à ce sujet a été dit dans la littérature de notre tendance et dans ses documents officiels. Personne n'a tenté de réfuter, d'amender ou de compléter la position des bolcheviks-léninistes dans cette très importante question.

Nous nous bornerons ici à un seul problème : peut-on appeler dictature du prolétariat la dictature de fait de la bureaucratie ?

La difficulté de terminologie vient de ce que le mot *dictature* est employé tantôt dans un sens strictement politique, tantôt dans un sens plus profond, sociologique. Nous parlons de « dictature de Mussolini » et, en même temps, nous déclarons que le fascisme n'est que l'instrument du capital financier. De ces deux propositions, laquelle est exacte ? L'une et l'autre, mais sur des plans différents. Il est indiscutable que tout le pouvoir de décision est concentré dans les mains de Mussolini. Mais il est non moins vrai que tout le contenu réel de l'activité gouvernementale est dicté par les intérêts du capital financier. La domination *sociale* d'une classe (« dictature ») peut prendre des formes *politiques* extrêmement différentes. Toute l'histoire de la bourgeoisie, du Moyen Age à nos jours, en témoigne.

L'expérience de l'Union soviétique est déjà suffisante pour permettre d'étendre la même loi sociologique — *avec tous les changements nécessaires* — également à la dictature du prolétariat. Entre la conquête du pouvoir et la dissolution de l'Etat ouvrier dans la société socialiste, les formes et les méthodes de la domination prolétarienne peuvent changer brusquement selon la marche de la lutte des classes à l'intérieur et à l'extérieur.

Par exemple, le commandement actuel de Staline ne rappelle en rien le pouvoir des soviets des premières années de la révolution. La substitution d'un régime à l'autre s'est produite non d'un seul coup, mais par plusieurs degrés, à travers une série de petites guerres civiles de la bureaucratie contre l'avant-garde prolétarienne. Historiquement, en dernière analyse, la démocratie soviétique a explosé sous la pression des contradictions sociales. La bureaucratie les a exploitées pour arracher le pouvoir des mains

des organisations de masse. Dans ce sens, on peut parler de dictature de la bureaucratie, et même de dictature personnelle de Staline. Mais cette usurpation n'a été possible et ne peut se maintenir que parce que *le contenu social de la dictature de la bureaucratie est déterminé par les rapports de production que la révolution prolétarienne a établis*. Dans ce sens, on est pleinement en droit de dire que la dictature du prolétariat a trouvé son expression, défigurée mais incontestable, dans la dictature de la bureaucratie.

Il est nécessaire de réviser et de corriger une analogie historique

Dans les discussions internes de l'Opposition russe et internationale, « Thermidor » fut entendu conventionnellement comme la première étape de la contre-révolution bourgeoise, dirigée contre la base sociale de l'Etat ouvrier (8). Quoique le fond de la discussion dans le passé, nous l'avons vu, n'en ait pas souffert, l'analogie historique a pris toutefois un caractère purement conventionnel, éloigné de la réalité, et ce sens conventionnel entre de plus en plus en contradiction avec les intérêts de l'analyse de l'évolution récente de l'Etat soviétique. Il suffit d'invoquer le fait que nous avons souvent parlé — et avec suffisamment de raisons — du régime plébiscitaire ou bonapartiste de Staline. Or, le bonapartisme est venu en France après Thermidor. En restant dans les cadres de l'analogie historique, on en vient à se demander : s'il n'y a pas encore eu de « Thermidor » soviétique, d'où peut donc venir le bonapartisme ? Sans changer nos anciennes appréciations *quant au fond* — il n'y a aucune raison pour le faire —, il nous faut réviser radicalement l'analogie historique. Cela nous permettra d'aborder de plus près quelques faits anciens et de mieux comprendre quelques phénomènes nouveaux.

Le coup d'Etat du 9 Thermidor ne liquida pas les conquêtes fondamentales de la révolution bourgeoise, mais il fit passer le pouvoir dans les mains des jacobins les plus modérés et les plus conservateurs, dans les mains des éléments les plus fortunés de la société bourgeoise. Actuellement, il n'est plus possible de ne pas voir que, dans la révolution soviétique aussi, il s'est produit

(8) Les mencheviks parlent aussi de dégénérescence thermidorienne. Ce qu'ils entendent par là, il est impossible de le saisir. Les mencheviks étaient contre la conquête du pouvoir par le prolétariat. Actuellement encore, ils jugent l'Etat soviétique non prolétarien (on ne sait pas ce qu'il serait exactement). Dans le passé, ils réclamèrent le retour au capitalisme, maintenant à la « démocratie ». S'ils ne sont pas eux-mêmes les représentants de tendances thermidoriennes, qu'est-ce donc que « Thermidor » ? De toute évidence, une simple tournure littéraire. (Note de L.T.).

depuis déjà longtemps un déplacement du pouvoir à droite, pleinement analogue à Thermidor, quoique à des rythmes plus lents et sous des formes plus masquées. Le complot de la bureaucratie soviétique dirigé contre l'aile gauche a pu garder les premiers temps un caractère relativement peu sanglant (9) pour l'unique raison que le complot lui-même fut accompli d'une façon plus systématique et plus complète que l'improvisation du 9 Thermidor.

Le prolétariat est socialement plus homogène que la bourgeoisie, mais il contient cependant toute une série de couches qui apparaissent d'une façon particulièrement nette après la conquête du pouvoir, quand se forment la bureaucratie et une aristocratie ouvrière liée à elle. L'écrasement de l'Opposition de gauche signifia, dans le sens le plus direct et le plus immédiat, le passage du pouvoir, des mains de l'avant-garde révolutionnaire aux mains des éléments les plus conservateurs de la bureaucratie et des som mets de la classe ouvrière. 1924, voilà l'année du commencement du Thermidor soviétique.

Il s'agit, bien entendu, non d'une identité, mais d'une analogie historique, qui trouve toujours ses limites dans les différences des structures sociales et des époques. Mais la présente analogie n'est ni superficielle, ni fortuite : elle est déterminée par la tension extrême de la lutte des classes en temps de révolution et de contre-révolution. La bureaucratie, dans les deux cas, s'est élevée sur le dos de la démocratie plébéienne, qui avait assuré la victoire du nouveau régime. Les clubs jacobins furent étranglés peu à peu. Les révolutionnaires de 1793 périrent dans les combats, devinrent diplomates et généraux, tombèrent sous les coups de la répression ou... entrèrent dans l'illégalité. Les autres jacobins se changèrent par la suite avec bonheur en préfets napoléoniens. A eux se joignirent un grand nombre de transfuges des anciens partis, des ci-devant aristocrates, de vulgaires carriéristes. Et en Russie ? Le passage graduel des soviets et des clubs du parti, bouillants de vie, au régime de commandement de secrétaires dépendant uniquement du « chef bien-aimé » reproduit, quelque 130 à 140 ans plus tard, le même tableau de dégénérescence, mais sur une échelle plus gigantesque et dans une situation plus mûre.

En France, la stabilisation durable du régime thermidorien-bonapartiste ne devint possible que grâce au développement des forces productives, libérées des entraves féodales. Les arrivistes,

(9) Littéralement : « un caractère relativement " sec " » (N.D.T.).

les pillards, les parents et les alliés de la bureaucratie s'enrichirent. Les masses désillusionnées tombèrent dans la prostration.

L'essor des forces productives nationales, commencé en 1923, inattendu pour la bureaucratie soviétique elle-même, créa les prémisses économiques nécessaires de sa stabilisation. L'édification économique ouvrit un débouché à l'énergie d'organiseurs, d'administrateurs, de techniciens actifs et capables. Leur situation matérielle et morale s'améliora rapidement. Il se créa une large couche privilégiée, étroitement liée aux sommets dirigeants. Les masses travailleuses vécurent d'espérances ou sombrèrent dans le désespoir.

Ce serait du pédantisme absurde que d'essayer de faire coïncider les diverses étapes de la révolution russe avec des événements analogues de la fin du 18^e siècle en France. Mais, malgré tout, il saute aux yeux que le régime politique actuel des soviets rappelle extraordinairement le régime du Premier Consul, surtout vers la fin du Consulat, quand il se rapprochait de l'Empire. Si Staline manque de l'éclat des victoires, il dépasse en tout cas le premier Bonaparte dans le régime de la servilité organisée. Un tel pouvoir n'a pu être atteint que par l'étouffement du parti, des soviets, de la classe ouvrière dans son ensemble. La bureaucratie, sur laquelle s'appuie Staline, est matériellement liée aux résultats obtenus par la révolution nationale accomplie, mais elle n'a aucun point de contact avec la révolution internationale qui se poursuit. Par leur genre de vie, leurs intérêts, leur psychologie, les fonctionnaires soviétiques actuels ne se distinguent pas moins des bolcheviks révolutionnaires que les généraux et les préfets de Napoléon des jacobins révolutionnaires.

Thermidoriens et bonapartistes

L'ambassadeur soviétique à Londres, Maisky (10), expliquait dernièrement à une délégation des trade-unions britanniques la nécessité et la légitimité de la répression stalinienne contre les zinoviévistes « contre-révolutionnaires ». Cet épisode éclatant — entre mille — nous introduit immédiatement au cœur même de la question. Ce que sont les zinoviévistes, nous le savons. Quelles que soient leurs fautes et leurs hésitations, une chose est indiscutable : ils représentent le type du « révolutionnaire professionnel ». Les problèmes du mouvement ouvrier mondial, ce sont pour eux des problèmes vitaux. Qui est Maisky ? Un menchevik de droite,

(10) Ivan M. LJAKOVETSKY, dit MAISKY (1884-1975), ancien menchevik, était l'un des diplomates staliniens les plus connus.

qui, en 1918, se sépara à droite de son propre parti pour avoir la possibilité d'entrer comme ministre dans le gouvernement blanc de l'Oural, sous la protection de Koltchak (11). C'est seulement après l'écrasement de Koltchak que Maisky jugea opportun de se tourner vers les soviets. Lénine — et nous avec lui — avait la plus grande méfiance, pour ne pas dire le plus grand mépris, pour ces individus. Actuellement, Maisky, dans sa dignité d'ambassadeur, accuse les « zinoviévistes » et les « trotskystes » de s'efforcer de provoquer une intervention armée pour la restauration de ce même capitalisme... que Maisky défendit contre nous au moyen de la guerre civile.

L'actuel ambassadeur aux Etats-Unis, A. Troianovsky (12), rejoignit dans sa jeunesse les bolcheviks, puis abandonna le parti, fut patriote pendant la guerre, menchevik en 1917. La révolution d'Octobre le trouva membre du comité central des mencheviks ; puis, au cours des années suivantes, Troianovsky mena une lutte inégale contre la dictature du prolétariat. Il entra dans le parti stalinien, plus exactement dans la diplomatie stalinienne, après l'écrasement de l'Opposition de gauche.

L'ambassadeur à Paris Potemkine (13) était, au moment de la révolution d'Octobre, professeur d'histoire bourgeois ; il se joignit aux bolcheviks après leur victoire. L'ancien ambassadeur à Berlin Khintchouk (14), en qualité de menchevik, entra pendant les journées de la révolution d'Octobre dans le comité moscovite contre-révolutionnaire du Salut de la patrie et de la révolution, avec le socialiste-révolutionnaire de droite Grinko (15), actuellement commissaire du peuple aux Finances. Le successeur de Khintchouk à Berlin, Souritz (16), fut secrétaire politique du pre-

(11) Alexandre V. KOLTCHAK (1874-1920), amiral tsariste, un des principaux chefs des armées blanches, avait unifié ces dernières sous son autorité de « commandant suprême » et obtenu la reconnaissance des Alliés.

(12) Alexandre TROIANOVSKY (1882-1955) était ambassadeur de l'U.R.S.S. à Washington.

(13) Vladimir POTECHKINE (1878-1946) venait de remplacer Dovgalevsky comme ambassadeur à Paris.

(14) Léon M. KHINTCHOUK (1868-1944) était devenu ambassadeur en 1926. Il était menchevik en 1903.

(15) Grigori F. GRINKO (1890-1938), ancien socialiste révolutionnaire, avait rejoint le parti bolchevique en 1919 ; il avait occupé différents postes dans le gouvernement de la République soviétique d'Ukraine et était commissaire aux finances de l'Union depuis 1930.

(16) Iakov S. SOURITZ (1881-1952) avait également commencé sa carrière comme ambassadeur à Paris.

mier président des soviets, le menchevik Chkeïdzé (17), et rejoignit les bolcheviks après la victoire. Presque tous les autres diplomates sont du même type ; et cependant ne sont nommés à l'étranger — surtout après les affaires Bessedovsky, Dimitrievsky, Agabékov (18), etc. — que des gens particulièrement sûrs.

Dernièrement, à l'occasion des énormes succès de l'industrie aurifère soviétique, la presse mondiale a publié des dépêches avec des renseignements sur son organisateur, l'ingénieur Serebrovsky (19). Le correspondant du *Temps* à Moscou, qui concurrence maintenant avec succès Duranty et Louis Fischer (20) comme porte-parole officieux des sommets de la bureaucratie, soulignait avec un soin particulier le fait que Serebrovsky, bolchevik en 1903, appartient à la « vieille garde ». C'est bien cela qui est porté sur la carte du parti de Serebrovsky. En fait, c'est en tant qu'étudiant et menchevik qu'il participa à la révolution de 1905, pour passer ensuite de longues années durant dans le camp de la bourgeoisie. La révolution de février le trouva directeur, nommé par le gouvernement, de deux usines travaillant pour la défense nationale, membre de l'Union des industriels, participant actif à la lutte contre le syndicat des métallurgistes. En mai 1917, Serebrovsky déclarait que Lénine était un « espion allemand » ! Après la victoire des bolcheviks, Serebrovsky fut recruté par moi, avec d'autres spécialistes, pour le travail technique. Lénine avait pour lui de la méfiance ; moi, pas grande confiance. Maintenant Serebrovsky est membre du comité central du parti !

Dans la revue théorique du comité central, *Le Bolchevik* (du 31 décembre 1934), est imprimé un article de Serebrovsky sur « L'industrie aurifère en U.R.S.S. ». Prenons la première page : « ... sous la direction du chef aimé du parti et de la classe ouvrière, le camarade Staline... » ; trois lignes après : « Le camarade Staline, dans son entretien avec le correspondant américain M. Duranty... » ; encore cinq lignes plus loin : « Le rapport con-

(17) Nikolai S. CHKEIDZÉ (1864-1926) avait été l'un des principaux dirigeants du parti menchevik et de ses fractions successives dans les Douma avant de présider le congrès des soviets en 1917.

(18) Allusion à trois diplomates dont les défections, à la fin des années vingt, avaient fait beaucoup de bruit.

(19) Alexandre P. SEREBROVSKY (1884-1937) était l'un des grands techniciens du régime.

(20) Les journalistes américains Walter DURANTY (1884-1957), correspondant du *New York Times* à Moscou, et Louis FISCHER (1896-1970) étaient les cibles de Trotsky qui les considérait comme des compagnons de route particulièrement pernicieux du stalinisme.

cis et précis du camarade Staline... » ; à la fin de la page : « Voilà ce que signifie lutter à la stalinienne pour l'industrie de l'or. » A la deuxième page : « Le grand chef, le camarade Staline, nous enseigne... » ; quatre lignes après : « En réponse à leur rapport (des bolcheviks), le camarade Staline écrivit : Je vous félicite de vos succès... » ; plus bas, à la même page : « Inspirés par les indications du camarade Staline » ; une ligne après : « le parti, avec à sa tête le camarade Staline... » ; deux lignes plus loin : « Les indications de notre parti et (!!!) du camarade Staline. » Prenons la fin de l'article. Au milieu de la page nous lisons : « Les indications du chef génial du parti et de la classe ouvrière, le camarade Staline... » et trois lignes après : « Les paroles du chef aimé, le camarade Staline... »

La satire elle-même reste désarmée devant un tel torrent de servilité ! Des « chefs bien-aimés » n'ont pas besoin, semblerait-il, qu'on leur fasse des déclarations d'amour cinq fois par page, dans un article du reste consacré non pas au jubilé d'un chef, mais à... l'extraction de l'or. D'autre part, l'auteur de l'article, capable de ramper de la sorte, ne peut, évidemment, rien avoir d'un révolutionnaire. Tel est cet ancien directeur tsariste d'énormes usines, menant la lutte contre les ouvriers, bourgeois et patriote, aujourd'hui soutien du régime, membre du comité central et stalinien à cent pour cent !

Encore un exemple. Un des piliers de la *Pravda* actuelle, Zaslavsky (21), montrait en janvier de cette année qu'il était inadmissible d'éditer les romans réactionnaires de Dostoïevsky (22), tout comme les « œuvres contre-révolutionnaires de Trotsky, Zinoviev et Kamenev ». Qui est ce Zaslavsky ? Dans un passé lointain, il fut bundiste de droite (menchevik du Bund juif), puis journaliste bourgeois, menant en 1917 la campagne la plus dégoûtante contre Lénine et Trotsky, agents de l'Allemagne. Dans les articles de Lénine de 1917, on rencontre, comme un refrain, cette phrase : « Zaslavsky et les gredins de son espèce ». C'est ainsi que Zaslavsky s'inscrivit dans la littérature du parti comme le type achevé du calomniateur bourgeois à gages. Pendant la guerre civile, il se cacha à Kiev, comme journaliste de la presse blanche. C'est seulement en 1923 qu'il passa du côté du pouvoir soviétique. Actuellement, il défend le stalinisme contre « les contre-révolutionnaires »

(21) David A. ZASLAVSKY (1882-1938), entré tardivement dans le parti bolchevique, était l'un des rédacteurs de la *Pravda*, spécialisé dans les injures à l'égard des oppositionnels.

(22) Fédor M. DOSTOÏEVSKY (1821-1881) est l'un des plus grands romanciers de langue russe (*Crime et Châtiment*, 1866).

Trotsky, Zinoviev et Kamenev ! La presse de Staline est pleine d'individus de ce genre, en U.R.S.S. comme à l'étranger.

Les vieux cadres du bolchevisme sont écrasés. Les révolutionnaires sont remplacés par des fonctionnaires à l'échine souple. La pensée marxiste est chassée par la peur, la flatterie et l'intrigue. Du bureau politique de Lénine, il ne reste que le seul Staline : deux membres du bureau politique sont politiquement brisés et traqués (Rykov et Tomsy (23)) ; deux membres sont en prison (Zinoviev et Kamenev) ; un est expulsé à l'étranger et privé de ses droits de citoyen (Trotsky). Lénine, selon l'expression de Krupskaja (24), ne fut sauvé de la répression bureaucratique que par la mort : n'ayant pu le mettre en prison, les épigones l'ont enfermé dans un mausolée. Toute la substance de la couche dirigeante a dégénéré. Les thermidoriens et les bonapartistes ont repoussé les jacobins ; les staliniens ont remplacé les bolcheviks.

Pour la large couche des Maisky, des Serebrovsky et des Zaslavsky, grands, moyens et petits, conservateurs et nullement désintéressés, Staline est l'arbitre suprême, le dispensateur des bienfaits et le défenseur contre toutes les oppositions possibles. En revanche, la bureaucratie accorde de temps en temps à Staline la sanction d'un plébiscite populaire. Les congrès du parti comme les congrès des soviets sont organisés selon un seul et unique critère : *pour* ou *contre* Staline ? Seuls des contre-révolutionnaires peuvent être *contre*, et on les traite comme il convient. Telle est la mécanique actuelle du pouvoir. C'est une mécanique *bonapartiste*. Il n'a pas encore été possible de trouver d'autre terme pour elle dans le vocabulaire politique.

La différence des rôles de l'Etat bourgeois et de l'Etat ouvrier

Sans analogie historique, il est impossible d'apprendre de l'histoire. Mais une analogie doit être concrète : les ressemblances ne doivent pas faire oublier les différences. Les deux révolutions

(23) Alexei I. RYKOV (1881-1938), vieux-bolchevik ayant passé des années au bagne et en déportation, successeur de Lénine à la tête du conseil des commissaires du peuple, chef de file de la « droite » avec Boukharine et Tomsy. Mikhail P. TOMSKY (1880-1936), typographe et vieux-bolchevik, dirigeant des syndicats après la révolution et allié de Boukharine et Rykov dans la « droite » du parti. Les porte-parole de l'ancienne « droite » avaient fait leur autocritique et n'avaient plus rien à refuser à Staline.

(24) Nadejda N. KRUPSKAIA (1869-1939), militante en 1891, compagne de Lénine à partir de 1898, avait appartenu à l'Opposition unifiée pendant les premiers mois de son activité et c'est à cette époque qu'elle avait fait la déclaration citée ici par Trotsky.

ont mis fin au féodalisme et au servage. Mais l'une, par son aile la plus radicale, tenta en vain de sortir des limites de la société bourgeoise ; l'autre renversa réellement la bourgeoisie et créa un Etat ouvrier. Cette différence de classe fondamentale, qui ramène l'analogie dans des limites matérielles indispensables, a une importance décisive pour le pronostic.

Après la profonde révolution démocratique, qui libère les paysans du servage et leur donne la terre, la contre-révolution féodale est en général impossible. La monarchie renversée peut revenir au pouvoir et s'entourer des fantômes du Moyen Age. Mais elle n'a plus la force de rétablir l'économie du féodalisme. Les rapports bourgeois, une fois libérés des entraves féodales, se développent automatiquement. Aucune force extérieure ne peut plus les arrêter : ils doivent eux-mêmes creuser leur tombe, après avoir créé leur fossoyeur.

Il en va tout autrement avec le développement des rapports socialistes. La révolution prolétarienne non seulement affranchit les forces productives des entraves de la propriété privée, mais elle met également à leur disposition immédiate l'Etat qu'elle a engendré. Tandis qu'après la révolution l'Etat bourgeois se borne à un rôle de police, laissant le marché à ses propres lois, l'Etat ouvrier joue directement le rôle de patron et d'organisateur. Le remplacement d'un régime politique bourgeois par un autre n'a qu'une influence indirecte et superficielle sur l'économie de marché. Au contraire, le remplacement d'un gouvernement ouvrier par un gouvernement bourgeois ou petit-bourgeois mènerait infailliblement à la liquidation du principe de la planification, et ensuite aussi au rétablissement de la propriété privée. *A la différence du capitalisme, le socialisme ne s'édifie pas automatiquement, mais consciemment.* La marche vers le socialisme est inséparable du pouvoir d'Etat, qui veut le socialisme ou qui est contraint de le vouloir. Le socialisme ne peut prendre un caractère inébranlable qu'à un stade très élevé de son développement, quand les forces productives dépasseront de loin les forces capitalistes, quand les besoins humains de tous et de chacun recevront pleine satisfaction et quand l'Etat dépérira définitivement, en se dissolvant dans la société. Mais tout cela est encore l'affaire d'un avenir lointain. A l'étape actuelle du développement, l'édification socialiste vit et meurt en même temps que l'Etat ouvrier. C'est seulement après s'être fortement pénétré de la profonde différence des lois de la formation de l'économie bourgeoise (« anarchique ») et de l'économie socialiste (« planifiée ») qu'on peut comprendre quelles

limites l'analogie avec la grande Révolution française ne doit pas outrepasser.

Octobre 1917 acheva la révolution démocratique et entama la révolution socialiste. Aucune force au monde ne fera plus revenir en arrière la révolution agraire démocratique en Russie : ici, complète analogie avec la révolution jacobine. Mais la révolution kol-khozienne court encore tous les risques, et, avec elle, la nationalisation des moyens de production. La contre-révolution politique, même si elle s'étendait jusqu'à la dynastie des Romanov (25), ne pourrait pas rétablir la grande propriété foncière. Mais il suffirait de la restauration d'un bloc des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires pour que l'édification socialiste soit supprimée d'un seul coup.

La transformation du centrisme bureaucratique en bonapartisme

La différence fondamentale entre les deux révolutions et par conséquent, entre les contre-révolutions « correspondantes », est extraordinairement importante pour comprendre la signification des *déplacements politiques réactionnaires qui constituent l'essence du régime de Staline*. La révolution paysanne, ainsi que la bourgeoisie qui s'appuyait sur elle, s'accommodèrent très bien du régime de Napoléon et subsistèrent même sous Louis XVIII. La révolution prolétarienne court déjà un danger mortel sous le régime actuel de Staline : elle ne supportera pas un nouveau déplacement à droite.

« Bolchevique » par ses traditions, mais ayant au fond renié depuis longtemps les traditions, petite-bourgeoise par sa composition et son esprit, la bureaucratie soviétique est appelée à régler l'antagonisme entre le prolétariat et la paysannerie, entre l'Etat ouvrier et l'impérialisme mondial : telle est la base sociale du *centrisme bureaucratique*, de ses zigzags, de sa force, de sa faiblesse et de son influence si funeste sur le mouvement prolétarien mondial (26). Plus la bureaucratie deviendra indépendante, plus le

(25) Nom de la dynastie à laquelle appartenait le dernier tsar, Nicolas II, abattu en 1918.

(26) Les brandlériens, y compris les chefs du S.A.P., qui restent encore aujourd'hui, quant à la théorie, les élèves de Thalheimer, ne virent dans la politique de l'Internationale communiste que de l'« ultra-gauchisme » et nièrent (ils continuent à le nier) la notion même de centrisme bureaucratique. La « quatrième période » actuelle, alors que Staline, par le crochet de l'Internationale communiste, tire le mouvement ouvrier européen à droite du réformisme officiel, montre combien superficielle et opportuniste est la philosophie politique de Thalheimer-

pouvoir se concentrera dans les mains d'un seul individu, plus le *centrisme bureaucratique* se changera en *bonapartisme*.

La notion de bonapartisme, trop vaste, a besoin d'être concrétisée. Dans ces dernières années, nous avons donné ce nom aux gouvernements capitalistes qui, exploitant l'antagonisme des camps prolétarien et fasciste et s'appuyant directement sur l'appareil militaro-policiier, s'élèvent au-dessus du parlement et de la démocratie, en tant que sauveurs de l'« unité nationale ». Nous avons toujours strictement distingué ce bonapartisme de décadence du bonapartisme jeune, offensif, qui fut non seulement le fossoyeur des principes politiques de la révolution bourgeoise, mais encore le gardien de ses conquêtes sociales. Nous avons donné à ces deux phénomènes le même nom, parce qu'ils ont des traits communs : dans le vieillard, on peut reconnaître le jeune homme malgré l'œuvre impitoyable des ans.

Nous comparons, bien entendu, le bonapartisme actuel du Kremlin au bonapartisme de l'ascension bourgeoise, et non à celui du déclin : au Consulat et au Premier Empire, et non à Napoléon III, encore moins à Schleicher ou à Doumergue (27). Pour faire une telle analogie, il n'est pas besoin d'attribuer à Staline les traits de Napoléon I^{er} : quand les conditions sociales l'exigent, le bonapartisme peut se former autour d'axes de calibres bien différents.

Du point de vue qui nous intéresse, la différence des bases sociales des deux bonapartismes, d'origine jacobine et d'origine soviétique, est beaucoup plus importante. Dans un cas, il s'agit de la consolidation de la révolution bourgeoise au moyen de la liquidation de ses principes et de ses institutions politiques. Dans l'autre, il s'agit de la consolidation de la révolution ouvrière et paysanne par l'écrasement de son programme international, de son parti dirigeant, de ses soviets. En développant la politique de Thermidor, Napoléon mena la lutte non seulement contre le monde féodal, mais aussi contre la « plèbe » et les milieux démocratiques de la petite et moyenne bourgeoisie ; il concentra de cette façon les avantages du régime engendré par la révolution

Walcher et consorts. Ces gens-là ne savent approfondir aucune question jusqu'au bout. C'est précisément pourquoi ils ont une telle répulsion pour le principe de *dire ce qui est*, c'est-à-dire pour le principe suprême de toute analyse scientifique et de toute politique révolutionnaire. (N. de L.T.)

(27) NAPOLÉON III, né Louis-Napoléon BONAPARTE (1808-1873), président de la République française en 1848, avait restauré à son profit l'Empire en 1852. Le général Kurt von SCHLEICHER (1882-1934) avait été le dernier chancelier du Reich avant l'appel à Hitler. Gaston DOUMERGUE (1863-1937) avait été porté au pouvoir au lendemain de l'émeute du 6 février 1934 en France.

dans les mains d'une nouvelle aristocratie bourgeoise. Staline défend les conquêtes de la révolution d'Octobre non seulement contre la contre-révolution féodalo-bourgeoise, mais aussi contre les prétentions des travailleurs, leur impatience, leur mécontentement ; il écrase l'aile gauche, qui exprime les tendances progressives et historiquement légitimes des masses ouvrières non privilégiées ; il crée une nouvelle aristocratie, à l'aide d'une extraordinaire différenciation dans les salaires, les privilèges, les décorations, etc. S'appuyant sur la couche supérieure de la nouvelle hiérarchie sociale contre la couche inférieure — et parfois inversement — Staline est parvenu à une complète concentration du pouvoir entre ses mains. Comment appeler ce régime autrement que bonapartisme soviétique ?

Par son essence même, le bonapartisme ne peut se maintenir longtemps : une bille posée au sommet d'une pyramide doit infailliblement tomber d'un côté ou de l'autre. Mais c'est précisément ici, comme nous l'avons déjà vu, que l'analogie historique connaît ses limites. Le renversement de Napoléon n'est assurément pas passé sans laisser de traces sur les rapports entre les classes ; mais, au fond, la pyramide sociale de la France conserva son caractère bourgeois. L'effondrement inévitable du bonapartisme stalinien ne mettra pas en question le caractère d'Etat ouvrier de l'U.R.S.S. Une économie socialiste ne peut s'édifier sans pouvoir socialiste. Le sort de l'U.R.S.S., en tant qu'Etat *socialiste*, dépend du régime *politique* qui viendra remplacer le bonapartisme stalinien. Seule l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, si elle réussit à rassembler de nouveau autour d'elle les travailleurs de la ville et des champs, peut régénérer le système soviétique.

Conclusions

De notre analyse découle une série de conclusions que nous exposons ici brièvement :

1. Le Thermidor de la grande révolution russe n'est pas devant nous, mais déjà loin en arrière. Les thermidoriens peuvent célébrer, à peu près, le dixième anniversaire de leur victoire.
2. Le régime politique actuel de l'U.R.S.S. est un régime de bonapartisme « soviétique » (ou antisoviétique), plus proche par son type de l'Empire que du Consulat.
3. Par ses bases sociales et ses tendances économiques, l'U.R.S.S. continue à rester un Etat ouvrier.

4. La contradiction entre le régime politique du bonapartisme et les exigences du développement socialiste constitue la source la plus importante des crises intérieures et le danger le plus immédiat pour l'existence même de l'U.R.S.S. en tant qu'Etat ouvrier.

5. Vu le niveau encore très bas des forces productives et l'encerclement capitaliste, les classes et les contradictions de classes, tantôt s'affaiblissant, tantôt s'exacerbant, existeront encore en U.R.S.S. pendant un temps indéterminé, en tout cas jusqu'à la complète victoire du prolétariat dans les grandes nations capitalistes du monde.

6. L'existence de la dictature prolétarienne reste, même dans l'avenir, la condition nécessaire du développement socialiste de l'économie et de la culture en U.R.S.S. C'est pourquoi la dégénérescence bonapartiste de la dictature représente une menace directe et immédiate pour toutes les conquêtes sociales du prolétariat.

7. Les tendances terroristes dans les rangs de la jeunesse communiste (28) sont un des symptômes les plus graves de l'épuisement des possibilités politiques du bonapartisme, entré dans la période de la lutte acharnée pour son existence.

8. L'effondrement inévitable du régime politique stalinien n'aboutira au rétablissement de la démocratie soviétique que si le rejet du bonapartisme est un acte conscient de l'avant-garde prolétarienne. Dans tous les autres cas, à la place du stalinisme ne pourrait venir que la contre-révolution fasciste-capitaliste.

9. La tactique de la terreur individuelle, quel que soit le drapeau dont elle se couvre, ne peut, dans les conditions actuelles, que tourner au profit des pires ennemis du prolétariat.

10. La responsabilité politique et morale pour l'apparition même du terrorisme dans les rangs de la jeunesse communiste retombe sur le fossoyeur du parti, Staline.

11. La principale cause de l'affaiblissement de l'avant-garde prolétarienne en U.R.S.S. dans la lutte contre le bonapartisme, ce sont les défaites continues du prolétariat mondial.

(28) Les informations sur les tendances au terrorisme, dont Trotsky s'est fait l'écho à l'époque, ont été confirmées par les informations récentes, notamment les découvertes effectuées par l'historien américain Merle Fainsod dans les archives de Smolensk.

12. La principale cause des défaites du prolétariat mondial, c'est la politique criminelle de l'Internationale communiste, le serviteur aveugle du bonapartisme stalinien et, en même temps, le meilleur allié et le meilleur défenseur de la bureaucratie réformiste.

13. La première condition de succès sur l'arène internationale, c'est l'affranchissement de l'avant-garde prolétarienne internationale de l'influence démoralisante du bonapartisme soviétique, c'est-à-dire de la bureaucratie mercenaire de la prétendue Internationale communiste.

14. La lutte pour le salut de l'U.R.S.S. en tant qu'Etat socialiste concorde pleinement avec la lutte pour la IV^e Internationale.

Postface

Nos adversaires s'empareront peut-être bien de notre « auto-critique ». « Ainsi, s'exclameront-ils, vous changez de position sur la question fondamentale de Thermidor ; jusqu'à présent, vous ne parliez que du danger de Thermidor ; maintenant, vous affirmez soudain que Thermidor est déjà derrière nous ». C'est ce que diront, vraisemblablement, les staliniens et ils ajouteront en tout cas que nous avons changé de position pour provoquer plus facilement l'intervention militaire. C'est dans le même esprit que peuvent s'exprimer les brandlériens et les lovestonistes, d'une part, quelques malins « ultra-gauchistes », de l'autre. Ces gens n'ont jamais été capables de nous indiquer ce qui était erroné dans notre analogie avec Thermidor ; ils crieront maintenant d'autant plus fort que nous avons découvert l'erreur nous-mêmes.

La place de cette erreur dans notre appréciation générale de l'U.R.S.S. a été indiquée plus haut. Il ne s'agit en aucun cas de *changer* notre position de principe, telle qu'elle fut formulée dans une série de documents officiels, mais seulement de la *préciser*. Notre « autocritique » s'étend non à l'analyse du caractère de classe de l'U.R.S.S. ou des causes et des conditions de sa dégénérescence, mais seulement à la clarification historique de ces processus dans l'établissement d'une analogie avec des étapes connues de la grande Révolution française. La correction d'une erreur partielle, même importante, non seulement n'a pas ébranlé la position fondamentale des bolcheviks-léninistes, mais, au contraire, a permis de l'établir plus exactement et plus concrètement, à l'aide d'analogies plus justes et plus réalistes. Il faut encore ajouter que la découverte de l'erreur a été grandement facilitée par le fait que les processus mêmes de dégénérescence politique dont il

est question en sont venus entre temps à assumer des contours plus précis.

Notre tendance n'a jamais prétendu à l'infailibilité. Nous ne recevons pas des vérités toutes faites sous forme de révélations, comme les pontifes ignorants du stalinisme. Nous étudions, nous discutons, nous vérifions nos conclusions à la lumière de l'expérience, nous corrigeons ouvertement les erreurs commises et nous poursuivons notre route. La conscience scientifique et la rigueur envers soi-même constituent la meilleure tradition du marxisme et du léninisme. Sous ce rapport aussi nous voulons être fidèles à nos maîtres.

[LA NOUVELLE ÈRE DE LA DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE] (1)

(10 février 1935)

Pour effacer, ne fût-ce que partiellement, la mauvaise impression produite par la répression de Staline contre ses adversaires politiques, sous le couvert de la lutte contre les terroristes, on annonce une grande réforme démocratique : les kolkhoziens, en tant que membres de la société socialiste, ont les mêmes droits politiques que les ouvriers d'industrie (2). Les laquais poussent à cette occasion de grands cris sur l'ouverture du règne de la démocratie véritable (mais qu'y avait-il donc jusqu'alors ?).

L'inégalité des droits électoraux des ouvriers et des paysans avait des causes sociales. La dictature du prolétariat dans une nation paysanne trouva son expression nécessaire et ouverte dans les privilèges électoraux des ouvriers. *L'inégalité* des droits pré-supposait en tout cas *l'existence* de droits. Le système soviétique donnait aux travailleurs la possibilité réelle de déterminer le sort du pays. Le pouvoir politique était concentré entre les mains de l'avant-garde — du parti. Par l'intermédiaire des soviets et des syndicats, le parti se trouvait toujours sous la pression des masses. Par cette pression, le parti se subordonnait la bureaucratie soviétique.

C'est une pure absurdité que de penser que la paysannerie aurait pu réussir à se rééduquer socialement en deux ou trois années de collectivisation. L'antagonisme entre la ville et la campagne conserve encore toute son acuité. La dictature est encore

(1) V 126, 127. *New Militant*, 30 mars 1935 ; traduction française dans *La Lutte de Classes*, n° 51/52, avril-juin 1935. Le titre primitif est « La démocratie soviétique ».

(2) Dans la première Constitution soviétique, le système adopté pour ne pas minoriser les ouvriers des villes, petite minorité dans l'océan rural, était que les ouvriers, dans les congrès panrusses des soviets, avaient un député pour 25 000 électeurs, et les paysans un pour 125 000. Les dirigeants venaient de faire savoir que la nouvelle Constitution supprimerait cette inégalité de droits.

maintenant inconcevable sans l'hégémonie du prolétariat sur la paysannerie. Mais l'inégalité des droits politiques des ouvriers et des paysans a perdu son contenu réel dans la mesure où la bureaucratie a totalement privé de leurs droits politiques les uns comme les autres. Du point de vue du mécanisme du régime bureaucratique, la péréquation des collèges électoraux n'a rigoureusement aucune importance. La bureaucratie aurait pu donner aux paysans dix fois plus de voix qu'à l'ouvrier, le résultat serait le même, car tous ensemble et chacun en particulier n'ont en fin de compte qu'un seul et unique droit : celui de voter pour Staline.

Le vote secret peut apparaître à première vue comme une concession réelle. Mais qui osera se porter candidat contre la liste officielle ? Un oppositionnel élu au « scrutin secret » serait proclamé, aussitôt après les élections, un ennemi du peuple avéré. Ainsi le vote secret ne peut-il apporter aucun changement essentiel.

La réforme tout entière n'est qu'une mascarade bureaucratique, et rien de plus. Le fait même qu'une telle mascarade soit nécessaire est un témoignage indiscutable de l'exacerbation croissante des rapports entre la bureaucratie et les masses travailleuses (3). Ni les ouvriers, ni les paysans n'ont besoin de fictions de démocratie. Tant que Staline continuera à tenir à deux mains le prolétariat à la gorge, les réformes bureaucratiques resteront des charlataneries bonapartistes.

(3) On trouve une foule de témoignages corroborant cette interprétation de Trotsky dans le recueil de documents des archives du parti à Smolensk publié par Merle Fainsod.

[SUR LA CONFÉRENCE DE L'I.A.G.] (1) (26 février 1935)

Cher camarade (2),

J'ai reçu ta lettre du 21 février sur la conférence du bureau d'Amsterdam (3). Sur le même sujet, j'ai reçu un rapport très

(1) *Documents* (édités par le S.I. de la L.C.I.) et « réservés aux membres », mars 1935. Lettre signée Crux, avec copie à tous les membres du plénum. La traduction française, parfois peu compréhensible et souvent lacunaire, a été retouchée prudemment, faute d'original, au moyen de la traduction anglaise.

(2) La lettre est adressée à Sneevliet. Henricus SNEEVLIET (1883-1942) était un vétéran de la gauche social-démocrate hollandaise, pionnier du mouvement communiste, non seulement dans son propre pays, mais en Indonésie et en Chine où il avait été envoyé au début des années vingt sous le nom de MARING. Il s'était dressé contre la politique ultra-gauche de l'I.C. et avait été exclu en 1929 du P.C. hollandais. Conservant la direction du syndicat « rouge », le N.A.S., il s'en était servi pour constituer le R.S.P. (Revolutionair Socialistische Partij) qui, jusqu'en 1933, avait critiqué la politique de « réforme » de l'I.C. et des P.C. préconisée par l'Opposition de gauche. Il avait néanmoins rencontré Trotsky à Copenhague en 1932 et aidé matériellement les délégués B.L. au congrès d'Amsterdam « contre la guerre ». En 1933, il avait pris spectaculairement la défense des marins mutinés du croiseur *Zeven-Provinciën*, ce qui lui avait valu et la prison et son élection à la chambre des députés. Le tournant de l'Opposition de gauche en 1933 avait ouvert la voie d'un rapprochement avec cette dernière. Sneevliet avait rendu visite à Trotsky à Saint-Palais et élaboré, avec Walcher et lui, la « déclaration des quatre » sur « la nécessité et les principes de la nouvelle Internationale » d'août 1933. Le R.S.P. avait en outre rejoint l'Opposition de gauche en septembre 1933, et Sneevliet était entré au S.I. Après bien des péripéties, le R.S.P. venait de se mettre d'accord avec l'O.S.P. — lequel avait rompu avec le parti social-démocrate hollandais en 1932 — pour une fusion des deux organisations qui allait se réaliser début mars 1935.

(3) L'I.A.G. — organisation de liaison internationale coordonnée par le bureau de Londres — avait réuni du 14 au 16 février une conférence internationale à laquelle avaient assisté les groupes et partis suivants : I.L.P. britannique, O.S.P. et R.S.P. de Hollande, S.A.P. allemand, N.S.P.P. de Pologne, parti socialiste suédois, Fédération communiste ibérique, groupe autrichien « Rote Front », « Amis de l'unité ouvrière » de Jacques Doriot, bureau international des organisations révolutionnaires de jeunes, groupe norvégien Mot Dag, et parti socialiste italien (maximaliste). Trotsky avait préconisé la non-participation à ce congrès, auquel le S.I. ne s'était pas fait représenter. Sneevliet avait rendu compte de la conférence dans une lettre à Trotsky datée du 21 février. Il se disait satisfait dans l'ensemble de ses résultats, constatant qu'il n'en était sorti aucune résolution néfaste, mais regrettait l'absence de position en faveur de la nouvelle Internatio-

complet du camarade polonais V(ictor) (4) qui assistait à la conférence comme invité. En outre, j'ai également devant moi un exemplaire de l'*Emancipation*, le journal de Doriot, qui contient un article et la première partie d'un compte rendu de la conférence (5). Aussi insuffisantes que soient ces informations — je n'ai pas encore toutes les résolutions adoptées —, je m'empresse de te donner mon opinion — provisoire — des résultats de cette conférence.

1. Le parti ouvrier norvégien (D.N.A.) n'était pas représenté, c'est-à-dire que, de sa propre initiative, il a rompu au moment qu'il avait lui-même choisi. Le D.N.A. était dans l'I.A.G. le seul véritable parti de masse. Le caractère amorphe de l'I.A.G. a toujours été expliqué et partiellement justifié par le besoin de s'adapter au « grand » parti norvégien (6). Maintenant, Tranmael (7) est arrivé à bon port, et il dit à ce cher Schwab (8) : « Maure, tu as

naïf. Il ajoutait qu'il considérait comme une grosse erreur de la L.C.I. de ne pas avoir participé à cette conférence et proposait que les sections nationales de la L.C.I. donnent leur adhésion à l'I.A.G. pour en constituer une solide aile gauche.

(4) VICTOR était le pseudonyme que Trotsky venait de donner à un militant polonais qui se trouvait à Paris depuis une année. Herschl STOCKFISCH (1890-1968), anarchiste dans sa jeunesse, sous le tsarisme, en Pologne et en émigration, avait combattu en 1905 et en 1917, date à laquelle il était devenu bolchevik, puis, pendant la guerre civile et en Pologne, dans la clandestinité. Trotsky le connaissait depuis 1914. Il avait constitué avec le journaliste Isaac Deutscher l'Opposition de gauche polonaise en 1932. Il avait été l'année précédente en désaccord sur l'entrisme et avait provisoirement rompu avec le S.I. C'était l'ancien secrétaire du S.I., Bauer, qui l'avait entraîné à la conférence de Saint-Denis à laquelle il avait assisté à titre personnel. Léon Sedov, le fils de Trotsky, avec qui il avait gardé des relations amicales, avait insisté pour qu'il adresse à Trotsky son compte rendu personnel des débats. Des extraits du rapport de Victor étaient publiés dans le même numéro de *Documents* que la lettre de Trotsky et des extraits de celle de Sneevliet.

(5) Jacques DORIOT (1898-1945), ancien dirigeant des Jeunesses communistes, puis du P.C. français, s'était engagé en janvier 1934 dans l'opposition à sa direction. Exclu en juin 1934, il avait conservé la direction du « rayon » de Saint-Denis et son poste de maire de cette ville de la « banlieue rouge », ainsi que le journal local du parti, l'*Emancipation*. Il se trouvait dans une position politique précaire depuis la réalisation de l'unité d'action entre le parti socialiste et le parti communiste qu'il avait lui-même préconisée contre eux, et se prononçait pour l'« unité organique ». C'est lui qui avait donné l'hospitalité à la conférence. Le compte rendu mentionné par Trotsky avait paru dans l'*Emancipation*, n° 704, du 23 février 1935.

(6) Le parti ouvrier norvégien (D.N.A.) comptait à l'époque une centaine de milliers de membres. Adhérent à l'I.C. en 1919, il l'avait quittée en 1923, mais n'avait pas rejoint la II^e Internationale. Il était clair déjà en 1933 qu'il cherchait à se rapprocher d'elle, mais les alliés de la L.C.I. dans le « bloc des quatre », au premier chef le S.A.P., s'étaient refusés à toute critique publique de sa politique. (Cf. *Œuvres* 3, novembre 1933-avril 1934).

(7) Martin TRANMAEL (1879-1967) avait été depuis 1918 le dirigeant incontesté du D.N.A. à travers ses avatars avec la III^e Internationale et dans la période qui le menait vers la victoire électorale et le pouvoir.

(8) SCHWAB était depuis 1933 le pseudonyme de Jakob WALCHER (1887-1970), ouvrier métallurgiste, membre du noyau spartakiste et membre jusqu'en 1923 de la

fait ton devoir. Va t'en ! » (9). Une leçon incomparable pour tous ceux qui considèrent les combinaisons sans principes comme le sommet de l'art en politique.

2. En même temps, Schwab a rompu avec nous, avec beaucoup d'hostilité — précisément à cause de son penchant pour le grand parti norvégien. Il a maintenant perdu sur sa droite le seul authentique parti de masse qu'il avait, et, sur sa gauche, il a rompu avec les communistes internationalistes (la L.C.I.), c'est-à-dire avec l'unique organisation qui, dans le chaos actuel du mouvement ouvrier, dispose d'un certain capital idéologique. Et il ne fera pas mieux à l'avenir, car notre époque est sans pitié pour les organisations que ne soude aucun lien plus solide que celui de formules non compromettantes.

3. Le parti suédois (10) me semble prendre le même chemin que le D.N.A. Les Suédois courent après Tranmael qui court à droite, et ils ont encore besoin du drapeau de l'I.A.G., mais seulement pour le moment.

4. Je ne vois pas un progrès dans le fait que l'I.L.P. ait rompu « définitivement » avec la II^e Internationale, tout en continuant son flirt stérile avec la III^e : il s'agit seulement d'une variante de la même confusion (11). Si Fenner Brockway (12)

direction du K.P.D. Un des dirigeants de l'Opposition de droite (K.P.O.) dans ce parti, il l'avait quittée en 1932 avec sa minorité pour entrer dans le S.A.P., né l'année précédente d'une scission à gauche du parti social-démocrate allemand, et avait réussi à en prendre la direction au début de 1933. Walcher avait participé en août 1933 aux discussions de Saint-Palais avec Sneevliet et Trotsky. Il s'était ensuite éloigné de la L.C.I. et animait l'I.A.G.

(9) Célèbre vers de Shakespeare.

(10) Le parti socialiste de Suède était originaire du mouvement communiste. C'est en effet en 1929 que le P.C. de Suède avait refusé de céder aux injonctions de l'exécutif de l'I.C. et réussi à préserver contre elle son appareil et ses positions sous le titre de P.C. « indépendant » de Suède. Il avait transformé son nom en 1934, un signe clair de son évolution vers la droite.

(11) Sneevliet avait rendu compte à Trotsky de la position de l'I.L.P. en soulignant que ce parti avait rompu « définitivement » avec la II^e Internationale. Il n'y avait en fait dans cette situation rien de vraiment nouveau depuis 1933, où Trotsky avait préconisé l'entrée de ses camarades dans l'I.L.P. pour le « vacciner » contre la tentation du stalinisme qui s'y exprimait notamment à travers la tendance animée par le « Revolutionary Policy Committee ».

(12) Archibald FENNER BROCKWAY (né en 1888) était secrétaire général de l'I.L.P. depuis 1933 et avait joué un rôle essentiel dans la constitution et l'action de l'I.A.G. Trotsky le considère ici comme représentatif de la direction de l'I.L.P. dont il exprimait la moyenne.

s'était prononcé pour la IV^e Internationale pour rentrer ensuite au Labour Party, cela aurait constitué un réel pas en avant (13).

5. Engels écrivait en 1874 à Sorge (14) au sujet d'une quelconque conférence proudhonienne-anarchiste : « Désaccord général sur tout ce qui est fondamental, sous le couvert d'une absence de débats : seulement des rapports qu'on écoute. » Cette magnifique description va comme un gant à la conférence de l'I.A.G. Seulement, par le temps qui court, de telles « communautés » (15) sont encore moins durables qu'elles ne l'étaient il y a soixante ans.

6. C'est très bien que Schmidt (16) et toi, vous ayez pris position aussi fermement pour la IV^e Internationale (17). Mais ce n'est pas cela qui caractérise la conférence. Au contraire. Dans le premier article que j'ai reçu sur la conférence, Doriot, après un tas de phrases décousues et vagues, conclut par cette unique remarque concrète et précise : « Nous n'avons pas constitué une nouvelle Internationale. Cette idée du trotskysme a été formellement condamnée par la conférence. » Il est hors de doute que les autres

(13) Trotsky, qui avait considéré comme un pas en avant, la désaffiliation de l'I.L.P. du Labour Party, lui reprochait de ne pas chercher à influencer ce parti de masses de l'intérieur. Il est clair que cette appréciation sur la situation britannique est influencée par celle qu'il avait de la situation française, puisque c'était de lui qu'était venue en 1934 la proposition de l'entrée de la Ligue communiste dans la S.F.I.O.

(14) Friedrich ENGELS (1820-1895) était l'ami, le collaborateur et le continuateur de Karl Marx. Friedrich SORGE (1828-1906), militant allemand émigré aux Etats-Unis, avait été leur ami et camarade et leur principal correspondant au Nouveau Monde pendant de nombreuses années.

(15) Rappelons que l'I.A.G. était une « Arbeitsgemeinschaft », littéralement « communauté de travail », ce qui permettait à Trotsky ce jeu de mots plus compréhensible en allemand.

(16) Petrus Johannes SCHMIDT (1896-1952), employé, puis journaliste, avait animé à partir de 1928 l'aile gauche du parti social-démocrate hollandais qui avait rompu avec lui en 1932 pour constituer l'O.S.P. Il avait été le délégué de ce dernier à la conférence de Saint-Denis, et, conformément à son accord avec le R.S.P., y avait présenté une motion en faveur de la IV^e Internationale.

(17) A la conférence de Saint-Denis, il y avait eu deux motions en présence sur la question de la nouvelle Internationale. Les Hollandais, P.J. Schmidt et Sneevliet avaient présenté une motion très brève : « La conférence estime que le prolétariat, pour mener une lutte internationale, doit créer une nouvelle Internationale ». Mais c'était la résolution présentée par le S.A.P. (cf. n. 25) qui avait été finalement votée par 10 voix contre 1 (Sneevliet) et une abstention (Schmidt). Selon le compte rendu donné par le journal clandestin du S.A.P., *Das Banner*, les délégués du S.A.P. auraient été prêts à signer le texte présenté par Sneevliet et Schmidt s'il n'avait été qu'une déclaration, donc non soumis au vote. Sneevliet et Schmidt exigèrent un vote qui donna le résultat suivant : 3 voix pour (O.S.P., R.S.P., et bureau des jeunes), trois voix contre (P.S. suédois (cf. n. 26), Mot Dag et I.L.P.), les autres s'abstenant.

participants ont fait des comptes rendus semblables : des phrases générales sur la « renaissance », « l'unité », « la lutte contre la guerre », etc., avec une seule précision : la IV^e Internationale et les trotskystes ont été condamnés (18). Ce seul résultat « concret » consolera ces gens de l'absence d'autres résultats et leur procurera une certaine satisfaction morale. Si tu relis la lettre que je t'ai envoyée il y a un mois et demi ou deux, tu y trouveras cette modeste prédiction : ces messieurs s'éloigneront de la IV^e Internationale, et c'est ce qui constituera le contenu « positif » de la conférence.

[7.] On peut saisir de façon presque tangible dans l'éditorial de Doriot les conséquences désastreuses de la confusion du S.A.P. Il en arrive même à parler du même jet de la faillite « totale » de la II^e et de la III^e Internationales, tout en « condamnant formellement » l'idée de la IV^e. C'est la tradition de l'école Walcher. On le sait : pour eux, la IV^e Internationale doit se construire dans le « processus » (19) et il apparaît que Walcher et ses conférences n'ont rien à faire dans ce « processus ». Peut-être Walcher pensait-il qu'il vaut mieux pour le processus que Walcher ne se mêle pas de la question de la IV^e Internationale ? Je suis de plus en plus convaincu qu'en cela au moins il peut bien, après tout, ne pas avoir tort. Toute l'histoire de la lutte entre bolcheviks et mencheviks a été jalonnée par ce mot de « processus ». Lénine formulait des tâches et proposait des méthodes qui leur correspondaient. Les mencheviks étaient en gros d'accord avec ces « objectifs », mais laissaient au « processus historique » le soin de les réaliser. Rien de nouveau sous le soleil.

Comme je te l'ai déjà dit, je ne connais pas encore la résolution du S.A.P. Mais je connais la musique, et aussi le chef d'orchestre. C'est la mission historique du S.A.P. que d'éviter des maux de tête aux pires des opportunistes et des centristes.

8. On a essayé de manœuvrer avec les gauches de la II^e Internationale (20). Mais en vain. Même si on était arrivé à un résultat,

(18) C'est en effet ainsi que les choses furent présentées, avec cette nuance qui s'exprime dans le compte rendu donné par *Das Banner*, selon lequel les six organisations qui s'étaient abstenues sur la motion des Hollandais « étaient d'accord sur la nécessité d'une autre Internationale, mais défendaient de tout autres conceptions que celles des trotskystes ».

(19) Trotsky reprend ici les arguments échangés entre Walcher et lui en 1933 et notamment à la préconférence des quatre du 30 décembre : le S.A.P. lui reprochait de vouloir « forcer » le rythme d'un « processus historique ». Cette dernière expression était reprise dans la résolution du S.A.P. (cf. n. 25).

(20) Il y avait à Saint-Denis des représentants des courants de gauche à l'intérieur de partis socialistes qui n'avaient pas été représentés à la conférence de 1933.

cela n'aurait pas duré longtemps. Sous la pression des grands événements et des grands dangers, les éléments centristes en mouvement recherchent ou bien un fort appui financier, ou bien la clarté idéologique. Certains, les plus sceptiques et les plus cyniques, cherchent le chemin de Moscou, les autres la route vers nous. Le drapeau du S.A.P. ne pourra attirer durablement à lui aucune organisation de masse, ni aucune tendance qui repose sur une base idéologique sérieuse.

Si nous avons développé de façon conséquente et systématique la déclaration des quatre, sur laquelle l'accord s'était réalisé il y a un an et demi, si nous avons publié des textes communs de propagande, noué des liens sous le drapeau de la IV^e Internationale, nous ferions aujourd'hui une impression autrement plus profonde sur la Jeunesse socialiste espagnole ou le Schutzbund autrichien (21). La trahison du S.A.P. n'a servi qu'à la bureaucratie stalinienne. Cette trahison nous a suscité d'innombrables difficultés, mais elle n'a pas pu nous faire changer de route.

9. On a créé un comité contre la guerre, et on y a gagné la gauche belge (22). Mais, comme l'indique le camarade V(ictor), les Belges ont un point de vue purement pacifiste : « contre toutes les guerres », « pas de différence, en cas de guerre, entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes », etc. En un mot, des absurdités sentimentales réactionnaires de philistins que la conférence n'a, semble-t-il, pas rejetées. Comment l'aurait-elle fait, occupée qu'elle était à condamner la IV^e Internationale ? Et puis, si les

Il y avait notamment des observateurs de La Bataille socialiste, dont Jean Zyromski, et un représentant de l'Action socialiste belge. La conférence avait également voté un projet présenté par le S.A.P. d'un « appel à la gauche des partis socialistes de la II^e Internationale ». (« Richtlinien für revolutionäre sozialistische Politik », *Das Banner*, s.d.) Le dirigeant du S.A.P. Boris Goldenberg était en même temps membre de la S.F.I.O. et de sa gauche, lié à Marceau Pivert.

(21) Les Jeunesses socialistes d'Espagne se dressaient contre la politique de collaboration de classe qui avait été au cours des dernières années celle de leur parti, et se prononçaient pour sa « bolchevisation ». Un fort courant d'opposition de gauche s'était également développé au sein du Schutzbund autrichien, la formation para-militaire du parti social-démocrate de ce pays, qui avait été vaincue par les armes un an auparavant. Dans les deux cas, il était évident que ce courant d'opposition risquait de s'orienter — si ce n'était déjà fait — plutôt vers les partis staliens que vers la construction de la IV^e Internationale. Rappelons que Trotsky avait vu dans cette situation l'un des arguments les plus solides en faveur de la politique d'« entrisme ».

(22) Il s'agit de la tendance groupée autour du journal *L'Action socialiste*, rassemblement hétérogène où coexistaient des tendances pro-révolutionnaires, surtout dans l'organisation des Jeunes gardes socialistes, et des tendances pro-staliennes, notamment à Bruxelles autour du Dr Marteaux, ainsi qu'un fort courant pacifiste.

philistins pacifistes avaient été confrontés à une position claire, ce fameux comité contre la guerre n'aurait jamais vu le jour ! Cinq simples ouvriers, s'en tenant fermement aux principes de Lénine d'une politique contre la guerre, ont, en cas de guerre, cent fois plus d'importance que ce genre de comités qui s'écrouleront comme châteaux de cartes au premier souffle de la guerre.

En attendant, les gens du S.A.P. ont cherché à consoler la conférence, ou plutôt à se consoler, en prétendant que « des mots d'ordre opportunistes aboutissent parfois à des actions révolutionnaires ». Ils sont vraiment comiques avec les débris de leur sagesse brandlérienne (23). En attendant, Walcher se contentera pour le moment de mots d'ordre opportunistes : le « processus » devra s'occuper à sa place des « actions révolutionnaires ».

10. C'est Zyromski (24) qui a tiré — de façon très juste, je trouve — la morale de l'histoire, quand il a dit aux participants : « Au lieu de nous inviter dans votre « communauté de travail », vous feriez mieux de revenir à la II^e et à la III^e Internationales, et de préparer de l'intérieur leur réunification ». Voilà au moins une idée politique : si on n'a ni le désir ni le courage de lutter pour une IV^e Internationale, il faut retourner aux vieilles Internationales, pour les réformer ou les réunifier !

11. Je viens à l'instant de recevoir la résolution du S.A.P. sur la IV^e Internationale (25). C'est bien le fatras auquel on pouvait

(23) Allusion à la longue participation de Walcher et de ses collaborateurs les plus proches à l'Opposition de droite du P.C. allemand dirigée par Brandler (cf. note 40).

(24) Jean ZYROMSKI (1890-1975) était à la fois l'un des animateurs de la tendance de gauche, unitaire, de la S.F.I.O. qui éditait *La Bataille socialiste*, et le dirigeant de sa fédération de la Seine. Partisan de la réunification des deux Internationales, il était évidemment hostile à toute scission dans l'une ou l'autre, et, de façon générale, partisan du retour au bercail des groupes dissidents. En ce sens, sa participation à la conférence était significative et le seul mérite que Trotsky lui reconnaissait était d'être conséquent dans une politique opposée à la sienne.

(25) Cette résolution, vraisemblablement rédigée par Boris Goldenberg, était la suivante : « Considérant la faillite totale de la II^e et de la III^e Internationales, la conférence estime que le mouvement révolutionnaire et international des travailleurs ne possède pas aujourd'hui une direction en laquelle il investit sa confiance et qu'il est par conséquent indispensable de créer une telle direction, c'est-à-dire de former une véritable Internationale prolétarienne. La conférence pense que cette Internationale ne peut être que l'aboutissement d'un processus historique, et se constituera par l'union des éléments révolutionnaires appartenant ou non aux deux Internationales existantes. Pour accélérer la formation d'une telle Internationale, qui seule pourra réaliser l'unité sur des bases révolutionnaires, les partis qui composent la conférence décident a) de concentrer leurs forces pour le développement d'actions internationales, b) d'utiliser toutes possibilités de coordination des forces prêtes à l'action à une échelle internationale et d'édifier ainsi la communauté internationale de travail des travailleurs (Internationale Arbeitsgemeinschaft). »

s'attendre. Il est question de l'« échec » de la II^e et de la III^e Internationales, mais on laisse au père Noël, le processus historique, le soin de construire une nouvelle Internationale. Dieu seul sait sur quelles bases ! On est obligé par la situation (et dans une certaine mesure par nous) de dire quelque chose sur ce sujet scabreux, mais on prend grand soin de ne dire que des choses qui ne tirent pas à conséquence.

J'ai reçu en même temps la déclaration de Brockway, Kilbom et Kruk (26), qui dit que l'orientation vers une IV^e Internationale signifierait la scission dans le comité (27). Voilà qui donne absolument la physionomie de la conférence !

12. Ce qui est déterminant dans tout organisme politique, c'est la tendance générale de son développement. Si nous considérons la période qui va d'août 1933 à février 1935, en dépit d'événements grandioses, nous ne pouvons noter quelque progrès que ce soit, ni qualitatif, ni quantitatif. En ce qui concerne le D.N.A., certains espéraient influencer sa direction, d'autres escomptaient la naissance en son sein d'une aile gauche, tout au moins l'adhésion du *Mot Dag* (28) : rien de tout cela ne s'est produit. Mais, en

(26) Archibald Fenner Brockway (cf. n. 12) avait été depuis 1930 l'un des animateurs de l'I.A.G., en contact, non seulement avec le D.N.A., mais avec la gauche social-démocrate allemande, qui allait donner naissance au S.A.P., et hollandaise, qui fut à l'origine de l'O.S.P. Karl KILBOM (1885-1961), métallo, avait été le dirigeant des Jeunesses socialistes suédoises et en 1917 l'un des fondateurs du parti social-démocrate de gauche qui était devenu ensuite le parti communiste. Membre de l'exécutif de l'I.C. de 1921 en 1929, il en avait été exclu comme droitier et avait réussi à entraîner avec lui l'écrasante majorité de son parti qu'on appela dès lors indifféremment « P.C. indépendant » ou « P.C. Kilbom » et qui était récemment devenu le « parti socialiste suédois ». D'abord membre de l'I.V.K.O., regroupement international des oppositions de droite dans les différents P.C., il l'avait quittée en 1933 et occupé à la conférence de Paris une position de « conciliateur ». Les espoirs que Trotsky avait placés dans son évolution vers la gauche avaient été déçus. Le Dr Josef KRUK (1885-1972) avait milité dans le mouvement socialiste polonais avant 1914, connu Plékhanov, Martov et Lénine en Suisse. Il avait vécu en Grande-Bretagne pendant la guerre, s'était rendu en Union soviétique après octobre 1917 mais n'avait pas voulu se joindre aux bolcheviks et était revenu en Pologne en 1918. Dirigeant du N.S.P.P. en 1922, il avait fait partie de l'U.P.S. (Internationale 2 1/2), puis rejoint avec elle la II^e Internationale. Son parti était l'un des cinq qui avaient constitué l'I.A.G.

(27) Cette déclaration, inspirée par la direction de l'I.L.P., avait constitué un véritable chantage vis-à-vis des Hollandais dans le déroulement de la conférence. Elle était en tout cas significative de l'évolution des partis signataires depuis 1933.

(28) Le *Mot Dag* (L'Aube) était une revue et aussi une organisation constituée autour d'elle en 1921, en principe sous la direction des étudiants social-démocrates, en fait sous l'impulsion d'un petit groupe militant constitué autour d'Erling FALK (1887-1940). Le groupe avait suivi le D.N.A. dans sa rupture avec l'I.C. en 1923, mais rompu avec lui pour rester fidèle à ses positions anti-militaristes en 1925. Erling Falk, qui voyait clairement l'orientation à droite du D.N.A., avait rencontré Trotsky en 1932. En 1933, le *Mot Dag* avait conçu le projet d'entrer au D.N.A. pour y constituer une aile gauche. Il n'en avait rien fait.

s'alliant avec Tranmael, on a empêché toute critique, et on l'a même réellement aidé à museler l'opposition. Les gains mineurs qui ont été réalisés sont compensés par le départ du D.N.A. Sur le plan idéologique, la même confusion prévaut, mais, avec le temps qui passe, elle est bien pire et bien plus dangereuse.

Où trouver la moindre raison d'espérer une amélioration de la situation ? Une fois tous les dix-huit mois, quelques dizaines de personnes se réunissent, qui ont toutes achevé depuis longtemps leur formation politique, et qui n'ont besoin de l'I.A.G. que comme soupape de sûreté vis-à-vis de leurs propres ailes gauches. Le fer de lance de leur critique et surtout de leur haine est dirigé contre la gauche, contre nous. On n'a aucune décision obligatoire, aucun organe de discussion. Les réunions et le bulletin servent, comme disait Engels, à faire des rapports et à les écouter. Devant leurs propres membres, ils ne peuvent faire que du verbiage à la Doriot (« Pas la IV^e Internationale, mais l'unité totale de la classe ouvrière »). Une « communauté » d'intérêts bien fictive, sans contenu ni perspectives, sans avenir.

*

* *

J'en arrive aux conclusions pratiques. Tu m'écris, cher ami, qu'en fonction de votre unification imminente avec l'O.S.P., tu ne peux pas publier ma critique du projet de résolution du S.A.P. (29) dans l'organe du R.S.P. La fusion des deux organisations hollandaises est si importante à mes yeux que je suis prêt, pour ma part, à payer pour elle un prix très élevé. Je te prie donc de ne pas considérer ce qui suit comme un reproche, mais comme l'analyse d'un symptôme important.

Le S.A.P. est l'organisation dirigeante de l'I.A.G., non parce qu'il a des idées, mais, au contraire, parce qu'il est utile aux groupes hétérogènes, du fait de son mépris pour elles. Et le S.A.P. a beau jeu, parce que ces messieurs se moquent pas mal des idées. Et c'est justement parce que nous, nous ne démordons pas de nos idées, qu'ils nous haïssent tant ! Cette haine s'est manifestée de la façon la plus odieuse lors de la crise à l'époque de notre entrée

Une grave maladie d'Erling Falk le paralysait et il était en fait entré dans une phase de décomposition.

(29) Il s'agit d'une critique rédigée en décembre 1934 par Trotsky sur le projet de résolution du S.A.P. en vue de cette conférence, et qui avait paru dans les périodiques de la L.C.I., mais non en Hollande (cf. *Œuvres 4, avril-décembre 1934*, p. 281).

dans la S.F.I.O. : hier, ils embrassaient De Kadt (30), contre les « sectaires » que nous étions, d'après eux, et aujourd'hui, ils se rangent contre nous aux côtés du sectaire hystérique Bauer !

Ces gens ne se gênent pas pour nous critiquer sous la forme la plus vive avant, pendant et après la conférence. Et, dans cette situation, le R.S.P. hollandais, lui, se sent d'avance obligé de ne pas critiquer un projet de résolution, et ce, avant même sa fusion avec l'O.S.P. En vérité, ce petit fait illumine de façon éblouissante toute la question de l'I.A.G. C'est la répétition d'une règle observée des centaines de fois dans le passé sur une plus grande échelle : les centristes, même de gauche, respectent toujours les opportunistes et se sentent flattés et encouragés quand ils leur arrachent des sourires. Mais, en même temps, ils sont profondément offensés quand les « sectaires » mal élevés — les marxistes — les privent du plaisir que leur procurent les sourires de leurs amis de droite, du fait de leurs critiques déplacées. Quand les centristes font leurs grandes manœuvres, ils se courbent toujours plus bas à droite et somment la gauche de se taire. C'est cette pression que le R.S.P. a subie quand il s'est abstenu, payant d'avance, en quelque sorte, de publier une brève critique de principe, objective. N'est-ce pas symptomatique ?

Le vote en Sarre a été une éclatante confirmation de notre analyse de l'état de la II^e et de la III^e Internationale (31). On ne pouvait rêver meilleur laboratoire pour expérimenter notre nouvelle orientation internationale. Il en va de même en France. Le prolétariat français ne peut vaincre que *contre* les deux partis officiels. Mais, s'il échoue, cependant, il entraînera dans la tombe les socialistes et les stalinien. C'est sur ces faits historiques fondamentaux que nous devons nous appuyer pour nous tremper et nous tracer la longue route qui nous attend. Le problème de la Sarre à lui seul peut nous servir de leçon, et, à partir de là, il nous faut impitoyablement dénoncer devant les travailleurs le confusionnisme d'un Walcher, d'un Doriot, etc.

(30) Jacques DE KADT (né en 1897), ancien dirigeant du P.C. hollandais qu'il avait quitté en 1924, était revenu au parti social-démocrate en 1928, pour militer avec la gauche de P.J. Schmidt. Dirigeant de l'O.S.P., il s'y était montré très hostile à la fusion avec le R.S.P. et avait été à la fin de 1933 allié du S.A.P. contre la L.C.I. En 1934, la condamnation qu'il avait prononcée dans la presse du parti des émeutes de chômeurs de Jordaen comme de l'aventurisme et du romantisme l'avaient discrédité, et il avait quitté l'O.S.P. Trotsky lui attribuait la résistance de ce parti à la fusion avec le R.S.P. et au combat pour la IV^e Internationale dans la période 1933-34.

(31) La majorité de la population (470 000 contre 48 000) — y compris celle de la population ouvrière — de la Sarre avait voté, en février 1935, contre les deux

s'alliant avec Tranmael, on a empêché toute critique, et on l'a même réellement aidé à museler l'opposition. Les gains mineurs qui ont été réalisés sont compensés par le départ du D.N.A. Sur le plan idéologique, la même confusion prévaut, mais, avec le temps qui passe, elle est bien pire et bien plus dangereuse.

Où trouver la moindre raison d'espérer une amélioration de la situation ? Une fois tous les dix-huit mois, quelques dizaines de personnes se réunissent, qui ont toutes achevé depuis longtemps leur formation politique, et qui n'ont besoin de l'I.A.G. que comme soupape de sûreté vis-à-vis de leurs propres ailes gauches. Le fer de lance de leur critique et surtout de leur haine est dirigé contre la gauche, contre nous. On n'a aucune décision obligatoire, aucun organe de discussion. Les réunions et le bulletin servent, comme disait Engels, à faire des rapports et à les écouter. Devant leurs propres membres, ils ne peuvent faire que du verbiage à la Doriot (« Pas la IV^e Internationale, mais l'unité totale de la classe ouvrière »). Une « communauté » d'intérêts bien fictive, sans contenu ni perspectives, sans avenir.

*
* *

J'en arrive aux conclusions pratiques. Tu m'écris, cher ami, qu'en fonction de votre unification imminente avec l'O.S.P., tu ne peux pas publier ma critique du projet de résolution du S.A.P. (29) dans l'organe du R.S.P. La fusion des deux organisations hollandaises est si importante à mes yeux que je suis prêt, pour ma part, à payer pour elle un prix très élevé. Je te prie donc de ne pas considérer ce qui suit comme un reproche, mais comme l'analyse d'un symptôme important.

Le S.A.P. est l'organisation dirigeante de l'I.A.G., non parce qu'il a des idées, mais, au contraire, parce qu'il est utile aux groupes hétérogènes, du fait de son mépris pour elles. Et le S.A.P. a beau jeu, parce que ces messieurs se moquent pas mal des idées. Et c'est justement parce que nous, nous ne démordons pas de nos idées, qu'ils nous haïssent tant ! Cette haine s'est manifestée de la façon la plus odieuse lors de la crise à l'époque de notre entrée

Une grave maladie d'Erling Falk le paralysait et il était en fait entré dans une phase de décomposition.

(29) Il s'agit d'une critique rédigée en décembre 1934 par Trotsky sur le projet de résolution du S.A.P. en vue de cette conférence, et qui avait paru dans les périodiques de la L.C.I., mais non en Hollande (cf. *Œuvres 4, avril-décembre 1934*, p. 281).

dans la S.F.I.O. : hier, ils embrassaient De Kadt (30), contre les « sectaires » que nous étions, d'après eux, et aujourd'hui, ils se rangent contre nous aux côtés du sectaire hystérique Bauer !

Ces gens ne se gênent pas pour nous critiquer sous la forme la plus vive avant, pendant et après la conférence. Et, dans cette situation, le R.S.P. hollandais, lui, se sent d'avance obligé de ne pas critiquer un projet de résolution, et ce, avant même sa fusion avec l'O.S.P. En vérité, ce petit fait illumine de façon éblouissante toute la question de l'I.A.G. C'est la répétition d'une règle observée des centaines de fois dans le passé sur une plus grande échelle : les centristes, même de gauche, respectent toujours les opportunistes et se sentent flattés et encouragés quand ils leur arrachent des sourires. Mais, en même temps, ils sont profondément offensés quand les « sectaires » mal élevés — les marxistes — les privent du plaisir que leur procurent les sourires de leurs amis de droite, du fait de leurs critiques déplacées. Quand les centristes font leurs grandes manœuvres, ils se courbent toujours plus bas à droite et somment la gauche de se taire. C'est cette pression que le R.S.P. a subie quand il s'est abstenu, payant d'avance, en quelque sorte, de publier une brève critique de principe, objective. N'est-ce pas symptomatique ?

Le vote en Sarre a été une éclatante confirmation de notre analyse de l'état de la II^e et de la III^e Internationale (31). On ne pouvait rêver meilleur laboratoire pour expérimenter notre nouvelle orientation internationale. Il en va de même en France. Le prolétariat français ne peut vaincre que *contre* les deux partis officiels. Mais, s'il échoue, cependant, il entraînera dans la tombe les socialistes et les staliniens. C'est sur ces faits historiques fondamentaux que nous devons nous appuyer pour nous tremper et nous tracer la longue route qui nous attend. Le problème de la Sarre à lui seul peut nous servir de leçon, et, à partir de là, il nous faut impitoyablement dénoncer devant les travailleurs le confusionnisme d'un Walcher, d'un Doriot, etc.

(30) Jacques DE KADT (né en 1897), ancien dirigeant du P.C. hollandais qu'il avait quitté en 1924, était revenu au parti social-démocrate en 1928, pour militer avec la gauche de P.J. Schmidt. Dirigeant de l'O.S.P., il s'y était montré très hostile à la fusion avec le R.S.P. et avait été à la fin de 1933 allié du S.A.P. contre la L.C.I. En 1934, la condamnation qu'il avait prononcée dans la presse du parti des émeutes de chômeurs de Jordaan comme de l'aventurisme et du romantisme l'avaient discrédité, et il avait quitté l'O.S.P. Trotsky lui attribuait la résistance de ce parti à la fusion avec le R.S.P. et au combat pour la IV^e Internationale dans la période 1933-34.

(31) La majorité de la population (470 000 contre 48 000) — y compris celle de la population ouvrière — de la Sarre avait voté, en février 1935, contre les deux

Car ce sont précisément ces gens-là, qui, imitant nos gestes afin de les retourner éventuellement contre nous, constituent l'obstacle le plus direct sur la route de la IV^e Internationale. Il me paraît presque criminel de vouloir acheter le « privilège » d'une illusoire alliance d'idées avec eux en renonçant à critiquer, voire en atténuant notre critique à leur égard. (N.B. Et, soit dit en passant, tu m'accorderas que l'entrée de notre section française dans la S.F.I.O. n'a rien de commun avec un renoncement à la critique (32). Au contraire, jamais nos camarades français n'ont critiqué aussi sévèrement, aussi concrètement et aussi efficacement les opportunistes qu'aujourd'hui. Car les combinaisons avec les dirigeants centristes dans le dos des masses sont une chose et le travail dans une organisation de masse contre la direction centriste une autre).

Je le répète, la fusion entre les deux partis hollandais a une telle importance que nous sommes prêts à couvrir des frais supplémentaires. Mais à une seule condition : que la L.C.I. conserve sa pleine liberté de mouvement et de critique à l'égard du bureau d'Amsterdam. Puisque le parti hollandais unifié veut, pour le moment, rester adhérent à l'I.A.G., je ne vois aucune raison pour que notre ami Schmidt quitte le secrétariat. Au contraire, il fera cette expérience de façon plus logique et plus avantageuse en étant secrétaire (33). Mais, que nous puissions modifier notre attitude vis-à-vis de l'I.A.G. après la conférence de Paris, je le tiens pour ma part comme presque impossible. Changerons-nous à l'avenir ? C'est l'avenir qui le dira.

Que faut-il faire aujourd'hui ? Un pas tout petit, mais d'une grande importance, a été fait par le nouveau Workers Party américain (34). On lit dans ses statuts, page 26 :

« Le parti, lors de sa création, n'est affilié à aucun autre groupe, parti ou organisation, aux Etats-Unis ou ailleurs. Son comité national a pouvoir d'entrer en relations fraternel-

partis ouvriers, le rattachement de ce territoire à l'Allemagne nazie. Trotsky y voyait une preuve supplémentaire de la faillite historique de ces deux partis, discrédités aux yeux des travailleurs.

(32) Sneevliet avait considéré comme lourde de dangers d'opportunisme la tactique d'« entrisme » dans la S.F.I.O. et n'y avait consenti qu'avec bien des réticences.

(33) Les deux phrases précédentes manquent dans le texte publié en français dans *Documents*.

(34) Le Workers Party of United States était né au début de décembre 1934 par la fusion entre la Communist League of America, section de la L.C.I. aux Etats-Unis, et l'American Workers Party.

les avec des groupes ou partis d'autres pays et, dans le cas où ils se situent sur le même programme fondamental que le sien, de coopérer avec eux dans l'élaboration d'un programme mondial complet et l'établissement le plus rapide possible de la nouvelle Internationale révolutionnaire. Toute action ou affiliation à une organisation nouvelle doit être soumise à un congrès national du parti. »

Je veux attirer ton attention et celle du camarade Schmidt sur ce paragraphe capital. Il ne s'agit pas ici de fraterniser dans la confusion avec Pierre, Paul ou Jacques sur la base de quelque programme insipide pour la raison que l'un ou l'autre n'appartient ni à la II^e ni à la III^e Internationale. Absolument pas. Les Américains disent : « Nous ne voulons nouer des liens solides qu'avec des organisations qui sont fondamentalement sur la même base programmatique que nous, et avec lesquelles nous pouvons établir la nouvelle Internationale révolutionnaire. » Voilà un langage digne d'estime. Je suis sûr que le parti unifié hollandais n'en connaîtra pas d'autre (35). C'est pourquoi ce sera le premier devoir du parti hollandais unifié que de se tourner vers le parti américain unifié pour lui proposer de mener avec lui une action systématique dans la direction de la IV^e Internationale.

Je pense pour ma part que l'ancienne déclaration des Quatre — revue, corrigée, améliorée, si l'on veut — pourrait servir de point de départ (36). Vous pourriez alors, avec le secrétariat international des bolcheviks-léninistes, vous adresser pour la dernière fois au S.A.P., pour lui demander s'il veut ou non participer à notre *travail de préparation*, dans lequel *rien n'est décrété*.

Si je suis bien informé, le camarade Schmidt a ouvertement et loyalement déclaré à la conférence qu'il se réservait le droit de combattre pour la IV^e Internationale (37). Si, après cela, nous créons une commission préparatoire du programme qui fasse, sur les questions les plus importantes du mouvement international,

(35) Ces deux phrases manquent dans la version en langue anglaise de cette lettre.

(36) Rappelons que cette « déclaration » avait été rédigée à Saint-Palais en août par Trotsky, représentant l'Opposition de gauche, Walcher, le S.A.P. et Sneevliet, le R.S.P. Elle avait été ensuite légèrement amendée sur des propositions de De Kadt, de l'O.S.P., et signée de ces quatre organisations.

(37) Trotsky l'avait lu, au moins dans le rapport de Sneevliet lui-même, qui lui avait écrit le 21 février : « Schmidt a souligné que, malgré le vote, son parti se réservait le droit de collaborer avec des organisations qui s'engageaient franchement pour la nouvelle Internationale. Si la conférence ne voulait pas lui reconnaître ce droit, il faudrait comprendre que son parti ne prendrait plus part aux travaux du bureau. »

des remarques sérieuses et solides, alors cette commission, sans prétendre exercer de droits administratifs, attirera beaucoup plus que l'I.A.G., toutes les tendances et groupes de gauche. Il ne s'agit absolument pas d'un ultimatum pour vous faire choisir entre nous ou Amsterdam. Si le parti hollandais en éprouve le besoin, il peut parfaitement continuer à faire partie de l'I.A.G. et commencer en même temps avec nous le travail de préparation dont je viens de parler. L'expérience faite nous servira alors de leçon à tous.

Telle est la proposition pratique que je soumets en même temps par cette lettre à tous les membres du plénum. Mais la décision pratique est entre les mains de la direction future du parti hollandais unifié.

P.S. Malgré sa longueur, cette lettre ne me paraît pas aller aussi loin qu'il le faudrait sur la question du S.A.P., tant sur le plan théorique que sur celui des faits. Deux explications supplémentaires importantes me paraissent donc nécessaires.

1) J'ai demandé au camarade Adolphe (38) de préparer pour nos sections un rapport complet sur le bloc des quatre, c'est-à-dire sur notre tentative de collaborer avec le S.A.P., sur la base des documents authentiques. Même ceux qui, actuellement, ne sont pas au courant, reconnaîtront alors que les représentants du S.A.P. n'ont pas eu une seule fois l'occasion de s'élever en paroles — et encore moins de voter — contre l'intention qu'ils nous prêtent de lancer d'un seul coup une proclamation de la IV^e Internationale. Les divergences portaient seulement sur la question de savoir s'il fallait critiquer Tranmael et compagnie, ou, au contraire, les tolérer et leur faire la cour.

Mais, sur cette question non plus, nous n'avons jamais adressé d'ultimatum au S.A.P. Nous lui avons toujours dit : « Voilà ce que nous pensons. Continuez, faites votre expérience avec Tranmael. Nous nous réservons le droit de critiquer, non seulement Tranmael, mais les expériences que vous ferez avec lui. » Le ton de nos critiques a toujours été prudent et amical. Quant aux minuscules résolutions sur la IV^e Internationale, elles ont toujours été votées à l'unanimité. C'est pour apaiser les gens du S.A.P. que, sur *notre* proposition, il a été décidé que les résolutions devaient être toujours adoptées à l'unanimité.

(38) Adolphe était à l'époque le pseudonyme de Rudolf KLEMENT (1910-1938), militant allemand qui avait été secrétaire de Trotsky de 1932 à 1934 et était secrétaire administratif du S.I. Le texte en question parut dans les différents bulletins intérieurs sous le titre « Le Pacte des quatre et ses suites ».

Mais, après chaque résolution adoptée tous ensemble, Walcher et les autres s'effrayaient de leur propre courage. Après avoir fait un pas en avant, ils en faisaient deux en arrière. Et, tout en le faisant, ils refusaient de discuter et même de s'expliquer par écrit. Ils se contentaient de ne pas répondre à nos lettres et, dans des conversations à demi-privées, ils se montraient froissés et prétendaient que nous voulions improviser d'un coup la IV^e Internationale. Leur véritable raison était, et reste, qu'ils n'osaient pas, et n'osent toujours pas, aborder eux-mêmes une tâche aussi gigantesque. Après chaque contact avec nous, leur impression était : « Mais ces gens-là prennent l'affaire *très au sérieux* : ce n'est pas possible ! »

2) L'explosion de haine contre nous, lors de l'explosion de la crise dans la section allemande (39), a étonné bien des gens. Quelle était la cause de leur joie odieuse et de leur alliance avec Bauer ? Ces sentiments-là devaient avoir poussé des racines profondes dans les cœurs centristes avant d'être brutalement imprimés dans les colonnes de *Die Neue Front*.

Walcher et compagnie viennent de l'école de Brandler (40). Avec Brandler et Thalheimer (41), ils ont laissé échapper la situation révolutionnaire en 1923 (42). Ils n'avaient pas eu le courage

(39) La crise en question avait éclaté lors de l'entrée de la section française dans la S.F.I.O. La majorité du comité des I.K.D. à l'étranger — Bauer, Eiffel, Stahl, Schmidt et Lehmann — s'était prononcée contre l'entrisme sur le terrain des principes. La minorité avait publié à son compte *Unser Wort* et les cinq avaient répliqué par une lettre ouverte. Les efforts de Cannon en vue d'aboutir à un compromis avaient pu laisser espérer un apaisement, mais la convocation d'une conférence clandestine à Dietikon en Suisse en décembre 1934, à laquelle les partisans de Bauer n'avaient pas été invités, avait fermé les portes. Bauer, qui avait donné sur le « tournant » un article au S.A.P., allait bientôt y être admis en même temps que Schmidt. *Die Neue Front* était le journal du S.A.P. en émigration à Paris.

(40) Heinrich BRANDLER (1881-1967), ouvrier maçon, avait été membre du noyau spartakiste pendant la guerre et président du parti allemand de 1921 à 1924. Depuis, il était l'inspirateur de l'opposition de droite organisée en Allemagne dans la K.P.O. et, sur le plan international, dans l'I.V.K.O. Refusant de se prononcer sur les questions proprement russes, elle réclamait la non-intervention de l'I.C. dans la politique des sections et, selon Trotsky, ses dirigeants ne désespéraient pas de rentrer en grâce auprès de Staline. Walcher et les autres dirigeants du S.A.P. avaient suivi l'évolution du groupe Brandler jusqu'à leur séparation en 1932.

(41) August THALHEIMER (1884-1948), un intellectuel qui avait été l'élève de Rosa Luxemburg, membre du noyau spartakiste pendant la guerre, avait été le mentor de Brandler et le théoricien du K.P.D. sous sa direction. Il avait connu la même carrière politique et était avec lui à la tête de la K.P.O. et de l'I.V.K.O.

(42) En août 1923, les dirigeants du parti bolchevique avaient convoqué à Moscou les dirigeants allemands pour les persuader que la situation en Allemagne était révolutionnaire. Les préparatifs pour l'insurrection se déroulèrent activement pendant le mois de septembre. Au dernier moment, Brandler, approuvé par la

d'agir. Comme ils le font aujourd'hui dans la question de la IV^e Internationale, ils espéraient à l'époque de la révolution allemande que le « processus historique » les affranchirait du devoir de prendre de grandes décisions et d'en assumer la responsabilité. C'est la caractéristique même du centrisme de gauche, dont Martov fut le représentant le plus important (43).

En matière de perspectives, il était prêt à accepter les résolutions les plus audacieuses. Mais dès qu'il s'agissait de faire le pas le plus modeste sur la ligne de ces principes, et de s'engager dans leur réalisation pratique, il sautait toujours de côté. Mais il est incontestable qu'il trouvait pour ces dérobades des explications plus spirituelles que celles que Walcher et consorts trouvent pour les leurs.

Au cours de la révolution chinoise, les brandlériens, Walcher compris, ont soutenu contre nous la politique criminelle de Staline (44). Dans l'histoire du comité anglo-russe (45), Walcher et les siens n'ont jusqu'à maintenant pas encore compris en quoi consistait le crime de la politique de Staline-Tomsky (46) qui ont aidé le conseil général (47) à se sortir d'une situation plus que critique. En outre, l'attitude du S.A.P. dans l'I.A.G. ne constitue qu'une réé-

Zentrale avait décidé, les social-démocrates de gauche ne le suivant pas en Saxe, leur bastion, de rapporter l'ordre de grève générale au cours de laquelle l'insurrection devait en principe être déclenchée.

(43) Iouli O. CEDERBAUM, dit MARTOV (1873-1923), social-démocrate depuis 1892, avait fondé et dirigé l'*Iskra* avec Lénine. Il s'était rangé du côté des mencheviks en 1903, puis avait pris pendant la guerre une position internationaliste et maintenu pendant la guerre civile un groupe centriste, « menchevik de gauche ».

(44) La politique d'alliance avec le Kuomintang — et de subordination du P.C. chinois au parti nationaliste —, au nom de la théorie du « bloc des quatre classes », avait été appliquée en Chine par la direction de l'I.C. présidée alors par Boukharine qui était en réalité le « patron » de la tendance brandlérienne. Cette dernière avait rejeté les critiques des militants de l'Opposition de gauche et approuvé leur exclusion du parti.

(45) Les syndicats russes et britanniques avaient constitué un « comité syndical anglo-russe » dont Trotsky pensait qu'il apportait la caution des syndicats russes à la politique du conseil général des trade-unions britanniques, notamment lorsque ce dernier s'employa à la défaite de la grève générale de 1926.

(46) Mikhaïl Tomsky (cf. n. 23, p. 82) avait engagé sa responsabilité de dirigeant dans la politique du comité syndical anglo-russe.

(47) Trotsky pensait que seule la caution donnée par les syndicats russes et la complicité des communistes britanniques — pour cette raison même — avaient empêché le conseil général d'être balayé par les travailleurs britanniques pour son sabotage de la préparation de la grève générale, sa décision de rapporter l'ordre et de négocier sur une base qui isolait totalement le syndicat des mineurs, lié à l'Internationale syndicale rouge, cible de l'attaque du gouvernement conservateur.

dition plus médiocre de cette même politique (48). Dans la question russe également, si je ne me trompe pas, Walcher a marché avec Brandler jusqu'en 1930 (49). Il n'y a pas de hasard dans tout cela. En 1933, nous avons fait une tentative très loyale pour aller de l'avant et aider ces gens-là à sortir du marais centrisme. Mais toute leur façon d'agir a démontré qu'ils ne sauraient ni vivre ni respirer hors de cette boue.

Je ne veux pas dire par là que tous les membres, ou même tous les dirigeants du S.A.P., soient définitivement perdus. Même les têtes les plus dures ressentent parfois les coups que leur porte le « processus » dont nous avons parlé. Mais nous ne voulons pas avoir avec les dirigeants du S.A.P. la même politique de passivité qui est la leur à l'égard de leurs amis de droite. Il nous faut *agir* pour avancer dans la direction de la IV^e Internationale et, par des faits accomplis, placer le S.A.P. devant ce choix : marcher avec nous ou contre nous. Voilà la seule politique juste.

(48) Trotsky avait déjà exprimé l'idée que le S.A.P., par sa présence dans le bureau de Londres aux côtés du D.N.A., donnait une caution de « gauche » aux dirigeants de ce dernier, qui l'utilisaient contre leurs critiques de gauche.

(49) C'était effectivement en décembre 1930, à la 3^e conférence de la K.P.O. que s'était pour la première fois manifestée la minorité conduite par Walcher, laquelle revendiquait le droit — et le devoir — de critiquer les « fautes » des dirigeants soviétiques.

[COMMENT RELANCER LE TRAVAIL POUR LA IV^e INTERNATIONALE] (1)

(février 1935)

Cher Camarade Cannon (2),

Cette lettre est purement personnelle. D'abord parce que votre parti n'est pas affilié aujourd'hui à la L.C.I. (3) et, en second lieu, parce que je n'ai de mandat de qui que ce soit pour vous écrire. Cette lettre porte sur les questions générales d'orientation, pour nous préparer à d'éventuelles décisions d'ordre pratique. L'article 3 des statuts du Workers Party, qui traite de la question de l'affiliation internationale, est reproduit dans la lettre dont je vous joins copie (4). Il est possible que, dans les mois qui viennent, l'attention de votre parti soit tournée essentiellement vers les questions de propagande et d'organisation. Cependant, même si tel est le cas, vous ne pourrez ni ne voudrez esquiver la question de la création de la nouvelle Internationale. Il me semble nécessaire,

(1) *International Information Bulletin* W.P.U.S., n° 1, 1935. Lettre signée Crux, adressée à Cannon, traduite de l'anglais.

(2) James Patrick CANNON (1880-1974), ancien militant des I.W.W., puis de la gauche du P.S. américain, avait été l'un des fondateurs d'un des P.C. américains, puis, avec William Z. Foster, le dirigeant de l'une des trois fractions du parti unifié au cours des années vingt. Il avait convaincu de la justesse du point de vue de Trotsky par la lecture, au cours du 6^e Congrès de l'I.C., de sa *Critique du projet de programme*. Ses premières initiatives pour un regroupement de l'Opposition de gauche l'avaient fait exclure du P.C. Il avait été, avec Shachtman et Abern, le fondateur de la Communist League of America qui venait de fusionner avec l'A.W.P. Il avait participé au plénum du S.I. en octobre 1934 et rendu visite à Trotsky à Domène.

(3) Le Workers Party of the United States (W.P.U.S.) venait de se constituer en décembre précédent par la fusion entre la C.L.A. et l'A.W.P. C'est à la demande de ce dernier que le nouveau parti n'avait pas demandé son affiliation à la L.C.I. que les militants de l'ancienne C.L.A. avaient ainsi formellement quittée.

(4) Cf. p. 102.

tant du point de vue du W.P.U.S. (5) que de celui de l'Internationale, de prendre des mesures conservatoires précises conformément à l'article 3 des statuts.

Il existe certaines similitudes entre la position de votre parti et celle du parti unifié qui va naître en Hollande dans quelques semaines (6). Mais il existe une différence. L'O.S.P., qui formera la majorité du nouveau parti (7), appartenait à l'I.A.G. avant cette fusion et incline aujourd'hui à continuer à y adhérer. Aussi notre groupe au sein du nouveau parti rejoindra-t-il également cette organisation. En même temps, les dirigeants du nouveau parti désirent arriver à une espèce de base personnelle d'unité avec la L.C.I. L'idée est que les dirigeants des deux groupes, Sneevliet et Schmidt, deviennent tous les deux membres du secrétariat international.

Je n'ai pas besoin de donner ici mon opinion sur l'I.A.G. J'ai traité cette question au fond dans la lettre à Sneevliet ci-jointe. Il serait pourtant faux de faire du retrait de l'I.A.G. une condition de la création du nouveau parti. L'expérience ultérieure ne tardera pas à démontrer si le maintien de l'affiliation du parti hollandais à cet organisme centriste confus peut être d'une utilité quelconque.

A la conférence de février de l'I.A.G., nos camarades Schmidt et Sneevliet ont parlé, et bien et vigoureusement, de la nécessité de former la IV^e Internationale. Nos amis de Paris m'ont écrit leur enthousiasme à propos de la position prise par Schmidt, de même que Sneevliet. Bien qu'il maintienne son adhésion à l'I.A.G., le nouveau parti hollandais s'est réservé le droit de faire son possible pour la création de la nouvelle Internationale. Et je crois que le parti hollandais et le W.P.U.S. sont appelés par la situation à effectuer en ce sens des pas pratiques.

(5) Responsables et militants de l'A.W.P. comprenaient parfaitement que le problème de l'affiliation du W.P.U.S. se poserait prochainement. Nouveaux venus dans ce domaine, ils avaient souhaité s'accorder le temps de la réflexion.

(6) L'accord de principe pour la fusion entre le R.S.P. et l'O.S.P. venait d'être conclu en Hollande entre ces deux partis. La conclusion de ces pourparlers, entamés dès septembre 1933, avait été évidemment facilitée par le départ de l'O.S.P. de Jacques De Kadt et de ses camarades les plus proches après l'affaire des émeutes ouvrières de Jordaan, qu'ils avaient désavouées, tandis que P.J. Schmidt était emprisonné pour s'en être déclaré solidaire. Le congrès d'unification était prévu à Amsterdam les 2 et 3 mars 1935. Il avait été décidé que le nouveau parti serait le Revolutionair Socialistische Arbeiderspartij (R.S.A.P.), son journal *De Nieuwe Fakkel* (La nouvelle Torche), que Peter J. Schmidt, ancien président de l'O.S.P., serait son président, et Henk Sneevliet, le leader du R.S.P., son secrétaire.

(7) Nous ne disposons pas de chiffres exacts pour les effectifs du nouveau parti en fonction de l'origine de ses membres. En août 1932, l'O.S.P. en comptait 7 200. Il en avait sans doute perdu au moins la moitié, puisque le R.S.A.P. annonçait un peu moins de 5 000.

J'ignore si on a analysé en Amérique le résultat du vote en Sarre du point de vue de ses conséquences sur le mouvement ouvrier international. On ne saurait en sous-estimer la signification. Après la misérable capitulation des deux partis en Allemagne, nous avons déclaré que non seulement la II^e mais également la III^e Internationale étaient historiquement mortes. La création d'une nouvelle Internationale — reposant sur les enseignements du passé — était mise à l'ordre du jour de l'histoire. Bien des camarades — et certains dans nos propres rangs comme, par exemple, Bauer — n'ont pas été d'accord. Ils disaient que l'Internationale communiste pouvait encore être ressuscitée (8). Le vote de la Sarre a été un examen pour ces affirmations, une preuve supplémentaire de la justesse de notre position. Si l'on compte les voix des hommes d'affaires amis de la France, des bourgeois juifs, des intellectuels pacifistes (soit peut-être 2 ou 3 % en moins), on peut créditer chacun des partis de la classe ouvrière de 3 ou 4 % des voix, et ce dans les meilleures conditions du plébiscite. Les ouvriers ne pardonneront pas une aussi criminelle capitulation. Le plébiscite de la Sarre constitue la preuve mathématique de la nécessité d'une préparation systématique pour former la IV^e Internationale.

Le fait qu'en France et dans les autres pays démocratiques les partis de la III^e et surtout de la II^e Internationale semblent encore imposants sur le plan de l'organisation, et conserver une audience, ne change rien aux leçons de la Sarre.

En France, les ouvriers ne peuvent vaincre que si, sous les coups des événements de la prochaine période, ils tournent le dos aux deux bureaucraties. Ces événements constitueront sans doute des bottes de sept lieues vers la formation de la IV^e Internationale. Si le fascisme l'emporte également en France, les deux Internationales seront une fois de plus démasquées. En un mot, victoire ou défaite, la construction de la IV^e Internationale reste à l'ordre du jour.

Le S.A.P., pour dissimuler sa méprisable couardise face aux tâches de l'histoire, nous accuse de vouloir « proclamer » la IV^e Internationale immédiatement. Il est inutile de démontrer la totale fausseté de cette affirmation. Nous sommes des marxistes et nous

(8) Sur Erwin H. Ackerknecht, dit Bauer, cf. n. 5 p. 63. Ce dirigeant de la section allemande clandestine entre janvier et juillet 1933 avait en réalité initialement combattu le tournant vers « un nouveau parti » en Allemagne, ce qui était alors la position de Trotsky, lequel ne se prononçait pas encore pour une nouvelle Internationale. Bauer et Trotsky s'étaient prononcés en même temps pour une nouvelle Internationale.

ne jouons pas avec l'histoire. Nous ne nions pas les problèmes tels qu'ils se posent. Nous ne les tenons pas pour résolus quand ils ne le sont pas en réalité. Nous l'avons dit cent fois. Nous voulons simplement établir les choses telles qu'elles sont.

L'important est de démontrer encore et encore aux masses travailleuses la faillite des deux Internationales. Toute illusion perdue par l'avant-garde ouvrière la prépare à la lutte. Pourtant, cela ne suffit pas. Il nous faut présenter notre point de vue sur tous les événements importants dans le mouvement ouvrier international. Cela ne peut se faire que sous la forme de documents programmatiques. C'est en cela que réside le travail préliminaire le plus important pour la IV^e Internationale.

Nous sommes certainement trop faibles pour « proclamer » la nouvelle Internationale. Personne n'a jamais proposé une initiative aussi aventuriste. Ce dont il s'agit, c'est d'en poser les bases idéologiques. Il faut poursuivre sans relâche ce travail, et, à partir d'un certain moment, disposer d'un organisme international et d'un comité qui entreprendra le travail réel de préparation.

Au cours des premières étapes, ce comité peut être très prudent, ne s'arroger aucune fonction administrative, ne se consacrer qu'à la préparation des documents de base, et, peut-être, publier un bulletin international.

De quelle façon entamer ce travail ? Si le W.P.U.S. pouvait s'entendre avec le parti hollandais et la L.C.I., nous pourrions créer tout de suite un bureau international pour commencer le travail (9).

Au cours de la période prochaine, de grands événements peuvent se produire en Europe, et nous pouvons très bien assister à d'importants regroupements à l'intérieur du mouvement ouvrier. Les éléments révolutionnaires seront obligés de chercher un nouveau centre de cristallisation. Cela ne peut se faire d'un coup. Il faut d'abord des préparatifs. De nouvelles scissions sont inévitables dans les partis socialistes et les partis staliniens, comme dans les organisations centristes qui sont aujourd'hui dans l'I.A.G. L'organisation internationale qui a la position théorique et politique correcte et qui est profondément convaincue de la nécessité

(9) Trotsky fait ici à Cannon la même suggestion qu'il vient d'adresser à Sneeveliet. La naissance de deux partis nouveaux, le W.P.U.S. et le R.S.A.P. permettait en effet de reprendre l'initiative dans des conditions analogues, mais à un niveau supérieur à la « déclaration des quatre » d'août 1933. Il engageait ainsi le processus qui allait aboutir à la rédaction et la signature de la « Lettre ouverte ».

historique de sa cause l'emportera. Il serait criminel de renvoyer à plus tard le travail de clarification et le rassemblement des forces sous le drapeau de la IV^e Internationale.

Je n'adresse pas cette lettre au secrétaire général du Workers Party, Muste (10), non seulement parce que je ne le connais pas personnellement, mais parce que je ne veux pas qu'elle soit d'une façon ou d'une autre considérée comme une proposition formelle. Si vous pensez pourtant qu'il serait judicieux de la montrer au camarade Muste ou à d'autres camarades dirigeants de votre parti, j'en serais naturellement heureux (11).

J'espère avoir bientôt la réaction des camarades américains à ces idées, qui ne sont évidemment pas nouvelles. Nous avons pris l'initiative de les mettre en avant il y a plus d'un an et demi (12).

(10) Abraham Johannes MUSTE (1885-1967), fils d'émigrés hollandais aux Etats-Unis, pasteur protestant et pacifiste, s'était lié au mouvement ouvrier au cours des grèves de l'après-guerre et avait été plusieurs années directeur pédagogique du Collège de Brookwood, université ouvrière pour cadres syndicaux que l'A.F.L. avait fini par étouffer. Il avait alors animé le Committee for Progressive Labor Action (C.P.L.A.) lequel s'était concrétisé par un travail d'organisation important parmi les chômeurs, avec la formation de « ligues », puis s'était transformé en American Workers Party, dont les militants avaient joué un rôle non négligeable dans les grèves de 1934, dirigeant notamment celle de Toledo. Il était le président du parti unifié.

(11) La lettre de Trotsky fut non seulement communiquée à Muste et aux autres dirigeants du W.P.U.S., mais à l'ensemble des militants par l'intermédiaire d'un bulletin intérieur.

(12) Nouvelle allusion à la déclaration des quatre d'août-1933.

[COMBINAISONS CENTRISTES ET TACTIQUE MARXISTE] (1)

(28 février 1935)

Cher Camarade (2),

J'ai lu votre lettre sur la conférence des organisations de l'I.A.G. avec intérêt et profit, car votre compte rendu est réellement très instructif. Mais je dois vous dire, pour commencer, que les conclusions que vous avez tirées de ces faits que vous avez si correctement observés me semblent unilatérales et même fausses. Vous êtes en même temps un adversaire de l'entrée de la section française dans la S.F.I.O. et un partisan de l'entrée de la L.C.I. dans l'I.A.G. (3). Non, cher ami, vous avez tort sur les deux points.

Il résulte de votre propre description que nous n'avons affaire dans les réunions de l'I.A.G. qu'à des diplomates représentant divers groupes et tendances centristes, dont chacun est surtout désireux de ne pas s'engager et, pour cette raison, se montre très libéral vis-à-vis des autres. En d'autres termes, leur principe est vivre et laisser vivre, créer la confusion — et laisser faire la confusion.

La vie de l'I.A.G. consiste à publier de temps en temps des documents qui ne disent pas grand-chose et à se réunir tous les dix-huit mois à peu près pour prouver qu'on n'est pas des sectaires, c'est-à-dire que, contrairement à ces maudits bolcheviks-léninistes, on n'est pas le moins du monde enclins à s'occasionner

(1) *Documents* (édités par le S.I. de la L.C.I.), mars 1935. Lettre signée Crux.

(2) Le chapeau précise que la lettre est adressée « au Polonais V. ». Nous avons indiqué ci-dessus que cette initiale désignait le pseudonyme de Victor qui dissimulait un militant polonais, Herschl Stockfisch (cf. n. 4, p. 93).

(3) Herschl Stockfisch avait écrit à la fin de son rapport : « Je suis parmi les camarades polonais qui ne sont pas d'accord avec l'évolution relative à la S.F.I.O. » et « Je crois qu'il serait utile de suivre l'exemple de notre section hollandaise et d'entrer au bureau de Londres pour y agir selon notre conception. »

les uns aux autres des désagréments. Ainsi l'I.A.G. devient un refuge pour les diplomates centristes conservateurs qui ne veulent pas courir le moindre risque et laissent volontiers au « processus historique » (4) à tout faire le soin de régler les questions les plus brûlantes de notre temps. Que le dit processus arrive à créer une nouvelle et bonne IV^e Internationale, avec des postes stables pour ces MM. les diplomates, alors ils daigneront reconnaître le fait accompli. Mais, jusque-là, ils veulent garder la porte ouverte. Après tout, peut-être la II^e et la III^e Internationales vont-elles fusionner et aboutir ainsi, à travers leurs deux faillites complémentaires, à une firme nouvelle et florissante. Il ne faudrait pas laisser échapper pareille occasion (5). Surtout, il faut éviter d'être lié par des principes déterminés, car notre époque est bien trop instable, et les principes déterminés beaucoup trop inflexibles ; et de plus, il y a ces maudits bolcheviks-léninistes qui sont toujours en train de vous agiter sous le nez la contradiction entre vos principes et vos actes.

Vous avez fort bien noté que les gens du S.A.P., dont l'état d'esprit a dominé la conférence, faisaient des discours très radicaux, dans lesquels ils développaient assez correctement nos principes, pour mieux s'en moquer au moment de voter. Vous remarquez fort justement que c'est précisément cela le centrisme classique, à l'état pur. Quand c'est d'un état d'esprit centriste des masses, honnête et naïf, qu'il s'agit, il est possible, dans des circonstances favorables, et avec une politique juste, de combattre cet état d'esprit et de pousser les masses en avant. Mais quand on n'a affaire qu'aux dirigeants, et quand ces derniers sont des centristes « classiques », c'est-à-dire de vieux spéculateurs centristes conscients, il n'y a guère à attendre d'une telle « communauté de travail » : ni communauté, ni travail. Gagner cinq jeunes ouvriers dans la S.F.I.O. aux idées marxistes est cent fois plus important que de voter des résolutions anodines ou mensongères, voire de voter contre, entre les quatre murs d'une conférence.

De telles réunions de solides bureaucrates, surtout de pays différents, peuvent faire grosse impression. N'est-il pas préférable d'« y être » ? On n'y sera pas tellement isolé et — avec l'aide de

(4) Trotsky avait souvent relevé qu'en s'opposant à ses propositions d'« action » pour la construction de la IV^e Internationale, les dirigeants du S.A.P. développaient l'idée selon laquelle cette dernière se construirait inévitablement à travers le « processus historique ». Et l'expression avait été reprise dans la résolution du S.A.P. présentée à la conférence de Saint-Denis.

(5) Certains des groupes ou partis adhérents à l'I.A.G. se prononçaient ouvertement en faveur de l'unité organique. Mais il semble évidemment que Trotsky avait raison de supposer que la majorité n'excluait pas un tel développement et ne voulait pas se fermer la porte.

Dieu — on y gagnera influence et prestige. Quelle illusion naïve ! On n'a jamais que la force qu'on a conquise, c'est-à-dire, pour des révolutionnaires, la force d'hommes soudés les uns aux autres par des idées claires.

Que reprochez-vous à notre tournant en France ? Vous citez une lettre d'un représentant du Bund de gauche de Pologne, dans laquelle il affirme à juste titre qu'un groupe faible numériquement peut exercer une grande influence par sa clarté idéologique (6). Mais vous tirez de ce fait indéniable la conclusion inattendue que le dernier tournant de la L.C.I. nuit à son influence grandissante et que ses malheureuses conséquences s'étendent jusqu'au Bund de gauche. Comment le comprendre ?

La force des bolcheviks-léninistes consiste, vous le dites avec le représentant du Bund de gauche, dans la clarté de leurs idées. Dans la mesure où vous continuez à affirmer que notre influence a reculé depuis le tournant — une contradiction à faire dresser les cheveux sur la tête —, on peut supposer que nos idées ont dans l'intervalle perdu de leur clarté. Et c'est le nœud de la question. Notre section française, depuis son entrée dans la S.F.I.O., est-elle devenue moins déterminée, plus confuse, plus opportuniste ? Ou bien a-t-elle maintenu une attitude tout à fait ferme par rapport à ses positions de principe ? C'est là-dessus, mon cher ami, que vous devez vous prononcer, car, autrement, toute votre appréciation reposerait sur une base logique tout à fait bancal. Puisque, dites-vous, *la fermeté dans les principes* et *la clarté idéologique* déterminent l'influence des bolcheviks-léninistes, le changement de nos méthodes d'*organisation* a été fatal à notre organisation. Cela ne rime pas, cher ami. Vous pouvez certes vous risquer à affirmer que le changement des méthodes d'organisation (l'entrée à la S.F.I.O.) a nui à la clarté idéologique. C'est bien possible. La seule question dans cette affaire, c'est de savoir si c'est le cas.

Je maintiens qu'aucune de nos sections n'a eu jusqu'à maintenant l'occasion de formuler aussi nettement ses idées et de les présenter aussi directement aux masses que l'a fait notre section

(6) Le *Bund* — Union générale des ouvriers juifs de Lithuanie, de Pologne et de Russie — avait été la première véritable organisation ouvrière dans l'empire tsariste, et avait été adhérent du parti ouvrier social-démocrate russe jusqu'en 1903. En tant que parti indépendant ultérieurement — Herschl Stockfisch en avait été membre —, il s'était rangé en 1917 du côté des mencheviks et avait connu plusieurs scissions. Le « Bund de gauche » était proche de l'I.A.G. : à la conférence de Saint-Denis avait été lue une lettre d'un de ses dirigeants (Josef LESTEMINSKY dit CHMOURNER, 1884-1935), qui écrivait notamment qu'« un petit groupe disposant de clarté idéologique peut souvent exercer une grande influence, par exemple la L.C.I. avant son dernier tournant vers la S.F.I.O. ».

française depuis qu'elle est devenue une tendance du parti socialiste. Et, si l'on sait voir, on doit en conclure que la vie tout entière des partis, tant socialiste que communiste, est aujourd'hui déterminée, ou, au moins, influencée, directement ou indirectement, négativement ou positivement, par les idées et les mots d'ordre de notre petite section française.

Je puis très facilement comprendre que des camarades, en Pologne ou ailleurs, qui ne lisent pas le français et ne peuvent pas suivre la vie politique française, puissent réagir défavorablement au simple fait de l'entrée dans la II^e Internationale. Mais, en matière de politique révolutionnaire, ce n'est pas la première impression qui compte, mais les conséquences durables. Si l'entrée dans la S.F.I.O. se révèle fructueuse pour l'extension de notre influence, alors les camarades polonais et autres devront réviser leur appréciation du tournant réalisé. La majorité des camarades l'ont en réalité déjà fait. Il est juste de dire qu'un groupe petit, avec des idées claires, a plus d'importance qu'une organisation, plus grande peut-être, mais confuse. Mais il ne faut pas fétichiser cette formule, car le petit groupe doit justement essayer de donner à ses idées justes l'auditoire nécessaire. Et, pour ce faire, il doit s'adapter, du point de vue de l'organisation, aux conditions données.

Vous présentez les choses comme si Vidal (7), effrayé de l'isolement de la section française, avait inventé de toutes pièces le tournant, et l'avait imposé à la section française au détriment de l'ensemble du mouvement.

En 1929, Vidal écrivait à un Français (8) qui accusait l'Opposition de gauche de sectarisme :

« Vous désignez divers groupes de l'Opposition de gauche, et vous les qualifiez de « sectaires ». Il faut s'entendre sur le contenu de ce mot. Il y a chez nous des éléments qui se satisfont en critiquant en chambre les erreurs du parti officiel, sans se fixer aucune tâche plus vaste, sans assumer

(7) Vidal était le pseudonyme que Trotsky avait utilisé pour signer les documents dans lesquels il avait préconisé l'entrisme. Fidèle aux règles conspiratives, il fait référence à ses propres textes comme s'il s'agissait d'une tierce personne, dans une lettre qu'il signe d'ailleurs de son autre pseudonyme de Crux.

(8) Ce militant français n'a pas été identifié, même par Boris Souvarine qui a publié cette lettre en français — traduite du *Biulleten Oppositsii* n° 1 de juin 1929 — dans l'ouvrage collectif dirigé par Jacques Freymond, *Contributions à l'histoire du Comintern* (Droz, 1965). Signalons une faute par rapport aux règles de la clandestinité : Trotsky parle d'une lettre dont il dit qu'elle avait été écrite par « Vidal » alors qu'elle avait été publiée sous la signature de « L. Trotsky ».

aucune obligation révolutionnaire pratique, faisant de l'opposition révolutionnaire une sorte de titre, quelque chose comme l'ordre de la Légion d'Honneur. Il y a aussi des tendances sectaires qui se manifestent en coupant les cheveux en quatre. Il faut combattre cela, et je suis prêt personnellement à lutter contre ces tendances sans me laisser arrêter, s'il le faut, par les vieilles amitiés, les liens personnels, etc. »

La lettre que je cite, écrite il y a six ans, explique ensuite pourquoi, après une série de grandes défaites internationales, les bolcheviks ont commencé et devaient commencer leur travail sous cette forme sectaire, en tant que groupe de propagande, pour en arriver à ce pronostic que ce stade sera certainement surmonté — non sans lutte contre ceux qui veulent déduire du capital idéologique de notre tendance leur droit à demeurer immuablement conservateurs, jusqu'au moment où le développement historique les remarquera enfin et les invitera poliment à être assez bons pour prendre la direction de la classe ouvrière. Non, cher ami, il ne suffit pas d'avoir des idées justes. Encore faut-il les appliquer. Comment ? Il n'y a pas pour cela de recette toute faite. Il faut étudier chaque fois concrètement la situation, afin de donner à la force des idées justes le levier d'organisation le plus favorable.

A l'époque où ils ont scissionné du groupe Brandler, un camarade du groupe Walcher s'adressa à moi pour savoir ce que je pensais de la perspective de l'entrée de la minorité dans le S.A.P. (je pense que c'était en 1931) (9). Ma réponse fut à peu près la suivante : l'entrée dans ce parti social-démocrate de gauche ne peut en aucun cas être condamnée en elle-même. Seulement il faut savoir au nom de quels principes et dans quel but vous voulez la réaliser. C'est pourquoi il faut en premier lieu élaborer clairement et sans équivoque votre propre plate-forme.

Comme vous le savez, ce n'est pas de cette façon que Walcher et ses gens ont procédé (10). Ils ont joué à cache-cache avec les idées et continuent aujourd'hui encore. C'est cela que nous leur reprochons, et non le fait d'avoir rejoint une organisation social-démocrate *déterminée* dans une situation politique *déterminée*.

(9) Trotsky fait vraisemblablement allusion à sa lettre du 14 décembre 1931 (*Writings 1931*, pp. 362-363), qui selon les éditeurs de ce volume avait été adressée à des militants du S.A.P. de Francfort-sur-le-Main.

(10) Les dirigeants du S.A.P. protestaient avec indignation chaque fois que Trotsky leur adressait directement ou non ce reproche et invoquaient contre lui le texte intitulé « Déclaration d'entrée de la minorité de la K.P.O. » qui avait été publié dans l'organe du S.A.P., *Sozialistische ArbeiterZeitung* du 13 mars 1932.

Je viens d'apprendre qu'un jeune militant du S.A.P. (11) a déclaré à la conférence de l'I.A.G. : « Le tournant des bolcheviks-léninistes en France est une confirmation des principes du S.A.P. » Des gens sérieux ne sauraient qu'en rire à gorge déployée, car l'entrée en elle-même ne prouve rien : ce qui est décisif, c'est le programme et l'action entreprise dans l'esprit de ce programme après l'entrée. Dans la mesure où il est représenté dans la S.F.I.O. (12), le S.A.P. y donne l'impression d'un centrisme informe et tiède. Nos camarades agissent dans un esprit de clarté et de détermination marxiste.

« Mais Lénine disait qu'il faut rompre avec les réformistes, et nous, nous entrons maintenant dans une organisation réformiste ? » Cette façon d'opposer les choses est tout à fait proche de l'esprit des bordiguistes et de leur disciple Vereeken (13), mais n'a rien à voir avec celle de Lénine. Lénine a proclamé la nécessité de rompre avec les réformistes après l'éclatement de la guerre mondiale. Il présentait impitoyablement cette revendication aux centristes. A cette époque, en dehors de l'émigration russe, il n'y avait dans aucun pays de bolcheviks conséquents. Les éléments orientés à gauche auxquels Lénine s'adressait étaient des centristes enracinés dans la social-démocratie, non seulement du point de vue organisationnel, mais du point de vue idéologique. C'est à eux que Lénine disait : « Il vous faut rompre avec les réformistes. »

(11) Ce jeune militant était le responsable des jeunesses du S.A.P., la S.A.J., et son représentant au bureau des organisations de jeunesse révolutionnaires de Stockholm : Herbert FRAHM (né en 1913) utilisait depuis son émigration le pseudonyme de Willy BRANDT.

(12) Parmi les militants du S.A.P. émigrés en France qui avaient adhéré à la S.F.I.O., il faut citer Boris Goldenberg (cf. n. 11 p. 142), membre de la 14^e section et lié à Marceau Pivert, et que Trotsky considérait comme un centrisme sans espoir.

(13) Les « bordiguistes » ou, si l'on préfère, les militants de la fraction de gauche italienne, étaient les disciples d'Amadeo BORDIGA (1889-1970). Cet ingénieur de Naples, socialiste depuis 1910, avait fondé dans le P.S. italien en 1919 la « fraction abstentionniste », puis avait été le véritable dirigeant du P.C.I. de 1921 à 1926. Il avait été emprisonné par le régime de Mussolini de 1926 à 1930, et exclu du P.C.I. à cette date. La « fraction de gauche » qu'il inspirait avait fait partie de l'Opposition de gauche internationale, et l'avait quittée après l'admission en 1930 de la « Nouvelle opposition italienne » formée par d'anciens camarades de Gramsci et adversaires de Bordiga dans les années vingt. Les « bordiguistes » faisaient commencer la dégénérescence de l'I.C. au 3^e congrès de cette organisation et à son adoption de la politique du « front unique ouvrier ». Georges VEREKEN (1896-1978), chauffeur de taxi bruxellois, avait été membre du C.C. du P.C. belge, exclu comme « trotskyste » et dirigeant de la section belge en même temps que membre du S.I. jusqu'en 1934. Il s'était violemment opposé à l'entrisme à cette date, et tout indiquait qu'il se disposait à la scission au cas où, comme cela apparaissait probable, la section belge déciderait d'entrer à son tour dans le P.O.B. C'est cependant un artifice de polémique de la part de Trotsky que de le qualifier de « disciple » des bordiguistes dans un texte, il est vrai « réservé aux militants ».

Mais, pour être capables de dire cela, les bolcheviks russes participaient ardemment à la vie interne de la social-démocratie en France, en Suisse et dans les pays scandinaves (14).

Notre grand avantage par rapport à 1914, c'est que nous, nous avons presque partout des groupes et des organisations de bolcheviks bien trempés, liés sur le plan international, et par conséquent soumis à un contrôle international. Il n'est pas nécessaire de les persuader de la nécessité de rompre avec les réformistes. Ils sont placés devant un problème tout autre : comment, dans les conditions actuelles, notre petit groupe avec ses idées claires peut-il et doit-il trouver une audience dans les masses ? La situation est tellement complexe et encombrée des débris des vieilles organisations que, tout en conservant la fermeté la plus irréconciliable sur le terrain des principes, nous devons nous montrer très ingénieux, très souples et très entreprenants sur le terrain de l'organisation. Autrement, même avec les meilleures idées du monde, nous nous ossifions. Dans sa correspondance avec Sorge, Engels (15) se plaint des dizaines de fois que les marxistes anglais et allemands en Amérique aient réussi à dégrader la théorie la plus vivante, le marxisme, en une foi sectaire sous le couvert de laquelle ils peuvent demeurer passifs au lieu d'intervenir de toute leur force et de toute leur détermination dans le torrent du mouvement ouvrier vivant.

Voyez l'Espagne, cher ami. Au milieu de tout le bouillonnement révolutionnaire, la direction de notre section s'y est distinguée pendant toute cette période par sa passivité doctrinaire. Individuellement, nombre de nos camarades se sont courageusement battus. Mais la section dans son ensemble s'est distinguée plus par sa critique « objective » que par son activité révolutionnaire. Elle constitue sans doute l'exemple le plus tragique de toute l'histoire de la L.C.I. Et, voyez-vous, c'est précisément cette section qui, jusqu'à maintenant, demeure, de façon irréductible, opposée au tournant « opportuniste » en France (16).

(14) Rappelons que Safarov militait dans le parti socialiste à Nantes, que Lénine avait été délégué à un congrès du P.S. suisse, que Boukharine était membre du parti social-démocrate suédois, etc.

(15) Sur Engels et Sorge, et leur correspondance, cf. n. 14, p. 95 et pp. 130 à 132.

(16) En octobre 1934, la Izquierda comunista d'Espagne, que dirigeait Andrés Nin, avait repoussé la proposition que lui avait adressée Trotsky d'entrer en bloc dans le P.S. La question avait cependant rebondi depuis. Emprisonné à Madrid à la suite des événements d'octobre 1934, l'un des dirigeants de cette organisation, Enrique FERNÁNDEZ SENDÓN, dit Luis FERSEN (1911-1967), y avait rencontré de jeunes socialistes, et s'était convaincu de la nécessité de l'« entrisme » qu'il proposait dans des textes envoyés de prison à la direction.

En Amérique, le développement a pris un cours très différent. Notre Ligue s'est jointe au parti de Muste (17) pour former un parti indépendant. L'organisation participe avec ardeur au mouvement réel des masses, et a à son actif des succès considérables (18). Et c'est précisément pour cette raison qu'elle a été capable de bien comprendre le tournant français et de le montrer, en dépit des différences de conditions et de méthodes.

En tant que marxistes, nous sommes partisans de la centralisation. Nous essayons également, à l'échelle internationale, d'arriver à la fusion des forces révolutionnaires. Mais, en tant que marxistes, nous ne sommes ni des doctrinaires, ni des pédants. Nous analysons toujours le courant vivant, et nous nous adaptons à chaque situation nouvelle sans perdre notre identité. C'est précisément en cela que réside le secret du succès révolutionnaire. Et il nous faut coûte que coûte nous emparer de ce secret.

(17) Sur Muste et la naissance du Workers Party, cf. n. 10, p. 112.

(18) En 1934, les deux organisations, pas encore unifiées, avaient joué un rôle essentiel dans les grèves de Toledo et de Minneapolis qui marquèrent le réveil de la classe ouvrière américaine.

[LE SECTARISME, TENDANCE RÉACTIONNAIRE] (1)

(2 mars 1935)

Chers Camarades,

Je suis tout à fait d'accord avec votre appréciation sur l'explosion de la crise dans notre section belge. Après avoir étudié les documents à ce sujet, je me permets de développer un peu plus mon point de vue.

Le 15 janvier 1935, Bruxelles (2) écrivait à tous les membres de la section belge :

« Nos divergences ne font que s'aggraver... Nous ne pouvons, en tant que militants révolutionnaires, en assumer, même partiellement, les responsabilités. »

C'est le langage de la scission. Si l'attitude de l'organisation nationale et internationale est si mauvaise qu'elle ne permet plus aux « militants révolutionnaires » d'assumer même une part des responsabilités, il ne reste plus que la scission.

Le 29 janvier, Vereeken écrivait au S.I. :

« Je tiens à vous faire savoir en toute franchise que les camarades non entristes et moi-même considérons de plus en plus que ce pas est des plus néfastes, et le S.I. ne doit pas se faire la moindre illusion sur notre compte en ce qui concerne un éventuel changement de nos positions politiques. Nous

(1) Archives Vereeken, Bruxelles. Lettre au S.I., signée Crux. La conférence nationale de la section belge devait se tenir le 10 mars suivant, et cette lettre lui était indirectement destinée, puisqu'elle y fut lue aux militants. La discussion de la conférence était centrée sur le « tournant » français et son éventuelle application en Belgique. L'exacerbation de la lutte fractionnelle entre la majorité « entriste » et la minorité, conduite par Vereeken, laissait prévoir une scission.

(2) C'était l'organisation bruxelloise de la section belge qui constituait le noyau de la fraction qui condamnait vigoureusement la perspective de l'« entrisme ».

considérons que c'est une erreur politique historique, de la plus grande envergure, et nous continuerons, dans l'intérêt du mouvement révolutionnaire et de la formation de la IV^e Internationale, à combattre de toutes nos forces cette tendance. »

C'est le même langage. Si les camarades bruxellois se persuadent « de plus en plus » que notre tactique est « des plus néfastes », et si nous ne devons nous faire aucune illusion sur un éventuel changement des positions de nos camarades de Bruxelles, cela signifie seulement que le camarade Vereeken se consacre consciencieusement et méthodiquement à préparer la scission (3).

« Nos divergences ne font que s'aggraver. » La dégénérescence de la L.C.I. devient, pour nos censeurs bruxellois, « de plus en plus » évidente. Mais puisque les divergences avaient pris un tour ouvert et aigu, surtout depuis la discussion sur l'entrée de notre section française dans la S.F.I.O., il fallait s'attendre à ce que le camarade Vereeken nous donne une analyse de l'expérience en France depuis l'entrée. C'est à la lumière de cette expérience qu'il a su se convaincre « de plus en plus » de notre décadence. Mais c'est là que l'énigme commence. Dans tous les documents dont j'ai pu disposer, je ne trouve aucune analyse critique, par Vereeken, de l'activité de notre section française ; cela peut paraître étonnant.

Le camarade Vereeken nous a prédit l'impossibilité absolue pour les bolcheviks-léninistes de développer leurs idées à l'intérieur du parti social-démocrate. Il nous a prédit la dégénérescence opportuniste et le discrédit complet de notre tendance. Fait-il une tentative d'analyser les faits réels ? Confronte-t-il ses prédictions avec la réalité vivante ? Non, pas du tout. Il était implacable quand il s'agissait de prédictions, de discussions, de questions préliminaires, mais, depuis que la chose est passée dans la réalité, Vereeken a perdu tout intérêt pour cette question. Ce fait caractérise parfaitement la manière abstraite dont Vereeken aborde les idées et les problèmes.

Or, nous autres, marxistes, nous nous intéressons avant tout aux *faits*, et, sur la base de l'expérience des cinq mois écoulés depuis l'entrée, nous disons : chaque jour et chaque fait nouveau

(3) Sur Georges Vereeken, cf. n. 13, p. 118. A l'été 1934, dès les premières initiatives de Trotsky et du S.I. pour le « tournant français », il avait réussi à rassembler dans l'opposition la majorité de la section belge. Pourtant cette dernière avait évolué très vite et, dès le mois de septembre, l'avait désavoué et relevé de ses fonctions au S.I. Il était désormais en minorité dans la section belge, et multipliait les initiatives qui montraient qu'il s'engageait dans la voie de la scission.

ne font que démentir l'attitude purement négative et stérile de Vereeken à l'époque de la discussion française. Et, s'il n'est pas capable de le voir et de le reconnaître ouvertement, rien d'étonnant qu'il s'éloigne de plus en plus du marxisme vers le bordisme, c'est-à-dire vers le néant.

Vereeken se plaint : « la discussion chez les jeunes menée tambour battant (4) », et aussi « le vote s'est déroulé dans la confusion », etc. Le malheur avec Vereeken consiste en ce qu'il sépare complètement la question de la jeunesse belge et la question de l'entrée en France, et l'expérience de la Ligue française. Pour lui, l'activité politique se résume en une série de discussions. On a longuement et âprement discuté sur la question française, sur le plan international et surtout en Belgique. A la lumière de ces discussions, et surtout de l'expérience qui a suivi, la question de l'entrée dans la Jeune Garde socialiste belge n'exigeait qu'à peine une discussion pour tout marxiste qui s'attache aux faits réels — mais ce n'était malheureusement pas le cas de Vereeken. En tournant le dos à l'expérience française qui le désavoue impitoyablement, il ne souhaite qu'une « nouvelle discussion », et surtout qu'elle dure, puisque l'activité, pour lui, c'est la discussion interne.

« Nos divergences ne font que s'aggraver. » *Mais quel est le point le plus important de ces divergences en Belgique ?* La question du plan De Man (5) que, pour sa part, il réduit à la question de l'inflation. Il est ahurissant de voir l'importance décisive que Vereeken accorde à cette question. Ses bulletins sont pleins de démonstrations sur les noires intentions de De Man, lequel aspire à l'inflation. Des esprits formalistes se cramponnent souvent à des questions secondaires pour les gonfler outre mesure. Sommes-nous, par exemple, les chevaliers du franc belge ? Le sauvetage de la monnaie existante est-il pour nous la voie du salut ? On ne peut

(4) Déjà, à la fin de 1934, Vereeken avait énergiquement et vainement combattu la proposition de Léon Lesoil (cf. n. 10), soutenue par Trotsky, de faire entrer les Jeunesses léninistes belges dans les Jeunes Gardes socialistes, proposition qui avait été adoptée à une assez large majorité par l'assemblée générale de la section belge du 10 décembre 1934. Pour les partisans de l'« entrisme », l'entrée chez les jeunes ne pouvait être que la préface de l'entrée des adultes dans le P.O.B.

(5) Hendrik De MAN (1885-1953) était devenu socialiste en 1902 ; il avait dirigé à partir de 1911 la « centrale d'éducation ouvrière » du parti ouvrier belge. Puis il avait séjourné longuement aux Etats-Unis et en Allemagne. En 1932, il avait été nommé directeur du bureau d'études sociales du parti et y avait présidé à l'élaboration du « Plan du Travail », un programme du P.O.B. pour sortir de la crise. Le congrès du P.O.B. avait adopté ce plan en décembre 1933 et avait fait de De Man son vice-président. La discussion initiale sur l'attitude à prendre à l'égard du plan De Man avait, quelques mois avant le débat sur l'entrisme, commencé à diviser la section belge.

comprendre le fanatisme anti-inflationniste de Vereeken. Dans cette période de crise sociale, de secousses économiques, *l'inflation et la déflation sont deux instruments qui se complètent pour faire retomber sur le peuple le prix du déclin du capitalisme*. Les partis bourgeois organisent de formidables discussions sur cette question : vaut-il mieux égorger les travailleurs avec la scie de l'inflation ou le simple couteau de la déflation ? Notre lutte à nous est dirigée avec la même vigueur contre la scie et le couteau.

Mais Vereeken s'acharne surtout contre l'inflation. Pour dénoncer le plan De Man, il a même forgé un aphorisme spécial : « La nationalisation par voie de rachat est une sorte d'inflation. » C'est le *rachat* qu'il faut combattre, sans s'empêtrer dans des questions de technique financière. Mais non, Vereeken cherche avant tout à démontrer que De Man est un inflationniste. Il va jusqu'à affirmer qu'« une campagne dans le journal sur cette question aurait été des plus utiles pour notre tendance ». Mais, si je ne me trompe, c'est le gouvernement Theunis (6) qui, aujourd'hui, affame le peuple, tout en brandissant à l'occasion l'épouvantail du plan inflationniste de De Man. Voilà qui l'aide à mieux manier le couteau de la déflation. Mais, puisque cela se passe dans la réalité, et pas dans une discussion, Vereeken reste indifférent. Il exige du journal une campagne spéciale, non contre la déflation de Theunis, mais contre l'inflation problématique et de toute façon encore lointaine de De Man. Toute la mentalité de Vereeken se révèle dans cet instructif épisode.

Vereeken écrit :

« Alors que l'on sait, et que l'on est d'accord pour écrire, que le plan n'est qu'une duperie pour les travailleurs, et que, d'autre part, on sait que des tractations ont lieu pour porter aux masses laborieuses les plus traîtres des coups (7), Charleroi (8) continue à « animer » les travailleurs pour lutter dans une obscurité totale. On va même si loin que de confondre dans *La Voix* (9) le Plan avec le socialisme... La

(6) Georges THEUNIS (1873-1966), ancien ministre des finances et ancien premier ministre de Belgique de 1921 à 1925, était redevenu premier ministre en 1934 et menait une politique d'« austérité » sous le signe de la déflation.

(7) Des conversations discrètes étaient en train de se dérouler entre les dirigeants du P.O.B. et ceux du parti social-chrétien pour un gouvernement d'union nationale, et des informations avaient transpiré à ce sujet.

(8) « Charleroi » désigne la fédération de Charleroi, c'est-à-dire les dirigeants de la majorité de la section belge.

(9) *La Voix communiste* était l'organe de la section belge.

rédaction de *La Voix* ne sait plus faire la distinction entre une duperie, une tromperie, une trahison et le socialisme. »

Vous le voyez, camarades, l'affaire est grave. Vereeken accuse *La Voix* non seulement d'identifier au socialisme la duperie et la trahison, mais de le faire en pleine connaissance de cause. La rédaction de *La Voix* sait qu'il s'agit d'une duperie, mais, au lieu de la démasquer, Lesoil (10) et ses amis la couvrent, entraînant les ouvriers dans le traquenard, prenant part à la trahison. Et notre organisation internationale ? Lisons sur ce point la lettre du 15 janvier :

« Nous terminons en accusant le S.I. et le camarade Vidal de couvrir la position de Charleroi, et nous disons : à chacun ses responsabilités ! »

Vous voyez, l'affaire est grave. Les dirigeants de la section belge trahissent consciemment le prolétariat, et notre direction internationale les couvre dans ce travail.

Mais ne vous pressez pas de vous indigner. Ce n'est pas la mauvaise foi de Vereeken qui est en jeu, mais sa pensée anti-marxiste qui fuit la réalité et ne s'occupe que de fantômes.

Pour démontrer que le plan De Man n'est qu'une « duperie », Vereeken a échafaudé toute une tour Eiffel de démonstrations sur le danger inflationniste qui n'a rien à voir avec la question qui nous intéresse. De Man est pour le rachat, et le rachat ne peut être qu'une charge terrible pour le peuple. Par quel procédé technique ce rachat serait effectué est une question de dixième ordre. Mais, à l'instar de Theunis, Vereeken brandit le spectre de l'inflation. Voilà la duperie, voilà la trahison dont Lesoil est le complice, et le S.I. le « receleur » ! Ce serait comique si ce n'était pas tragique, au moins pour Vereeken.

La critique du Plan a été faite maintes fois : on peut la compléter. Si nous avions à présenter un plan au prolétariat belge, il aurait une tout autre allure. Malheureusement, le prolétariat belge a confié ce mandat, non à nous, mais au parti ouvrier belge, et le plan reflète deux faits, la pression du prolétariat sur le P.O.B. et le caractère conservateur de ce parti.

(10) Léon LESOIL (1892-1942), technicien des mines de charbon, gagné au bolchevisme en Russie au cours de la révolution, alors qu'il y avait été envoyé comme soldat, avait été l'un des fondateurs du P.C. belge, membre du C.C. et dirigeant de la fédération de Charleroi. Exclu en 1927, il avait été un des principaux dirigeants de l'Opposition de gauche en Belgique jusqu'en 1931 où il avait pris l'initiative de la scission contre la direction de Hennaut et Van Overstraeten. Il avait été en 1932 l'un des dirigeants de la dure grève des mineurs de Charleroi. Il était partisan de l'« entrisme » dans le P.O.B.

En quoi consiste la « duperie » du plan ? Dans le fait que la direction du P.O.B., De Man inclus, ne veut pas mener les masses au combat, et que, sans combat, ce plan, aussi insuffisant soit-il, est parfaitement irréalisable. Or, quand nous disons aux masses que, pour réaliser ce plan imparfait, il faut lutter jusqu'au bout, nous sommes loin de couvrir la duperie ; au contraire, nous aidons les masses à la démasquer par leur propre expérience.

« Mais vous identifiez le plan au socialisme », écrit Vereeken. Il oublie seulement que, dans la bouche de De Man, le mot de « socialisme » constitue la même duperie que le plan. Et pour la même raison. Les dirigeants du P.O.B. ne veulent pas du combat. Mais ils sont pris dans l'engrenage de la crise du capitalisme et du réformisme. Ils ont dû proclamer le plan, et même en faire la charte du prolétariat belge. C'est un fait. Quelle est notre tâche ? Aider les ouvriers à faire tourner l'engrenage dans lequel les chefs opportunistes ont dû mettre la main.

Permettez-moi, chers camarades, de vous rappeler un exemple classique. Le parti socialiste révolutionnaire russe formula en mai 1917 son « plan », c'est-à-dire son programme agraire, reposant sur des centaines de cahiers de revendications des paysans. Ce programme comportait l'expropriation des propriétés foncières privées, la redistribution périodique des terres entre les paysans, l'interdiction d'employer des salariés dans l'agriculture, etc. En somme, le mot d'ordre démocratique-révolutionnaire (expropriation des hobereaux) était lié aux revendications utopiques, aux préjugés petits-bourgeois. Le parti de Kerensky-Chernov (11) qui avait lancé ce « plan » restait dans la coalition gouvernementale avec les hobereaux et les capitalistes (12).

Quelle a été l'attitude des bolcheviks ? Ils ont critiqué les contradictions internes et les insuffisances du programme. Mais, surtout, ils ont reconnu que sa réalisation constituerait pour les paysans, pour le peuple entier, un pas en avant considérable. Cependant on ne pouvait réaliser ce plan en collaboration avec les exploiters. Les bolcheviks ont tout fait pour entraîner les paysans dans le combat pour ce plan. Ils ont même fini par l'inclure

(11) Sur Kerensky, cf. n. 9, p. 31. Victor CHERNOV (1873-1952) était l'un des dirigeants du parti « populiste » des socialistes révolutionnaires russes ; il était ministre de l'agriculture dans le gouvernement Kerensky. Il fut plus tard président de l'éphémère assemblée constituante et émigra en 1920.

(12) Le programme agraire des socialistes révolutionnaires avait constitué la base de sa popularité dans les campagnes. Mais il était inacceptable par un gouvernement de « coalition » comprenant des représentants de l'ancienne aristocratie et du grand capital, ce qui était le cas du gouvernement Kerensky.

dans leur programme d'action. Ils ont dit aux paysans : les défauts de votre programme, nous les corrigerons ensemble à la lumière de l'expérience commune quand nous aurons pris le pouvoir. Cependant vos dirigeants, Kerensky, Chernov et autres ne veulent pas de combat. C'est en cela qu'ils vous dupent. Essayez de les y entraîner, et, s'ils s'obstinent, chassez-les !

Cette politique n'était ni truchage, ni trahison. C'était la véritable politique du réalisme marxiste. Sans cette politique, la révolution d'Octobre n'aurait pas été possible.

La tâche révolutionnaire consiste à exiger du P.O.B. qu'il prenne le pouvoir pour appliquer son propre plan. A cela, Vereeken répond : « Non ! il faut exiger un gouvernement ouvrier, et pas simplement un gouvernement socialiste. Nous ne devons pas oublier les ouvriers staliniens. En outre, ce plan n'est pas bon, il nous menace de l'inflation, et moi, Vereeken, je vous en propose un autre, bien meilleur. » Est-ce sérieux ? Non, c'est ridicule. Vereeken se place hors de la réalité. Il construit dans son imagination un front unique qui n'existe pas en Belgique. Pour ce front unique imaginaire, il propose un programme imaginaire : en somme, Vandervelde et Jacquemotte (13) devraient lutter ensemble pour le plan parfait inventé par Vereeken. De cette façon, tout s'arrangerait admirablement.

Vereeken essaie de citer Gourov (14) en faveur de son point de vue sur la campagne autour du plan. C'est au minimum un fâcheux malentendu. La lettre de Gourov reconnaissait la nécessité de prendre position sur la base d'une campagne pour que le P.O.B. s'empare du pouvoir afin de réaliser son propre plan. C'est tout. Gourov insistait seulement sur la nécessité d'une critique nette de la gauche socialiste. Neuf dixièmes au moins de la lettre de Gourov coïncidaient avec la position de Charleroi, tandis que Vereeken caractérisait primitivement le plan De Man comme une expression du social-fascisme.

S'emparant de quelques formulations insuffisamment précises de *La Voix*, Vereeken accuse sa rédaction d'être inféodée à l'état-major du P.O.B. et des syndicats, et de renoncer à la criti-

(13) Emile VANDERVELDE (1866-1938), avocat, président de la II^e Internationale et principal dirigeant du P.O.B., avait été ministre pendant et après la guerre. Joseph JACQUEMOTTE (1883-1936), militant syndicaliste et socialiste dès 1906, avait été l'un des fondateurs du P.C. belge, membre du C.C. en 1921, du bureau politique en 1924. Il venait d'être désigné comme secrétaire général.

(14) Rappelons que Gourov était l'un des pseudonymes de Trotsky. L'article cité par Vereeken était « Révisionnisme et Planisme », du 9 janvier 1934 (cf. *Œuvres* 3, novembre 1933-avril 1934, pp. 163-175).

que marxiste. L'objectif de cette nouvelle trahison est d'acheter à ce prix la possibilité d'entrer dans le P.O.B. Notons l'énormité de l'accusation. La disproportion énorme entre les faits, c'est-à-dire les phrases citées, et l'accusation, tombe au niveau de la calomnie. Je prends le dernier numéro de *La Voix*, que je viens juste de recevoir. J'y lis : « La victoire remportée par le gouvernement le 4 février — et cela avec l'aide des dirigeants du P.O.B. et de la confédération syndicale (15) ». Le même article dit que les dirigeants du P.O.B. ont réaffirmé « avec tous les ennemis déclarés de la classe ouvrière leur attachement au régime bourgeois », et ainsi de suite. On n'emploie pas un tel langage quand on cherche à se vendre à la bureaucratie du P.O.B. et de la confédération. Dans le même numéro, il y a une critique de l'*Action syndicale* qui conseille au gouvernement de céder à la « pression » de la manifestation (16). « Ceux qui parlent ainsi aux ouvriers les trompent », écrit *La Voix*. Non, *La Voix* n'est pas inféodée aux bonzes syndicaux, elle ne trompe pas les ouvriers, et quelles que soient ses erreurs. Mais ces erreurs de *La Voix* apparaissent bien insignifiantes à côté des montagnes d'erreurs et de déformations, d'accusations gratuites, d'incompréhension totale de la réalité de la part du camarade Vereeken.

L'erreur la plus grave que l'on puisse reprocher à *La Voix* — et là-dessus je suis tout à fait d'accord avec Martin (17) —, c'est que nos amis belges identifient trop la lutte révolutionnaire à la grève générale. De même qu'une simple grève a besoin, surtout à notre époque, d'un piquet de grève, de même une grève générale a besoin de la milice ouvrière, laquelle, en dernière analyse, n'est rien d'autre qu'un piquet de grève généralisé. La grève générale

(15) Le 30 janvier 1935, le gouvernement belge présidé par Theunis avait pris une série d'arrêtés-lois dont l'un réduisait de 50 % la pension des mineurs et veuves de mineurs. La réaction immédiate avait été très vive, et le syndicat des mineurs avait prévu une grève générale de protestation le 4 février. Le gouvernement Theunis annonça alors sa décision de réexaminer les arrêtés-lois, et la grève fut reportée *sine die*. Le gouvernement Theunis avait créé pour la circonstance une « commission nationale du travail » dans laquelle il avait fait entrer le dirigeant du P.O.B. Emile Vandervelde, et cette « garantie » fut jugée suffisante par les dirigeants ouvriers.

(16) Une fois le report de la grève obtenu, le gouvernement s'empressa de proclamer qu'il était nécessaire d'appliquer les arrêtés-lois de janvier. Les syndicats voulurent riposter par une manifestation nationale organisée à Bruxelles le 24 février. Celle-ci fut interdite et les dirigeants s'inclinèrent.

(17) MARTIN était l'un des pseudonymes d'Alfonso LEONETTI (né en 1895), ancien collaborateur de Gramsci à l'*Ordine nuovo*, ancien dirigeant du P.C. italien, exclu en 1930 comme l'un des « trois » qui avaient alors constitué la Nouvelle Opposition italienne (N.O.I.), adhérente à l'Opposition de gauche internationale. Leonetti était membre du S.I. qu'il avait représenté à la conférence de la section belge du 10 novembre 1934.

pose la question du pouvoir, mais ne la résout pas. Au fond, le problème est toujours celui de la force armée. Les fascistes pénètrent toujours dans les casernes, par l'intermédiaire des officiers d'active comme des officiers de réserve. L'avant-garde prolétarienne doit décupler ses efforts pour renforcer ses liens moraux avec ses frères encasernés. Ainsi la lutte pour le pouvoir implique-t-elle non seulement la préparation de la grève générale, mais l'éducation et la volonté de l'avant-garde de passer de la défensive à l'offensive, de s'atteler à la création de la milice ouvrière et à la conquête des travailleurs en uniforme. Mais il est très significatif que Vereeken n'en souffle pas mot. Il ne condamne *La Voix* que quand elle a parfaitement raison.

L'attitude générale de Vereeken reproduit, quoiqu'avec un certain retard, celle de Bauer. Leur conservatisme à tous deux a été atteint par le fait que nous passions du stade de la propagande individuelle à celui de l'action systématique dans les masses. Ce passage, qui est rendu inéluctable par la logique des événements, et que nous avions depuis longtemps prévu, leur paraît être un abandon des principes, une abdication, une trahison. S'il y a vraiment abandon des principes marxistes les plus fondamentaux, c'est de la part de Bauer, Vereeken, des bordiguistes et hennautistes inavoués (18).

Le stade de la propagande individuelle d'éducation était inévitable. Quand les centristes nous accusaient de sectarisme, nous leur répondions : sans un minimum de cadres marxistes, une

(18) Les termes de « hennautiste » et de « bordiguiste » désignent les partisans de Hennaut et de Bordiga. Adhémar HENNAUT (1899-1977), peintre en bâtiment, secrétaire permanent de leur syndicat de 1922 à 1923, avait été secrétaire général du P.C. belge en 1923, puis responsable de son organe en flamand, *Rode Van*. En janvier 1928, au C.C., il avait pris la tête de la protestation contre la persécution en U.R.S.S. des militants de l'Opposition et avait été exclu. Secrétaire administratif de l'Opposition de gauche, il avait rompu en 1930 avec l'Opposition internationale dont il était séparé par ses positions sur la nature capitaliste de l'Etat soviétique et sa conviction de la nécessité de construire de nouveaux partis communistes. Il était le principal dirigeant de la Ligue belge des communistes internationalistes. Les négociations entre la L.C.I. et son groupe menées à l'automne 1933 n'avaient pas abouti. Il subissait en fait l'influence d'un militant italien réfugié à Bruxelles, OTTORINO PERRONE, dit VERCESI (1897-1957), qui était à l'étranger le principal représentant de la fraction communiste de gauche italienne elle-même fondée par l'ancien fondateur et dirigeant du P.C.I., Amadeo Bordiga (cf. n. 13, p. 118), en 1929. La fraction avait rompu avec l'Opposition de gauche internationale quand cette dernière avait admis la N.O.I. dans ses rangs. Rappelons que Bauer, ancien secrétaire du S.I., avait rompu avec Trotsky au moment de l'entrée des trotskystes français dans la S.F.I.O. et qu'il se préparait à entrer lui-même au S.A.P. Il avait conservé avec Vereeken des rapports épistolaires. Trotsky énumère ici pour les besoins de sa démonstration des militants qui appartiennent à des groupes différents, mais dont il estime qu'ils ont une seule et même ligne fondamentale. Notons, à l'appui de sa démonstration, que Hennaut collaborait à Bruxelles à l'organe bordiguiste en français, *Bilan*.

action principielle dans les masses est impossible. Mais c'est la seule raison pour laquelle nous formons des cadres. A des opportunistes français qui parlaient souvent de notre sectarisme, le *Biulleten* russe répondait en juin 1929 : « Oui, il y a chez nous des éléments qui se contentent de la critique en chambre des erreurs du parti officiel, sans se fixer aucune tâche plus vaste, sans assumer aucune obligation révolutionnaire pratique, faisant de l'opposition révolutionnaire une sorte de titre, quelque chose comme un ordre de la Légion d'honneur. Il y a en outre des tendances sectaires qui s'expriment en coupant les cheveux en quatre. Il faut combattre cela. Et je suis personnellement prêt à lutter contre ces tendances, sans me laisser arrêter, s'il le faut, par les vieilles amitiés, les liens personnels, etc. (19) ». Ces lignes, camarades, ont été écrites il y a presque six ans. Il ne s'agit donc en rien d'un tournant inattendu, provoqué par des circonstances exceptionnelles. Il s'agit de la croissance de nos tâches et obligations déterminée par tout notre travail antérieur. Les circonstances exceptionnelles ne font que donner à nos tâches une acuité exceptionnelle.

Dans la correspondance d'Engels avec Sorge (20), qui a duré plusieurs décennies, on trouve à presque chaque page de remarquables considérations sur la question qui nous intéresse. En Angleterre comme aux Etats-Unis, le marxisme est resté trop longtemps au stade de société de propagande. Engels répétait inlassablement que le marxisme n'est pas une doctrine académique ou une profession de foi sectaire, mais un instrument de travail systématique dans les masses. Il disait en 1886 :

« [...] si l'on réussit à éduquer dans la Socialist League un noyau d'hommes qui comprennent théoriquement l'affaire, il y aura beaucoup de gagné pour qu'éclate le véritable mouvement de masse [...] (21) ».

Vous voyez qu'Engels comprenait bien l'importance d'avoir un noyau de gens théoriquement formés. Mais ce n'était pas pour lui un but en soi. La même année, il écrivait des marxistes allemands aux Etats-Unis :

« Les Allemands n'ont décidément pas su, en partant de leur théorie, placer le levier qui pût mettre en mouvement les masses américaines ; ils ne comprennent souvent pas eux-

(19) Cf. n. 8, p. 116.

(20) Sur Friedrich Sorge, cf. n. 14, p. 95.

(21) Lettre d'Engels à Sorge, 29 janvier 1886, in *Correspondance Fr. Engels, K. Marx et divers*, publiée par F.A. Sorge, Paris, Costes, 1950, vol. II, pp. 23-24.

mêmes la théorie et ils la traitent en doctrinaires, *dogmatiquement, comme quelque chose qu'on doit apprendre par cœur, mais qui alors suffit sans plus à tous les besoins. C'est pour eux un credo et non une mise en train pour l'action* (22). » (C'est moi qui souligne.)

Je vous le demande, n'est-ce pas le cas de Bauer et Vereeken qui ont appris par cœur les définitions abstraites du réformisme et de la II^e Internationale, etc., et qui s'en servent non pour accélérer, mais au contraire pour freiner notre activité révolutionnaire dans les masses ?

Un mois plus tard, Engels écrivait de nouveau sur les pseudo-marxistes qui, devant un mouvement réel des masses, ont cherché à

« faire de leur théorie importée et qui n'était pas toujours comprise, une sorte de dogme, hors duquel il n'est point de salut, en se tenant à l'écart de tout mouvement qui n'acceptait pas ce dogme (23) ».

N'est-ce pas ce que fait Vereeken devant ce mouvement de masse en faveur du plan ?

En février 1887, Engels écrivait :

« Le grand mouvement national, quelle que fût sa forme première, est le point de départ réel du développement de la classe ouvrière américaine (24) ; si les Allemands le rejoignent en vue de l'aider ou de hâter son développement dans la juste direction, ils peuvent faire beaucoup de bien et y jouer un rôle décisif ; *s'ils en restent éloignés, ils dégénéreront en secte dogmatique et seront balayés comme gens qui ne comprennent pas leurs propres principes* (25). » (C'est moi qui souligne.)

N'est-ce pas là un miroir fait pour les Bauer, Vereeken et autres ?

Quatre ans plus tard, en avril 1891, Engels citait un exemple pour en tirer une conclusion :

(22) Lettre d'Engels à Sorge, 29 novembre 1886, *ibid.*, p. 59.

(23) Lettre d'Engels à Mme Wischniewsky, 28 décembre 1886, *ibid.*, pp. 67-68.

(24) Allusion au mouvement d'organisation de la classe ouvrière américaine qui se traduisait notamment à travers l'action et le développement des Knights of Labor (Chevaliers du Travail) et la multiplication des grèves.

(25) Lettre d'Engels à la même, 9 février 1887, *ibid.*, pp. 73, 74.

« Il démontre à quel point est inutile une plate-forme — théoriquement exacte en grande partie — si elle n'est pas capable de se rattacher aux besoins réels des gens (26). »

Enfin, un an avant sa mort, Engels fustige les marxistes anglais et américains qui

« ont réussi à réduire la théorie marxiste de l'évolution à une orthodoxie ankylosée à laquelle les ouvriers doivent non pas s'élever par leur effort en partant de leur propre sentiment de classe, mais [qu'ils doivent] l'ingurgiter comme un article de foi (27). »

Je pourrais multiplier ces citations indéfiniment. Vous trouverez sans difficultés les mêmes idées appliquées à des situations différentes, par Lénine, dont l'intransigeance révolutionnaire n'avait rien à voir avec la stérilité sectaire.

Quelles sont donc nos conclusions ? Vereeken représente désormais dans nos rangs une tendance *réactionnaire*. Ses actes d'indiscipline peuvent être en eux-mêmes et par eux-mêmes d'une grande importance, mais, dans cette situation, ils n'ont pour nous qu'une importance secondaire. Nous devons condamner sans réserves ses conceptions fausses et stériles qui, si elles gagnaient la direction, ne pourraient que réduire notre tendance au rôle pitoyable des bordiguistes, hennautistes, etc. Il faut déclarer ouvertement que *nous ne pouvons ni ne devons porter la moindre responsabilité pour la tendance Bauer-Vereeken*.

Cela exclut-il un travail en commun à l'avenir, demain, voire aujourd'hui ? Pour moi, non. Si Bauer, après la malheureuse expérience qui l'a complètement isolé en Allemagne comme dans l'émigration, revient dans nos rangs, il y sera le bienvenu. Personne ne lui imposera des conditions humiliantes, à la stalinienne. On ne peut agir sans commettre d'erreurs. Le crime commence quand on refuse de rectifier des erreurs démontrées par l'expérience.

Si le camarade Vereeken arrive à surmonter son individualisme capricieux et anarchisant, s'il cherche à s'orienter conformément, non à ses propres textes, mais à la réalité de la lutte, il n'a qu'à réintégrer les rangs qu'il a délibérément rompus. Il trouvera chez nous la volonté la plus sincère de collaborer. Ce qui est décisif, ce ne sont pas les malheureux épisodes des luttes intestines,

(26) Lettre d'Engels à Sorge, 8 avril 1891, *ibid.*, p. 239.

(27) Lettre d'Engels à Sorge, 12 mai 1894, *ibid.*, pp. 320-321.

mais la conception et les méthodes révolutionnaires. Les avons-nous en commun, oui ou non ? Telle est la question à laquelle Vereeken devra répondre s'il veut retrouver sa place dans nos rangs.

ENCORE SUR LE BONAPARTISME :

[BONAPARTISME BOURGEOIS ET BONAPARTISME SOVIÉTIQUE] (1)

(mars 1935)

Quelques critiques nous accusent d'employer le terme de « bonapartisme » dans un sens trop large et dans des cas trop différents. Ces critiques ne remarquent pas que c'est également vrai de la façon dont nous utilisons d'autres termes politiques comme « démocratie », « dictature », pour ne pas parler d'« Etat », de « société » ou de « gouvernement », etc. Nous parlons de la démocratie antique (fondée sur l'esclavage), de la démocratie des corporations médiévales, de la démocratie prolétarienne (dans le sens de l'Etat), aussi bien que de la démocratie dans les partis, les syndicats, les coopératives, etc. Le marxisme ne peut pas rejeter ces notions stables, conservatrices, ni refuser de les appliquer à des phénomènes nouveaux : autrement, la transmission de la pensée humaine serait de façon générale impossible. Le marxisme doit, pour éviter les erreurs, déterminer chaque fois le contenu social de la notion et le sens de son évolution. Souvenons-nous que Marx et Engels caractérisaient comme bonapartiste non seulement le régime de Napoléon III, mais celui de Bismarck (2). Le 12 avril 1890, Engels écrivait à Sorge (3) : « *Tout gouvernement de nos jours devient, nolens volens, bonapartiste* (4) ». C'était plus

(1) T 3670. *Biulleten Oppositsii*, n° 43, avril 1935 et, en français, in *Quatrième Internationale*, n° 2, février 1937.

(2) Napoléon III (cf. n. 27, p. 85), né Louis-Napoléon Bonaparte, avait été élu président de la République en France le 10 décembre 1848 comme candidat de l'« ordre » contre le « péril rouge ». Il s'était attribué tous les pouvoirs par le coup d'Etat du 2 décembre 1851 et était devenu empereur des Français le 2 décembre 1852. Marx avait consacré à cette histoire son ouvrage célèbre *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*. OTTO VON BISMARCK-SCHOENHAUSEN (1815-1898), président du conseil en Prusse à partir de 1862 puis chancelier du Reich allemand à partir de 1871, avait gouverné l'Allemagne jusqu'à son renvoi en 1888 en s'efforçant de se donner une position « arbitrale » et avec l'appui de l'armée et de la bureaucratie.

(3) Cf. n. 14, p. 95.

(4) Expression latine traduisible par « bon gré, mal gré ». *Correspondance Fr. Engels-K. Marx et Divers* publié par F.-A. Sorge. Tome second, 1884-1895. Paris Costes, 1950, p. 193.

ou moins vrai à cette époque de crise durable de l'agriculture et de dépression dans l'industrie. La nouvelle remontée du capitalisme à partir de la deuxième moitié des années 1890 a affaibli les tendances bonapartistes ; le déclin du capitalisme après la guerre les a considérablement renforcées.

Dans son *Histoire de la grande Révolution russe*, Chernov (5) cite les jugements de Lénine et de Trotsky sur le régime de Kerensky (6) comme un bonapartisme embryonnaire, et, rejetant cette caractérisation, il note sentencieusement : « Le bonapartisme prend son vol sur les ailes de la gloire. » Cet « envol » théorique est bien dans la manière de Chernov ; mais Marx et Engels, et Lénine, ont défini le bonapartisme non d'après ses ailes, mais selon un rapport spécifique de classes.

Par « bonapartisme », nous entendons un régime dans lequel la classe économiquement dominante, capable d'utiliser des méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte — pour conserver ses possessions — de tolérer au-dessus d'elle la direction incontrôlée d'un appareil militaro-policiers au sommet duquel règne un « sauveur ». Ce type de situation apparaît dans des périodes où les contradictions de classes sont devenues particulièrement aiguës : l'objectif du bonapartisme est d'éviter leur explosion. La société bourgeoise a traversé plus d'une fois semblables périodes, mais ce n'étaient pour ainsi dire que des répétitions. Le déclin actuel du capitalisme a non seulement définitivement miné la démocratie, mais il a également révélé la totale insuffisance du bonapartisme de type ancien dont le fascisme a pris la place. Cependant, sous forme de pont entre démocratie et fascisme (en Russie en 1917, de « pont » entre démocratie et bolchevisme), apparaît un « régime personnel » qui s'élève au-dessus de la démocratie et louvoie entre les deux camps — et qui préserve simultanément les intérêts de la classe dirigeante. Cette définition suffit pour caractériser pleinement le terme de *bonapartisme*.

En tout cas, nous constatons que :

1) Aucun de nos critiques n'a pris la peine de démontrer le caractère spécifique des gouvernements pré-fascistes : Giolitti et Facta en Italie, Brüning, Papen et Schleicher en Allemagne, Dollfuss en Autriche, Doumergue et Flandin en France (7).

(5) Cf. n. 11, p. 126.

(6) Cf. n. 9, p. 31.

(7) Antonio GIOLITTI (1842-1928), premier ministre en Italie avant la guerre, était revenu au pouvoir en 1920 et avait vainement tenté d'utiliser les fascistes et de

2) Aucun d'eux n'a jusqu'à présent proposé un autre terme. Nous n'en avons quant à nous aucun besoin : le terme employé par Marx, Engels et Lénine nous satisfait entièrement.

Pourquoi insistons-nous sur cette question ? Parce qu'elle est d'une importance colossale aussi bien théorique que politique. On peut dire que s'ouvre officiellement dans un pays donné une situation prérévolutionnaire (ou préfasciste) à partir du moment où le conflit entre les classes séparées en deux camps hostiles provoque le transfert de l'axe du pouvoir au-dessus du parlement. Le bonapartisme est donc ce qui caractérise la dernière période au cours de laquelle l'avant-garde révolutionnaire peut prendre son élan pour la conquête du pouvoir. C'est parce qu'ils ne comprennent pas la nature du régime bonapartiste que les staliniens sont amenés à formuler leur diagnostic : « Il n'y a pas de situation révolutionnaire », ignorant du coup la situation prérévolutionnaire.

Les choses se compliquent quand nous appliquons le terme de bonapartisme au régime de Staline et parlons de « bonapartisme soviétique ». « Non, s'exclament nos critiques, il y a beaucoup trop de « bonapartismes », le terme est étendu de façon inadmissible, etc. » Ce genre d'objections — abstraites, formelles, littéraires — émanent habituellement de gens qui n'ont rien à dire sur la question.

Il est incontestable que ni Marx, ni Engels, ni Lénine n'ont utilisé le terme de bonapartisme pour un Etat ouvrier. Rien d'étonnant : ils n'en ont pas eu l'occasion. D'une façon générale, Lénine ne craignait pas d'employer pour l'Etat ouvrier des termes appliqués au régime bourgeois, en faisant les réserves nécessaires ; ainsi parlait-il, par exemple, de « capitalisme d'Etat soviétique ». Mais que faire quand les bons vieux livres anciens ne nous don-

séparer les socialistes des communistes. Luigi FACTA (1861-1930), qui lui avait succédé, céda la place à Mussolini. Heinrich BRÜNING (1885-1970) chef du parti catholique du Centre allemand, fut chancelier d'Allemagne de mars 1930 à mai 1932. Franz von PAPEN (1879-1969) lui succéda et resta chancelier de juin à décembre 1932. Kurt von Schleicher fut le prédécesseur immédiat de Hitler. Engelbert DOLLFUSS (1892-1934), dirigeant du parti chrétien-social d'inspiration catholique, admirateur de Mussolini et champion du corporatisme, chancelier en 1932, voulait faire de l'Autriche un Etat chrétien et autoritaire. Il fut assassiné par les nazis le 25 juillet 1934. Gaston Doumergue, ancien président de la République, avait été rappelé comme président du conseil au lendemain du 6 février 1934 pour diriger un gouvernement d'« union nationale » qui se proposait, entre autres, la révision de la constitution dans un sens autoritaire. Pierre-Etienne FLANDIN (1888-1958) lui avait succédé en novembre de la même année. Tous ces chefs de gouvernement avaient en commun d'avoir essayé de gouverner par des moyens de plus en plus extra-parlementaires.

nent pas les indications dont nous avons besoin ? Il faut essayer de se servir de sa propre tête.

Que signifie le « régime personnel » de Staline, et quelle est son origine ? En dernière analyse, il est le produit d'une lutte de classes aiguë entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le pouvoir du « sauveur » du peuple et de l'arbitre de la bureaucratie en tant que classe dirigeante s'est élevé au moyen des appareils bureaucratique et policier, au-dessus de la démocratie *soviétique* et l'a réduite à l'ombre d'elle-même. La fonction objective du « sauveur » est de préserver les nouvelles formes de propriété en usurpant les fonctions politiques de la classe dirigeante. Cette *caractérisation précise du régime stalinien* n'est-elle pas en même temps la *définition sociologique scientifique du bonapartisme* ?

La valeur incomparable de ce terme est de nous permettre de découvrir tout de suite des rapprochements historiques très instructifs et de déterminer quelles sont ses racines historiques. Il apparaît que la pression des forces plébéiennes ou prolétariennes sur la bourgeoisie dirigeante, aussi bien que la pression des forces bourgeoises et petites-bourgeoises contre le prolétariat dirigeant, peuvent aboutir à des régimes politiques extraordinairement analogues (symétriques). C'est là le fait incontestable que le terme de bonapartisme nous permet de mieux mettre en lumière.

Quand Engels écrivait : « *Tout gouvernement devient [...] nolens volens* », il n'avait certainement en vue que la *tendance* du développement. Dans ce domaine comme ailleurs, la quantité se transforme en qualité. Toute démocratie bourgeoise possède des traits de bonapartisme. On peut aussi, avec de bonnes raisons, trouver des éléments de bonapartisme dans le régime soviétique avant Staline. Mais l'art de la pensée scientifique consiste à déterminer le point précis où la quantité se transforme en une qualité nouvelle. A l'époque de Lénine, le bonapartisme soviétique était une *possibilité*, à l'époque de Staline, il est devenu une *réalité*.

Le terme de « bonapartisme » déroute les penseurs naïfs — à la Chernov — parce qu'il évoque dans leur esprit le modèle historique de Napoléon, de même que le terme de *césarisme* évoque celui de Jules César (8). En réalité, ces deux termes ont été depuis longtemps détachés des personnages historiques qui leur ont donné leur nom. Quand nous parlons de *bonapartisme* sans autre précision, nous avons à l'esprit non des analogies historiques,

(8) Caius Julius CAESAR (100-44 av. J.C.) était parvenu à Rome au pouvoir absolu en s'appuyant sur son armée et les masses populaires. La notion de « césarisme » implique à la fois une autorité absolue et une certaine démagogie sociale.

mais une définition sociologique. De la même façon, le terme de *chauvinisme* a un caractère aussi général que celui de *nationalisme*, bien que le premier vienne du nom du bourgeois français Chauvin (9), et le second de la *nation*.

Dans *certains* cas, pourtant, quand nous parlons de bonapartisme, nous avons à l'esprit un rapprochement historique plus concret. Ainsi, le régime de Staline, qui est la traduction du bonapartisme dans la langue de l'Etat soviétique, révèle en même temps un certain nombre de traits *supplémentaires* ressemblant au régime du Consulat (ou de l'Empire, mais sans couronne encore). Et ce n'est pas par hasard : ces deux régimes sont les héritiers et les usurpateurs de grandes révolutions.

On constate donc qu'une utilisation correcte, c'est-à-dire dialectique du terme de bonapartisme, non seulement ne nous conduit pas au schématisme — cet ulcère de la pensée — mais nous permet au contraire de caractériser le phénomène qui nous intéresse de façon aussi concrète que nécessaire, ce phénomène n'étant pas en outre pris isolément comme une « chose en soi », mais dans sa liaison historique avec de nombreux autres phénomènes apparentés. Que peut-on attendre de plus d'un terme scientifique ?

(9) C'est le théâtre qui avait popularisé le personnage de Nicolas CHAUVIN, soldat de la République et de l'Empire, symbole de l'exaltation nationaliste.

DU PLAN DE LA C.G.T.
A LA
CONQUÊTE DU POUVOIR *
(mars 1935)

* Ce texte a été publié dans : LÉON TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France, op. cit.* pp. 484-498.

[LA SITUATION DANS LE BUREAU DE LA JEUNESSE DE STOCKHOLM] (1)

(23 mars 1935)

Chers camarades,

La situation dans le bureau de la jeunesse de Stockholm est devenue parfaitement intolérable. Ce bureau est devenu en fait l'affaire privée du S.A.P. A la conférence de l'I.A.G., le représentant officiel du bureau de Stockholm (2) a attaqué les camarades Sneevliet et Schmidt qui défendaient le mot d'ordre de la IV^e Internationale. Et c'est ce mot d'ordre — il ne faut pas l'oublier — qui constitue la base de l'organisation de jeunesse à laquelle nous avons adhéré. Les gens du S.A.P jouent leur jeu habituel. Ils signent un document pour la nouvelle Internationale, puis combattent la politique qui en découle (3). En vérité, aux yeux du S.A.P., nous sommes ses seuls ennemis. Nous ne prenons pas cela au sérieux tant qu'il agit en son seul nom. Mais comment pourrions-nous le tolérer lorsqu'un représentant du bureau de la jeunesse se permet d'attaquer les représentants autorisés du programme de la IV^e Internationale ? Il est intolérable que le S.A.P., qui ne représente pas grand-chose, ni sur le plan des idées, ni sur le plan politique, puisse monter sur nos épaules pour mieux nous combattre.

(1) *International Information Bulletin*, Spartacus Youth of America, n. d. (1935). Lettre signée Crux, adressée au S.I. avec copie aux membres du plénum et à W. Held, traduite ici de l'anglais. C'est à la conférence des organisations de jeunes convoquée par les jeunes de l'O.S.P. à Laren en Hollande en février 1934 — interrompue par l'irruption de la police hollandaise et terminée à Bruxelles (sous le nom de conférence de Lille) — qu'avait été décidée la création d'un Bureau international de la jeunesse dont le siège avait été fixé à Stockholm. Celui-ci comprenait initialement trois membres, un des J.C. suédoises, un de la Sozialistische Arbeiter-Jugend, jeunes du S.A.P., et un de la L.C.I.

(2) Le délégué du Bureau de la jeunesse à la conférence de l'I.A.G. de Saint-Denis était l'Allemand Willy Brandt.

(3) La « déclaration des quatre », signée entre autres par le S.A.P., affirmait la nécessité d'une nouvelle Internationale. Mais le S.A.P. avait très vite combattu la politique qui découlait de la signature de ce document.

La position dirigeante du S.A.P. dans le bureau de Stockholm s'explique par le fait qu'après la conférence de la jeunesse, De Kadt (4), mettant à profit l'emprisonnement du camarade Schmidt et usurpant la représentation de l'O.S.P., a soutenu le S.A.P. contre nous et lui a assuré le poste dirigeant. Et à son tour le jeune homme du S.A.P. s'est servi du mandat de De Kadt pour attaquer Schmidt, parce que Schmidt refusait de trahir son programme.

Il y a aussi la jeunesse suédoise (5). Nous la connaissons malheureusement très peu. Pourtant, ce que nous savons de la tendance qui dirige le parti ne nous inspire guère confiance. Je rappelle que les dirigeants de la jeunesse suédoise ne voulaient pas que Held réside à Stockholm (6), pour l'empêcher de pénétrer leur organisation. Ainsi, avant même le début de notre collaboration, les dirigeants de la jeunesse suédoise avaient manifesté une hostilité féroce à notre tendance comme à nos idées. Le S.A.P. s'appuie sur cette hostilité. C'est normal. Mais comment se peut-il que nous couvriions et soutenions cette combinaison complètement pourrie ? Le camarade Held reste à Oslo, et le jeune homme du S.A.P. vient à la conférence de Paris pour nous attaquer ? Je me demande bien ce que représente le S.A.P. et en particulier sa jeunesse ? Ils prétendent qu'ils ont 5 000 membres en Allemagne. Ce n'est pas vérifiable. Nous ne sommes en contact qu'avec la clique des émigrés, qui sont des manœuvriers opportunistes, pas des marxistes. Ils prennent appui dans tous les pays sur les cliques de bureaucrates et les individus du genre De Kadt pour combattre le programme de la IV^e Internationale.

Je ne veux pas comparer nos forces sur le plan idéologique. En tant que tendance, nous avons une tradition, une doctrine, des textes, un programme. Le S.A.P. n'a rien. Prenons l'aspect quan-

(4) En l'absence de P. J. Schmidt, De Kadt était effectivement la personnalité la plus influente de l'O.S.P.

(5) Les bolcheviks-léninistes avaient d'abord escompté influencer les J.C. de l'organisation suédoise à travers l'établissement du bureau à Stockholm.

(6) Heinz EPE, dit Walter HELD (1910-1941), était un jeune étudiant allemand, militant de l'Opposition de gauche, qui avait émigré peu après l'arrivée de Hitler au pouvoir et avait publié à Prague les premiers numéros d'*Unser Wort*. Réfugié en France en septembre 1933, il y avait rencontré Trotsky, puis avait été envoyé en Hollande auprès du R.S.P. et avait participé à la préparation de la conférence de Laren et aux pourparlers de fusion entre le R.S.P. et l'O.S.P. Son âge et cette récente spécialisation dans le travail « jeune » l'avaient fait désigner comme représentant des B.L. au sein du bureau des jeunes, aux côtés de Willy Brandt et du Suédois Forslund. Les Suédois du parti de Kilbom voyaient d'un très mauvais œil son installation dans leur pays, et il s'était fixé à Oslo.

titatif. Notre parti hollandais compte 5 000 membres — et c'est vérifiable. Autant que je sache, ce sont en majorité des jeunes (7).

Notre section française a fait dans la jeunesse un travail important. On peut mesurer son influence exacte à la dernière conférence de l'Entente de la Seine (lors de laquelle le S.A.P. a réuni contre nous un tiers des membres) (8).

Notre jeunesse belge a déjà développé un travail important au sein des J.G.S. (9). L'organisation de jeunesse du W.P.U.S. représente d'ores et déjà une force considérable et elle se développe avec succès. Je ne parle pas de notre jeunesse en Amérique latine, en Chine, en Suisse, en Espagne, etc. Je ne cite que ce qu'on peut vérifier.

Et en U.R.S.S. ? Si l'on ne prend en considération que les exclusions des « trotskystes » au cours des deux derniers mois, nous avons le droit d'affirmer que notre force numérique dans ce pays — pour ne pas parler des traditions idéologiques et politiques — est bien plus importante que celles du S.A.P. et de la jeunesse suédoise réunies.

Quel intérêt avons-nous à couvrir de notre autorité le travail du S.A.P. contre la IV^e Internationale et particulièrement contre nous en tant que tendance ? J'ai reproché à nos jeunes un excès de complaisance et d'indifférence vis-à-vis de la conférence de la jeunesse (10). Je dois dire que cette mollesse continue. Ces gens-là ont créé à Paris un bureau dans lequel notre jeunesse, qui représente quelque chose de sérieux, est traitée sur le même pied que B. Goldenberg (11) qui ne représente rien que la confusion menchevi-

(7) Le R.S.A.P. avait sa propre organisation de jeunesse, la Revolutionair Socialistisch Jeugd-Verbond (R.S.J.V.), née d'un congrès de fusion le 24 mars 1935 ; elle comptait environ 500 membres.

(8) Lors du congrès de février de l'Entente des jeunesses socialistes de la Seine, en février 1935, la minorité animée par les B.L. avait obtenu 236 voix contre la majorité que dirigeait Fred Zeller, et 35 aux « sapistes » de « Spartacus ».

(9) Les Jeunesses léninistes que dirigeait Georges FUX (né en 1911) étaient entrées dans les Jeunes gardes socialistes et s'y étaient fondues dans l'aile gauche que dirigeait le borain Walter Dauge.

(10) *Œuvres* 3, novembre 1933-avril 1934, pp. 298-302.

(11) Boris GOLDENBERG (né en 1905) avait milité à Berlin dans le parti social-démocrate, puis le parti communiste, avant de passer à la K.P.O. puis au S.A.P. Il était lié à Berlin avec Léon Sedov, le fils de Trotsky, qui avait espéré le gagner. Arrêté par les nazis, il avait pu être libéré assez vite par l'intervention du grand avocat français M^e de Moro-Giafferi. Il était en France depuis mars 1933, membre de la direction du S.A.P. à l'étranger, militant de la 14^e section de la S.F.I.O. sous le nom de Boris GILBERT. Il s'était vivement heurté à Trotsky lors de la préconférence de décembre 1933. Depuis quelques mois, il s'occupait du sous-bureau des jeunes installé à Paris.

que. Et ils se préparent même à publier avec Goldenberg une brochure sur la II^e et la III^e Internationales. Cette légèreté dépasse vraiment les bornes ! Nous avons déjà signé avec le S.A.P. un document commun, qu'il a trahi et attaqué. Comment pouvons-nous, dans un texte commun, critiquer la II^e et la III^e Internationales, si nous ne sommes pas d'accord avec la nécessité de la IV^e ? Par de pareils procédés, nous ridiculisons des questions d'une importance historique. Notre jeunesse a besoin d'un allant, d'un militantisme en conformité avec notre époque. Où les trouvera-t-elle, si elle se laisse terroriser par les manœuvriers d'une clique insignifiante ? Ce comportement finira par nous discréditer sur le plan international, et aboutira à la décomposition des cadres de notre propre jeunesse.

L'intervention vigoureuse du secrétariat international et celle du plénum me semblent impératives. Voici les mesures qui me semblent indispensables :

1. Toutes nos sections jeunes doivent se prononcer clairement et sans ambiguïté sur l'attitude du représentant du bureau de Stockholm à la conférence de Paris : il faut le condamner officiellement et le désavouer formellement. Il faut que ce désaveu soit publié dans toute notre presse.

2. Il faut réorganiser le bureau de Stockholm. Le programme *minimum* de sa réorganisation exige qu'il soit complété par un représentant du parti hollandais et un de la section française. Le bureau de cinq doit déterminer le lieu de son siège et désigner son secrétariat.

3. Le sous-bureau de Paris doit être immédiatement liquidé.

Si le S.A.P. ou les Suédois ne sont pas d'accord, tant pis pour eux. Nous ferons le travail sans leur auguste direction.

Etant donné le caractère néfaste du travail actuellement mené en France par le S.A.P., il serait criminel d'écarter cette question et de continuer dans l'ambiguïté. Je demande avec la plus grande insistance que vous vous occupiez également aussi vite que possible de cette question (12).

(12) Les propositions de Trotsky furent adoptées à la réunion du S.I. du 2 avril (cf. procès-verbal du S.I. du 2 avril, archives Cannon).

[FALLAIT-IL ENTRER DANS LE PARTI OUVRIER BELGE ?] (1)

(24 mars 1935)

J'ai remarqué que nos amis belges étaient, à l'époque de leur dernière conférence (2), mécontents du fait que je ne disais rien dans ma lettre au sujet d'une entrée possible dans le P.O.B. Je ne voulais délibérément pas le faire. La ligne générale était déterminée par le dernier plénum. Dans ce cas, il s'agissait seulement d'apprécier concrètement la situation dans le P.O.B. et les possibilités qui en découlent. Malheureusement je ne connais pas suffisamment les questions belges pour me former là-dessus une opinion suffisante.

J'avais tendance à croire que les camarades belges devaient attendre les résultats positifs et les expériences de l'entrée de la jeunesse (3) et de la Ligue française pour pouvoir effectuer leur entrée avec le minimum de pertes.

La nécessité d'abandonner *La Voix communiste* pour entrer me semble un symptôme dangereux. Une colonne dans l'*Action socialiste* ? Pensez-vous que ce soit adéquat ? Et quelles sont les garanties pour cette colonne ? (4)

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Léon Lesoil en français.

(2) Il s'agit de la conférence qui s'était tenue le 10 mars. Le S.I., qui faisait des réserves sur l'opportunité du moment pour « entrer », avait délégué Jean ROUS, dit CLART (né en 1908). La conférence décida l'entrée qui avait déjà été réalisée individuellement par d'assez nombreux militants.

(3) Allusion à l'entrée des Jeunesses léninistes dans les Jeunes Gardes socialistes.

(4) L'entrée dans le P.O.B. se faisait évidemment en liaison étroite avec une fraction de la gauche regroupée au sein de l'Action socialiste, celle du jeune dirigeant du Borinage Walter Dauge. Il n'y avait évidemment aucune garantie que les trotskystes pourraient continuer à s'exprimer dans l'*Action socialiste*, cette dernière n'étant que l'organe d'une tendance, de plus fort hétérogène, comprenant notamment une forte fraction prostalinienne à Bruxelles.

Le dernier numéro du *Temps* rapporte que la direction du P.O.B. était unanimement en faveur de la proposition de Spaak autorisant les dirigeants à entrer dans un cabinet d'union nationale (5). Dans ce cas, nous devrions mener contre Spaak une campagne inlassable. Malheureusement l'attitude générale de Spaak ne me permet pas de parler d'avance : l'information du *Temps* peut être fausse. La position de Spaak reste ambiguë et nous ne pouvons pas nous identifier à lui, même si la dépêche du *Temps* est fausse.

La Voix écrit souvent : « Les dirigeants du P.O.B. ne comprennent pas, ne voient pas, etc. » Ce n'est pas juste. Ils comprennent tout et voient tout, mais pour leur plus grande partie sont des bénéficiaires du régime bourgeois. Notre mission n'est pas d'éduquer Vandervelde, Anseele et Cie (6), mais de les dénoncer. Nous pouvons le faire de façon réservée si les conditions l'exigent, mais jamais sur une note fausse.

Il est choquant de lire dans *La Voix* que la grève générale est une méthode « légale », etc. (7). La grève générale a toujours été émasculée en Belgique en la restreignant dans le lit de la légalité. L'essence même de la grève générale est de paralyser l'appareil gouvernemental, elle paralyse ainsi les conditions de la légalité et efface la ligne de démarcation entre les actions légales et illégales. C'est précisément ainsi que la grève générale pose la question du pouvoir.

C'étaient là les quelques observations que je voulais vous faire.

(5) Les négociations en vue d'un gouvernement d'union nationale qui devait renverser la politique déflationniste jusque-là suivie, décidées à la fin de février, s'étaient officiellement engagées le 17 mars. Elles allaient aboutir positivement le jour même où Trotsky dictait cette lettre. L'information du *Temps* était exacte : la « trahison » de Spaak affaiblissait d'un côté considérablement les positions de la gauche, mais facilitait d'autre part un élargissement rapide de l'influence des trotskystes dans les rangs des militants qui l'avaient jusqu'alors suivi. Paul-Henri SPAAK (1899-1972) avait appartenu à la gauche du P.O.B. Le lendemain, 25 mars, Spaak participait avec Vandervelde, président de la II^e Internationale, et le planiste De Man au gouvernement d'union nationale de P. van Zeeland. Dans son *Journal d'Exil*, le 26 mars, Trotsky, après l'avoir caractérisé comme un « pitoyable sujet », expliqua les raisons de ses indécisions et ironisa sur ses velléités « révolutionnaires », conclut son portrait en le qualifiant de « vilain petit bonhomme ».

(6) Edouard ANSEELE (1856-1938) était l'un des pères fondateurs du mouvement socialiste belge.

(7) La décision de grève générale des mineurs avait été l'un des éléments politiques qui avaient déterminé la bourgeoisie belge à abandonner la politique déflationniste et à tendre la main au P.O.B. La gauche socialiste faisait de la « grève générale » la panacée.

[SUR LA FÉDÉRATION DE L'ENSEIGNEMENT] (1)

(24 mars 1935)

Cher Camarade Dommanget, (2)

Je vous remercie chaleureusement de vos *Pages Choisies* de Babeuf (3). Je n'en ai lu pour le moment que le tiers. Mais j'ai déjà feuilleté le reste et je ne veux plus ajourner l'expression de mon admiration tout à fait sincère pour votre travail empreint de pénétration historique, d'honnêteté scientifique et d'une remarquable érudition.

Malheureusement, je ne puis pas du tout vous féliciter pour l'activité de la Fédération de l'enseignement (4), de ses chefs et de

(1) Archives Dommanget, Institut français d'Histoire sociale. Lettre à Maurice Dommanget.

(2) Maurice DOMMANGET (1888-1976), instituteur dans l'Oise depuis 1906, avait été dès l'avant-guerre militant socialiste et syndicaliste tout en poursuivant des études et recherches historiques. Membre du parti communiste dès sa fondation, secrétaire de son syndicat dans l'Oise, il avait été secrétaire de la Fédération de l'enseignement de 1927 à 1930 et était l'un des animateurs de la « majorité fédérale » composée d'anciens militants du P.C. qui résistaient à la politique de la « troisième période ». Il avait été en 1930-1931, avec Rosmer, l'un des fondateurs, puis des animateurs de l'« Opposition unitaire » à l'intérieur de la C.G.T.U. Démissionnaire du P.C. en 1930, il avait été quelque temps membre du P.U.P. Il avait rendu visite à Trotsky, à Noyarey, en août 1934.

(3) Dommanget s'était fait connaître comme historien du socialisme et du mouvement ouvrier par des travaux sur la Commune de Paris et sur Auguste Blanqui. Il avait publié en 1924 un ouvrage sur *Babeuf et la Conjuración des Egaux* qui avait été traduit et publié en Union soviétique. Ses *Pages Choisies* de Babeuf venaient de paraître aux éditions Armand Colin. François Noël, dit Gracchus BABEUF (1760-1797), avait édité après Thermidor *Le Tribun du Peuple* et organisé la « conjuration des Egaux » qui lui valut d'être condamné à mort et exécuté. Il est l'un des premiers théoriciens à se réclamer formellement du « communisme ».

(4) La Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices publics de France et des colonies avait décidé d'adhérer à la C.G.T. en 1907. Elle avait joué un rôle important pendant la guerre, contre la politique d'union sacrée. Devenue en 1919 la Fédération des membres de l'enseignement laïc, elle avait adhéré en bloc à la C.G.T.U. lors de la scission de la C.G.T. en 1921. On l'appelait

son organe (5). Au contraire, tout cela me produit l'impression d'une chose condamnée. La petite bureaucratie est parfois pire que la grande. Poussée par le besoin d'autoconservation, elle s'identifie à Monmousseau (6) à une époque où les staliniens s'avèrent être une clique pourrie et vermoulue. Il faut tout simplement faire une croix sur cette génération d'instituteurs qui sont passés par le communisme pour se replier sur eux-mêmes, pour cultiver leur petit jardin et leur petite fédération (7) et pour se réveiller... dans leur petit camp de concentration. Rien à faire !

Mais si l'on se tient à l'écart de l'activité adéquate à notre époque, la meilleure chose que l'on puisse faire, ce sont des investigations scientifiques à votre manière.

Mes meilleurs saluts pour votre compagne (8) et pour vous.

familièrement « fédération unitaire » — puisqu'elle était affiliée à la C.G.T. unitaire — ou « fédération de l'enseignement ». Sa direction était formée d'anciens militants du P.C. groupés autour de Dommanget qui avaient rompu avec le P.C. — ou été exclus — au cours de la « troisième période » d'ultra-gauchisme de l'I.C.

(5) La revue — syndicale et pédagogique — de la fédération était *L'Ecole émancipée*.

(6) Gaston MONMOUSSEAU (1883-1960), cheminot, dirigeant du P.C. et de la C.G.T.U., avait représenté le bureau confédéral de cette dernière au congrès de la fédération de l'enseignement en août 1934. Trotsky avait déjà reproché à Dommanget et à ses camarades leur peu d'empressement pour la réalisation de l'unification syndicale : la fédération unitaire marquait des réticences à une « intégration » pure et simple dans le rang des syndicats « réformistes », alors que Trotsky pensait que la réunification était une nécessité absolue et à réaliser à court terme.

(7) Rappelons que toute l'équipe dirigeante de la fédération unitaire était composée d'anciens militants du P.C., et que Laurent Beau, chez qui Trotsky logeait à l'époque à Domène, avait également été membre du P.C.

(8) Eugénie GERMAIN (1885-1973), institutrice, était la compagne et la collaboratrice de Dommanget dans tous les domaines de son activité.

ENCORE UNE FOIS, OÙ VA LA FRANCE ? (1)

(28 mars 1935)

Au moment où Flandin succéda à Doumergue, nous avons posé devant l'avant-garde prolétarienne la question : « Où va la France ? ». Les quatre mois et demi écoulés n'ont rien changé d'essentiel, et n'ont affaibli ni notre analyse, ni notre pronostic. Le peuple français est arrivé à un carrefour : une voie mène à la révolution socialiste, l'autre à la catastrophe fasciste. Le choix de la voie dépend du prolétariat. A sa tête se trouve son avant-garde organisée. Nous posons de nouveau la question : où l'avant-garde prolétarienne va-t-elle mener la France ?

Le diagnostic de l'Internationale communiste est faux et funeste

La C.A.P. du parti socialiste a lancé en janvier un programme de *lutte pour le pouvoir, de destruction de l'armature de l'Etat bourgeois, d'instauration de la démocratie ouvrière et paysanne, d'expropriation des banques et des branches concentrées de l'industrie*. Pourtant ce parti n'a jusqu'à maintenant pas remué le petit doigt pour porter ce programme devant les masses. A son tour, le parti communiste se refuse bel et bien à s'engager sur la voie de la lutte pour le pouvoir. La cause ? « La situation n'est pas révolutionnaire. »

La milice ? L'armement des ouvriers ? Le contrôle ouvrier ? Un plan de nationalisations ? Impossible ! « La situation n'est pas révolutionnaire. » Que faire ? Lancer de grandes pétitions avec les cléricaux, s'exercer à l'éloquence creuse avec les radicaux

(1) T 3671. *La Vérité*, 28 mars 1935. Ce texte, qui cite un article du 20 mars, a donc été rédigé entre le 21 et le 26 mars. Il n'était pas signé, et comme « Où va la France ? » dont il est le prolongement, était présenté comme le fruit du travail d'une commission spéciale de militants du G.B.L. donc de membres de la S.F.I.O.

et attendre. Jusqu'à quand ? Tant que la situation ne deviendra pas d'elle-même révolutionnaire. Les doctes médecins de l'Internationale communiste ont un thermomètre, qu'ils mettent sous l'aisselle de la vieille femme qu'est l'Histoire, et, par ce moyen, déterminent infailliblement la température révolutionnaire. Mais ils ne montrent leur thermomètre à personne.

Nous affirmons : le diagnostic de l'Internationale communiste est radicalement faux. La situation est révolutionnaire autant qu'elle peut l'être *avec la politique non révolutionnaire* des partis ouvriers. Le plus exact est de dire que la situation est *prérévolutionnaire*. Pour que cette situation mûrisse, il faut une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme. C'est à cette seule condition que la situation *prérévolutionnaire* deviendra une situation *révolutionnaire*. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation *prérévolutionnaire* se changera inéluctablement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme.

La phrase sacramentelle sur la « situation non révolutionnaire » ne sert actuellement qu'à bourrer le crâne aux ouvriers, à paralyser leur volonté et à délier les mains à l'ennemi de classe. Sous le couvert de pareilles phrases, s'accumulent dans les sommets du prolétariat le conservatisme, la mollesse, la légèreté, la lâcheté, et la catastrophe se prépare, comme en Allemagne.

But de ce travail

Dans les pages qui suivent, nous bolcheviks-léninistes, nous soumettons le diagnostic et le pronostic de l'Internationale communiste à une critique marxiste fouillée. Nous nous arrêterons à l'occasion sur les points de vue des différents chefs socialistes, dans la mesure où ce sera nécessaire pour notre but fondamental : démontrer que *la politique du comité central du parti communiste français est radicalement fausse*. Aux cris et aux injures des staliens, nous opposerons des faits et des arguments.

Nous ne nous contenterons pas, bien entendu, d'une simple critique. Aux points de vue et aux mots d'ordre faux, nous opposerons les idées et les méthodes créatrices de Marx et de Lénine.

Nous demandons au lecteur une attention concentrée. Il s'agit, au sens le plus direct et le plus immédiat, de la tête du prolétariat français. Aucun ouvrier conscient n'a le droit de demeurer

impassible devant ces questions, de la solution desquelles dépend le sort de sa classe !

I

COMMENT SE FORME UNE SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE ?

La prémisses économique de la révolution socialiste

La première et la plus importante des prémisses d'une situation révolutionnaire, c'est l'exacerbation intolérable des contradictions entre les forces productives et les formes de la propriété. *La nation cesse d'aller de l'avant.* L'arrêt du développement de la puissance économique et, plus encore, sa régression, signifient que le système capitaliste de production s'est définitivement épuisé et qu'il doit céder la place au système socialiste.

La crise actuelle, qui embrasse tous les pays et rejette l'économie à des dizaines d'années en arrière, a définitivement poussé à l'absurde le système bourgeois. Si, à l'aurore du capitalisme, des ouvriers affamés et ignorants ont brisé les machines, ceux qui maintenant détruisent les machines et les usines, ce sont les capitalistes eux-mêmes. Si la propriété privée des moyens de production devait se maintenir à l'avenir, l'humanité serait menacée de barbarie et de dégénérescence.

La base de la société, c'est son économie. Cette base est mûre pour le socialisme dans un double sens : la *technique* moderne a atteint un tel degré qu'elle pourrait assurer au peuple et à toute l'humanité un bien-être élevé, mais la propriété *capitaliste* qui se survit voue les peuples à une pauvreté et à des souffrances toujours plus grandes.

La prémisses fondamentale, économique, du socialisme existe depuis longtemps déjà. Mais le capitalisme ne disparaîtra pas de la scène *de lui-même*. Seule la classe ouvrière peut arracher les forces productives des mains des exploiters et des étrangleurs. L'histoire nous pose cette tâche de façon aiguë. Si, pour une raison ou pour une autre, le prolétariat s'avérait incapable de renverser la bourgeoisie et de prendre le pouvoir, s'il était, par exemple, paralysé par ses propres partis et ses propres syndicats, le déclin de l'économie et de la civilisation se poursuivrait, les calamités grandiraient, le désespoir et la prostration s'empareraient des masses,

le capitalisme — décrépît, pourrissant, vermoulu — étranglerait toujours plus fort les peuples en les entraînant dans l'abîme de nouvelles guerres. *Hors de la révolution socialiste, point de salut !*

Est-ce ou non la dernière crise du capitalisme ?

Le présidium de l'Internationale communiste a d'abord essayé d'expliquer que la crise qui commença en 1929 était la dernière crise du capitalisme. Deux ans plus tard, Staline déclarait que la crise actuelle *n'était* « vraisemblablement » pas la *dernière*. On trouve également dans le camp socialiste la même tentative de prophétie : dernière crise, ou non ?

« Il est imprudent d'affirmer, écrit Blum dans le *Populaire* du 23 février, que la crise actuelle est comme un spasme suprême du capitalisme, le dernier sursaut avant l'agonie et la décomposition. » C'est le même point de vue que celui de Grumbach (2), qui dit le 26 février à Mulhouse : « D'aucuns affirment que cette crise est passagère, d'autres y voient la crise finale du système capitaliste. Nous n'osons pas encore nous prononcer définitivement. »

Il y a dans cette façon de poser la question deux erreurs cardinales : premièrement, on confond *la crise conjoncturelle* et *la crise historique de tout le système capitaliste* ; deuxièmement, on admet qu'*indépendamment de l'activité consciente des masses* une crise puisse *d'elle-même* être la « dernière » crise.

Sous la domination du capital industriel à l'époque de la libre concurrence, les montées conjoncturelles dépassaient de loin les crises ; les premières étaient la règle et les secondes l'exception ; le capitalisme dans son ensemble était en montée. Depuis la guerre, avec la domination du capital financier monopoleur, les crises conjoncturelles dépassent de loin les reprises ; on peut dire que les reprises sont devenues l'exception ; le développement historique dans son ensemble va vers le bas, plus vers le haut.

Néanmoins des oscillations conjoncturelles sont inévitables, et, avec le capitalisme malade, elles se perpétueront tant qu'il survivra. Et le capitalisme survivra tant que la révolution prolétarienne ne l'aura pas achevé. Telle est l'unique réponse correcte.

(2) Salomon GRUMBACH (1884-1952), alsacien, avait été en 1914-1918 l'un des plus ardents partisans de la défense nationale dans le parti socialiste ; ses attaques contre Lénine et le « bolchevisme » en avaient fait un symbole du social-patriotisme. Il avait prononcé ce discours au congrès fédéral du Haut-Rhin et le *Populaire* en avait rendu compte le 27 février.

Fatalisme et marxisme

Le révolutionnaire prolétarien doit comprendre avant tout que le *marxisme*, unique théorie scientifique de la révolution prolétarienne, n'a rien de commun avec l'attente fataliste de la « dernière » crise. Par son essence même, le marxisme est *une direction pour l'action révolutionnaire*. Il n'ignore pas la volonté ni le courage, mais les aide à trouver la voie juste.

Aucune crise ne peut, *d'elle-même*, être mortelle pour le capitalisme. Les oscillations de la conjoncture ne font que créer une situation dans laquelle il sera pour le prolétariat plus facile ou plus difficile de renverser le capitalisme. Le passage de la société bourgeoise à la société socialiste présuppose l'activité de gens vivants, qui font leur propre histoire. Ils ne la font pas au hasard, ni à leur gré, mais sous l'influence de causes objectives déterminées. Cependant, leurs propres actions — leur initiative, leur audace, leur dévouement, ou, au contraire, leur sottise et leur lâcheté — entrent comme des anneaux nécessaires dans la chaîne du développement historique.

Personne n'a numéroté les crises du capitalisme ni n'a indiqué d'avance laquelle serait la « dernière ». Mais toute notre époque et surtout la crise actuelle dictent impérieusement au prolétariat cet ordre : « Prends le pouvoir ! » Si pourtant le parti ouvrier, malgré des conditions favorables, se révélait incapable de mener le prolétariat à la prise du pouvoir, la vie de la société continuerait nécessairement sur les bases capitalistes — jusqu'à une nouvelle crise ou une nouvelle guerre, et peut-être jusqu'à l'effondrement total de la civilisation européenne.

La « dernière » crise et la « dernière » guerre

La guerre impérialiste de 1914-1918 a constitué aussi une « crise » dans la marche du capitalisme, et bien la plus terrible de toutes les crises possibles. Dans aucun livre il n'a été prédit si cette guerre serait ou non la *dernière* folie sanglante du capitalisme. L'expérience de la Russie a montré que la guerre *pouvait être* la fin du capitalisme. En Allemagne et en Autriche, le sort de la société bourgeoise a dépendu entièrement en 1918 de la social-démocratie, mais ce parti se révéla le domestique du capital. En Italie et en France, le prolétariat aurait pu, à la fin de la guerre, s'emparer du pouvoir, mais il n'avait pas à sa tête un parti révolutionnaire. En un mot, si la II^e Internationale n'avait pas trahi, au moment de la guerre, la cause du socialisme au profit du patrio-

tisme bourgeois, toute l'histoire de l'Europe et de l'humanité se présenterait maintenant tout autrement. Le passé, assurément, n'est pas réparable. Mais on peut et on doit apprendre des leçons du passé.

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée devant elle depuis longtemps par le déclin du capitalisme.

La phrase : « Cette crise n'est pas encore la dernière » ne peut avoir qu'un seul sens, c'est que, malgré les leçons de la guerre et des convulsions de l'après-guerre, les partis ouvriers n'ont encore su ni se préparer eux-mêmes ni préparer le prolétariat à la prise du pouvoir ; pis encore, les chefs de ces partis ne voient pas jusqu'à maintenant encore cette tâche elle-même et la font retomber, de leurs propres épaules, de celles du parti et de la classe sur le « développement historique ». Le fatalisme est une trahison théorique du marxisme et la justification de la trahison politique vis-à-vis du prolétariat, c'est-à-dire la préparation d'une nouvelle capitulation devant une « nouvelle » « dernière » guerre.

L'Internationale communiste est passée sur les positions du fatalisme social-démocrate

Le fatalisme de la social-démocratie est un héritage de l'avant-guerre, à l'époque où le capitalisme se développait sans cesse, où augmentait le nombre des ouvriers, le nombre de membres de leur parti, de leurs voix aux élections, et de leurs élus. C'est de cette montée automatique qu'est peu à peu née l'illusion réformiste qu'il suffit de poursuivre dans l'ancienne voie (propagande, élections, organisation) et que la victoire viendra d'elle-même.

La guerre a certes détraqué l'automatisme du développement. Mais elle est un phénomène « exceptionnel ». Genève (3) aidant, il n'y aura plus de nouvelle guerre, tout rentrera dans la norme et l'automatisme du développement sera rétabli.

A la lumière de cette perspective, la phrase « Ce n'est pas encore la dernière crise » doit signifier : « Dans cinq ans, dans dix ans, nous aurons plus de voix et plus d'élus, et alors, il faut l'espérer, nous prendrons le pouvoir ». (Voir les articles et discours de

(3) « Genève » désigne la S.D.N. qui avait son siège dans cette ville.

Paul Faure (4).) Ce fatalisme optimiste qui paraissait convaincant il y a un quart de siècle résonne aujourd'hui comme une voix d'outre-tombe. C'est une idée radicalement fausse que de croire qu'en allant vers la crise future le prolétariat deviendra inéluctablement plus puissant que maintenant. Avec la putréfaction ultérieure du capitalisme, le prolétariat n'augmentera pas, ne se renforcera pas, mais se décomposera, grossissant toujours plus l'armée des chômeurs et des lumpen-prolétaires (5) ; la petite bourgeoisie, entre temps, se déclassera et sombrera dans le désespoir. La perte de temps ouvre une perspective au fascisme, et non à la révolution prolétarienne.

Il est remarquable que l'Internationale communiste, bureaucratisée jusqu'à la moelle, ait également remplacé la théorie de l'action révolutionnaire par la religion du fatalisme. Il est impossible de lutter, car « il n'y a pas de situation révolutionnaire ». Mais une situation révolutionnaire ne tombe pas du ciel. Elle se forme dans la lutte des classes. Le parti du prolétariat est le facteur *politique* le plus important dans la formation d'une situation révolutionnaire. Si ce parti tourne le dos aux tâches révolutionnaires en endormant et en trompant les ouvriers pour jouer aux pétitions et pour fraterniser avec les radicaux, il doit alors se former non une situation révolutionnaire, mais une situation contre-révolutionnaire.

Comment la bourgeoisie apprécie-t-elle la situation ?

Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisse économique de la révolution socialiste. C'est sur cette base que se déroule la *lutte des classes*. C'est dans la lutte vive des classes que se forme et mûrit une situation révolutionnaire.

Comment la *grande bourgeoisie*, maîtresse de la société contemporaine, apprécie-t-elle la situation actuelle, et comment agit-elle ? Le 6 février 1934 n'a constitué une surprise que pour les organisations ouvrières et la petite bourgeoisie. Les centres du

(4) Paul FAURE (1878-1960), militant du P.O.F. guesdiste en 1901, journaliste, avait été pendant la guerre l'un des animateurs, avec Jean Longuet, de la minorité pacifiste et centriste. Adversaire de l'adhésion à l'I.C., il était devenu après la scission de Tours le secrétaire général de la S.F.I.O. et patron tout-puissant de son appareil. Il avait combattu les néos et négocié avec les bolcheviks-léninistes pour leur entrée. Il donnait presque quotidiennement au *Populaire* des articles sous forme de billets : « La politique socialiste ».

(5) C'est Marx qui a introduit l'expression de « lumpenprolétaire » (une traduction plus complète, mais peut-être trop imagée pour un usage ultérieur serait « prolétaire en haillons ») pour désigner les déclassés du prolétariat.

grand capital participaient depuis longtemps au complot, avec l'objectif de substituer par la violence au parlementarisme le bonapartisme (régime « personnel »). Cela veut dire : les banques, les trusts, l'état-major, la grande presse jugeaient le danger de révolution si proche et si immédiat qu'ils se sont dépêchés de s'y préparer par un « petit » coup d'Etat.

Deux conclusions importantes découlent de ce fait : 1) les capitalistes, dès avant 1934, jugeaient la situation comme révolutionnaire, 2) ils ne sont pas restés à attendre passivement le développement des événements, afin de recourir à une défense « légale » à la dernière minute, mais ont pris eux-mêmes l'initiative en faisant descendre leurs bandes dans la rue. La grande bourgeoisie a donné aux ouvriers une inappréciable leçon de stratégie de classe.

L'*Humanité* répète que le « front unique » a chassé Doumergue. Mais, pour être modéré, c'est là une fanfaronnade. Au contraire, si le grand capital a jugé possible et raisonnable de remplacer Doumergue par Flandin (6), c'est uniquement parce que le front unique, comme la bourgeoisie s'en est convaincue à l'expérience, ne constitue pas encore un danger révolutionnaire immédiat. « Puisque les terribles chefs de l'Internationale communiste, en dépit de la situation dans le pays, ne se préparent pas à la lutte, mais tremblent de peur, cela veut dire qu'on peut attendre pour passer au fascisme. Inutile de forcer les événements et de compromettre prématurément les radicaux, dont on peut encore avoir besoin. » C'est ce que se disent les véritables maîtres de la situation. Ils maintiennent l'union nationale et ses décrets bonapartistes, ils mettent le parlement sous la terreur, mais laissent Doumergue se reposer. Les dirigeants du capital ont ainsi apporté une certaine correction à leur appréciation primitive, en reconnaissant que la situation n'est pas immédiatement révolutionnaire, mais prérévolutionnaire.

Deuxième leçon remarquable de stratégie de classe ! Elle montre que même le grand capital, qui dispose de tous les leviers de commande, ne peut apprécier d'un seul coup *a priori* et de façon infaillible la situation politique dans sa réalité d'ensemble : il se bat et, dans le cours de la lutte, sur la base de son expérience, il corrige et précise son appréciation. C'est, de façon générale,

(6) C'est en novembre 1934 que Pierre-Etienne Flandin avait remplacé Gaston Doumergue, une importante partie des radicaux, manifestant les plus grandes réserves vis-à-vis de la réforme constitutionnelle mise en chantier par le gouvernement que présidait ce dernier, l'ayant mis en minorité à la Chambre.

l'unique moyen pour s'orienter en politique de façon exacte et en agissant en même temps.

Et les chefs de l'Internationale communiste ? A Moscou, loin du mouvement ouvrier français, quelques bureaucrates médiocres, mal renseignés, qui, pour la plupart, ne lisent même pas le français, donnent avec leur thermomètre le diagnostic infaillible : « La situation n'est pas révolutionnaire. » Le comité central du parti communiste français est tenu de répéter cette phrase creuse en se bouchant les yeux et les oreilles. La voie de l'Internationale communiste est la voie la plus courte vers l'abîme !

Le sens de la capitulation des radicaux

Le parti radical représente l'instrument politique de la grande bourgeoisie le mieux adapté aux traditions et aux préjugés de la petite bourgeoisie. Malgré cela, les chefs les plus responsables du radicalisme, sous le fouet du capital financier, se sont humblement inclinés devant le coup d'Etat du 6 février, dirigé immédiatement contre eux (7). Ils ont ainsi reconnu que la marche de la lutte des classes menace les intérêts fondamentaux de la « nation », c'est-à-dire de la bourgeoisie, et se sont vus contraints de sacrifier les intérêts électoraux de leur parti. La capitulation du plus puissant parti parlementaire devant les revolvers et les rasoirs des fascistes est l'expression extérieure du *complet effondrement de l'équilibre politique du pays*. Mais, qui dit cela, dit par là même que la situation est révolutionnaire, ou, pour être plus précis, pré-révolutionnaire (8).

La petite bourgeoisie et la situation prérévolutionnaire

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie sont d'une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la

(7) C'était le radical Edouard Daladier qui avait décidé le renvoi du préfet de police Chiappe, décision qui avait été le prétexte de la manifestation des Ligues du 6 février, dirigée contre le Palais-Bourbon au moment du vote de l'investiture du gouvernement Daladier. Les ligueurs et leurs amis exigeaient la démission de celui qu'ils appelaient « Daladier le fusilleur ». La démission de Daladier, investie la nuit précédente, avait été interprétée par tous, le 7 février, comme une capitulation devant l'émeute.

(8) Il est tout à fait caractéristique de la bureaucratie ouvrière petite-bourgeoise apeurée, et surtout des stalinien, qu'elle se soit alliée aux radicaux « pour lutter contre le fascisme », après que les radicaux eurent révélé leur totale incapacité de lutter contre le fascisme. Le cartel électoral avec les radicaux, qui était un crime du point de vue des intérêts historiques du prolétariat, avait au moins une certaine signification pratique dans le cadre restreint du parlementarisme. *L'alliance extra-parlementaire avec les radicaux contre le fascisme est non seulement un crime, mais encore une idiotie.* (Note de L.T.)

crise de la confiance des masses petites-bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. *Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'irritabilité de la petite bourgeoisie* sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire. De même que le malade brûlant de fièvre se tourne sur le côté droit ou le côté gauche, de même la petite bourgeoisie fébrile peut se tourner à droite ou à gauche. Selon le côté vers lequel se tourneront dans la prochaine période les millions de paysans, d'artisans, de petits commerçants, de petits fonctionnaires français, la situation prérévolutionnaire peut se changer aussi bien en situation révolutionnaire qu'en situation contre-révolutionnaire.

L'amélioration de la conjoncture économique pourrait — pas pour longtemps — retarder, mais non arrêter, la différenciation vers la gauche ou vers la droite de la petite bourgeoisie. Au contraire, si la crise allait s'approfondissant, la faillite du radicalisme et de tous les groupements parlementaires qui gravitent autour de lui redoublerait de vitesse.

Comment peut se produire en France un coup d'Etat fasciste ?

Il ne faut pas penser toutefois que le fascisme doive nécessairement devenir un parti parlementaire puissant avant de s'être emparé du pouvoir. C'est ainsi que cela s'est passé en Allemagne, mais il en fut autrement en Italie. Pour le succès du fascisme, il n'est pas obligatoire du tout que la petite bourgeoisie ait rompu *préalablement* avec les anciens partis « démocratiques » : il suffit qu'elle ait perdu la confiance qu'elle avait en eux, et qu'elle regarde autour d'elle, avec inquiétude, à la recherche de nouvelles voies.

Aux prochaines élections municipales, la petite bourgeoisie peut encore donner un nombre très important de ses voix aux radicaux et aux groupes voisins, du fait de l'absence d'un parti politique nouveau qui réussirait à gagner la confiance des paysans et des petites gens des villes. Et il peut se produire en même temps un coup de force militaire du fascisme, avec l'appui de la grande bourgeoisie, à peine quelques mois après les élections, et que, par sa pression, il attire à lui les couches les plus désespérées de la petite bourgeoisie.

C'est pourquoi ce serait une illusion grossière que de se consoler en pensant que le drapeau du fascisme n'est pas encore devenu populaire en province et dans les villages. Les tendances antiparlementaires de la petite bourgeoisie peuvent, en s'échap-

pant du lit de la politique parlementaire officielle des partis, soutenir directement et immédiatement un coup d'Etat militaire, quand celui-ci deviendra nécessaire au salut du grand capital. Un tel mode d'action correspond beaucoup plus à la fois aux traditions et au tempérament de la France (9).

Les chiffres des élections ont bien entendu une importance en tant que symptômes. Mais ce serait faire preuve de crétinisme parlementaire que de s'appuyer sur ce *seul* indice. Il s'agit de processus plus profonds qui peuvent, un mauvais matin, prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Dans ce domaine, comme dans les autres, la question est tranchée non par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. La grande bourgeoisie ne se contente pas d'enregistrer passivement l'évolution des classes moyennes : elle prépare les tenailles d'acier avec lesquelles elle pourra, au moment opportun, saisir les masses qu'elle torture et désespère.

Dialectique et métaphysique

La pensée marxiste est *dialectique* : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit-bourgeois conservateur est *métaphysique* : ses conceptions sont immobiles et immuables, et il y a, pour elle, entre les phénomènes, des cloisons infranchissables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : « Ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas ; et tout le reste vient du Malin... »

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi — il ne faut pas l'oublier — des situations contre-révolutionnaires. Mais ce que l'on trouve surtout à notre époque de capitalisme pourrissant, ce sont des situations *intermédiaires*, *transitoires*, entre une situation non révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolution-

(9) Le marxisme n'ignore nullement (notons-le en passant) des éléments comme la tradition et le tempérament national. La direction fondamentale du développement est déterminée, évidemment, par la marche de la lutte des classes. Mais les *formes* du mouvement, son *rythme*, etc., peuvent varier beaucoup sous l'influence du tempérament et des traditions nationales, qui, à leur tour, se sont formées dans le passé, sous l'influence de la marche de la lutte des classes. (Note de L.T.)

naire ou... contre-révolutionnaire. Ce sont précisément ces états transitoires qui sont d'une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.

Que dirions-nous d'un artiste qui ne distinguerait dans le spectre que deux couleurs extrêmes ? Qu'il est daltonien ou à moitié aveugle et qu'il lui faut renoncer au pinceau. Que dire d'un homme politique qui ne serait capable de distinguer que deux états : « révolutionnaire » et « non révolutionnaire » ? Que ce n'est pas un marxiste, mais un stalinien, qui peut faire un bon fonctionnaire, mais en aucun cas un chef prolétarien.

Une situation révolutionnaire se forme par l'action réciproque de facteurs objectifs et subjectifs. Si le parti du prolétariat se montre incapable d'analyser à temps les tendances de la situation prérévolutionnaire et d'intervenir activement dans son développement, au lieu d'une situation révolutionnaire, c'est une situation contre-révolutionnaire qui surgira inévitablement. C'est précisément *devant ce danger que se trouve actuellement le prolétariat français*. La politique à courte vue, passive, opportuniste, du front unique, et surtout des staliniens qui sont devenus son aile droite, voilà ce qui constitue *le principal obstacle sur la voie de la révolution prolétarienne en France*.

II LES REVENDICATIONS IMMÉDIATES ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR

La stagnation du front unique

Le comité central du parti communiste repousse la lutte pour la nationalisation des moyens de production comme une revendication incompatible avec l'Etat bourgeois. Mais le comité central repousse aussi la lutte pour le pouvoir, pour la création de l'Etat ouvrier. Il *oppose* à ces tâches un programme de « revendications immédiates ».

Le front unique (10) est actuellement dénué de quelque programme que ce soit. En même temps, l'expérience propre du parti

(10) Dans cette période, qui suit la conclusion du pacte d'unité d'action entre les partis socialiste et communiste, et notamment dans cet article, le terme « front unique », sous la plume de Trotsky, désigne le front socialiste-communiste, ou, si l'on préfère, le bloc de ces deux partis ouvriers.

communiste dans le domaine des revendications est particulièrement lamentable. Tous les discours, articles et résolutions sur la nécessité de riposter au capital par des grèves n'ont jusqu'à présent abouti à rien ou presque. En dépit d'une situation de plus en plus tendue dans le pays, il règne dans la classe ouvrière une *stagnation dangereuse*.

Le comité central du parti communiste accuse, pour cette stagnation, tout le monde sauf lui. Nous ne sommes disposés à blanchir personne et l'on connaît nos points de vue. Mais nous pensons que *l'obstacle principal* sur la voie du développement de la lutte révolutionnaire est actuellement le programme, unilatéral, en contradiction avec toute la situation, presque maniaque, des « revendications immédiates ». Nous voulons ici faire la lumière sur les considérations et les arguments du comité central du parti communiste avec toute l'ampleur nécessaire. Non que ses arguments soient sérieux et profonds : au contraire, ils sont misérables. Mais c'est de cette question que dépend le sort du prolétariat français.

La résolution du comité central du parti communiste sur les revendications immédiates

Le document le plus autorisé sur la question des « revendications immédiates » est la résolution programmatique du comité central du parti communiste (cf. *L'Humanité* du 24 février). Nous nous arrêterons sur ce document.

L'énoncé des revendications immédiates est fait de façon très générale : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, « contre la vie chère », etc. Pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre, dans les conditions de la crise sociale actuelle, la lutte pour ces revendications. Tout ouvrier comprend pourtant qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre, dans les conditions actuelles, les capitalistes à faire des concessions sérieuses, il faut *briser leur volonté* : on ne peut le faire que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une autre ne peut se développer seulement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un *cercle vicieux*. C'est là que se trouve la cause principale de la stagnation du front unique.

La thèse marxiste générale, selon laquelle *les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire*, revêt à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus brûlante et la plus immédiate. Les capitalistes ne peuvent céder *quelque chose* aux ouvriers que s'ils sont menacés de *tout* perdre.

Cependant, même les « concessions » les plus importantes dont soit capable le capitalisme contemporain, acculé dans l'impasse, resteront insignifiantes en comparaison de la misère des masses et de la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être celle de *l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production*. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.

Pourquoi les masses ne font-elles pas écho aux appels du parti communiste ?

La résolution du comité central reconnaît en passant que « le parti n'a pas encore réussi à organiser et à développer la résistance à l'offensive du capital ». Mais la résolution ne s'arrête pas du tout sur la question de savoir pourquoi, malgré les efforts du P.C. et de la C.G.T.U. (11), les succès dans le domaine de la lutte économique défensive sont absolument insignifiants. A la grève générale du 12 février, qui ne poursuivait aucune « revendication immédiate », des millions d'ouvriers et d'employés ont participé. Cependant une fraction infime de ce même chiffre a participé jusqu'à maintenant à la défense contre l'offensive du capital. Ce fait étonnamment clair ne conduit-il les « chefs » du parti communiste à aucune conclusion ? Pourquoi *des millions d'ouvriers se risquent-ils à participer à la grève générale*, à des manifestations de rues agitées, à des bagarres avec les bandes fascistes, *mais se refusent-ils à participer à des grèves économiques dispersées* ?

« Il faut, dit la résolution, comprendre les sentiments qui agitent les ouvriers désireux de passer à l'action. » Il faut comprendre... Mais le malheur, c'est que les auteurs de la résolution eux-mêmes ne comprennent rien. Quiconque fréquente les réunions ouvrières sait, comme nous, que les discours généraux sur les « revendications immédiates » laissent le plus souvent les ouvriers dans une indifférence renfrognée ; en revanche, les mots d'ordre

(11) La C.G.T.U. (Confédération générale du travail unitaire), fondée en 1921, était contrôlée par le P.C.

révolutionnaires clairs et précis provoquent en réponse une vague de sympathie. Cette différence dans la réaction de la masse caractérise de la façon la plus claire la situation politique de notre pays.

« Dans la période présente, remarque inopinément la résolution, la lutte économique nécessite de la part des ouvriers de *lourds sacrifices*. » Il faudrait ajouter : et ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle promet des résultats positifs. Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'*améliorer* la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent sans doute que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère précisément le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels à des grèves économiques. Comment est-il donc possible en politique de ne pas tenir compte des faits ?

Les masses comprennent ou sentent que, dans les conditions de la crise et du chômage, des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, mettez-vous à l'école des masses : elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.

La conjoncture économique et la lutte gréviste

S'appuyant sur des citations de Lénine mal assimilées, les staliniens répètent : « La lutte gréviste est possible, même en temps de crise ». Ils ne comprennent pas qu'il y a crise et crise. A l'époque du capitalisme ascendant, ouvriers et industriels à la fois, même pendant une période de crise aiguë, regardaient en avant, vers la nouvelle reprise prochaine. *La crise actuelle est la règle, pas l'exception*. Dans le strict domaine économique, le prolétariat, sous la pression terrible de la catastrophe économique, a été rejeté dans une retraite désordonnée. Le déclin du capitalisme, d'autre part, pousse de tout son poids le prolétariat sur la voie de la politique révolutionnaire de masse. Pourtant la direction du parti communiste essaie de toutes ses forces de lui barrer cette voie. Ainsi, aux mains des staliniens, le programme des « revendications économiques » devient un instrument de désorientation et de désorganisation du prolétariat. Et pourtant une offensive politique (lutte pour le pouvoir), avec une défense armée active (milices), renverserait d'un seul coup le rapport des forces entre les classes

et, chemin faisant, *ouvrirait pour les couches ouvrières les plus retardataires* la possibilité d'une lutte économique victorieuse.

La possibilité d'une ranimation de la conjoncture

Le capitalisme agonisant a, comme nous le savons, également ses cycles, mais des cycles déclinants, malades. Seule la révolution prolétarienne peut mettre fin à la crise du *système capitaliste*. La crise *conjoncturelle* fera inévitablement place à une brève et nouvelle reprise, s'il ne survient pas entre temps la guerre ou la révolution.

En cas de reprise de la conjoncture économique, la lutte gréviste pourra sans aucun doute revêtir beaucoup plus d'ampleur. C'est pourquoi il faut suivre attentivement le mouvement du commerce et de l'industrie, particulièrement les changements dans le marché du travail, sans se fier aux météorologues de l'école de Jouhaux (12) et en aidant dans la pratique les ouvriers à faire pression sur les capitalistes au moment nécessaire. Mais, même dans le cas d'une vaste lutte gréviste, il serait criminel de se limiter à des revendications partielles. La ranimation de la conjoncture ne peut être ni profonde, ni longue, car nous avons affaire aux cycles d'un capitalisme irrémédiablement malade. La nouvelle crise — après une brève reprise — peut se trouver plus terrible que la précédente. Tous les problèmes fondamentaux surgiront de nouveau, avec une force et une acuité redoublées. Si l'on perd du temps, il se peut que le fascisme se révèle irrésistible.

Mais la reprise économique n'est aujourd'hui qu'une hypothèse. La réalité, c'est l'approfondissement de la crise, le service militaire de deux ans, le réarmement de l'Allemagne, le danger de guerre.

C'est de cette réalité qu'il faut partir.

Les dépouilles du réformisme en guise de programme révolutionnaire

L'idée finale de la résolution programmatique du comité central couronne dignement l'édifice. Citons-la littéralement :

(12) Léon JOUHAUX (1879-1954), ancien syndicaliste révolutionnaire rallié en 1914 à l'union sacrée, était secrétaire général de la principale centrale syndicale, la C.G.T., qui avoisinait le million d'adhérents. Il avait cautionné l'élaboration par la C.G.T. d'un « plan » inspiré par le Plan du Travail belge.

« En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes *soulignent* que la libération nationale ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat. »

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors, non sans succès, la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait alors le « programme minimum », en « soulignant » bien que l'affranchissement *définitif* du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le « but final » du socialisme était alors inscrit dans le nébuleux lointain des années. C'est cette conception, déjà tout à fait dépassée à la veille de la guerre, que le comité central du parti communiste a transportée inopinément à notre époque, en la répétant mot pour mot jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens-là invoquent Marx et Lénine !

Quand ils « soulignent » que « l'affranchissement définitif » ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à duper les ouvriers par cette vérité élémentaire. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans le cadre du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable : les staliniens se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci : en expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement à l'amélioration de leur situation, mais même au maintien de leur niveau habituel de misère, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution prolétarienne comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour prendre le pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice — les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser plus encore le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du comité central citées plus haut. Nous espérons que la différence est claire : d'un côté, le *stalinsisme*, de l'autre, le *léninisme*. Entre eux, un abîme.

Un moyen sûr contre le chômage

L'augmentation des salaires, les conventions collectives, l'abaissement du prix de la vie... Mais que faire pour le chômage ? La résolution du comité central nous vient aussi en aide là-dessus :

« Ils (les communistes) réclament l'ouverture de travaux publics. A cet effet, ils élaborent des propositions concrètes adaptées à chaque situation locale ou régionale, ils préconisent les moyens de financer ces travaux (projet de prélèvement sur le capital, emprunts avec la garantie de l'Etat, etc.). »

N'est-ce pas étonnant ? Cette recette de charlatan est copiée presque mot pour mot chez Jouhaux : les staliniens repoussent les revendications progressistes du « Plan » et ils adoptent sa partie la plus fantaisiste et la plus utopique.

Les principales forces productives de la société sont paralysées ou à moitié paralysées par la crise. Les ouvriers sont bras ballants devant les machines qu'ils ont créées. Le comité central sauveur propose : en dehors de l'économie capitaliste réelle, à côté d'elle, créer une autre économie capitaliste, sur la base de « travaux publics ».

Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il s'agit d'entreprises épisodiques : le chômage actuel n'a pas un caractère épisodique ; ce n'est pas un chômage conjoncturel, mais un chômage structurel, la plus pernicieuse expression du déclin capitaliste. Pour le faire disparaître, le comité central propose de créer un système de grands travaux, adapté à chaque région du pays, au moyen d'un système particulier de financement, à côté des finances en désarroi du capitalisme. En un mot, le comité central du parti communiste propose tout simplement au capitalisme de changer de domicile. Est-ce ce « plan » qu'on oppose à la lutte pour le pouvoir et au programme de nationalisation ? *Il n'y a pas de pires opportunistes que les aventuristes effrayés.*

Comment arriver à la réalisation de ces travaux publics, au prélèvement sur le capital, aux emprunts garantis, etc., là-dessus on ne nous dit pas un mot. Sans doute à l'aide de... *pétitions* ? C'est le moyen d'action le plus opportun et le plus efficace. Ni la crise, ni le fascisme, ni le militarisme ne résistent aux pétitions. En outre, elles font revivre l'industrie du papier et atténuent le chômage. Notons-le donc : l'organisation de pétitions, partie fonda-

mentale du système de travaux publics selon le plan de Thorez (13) et compagnie.

De qui ces gens se moquent-ils ? D'eux-mêmes ou du prolétariat ?

Le parti communiste est un frein

« Il est étonnant que le prolétariat supporte passivement de telles privations et de telles violences, après plus de cent années de lutte de classes. » Voilà la phrase méprisante qu'on peut à chaque pas entendre de la bouche d'un socialiste ou d'un communiste en chambre. La résistance est insuffisante ? On le met sur le dos des masses ouvrières. Comme si les partis et les syndicats se trouvaient à l'écart du prolétariat et n'étaient pas ses organes de lutte ! C'est précisément parce que le prolétariat, en résultat de l'histoire plus que centenaire de ses luttes, a créé ses organisations politiques et syndicales, qu'il lui est difficile et presque impossible de mener *sans elles et contre elles* la lutte contre le capital. Et pourtant, ce qui a été édifié pour être le ressort de l'action est devenu poids mort ou frein.

Toute la situation inspire aux travailleurs l'idée que des actions révolutionnaires sont nécessaires pour changer toutes les conditions de leur existence. Mais c'est précisément parce qu'il s'agit d'une lutte décisive, qui doit embrasser des millions d'hommes, que, tout naturellement, l'initiative doit en revenir à ses *organisations dirigeantes*, les partis ouvriers, le front unique. C'est d'eux que doivent partir un programme clair, des mots d'ordre, la mobilisation pour le combat. *Pour soulever les masses, les partis doivent s'engager eux-mêmes*, en ouvrant dans le pays une campagne révolutionnaire hardie. Mais les organisations dirigeantes, y compris le parti communiste, n'en ont pas le courage. Le P.C. rejette sur les masses ses propres tâches et ses propres responsabilités. Il exige de millions d'hommes, qu'il laisse sans direction révolutionnaire, qu'ils entreprennent des combats dispersés pour des revendications partielles et démontrent ainsi aux bureaucrates sceptiques qu'ils sont disposés à combattre. Peut-être les grands chefs consentiront-ils alors à mener la lutte ? Au lieu de

(13) Maurice THOREZ (1900-1964), après avoir été proche de l'Opposition de gauche russe en 1924, était devenu le protégé de Staline qui en avait fait le secrétaire à l'organisation du parti français. En 1934, il avait reçu l'appui de l'exécutif de l'I.C. pour appliquer la politique de rapprochement avec les socialistes qu'avait préconisée son rival Doriot. Il était secrétaire général du P.C. et l'on commençait à l'époque à élaborer sa légende de « fils du peuple ».

mobiliser les masses, le comité central leur fait passer un *examen*, leur donne une mauvaise note et justifie ainsi son opportunisme et sa propre lâcheté

Des recettes toutes faites « selon Lénine »

A l'époque où la France connaissait un relatif équilibre économique et politique, de 1929 à 1933, le comité central du parti communiste a proclamé la « troisième période » et ne voulait se satisfaire que de la conquête de la rue par les barricades. Maintenant, au cœur de la crise économique, sociale et politique, le même comité central se contente d'un modeste programme de « revendications immédiates ». Cette absurde contradiction est le produit complexe de plusieurs facteurs : l'effroi devant ses dernières fautes, son incapacité à prêter l'oreille à la masse, l'habitude bureaucratique de prescrire au prolétariat une feuille de route toute faite, l'anarchie intellectuelle enfin, résultat des zigzags, des faux, des mensonges et des actes de répression innombrables.

L'auteur immédiat du nouveau programme est sans doute l'actuel « chef » de l'Internationale communiste, Béla Kun, lequel oscille toujours entre l'aventurisme et l'opportunisme (14). Ayant lu dans Lénine que les bolcheviks furent *dans certaines conditions* pour les grèves et les mencheviks contre, Béla Kun a fondé en un clin d'œil sa politique « réaliste » sur cette découverte. Mais, pour son malheur, il n'avait pas ouvert Lénine à la bonne page.

A certaines périodes, les grèves ont joué réellement un rôle énorme dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat russe. A cette époque, le capitalisme russe n'était pas pourri, mais il grandissait et s'élevait rapidement. Le prolétariat russe était une classe vierge, et les grèves étaient pour lui la première forme d'éveil et d'activité. Enfin, le large débordement des grèves coïncidait chaque fois avec l'essor conjoncturel de l'industrie.

Il n'existe en France aucune de ces conditions. Le prolétariat français a derrière lui une grandiose école de révolution, de lutte syndicale et parlementaire, avec tout l'héritage positif et négatif de ce riche passé. Il serait difficile de s'attendre à un débordement spontané du mouvement gréviste en France, même en période

(14) Béla Kun (cf. n. 6, p. 48), ancien dirigeant du P.C. hongrois et de la république des conseils de 1919, semblait être devenu depuis le tournant à droite de l'I.C. son principal dirigeant. Dans le passé, il s'était vu reprocher successivement la fusion « opportuniste » de son parti avec le parti social-démocrate en 1919, et comme « aventuriste » l'« action de mars 1921 » en Allemagne dont il avait été l'inspirateur.

d'essor économique, et à plus forte raison quand la crise conjoncturelle creuse les plaies du déclin capitaliste.

L'autre aspect de la question n'est pas moins important. A l'époque du premier mouvement impétueux de grèves en Russie, il n'y eut qu'une seule fraction de la social-démocratie russe pour tenter de se borner à des revendications économiques partielles : ceux qu'on appelait les « économistes » (15). Selon eux, il fallait rejeter le mot d'ordre « A bas l'autocratie ! » jusqu'à l'apparition d'une « situation révolutionnaire ». Lénine jugea que les « économistes » étaient de misérables opportunistes. Il montra qu'il *fallait préparer activement une situation révolutionnaire*, même en période de mouvement gréviste.

Il est de façon générale absurde de transposer mécaniquement en France les diverses étapes et les divers épisodes du mouvement révolutionnaire russe. Mais il est moins possible encore de le faire à la manière de Béla Kun, qui ne connaît ni la Russie, ni la France, ni le marxisme. A l'école de Lénine, ce qu'il faut, c'est apprendre la *méthode d'action*, et non pas changer le léninisme en citations et recettes, bonnes pour toutes les circonstances de la vie.

« La paix, le pain et la liberté ! »

Ainsi, selon les staliniens, la situation en France n'est pas révolutionnaire, et, de ce fait, les mots d'ordre révolutionnaires sont inopportuns : il faut concentrer toute l'attention sur les grèves économiques et les revendications partielles. Tel est leur programme. C'est un programme opportuniste et sans vie, mais c'est un programme.

A côté de lui, il en existe pourtant un autre. Tous les jours, l'*Humanité* répète le triple mot d'ordre : « La paix, le pain, la liberté ! » C'est sous ce drapeau, explique l'*Humanité*, que les bolcheviks ont vaincu en 1917. Et Just (16) répète la même idée à la suite des staliniens. Très bien. Mais il y avait en Russie en 1917 une situation notoirement révolutionnaire. Comment se fait-il que ces mots d'ordre, qui ont assuré le succès de la révolution prolétarienne, soient bons comme « revendications immédiates » dans une situation non révolutionnaire ? Que les augures de l'*Huma-*

(15) Pour la polémique de Lénine contre les « économistes », voir notamment *Que faire ?*

(16) Claude JUST (1888-1956), tailleur, dirigeait à Paris la petite tendance du comité d'action socialiste révolutionnaire. Il était souvent proche des positions du P.C.

nité veuillent bien nous expliquer ce mystère, à nous, pauvres mortels.

« *Pour la paix !* » En 1917, cela signifiait, dans les conditions de la guerre, la lutte contre tous les partis patriotiques, depuis les monarchistes jusqu'aux mencheviks, la revendication de la publication des traités secrets, la mobilisation révolutionnaire des soldats contre le haut-commandement et l'*organisation de la fraternisation sur les fronts*. « Pour la paix » était un défi au militarisme de l'Allemagne et de l'Autriche, d'une part, de l'Entente, de l'autre. Ce mot d'ordre des bolcheviks signifiait ainsi la politique la plus hardie et la plus révolutionnaire qu'ait jamais connue l'histoire de l'humanité.

« Lutter » pour la paix en 1935, en alliance avec Herriot (17) et les « pacifistes » bourgeois, c'est-à-dire les impérialistes hypocrites, signifie simplement soutenir le *statu quo*, actuellement satisfaisant pour la bourgeoisie française. Cela signifie endormir et démoraliser les ouvriers par les illusions du « désarmement », des « pactes de non-agression », par le mensonge de la Société des Nations, en préparant une nouvelle capitulation des partis ouvriers au moment où la bourgeoisie française ou ses rivaux jugeront bon de renverser ce *statu quo*.

« *Pour le pain !* » Cela signifiait *pour les bolcheviks en 1917 l'expropriation de la terre et des réserves de blé chez les propriétaires fonciers et les spéculateurs, et le monopole du commerce du blé dans les mains du gouvernement des ouvriers et des paysans*. Que signifie « Pour le pain ! », pour nos staliniens en 1935 ? Rien de plus qu'une phrase qu'ils répètent !

« *Pour la liberté !* » Les bolcheviks montraient aux masses que la liberté reste une fiction tant que les écoles, la presse et les lieux de réunion restaient entre les mains de la bourgeoisie. « Pour la liberté » signifiait la prise du pouvoir par les soviets, l'expropriation des propriétaires fonciers, le contrôle ouvrier sur la production.

« Pour la liberté ! », en alliance avec Herriot et les vénérables dames des deux sexes de la Ligue des droits de l'homme (18), signifie soutenir les gouvernements bonapartistes, semi-

(17) Edouard HERRIOT (1872-1957), principal leader du parti radical, maire de Lyon, ancien président du conseil à l'époque du Bloc des gauches. mettait volontiers l'accent sur la volonté « de paix » de « la France ».

(18) Fondée au moment de l'affaire Dreyfus, la Ligue des droits de l'homme réunissait personnalités radicales et socialistes et subissait fortement l'influence de la franc-maçonnerie.

bonapartistes, semi-parlementaires, et rien d'autre. La bourgeoisie a besoin actuellement non seulement des bandes de La Rocque (19), mais aussi de la réputation « gauche » de Herriot. Le capital financier s'emploie à armer les fascistes. Les staliniens restaurent la réputation « gauche » de Herriot à l'aide des masques du « Front populaire ». Voilà à quoi servent en 1935 les mots d'ordre de la révolution d'Octobre !

Dragons et puces

A titre d'unique exemple de la nouvelle politique « réaliste », la résolution du comité central raconte que les chômeurs de Villejuif mangent la soupe des Croix-de-Feu (20) et crient « La Rocque au poteau ! » Combien d'hommes mangent la soupe, combien crient, on ne nous le dit pas : les staliniens ne supportent pas les chiffres. Mais là n'est pas la question... Jusqu'où doit tomber le parti « révolutionnaire », pour ne pas pouvoir trouver, dans une résolution programmatique, d'autre exemple de politique prolétarienne que les cris impuissants d'ouvriers accablés et affamés, obligés de se nourrir des miettes de la philanthropie fasciste ? Et ses chefs ne se sentent ni humiliés, ni honteux !

Marx citait un jour, à propos de certains de ses disciples, les paroles de Heine (21) : « J'ai semé des dragons, et j'ai récolté des puces. » Nous craignons bien que les fondateurs de la III^e Internationale ne doivent répéter ces mêmes paroles... Et pourtant, notre époque n'a pas besoin de puces, mais elle a besoin de dragons !

(19) Le colonel (et comte) François Casimir de LA ROCQUE (1886-1946) était le leader de la « ligue » des Croix-de-Feu considérée à l'époque comme l'incarnation principale du fascisme français. A l'intérieur de son propre mouvement, il était considéré comme suspect de liens avec le gouvernement, à cause de sa « mollesse » le 6 février, et accusé d'avoir perçu des fonds secrets.

(20) Dans de nombreux pays, les formations fascistes ou fascisantes essayaient de recruter dans les rangs ouvriers en organisant pour les chômeurs des secours (« soupes ») : c'était le cas à Villejuif où la soupe populaire des Croix-de-Feu avait été inaugurée à la mi-février.

(21) Harry dit Henri HEINE (1797-1856) est l'un des plus grands romantiques allemands du 19^e siècle.

III

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ET LA GRÈVE GÉNÉRALE

Le programme de l'Internationale communiste et le fascisme

Le programme de l'Internationale communiste, rédigé en 1928, dans la période de déclin théorique de l'I.C., dit : « L'époque de l'impérialisme est l'époque du capitalisme agonisant. » En soi, cette affirmation, formulée bien auparavant par Lénine, est absolument indiscutable, et revêt une importance décisive pour la politique du prolétariat à notre époque. Mais les auteurs du programme de l'Internationale communiste n'ont absolument pas compris cette thèse, qu'ils ont adoptée mécaniquement, sur le capitalisme *agonisant et pourrissant*. Cette incompréhension est apparue de façon particulièrement claire dans la question la plus brûlante pour nous, le *fascisme*.

Le programme de l'Internationale communiste dit à ce sujet : « *A côté de la social-démocratie, qui aide la bourgeoisie à étouffer le prolétariat et à endormir sa vigilance, apparaît le fascisme.* » L'Internationale communiste n'a pas compris que la mission du fascisme n'est pas d'agir *à côté* de la social-démocratie, mais d'étouffer toutes les anciennes organisations ouvrières, y compris les organisations réformistes. La tâche du fascisme, selon les termes du programme, c'est d'« anéantir les couches *communistes* du prolétariat et leurs cadres dirigeants ». Le fascisme, donc, ne menacerait absolument pas la social-démocratie ni les syndicats réformistes ; au contraire, la social-démocratie jouerait de plus en plus un « rôle fasciste ». Le fascisme ne ferait que compléter l'œuvre du réformisme, en agissant *à côté* de la social-démocratie.

Nous ne citons pas là l'article de quelconques Thorez ou Duclos (22) qui se contredisent à chaque pas, mais le document fondamental de l'Internationale communiste, son programme (cf. chapitre II, § 3 : « La crise du capitalisme et le fascisme »). Nous avons là devant nous tous les éléments fondamentaux de la théorie

(22) Jacques DUCLOS (1896-1975), ancien ouvrier pâtissier venu au communisme à travers l'Association républicaine des anciens combattants, membre du bureau politique en 1926, avait travaillé pour l'I.C. pendant plusieurs années. Trotsky le considérait comme le représentant du G.P.U. au sein de la direction du parti français.

du *social-fascisme*. Les chefs de l'Internationale communiste n'ont pas compris que le capitalisme pourrissant ne peut plus s'accommoder de la social-démocratie la plus modérée et la plus servile, ni en tant que parti au pouvoir, ni en tant que parti dans l'opposition. Le fascisme est appelé à prendre place non pas « à côté de la social-démocratie », mais sur ses ossements. C'est précisément de là que découlent la possibilité, la nécessité et l'urgence du front unique. Mais la malheureuse direction de l'Internationale communiste n'a tenté d'appliquer la politique du front unique que dans la période où celle-ci n'était pas imposée à la social-démocratie. Dès que la situation du réformisme fut ébranlée et que la social-démocratie tomba sous les coups, l'Internationale communiste se refusa au front unique. Ces gens ont le fâcheux penchant de mettre un manteau en été et d'aller en hiver sans même une feuille de vigne !

En dépit de l'instructive expérience de l'Italie, l'Internationale communiste a inscrit sur son drapeau le génial aphorisme de Staline : « La social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux. » C'est la principale cause de la défaite du prolétariat allemand. L'I.C. a certes accompli dans la question du front unique un tournant brutal : les faits ont été plus puissants que le programme. Mais le programme de l'Internationale communiste n'a été ni supprimé, ni modifié. Ses erreurs fondamentales n'ont pas été expliquées aux ouvriers. Les chefs de l'Internationale communiste, qui ont perdu confiance en eux-mêmes, conservent, *pour tous les cas*, un pont pour battre en retraite vers les positions du « social-fascisme ». C'est cela qui donne à la politique du front unique un caractère sans principe, diplomatique et instable.

Les illusions réformistes et staliniennes

L'incompréhension du sens de la thèse de Lénine sur le « capitalisme agonisant » donne à toute la politique actuelle du parti communiste français un caractère d'impuissance criarde, complétée par des illusions réformistes. Alors que le fascisme représente le produit organique du déclin capitaliste, les staliniens sont subitement persuadés qu'il est possible de mettre fin au fascisme sans toucher aux bases de la société bourgeoise.

Le 6 mars, Thorez écrivait pour la 101^e fois dans l'*Humanité* :

« Afin d'assurer l'échec *définitif* du fascisme, nous proposons de nouveau au parti socialiste l'action commune pour la défense des revendications immédiates. »

Tout ouvrier conscient doit bien réfléchir à cette phrase « programmatique ». Le fascisme, comme nous le savons, naît de l'union du désespoir des classes moyennes et de la politique terroriste du grand capital. Les « revendications immédiates », ce sont les revendications qui ne sortent pas du cadre du capitalisme. Comment est-il possible d'« assurer l'échec définitif (!) » du fascisme, en restant sur le terrain du capitalisme ?

Quand Jouhaux dit : « En mettant fin à la crise (ce n'est pas si simple), nous aurons, par là même, vaincu le fascisme », Jouhaux est au moins fidèle à lui-même : il garde encore et toujours espoir en la régénérescence et le rajeunissement du capitalisme. Or les staliniens reconnaissent en paroles l'inéluctabilité de la décomposition prochaine du capitalisme. Comment peuvent-ils donc promettre d'assainir la superstructure politique, en assurant l'échec définitif du fascisme, et, en même temps, laisser intacte la base économique pourrissante de la société ?

Pensent-ils que le grand capital peut à sa guise faire tourner en arrière la roue de l'histoire et s'engager de nouveau sur la voie des concessions et des « réformes » ? Croient-ils que la petite bourgeoisie peut être sauvée par des « revendications immédiates » de la ruine grandissante, du déclassement et du désespoir ? Comment accorder alors ces illusions trade-unionistes et réformistes avec la thèse du capitalisme agonisant ?

Prise sur le plan théorique, la position du parti communiste représente, on le voit, la plus complète absurdité. Regardons comment elle apparaît à la lumière de la lutte pratique.

La lutte pour les revendications immédiates et le fascisme

Le 28 février, Thorez exprimait dans les termes suivants la même idée centrale et radicalement fausse de la politique actuelle du parti communiste :

« Pour battre définitivement le fascisme, il faut de toute évidence enrayer l'offensive économique du capital contre le niveau de vie des masses travailleuses. »

A quoi bon la milice ouvrière ? A quoi bon la lutte directe contre le fascisme ? Il faut chercher à élever le niveau de vie des masses et le fascisme disparaîtra comme par enchantement.

Hélas ! L'ensemble de la perspective de la lutte prochaine est complètement défiguré dans ces lignes, où les rapports réels sont mis la tête en bas. Les capitalistes ne viennent pas au fascisme par goût, mais par nécessité : ils ne peuvent conserver la propriété privée des moyens de production qu'en menant l'offensive contre les ouvriers, en renforçant l'oppression, en répandant autour d'eux misère et désespoir. Comme, en même temps, ils craignent la riposte inévitable des ouvriers, les capitalistes, par l'entremise de leurs agents, excitent la petite bourgeoisie contre le prolétariat, qu'ils accusent de rendre la crise plus profonde et plus longue, et ils financent les bandes fascistes pour écraser les ouvriers.

Si la riposte des ouvriers à l'offensive du capital se renforce demain, si les grèves deviennent plus fréquentes et plus importantes, le fascisme, contrairement à ce que dit Thorez, ne disparaîtra pas, mais, au contraire, il grandira deux fois plus. La croissance du mouvement gréviste provoquera une mobilisation des briseurs de grève. Tous les bandits « patriotes » entreront dans le mouvement. Des attaques quotidiennes contre les ouvriers seront à l'ordre du jour. Fermer les yeux là-dessus, c'est aller à sa perte assurée.

Est-ce à dire, vont répliquer Thorez et consorts, qu'il ne faille pas riposter ? (Et suivront à notre adresse les habituelles injures, sur lesquelles nous passerons comme on passe au-dessus d'une flaque d'eau sale.) Non, il est nécessaire de riposter. Nous n'appartenons nullement à l'école qui pense que le meilleur moyen de salut est le silence, la retraite, la capitulation. « Ne provoquez pas l'ennemi ! », « Ne vous défendez pas ! », « Ne vous armez pas ! », « Couchez-vous sur le dos, les quatre pattes en l'air ! » Il faut chercher les théoriciens de cette école stratégique, non chez nous, mais à la rédaction de l'*Humanité*. Il est nécessaire au prolétariat de riposter s'il ne veut pas être écrasé. Mais alors, aucune illusion réformiste et pacifiste ne peut être admise. La lutte sera féroce. Il faut prévoir d'avance les conséquences inéluctables de la riposte, et s'y préparer.

Par son offensive actuelle, la bourgeoisie donne un caractère *nouveau*, incomparablement plus aigu, au rapport entre la situation économique et la situation sociale du capitalisme pourrissant. Exactement de la même façon, les ouvriers aussi doivent donner à leur défense un caractère nouveau, qui réponde aux méthodes de

l'ennemi de classe. En se défendant contre les coups économiques portés par le capital, il faut en même temps savoir défendre ses organisations contre les bandes mercenaires du capital. Il est impossible de le faire autrement qu'au moyen de la *milice ouvrière*. Aucune affirmation, aucun cri, aucune injure de l'*Humanité* ne pourront infirmer cette conclusion. Il est en particulier nécessaire de dire aux syndicats : « Camarades, vos locaux et vos journaux seront saccagés, vos organisations réduites en poussière, si vous ne passez pas immédiatement à la création de *détachements de défense syndicale* (« milice syndicale »), si vous ne démontrez pas en fait que vous ne céderez pas au fascisme un seul pouce de terrain sans combat. »

La grève générale n'est pas un jeu de cache-cache

Dans le même article du 28 février, Thorez se plaint :

« Le parti socialiste n'a pas accepté nos propositions d'une large action, *grève* y compris, contre les décrets-lois en vigueur. »

Grève y compris ? Quelle grève ? Puisqu'il s'agit de l'abolition des décrets-lois, ce que Thorez a en vue, apparemment, ce ne sont pas des grèves économiques partielles, mais la grève générale, c'est-à-dire la grève politique. Il ne prononce pas le mot de « grève générale » pour ne pas faire remarquer qu'il ne fait que répéter notre ancienne proposition. A quelles humiliantes ruses ces pauvres gens doivent-ils avoir recours pour dissimuler leurs oscillations et leurs contradictions !

Il semble que ce procédé soit devenu une méthode. Dans la lettre ouverte du 12 mars, le comité central du parti communiste propose au parti socialiste d'ouvrir contre le service militaire à deux ans une campagne décisive, « par tous les moyens, y compris la *grève* ». A nouveau, la même mystérieuse formule ! Le comité central a évidemment en vue la grève en tant que moyen de lutte politique, c'est-à-dire révolutionnaire.

Mais alors, pourquoi craint-il donc de prononcer tout haut le mot de grève générale, et pourquoi parle-t-il de grève tout court ? Avec qui le comité central joue-t-il à cache-cache ? Ne serait-ce pas avec le prolétariat ?

La préparation de la grève générale

Pourtant, si on laisse de côté ces procédés déplacés destinés à sauver le « prestige », il reste le fait que le comité central du parti

communiste propose la grève générale pour la lutte contre la législation bonapartiste de Flandin-Doumergue. Nous sommes en accord total. Mais nous exigeons que les chefs des organisations ouvrières comprennent eux-mêmes et expliquent aux masses ce que signifie la grève générale dans les conditions actuelles et comment il faut s'y préparer.

Déjà, une simple grève économique exige d'ordinaire une organisation de combat et en particulier des *piquets*. Dans les conditions de l'exacerbation actuelle de la lutte des classes, de provocation et de terreur fascistes, une organisation sérieuse des piquets est la condition vitale de tout conflit économique important. Imaginons pourtant que quelque chef de syndicats déclare : « Il ne faut pas de *piquets*, c'est une provocation : il suffit de l'*auto-défense* des grévistes ! » N'est-il pas évident que les ouvriers devraient conseiller amicalement à un tel « chef » d'aller à l'hôpital, sinon directement dans un asile d'aliénés ? C'est que les piquets constituent précisément l'organe le plus important de l'autodéfense des grévistes !

Etendons ce raisonnement à la grève générale. Nous avons en vue non pas une simple manifestation ni une grève symbolique d'une heure ou même de 24 heures, mais une opération de combat avec le but de contraindre l'adversaire à céder. Il n'est pas difficile de comprendre quelle exacerbation terrible de la lutte des classes signifierait la grève générale dans les conditions actuelles ! Les bandes fascistes sortiraient de toutes parts comme des champignons après la pluie et tenteraient de toutes leurs forces d'apporter le trouble, la provocation et la désagrégation dans les rangs grévistes. Comment pourrait-on protéger la grève générale de victimes superflues et même d'un complet écrasement, sinon par des détachements de combats ouvriers strictement disciplinés ? *La grève générale est une grève partielle généralisée. La milice ouvrière est un piquet de grève généralisé.* Seuls des bavards et des fanfarons misérables pourraient, dans les conditions actuelles, jouer avec l'idée de la grève générale en se refusant en même temps à un travail opiniâtre pour la création de la milice ouvrière !

La grève générale dans une « situation non révolutionnaire »

Mais les malheurs du comité central du parti communiste ne s'arrêtent pas là.

Ainsi que tout marxiste le sait, la grève générale constitue l'un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève géné-

rale n'est possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité, et mobilise la majorité du prolétariat en l'opposant de façon active à la bourgeoisie et à l'Etat. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle a surgi, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes, la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une tension politique extrême et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation. Comment, dans ce cas, le comité central peut-il proposer la grève générale ? « La situation n'est pas révolutionnaire ! »

Peut-être Thorez nous objectera-t-il qu'il n'a pas en vue la grève générale véritable, mais une petite grève bien docile, tout juste bonne pour l'usage propre de la rédaction de l'*Humanité* ? Ou peut-être ajoutera-t-il discrètement que, prévoyant le refus des chefs de la S.F.I.O., il ne risque rien en leur proposant la grève générale ? Mais le plus vraisemblable est que Thorez, en guise d'objection, nous accusera simplement de monter un complot avec Chiappe, l'ex-Alphonse XIII et le pape (23) : ce sont les réponses qui réussissent le mieux à Thorez !

Mais tout ouvrier communiste, qui a une tête sur les épaules, doit réfléchir aux contradictions criantes de ses malheureux chefs : il est, voyez-vous, impossible de bâtir la milice ouvrière parce que la situation n'est pas révolutionnaire ; il est même impossible de faire de la propagande en faveur de l'armement du prolétariat, c'est-à-dire de préparer les ouvriers à la situation révolutionnaire future ; mais il semble qu'il soit possible, même maintenant, d'appeler les ouvriers à la grève générale, bien qu'il n'y ait pas de situation révolutionnaire. On dépasse ici en vérité les bornes de l'étourderie et de la frivolité.

« Les Soviets partout »

Dans toutes les réunions, on peut entendre les communistes répéter le mot d'ordre qui leur est resté en héritage de la « troi-

(23) Jean CHIAPPE (1878-1940) avait été préfet de police de Paris de 1927 à 1934. Sur son remplacement en février 1934 du fait de la protection qu'il accordait aux ligues, voir note 7. ALPHONSE XIII (1878-1941) avait été roi d'Espagne.

sième période » : « Les Soviets partout ! » Il est absolument évident que ce mot d'ordre, si on le prend au sérieux, a un caractère profondément révolutionnaire : il est impossible d'établir le régime des soviets autrement que par le moyen d'une insurrection armée contre la bourgeoisie. Mais l'insurrection *armée* suppose une *arme* dans les mains du prolétariat. Aussi le mot d'ordre des « soviets partout » et celui de l'« armement des ouvriers » sont-ils étroitement et indissolublement liés l'un à l'autre. Pourquoi les staliniens ne cessent-ils donc de répéter le premier, et affirment que le second est une « provocation des trotskystes » ?

Notre perplexité est d'autant plus légitime que le mot d'ordre de l'armement des ouvriers correspond beaucoup plus à la situation politique actuelle et à l'état psychologique du prolétariat. Le mot d'ordre des « soviets » a, par son essence même, un caractère offensif et suppose une révolution victorieuse. Pourtant le prolétariat se trouve actuellement sur la défensive. Le fascisme le menace directement de l'écrasement physique. La nécessité de se défendre, même les armes à la main, est actuellement plus compréhensible et plus à la portée de masses beaucoup plus larges que l'idée de l'offensive révolutionnaire. A l'étape actuelle, le mot d'ordre de l'armement peut ainsi compter sur un écho beaucoup plus large et plus actif que celui des soviets. Comment un parti ouvrier peut-il donc — à moins qu'il n'ait véritablement trahi les intérêts de la révolution — laisser échapper une situation exceptionnelle et discréditer malhonnêtement l'idée de l'armement au lieu de la populariser avec ardeur ?

Nous sommes prêts à admettre que notre question nous est dictée par notre nature « contre-révolutionnaire », en particulier par nos aspirations à provoquer une intervention militaire : on sait que, dès que le Mikado (24) et Hitler se seront persuadés, à travers notre question, qu'un courant d'air souffle dans les têtes de Béla Kun et de Thorez, ils déclareront la guerre à l'U.R.S.S.

Tout cela a été établi par Duclos de façon irréfutable, et n'a nul besoin d'être prouvé. Pourtant, daignez répondre : comment peut-on arriver aux soviets sans insurrection armée ? Comment arriver à l'insurrection sans armement des ouvriers ? Comment se défendre sans armes contre le fascisme ? Comment arriver à l'armement, même partiel, sans propagande pour ce mot d'ordre ?

(24) Le Mikado est le nom donné à l'empereur du Japon, à l'époque HIRO-HITO (né en 1901) qui régnait depuis 1926.

***Mais la grève générale est-elle possible
dans un avenir proche ?***

Il n'y a pas à une question de ce genre de réponse *a priori*, c'est-à-dire toute faite. Pour avoir une réponse, il faut savoir interroger. Qui ? La masse. Comment ? Au moyen de l'agitation.

L'agitation n'est pas seulement le moyen de communiquer à la masse tels ou tels mots d'ordre, d'appeler les masses à l'action, etc. L'agitation est aussi pour le parti un moyen de prêter l'oreille à la masse, de sonder son état d'esprit et ses pensées, et de prendre, en fonction des résultats, telle ou telle décision pratique. Ce sont seulement les staliniens qui ont transformé l'agitation en un monologue criard : pour les marxistes, pour les léninistes, *l'agitation est toujours un dialogue avec la masse*.

Mais, pour que ce dialogue donne les résultats nécessaires, le parti doit apprécier correctement la situation générale dans le pays et tracer la voie générale de la lutte prochaine. A l'aide de l'agitation et du sondage de la masse, le parti doit apporter dans sa conception les corrections et les précisions nécessaires en particulier pour tout ce qui concerne *le rythme du mouvement et les dates des grandes actions*.

La situation dans le pays a été définie plus haut : elle a un caractère prérévolutionnaire, avec le caractère non révolutionnaire de la direction du prolétariat. Et, puisque la politique du prolétariat constitue le facteur principal dans le développement d'une situation révolutionnaire, le caractère non révolutionnaire de la direction prolétarienne entrave la transformation de la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire déclarée, et par cela même contribue à sa transformation en situation contre-révolutionnaire.

Dans la réalité objective, il n'y a pas, bien entendu, de limites strictes entre les différents stades du processus politique. Une étape s'insère dans une autre, ce qui fait que la situation révèle certaines contradictions. Elles rendent assurément le diagnostic et le pronostic plus difficiles, mais ne les rendent nullement impossibles.

Non seulement les forces du prolétariat français ne sont pas épuisées, mais, même, elles sont intactes. Le fascisme en tant que facteur politique dans les masses petites-bourgeoises est encore relativement faible (quoique beaucoup plus puissant, malgré tout, qu'il ne semble aux parlementaires). Ces deux faits politiques très importants permettent de dire avec une ferme conviction : rien

n'est encore perdu, la possibilité de transformer la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire est encore complètement ouverte.

Or, dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour.

Mais la question du *moment* de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.

Les masses veulent-elles lutter ?

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant ! Quand approche une crise révolutionnaire, bien des chefs, qui redoutent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. L'histoire nous enseigne que quelques semaines et même quelques jours avant l'insurrection d'Octobre, des bolcheviks marquants comme Zinoviev, Kamenev, Rykov — de certains comme Lozovsky et Manuïlsky, il est inutile de parler (25) — affirmaient que les masses étaient fatiguées et ne voulaient pas se battre. Pourtant, en tant que révolutionnaires, Zinoviev, Kamenev et Rykov étaient cent coudées au-dessus des Cachin, Thorez et Monmousseau (26).

Celui qui dit que notre prolétariat ne veut pas ou n'est pas capable de mener la lutte révolutionnaire, celui-là lance une

(25) Sur Zinoviev et Kamenev, cf. n. 5 et 6, p. 30. Alexei Rykov (n. 23, p. 82), vieux-bolchevik, avait été président du conseil des commissaires du peuple de 1924 à 1930. Il avait été avec Boukharine et Tomsky l'un des chefs de file de la « droite ». Dimitri Z. MANUÏLSKY (1883-1953) d'abord bolchevik, puis membre du groupe de Trotsky, était revenu au parti bolchevique en 1917 ; membre du C.C. en 1922, il avait été affecté à l'I.C. en 1929. Salomon A. DRIDZO, dit LOZOVSKY (1878-1952), émigré à Paris pendant la guerre, était devenu ensuite le secrétaire de l'Internationale syndicale rouge.

(26) Marcel CACHIN (1869-1958), professeur de philosophie, militant guesdiste, député socialiste en 1914, avait été l'un des plus en vue des social-patriotes du parti socialiste pendant la guerre et avait rempli des missions pour le compte du gouvernement français en Italie en 1915 et en Russie en 1917. Il avait rallié en dernière minute la minorité centriste et avait été ensuite partisan de l'adhésion à l'I.C. Il était directeur de l'*Humanité*. Sur Gaston Monmousseau cf. n. 6, p. 147.

calomnie en reportant sa propre mollesse et sa propre lâcheté sur les masses laborieuses. *Jusqu'à maintenant, il n'y a eu aucun cas, ni à Paris, ni en province, où les masses soient restées sourdes à l'appel d'en-haut.*

Le plus grand exemple est la grève générale du 12 février 1934. Malgré la profonde division de la direction, l'absence de toute préparation sérieuse, les efforts tenaces des chefs de la C.G.T. pour réduire au minimum le mouvement, puisqu'ils ne pouvaient pas l'éviter complètement, la grève générale a eu le plus grand succès qu'elle pouvait avoir dans les conditions données. C'est clair : les masses voulaient combattre. Tout ouvrier conscient doit se dire : la poussée de la base doit être bien puissante pour que Jouhaux lui-même soit sorti un moment de son immobilité. Il ne s'agissait certes pas d'une grève générale au sens propre, mais seulement d'une manifestation de 24 heures. Mais cette limitation *n'a pas* été donnée par les masses : elle a été dictée *d'en haut* (27).

La manifestation place de la République, le 10 février de cette année, confirme cette conclusion (28). L'unique instrument utilisé par les organismes dirigeants pour la préparation fut la lance de pompiers. L'unique mot d'ordre que les masses entendirent fut « Chut ! Chut ! » Néanmoins le nombre des manifestants dépassa toute attente. En province, la chose s'est présentée et se présente de façon absolument identique dans la dernière année. Il est impossible de fournir un seul fait sérieux qui témoignerait que les chefs voudraient lutter et que les masses refuseraient de les suivre. On a observé toujours et partout un rapport rigoureusement inverse. Il garde aujourd'hui toute sa force. La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger, et il *peut* aboutir à une véritable catastrophe.

Base et sommets à l'intérieur des partis

On retrouve le même rapport, non seulement entre les partis — ou les syndicats — et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de

(27) Léon Jouhaux et le bureau confédéral de la C.G.T. avaient « négocié » avec Doumergue la grève de 24 heures du 12 février, destinée à « compenser » l'effet de l'émeute du 6.

(28) C'était le 7 février que la coordination S.F.I.O.-P.C. avait décidé d'appeler les Parisiens à porter des fleurs, place de la République le 10 février 1935, en hommage aux morts de février 1934. Le « défilé » se poursuivit « dans le calme le plus complet » selon les organisateurs.

chacun des partis. Ainsi Frossard (29) n'a pas, dans la base de la S.F.I.O., le moindre appui : seuls le soutiennent les députés et les maires, qui veulent que tout reste comme par le passé. Au contraire, Marceau Pivert (30), grâce à ses interventions de plus en plus claires et résolues, est devenu l'une des figures les plus populaires à la base. Nous le reconnaissons d'autant plus volontiers que nous n'avons jamais renoncé dans le passé, de même que nous n'y renoncerons pas à l'avenir, à dire ouvertement quand nous ne sommes pas d'accord avec Pivert.

Considéré en tant que symptôme politique, ce fait dépasse pourtant de loin, par son importance, la question personnelle de Frossard et de Pivert : il montre la tendance générale du développement. *La base du parti socialiste, comme celle du parti communiste, est plus à gauche, plus révolutionnaire, plus hardie que les sommets* : et c'est précisément pourquoi elle n'est disposée à accorder sa confiance qu'aux seuls chefs de gauche. Plus encore : elle pousse toujours plus à gauche les socialistes sincères. Pourquoi donc la base se radicalise-t-elle d'elle-même ? Parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine. Ce symptôme est infailible. On peut s'y fier.

Les « revendications immédiates » et la radicalisation des masses

Les chefs du parti communiste peuvent certes invoquer le fait que les masses ne font pas écho à leurs appels. Or ce fait n'infirme pas, mais confirme notre analyse. Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les « chefs », c'est-à-dire que, dans les conditions d'une très grande crise sociale, la seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore, elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève géné-

(29) Louis Olivier FROSSARD (1889-1946), ancien secrétaire général du P.C. revenu à la S.F.I.O., avait été lié aux néo-socialistes, mais ne les avait pas suivis dans la scission de 1933. Il était le représentant de l'extrême droite de la S.F.I.O. hostile à toute action commune avec le P.C.

(30) Marceau PIVERT (1895-1958), professeur, avait adhéré au parti socialiste en 1920 et était devenu dix ans plus tard l'un des principaux dirigeants de la fédération de la Seine, leader, avec Zyromski, de la tendance de la Bataille socialiste. Il était en contact avec les trotskystes depuis plus d'une année et allait rencontrer Trotsky à Domène.

rale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspectives. Malgré les appels, les manifestes et les articles de l'*Humanité*, les agitateurs communistes n'apparaissent presque pas devant les masses en hommes qui prêchent des grèves au nom des « revendications partielles immédiates ». Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront pas lutter et ne commenceront pas à lutter. La politique de l'*Humanité* est la politique d'un pseudo-« réalisme » artificiel et faux. L'échec de la C.G.T.U. dans le déclenchement de grèves partielles confirme indirectement, mais très réellement, la profondeur de la crise et de la tension morale dans les quartiers ouvriers.

Il ne faut pas croire pourtant que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont vaines — et cette heure n'est peut-être pas si éloignée —, le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en explosions isolées de désespoir. A la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin sera devenu vinaigre.

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder à chaque étape cette dialectique vivante — telle est la tâche de l'agitation. Actuellement, le front unique demeure en retard de façon criminelle à la fois sur le développement de la crise sociale et sur l'état d'esprit des masses. Il est encore possible de rattraper le temps perdu. Mais il n'y a plus de temps à perdre. L'histoire compte maintenant, non pas en années, mais en mois et en semaines.

Le programme et la grève générale

Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et pour renforcer en même temps l'état d'esprit de combativité des masses, il faut leur proposer un programme d'action révolutionnaire. Des mots d'ordre partiels, tels que l'abolition des décrets-lois bonapartistes et du service militaire de deux ans, trouveront assurément dans ce programme une place marquante. Mais ces deux mots d'ordre épisodiques sont tout à fait insuffisants.

Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque, il y a la QUESTION DU POUVOIR. Depuis le 6

février 1934, la question du pouvoir est posée ouvertement comme une question de force. Les élections municipales et législatives peuvent avoir leur importance pour l'évaluation des forces, pas plus. La question sera tranchée par le conflit ouvert des deux camps. Les gouvernements du type Doumergue, Flandin, etc., n'occupent l'avant-scène que jusqu'au jour du règlement définitif. Demain ce sera ou bien le fascisme, ou bien le prolétariat qui gouvernera la France.

C'est précisément parce que le régime d'Etat intermédiaire actuel est extrêmement instable, que la grève générale *peut* obtenir de très grands succès partiels en contraignant le gouvernement à en venir à des concessions dans la question des décrets-lois bonapartistes, du service militaire en deux ans, etc. Mais un tel succès, extrêmement précieux et important en lui-même, ne rétablira pas l'équilibre de la « démocratie » : le capital financier doublera ses subsides au fascisme et la question du pouvoir, après peut-être une courte pause, se posera avec une force redoublée.

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut obtenir, mais aussi ne pas obtenir, réside dans le fait qu'elle pose de façon révolutionnaire la question du pouvoir. En arrêtant les usines, les transports, de façon générale les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production mais également le gouvernement. Le pouvoir d'Etat reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit lui céder la place.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle entraîne les véritables masses, et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : *qui va être le maître de la maison ?*

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie que les chefs sont dès maintenant tenus de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais, en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire qu'ils livrent le prolétariat au fascisme.

Ou bien la capitulation complète, ou bien la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat.

La grève générale et la C.G.T.

La question de la grève générale se complique du fait que la C.G.T. proclame son monopole à décréter et à diriger la grève générale. Il en résulte que cette question ne regarde pas du tout les partis ouvriers. Et ce qui est le plus étonnant, à première vue, c'est qu'il se trouve des parlementaires socialistes pour estimer que cette prétention est dans l'ordre des choses : en réalité, ils veulent simplement se débarrasser de cette responsabilité.

La grève générale, comme son nom l'indique déjà, a pour but d'embrasser autant que possible tout le prolétariat. La C.G.T. ne rassemble dans ses rangs probablement pas plus de 5 à 8 % du prolétariat. L'influence propre de la C.G.T., hors des limites de ses syndicats, est absolument insignifiante dans la mesure où, sur telle ou telle question, elle ne coïncide pas avec l'influence des partis ouvriers. Peut-on, par exemple, comparer l'influence du *Peuple* (31) à celle du *Populaire* ou de l'*Humanité* ?

La direction de la C.G.T., par ses conceptions et ses méthodes, est incomparablement plus éloignée des tâches de l'époque actuelle que la direction des partis ouvriers. Plus on va des sommets de l'appareil vers la base des syndiqués, moins il y a de confiance en Jouhaux et son groupe (32). Le manque de confiance se change de plus en plus en méfiance active. L'actuel appareil conservateur de la C.G.T. sera inévitablement balayé par le développement ultérieur de la crise révolutionnaire.

La grève générale, par son essence même, est une opération politique. Elle oppose la classe ouvrière dans son ensemble à l'Etat bourgeois. Elle rassemble syndiqués et non syndiqués, socialistes, communistes et sans-parti. Elle a besoin d'un appareil de presse et d'agitateurs dont la C.G.T. à elle seule ne dispose pas du tout.

(31) *Le Peuple* était l'hebdomadaire de la C.G.T.

(32) Trotsky fait référence ici à son expérience personnelle : de Domène, par l'intermédiaire d'Alexis Bardin, il intervenait dans la vie de l'union départementale de la C.G.T. dont le secrétaire, Marcel Satre, animait un courant hostile au réformisme de Jouhaux sans perdre son attitude critique vis-à-vis des dirigeants du P.C. et de la C.G.T.U.

La grève générale pose carrément la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat. La C.G.T. a tourné et tourne le dos à cette tâche — les chefs de la C.G.T. ont le regard tourné vers le pouvoir bourgeois. Les chefs de la C.G.T. ressentent assurément eux-mêmes que la direction de la grève générale est au-dessus de leurs forces. S'ils proclament néanmoins leur monopole à la diriger, c'est uniquement parce qu'ils espèrent ainsi l'étouffer avant sa naissance.

Et la grève générale du 12 février 1934 ? Elle ne fut qu'une brève et pacifique démonstration imposée à la C.G.T. par les ouvriers socialistes et communistes. Jouhaux et consorts ont pris sur eux la direction formelle de la riposte précisément afin d'empêcher qu'elle ne se transforme en grève générale révolutionnaire.

Dans ses instructions à ses propagandistes, la C.G.T. communiquait : « Au lendemain du 6 février, la population laborieuse et *tous les démocrates*, à l'appel de la C.G.T., ont manifesté leur ferme volonté de barrer la route aux *factieux*. » En dehors d'elle-même, la C.G.T. n'a noté ni les socialistes, ni les communistes, seulement les « démocrates ». Tout Jouhaux est dans cette unique phrase. C'est précisément pourquoi il serait criminel de faire confiance à Jouhaux pour trancher la question de savoir s'il faut ou non la lutte révolutionnaire.

Dans la préparation et la conduite de la grève générale, les syndicats auront bien entendu un rôle très influent ; mais pas en vertu d'un monopole, côte à côte avec les partis ouvriers. Du point de vue révolutionnaire, il est particulièrement important de collaborer étroitement avec les organisations syndicales *locales*, sans bien entendu porter la moindre atteinte à leur autonomie (33).

Quant à la C.G.T., il lui faudra ou bien prendre place dans le front commun prolétarien, en se détachant des « démocrates », soit rester à l'écart. Collaborer loyalement, à égalité de droits ? Oui. Examiner en commun les délais et les moyens de la conduite de la grève générale ? Oui ! Reconnaître le monopole de Jouhaux d'étouffer le mouvement révolutionnaire ? Jamais !

(33) Trotsky, partisan de l'existence des fractions dans les syndicats, était hostile à toute manipulation — et tout « noyautage » — de ces derniers.

IV

SOCIALISME ET LUTTE ARMÉE

La grande leçon du 6 février 1935 (34)

Ce jour-là — le 6 février 1935 — les ligues fascistes avaient projeté de manifester place de la Concorde. Que fait le front unique, et en particulier le comité central du parti communiste ? Il appelle les ouvriers de Paris à manifester à la Concorde en même temps que les fascistes. Peut-être les fascistes seraient-ils sans armes ? Non, depuis un an, ils s'arment à bouchées doubles. Peut-être le comité central du parti communiste allait-il armer suffisamment de détachements de défense ? Oh non, le comité central est contre le « putschisme » et la « lutte physique ». Comment est-il donc possible de lancer des dizaines de milliers d'ouvriers sans armes, sans préparation, sans défense, contre des bandes fascistes admirablement organisées et armées, qui nourrissent pour le prolétariat révolutionnaire une haine sanguinaire ?

Que les malins ne nous disent pas que le comité central du parti communiste n'avait nullement l'intention de lancer les ouvriers face aux revolvers des fascistes ; qu'il voulait seulement donner à Flandin un prétexte convenable pour interdire la manifestation fasciste. Mais c'est pire encore. Le comité central du parti communiste aurait donc joué avec la tête des ouvriers, et l'issue de ce jeu dépendait entièrement de Flandin, ou plus exactement des chefs de la police de l'école de Chiappe ? Et que serait-il arrivé si l'on avait décidé à la préfecture de police de saisir cette bonne occasion de donner, par l'entremise des fascistes, une bonne leçon aux ouvriers révolutionnaires, en faisant par-dessus le marché retomber la responsabilité de la boucherie sur les chefs du Front populaire ?

Il n'est pas difficile de s'imaginer les conséquences ! Si le massacre sanglant ne s'est pas produit cette fois, si la même politique continue, il se produira inévitablement, inéluctablement à la première occasion semblable.

(34) Il s'agit du projet de manifestation des ligues pour le premier anniversaire du 6 février 1934.

« Putschisme » et aventurisme

La conduite du comité central a été la forme la plus pure d'aventurisme bureaucratique. Les marxistes ont toujours enseigné que *l'opportunisme et l'aventurisme constituent les deux côtés de la même médaille*. Le 6 février 1935 nous montre avec une remarquable clarté avec quelle facilité la médaille passe à son revers.

« Nous sommes contre le putschisme, contre l'insurrectionnalisme », a répété pendant des années Otto Bauer (35), qui ne sut pas se débarrasser du Schutzbund — la milice ouvrière léguée par la révolution de 1918. La puissante social-démocratie autrichienne recula lâchement, s'adapta à la bourgeoisie, recula de nouveau, lança des « pétitions » ineptes, fit semblant de lutter, mit ses espoirs en son Flandin — il avait nom Dollfuss (36) —, céda position sur position et, quand elle se vit au fond de l'impasse, se mit à crier hystériquement : « Ouvriers, au secours ! » Les meilleurs combattants, sans lien avec les masses désorientées, accablées, trompées, se lancèrent au combat et subirent une défaite inévitable. Après quoi, Otto Bauer et Julius Deutsch (37) déclarèrent : « *Nous nous sommes comportés en révolutionnaires, mais c'est le prolétariat qui ne nous a pas soutenus !* »

Les événements d'Espagne se sont déroulés selon le même schéma. Les chefs social-démocrates ont appelé les ouvriers à l'insurrection après avoir cédé à la bourgeoisie toutes les positions révolutionnaires conquises de haute lutte, et lassé les masses populaires par leur politique de reculades (38). Les « antiputschistes » professionnels se sont trouvés contraints d'appeler à la défense armée dans des conditions telles qu'elles avaient largement le caractère d'un « putsch ».

(35) OTTO BAUER (1881-1938) était le théoricien de l'austro-marxisme et le principal dirigeant en exil du parti social-démocrate autrichien.

(36) ENGELBERT DOLLFUSS (cf. n. 7, p. 136), avait prétendu assurer l'indépendance de l'Autriche et combattre le communisme. Il avait été assassiné par les nazis en 1934 après avoir interdit le parti communiste, puis le parti social-démocrate.

(37) JULIUS DEUTSCH (1884-1968), militant social-démocrate autrichien, ancien dirigeant du conseil des soldats de Vienne, était, depuis sa création, le chef d'état-major du Schutzbund autrichien.

(38) Au cours des deux premières années de la République espagnole, le parti socialiste avait participé aux gouvernements dirigés par des démocrates bourgeois et avait accepté et couvert des mesures de répression aussi graves que la loi « pour la défense de la république » ou la remise en vigueur de la « loi de fuite » qui permettait d'exécuter des prisonniers.

Le 6 février 1935 a été en France une petite répétition des événements d'Autriche et d'Espagne. Pendant des mois, les staliniens ont endormi et démoralisé les ouvriers, ridiculisé le mot d'ordre de la milice et « repoussé » la lutte physique, et puis, tout d'un coup, sans la moindre préparation, ils ont ordonné au prolétariat : « A la Concorde, en avant, marche ! » Pour cette fois, le bon Langeron (39) les a sauvés. Mais, si demain, quand l'atmosphère sera plus chaude encore, quand les voyous fascistes assassineront des dizaines de chefs ouvriers, ou incendieront l'*Humanité* — qui dit que c'est invraisemblable ? —, le sage comité central criera à coup sûr : « Ouvriers, aux armes ! » Et puis, jetés dans un camp de concentration ou se promenant dans les rues de Londres, s'ils arrivent jusque-là, les mêmes chefs diront fièrement : « Nous avons appelé à l'insurrection, mais les ouvriers ne nous ont pas soutenus ! »

Il faut prévoir et se préparer

Le secret du succès n'est évidemment pas dans la « lutte physique » elle-même, mais dans une politique juste. Or nous appelons juste la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. *En soi*, la milice ouvrière ne résout pas le problème. Mais la milice ouvrière constitue une *partie intégrante nécessaire* de la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. Il serait absurde de tirer à coups de revolver sur l'urne électorale, mais il serait plus absurde encore de se défendre contre les bandes fascistes au moyen d'un bulletin de vote.

Les premiers noyaux de la milice ouvrière sont inévitablement faibles, isolés, inexpérimentés. Routiniers et sceptiques hochent la tête avec mépris. Il s'est même trouvé des cyniques pour n'avoir pas honte de railler l'idée de la milice ouvrière au cours d'un entretien avec les journalistes du Comité des Forges (40). S'ils pensent

(39) Roger LANGERON (1882-1966) était le successeur de Chiappe à la préfecture de police. Le P.C. n'avait pas été le seul à se prononcer pour une contre-manifestation à la Concorde. Dans une « tribune » du *Populaire*, Marceau Pivert, avait écrit le 21 janvier : « S'ils veulent défilé à la Concorde, nous n'irons plus à Vincennes, mais à la Concorde nous aussi ! »

(40) Trotsky fait ici allusion à un article de Raymond Millet dans *Le Temps* du 3 mars 1935, intitulé « Les enquêtes du *Temps* : Ligues et groupements : X : les Jeunesses socialistes ». Le journaliste du *Temps* commence par citer ses sources : « Il n'est pas inutile de rapporter d'abord ici les propos que m'a tenus M. J.B. Séverac, secrétaire du parti socialiste S.F.I.O., à qui la critique littéraire a donné l'habitude de l'impartialité. » Il est impossible de distinguer dans la suite de l'article ce qui est propos de Séverac et commentaire de R. Millet. Il est question de « bolcheviks-léninistes, partisans de la violence », dont on ne peut dire si « ces agi-

s'assurer ainsi contre les camps de concentration, ils se trompent. L'impérialisme se fiche bien que tel ou tel chef s'avilisse : il lui faut écraser la classe.

Quand Guesde et Lafargue (41), tout jeunes, ont entrepris la propagande du marxisme, ils passèrent aux yeux des sages philistins pour des solitaires impuissants et de naïfs utopistes. Néanmoins, ce sont eux qui ont creusé le lit de ce mouvement qui charrie tant de routiniers parlementaires. Dans le domaine littéraire, syndical, coopératif, les premiers pas du mouvement ouvrier ont été faibles, chancelants, peu assurés. Mais, en dépit de sa pauvreté, le prolétariat, grâce à son nombre et à son esprit de sacrifice, a créé de puissantes organisations.

L'organisation armée du prolétariat, qui, au moment présent, coïncide presque totalement avec *la défense contre le fascisme*, est une branche nouvelle de la lutte des classes. Les premiers pas, ici, sont également inexpérimentés, maladroits. Il faut s'attendre à des fautes. Il est même impossible d'éviter complètement la provocation. La sélection des cadres s'obtiendra peu à peu, et cela d'autant plus sûrement, d'autant plus solidement, que la milice sera plus près des usines, là où les ouvriers se connaissent bien les uns les autres.

Mais l'initiative doit nécessairement venir du haut. *Le parti peut et doit donner les premiers cadres*. Les syndicats doivent aussi s'engager — et ils s'engageront inévitablement — sur la même voie. Ces cadres se souderont et se renforceront d'autant plus vite qu'ils rencontreront une sympathie et un soutien plus grands dans les organisations ouvrières, puis dans la masse des travailleurs.

Que dire de ces messieurs, qui, en guise de sympathie et de soutien, apportent blâme ou raillerie, ou, pis encore, dépeignent devant l'ennemi de classe des détachements d'autodéfense ouvrière comme des détachements d'« insurrection » et du « putsch » ? Voyez en particulier le *Combat (?) marxiste (!)*. Ces pédants savants ou à demi savants, théoriciens auxiliaires de Jou-

tateurs méritaient l'épithète de provocateurs que certains de leurs adversaires employaient ». Il est également question d'une « campagne plus que brutale » menée par « ces putschistes » dans les Jeunesses socialistes « contre tous ceux qui (...) refusaient de préparer une insurrection » et qui ont voulu « circonvenir Marceau Pivert ».

(41) Jules BAZILE, dit GUESDE (1845-1922), ancien communard et fondateur du parti ouvrier français, et Paul LAFARGUE (1842-1911), gendre de Karl Marx, avaient été les premiers disciples de Marx et les premiers propagandistes du marxisme en France.

hauts, dirigés par les mencheviks russes, raillent méchamment les premiers pas de la milice ouvrière (42). Il est impossible de qualifier ces messieurs autrement que comme des ennemis directs de la révolution prolétarienne.

La milice ouvrière et l'armée

Mais ici les routiniers conservateurs lancent leur ultime argument : « Pensez-vous qu'à l'aide de détachements mal armés de milice le prolétariat pourra conquérir le pouvoir, c'est-à-dire remporter la victoire sur l'armée actuelle, avec sa technique moderne (les tanks ! l'aviation ! les gaz !!!) ? » Il est difficile d'imaginer argument plus plat et plus trivial, d'ailleurs cent fois contredit par la théorie et par l'histoire. Néanmoins, on le présente chaque fois comme le dernier mot d'une pensée « réaliste ».

Même si l'on admet, pour un instant, que les détachements de la milice se révéleront demain inaptes dans la lutte pour le pouvoir, ils n'en sont pas moins nécessaires *aujourd'hui* pour défendre les organisations ouvrières. Les chefs de la C.G.T., on le sait, se refusent à toute lutte pour le pouvoir. Cela n'arrêtera pas les fascistes devant l'écrasement de la C.G.T. Les syndicalistes qui ne prennent pas à temps des mesures de défense commettent un crime contre les syndicats, indépendamment de leur orientation politique.

Examinons de plus près, pourtant, l'argument capital des pacifistes : « Les détachements armés d'ouvriers sont impuissants devant l'armée contemporaine. » Cet argument, au fond, n'est pas dirigé contre la milice, mais contre *l'idée même de révolution prolétarienne*. Si l'on admet un instant que l'armée, équipée jusqu'aux dents, se trouvera *dans toutes les conditions* du côté du grand capital, alors il faut renoncer non seulement à la milice ouvrière, mais, de façon générale, au socialisme. Alors, c'est que le capitalisme est éternel.

Heureusement, il n'en est pas ainsi. La révolution prolétarienne suppose une extrême exacerbation de la lutte des classes, à la ville et au village et, par conséquent, dans l'armée également. La révolution ne remportera la victoire que lorsqu'elle aura con-

(42) *Le Combat marxiste*, n° 17, mars 1935, venait de publier sous le titre « Alerte n° 1... sottise n° 1 » un écho venimeux où il parlait des « flics camouflés qui pullulent, on le sait, dans l'organisation fermée des T.P.P.S. (Toujours Prêts pour Servir), la milice socialiste » et affirmait qu'il y avait des « camarades » peu disposés à laisser bafouer le concept de révolution par sa transformation en pratique carbonariste. »

quis à elle, ou au moins neutralisé, le noyau fondamental de l'armée. Cette conquête ne peut pourtant pas s'improviser : il faut systématiquement la préparer.

Ici le doctrinaire pacifiste nous interrompt pour tomber — en paroles — d'accord avec nous. « Evidemment, dira-t-il, il faut conquérir l'armée par une propagande continuelle. C'est ce que nous faisons. La lutte contre la grande mortalité dans les casernes, contre les deux ans, contre la guerre — le succès de cette lutte rend l'armement des ouvriers inutile. »

Est-ce vrai ? Non, c'est radicalement faux. Une conquête de l'armée, pacifique, sereine, est moins possible encore que la conquête pacifique d'une majorité parlementaire. Déjà les campagnes très modérées contre la mortalité dans les casernes et contre les deux ans vont sans aucun doute aboutir à un rapprochement entre les ligues patriotiques et les officiers réactionnaires, à un complot direct de leur part et à des versements redoublés des subsides que le capital financier donne aux fascistes. *Plus l'agitation antimilitariste aura de succès, plus le danger fasciste croîtra rapidement.* Telle est la dialectique réelle, et pas inventée, de la lutte. La conclusion est que, dans le processus même de la propagande et de la préparation, il faut savoir se défendre les armes à la main, et de mieux en mieux.

Pendant la révolution

Pendant la révolution, il se produira dans l'armée des oscillations inévitables : il s'y produira une lutte interne. Les fractions les plus avancées de l'armée, elles-mêmes, ne passeront ouvertement et activement du côté du prolétariat que si elles voient de leurs yeux que *les ouvriers veulent se battre et sont capables de vaincre*. La tâche des détachements fascistes sera d'empêcher la jonction entre le prolétariat révolutionnaire et l'armée. Les fascistes s'efforceront d'écraser l'insurrection ouvrière dès son début, pour enlever aux meilleures fractions de l'armée la possibilité de soutenir les insurgés. En même temps, les fascistes viendront en aide aux détachements réactionnaires de l'armée pour désarmer les régiments les plus révolutionnaires et les moins sûrs.

Quelle sera dans ce cas notre tâche ?

Il est impossible de prédire d'avance la marche concrète de la révolution dans un pays donné. Mais on peut, sur toute la base de toute l'expérience historique, affirmer avec certitude que l'insurrection ne prendra en aucun cas et dans aucun pays le caractère

d'un simple duel entre la milice ouvrière et l'armée. Le rapport des forces sera bien plus complexe et incomparablement plus favorable au prolétariat. *La milice ouvrière* — pas par son armement, mais par sa conscience et son héroïsme — sera *l'avant-garde de la révolution*. *Le fascisme*, lui, sera *l'avant-garde de la contre-révolution*. La milice ouvrière, avec le soutien de toute la classe, avec la sympathie de tous les travailleurs, devra battre, désarmer, terroriser les bandes de brigands de la réaction et ouvrir ainsi aux ouvriers la voie de *la fraternisation révolutionnaire avec l'armée*. L'alliance des ouvriers et des soldats viendra à bout des fractions contre-révolutionnaires. Ainsi la victoire sera-t-elle assurée.

Les sceptiques vont hausser les épaules avec mépris. Mais les sceptiques font de même à la veille de toute révolution victorieuse. Le prolétariat fera bien de prier à temps les sceptiques de s'en aller bien loin. Le temps est trop précieux pour qu'on explique la musique aux sourds, les couleurs aux aveugles et aux sceptiques la révolution socialiste.

V LE PROLÉTARIAT, LES PAYSANS, L'ARMÉE, LES FEMMES, LES JEUNES

Le Plan de la C.G.T. et le front unique

Jouhaux a emprunté l'idée du plan à De Man. Chez l'un comme l'autre, l'objectif est le même : *masquer le dernier krach du réformisme* et inspirer au prolétariat de nouveaux espoirs, afin de le détourner de la révolution.

Ni De Man, ni Jouhaux n'ont inventé leurs « plans ». Ils ont tout simplement pris les revendications fondamentales du *programme marxiste de transition*, la nationalisation des banques et des industries clés, ont jeté par-dessus bord la lutte de classes et, à la place de l'expropriation révolutionnaire des expropriateurs, ont mis une opération financière de *rachat*.

Le pouvoir doit comme auparavant rester aux mains du « peuple », c'est-à-dire de la bourgeoisie. Mais l'Etat rachète les plus importantes branches de l'industrie (on ne nous dit pas exactement lesquelles) à leurs propriétaires actuels, qui deviennent,

pour deux ou trois générations, des rentiers parasites : l'exploitation capitaliste privée pure et simple fait place à une exploitation indirecte, par l'intermédiaire du capitalisme d'Etat.

Comme Jouhaux comprend que même ce programme émasculé de nationalisation est absolument irréalisable sans lutte révolutionnaire, il déclare d'avance qu'il est prêt à *changer son « plan »* en *petite monnaie* de réformes parlementaires dans le style à la mode de l'économie dirigée. L'idéal, pour Jouhaux, serait qu'au moyen d'arrangements en coulisses il réduise toute l'opération à ce que siègent, dans différents conseils économiques et sociaux, des bureaucrates syndicaux sans pouvoir ni autorité, mais avec des jetons de présence.

Ce n'est pas pour rien que le plan de Jouhaux — son plan réel, qu'il cache derrière le « Plan » de papier — a reçu le soutien des néos (43) et même l'approbation de Herriot !

Le sage idéal du syndicalisme « indépendant » ne sera pourtant réalisé que si le capitalisme se régénère à nouveau et si les masses ouvrières retombent sous le joug. Mais si le déclin capitaliste se poursuit ? Alors, le plan, lancé pour détourner les ouvriers de « mauvaises pensées », peut devenir le drapeau du mouvement révolutionnaire.

Ce danger existe déjà en Belgique. Le P.O.B. a été obligé de mener une agitation en faveur du plan De Man. Les ouvriers ont pris le plan très au sérieux. Sous le drapeau du plan a commencé à se former une aile gauche, en particulier au sein de la jeunesse (44). Le faussaire théorique De Man ressemble de plus en plus au sorcier qui a invoqué les esprits, mais ne sait comment les renvoyer dans l'au-delà (45). Les bolcheviks-léninistes belges ont tout à fait raison de se placer sur le terrain du mouvement de masse pour le plan afin de le faire avancer par la critique marxiste.

Evidemment, effrayé par l'exemple belge, Jouhaux s'est empressé de reculer. Le point le plus important de l'ordre du jour du comité national de la C.G.T., au milieu de mars — la propa-

(43) Les « néos » désignent les « néo-socialistes », autrement dit l'aile droite du parti, retranchée dans le groupe parlementaire, exclue en octobre 1933, et dirigée par Marcel Déat, Pierre Renaudel, Adrien Marquet, etc.

(44) La « mystique du Plan » avait en effet, à partir de 1934, inspiré une aile gauche à l'intérieur de la Jeune Garde socialiste, sous la direction de Fernand Godefroid et Walter Dauge, à laquelle Trotsky accordait beaucoup d'intérêt et dont l'existence l'avait déterminé à préconiser l'entrée dans les J.G.S. des jeunes léninistes belges.

(45) Allusion au thème de l'« apprenti sorcier ».

gande pour le plan — a été ainsi soudain escamoté. Si cette manœuvre a plus ou moins réussi, la faute en incombe entièrement à la direction du front unique.

Les chefs de la C.G.T. ont lancé leur « Plan » pour avoir la possibilité de concurrencer les partis de la révolution. Jouhaux a montré par là qu'à la suite de ses inspirateurs bourgeois il apprécie la situation comme révolutionnaire — au sens large du mot. Mais *l'adversaire révolutionnaire n'est plus descendu dans l'arène*. Jouhaux a décidé de ne pas s'engager plus loin dans une voie pleine de risques. Il a reculé et maintenant, il attend.

En janvier, la C.A.P. du parti socialiste a proposé au parti communiste une lutte commune pour le pouvoir au nom de la socialisation des banques et des branches concentrées de l'industrie. S'il avait siégé dans le comité central du parti communiste des révolutionnaires, ils auraient dû saisir des deux mains cette proposition. En lançant une large campagne pour le pouvoir, ils auraient accéléré la mobilisation révolutionnaire à l'intérieur de la S.F.I.O. et auraient en même temps contraint Jouhaux à faire de l'agitation pour son « Plan ». Sur cette voie, on aurait pu forcer la C.G.T. à prendre sa place dans le front unique. Le poids spécifique du prolétariat français se serait accru plusieurs fois.

Mais, au sein du comité central du parti communiste, ne siègent pas des révolutionnaires, mais des mandarins. « Il n'y a pas de situation révolutionnaire » ont-ils répondu en contemplant leur nombril. Les réformistes de la S.F.I.O. ont poussé un soupir de soulagement : le danger était passé. Jouhaux s'est hâté de retirer de l'ordre du jour la propagande pour le Plan. Le prolétariat est resté *sans aucun programme* dans la grande crise sociale. L'Internationale communiste a joué, une fois de plus, un rôle réactionnaire.

Alliance révolutionnaire avec la paysannerie

La crise de l'agriculture constitue maintenant le principal réservoir des tendances bonapartistes et fascistes. Quand la misère prend le paysan à la gorge, il est capable de faire les bonds les plus inattendus. Il considère la démocratie avec toujours plus de méfiance.

« Le mot d'ordre de défense des libertés démocratiques, écrit Monmousseau dans les *Cahiers du bolchevisme* (46) du

(46) Les *Cahiers du bolchevisme* étaient la revue théorique mensuelle du parti communiste.

1^{er} septembre 1934 (p. 1017), correspond parfaitement à l'état d'esprit de la paysannerie. »

Cette phrase remarquable montre que Monmousseau comprend aussi peu la question paysanne que la question syndicale. Les paysans commencent à tourner le dos aux partis « de gauche » précisément parce que ces derniers sont incapables de leur proposer autre chose que des paroles en l'air sur la « défense de la démocratie ».

Aucun programme de « revendications immédiates » ne peut donner quelque chose de sérieux au village. Le prolétariat doit parler aux paysans le *langage de la révolution* : il ne trouvera pas d'autre langue commune. Les ouvriers doivent élaborer un programme de *mesures révolutionnaires pour le salut de l'agriculture*, en commun avec les paysans.

Les paysans craignent surtout *la guerre*. Peut-être allons-nous, avec Laval et Litvinov (47), les leurrer d'espoirs en la Société des Nations et le « désarmement » ? Le seul moyen d'éviter la guerre, c'est de renverser sa propre bourgeoisie et de donner le signal de la transformation de l'Europe en *Etats-Unis des républiques ouvrières et paysannes*. Sans révolution, point de salut contre la guerre !

Les paysans travailleurs souffrent des conditions usuraires *du crédit*. Pour changer ces conditions, il n'y a qu'une voie : exproprier les banques, les concentrer dans les mains de l'Etat ouvrier et, sur le compte des requins de la finance, créer un *crédit de faveur* pour les petits paysans, pour les coopératives paysannes en particulier. Il faut instaurer sur les banques de crédit agricole le *contrôle paysan*.

Les paysans souffrent de l'exploitation des trusts de l'engrais ou de la meunerie. Il n'y a pas d'autre voie que de *nationaliser les trusts d'engrais et de la grande meunerie*, et de les subordonner totalement aux intérêts des paysans et des consommateurs.

Diverses catégories de paysans (fermiers, métayers) souffrent de l'exploitation des grands propriétaires fonciers. Il n'y a pas d'autre moyen de lutte contre l'*usure foncière* que l'expropriation

(47) Pierre LAVAL (1883-1945), ancien socialiste, avait succédé à Louis Barthou comme ministre des affaires étrangères et poursuivi sa politique vis-à-vis de l'U.R.S.S. pour l'intégration de cette dernière dans une politique de « sécurité collective ». Litvinov était depuis 1930 commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'U.R.S.S. C'est lui qui avait négocié avec les puissances occidentales et notamment au sujet de l'admission de l'U.R.S.S. à la S.D.N.

des usuriers fonciers par les *comités de paysans* sous le contrôle de l'Etat ouvrier et paysan.

Aucune de ces mesures n'est concevable sous la domination de la bourgeoisie. Ce ne sont pas de petites aumônes qui sauveront le paysan, des palliatifs qui ne lui serviront de rien. Il faut des mesures révolutionnaires hardies. Le paysan les comprendra, les approuvera et les soutiendra si l'ouvrier lui propose sérieusement de *lutter en commun pour le pouvoir*.

Ne pas attendre que la petite bourgeoisie se détermine elle-même, mais *former sa pensée, forger sa volonté*, voilà la tâche du parti ouvrier. Ce n'est qu'ainsi que pourra se réaliser l'union des ouvriers et des paysans.

L'armée

L'état d'esprit de la majorité des officiers de l'armée reflète l'état d'esprit réactionnaire des classes dominantes du pays, mais sous une forme plus concentrée encore. L'état d'esprit de la masse des soldats reflète l'état d'esprit des ouvriers et des paysans, mais sous une forme atténuée : la bourgeoisie sait beaucoup mieux maintenir ses liens avec les officiers que le prolétariat avec les soldats.

Le fascisme en impose beaucoup aux officiers, car ses mots d'ordre sont tranchants et il est prêt à trancher les questions difficiles à coups de revolver et de mitraillette. On dispose de pas mal de renseignements éparpillés sur les liens entre les ligues fascistes et l'armée, par l'intermédiaire d'officiers de réserve, aussi bien que d'officiers d'active. Mais il ne nous arrive qu'une infime partie de ce qui se passe en réalité. Maintenant doit grandir dans l'armée le rôle des rengagés. La réaction trouvera chez eux pas mal d'agents supplémentaires. *Le noyautage fasciste de l'armée sous la protection du grand état-major est en marche.*

Les jeunes ouvriers conscients pourraient à la caserne offrir une résistance victorieuse à la démoralisation fasciste. Mais le grand malheur est qu'eux-mêmes sont politiquement désarmés : ils n'ont pas de programme. Le jeune chômeur, le fils du petit paysan, du petit commerçant ou du petit fonctionnaire apportent dans l'armée le mécontentement des milieux ouvriers dont ils sont issus ; que leur dira le communiste, à la caserne, sinon que « la situation n'est pas révolutionnaire » ? Les fascistes pillent le programme marxiste, transformant, non sans succès, certaines de ses parties en instruments de démagogie sociale. Les « communistes » (?) renient en fait leur programme en lui substituant des débris pourris du réformisme. Peut-on concevoir faillite plus frauduleuse ?

L'*Humanité* se concentre dans les « revendications immédiates » des soldats : c'est nécessaire, mais ce n'est qu'une centième partie du programme. L'armée vit maintenant plus que jamais d'une vie politique. Toute crise sociale est nécessairement une crise de l'armée. *Le soldat français attend et cherche des réponses claires*. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de meilleure réplique à la démagogie des fascistes que *le programme du socialisme*. Il faut le déployer hardiment dans tout le pays et, par mille canaux, il pénétrera dans l'armée.

Les femmes

La crise sociale, avec son cortège de calamités, pèse le plus lourdement sur les femmes travailleuses. Elles sont doublement opprimées : par la classe possédante et par leur propre famille.

Il existe des socialistes qui craignent que les femmes aient le droit de vote, étant donné l'influence que l'Eglise exerce sur elles. Comme si le sort du peuple dépendait du plus ou moins grand nombre de municipalités « de gauche » en 1935 et non de la situation morale, sociale et politique des millions d'ouvrières et de payannes dans l'époque qui vient !

Toute crise révolutionnaire se caractérise par l'éveil des qualités les meilleures de la femme des classes travailleuses : la passion, l'héroïsme, le dévouement. L'influence de l'Eglise ne sera pas balayée par le rationalisme impuissant des « libres penseurs », ni par la fade secte des franc-maçons, mais par la lutte révolutionnaire pour l'émancipation de l'humanité, par conséquent, en premier lieu, de l'ouvrière.

Le programme de la révolution socialiste doit sonner aujourd'hui comme le tocsin pour les femmes de la classe ouvrière !

Les jeunes

La condamnation la plus cruelle de la direction des organisations ouvrières, politiques et syndicales, est la faiblesse des organisations de jeunes. Sur le terrain de la *philanthropie*, des *loisirs* et du *sport*, la bourgeoisie et l'Eglise sont incomparablement plus fortes que nous. On ne peut leur arracher la jeunesse ouvrière que par le programme socialiste et l'action révolutionnaire.

A la jeune génération du prolétariat, il faut une direction politique, mais pas une tutelle importune. Le bureaucratisme con-

servateur étouffe la jeunesse et la repousse. Si le régime des jeunes communistes avait existé en 1848, il n'y aurait pas eu de Gavroche (48). La politique de passivité et d'adaptation se reflète d'une façon particulièrement funeste sur les *cadres* de la jeunesse. Les jeunes bureaucrates deviennent vieux avant l'âge ; ils connaissent tous les genres de manœuvres de coulisse, mais ignorent l'ABC du marxisme. Ils se forment des « convictions » à telle ou telle occasion, selon ce qu'exige la manœuvre. On a pu observer d'assez près ce type au dernier congrès de l'Entente.

Il faut poser devant la jeunesse ouvrière le problème de la révolution dans toute son ampleur. En se tournant vers la nouvelle génération, il faut savoir faire appel à son audace et à son courage, sans lesquels rien de grand ne se fait dans l'histoire. La révolution ouvrira largement les portes à la jeunesse. La jeunesse ne peut pas ne pas être pour la révolution !

VI POURQUOI LA IV^e INTERNATIONALE ?

La faillite de l'Internationale communiste

Dans sa lettre au conseil national du parti socialiste, le comité central du parti communiste a proposé, comme base pour l'unification, « le programme de l'Internationale communiste qui a conduit à la victoire du socialisme en U.R.S.S., alors que le programme de la II^e Internationale n'a pas résisté à l'épreuve tragique de la guerre et a abouti au douloureux bilan de l'Allemagne et de l'Autriche ». Que la II^e Internationale ait fait faillite, les marxistes révolutionnaires l'ont proclamé dès août 1914. Tous les événements ultérieurs n'ont fait que confirmer cette appréciation. Mais, tout en montrant la faillite incontestable de la social-démocratie en Allemagne et en Autriche, les staliniens oublient de répondre à

(48) Gavroche, gamin de Paris, qui meurt héroïquement sur les barricades, est l'un des personnages du célèbre roman de Victor Hugo, *Les Misérables* ; toutefois, il ne meurt pas sur les barricades en 1848, mais lors de l'émeute de 1832, à l'occasion des funérailles du général Lamarque.

une question : *que sont devenues les sections allemande et autrichienne de l'Internationale communiste ?* Le parti communiste allemand s'est écroulé devant l'épreuve historique de façon aussi ignominieuse que la social-démocratie allemande. Pourquoi ? Les ouvriers allemands voulaient se battre et croyaient que « Moscou » les mènerait au combat ; ils allaient à gauche. Le parti communiste allemand grossissait rapidement : à Berlin, il dépassait numériquement la social-démocratie. Mais il fut ravagé de l'intérieur avant que soit venue l'heure de l'épreuve. L'étouffement de sa vie intérieure, la volonté de commander au lieu de convaincre, la politique des zigzags, la nomination des chefs par le haut, le système de mensonge et de duperie des masses — tout cela a démoralisé le parti jusqu'à la moelle. A l'approche du danger, le parti n'était plus qu'un cadavre. On ne peut effacer ce fait de l'histoire.

Après la honteuse capitulation de l'Internationale communiste en Allemagne, les bolcheviks-léninistes, sans perdre une minute, ont proclamé : « La III^e Internationale est morte ! » Il est inutile de rappeler les injures que lancèrent alors contre nous les staliniens de tous les pays. L'*Humanité*, alors que Hitler était déjà au pouvoir, affirmait, numéro après numéro : « Il n'y a pas de défaite en Allemagne », « Seuls des renégats peuvent parler de défaite », « Le Parti communiste allemand grandit d'heure en heure », « Le parti de Thälmann se prépare à prendre le pouvoir ». Rien d'étonnant si ces fanfaronnades criminelles au lendemain de la plus grande catastrophe de l'histoire ont démoralisé encore plus les autres sections de l'Internationale communiste : une organisation qui a perdu la capacité d'apprendre de sa propre défaite est irrémédiablement condamnée.

La leçon de la Sarre

La preuve n'a pas tardé. Le plébiscite de Sarre a été pour ainsi dire organisé pour montrer quels restes de confiance le prolétariat allemand gardait en la II^e et III^e Internationales. Les résultats sont là : placées devant la nécessité de choisir entre la violence triomphante de Hitler et l'impuissance pourrie des partis ouvriers faillis, les masses ont donné à Hitler 90 % des voix, et au front commun de la II^e et de la III^e Internationales (exception faite de la bourgeoisie juive, des affairistes intéressés, des pacifistes, etc.) probablement pas plus de 7 %. *Tel est le bilan commun du réformisme et du stalinisme.* Malheur à celui qui n'a pas compris cette leçon !

Les masses travailleuses ont voté pour Hitler parce qu'elles ne voyaient pas d'autre voie. Les partis qui au cours de dizaines d'années les avaient rassemblées et éveillées au nom du socialisme les ont trompées et trahies. Voilà la conclusion commune qu'ont tirée les travailleurs ! Si le drapeau de la révolution socialiste s'était élevé très haut en France, le prolétariat de la Sarre aurait tourné ses regards vers l'ouest et aurait mis la solidarité de classe au-dessus de la solidarité nationale. Mais hélas le coq gaulois n'annonçait pas au peuple sarrois une aurore révolutionnaire. Bien que, sous le couvert du front unique, se mène en France une politique identique, de faiblesse, d'indécision, de piétinement sur place, de manque de confiance dans ses propres forces, à celle qui a perdu la cause du prolétariat allemand. C'est pourquoi le plébiscite sarrois ne constitue pas seulement la preuve des résultats de la catastrophe allemande, mais aussi *un avertissement sévère pour le prolétariat français*. Malheur aux partis qui restent à la surface des événements, se bercent de paroles, croient aux miracles et permettent à l'ennemi de s'organiser impunément, de s'armer, d'occuper des positions avantageuses et de choisir le moment le plus favorable pour porter un coup décisif !

Voilà ce que nous dit la leçon sarroise.

Le programme de l'Internationale communiste

De nombreux réformistes et centristes (c'est-à-dire ceux qui hésitent entre le réformisme et la révolution), allant vers la gauche, cherchent maintenant à graviter vers l'Internationale communiste : certains d'entre eux, essentiellement des ouvriers, espèrent sincèrement trouver dans le programme de Moscou le reflet de la révolution d'Octobre ; d'autres, essentiellement des fonctionnaires, s'efforcent simplement de lier amitié avec la puissante bureaucratie soviétique. Laissons les carriéristes à eux-mêmes. Mais, aux socialistes qui espèrent sincèrement trouver dans l'Internationale communiste une direction révolutionnaire, nous disons : « Vous vous trompez cruellement ! Vous ne connaissez pas bien l'histoire de l'Internationale communiste, qui, dans les dix dernières années, fut l'histoire des erreurs, des catastrophes, des capitulations et de la dégénérescence bureaucratique. »

Le programme actuel de l'Internationale communiste a été adopté au 6^e congrès, en 1928, après l'écrasement de la direction léniniste (49). Entre le programme actuel et celui avec lequel le

(49) Le programme de l'Internationale communiste fut rédigé par Boukharine, lequel fut peu après déclaré un « libéral bourgeois ». Dans son *Testament*,

bolchevisme remporta la victoire de 1917, il y a un abîme. Le programme du bolchevisme partait du point de vue que le sort de la révolution d'Octobre est inséparable de celui de la révolution internationale. Le programme de 1928, malgré toutes ses phrases « internationalistes », part de la perspective de *la construction indépendante du socialisme en U.R.S.S.* Le programme de Lénine disait : « Sans révolution en Occident ou en Orient, nous sommes vaincus ! » Ce programme, *par son essence même*, excluait la possibilité de sacrifier les intérêts du mouvement ouvrier mondial aux intérêts de l'U.R.S.S. Le programme de l'Internationale communiste signifie en pratique : aux intérêts de l'U.R.S.S. (en fait, aux intérêts des combinaisons diplomatiques de la bureaucratie soviétique), on peut et on doit sacrifier les intérêts de la révolution prolétarienne en France. Le programme de Lénine enseignait : le bureaucratisme soviétique est le pire ennemi du socialisme ; reflétant la pression des forces et tendances bourgeoises sur le prolétariat, le bureaucratisme peut conduire à la renaissance de la bourgeoisie ; le succès de la lutte contre le fléau du bureaucratisme ne peut être assuré que par la victoire du prolétariat européen et mondial. Contrairement à cela, le programme actuel de l'Internationale communiste dit : le socialisme peut être construit indépendamment des succès et des défaites du prolétariat mondial, sous la direction de la bureaucratie soviétique infaillible et toute-puissante ; tout ce qui est dirigé contre son infaillibilité est contre-révolutionnaire et mérite d'être exterminé.

Dans l'actuel programme de l'Internationale communiste, il y a bien entendu beaucoup d'expressions, de formules, de phrases empruntées au programme de Lénine (la bureaucratie conservatrice de Thermidor et du Consulat a utilisé également en France la terminologie des Jacobins (50)) ; mais, au fond, ces deux programmes s'excluent l'un l'autre. Pratiquement en effet la bureau-

Lénine avait jugé nécessaire de prévenir que Boukharine ne possédait pas le marxisme, car sa pensée était imprégnée de *scolastique*. J'ai donné une critique du programme de l'Internationale communiste dans mon livre *L'Internationale communiste après Lénine* (Rieder éd. 1931). Cette critique est jusqu'à présent restée sans réponse. (Note de L.T. à la réédition de 1936 dans le volume *Où va la France ?*)

(50) « Thermidor » était le onzième mois du calendrier républicain, l'allusion est faite ici à la période de la Convention thermidorienne qui suivit la chute de Robespierre et précéda immédiatement la période du Directoire. Le Consulat fut la période ouverte par le coup d'Etat du 18 Brumaire du général Bonaparte, de 1799 à 1804, date de l'établissement de l'Empire. Le club des Jacobins, fondé en octobre 1789, fut l'une des forces motrices pendant la révolution française et notamment le soutien politique du grand comité de salut public dirigé par Robespierre. Il fut fermé par la Convention thermidorienne en novembre 1794.

cratie stalinienne a depuis longtemps remplacé le programme de la révolution prolétarienne internationale par un programme de réformes soviétiques nationales. En désagrégeant et en affaiblissant le prolétariat mondial par sa politique, qui constitue un mélange d'opportunisme et d'aventurisme, l'Internationale communiste mine par cela même les intérêts fondamentaux de l'U.R.S.S. Nous sommes pour l'U.R.S.S., mais contre la bureaucratie usurpatrice et son instrument aveugle, l'Internationale communiste.

Béla Kun, chef de l'Internationale communiste

Manuilsky (51), hier chef de l'Internationale communiste, s'est noyé sans laisser de traces dans la « troisième période » — dans laquelle il n'y avait, hélas, que de la mousse. Sans que les sujets s'en aperçoivent, il a été remplacé par Béla Kun. Il est nécessaire de dire quelques mots de ce nouveau souverain de l'Internationale communiste. Prisonnier de guerre hongrois en Russie, Béla Kun, comme beaucoup d'autres prisonniers, y devint communiste, et, à son retour en Hongrie, fut chef d'un petit parti. La prostration devant l'Entente du gouvernement du comte Karolyi (52) se termina par la transmission consentie et pacifique du pouvoir aux partis ouvriers, sans aucune révolution. Les communistes du parti de Béla Kun s'empressèrent de s'unifier avec les social-démocrates. Inspirateur de la Hongrie soviétique, Béla Kun manifesta une complète carence, surtout dans la question paysanne, ce qui aboutit rapidement à l'effondrement des soviets. Revenu comme émigrant en U.R.S.S., Béla Kun n'eut jamais que des rôles de troisième plan, car il ne jouissait pas du tout de la confiance de Lénine. On connaît le discours extrêmement violent de Lénine au plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste à la veille du III^e congrès : presque toutes les phrases rappelaient les « béla kuneries » (53). Dans ma brochure sur la direction de l'Internationale communiste (54), j'ai raconté comment

(51) Manuilsky, qui avait été le porte-parole de l'I.C. dans le cours de la « troisième période » ultra-gauchiste, semblait avoir été écarté des responsabilités et n'était plus mentionné.

(52) Le comte Michel KAROLYI (1875-1955), aristocrate hongrois et démocrate d'opinion était devenu président de la République hongroise en janvier 1920. Pris à la gorge par les exigences des Alliés et les revendications de ses voisins, les Roumains notamment, il était allé offrir le pouvoir à Béla Kun, alors en prison.

(53) Traduction libre, certes, mais exacte pour « les bêtises de Béla Kun » (N.D.T.)

(54) Cette brochure, *Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ?* a été incorporée dans l'ouvrage *L'Internationale communiste après Lénine*.

Lénine m'expliqua la violence de son attaque contre Béla Kun : « Il faut apprendre aux gens à ne pas lui faire confiance. » Depuis ce temps-là, non seulement Béla Kun n'a rien appris, mais il a même oublié le peu qu'il s'était assimilé à l'école de Lénine. On peut voir combien cet homme est fait pour le rôle de chef de l'Internationale communiste, et, en particulier, du prolétariat français.

L'unité organique

Admettons que le parti communiste croisse, même maintenant. Non pas grâce à sa politique, mais malgré sa politique. Les événements poussent les ouvriers à gauche, et le parti communiste, malgré son tournant opportuniste, reste pour les masses « l'extrême gauche ». La croissance numérique du parti communiste ne comporte pourtant, en elle-même, pas la moindre garantie d'avenir : ainsi que nous l'avons dit, le parti communiste allemand a grossi jusqu'au moment même de la capitulation et beaucoup plus rapidement encore.

En tout cas, le fait de l'existence de deux partis ouvriers, qui rend nécessaire, face au danger commun, une politique de front unique, suffit en même temps à expliquer les aspirations des ouvriers à l'unité organique. S'il y avait en France un parti révolutionnaire conséquent, nous serions les adversaires résolus de la fusion avec le parti opportuniste. Dans les conditions de l'exacerbation de la crise sociale, le parti révolutionnaire, en lutte contre le réformisme, rassemblerait inévitablement sous son drapeau l'écrasante majorité des ouvriers. Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte des classes, mais de rassembler le prolétariat dans et pour la lutte. Ce sont là deux problèmes absolument différents, parfois même contradictoires.

Mais c'est un fait qu'en France il n'y a pas de parti révolutionnaire. La légèreté avec laquelle le parti communiste — sans la moindre discussion — est passé de la théorie et de la pratique du « social-fascisme » au bloc avec les radicaux et au refus des tâches révolutionnaires au nom des « revendications immédiates », témoigne que l'appareil du parti communiste est complètement rongé par le cynisme et sa base désorientée et déshabituée de penser. C'est un *parti malade*.

Nous avons critiqué assez ouvertement la position de la S.F.I.O. pour ne pas répéter ce que nous avons déjà dit plus d'une fois. Mais il est malgré tout incontestable que l'aile gauche révolu-

tionnaire de la S.F.I.O. est en train de devenir peu à peu le laboratoire où se forment les mots d'ordre et les méthodes de la lutte prolétarienne. Si cette aile se fortifie et se trempe, elle pourra devenir le facteur décisif pour agir sur les ouvriers communistes. C'est dans cette unique voie que le salut est possible. La situation serait au contraire définitivement perdue si l'aile révolutionnaire du parti socialiste tombait dans le système d'engrenages qui a pour nom appareil de l'Internationale communiste et qui sert à hacher les colonnes vertébrales et les caractères, à faire perdre l'habitude de penser et à apprendre à obéir aveuglément : ce système est franchement funeste pour former des révolutionnaires.

— « Seriez-vous contre l'unité organique ? », vont nous demander, non sans indignation, quelques camarades.

Non, nous ne sommes pas contre l'unité. Mais nous sommes contre le fétichisme, la superstition et l'aveuglement. L'unité en elle-même ne résout rien encore. La social-démocratie autrichienne a rassemblé presque tout le prolétariat, mais seulement pour le mener à sa perte. Le parti ouvrier belge a le droit de se dire le parti unique du prolétariat, mais cela ne l'empêche pas d'aller de capitulation en capitulation. Seuls des naïfs sans espoir peuvent espérer que le Labour Party, qui domine totalement dans le prolétariat britannique, est capable d'assurer sa victoire. Ce qui décide, ce n'est pas l'unité en elle-même, mais son contenu politique réel.

Si la S.F.I.O. s'unifiait aujourd'hui même avec le parti communiste, cela n'assurerait pas encore la victoire plus que ne l'assure le front unique : seule une juste politique révolutionnaire peut assurer la victoire. Mais nous sommes prêts à reconnaître que l'unification faciliterait, dans les conditions présentes, le regroupement et le rassemblement des éléments véritablement révolutionnaires dispersés dans ces deux partis. C'est en ce sens — et seulement en ce sens — que l'unification pourrait constituer un pas en avant.

Mais l'unification — disons-le ici même — constituerait un pas en arrière, pis encore, un pas vers l'abîme, si la lutte contre l'opportunisme dans le parti unifié suivait le lit de l'Internationale communiste. L'appareil stalinien est capable d'exploiter une révolution victorieuse, mais il est organiquement incapable d'assurer la victoire d'une nouvelle révolution. Il est conservateur jusqu'à la moelle. Répétons-le une fois de plus : *la bureaucratie soviétique a autant à voir avec l'ancien parti bolchevique que la bureaucratie du Directoire et du Consulat avec le jacobinisme.*

L'unification des deux partis ne nous conduirait en avant que si elle était affranchie d'illusions, d'aveuglement et de pure tromperie. Pour ne pas être contaminés par la maladie de l'Internationale communiste, il faut aux socialistes de gauche une sérieuse inoculation de léninisme. C'est précisément pourquoi, entre autres, nous suivrons avec un esprit si attentif et si critique l'évolution des groupements de gauche. D'aucuns s'en sentent offensés. Mais nous pensons que, dans le domaine révolutionnaire, les règles de responsabilité sont incomparablement plus importantes que les règles de courtoisie. La critique dirigée contre nous, nous l'apprécions aussi d'un point de vue révolutionnaire, et non sentimental.

Dictature du prolétariat

Zyromski, dans une série d'articles, a essayé d'indiquer les principes fondamentaux du futur parti unifié (55). C'est une chose beaucoup plus sérieuse que de répéter les phrases générales sur l'unité, à la façon de Lebas (56). Malheureusement, Zyromski fait dans ses articles un pas, du centrisme réformiste non vers le léninisme, mais vers le centrisme bureaucratique, le stalinisme. Cela apparaît de la façon la plus claire, ainsi que nous allons le démontrer, dans la question de la dictature du prolétariat.

Zyromski, pour quelque raison, répète avec insistance dans cette série d'articles l'idée — dont il fait remonter la source à Staline ! — que « la dictature du prolétariat ne peut jamais être considérée comme un but (57) ». Comme s'il existait quelque part dans le monde des théoriciens insensés qui pensent que la dictature du prolétariat est un « but en soi » ! Mais il y a une idée dans ces étranges répétitions : Zyromski s'excuse pour ainsi dire d'avance devant les gens de la droite de vouloir la dictature. Malheureusement, il est difficile d'instaurer la dictature si l'on commence par s'excuser.

Bien pire, pourtant, est l'idée suivante : « Cette dictature du prolétariat... doit se desserrer et se transformer progressivement

(55) Voir cette série d'articles de Zyromski, « Pour un seul parti de la classe ouvrière » dans le *Populaire* des 17, 20 et 27 février 1935.

(56) Jean-Baptiste LEBAS (1878-1944), maire de Roubaix depuis 1912, était le tout-puissant patron de la fédération S.F.I.O. du Nord, forte de son réseau de municipalités socialistes. Il venait de publier un article : « Unité d'action et unité organique » dans le *Populaire* du 26 février.

(57) J. ZYROMSKI, « Pour un seul parti de la classe ouvrière », *Le Populaire*, 20 février 1935.

en démocratie prolétarienne au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste. » Dans ces quelques lignes se trouvent deux profondes erreurs principales. La dictature du prolétariat *y est opposée* à la démocratie prolétarienne. Pourtant, la dictature du prolétariat, par son essence même, peut et doit être l'épanouissement suprême de la démocratie prolétarienne. Pour accomplir une grande révolution sociale, il faut au prolétariat la concrétisation suprême de toutes ses forces et de toutes ses capacités. C'est précisément pour venir à bout de ses ennemis qu'il s'organise démocratiquement. La dictature, selon Lénine, doit « apprendre à chaque cuisinière à diriger l'Etat ». Le glaive de la dictature est dirigé contre les ennemis de classe : *la base de la dictature est constituée par la démocratie prolétarienne.*

Or, chez Zyromski, la démocratie prolétarienne vient remplacer la dictature « au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste ». C'est une perspective tout à fait fausse. Au fur et à mesure que la société bourgeoise se transforme en société socialiste, la démocratie prolétarienne dépérit avec la dictature, car l'Etat lui-même dépérit. Il n'y aura pas de place dans la société socialiste pour la « démocratie prolétarienne », premièrement, parce qu'il n'y aura plus de prolétariat, deuxièmement parce qu'il n'y aura plus nécessité de violence étatique. C'est pourquoi le développement de la société socialiste doit signifier, non pas la transformation de la dictature en démocratie, mais leur dissolution à toutes deux dans l'organisation économique et culturelle de la société socialiste.

Adaptation à la bureaucratie stalinienne

Nous ne nous serions pas arrêtés sur cette erreur si elle n'avait eu qu'un caractère théorique. Mais en fait se cache derrière elle tout un dessein politique. La théorie de la dictature du prolétariat, qu'il a, selon son propre aveu, empruntée à Dan (58), Zyromski tente de l'adapter au régime actuel de la bureaucratie soviétique. Il

(58) Théodore GOURVITCH dit DAN (1871-1947), militant du P.O.S.D.R. de la première heure, dirigeant menchevik dès 1905, participa en 1910 et 1918 aux tentatives de réunification du parti et fut expulsé d'U.R.S.S. en 1921. Dirigeant à Paris le journal menchevik *Sotsialisticheski Vestnik*, il avait prononcé à Bruxelles en 1932 une conférence : « Les socialistes russes et le prolétariat » au cours de laquelle il avait attaqué le « jacobinisme » des bolcheviks, se situant dans la ligne de la critique d'Axelrod et du Trotsky de *Nos tâches politiques*, soulignant qu'en 1848 Marx et Engels avaient rompu avec la conception jacobine pour développer le concept d'une dictature du prolétariat conçue comme démocratie illimitée. Zyromski avait préparé avec lui et Otto Bauer des thèses pour la II^e Internationale.

ferme d'ailleurs consciemment les yeux sur la question suivante : pourquoi, malgré les énormes succès économiques de l'U.R.S.S., la dictature prolétarienne évolue-t-elle non pas vers la démocratie, mais vers un bureaucratisme monstrueux qui prend définitivement le caractère d'un régime personnel ? Pourquoi, « au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste », étouffe-t-on le parti, étouffe-t-on les soviets, étouffe-t-on les syndicats ? Il est impossible de répondre à cette question sans une critique de fond du stalinisme. Mais c'est précisément ce que Zyromski veut à tout prix éviter.

Cependant, le fait qu'une bureaucratie indépendante et incontrôlée ait usurpé la défense des conquêtes sociales de la révolution prolétarienne témoigne que nous avons devant nous une dictature malade, en dégénérescence, qui, si on la laisse livrée à elle-même, aboutira non à la « démocratie prolétarienne », mais à l'effondrement complet du régime soviétique.

Seule la révolution en Occident peut sauver la révolution d'Octobre. La théorie du « socialisme dans un seul pays » est fausse dans tous ses fondements. Le programme de l'Internationale communiste ne vaut pas mieux. Adopter ce programme, ce serait lancer le train de la révolution internationale dans le ravin. La première condition du succès pour le prolétariat français est l'indépendance complète de son avant-garde vis-à-vis de la bureaucratie soviétique, nationale et conservatrice. Le parti communiste a bien entendu le droit de proposer comme base de l'unification le programme de l'Internationale communiste : il n'a rien d'autre à offrir. Mais les marxistes révolutionnaires qui sont conscients de leurs responsabilités dans le destin du prolétariat, doivent soumettre à une impitoyable critique le programme de Boukharine-Staline. L'unité est une chose magnifique, mais pas sur une base pourrie. La tâche progressiste consiste à rassembler les ouvriers socialistes et communistes sur la base du programme international de Marx et de Lénine. Les intérêts du prolétariat mondial, comme les intérêts de l'U.R.S.S. — ils ne sont pas différents — exigent la même lutte contre le réformisme et contre le stalinisme.

La IV^e Internationale

Les deux Internationales, non seulement la II^e, mais également la III^e, sont atteintes jusqu'à la moelle. Il y a des preuves historiques qui ne trompent pas. Les grands événements (Chine, Angleterre, Allemagne, Autriche, Espagne) ont rendu leur ver-

dict. De ce verdict, confirmé en Sarre, aucun appel n'est plus possible. La préparation d'une nouvelle Internationale, s'appuyant sur l'expérience tragique des dix dernières années, est mise à l'ordre du jour. Cette tâche grandiose est étroitement liée, bien entendu, à toute la marche de la lutte de classe du prolétariat, avant tout à la lutte contre le fascisme en France. Pour vaincre l'ennemi, l'avant-garde du prolétariat doit s'assimiler les méthodes marxistes révolutionnaires, incompatibles aussi bien avec l'opportunisme qu'avec le stalinisme. Réussira-t-elle à remplir cette tâche ? Engels a jadis écrit : « Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats. » Espérons que cette fois ils justifieront pleinement cette appréciation de notre grand maître. Mais la victoire du prolétariat français n'est concevable que s'il arrive à faire sortir du feu de la lutte un parti véritablement révolutionnaire qui deviendra la pierre angulaire de la nouvelle Internationale. Telle serait la voie la plus courte, la plus avantageuse, la plus favorable pour la révolution internationale.

Ce serait une stupidité que d'affirmer qu'elle est assurée. Si la victoire est possible, la défaite, malheureusement n'est pas non plus exclue. *La politique actuelle du front unique, comme des deux organisations syndicales, ne facilite pas, mais rend difficile la victoire.* Il est absolument évident qu'au cas où le prolétariat français serait écrasé, ses deux partis disparaîtraient définitivement de la scène. La nécessité d'une nouvelle Internationale, sur de nouvelles bases, deviendrait alors évidente pour tout ouvrier. Mais il est d'avance absolument évident qu'au cas où le fascisme triompherait en France l'édification de la IV^e Internationale rencontrerait mille obstacles, se poursuivrait avec une grande lenteur, et que le centre de tout le travail révolutionnaire serait vraisemblablement transféré en Amérique.

Ainsi, les deux variantes historiques — la victoire ou la défaite du prolétariat français — conduisent également, quoique à des rythmes différents, sur la voie de la IV^e Internationale. C'est précisément cette tendance historique qu'expriment les bolcheviks-léninistes. L'aventurisme sous toutes ses formes nous est étranger. Il ne s'agit pas de « proclamer » artificiellement la IV^e Internationale, mais de la préparer systématiquement. Il faut, par l'expérience des événements, montrer et démontrer aux ouvriers avancés que les programmes et les méthodes des deux Internationales sont en contradiction insurmontable avec les exigences de la révolution prolétarienne et que ces contradictions ne s'atténuent pas, mais au contraire ne cessent de s'aggraver. De

cette analyse découle l'unique ligne générale possible : il faut préparer théoriquement et pratiquement la IV^e Internationale.

Jacques Doriot ou le couteau sans lame (59)

En février s'est tenue une conférence internationale de plusieurs organisations n'appartenant ni à la II^e ni à la III^e Internationale (deux partis hollandais, le S.A.P. allemand, l'I.L.P. britannique, etc.) (60). Sauf les Hollandais, qui sont sur la position du marxisme révolutionnaire, l'ensemble des autres participants représentent différentes variétés, en majorité très conservatrices, du centrisme. J. Doriot, qui a participé à cette conférence, écrit dans son compte rendu : « Au moment où la crise du capitalisme apporte la vérification éclatante des thèses du marxisme... les partis créés à cet effet, soit par la II^e, soit par la III^e Internationale, *ont tous failli à leur mission*. » Nous ne nous arrêterons pas sur le fait que Doriot lui-même, au cours d'une lutte de dix ans contre l'Opposition de gauche, aida à la décomposition de l'Internationale communiste (61). Nous ne rappellerons pas, en particulier, le triste rôle de Doriot à l'égard de la révolution chinoise (62). Prenons simplement acte du fait que Doriot, en février 1935, a compris et reconnu la faillite de la II^e et de la III^e Internationales. En conclut-il à la nécessité de préparer la nouvelle Internationale ? Le supposer serait bien mal connaître le centrisme. Sur l'idée de la nouvelle Internationale, Doriot écrit : « Cette idée du trotskysme a été formellement condamnée par la conférence. » Doriot, quand il parle de « condamnation formelle », va trop loin, mais il est vrai que la conférence, contre les deux délégués hollandais, *a repoussé* l'idée de la IV^e Internationale. Quel est donc le programme réel de cette conférence ? Il est de ne pas avoir de pro-

(59) Faut-il voir dans cette expression une réminiscence du « couteau sans lame auquel manque le manche » de Georg Christoph Lichtenberg (1742-1799), physicien et écrivain allemand, auquel Breton fait une place dans son *Anthologie de l'humour noir* ?

(60) Allusion à la conférence de l'I.A.G.

(61) Jacques Doriot s'était notamment distingué au cours d'un plénum de l'exécutif de l'I.C. où il était monté à la tribune pour dénoncer les critiques d'inspiration oppositionnelle qu'avait exprimées dans une conversation privée le délégué des jeunesses Voya Vuyović, un Yougoslave qui avait milité en France pendant la guerre.

(62) Doriot avait participé, avec notamment l'américain Browder, à une délégation de l'I.C. en Chine, laquelle s'était fait remarquer par sa servilité et son humilité, en même temps que par sa proposition d'envoyer des rapports « sur mesure ».

gramme. Dans leur travail quotidien, les participants de cette conférence se tiennent éloignés des tâches internationales de la révolution prolétarienne et n'y pensent guère. Mais, tous les ans et demi, ils tiennent congrès pour soulager leur cœur et déclarer : « La II^e et la III^e Internationales ont fait faillite. » Puis, après avoir hoché tristement la tête, ils se séparent. Il faudrait plutôt appeler cette « organisation » : « bureau pour la célébration annuelle d'un service funèbre pour la II^e et la III^e Internationales ».

Ces vénérables personnages se prennent pour des « réalistes », des « tacticiens », voire des « marxistes ». Ils ne font que se répandre en aphorismes : « Il ne faut pas anticiper », « Les masses n'ont pas encore compris », etc. Mais pourquoi donc anticipez-vous vous-mêmes en constatant la faillite des deux Internationales ? Puisque les « masses » ne l'ont pas encore compris ? Les masses qui l'ont compris — sans votre aide — votent, elles... pour Hitler (Sarre). Vous subordonnez la préparation de la IV^e Internationale à un « processus historique ». Mais n'êtes-vous pas vous-mêmes une partie de ce processus ? Les marxistes se sont toujours efforcés d'être à la tête du processus historique. Quelle partie de ce processus représentez-vous exactement ?

« Les masses n'ont pas encore compris. » Mais les masses ne sont pas homogènes. Les idées nouvelles sont assimilées d'abord par les éléments avancés, puis, par leur intermédiaire, elles pénètrent dans les masses. Si vous-mêmes, sages altiers, vous avez compris la nécessité et l'inéluctabilité de la IV^e Internationale, comment pouvez-vous donc cacher aux masses cette conclusion ? Pis encore : après avoir reconnu la faillite des Internationales existantes, Doriot « condamne » (!!!) l'idée de la nouvelle Internationale. Quelle perspective pratique donne-t-il donc à l'avant-garde révolutionnaire ? Aucune ! Cela signifie semer la confusion, le trouble et la démoralisation.

Telle est la nature du centrisme. Il faut comprendre jusqu'au bout cette nature. Sous la pression des circonstances, tel centriste peut aller très loin dans l'analyse, les appréciations, la critique : dans ce domaine, les chefs du S.A.P., qui dirigèrent la conférence dont nous venons de parler, répètent très scrupuleusement beaucoup de ce que les bolcheviks-léninistes ont dit, il y a deux, trois ou dix ans. Mais le centriste s'arrête toujours avec crainte devant les conclusions révolutionnaires. Célébrer en famille un service funèbre pour l'Internationale communiste ? Pourquoi pas ! Mais se mettre à préparer la nouvelle Internationale ? Non, plutôt... « condamner »... le trotskysme.

Doriot n'a aucune position. Et il ne veut pas en avoir. Après sa rupture avec la bureaucratie de l'Internationale communiste, il aurait pu jouer un rôle progressiste et sérieux. Mais jusqu'à présent, il ne s'en est même pas approché. Il se dérobe devant les tâches révolutionnaires. Il a pris pour maîtres les chefs du S.A.P. Veut-il s'inscrire définitivement dans la corporation des centristes ? Qu'il le sache : un centriste, c'est un couteau sans lame !

VII CONCLUSION

Le rapport des forces

« Attendre », « faire durer », « gagner du temps », tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens. Cette politique se nourrit de l'idée que *le temps travaille pour nous*. Est-ce vrai ? C'est complètement faux. Si nous ne menons pas une politique révolutionnaire dans une situation prérévolutionnaire, alors le temps travaille *contre nous*.

Malgré les hymnes creux en l'honneur du *front unique*, le rapport des forces s'est modifié au cours de la dernière année au détriment du prolétariat. Pourquoi ? Marceau Pivert a donné à cette question une réponse juste dans son article « Tout se tient » (*Le Populaire*, 18 mars 1935). Dirigées en coulisses par le capital financier, toutes les forces et tous les détachements de la réaction mènent une politique d'offensive incessante, envahissent de nouvelles positions, les renforcent et vont de l'avant (agriculture, industrie, enseignement, presse, justice, armée). Du côté du prolétariat, il n'y a que des phrases sur l'offensive ; en fait il n'y a même pas de défensive. Les positions ne sont pas renforcées : elles se rendent sans combat ou se préparent à se rendre.

Le rapport des forces politiques n'est pas déterminé seulement par des données objectives (rôle dans la production, nombre, etc.), mais par des données subjectives : la *conscience de sa force* est l'élément le plus important de sa *force réelle*. Tandis que le fascisme augmente de jour en jour la confiance en eux-mêmes des petits-bourgeois déclassés, les groupes dirigeants du front unique affaiblissent la volonté du prolétariat. Les pacifistes, disciples

de Bouddha et de Gandhi (63), et non de Marx et de Lénine, s'emploient à prêcher contre la violence, contre l'armement, contre la lutte physique. Les staliniens prêchent au fond la même chose, en invoquant seulement la « situation non révolutionnaire ». Entre les fascistes et les pacifistes de toutes nuances s'établit une division du travail : les uns renforcent le camp de la réaction, les autres affaiblissent celui de la révolution. Telle est la vérité sans fard !

Cela signifie-t-il que la situation est désespérée ? Non !

Deux facteurs importants jouent contre les réformistes et contre les staliniens. Premièrement, les exemples frais d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne sont sous les yeux de tous ; les masses ouvrières sont alarmées, les réformistes et les staliniens décontenancés. Deuxièmement, les marxistes ont réussi à poser à temps devant l'avant-garde prolétarienne les problèmes de la révolution.

Les bolcheviks-léninistes sont loin de chercher à exagérer leur nombre. Mais la force de leurs mots d'ordre vient de ce qu'ils reflètent la logique du développement de la situation prérévolutionnaire actuelle. Les événements confirment à chaque étape notre analyse et notre critique. L'aile gauche du parti socialiste grandit. Dans le parti communiste, la critique est étouffée comme auparavant. Mais la croissance de l'aile révolutionnaire dans la S.F.I.O. ouvrira inévitablement une brèche dans la discipline bureaucratique meurtrière des staliniens : les révolutionnaires des deux partis se tendront mutuellement la main pour travailler ensemble.

Notre règle demeure comme toujours : *exprimer ce qui est*. C'est le plus grand service qu'on puisse actuellement rendre à la cause de la révolution. Les forces du prolétariat restent intactes. La petite bourgeoisie n'a pas encore fait son choix. On a perdu beaucoup de temps, mais les derniers délais ne sont pas encore écoulés.

La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée — autant que la victoire puisse être assurée d'avance — à une seule et unique condition. *Il faut vouloir la victoire, il faut aspirer*

(63) BOUDDHA, au 6^e siècle avant J.C., fut le fondateur du bouddhisme, qui prêchait le renoncement à soi-même. Mohandas GANDHI (1869-1948), père du nationalisme indien contemporain, était l'apôtre de la non-violence.

à la victoire, il faut abattre les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine.

Camarades, amis, frères et sœurs ! Les bolcheviks-léninistes vous appellent à combattre et à vaincre !

UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS L'AMALGAME STALINIEN (1)

(31 mars 1935)

Le 18 janvier 1935, j'écrivais à propos du procès Zinoviev : « Il serait d'une criminelle légèreté de penser que Staline ait renoncé à des tentatives de nous impliquer dans quelque " affaire " nouvelle manigancée par le G.P.U. et ses amis étrangers. Staline n'a pas d'autre méthode pour lutter contre nous (2) ».

A l'heure actuelle, la menace d'un nouvel amalgame (3) pèse sur la tête de nos amis en U.R.S.S. Sa préparation est grossière et malpropre. Mais cela ne l'empêche pas d'ouvrir la voie à de sanglantes mesures de répression contre les bolcheviks et leurs proches.

Le 20 mars, la *Pravda* a publié la nouvelle de l'expulsion de Leningrad d'anciens princes, grands industriels, propriétaires fonciers, hauts fonctionnaires et policiers tsaristes, au total 1 074 personnes. Le compte rendu ajoutait : « Une partie des exilés sont accusés [...] d'activité contre l'Etat soviétique pour le compte d'Etats étrangers. »

Nous laissons complètement de côté la question de savoir comment il est possible, en 1935, dix-huit ans après Octobre, de trouver à Leningrad plus d'un millier de dangereux représentants de l'ancienne Russie tsariste. Cela veut-il dire que le G.P.U., occupé qu'il était à persécuter et à exterminer les léninistes, n'a pas remarqué les ennemis de classe ? Ou bien les mille personnes en question ne représentaient auparavant aucun danger, mais viennent de relever la tête, maintenant que le régime stalinien a

(1) V 130, Bibliothèque du collège Harvard. *Biulleten Oppositsii*, n° 43, avril 1935. Littéralement : « Un nouveau nœud » (N.D.T.). Traduit du russe.

(2) Cf. p. 44.

(3) Littéralement, « un nouveau nœud » (N.D.T.).

provoqué à l'intérieur du parti des actions terroristes et abouti à une sanglante répression de masse contre la jeunesse du parti ? Dans l'un et l'autre cas, les informations officielles ne laissent aucun doute quant aux personnalités visées par l'épuration de Leningrad : l'ensemble des 1 074 individus en question appartenait sans erreur possible aux couches des anciennes classes dirigeantes et de la bureaucratie tsariste.

Mais, cinq jours plus tard, on trouve déjà une nouvelle version dans la *Pravda* du 25 mars : sur les arrestations et les déportations, elle dit textuellement : « La lie puante des trotskystes, des zinoviévistes, des anciens princes, comtes, policiers, tout ce rebut agissant de concert tente de saper les fondements de notre Etat. »

Ainsi, parmi les 1 074 personnes exilées et inculpées, et au premier rang, encore, se trouvaient « des trotskystes et des zinoviévistes », qui agissaient « de concert » avec d'anciens ministres et policiers tsaristes. Mais alors, pourquoi le groupe des trotskystes et des zinoviévistes n'était-il pas mentionné dans le rapport officiel du 20 mars, qui énumérait de façon précise tous ceux qui avaient été expulsés et inculpés ? C'est tout à fait clair ; le laboratoire des amalgames n'a découvert cela que plus tard et a apporté une « correction » à l'information officielle avec quelques jours de retard : il s'avère que les anciens agents de la police agissaient « de concert » avec les trotskystes et les zinoviévistes, qu'on avait oubliés cinq jours auparavant, on ne sait pas pourquoi.

Outre cette « correction » inattendue, ils font encore un changement assez considérable concernant la qualification du crime. Le rapport du 20 mars disait que les nobles et les policiers agissaient « pour le compte (?) d'Etats étrangers ». L'élasticité de cette formule s'explique d'elle-même. La *Pravda* du 25 mars, faisant référence aux trotskystes et aux nobles qui « agissaient de concert », emploie une formule bien plus précise : ils travaillaient, dit-elle, « sur les instructions des services de renseignement étrangers ». Ainsi, en cinq jours, ces falsificateurs grossiers nous ont-ils permis de voir à l'œil nu le début et la fin de la nouvelle intrigue, qui ne sera assurément pas la dernière.

Seuls de parfaits imbéciles pourraient penser que la *Pravda* n'a fait que manifester un excès de zèle polémique contre les « trotskystes » en ajoutant mensonges superflus et calomnies à leur sujet. Non, la *Pravda* n'est pas l'*Humanité* (4). Derrière la

(4) Trotsky accusait fréquemment l'*Humanité* de surenchérir par excès de zèle sur les accusations de Moscou. Tel n'était pas le cas de la *Pravda* dont les termes, en la matière, étaient pesés et dictés par le G.P.U.

Pravda, il y a le G.P.U. Les rédacteurs de la *Pravda* n'écrivent pas ce qui leur passe par la tête ; ils agissent sur les instructions d'institutions précises. L'article du 25 mars constitue la preuve directe qu'au cours de ces cinq jours, il a été décidé de préparer de nouvelles mesures de répression sanglante contre les oppositionnels, et, comme on n'avait à portée de la main aucun acte terroriste faisant l'affaire, la *Pravda* a reçu pour instruction de lier les nouvelles exterminations de bolcheviks à la rafle des anciens propriétaires, princes et policiers.

Nous parlons de nouvelles exterminations : ont-elles eu lieu réellement, ou sont-elles seulement imminentes ? Nous l'ignorons. Il est bien possible que le méprisable article de la *Pravda* du 25 mars puisse, à sa manière, constituer une nécrologie anonyme de léninistes déjà fusillés ; il est également possible qu'il ne fera que préparer une répression sanglante. Il est clair en tout cas que Staline corrige la gaffe du G.P.U. de Leningrad ; l'amalgame avec le consul letton a fait long feu — pour le remplacer, on peut élaborer un amalgame avec des nobles et des policiers. La technique est différente, mais l'objectif reste le même.

Les jours prochains nous apporteront peut-être des renseignements précis au sujet de ceux pour qui le gibet stalinien a été dressé une nouvelle fois. Mais, pour réduire au minimum le nombre des nouvelles victimes, il faut commencer tout de suite une campagne de dénonciation du nouvel amalgame et de ses auteurs.

NOTES D'UN JOURNALISTE (1)

(publié en avril 1935)

Comment les staliniens sapent le moral de l'Armée rouge

Au cours des derniers mois, le Kremlin s'est de nouveau occupé — et avec quel zèle frénétique ! — de réécrire l'histoire de l'Armée rouge. L'objectif de l'entreprise est de prouver que Trotsky, sinon formellement du moins essentiellement, a combattu contre les soviets dans le camp des Blancs. Nous n'exagérons absolument pas : Trotsky, nous révèle-t-on, avait implanté dans les armées du front de l'Est des « nids de Gardes Blancs » qui auraient inévitablement anéanti la cause de la révolution si Staline n'était intervenu à temps et n'avait épuré l'armée des agents de Trotsky. En même temps, Trotsky fusillait des communistes qui combattaient courageusement dans les rangs de l'Armée rouge et tout cela se serait terminé inéluctablement par une catastrophe s'il n'y avait eu une fois de plus la salutaire intervention de Staline, qui, semble-t-il, avait déjà en ce temps décidé qu'on ne devait fusiller de communistes qu'en temps de paix.

Ces révélations intéressantes et à certains égards « sensationnelles » soulèvent quelques questions :

Premièrement : pourquoi ces révélations se produisent-elles si tardivement ? Est-ce parce que de jeunes chercheurs soviétiques ont fait dans les archives une série de découvertes inattendues, ou bien parce qu'une génération nouvelle a grandi qui ne sait rien du passé ?

Deuxièmement : quel rapport y a-t-il entre les dernières révélations et les précédentes ? Depuis la fin de 1923, on accusait Trotsky de « sous-estimer la paysannerie » et d'avoir une passion pour la « révolution permanente ». Il apparaît maintenant que

(1) V 131. *Biulleten Oppositsii*, n° 43, avril 1935. Signé Alfa. Traduit ici du russe.

Trotsky était en réalité depuis 1917 un agent des Blancs au sein de l'Armée rouge, laquelle a été créée par Staline. Pourquoi donc avoir mystifié l'humanité tout entière avec l'histoire de « sous-estimation de la paysannerie » et autres bagatelles, quand il s'agissait en réalité non d'un révolutionnaire, mais d'un contre-révolutionnaire ?

Troisièmement : pourquoi le parti bolchevique a-t-il gardé pendant sept ans, de 1918 à 1925, à la tête de l'Armée rouge un homme qui cherchait à la détruire ? Pourquoi n'a-t-il pas mis à sa tête Staline, qui l'avait créée ? On ne peut pas expliquer cela uniquement par la modestie universellement connue de Staline, puisqu'il s'agissait d'une question de vie ou de mort de la révolution. Et l'on ne peut pas non plus imaginer que le parti n'était pas informé ; Staline savait donc ce qu'il faisait quand il purgeait l'Armée rouge des nids de contre-révolutionnaires implantés par Trotsky, et arrêta l'exécution de communistes, se réservant à lui seul cette besogne. Mais puisque Staline n'a jamais agi autrement que sur ordre du bureau politique du parti, cela implique que les instances suprêmes de ce dernier devaient savoir ce qui se passait.

Il est vrai que le bureau politique du parti était à cette époque formé en majorité de contre-révolutionnaires ou d'hommes qui aspiraient à l'être (Trotsky, Kamenev, Zinoviev). Mais Lénine ? Supposons qu'il jugeait mal des événements et des hommes (c'est cette conclusion qu'on peut tirer de son « Testament ») (2), mais Staline lui-même ? Pourquoi n'a-t-il pas posé devant le comité central et le parti la question du travail criminel de Trotsky au sein de l'Armée rouge pendant la guerre civile ?

Un soldat de l'Armée rouge instruit, sensé, lisant de vieux livres ou de vieux journaux, doit se dire : « Trotsky a été pendant sept ans à la tête de l'Armée rouge et de la Flotte rouge. On l'appelait l'organisateur et le chef des forces de la république soviétique. C'est Trotsky qui recevait les serments que prêtaient les soldats de l'Armée rouge. Il paraît que c'était un traître. Ses actes criminels ont provoqué des centaines de milliers de victimes inutiles. Cela veut dire qu'on nous a trompés. Mais qui ? Le bureau politique que dirigeait Lénine. Cela veut dire que dans le bureau politique il y avait des traîtres et des gens qui les couvraient. On me dit maintenant que les véritables fondateurs et

(2) Dans sa « lettre au congrès » connue sous le nom de « Testament », on sait que Lénine avait recommandé d'écarter Staline du secrétariat général.

dirigeants de l'Armée rouge, c'étaient Staline et Vorochilov (3) ? Mais peut-être me trompe-t-on encore ? C'est qu'on ne m'a parlé de la trahison de Trotsky que dix ans après sa destitution. Quand va-t-on me parler des trahisons de Staline et de Vorochilov ? A qui donc faire confiance ? »

Ainsi parle le jeune soldat de l'Armée rouge qui pense. Le vieux soldat, qui sait d'expérience comment les choses se sont passées, en tirera à peu près la conclusion suivante : « Quand ils accusaient Trotsky de " sous-estimer la paysannerie ", je pensais qu'ils avaient peut-être raison, la question est compliquée ; difficile de s'y retrouver. Mais quand ils me disent qu'il avait implanté des nids de Gardes Blancs dans l'Armée rouge, je le dis carrément : les dirigeants d'aujourd'hui mentent ! Et s'ils mentent sur la guerre civile avec autant d'effronterie, alors il est probable qu'ils mentent aussi à propos de la sous-estimation de la paysannerie. »

Il ne peut y avoir qu'un seul résultat de cette nouvelle campagne de révélations sensationnelles : porter atteinte à la confiance dans la direction, dans l'ancienne et la nouvelle, et dans n'importe quelle direction.

Il faut se demander pourquoi la clique stalinienne juge nécessaire aujourd'hui — en 1935 ! — de s'engager dans de telles révélations à double tranchant, qui, pour au moins 50 %, sont des *auto-dénonciations*. Trotsky a été éliminé en 1925, à nouveau éliminé en 1927, irrévocablement éliminé en 1928 (exil de Trotsky à Alma-Ata), et les « derniers restes », les « misérables débris » ont été encore et encore exterminés après son exil à l'étranger où il s'est finalement « révélé » un agent de l'impérialisme. Il semblerait qu'il soit temps de passer à l'ordre du jour. Mais non, ces messieurs les chefs ne peuvent rester en place ; ils jugent à propos de s'alarmer ; ils suent à force de penser ; ne pourrait-on inventer quelque chose d'un petit peu plus fort, un petit peu plus dur, un petit peu plus venimeux qui, cette fois, réellement, véritablement, détruirait ce trotskysme déjà sept fois détruit ?

(3) Klementi E. VOROCHILOV (1881-1969), vieux-bolchevik lié à Staline pendant la guerre civile sur le front sud, était membre du bureau politique depuis 1926, et commissaire à la défense depuis 1925. Personne n'ignorait qu'il était loin d'être un chef militaire capable de diriger dans une guerre moderne.

Radek écrit bien

Du temps de Gogol (4), les « gentilshommes de Koursk » écrivaient bien. De nos jours, alors qu'il n'y en a plus, Radek (5) écrit bien. Mais comme Radek est un étranger dans toutes les langues (6), il ne serait pas correct de l'attaquer sous cet angle. Il n'a ni profondeur, ni connaissances grammaticales, mais tout de même, la vérité apparaît. Le dévouement perce sous chaque mot. On ne peut s'y tromper : même s'il n'est pas des gentilshommes de Koursk, il ne ménage pas sa vie pour son chef.

« Le coup de feu de Nikolaïev, écrit Radek, a très clairement mis en évidence la pourriture contre-révolutionnaire cachée dans notre parti. » (*Bolchevik*, n° 3, p. 61). Là, chaque mot frappe au but : c'était précisément une *pourriture*, elle était précisément *cachée*, elle était *dans le parti*. Et quant au coup de feu, il a précisément « très clairement mis en évidence » toute cette pourriture. Et, ce qui est le plus remarquable, c'est que Radek lui-même s'est trouvé sous les rayons de cette illumination — en qualité de moraliste, bien sûr —, pas de *pourriture* ! Car qui permettrait à un journaliste pourri d'écrire dans les pages du *Bolchevik* ? Iaroslavsky, c'est vrai, a été renvoyé de la rédaction (7), pour ancienneté de service, mais le vigilant Stetsky (8) suffit.

(4) Nikolai V. GOGOL (1809-1852), écrivain russe, auteur du *Revizor* (pièce qui critique sévèrement la bureaucratie), de *Tarass Boulba*, des *Ames mortes*. Avec humour et réalisme, il décrit la vie des diverses couches sociales de son temps : paysans, propriétaires fonciers, bureaucrates. Il est aussi l'auteur de contes fantastiques : *Le manteau*, *Le nez*.

(5) Karl B. SOBELSOHN dit RADEK (1885-1940), ancien franc-tireur de la social-démocratie internationale, éphémère secrétaire de la III^e Internationale, avait été membre de l'Opposition de gauche, puis, déporté, avait capitulé et écrivait dans la presse des articles contre ses anciens camarades.

(6) Juif galicien, Radek avait vécu dans l'empire austro-hongrois, en Pologne, en Suisse, en Allemagne et en Scandinavie. Il parlait plusieurs langues, mais n'en connaissait vraiment aucune et avait un accent étranger prononcé dans toutes.

(7) Minei I. GUBELMAN, dit Emilian IAROSLAVSKY (1878-1943), vieux-bolchevik, avait été l'un des journalistes à tout faire de Staline, mais venait de tomber en disgrâce pour des raisons restées obscures.

(8) Alexis I. STETSKY (1896-1938), bolchevik en 1911, ancien diplômé de l'Institut des professeurs rouges et disciple de Boukharine, venait, lui aussi, de faire une autocritique humiliante.

En tout cas, Radek lui-même — c'est précisément là l'objet de son article — prouve en vingt pages d'un texte serré qu'en ce qui le concerne sa morale révolutionnaire élevée est au-dessus de tout soupçon. Et qui le saurait mieux que Radek ? Trotsky « est passé ouvertement dans le camp de la contre-révolution ». Zinoviev et Kamenev ont recours à « des aveux à double face ». Mais lui, Radek, a avoué sans retenue (9). Fouettez-le, faites-le bouillir dans l'huile, et, comme Vaska Chibanov (10), il chantera les louanges de son maître. Pourtant — *homo sum* — Radek préfère bien entendu subir sans huile l'épreuve de vérité. Quelques mauvais esprits affirment même que c'est son inclination pour un genre de vie paisible et sa répulsion pour l'huile bouillante sous toutes ses formes, qui ont créé en lui un pareil sentiment de confiance dans le chef, le concierge et même le chien du chef (nous nous excusons auprès de l'ombre fugitive de Molchaline (11)).

De semblables hypothèses, purement *psychologiques*, ne sont cependant pas convaincantes. La fidélité de Radek a une base *sociologique*. Une bonne partie des vingt pages est pleine de citations de Staline prouvant que *toute* opposition est *toujours* bourgeoise et conduit *toujours* à la contre-révolution. Dans l'Écriture, il est simplement dit : « Il n'est aucun pouvoir en dehors du Seigneur. » Dans le langage de Radek et des autres laquais théoriques de la bureaucratie, la même pensée s'exprime en des termes plus contemporains : « Tout ce qui est à droite ou à gauche de Staline est contre-révolution bourgeoise ; le méridien du prolétariat passe par l'arête du nez du chef. »

Tant que Radek reste sur les sommets de la sociologie générale (nous voulons dire de la sociologie des laquais de la bureaucratie), ses positions sont pratiquement inexpugnables. Mais les choses se gâtent quelque peu quand il lui faut répondre à des questions inférieures et plus concrètes, comme sur le procès de Zinoviev et Kamenev. Dans le communiqué gouvernemental, comme dans de nombreux articles de la *Pravda*, se trouvait, on le sait

(9) Littéralement : « avec les quatre membres » (N.D.T.).

(10) Personnage du poème « Vassily Chibanov » de Alexeï Konstantinovitch TOLSTOÏ (1815-1875). Vaska Chibanov est le valet du prince Kourbsky, lequel s'est enfui de Russie parce qu'il est hostile à Ivan le Terrible. Kourbsky envoie Vaska Chibanov porter un message au tsar qui le fait torturer. Sous la torture, Vaska Chibanov ne fait que célébrer son maître et il meurt en priant pour lui.

(11) Molchaline est un personnage de *Gorié ot ouma* (le malheur d'avoir trop d'esprit), pièce de Alexandre Serguéievitch GRIBOÏÉDOV (1795-1829), écrivain et diplomate, assassiné à Téhéran par des émeutiers fanatiques. Molchaline est le représentant achevé de la servilité, de l'hypocrisie et du carriérisme.

bien, cette affirmation directe et catégorique que Zinoviev et Kamenev *avaient pour but la restauration du capitalisme et l'intervention militaire*. Non seulement nous avons eu des doutes là-dessus, mais nous avons même qualifié cette affirmation de mélange de bassesse, de stupidité et de goujaterie. « La question n'est pas, dit Radek pour défendre son chef, de savoir si le capitalisme est l'idéal de MM. Trotsky et Zinoviev, mais si la construction du socialisme est possible ou non dans un seul pays », etc. (12). En un mot, Radek se trahit et laisse échapper que Zinoviev et Kamenev n'ont pas tramé de complots pour restaurer le capitalisme — contrairement à ce qu'affirmait le honteux communiqué officiel —, mais qu'ils ont en tout et pour tout rejeté la théorie du socialisme dans un seul pays, cette même théorie national-réformiste que Staline en personne rejetait encore en 1924 (13), et que Radek n'a acceptée que sous le climat de Sibérie en 1929 (14). C.Q.F.D.

A part ce genre de lapsus, il faut reconnaître que Radek écrit très bien, avec un frisson dans la plume. Mais pourquoi, en lisant cet article, ne peut-on s'empêcher de penser : mais j'ai déjà lu ça cent fois. Et même, on ne sait pourquoi, il se dégage toujours du papier sur lequel il est imprimé une odeur étrange, comme celle d'une vieille fourrure sur laquelle la chatte de la maison a mis bas plusieurs générations de chatons.

Où est passé Manuïlsky ?

Les masses prolétariennes des deux hémisphères ont subi dans les derniers mois un rude coup : il manque un dirigeant de la révolution internationale ! Récemment encore, dans la plénitude de sa force et de ses talents, il donnait des directives à soixante nations sur la façon de traverser simultanément les périodes (il s'agissait alors justement de l'inoubliable « troisième période »,

(12) Radek avait un esprit brillant, mais facile. On s'était longtemps raconté sous cape à Moscou ses plaisanteries sur le « socialisme dans une seule pissotière ».

(13) Dans une conférence sur « les principes du léninisme » en avril 1924, Staline avait affirmé : « Ayant consolidé son pouvoir et entraîné la paysannerie, le prolétariat du pays victorieux peut et doit édifier la société socialiste. Mais cela signifie-t-il qu'il arrivera par là même à la pleine victoire, à la victoire définitive, du socialisme ? Cela signifie-t-il qu'il puisse, par les seules forces de son pays, asseoir définitivement le socialisme et garantir pleinement le pays contre l'intervention et, partant, contre la restauration ? Evidemment non. Pour cela il est nécessaire que la révolution triomphe au moins dans plusieurs pays. » (J. STALINE, *Les Questions du Léninisme*, Ed. sociales, Paris, 1947, t.I, p. 33).

(14) C'est en déportation que Radek avait capitulé en 1929.

comme on l'a vu), en écrivant des articles fleuris que personne, il est vrai, ne lisait, et, dans ses moments de liberté, il racontait aux autres dirigeants des anecdotes sur la vie quotidienne russe, qui avaient toujours grand succès. Et voilà qu'il a disparu ! Et il a disparu de telle façon qu'on n'en retrouve pas trace. Mais, comme il ne s'agit pas quand même d'une aiguille, mais d'un dirigeant de l'Internationale communiste, sa soudaine disparition menace d'entraîner toute une suite de troubles dans l'univers. Mais on l'a dit depuis longtemps : « *Le roi est mort, vive le roi* » ou, traduit dans la langue du Comintern : « Manuïlsky est mort, vive Béla Kun ! » (15).

On n'a tout de même pas pu éviter certains troubles mineurs. Certaines sections ont été prises au dépourvu par ce changement éclair de dirigeants. Certains ont dit : « Mais Béla Kun n'avait-il pas été tué sur les barricades en Hongrie ? » D'autres, se fondant sur son nom, ont affirmé que cette fois on avait nommé un dirigeant du sexe féminin (16). Mais tout s'est finalement arrangé pour tout le monde. « Un prêtre en vaut un autre », ont dit les Espagnols. « Celui-là ne peut pas être pire que Manuïlsky », ont ajouté les Italiens. « Il semble que Lozovsky ait disparu lui aussi », ont observé les Britanniques avec un soupir de soulagement. Personne ne s'est souvenu de Kuusinen (17). Ainsi l'histoire de l'humanité est-elle entrée dans sa quatrième période. Et pendant tout ce temps, la terre a continué de tourner autour de son axe, comme s'il ne s'était rien produit de particulier.

(15) Parodie de la célèbre formule en usage à la cour britannique, lors de la mort d'un souverain : « Le roi est mort, vive le roi ! » (en français dans le texte).

(16) Béla est un prénom hongrois masculin, et Bella un prénom russe féminin.

(17) Otto KUUSINEN (1881-1964), professeur, social-démocrate de gauche, avait été l'un des chefs du gouvernement révolutionnaire en Finlande en 1918. Après l'écrasement de la révolution par les troupes blanches de Mannerheim et le corps expéditionnaire allemand, il avait été à Moscou l'un des fondateurs du P.C. finlandais, puis avait été secrétaire de l'I.C. jusqu'en 1931.

DISCUSSION SUR LE S.A.P. ET L'I.A.G. (1) (mi-avril 1935)

N.(2) : La conférence allemande (3) a montré qu'il existe encore à l'intérieur de l'Opposition de gauche internationale une certaine confusion et d'importantes divergences quant à la tactique à suivre vis-à-vis du S.A.P. et de l'I.A.G. La résolution qu'elle a adoptée sur le S.A.P., ainsi que les directives transmises aux membres du plénum à l'occasion de la conférence de Paris au bureau de Londres-Amsterdam, portent la marque d'un esprit de conciliation (4).

TROTSKY : Il faut absolument suivre vis-à-vis du S.A.P. une ligne conséquente. Le S.A.P. exprime les sentiments de bien des éléments confus, et il représente tout un état d'esprit international. Il est le chef de file de toutes les insuffisances, et tout son travail vise

(1) *Informations-Dienst* n° 6, juin 1935. Ce bulletin était un organe intérieur de discussion de la section allemande. Ce texte est le procès-verbal d'une discussion qui s'est vraisemblablement déroulée à Domène entre Trotsky, désigné par l'initiale « C » et un militant allemand, désigné par l'initiale « N ».

(2) N. désigne vraisemblablement NICOLLE, qui était, depuis peu, le pseudonyme d'Erwin WOLF (1902-1937), citoyen tchécoslovaque de langue allemande originaire de Reichenberg (Liberec). Après des études d'économie menées notamment à Oxford et à Berlin, Wolf avait adhéré à l'Opposition de gauche à Berlin en 1932. Il avait émigré en août 1933 en France, où un accord avec sa famille lui avait permis de se consacrer entièrement à l'activité politique. Il avait été coopté à la direction de l'I.K.D. à l'étranger en 1934.

(3) La dernière conférence de l'I.K.D. s'était tenue à Dietikon en Suisse du 24 au 26 décembre 1934. Elle avait en principe mis un point final à la crise ouverte par l'opposition à l'entrisme de l'ancienne direction, groupée autour de Bauer. Mais elle avait vu s'esquisser une nouvelle divergence entre les responsables de l'intérieur, notamment Walter NETTELBECK dit Jan BUR (1901-1976), engagés dans un travail commun avec le S.A.P., et la direction à l'étranger, qui avait fait l'expérience des dérobades de Walcher et autres dirigeants émigrés. C'était la position des premiers qui s'était exprimée dans la résolution adoptée sur cette question.

(4) Le S.I. avait consulté les membres du plénum sur l'opportunité de la participation à la conférence organisée en février 1935 sous les auspices de l'I.A.G. : plusieurs d'entre eux s'étaient montrés partisans de s'y rendre.

aujourd'hui à les préserver et à créer une confusion nouvelle. Pour cela, il s'appuie tout autant sur un sectaire comme Bauer que sur un apôtre de l'unité sans principe comme Doriot (5). Le S.A.P. s'entend fort habilement à camoufler sa confusion derrière nos arguments. N'oublions pas que ses dirigeants ont été à bonne école : celle de l'Internationale et des brandlériens, et aussi qu'ils ont appris quelque chose de nous. Cette « habileté » fait aujourd'hui du S.A.P. l'un des courants centristes les plus dangereux. Bien qu'il ne représente pas grand-chose par lui-même, il essaie, à travers ses cercles d'émigrés dispersés dans tous les pays, de s'introduire partout et de freiner le mouvement révolutionnaire. Il nous faut donner au S.A.P., qui semble être le plus proche de nous, une bonne leçon. Il faut cesser de lui faire des courbettes et le combattre résolument (6).

Notre attitude vis-à-vis de l'I.A.G. doit partir aussi de cette idée. Dans les questions d'organisation, nous ne nous adonnons pas à un fétichisme creux. *Théoriquement*, il nous est tout à fait possible d'entrer dans l'I.A.G. ; encore faudrait-il qu'il existe en son sein un mouvement résolu de la droite vers la gauche. Or, aujourd'hui, ce dont il s'agit dans notre combat contre l'I.A.G., c'est bien plutôt du fait que le S.A.P. joue un rôle dirigeant dans ce bureau, car il porte au premier chef la responsabilité de son cours vers la droite. La condition préalable pour que nous puissions théoriquement entrer dans l'I.A.G., c'est de combattre sans merci le S.A.P. qui incarne aujourd'hui le conservatisme et la réaction à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Dans le bureau international de la jeunesse, le S.A.P. joue le même jeu. *Le S.A.P. a pris son élan sur nos épaules : il nous faut maintenant courber l'échine pour que le S.A.P. fasse le gros dos devant Tranmael et Kilbom* (7). Pendant que le camarade

(5) Le S.A.P. avait accueilli dans sa presse des contributions de Bauer qu'il avait ensuite admis dans ses rangs, avec son camarade Schmidt. Or Bauer s'était opposé à l'entrisme par « purisme », et l'avait condamné sur le terrain des principes. Par ailleurs, le S.A.P. avait beaucoup mis en avant le groupe du rayon de Saint-Denis du parti communiste français qui avait rompu avec ce dernier à la suite de Doriot, et soutenu sa position qui était au contraire celle de la lutte pour « un seul parti de la classe ouvrière », c'est-à-dire un parti incluant forcément les socialistes.

(6) Sur la base de l'expérience écoulée depuis août 1933 et du bilan de la conférence de l'I.A.G. en février 1935, Trotsky était en train de rédiger un article de vive polémique contre le S.A.P. intitulé « Alchimie centriste ou marxisme ? » (cf. p. 261).

(7) Martin Tranmael (cf. n. 7, p. 93) symbolise ici le parti ouvrier norvégien, et Karl Kilbom (cf. n. 26, p. 99) l'ex-parti communiste « indépendant » de Suède devenu « parti socialiste » dont les organisations de jeunesse appartenaient au

Schmidt, de l'O.S.P., était en prison, De Kadt et Walcher se sont emparés de la direction du bureau de la jeunesse afin d'y combattre notre politique. A présent, après que De Kadt, du fait de *sa trahison pendant les combats de juillet à Amsterdam*, s'est éclipsé de l'O.S.P. (8), Walcher, avec l'aide du Suédois Kilbom, tente de poursuivre la même politique : le second a empêché la venue à Stockholm de notre camarade Held (9), dans le but de faire passer la direction à Brandt, l'homme du S.A.P.

Déjà, lors de la conférence de la jeunesse à Lille (10), nos camarades avaient mené une politique insuffisante, car ils avaient toléré tout de la part du S.A.P. et lui avaient permis d'exercer pratiquement sa dictature sur cette conférence. Il nous faut prendre des mesures énergiques pour mettre un terme aux menées du S.A.P.

N. : De nombreux groupes du S.A.P. en Allemagne — sinon tous — sont bien plus à gauche que la direction du S.A.P. à l'étranger. Ils se prononcent ouvertement pour la IV^e Internationale, et répondent fréquemment à nos avances en vue d'une collaboration et d'une discussion fraternelles. Cependant ils suivent encore leur direction à l'étranger, laquelle cherche à nous mettre le plus possible des bâtons dans les roues : ainsi, par exemple, lors des négociations pour un cartel à X... (11), où elle a poussé la direction locale du S.A.P. à poser des conditions aussi absurdes que l'« interdiction de la chasse aux adhérents ». Je suis d'avis qu'il nous faut signaler dans une déclaration l'absurdité de telles exigences, mais qu'il ne faut pas nous laisser prendre à des artifices

bureau en question ; selon Trotsky, ces deux partis préparaient leur retour à la II^e Internationale.

(8) Jacques De Kadt (cf. n. 30, p. 101) avait été président du parti pendant la détention de P.J. Schmidt, et l'organisation des jeunes de l'O.S.P. avait été représentée au bureau par son président J. Molenaar. Trotsky fait allusion au fait que De Kadt, en juillet 1934, s'était désolidarisé des émeutes du quartier ouvrier de Jordaan, à Amsterdam, ce qui avait abouti en septembre à son « départ forcé » de l'O.S.P. en compagnie de Sal Tas. Précisons toutefois que le S.A.P. avait rompu avec De Kadt après l'affaire de Jordaan.

(9) Kilbom n'avait évidemment pas le moyen d'empêcher formellement Held de s'installer à Stockholm, mais il avait refusé de l'aider, et Held avait dû se contenter d'Oslo, où habitait également Brandt. Aussi les Jeunesses suédoises avaient-elles transmis leur « mandat » au bureau à l'organisation de jeunes du *Mot Dag*.

(10) La conférence de Laren, interrompue par la police, s'était terminée à Bruxelles, dans une salle de l'Université libre, mais les communiqués indiquaient qu'elle s'était achevée à Lille.

(11) Le nom de la localité n'est pas indiqué dans le procès-verbal mais désigné seulement par l'initiale X. Nous pensons qu'il s'agit de Berlin où il y avait eu des négociations de ce type.

de ce genre, et que les négociations ne doivent pas échouer à cause de ce point, dans la mesure où les organisations locales du cartel ont un caractère progressif sur le plan politique et organisationnel.

TROTSKY : En ce qui concerne le cas particulier de X..., je ne veux pas me prononcer, car j'ignore les circonstances exactes. En règle générale, on peut manifester de l'indulgence pour les erreurs que commettent nos camarades en Allemagne. Par suite de leurs conditions d'illégalité profonde, nos camarades qui travaillent en Allemagne manquent le plus souvent de vision d'ensemble nécessaire dans les affaires internationales. En revanche, la représentation à l'étranger doit être intransigeante dans toutes les questions internationales et entreprendre contre le S.A.P. un combat sans merci. En dépit de son esprit de conciliation dans les affaires intérieures allemandes, la représentation à l'étranger doit en toutes circonstances garder les coudées franches dans les questions internationales. Une scission du S.A.P. n'est nullement exclue. Il nous faut toujours souligner que le S.A.P. ne constitue que *politiquement* un obstacle à la fusion. Nous ne devons en aucun cas jouer à cache-cache avec la IV^e Internationale, et il nous faut apparaître partout avec une plus grande conscience de nous-mêmes.

N. : Sur notre appréciation du bureau de Londres-Amsterdam, il n'y a pas chez nous de divergences de fond. On se pose simplement souvent la question de savoir s'il faut laisser ce bureau se décomposer de lui-même, ou si nous devons au contraire, en y entrant, travailler activement à sa transformation au sens révolutionnaire, voire, en cas de nécessité, à son éclatement.

TROTSKY : Si nous entrions dans la situation actuelle dans le bureau de Londres-Amsterdam, nous y rassemblerions tout le monde contre nous. Nous deviendrions l'unique cible des centristes. Le combat contre nous serait *l'unique* contenu positif du bureau de Londres-Amsterdam. Alors que, si nous restons à l'extérieur, en les critiquant sévèrement et en les laissant entre eux, toutes les contradictions qui sommeillent chez eux vont se réveiller. Si nous les laissons seuls, ils en viendront nécessairement à se combattre les uns les autres — faute d'une autre activité —, car on trouve pratiquement trois tendances au sein de ce bureau : celle qui est favorable à la II^e Internationale (Suède), celle favorable à la III^e (I.L.P. d'Angleterre), et celle favorable à la IV^e (O.S.P.).

Grâce à la participation des Hollandais, nous avons déjà fait une certaine expérience, et nos conceptions n'en ont été que confirmées. Doriot lui-même a expliqué que l'unique aspect positif de

cette conférence avait été la condamnation des idées trotskystes (12). De fait, tout a concouru à la condamnation de la IV^e Internationale. C'était là le seul lien qui unissait les uns aux autres les groupes qui y étaient représentés — à l'exception des Hollandais.

N. : Les partisans de la ligne de conciliation vis-à-vis de l'I.A.G. se réfèrent sans cesse à l'attitude de Lénine à Zimmerwald et à Kienthal (13).

TROTSKY : La grande différence entre cette époque et la nôtre, c'est qu'au début de la guerre il n'y avait dans aucun pays de groupe véritablement communiste. En France, par exemple, c'étaient Merrheim et Bourderon qui étaient de loin les plus à gauche, et c'étaient des centristes modérés (14), qui étaient d'avis qu'il faudrait, après la guerre, reconstruire la II^e Internationale. Même Liebknecht n'était pas si avancé et se trouvait encore dans la même organisation (que les centristes), avec les indépendants (15). En Suède, c'était Höglund (16) et en Norvège [...] (17), donc une gauche tout à fait modérée. A cette époque, il fallait d'abord constituer les premiers canaux. Evidemment, si Lénine avait eu des groupes de dix — ou même seulement de cinq ouvriers

(12) Cf. p. 96.

(13) Les conférences socialistes internationales de Zimmerwald (du 5 au 8 septembre 1915) et de Kienthal (du 14 au 20 avril 1916) avaient réuni, à l'initiative des partis socialistes des pays neutres les partisans de la reprise des relations internationales entre organisations socialistes, aussi bien des centristes que des révolutionnaires.

(14) Alphonse MERRHEIM (1871-1923), secrétaire de la fédération des métaux de la C.G.T. depuis 1905, était allé à Zimmerwald, de même qu'Albert BOURDERON (1859-1930), secrétaire du syndicat du tonneau ; tous deux devaient se rapprocher de Léon Jouhaux et de l'aile social-patriote dès 1917.

(15) Trotsky commet ici une erreur de date. A l'époque des conférences de Zimmerwald et de Kienthal, Karl LIEBKNECHT (1871-1919) était le prestigieux porte-parole du petit « groupe Spartakus », dont les membres étaient généralement restés dans le parti social-démocrate, même quand ils étaient d'accord avec la célèbre formule de Liebknecht : « L'ennemi est dans notre propre pays. » Ce n'est qu'à Pâques 1917 que les mesures d'exclusion prises par la direction du parti aboutirent à la fondation du parti social-démocrate indépendant, auxquels adhèrent les « spartakistes », notamment Liebknecht lui-même, alors détenu.

(16) Karl Zeth HÖGLUND (1884-1956), social-démocrate suédois en 1904 était professeur d'université et dirigeant des jeunesses. Internationaliste pendant la guerre, il fut délégué à Zimmerwald et fonda en 1917 le parti social-démocrate « de gauche » qui devint P.C. en 1921. Il avait rompu avec lui en 1924 et était revenu à la social-démocratie en 1926.

(17) Le nom en principe prononcé par Trotsky pour la Norvège est resté en blanc dans le texte publié. C'est qu'il n'y avait pas de délégué norvégien à Zimmerwald. L'aile zimmerwaldienne en Norvège était incarnée par la tendance Tranmael.

(il disait toujours qu'il trouvait plus important d'avoir trois bons ouvriers que tous les centristes de la terre)... C'est pour cela qu'il avait fallu d'abord participer à cette conférence, mais Lénine était le premier disposé à rompre avec Zimmerwald (cette position n'était toutefois pas un obstacle à un travail à l'intérieur des organisations social-démocrates. Pendant la guerre, Inès Armand (18) et d'autres ont collaboré en France avec Trotsky et participé aux réunions. Lénine lui-même travaillait dans l'organisation suisse. Trotsky a été délégué au congrès du parti suisse, avec Fritz Platten (19) et la droite l'a même empêché d'y prendre la parole. Lénine participa également au congrès suivant.)

Tout dépend de savoir si l'on a ou non quelque chose dans le pays, si l'on peut développer une action internationale indépendante. En tout cas, ce qui est décisif, ce n'est pas de savoir si on participe ou non à la conférence — nous n'allons pas exclure le camarade Schmidt — mais bien plutôt de voir ce qu'il y a de pernicieux dans cette politique et de le combattre. *Ce qui est dangereux, ce n'est pas une participation éventuelle, ce sont les illusions.* Ces illusions là-dessus vont de pair dans nos rangs avec les illusions sur la direction du S.A.P.

* * *

Tout courant centriste subit en ce moment sa plus importante épreuve dans les questions internationales. En Allemagne, le S.A.P. peut encore assez bien se dérober. Mais, dans les questions internationales, tout marxiste expérimenté voit clairement où mène son chemin. Bien sûr, le S.A.P. est hostile à Hitler, mais, sur le plan international, il soutient Tranmael et Kilbom et *prépare ainsi la venue du Hitler norvégien et suédois*. Et cela, il le fait sournoisement, en employant des phrases révolutionnaires, mais en définitive ainsi : « Nous marchons avec Tranmael, pas avec les trotskystes. » Il y a là la plus misérable trahison. Ils nous volent nos arguments contre Tranmael, en émoussent la pointe, en imposent ainsi aux nôtres — avec du « trotskysme dilué » — *mais, en pratique, ils marchent contre nous avec Tranmael.*

(18) Inès ARMAND (Elizabeta Federovna Petrova) (1875-1920) militante bolchevique russe d'origine française, amie de Lénine, représentait le parti bolchevique au bureau socialiste international en 1914 et milita ensuite au sein du parti socialiste.

(19) Fritz PLATTEN (1883-1942), ouvrier métallurgiste, était devenu en 1912 secrétaire du parti suisse. Présent à Zimmerwald, il y signa le manifeste de la gauche, rédigé par Lénine, et fut ensuite l'un des fondateurs du P.C. en Suisse.

Un deuxième exemple : De Kadt. Nous avons été les premiers à le percer à jour et à le critiquer de la façon la plus vive (cf. *Unser Wort*, n° 10-11, mars 1934) (20). Il s'est révélé ensuite que De Kadt était une crapule, et il a été exclu du parti hollandais (21). Il ne s'était jamais donné pour marxiste, et c'est en réalité un philistin réactionnaire. Cela n'empêcha pourtant pas les chefs du S.A.P. de faire cause commune avec lui contre nous (22).

Prenons encore l'exemple de ce qui se passe en France. Le droitier Frossard (23) ne représente rien dans la S.F.I.O. Malgré cela, Blum s'incline profondément devant lui à toute occasion, tandis qu'il traite Marceau Pivert, lequel représente de larges couches révolutionnaires, comme une canaille. C'est là la vieille méthode de tous les centristes. On fait des courbettes à la droite et on traite la gauche comme une vieille chaussette. C'est *cela* qui est décisif, pas les formules théoriques qu'emploient les centristes. Le S.A.P. se pare de phrases révolutionnaires empruntées, mais il marche avec Tranmael, Kilbom, et Zyromski, contre l'aile révolutionnaire. *Cette opposition entre la parole et l'action, nous devons aujourd'hui la démasquer*. Voilà en quoi réside l'essence du centrisme. Naturellement, chez les centristes, la parole aussi est insuffisante. Mais, devant un auditoire peu exercé, nous obtiendrons peu de résultats avec des explications théoriques compliquées, si nécessaires soient-elles.

*

* *

En France, nous avons devant nous des tâches d'une importance historique. Ce qui est déterminant pour une politique correcte, c'est une analyse juste de la situation politique (voir la brochure française *Où va la France ?*, parties 1 et 2). Aujourd'hui, nous avons en France une situation analogue à celle de l'Allemagne pendant l'année 1923, et ensuite, plus tard, pendant les années 1929-1933. Nous nous trouvons là aussi devant une *situation pré-révolutionnaire qui conduit nécessairement à la révolution ou à la contre-révolution*. Ce qui caractérise tous les centristes, c'est leur

(20) Cf. *Œuvres*, 3, novembre 1933-avril 1934, pp. 271-276.

(21) Cf. n. 8.

(22) Le S.A.P. (cf. n. 8) s'était désolidarisé de De Kadt, mais demeurait en liaison étroite avec ses anciens partisans hollandais, de la minorité de l'O.S.P.

(23) Frossard avait été également minoritaire pacifiste pendant la guerre, secrétaire général du parti socialiste, puis du P.C. jusqu'en 1923. D'accord pendant les années trente avec les analyses révisionnistes des « néo-socialistes », il était resté à la S.F.I.O. lors de l'exclusion de ces derniers en octobre 1933.

crainte de le voir et de le comprendre. Le centrisme a peur d'agir. Aussi biaise-t-il dans l'analyse de la situation. A leur crainte, les gens du S.A.P. confèrent une expression théorique. C'est de là qu'il nous faut partir.

Pendant l'année 1923, Brandler et Walcher (24) ont laissé échapper une situation révolutionnaire. Cela, ils ne l'ont pas compris par la suite. De cette expérience, qui fut la plus grande de leur vie, ils n'ont rien appris. Comme il leur a fallu se défendre pendant fort longtemps, ils ont rassemblé tous leurs arguments pour faire d'une situation révolutionnaire une situation non révolutionnaire. Il faut livrer bataille à la lumière de l'expérience de 1923. Car maintenant le S.A.P. commence à jouer son rôle de frein sur tous les éléments révolutionnaires : en France sur Marceau Pivert. C'est une chose dangereuse. En menant le combat contre nous, avec Zyromski, Pivert et Doriot, il renouvelle sa funeste expérience de l'année 1923.

Nous caractérisons la situation actuelle en France comme prérévolutionnaire, et c'est à partir de là que nous déterminons nos rapports avec Blum et le reste. A Walcher, nous avons au contraire dit une fois de plus qu'il répète la politique du comité anglo-russe (25).

Marceau Pivert se dit : « La situation politique semble exiger une politique résolument révolutionnaire. Mais Blum ne veut pas d'une politique révolutionnaire, et, au fond, Zyromski non plus, parce qu'il ne veut pas se couper de Blum. » Nous disons, nous, à Marceau Pivert : « La situation politique est plus importante que l'état d'esprit de Blum. Il faut partir d'abord de la situation politique, et déterminer ensuite sa politique à l'égard de Blum et de Zyromski. » C'est alors que Walcher intervient pour dire : « Oui, les trotskystes font une analyse excellente de la situation politique, mais ce sont des sectaires, car ils veulent t'isoler, toi, Marceau Pivert, et te réduire à l'impuissance. Ils exigent de toi que tu rompes avec Zyromski. » Et, ce faisant, ils soutiennent en Marceau Pivert le centrisme contre le marxisme (26).

(24) Walcher et Brandler faisaient partie de la direction du K.P.D. qui, en 1923, avaient, selon Trotsky, laissé passer le moment de l'offensive révolutionnaire victorieuse, et avaient toujours depuis nié cette erreur.

(25) Cf. p. 106.

(26) Marceau Pivert venait vraisemblablement de rendre visite à Trotsky qui semble rapporter ici les grandes lignes de leur entretien. Les désaccords s'accumulaient notamment sur la question de la « défense nationale » entre les deux animateurs de La Bataille socialiste, mais Pivert ne se décidait pas à rompre avec Zyromski lequel ne voulait à aucun prix rompre avec Blum.

Le S.A.P. n'osera guère entamer avec nous une discussion sur le caractère de la situation politique. Il préférera se concentrer sur sa spécialité : le combat contre notre « sectarisme ». Mais, en ce qui concerne son attitude à l'égard des chefs centristes (Zyromski et Blum, etc.), sa politique a pour origine une appréciation toute différente de la situation politique en France, qui est dictée par sa crainte de l'action révolutionnaire. Ces gens acceptent notre analyse en paroles, mais... « on ne doit pas être sectaire, ni, en aucun cas, rompre avec Zyromski ». C'est-à-dire qu'on ne doit pas tirer de sa propre analyse de la situation les conséquences pratiques qui en découlent.

De même que le S.A.P. a soutenu hier, *dans les faits*, Tranmael et De Kadt contre nous, de même aujourd'hui il soutient Zyromski contre nous, mais dans une question bien plus importante, dans une situation qui n'est pas seulement d'une importance primordiale pour le prolétariat français, mais pour toute la classe ouvrière européenne.

LA SITUATION EN FRANCE ET LES TÂCHES DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE DE LA S.F.I.O. (1) (15 avril 1935)

Les deux bombes de la loi sur le service militaire de deux ans (2) et le rétablissement consécutif du service militaire en Allemagne (3) ont précipité la France dans une atmosphère de préparation fiévreuse à la guerre. L'unique « chance de paix » réside désormais dans le fait que, dans l'un et l'autre camp, on est encore dans l'incertitude quant à l'issue d'un conflit armé.

C'est à ce moment que les milieux militaires étudient d'avance la possibilité d'une guerre préventive. La réaction fasciste et bonapartiste excite les passions chauvines de la petite bourgeoisie parisienne par une campagne très vigoureuse et exerce sur le gouvernement un chantage systématique pour le contraindre à s'engager dans la voie de la militarisation de la nation (la loi sur la défense passive (4), les propositions Pernot (5)) et une répression impitoyable contre toute tentative de protestation des travailleurs

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 2, juin 1935. En français.

(2) C'était dans la nuit du 15 au 16 mars 1935 que la Chambre des députés française avait voté la loi portant à deux ans la durée du service militaire.

(3) Quelques heures après la décision de la France de porter à deux ans la durée du service militaire, Hitler avait annoncé, le 16 mars, le rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne.

(4) L'original porte « résistance passive ». Nous avons fait la correction qui s'imposait : il ne pouvait en effet s'agir que de la loi sur la *défense* passive prévoyant la construction d'abris anti-aériens, etc.

(5) Georges PERNOT (1879-1952) était garde des sceaux dans le cabinet Flan-din. Il avait plusieurs projets de loi, dont l'un sur la réforme de la magistrature qui augmentait la dépendance des magistrats vis-à-vis de l'exécutif. Mais Trotsky fait sans doute allusion ici au projet de loi que socialistes et communistes appelaient « super-scelérate » sur la presse : il introduisait en effet la notion de « provocation *indirecte* à la désobéissance » et déferait à la correctionnelle les délits prévus. Le projet avait été adopté par le Sénat à la sauvette le 28 mars. La presse socialiste et communiste soulignait que la nouvelle loi permettrait de frapper la presse propa-geant ce que le gouvernement appellerait « fausses nouvelles », par exemple les épidémies qui ravageaient à l'époque les casernes.

(poursuites contre les dirigeants des Jeunesses socialistes et communistes, poursuites contre l'*Humanité*, interdiction de la manifestation des anciens combattants de gauche contre les deux ans (6)).

Le président du conseil, Flandin, qui affirmait récemment son intention de frapper aussi bien les « ennemis du pays » que les agitateurs de droite, a donné hier la preuve de son caractère bonapartiste en tournant franchement à droite sous les coups des royalistes et des fascistes. Il avait d'abord promis de libérer les conscrits de l'armée, pour des raisons d'« honneur », puis n'a pas hésité à prendre une décision inverse quand l'*Echo de Paris* et le *Jour* (7) ont publié des articles durs, et à prolonger de trois mois la durée du service pour le contingent libérable. Le résultat a été une vive résistance dans les casernes. Mais la passivité des grands partis ouvriers n'a pas permis de l'utiliser au profit de la cause révolutionnaire.

Dans le domaine économique, les commandes massives de matériel de guerre ont provoqué une brutale reprise de la production des industries concernées. C'est exactement pour cette raison qu'on a pu constater une baisse de la courbe du taux hebdomadaire de montée du chômage (les statistiques indiquent 28 000 chômeurs de moins pour la semaine dernière). Mais cela n'indique qu'un apaisement momentané, par-dessus le marché limité à une seule industrie, et qui ne peut être interprété comme un indice d'une remontée générale de la production globale. Cela suffit

(6) Raymond Guyot des J.C., Louis Lévy, des J.S., Fred Zeller, de l'Entente des J.S. de la Seine, étaient poursuivis devant les tribunaux. La manifestation à laquelle Trotsky fait allusion entraînait évidemment dans le cadre de la campagne contre la loi de deux ans, mais avait été dirigée avant tout contre ce qu'on appelait le « rabiote ». C'est le 6 avril, en effet, que le gouvernement Flandin avait décidé de maintenir sous les drapeaux jusqu'au 14 juillet la fraction du contingent qui était libérable le 15 avril 1935. C'est contre ces trois mois supplémentaires — le « rabiote » — autant que contre la loi des deux ans, que les associations d'anciens combattants liées aux partis de gauche, le Mouvement d'action combattante et l'Association républicaine des anciens combattants (A.R.A.C.) avaient annoncé une manifestation pour le 7 avril à Vincennes. Le gouvernement l'avait interdite le 4 et maintint sa décision en dépit d'une délégation des groupes parlementaires socialiste et communiste au ministère de l'intérieur. La « manifestation du 7 » fut finalement remplacée par des « rassemblements » à huis clos, à Ivry, Montreuil et au vélodrome Buffalo les 13 et 14 avril.

(7) L'*Echo de Paris*, fondé en 1884, était l'un des organes de l'extrême droite, ainsi que le *Jour*, fondé en 1933. Parmi les collaborateurs du premier figuraient Henri de Kérillis, Raymond Cartier et le général de Curières de Castelnau. Ces deux quotidiens avaient été les porte-parole des exigences de l'état-major pour le « rabiote ». Le gouvernement Flandin avait commencé par assurer le 22 mars qu'il n'y aurait pas de « rabiote », puis il avait cédé à la pression de l'état-major et de la presse de droite.

néanmoins à la bourgeoisie pour considérer la guerre comme l'unique issue de la crise. L'Etat a dû dépenser plusieurs milliers de milliards supplémentaires, alors que son budget révèle déjà un déficit. Ainsi, quand les chambres se réuniront, elles seront placées devant le problème aigu de prendre des mesures pour financer ces dépenses, en d'autres termes, quels moyens employer pour saisir plus encore les ouvriers : inflation ou déflation.

La nouvelle de la dévaluation du franc belge a jeté la panique dans les cours de la Bourse, qui a immédiatement sacrifié les valeurs à intérêt fixe. Pour ramener le calme, le gouvernement a aussitôt promis de mettre en circulation des pièces d'or, mais en si petit nombre qu'il est clair qu'il s'agit là seulement d'une satisfaction platonique accordée aux partisans farouches de la monnaie-or, et pas du tout d'une tentative d'éviter la dévaluation. Quels moyens le gouvernement Flandin choisira-t-il pour se procurer ces milliards qu'il ne peut obtenir par des moyens ordinaires ?

La manière la plus facile est certainement l'inflation qui aurait le soutien des exportateurs et des spéculateurs. L'expérience de la guerre mondiale montre également que toutes les couches de la bourgeoisie se retrouvent en définitive quand vient à l'ordre du jour cette solution finale. Mais, comme elle comporte aussi des sacrifices pour la richesse accumulée, on ne l'utilise que quand il n'existe plus aucune chance d'arracher aux masses laborieuses des sacrifices par une amputation brutale et directe. C'est pour cette raison que la grande industrie française ne s'est pas encore ralliée à l'inflation. L'un de ses porte-parole, de Wendel (8), l'une des plus grandes fortunes du pays, souligne qu'il préfère la poursuite d'une politique de déflation, c'est-à-dire des sacrifices exigés des créanciers de l'Etat, rentiers, fonctionnaires et retraités. C'est également l'opinion du « comité de salut économique » du fasciste Nicolle (9). L'actuel ministre des finances, Germain Martin (10), fondé de pouvoir et homme de confiance du grand capital, semble également peser dans ce sens.

Tout se passe comme si, avant le saut dans l'inflation, la bourgeoisie cherchait encore, au prix d'un terrible effort, à écraser les ultimes ressources des exploités. Mais cela nécessite encore

(8) François de WENDEL (1874-1949), de la dynastie des maîtres de forges, était également sénateur, président du Comité des Forges et régent de la Banque de France, l'un des porte-parole les plus autorisés du grand capital qu'il incarnait.

(9) Pierre NICOLLE était président du comité de salut économique qui prétendait en 1933, non sans exagération, représenter l'ensemble des industriels et commerçants français. Cet organisme, partisan cette même année d'une politique de déflation budgétaire, était surtout représentatif des petites et moyennes entreprises.

(10) Germain MARTIN (1872-1948), professeur de droit, député « républicain de gauche » depuis 1928, était ministre des finances dans le gouvernement Flandin.

un renforcement de l'appareil d'Etat, et signifie pour Flandin l'obligation d'aller encore plus à droite, ou même, après un nouveau coup de main comme celui du 6 février, de laisser la place à un Doumergue ou un Tardieu (11). Ce dernier, qui est actuellement en cure au bord de la mer, vient de déclarer dans une interview au *Jour* qu'une « minorité active » devrait ouvrir les yeux du pays, et que, pour sa part, il n'arriverait jamais au pouvoir « dans les conditions du parlement néfaste et imperfectible d'aujourd'hui ».

En même temps, Flandin se voit attaquer et publiquement provoquer par les bandes réactionnaires et fascistes qui, dans l'affaire de la loi des deux ans, l'ont très efficacement maintenu au-dessus de l'eau, « comme la corde soutient le pendu ». En outre, ils font tous des préparatifs, organisant des exercices de mobilisation — 4 000 Croix-de-Feu (12) à Reims — et autres, et particulièrement à travers les attaques nocturnes contre les locaux du parti socialiste (rue Feydeau (13)). Les groupes de jeunes socialistes avaient d'abord voulu, de leur propre initiative, en assurer la garde. Mais les dirigeants socialistes de la C.A.P. (14) l'ont interdit, sous le prétexte que l'immeuble n'appartenait pas au parti. On peut observer en outre les symptômes du développement de l'influence fasciste dans les campagnes au détriment des partis démocratiques traditionnels. L'agitateur paysan Dorgères (15) a gagné un nombre important de voix sur les radicaux au cours d'une élection dans le canton de Chautemps (16).

(11) André TARDIEU (1876-1945), journaliste, ancien collaborateur de Georges Clemenceau, président du conseil de 1929 à 1930, puis en 1932, était revenu au gouvernement en février 1934 dans le cabinet Doumergue, en qualité de ministre d'Etat chargé de la révision de la constitution dans un sens autoritaire.

(12) A l'origine organisation d'anciens combattants, les Croix-de-Feu, sous la direction du colonel de La Rocque, étaient devenus la principale des « ligues » fascistes de l'extrême droite française avec ses activistes « volontaires nationaux » et ses formations paramilitaires toujours prêts au coup de poing ou au coup de matraque contre les militants ouvriers. Le « rassemblement » de Reims avait eu un caractère paramilitaire fortement accentué.

(13) Dans la nuit du 15 au 16 avril 1935, un groupe de militants Croix-de-Feu avait réalisé un coup de main sur les locaux parisiens de la S.F.I.O., rue Feydeau. C'est à la suite de cet incident que la direction nationale du parti socialiste décida de tolérer l'organisation par des militants de sa gauche, autour de Marceau Pivert d'une milice socialiste, les T.P.P.S. (Toujours Prêts Pour Servir).

(14) La C.A.P. ou « commission administrative permanente » était la direction du parti socialiste, après son secrétariat.

(15) Henry d'HALLUIN, dit DORGÈRES (né en 1897) avait organisé des « comités de défense des paysans » et ses « chemises vertes », avant d'organiser un « front paysan » d'allure fascisante.

(16) Camille CHAUTEMPS (1885-1963), avocat, plusieurs fois président du conseil, était un des principaux dignitaires de la franc-maçonnerie et l'un des principaux dirigeants du parti radical. Il avait été mis en cause lors du scandale provoqué

Quelle attitude les partis ouvriers, le front unique, prennent-ils dans cette situation de course à la guerre, de renforcement de l'appareil répressif et de déchaînement de l'agitation fasciste ? Ils n'ont entrepris aucune action sérieuse contre la loi des deux ans. Les dirigeants socialistes, Blum (17), Paul Faure, et, en fait, tous les parlementaires, ont déjà donné l'assurance qu'ils étaient prêts à l'union sacrée « dans le cas d'une attaque déterminée de l'Allemagne hitlérienne ». Blum l'a déclaré à la Chambre au nom des socialistes et des communistes, sans que ces derniers le démentent. *L'Humanité* mène campagne contre les « traîtres » dans le camp de la bourgeoisie, c'est-à-dire les fascistes français qui veulent « traiter avec Hitler ». Le poète Vaillant-Couturier manifeste de plus en plus l'ambition de suivre la tradition de Déroulède (18), et vole au secours de la « culture française » (19). Cachin se prépare à jouer le même rôle qu'en 1914.

Le manifeste signé par les différents partis « communistes » d'Occident déclare sans réserves :

« Dans le cas d'une guerre contre-révolutionnaire contre la patrie du socialisme, nous soutiendrons l'Armée rouge de l'Union soviétique et combattons pour la défaite de l'impérialisme allemand et de ses alliés, et pour la défaite de toute puissance qui ferait la guerre à l'Union soviétique. Nous lutterons par tous les moyens, même au prix de nos vies, pour la victoire de l'Union soviétique dans sa lutte contre quiconque attaque le pays du socialisme. » (*L'Humanité*, 18 avril 1935).

Le manifeste du P.C. pour les élections municipales de mai 1935 reprend le même thème dans les mêmes termes et appelle à « l'union de tous les Français ».

On peut discerner un pacifisme non moins criminel dans la lutte des deux directions contre le fascisme, où toutes deux continuent de réclamer à Flandin la *dissolution des ligues fascistes*. Les

par l'affaire Stavisky en 1934. C'était dans le canton de Blois que Dorgères n'avait été battu que de justesse au 2^e tour par un candidat radical-socialiste, le 1^{er} avril.

(17) LÉON BLUM (1872-1950), haut fonctionnaire et écrivain, entré dans les cabinets ministériels pendant la guerre, avait été lors du congrès de Tours en 1920 l'animateur de la résistance au courant en faveur de l'adhésion à la III^e Internationale. Il était à la fois le penseur et le leader parlementaire de la S.F.I.O.

(18) PAUL DÉROULÈDE (1846-1914) avait été le poète populaire de la « revanche » après la guerre de 1870-1871, symbole et propagandiste du nationalisme chauvin, cocardier et autoritaire.

(19) PAUL VAILLANT-COUTURIER (1892-1937), ancien combattant, écrivain et grand orateur, avait été élu député socialiste en 1919. Partisan de l'adhésion à l'I.C., il avait été élu au comité directeur en 1920 et était devenu en 1926 rédacteur en chef de *l'Humanité*. C'est dans *l'Humanité* du 13 avril qu'il avait publié un article intitulé « Au secours de la culture française ».

staliniens rejettent ouvertement l'idée même de la milice ouvrière. Au cours d'un débat entre les staliniens responsables de la région parisienne et un de nos camarades dans le XV^e arrondissement sur la question « milice ou autodéfense des masses », les responsables staliniens ont déclaré que le mot d'ordre de la milice était une erreur sectaire, et qu'aucune organisation spéciale n'était nécessaire pour assurer la défense physique, que l'exemple du Schutzbund de Vienne montrait clairement le danger d'une telle organisation (20).

Notre conclusion est que la *démultiplication entre les deux directions ne peut que conduire à la défaite, à moins qu'un troisième facteur ne l'emporte dans le processus de sélection de la lutte, l'avant-garde en train de se constituer autour de notre tendance bolchevik-léniniste.*

Personne ne peut aujourd'hui nier qu'en France le milieu favorable à la formation de cette avant-garde est constitué par la gauche socialiste. C'est d'elle que proviennent dorénavant les mots d'ordre révolutionnaires. Il n'y a qu'à lire les articles de Marceau Pivert (21), le dirigeant de cette gauche. Sur la question de la guerre et celle de la milice, il combat aussi bien les points de vue des social-démocrates que ceux des staliniens, et soutient nos mots d'ordre. Il n'est pas seulement un homme de bonne volonté, mais le représentant de la direction d'une tendance profondément militante qui se développe vigoureusement vers nos positions. La principale question est de savoir si cette avant-garde sera capable à temps de nouer des liens étroits avec les masses, de les libérer du poison du stalinisme, du centrisme et du réformisme, et de les entraîner sur la voie révolutionnaire, celle de la conquête du pouvoir. Notre groupe bolchevik-léniniste a dû jusqu'à maintenant déployer son travail de propagande à l'intérieur de la S.F.I.O. A partir de maintenant, il tournera ses efforts avec une énergie redoublée vers le développement et la séparation de plus en plus claire de l'avant-garde (22).

La tendance dans la S.F.I.O., qui est suivie par des éléments sains, doit servir de levier pour mettre en mouvement la masse inorganisée qui contient des éléments très militants, lesquels,

(20) Allusion à la défaite de la milice socialiste autrichienne, le Schutzbund en février 1934 devant les troupes du chancelier Dollfuss.

(21) Trotsky fait allusion avant tout aux « tribunes » de Pivert dans le *Populaire* : « Oui, attendre, c'est tuer » (1^{er} mars), « Tout se tient » (18 mars), « Opposition » (29 mars), « Révolution plutôt que la guerre » (13 avril).

(22) Il est clair que Trotsky considérait comme achevée la phase d'implantation dans la S.F.I.O. et cherchait à donner au G.B.L. une politique plus « indépendante » — ce que facilitait la possession d'un hebdomadaire.

cependant, du fait de la passivité des partis ouvriers, sont très méfiants. Cela nous impose une tâche considérable, non seulement sur le plan politique, mais aussi du point de vue de l'effort matériel. La *Vérité*, en tant qu'organe hebdomadaire, n'y suffira plus. A partir du moment où le lien avec les masses sera réalisé, où nous aurons donné à la masse et aux meilleurs éléments de la S.F.I.O. et du P.C. conscience qu'ils peuvent trouver une direction en venant vers nous, le mouvement peut s'accélérer et nous offrir des occasions immenses et immédiates. Tous les bolcheviks-léninistes du monde doivent comprendre cette situation et redoubler d'efforts pour exprimer leur solidarité pratique et politique avec notre section française (23).

P.S. : La question de l'unité organique est actuellement discutée par les dirigeants des deux partis dans une commission d'unification. Le P.C. — qui, à l'origine, avait refusé de prendre part aux travaux de cette commission qui comprend également des pupistes — a changé d'avis et participé à sa dernière réunion. Le problème est celui d'un accord sur les principes du parti unifié. Le vieux réactionnaire Lebas, de la S.F.I.O., mène la danse. D'après tout ce qu'on a pu arriver à savoir sur ces négociations secrètes en coulisses, il semble bien que le P.C. soit décidé à abandonner tout vestige du léninisme afin de fournir la preuve de son désir de se réconcilier avec les social-réformistes et les social-patriotes.

Les bolcheviks-léninistes ont demandé des réunions entre les sections socialistes et les rayons communistes afin de discuter de l'unité, non parce qu'ils sont pour le mot d'ordre d'« unité organique », mais parce qu'il existe au cours de ces discussions la possibilité de mettre en avant les principes d'un parti réellement révolutionnaire. Si l'unité organique se réalise, nous nous organiserons sur cette base afin de continuer notre propagande et de créer une avant-garde à travers le processus de différenciation permanente. On dit à juste titre que l'unité organique parmi les masses est progressiste parce qu'elle signifie pour nous un contact prolongé avec les éléments qui constituent la base du P.C. Mais il faut également voir qu'elle peut avoir dans les masses des conséquences catastrophiques parce que — et c'est ce qui se passe dans de nombreux cas — elle signifie la fusion de la social-démocratie et du stalinisme. Sans combattre contre l'unité organique — qui, en

(23) Les sections, notamment la section américaine, faisaient campagne pour l'aide financière au G.B.L.

l'absence d'un parti révolutionnaire, présente le milieu le plus favorable à sa formation —, les bolcheviks-léninistes soulignent que ce dont on a le plus besoin, ce n'est pas de l'unité organique, mais d'une politique révolutionnaire menée par une avant-garde révolutionnaire.

LE PROBLÈME NATIONAL ET LES TÂCHES DU PARTI PROLÉTARIEN (1) (20 avril 1935)

Les thèses (2) ont sans doute été rédigées sur la base d'une étude sérieuse, tant des conditions économiques et politiques de l'Afrique du Sud que de la littérature du marxisme et du léninisme, celle des bolcheviks-léninistes en particulier. Aborder de façon scientifique et sérieuse toutes les questions, c'est une des conditions les plus importantes de succès pour une organisation révolutionnaire. L'exemple de nos amis sud-africains confirme une fois de plus qu'à l'époque actuelle, seuls les bolcheviks-

(1) T 3672. *Bulletin de la L.C.I.* (BL), n° 5, octobre 1935. *Le Biulleten Oppositsii*, n° 44, n'en a publié que la partie centrale, ici retraduite du russe.

(2) Les « thèses » en question avaient été résumées dans le *Bulletin* de la L.C.I., n° 2, avec un premier commentaire de Ruth Fischer. Les militants d'Afrique du Sud proches de l'Opposition de gauche qui avaient été exclus à partir de 1930 du Communist Party of South Africa (C.P.S.A.) s'étaient regroupés en 1933 dans le Lenin Club fondé au Cap. Deux tendances s'y affrontaient qui avaient l'une et l'autre rédigé des thèses en vue de l'élaboration d'un programme pour l'Afrique du Sud et les avaient envoyées à Trotsky. Trotsky répond ici aux thèses de la majorité (qui va devenir le Spartacus Club et le Workers Club, avec comme organe *Umlilo Mollo* — la Flamme —), et il est vraisemblable qu'il ne reçut pas les thèses de la minorité (qui allait devenir le 4th International Club avec comme organe *Workers Voice* — *Izwi Bazebenzi*). Cette dernière, dans son texte fondamental (manifeste du Lenin Club du 1^{er} mai 1934), opposait l'unité entre travailleurs blancs et travailleurs noirs au mot d'ordre avancé par le C.P.S.A. depuis le début de la « 3^e période », celui d'une « République noire », en expliquant qu'il aboutissait à faire des paysans arriérés l'avant-garde de la révolution. Elle soulignait l'opposition d'intérêts entre les colons d'origine hollandaise, la « bourgeoisie des Boers », et l'impérialisme britannique, et insistait pour le développement d'activités légales de l'organisation révolutionnaire. La majorité — dont Trotsky avait les thèses en main — affirmait au contraire que la révolution agraire était en Afrique du Sud le problème n° 1, auquel la question nationale était subordonnée. Elle considérait la bourgeoisie boer comme une fraction de l'impérialisme britannique dominant, affirmait en outre que les conditions spécifiques de la société sud-africaine condamnaient les révolutionnaires à l'action clandestine. Une note dans le *Bulletin* n° 5 précisait que les thèses auxquelles Trotsky répondait étaient celles de la Communist League : il n'y avait pourtant pas d'organisation portant ce nom en Afrique du Sud, mais seulement le projet de la fonder.

léninistes, c'est-à-dire les révolutionnaires prolétariens conséquents, s'intéressent sérieusement à la théorie, analysent la réalité, apprennent eux-mêmes avant d'apprendre aux autres. La bureaucratie stalinienne, elle, a depuis longtemps remplacé le marxisme par une combinaison d'ignorance et d'insolence.

Dans les lignes qui suivent, je veux faire quelques remarques au sujet du projet de thèses qui doivent servir de programme à la Ligue communiste d'Afrique du Sud. Je n'*oppose* en aucun cas mes remarques au texte de ces thèses. Ma connaissance des conditions en Afrique du Sud est trop insuffisante pour que je puisse prétendre à une opinion pleinement achevée sur toute une série de questions pratiques. C'est seulement dans quelques cas qu'il m'arrivera d'exprimer mon désaccord avec certaines affirmations du projet. Mais, même là, et autant que j'en puisse juger de loin, il n'y a pas de *désaccords principiels* avec les auteurs des thèses : il s'agit plutôt de quelques formulations politiques *exagérées* dans la lutte contre la néfaste politique du stalinisme (3). Mais il est de l'intérêt de notre cause de ne pas dissimuler même l'imprécision de certaines formulations, et, au contraire, de les soumettre à examen public, afin de parvenir à un texte le plus clair possible, irréprochable. Tel est le but des lignes suivantes, dictées par le désir d'apporter aux bolcheviks-léninistes sud-africains une coopération, même mince, dans l'immense travail, lourd de responsabilités, qu'ils ont entrepris.

*
* *

Les possessions sud-africaines de la Grande-Bretagne ne constituent un « dominion » que du point de vue de la minorité blanche. Du point de vue de la majorité noire, l'Afrique du Sud est une colonie esclave (4).

(3) Trotsky fait allusion ici au fait que le mot d'ordre stalinien de « république noire » proposé par Boukharine et le militant de couleur du C.P.S.A. La Guma et adopté en 1928, avait amené, en réaction, les bolcheviks-léninistes sud-africains auteurs des thèses à affirmer que c'était la question agraire qui constituait l'alpha et l'oméga de la révolution en Afrique du Sud, en sous-estimant du coup la question nationale.

(4) Le terme de *dominion* était alors employé pour ceux des territoires du Commonwealth britannique qui étaient dotés d'un gouvernement « autonome » et à qui le droit de sécession avait été expressément reconnu en 1931. Mais, dans le dominion d'Afrique du Sud, la majorité de la population, les Noirs, expropriés et privés de tout droit, se trouvaient soumis à un perpétuel va-et-vient entre le travail véritablement servile dans les plantations, les ports, les mines, les usines des villes, d'un côté, et les conditions de famine qui leur étaient faites dans les « réserves »

Aucune révolution sociale — et au premier chef aucune révolution agraire — n'est concevable avec le maintien de la domination de l'impérialisme britannique sur le dominion sud-africain. Le renversement de la domination britannique en Afrique du Sud est aussi nécessaire pour le triomphe du socialisme en Afrique du Sud qu'en Grande-Bretagne même.

Si, comme on peut le supposer, la révolution commence d'abord en Grande-Bretagne, la bourgeoisie anglaise sera battue d'autant plus rapidement dans la métropole que moindre sera l'appui qu'elle pourra trouver dans ses colonies et dominions, y compris dans une possession aussi importante pour elle que l'Afrique du Sud. La lutte pour chasser l'impérialisme britannique, ses instruments, ses agents, s'inscrit ainsi nécessairement dans le programme du parti prolétarien de l'Afrique du Sud.

Le renversement de la domination de l'impérialisme britannique en Afrique du Sud peut être le résultat de la défaite militaire de la Grande-Bretagne et de la désagrégation de son empire ; dans ce cas, les Blancs d'Afrique du Sud peuvent encore maintenir pendant une certaine période, sans doute pas très longtemps, leur domination sur les Noirs. Une autre variante, qui peut en fait être liée à la première, serait la révolution en Grande-Bretagne et dans ses possessions. Les trois quarts de la population de l'Afrique du Sud — presque 6 millions sur 8 — sont des gens de couleur. La révolution victorieuse, inconcevable sans l'éveil des masses indigènes, leur donnera à son tour ce qui leur manque tellement aujourd'hui : la confiance dans leurs propres forces, une conscience accrue de leur personnalité, le développement de leur culture. Dans ces conditions, la République sud-africaine deviendra avant tout une république « noire » : cela n'exclut, bien entendu, ni une complète égalité de droits pour les Blancs, ni de fraternelles relations entre les deux races (ce qui dépend surtout de la conduite des Blancs). Mais il est absolument évident que la majorité écrasante de la population, affranchie de la dépendance servile, marquera l'Etat d'une empreinte déterminante.

Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports non seulement entre les classes, mais aussi entre les races, et assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre, la révolution *sociale* en Afrique du Sud aura également un caractère *national*. Nous n'avons pas la moi-

par un Etat représentant l'impérialisme et les capitalistes Sud-Africains. Selon le témoignage de M. Hosea Jaffe, l'historien du mouvement de libération d'Afrique du Sud, cette définition de Trotsky est entrée à cette date dans le langage du mouvement de libération.

dre raison de fermer les yeux sur cet aspect de la question, ou de minimiser son importance. Au contraire, le parti prolétarien doit, et en paroles et en actes, ouvertement et hardiment, prendre entre ses mains la résolution du problème national (racial).

Mais la résolution de ce problème, le parti prolétarien peut et doit la réaliser par ses *propres méthodes*.

L'instrument historique de l'émancipation nationale ne peut être que la *lutte de classes*.

L'Internationale communiste, depuis 1924 (5), a transformé le processus d'« émancipation nationale » des peuples coloniaux en une abstraction démocratique creuse, élevée au-dessus de la réalité des rapports de classes. Pour lutter contre l'oppression nationale, les différentes classes s'affranchissent — pour un temps — de leurs intérêts matériels et deviennent de simples forces « anti-impérialistes ». Pour que ces « forces » immatérielles remplissent de bon cœur la tâche que leur a confiée l'Internationale communiste, on leur promet en récompense un Etat « national-démocratique » immatériel (avec l'inévitable référence à la formule de Lénine sur la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans ») (6).

Les thèses indiquent qu'en 1917 Lénine a ouvertement et, une fois pour toutes, liquidé la formule de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », en tant que condition prétendument nécessaire pour résoudre la question agraire. C'est absolument exact. Mais, pour éviter tout malentendu, il faut ajouter : a) que Lénine parlait toujours de dictature révolutionnaire *bourgeoise-démocratique*, et pas d'un Etat « populaire » immatériel, b) que, dans la lutte pour la dictature *bourgeoise-démocratique*, il ne proposait pas un bloc de toutes les « forces antitsaristes », mais menait une politique indépendante de classe du prolétariat. Le bloc « antitsariste » était une idée des socialistes révolutionnaires russes et des cadets (7) de gauche, c'est-à-dire des partis de la

(5) Le 5^e congrès de l'I.C., tenu au lendemain de la mort de Lénine et de la victoire dans le parti de la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline sur l'Opposition de gauche de 1923, avait marqué, selon Trotsky, le début de l'abandon des positions théoriques et programmatiques élaborées par les quatre premiers congrès.

(6) La « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » était la formule proposée par Lénine, avant avril 1917, pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, y compris la Russie. Elle avait servi et servait encore de cheval de bataille à la direction stalinienne de l'Internationale communiste, qui l'opposait à celle de la « dictature du prolétariat » qui découlait de la théorie de la révolution permanente.

(7) Les constitutionnels démocrates — K.D. ou cadets — étaient en Russie tsariste le parti démocrate bourgeois.

petite et moyenne bourgeoisie. Contre eux, le bolchevisme a toujours mené une lutte implacable.

*
* *

Quand les thèses disent que le mot d'ordre de « république noire » est *aussi* nuisible (« equally harmful ») à la cause de la révolution que celui de « l'Afrique du Sud aux Blancs », nous ne pouvons être d'accord avec cette affirmation (8). De la part des Blancs, il s'agit du maintien d'une domination infâme ; de la part des Noirs, des premiers pas vers leur émancipation. Le droit total et inconditionnel des Noirs à l'indépendance, il nous faut le reconnaître absolument et sans réserves. C'est seulement sur la base d'une lutte commune contre la domination des exploiters blancs que pourra s'élever et se renforcer la solidarité des travailleurs noirs et des travailleurs blancs. Il est possible qu'*après la victoire* les Noirs tiennent pour inutile la création en Afrique du Sud d'un Etat noir particulier. Naturellement, nous ne leur imposerons pas un séparatisme d'Etat. Mais qu'ils le reconnaissent librement, sur la base de leur expérience propre, pas sous les verges des oppresseurs blancs. Les révolutionnaires prolétariens ne doivent jamais oublier le droit des nationalités opprimées à disposer d'elles-mêmes, y compris leur droit à la séparation complète, et le devoir du prolétariat de la nation qui opprime à défendre ce droit, y compris, s'il le faut, les armes à la main !

Les thèses soulignent à juste titre le fait que c'est la révolution d'Octobre qui a apporté en Russie la solution de la question nationale. Les mouvements nationaux démocratiques ont été en eux-mêmes impuissants à venir à bout de l'oppression nationale du tsarisme. C'est seulement grâce au fait que les mouvements des nationalités opprimées, ainsi que le mouvement agraire de la paysannerie, ont donné au prolétariat la possibilité de conquérir le pouvoir et d'établir sa dictature, que la question nationale, ainsi que la question agraire, ont trouvé une solution hardie et radicale. Mais la combinaison même des mouvements nationaux avec la lutte du prolétariat pour le pouvoir n'a été possible politiquement que parce que le parti bolchevique, tout au long de son histoire,

(8) Adressée formellement à la majorité dont il connaissait les thèses, cette critique valait également pour la minorité du Lenin Club. Les deux groupes étaient en effet animés par des militants d'origine européenne dont la majorité avaient tendance à maintenir la balance égale entre travailleurs noirs opprimés et travailleurs blancs privilégiés. La prise de position très ferme de Trotsky sur ce point levait toute ambiguïté.

avait mené une lutte implacable contre les oppresseurs grand-russiens, et soutenu toujours et sans réserves le droit des nations opprimées à leur indépendance, jusques et y compris la séparation d'avec la Russie (9).

La politique de Lénine vis-à-vis des nations opprimées n'avait pourtant rien de commun avec celle des épigones (10). Le parti bolchevique défendait le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes par les méthodes de *la lutte de classe prolétarienne*, rejetant nettement les blocs « anti-impérialistes » charlatanesques avec les nombreux partis « nationaux » petits-bourgeois de la Russie tsariste (le P.P.S., le parti de Pilsudski (11) en Pologne, les « dachnaki » en Arménie (12), les nationalistes ukrainiens (13), les sionistes chez les Juifs, etc.). Le bolchevisme démasque toujours impitoyablement ces partis, de même que les « social-révolutionnaires », leur double nature et leur aventurisme, et surtout le mensonge de leur idéologie prétendument au-dessus des classes. Il ne suspendait même pas son impitoyable critique lorsque les conditions l'obligeaient à conclure tel ou tel accord épisodique strictement pratique avec ceux. Il ne pouvait être question d'une quelconque alliance permanente avec eux sous le drapeau de l'« antitsarisme ». C'est seulement grâce à une politique de classe *implacable* que le bolchevisme a réussi, dans les conditions de la révolution, à écarter les mencheviks, les social-révolutionnaires, les partis nationaux petits-bourgeois, et à souder autour du prolétariat les masses de la paysannerie et des nationalités opprimées.

(9) Les bolcheviks-léninistes d'Afrique du Sud, qui refusaient le mot d'ordre de « république noire » n'acceptaient pas pour autant ce « droit à la séparation », lequel pouvait en effet impliquer une partition de l'Afrique du Sud sur une base raciale, rejetant les Noirs dans les parties les plus pauvres. Hosea Jaffe, huit ans plus tard, soulignait que la situation en Afrique du Sud était à l'opposé de celle de la Russie tsariste. Le régime tsariste avait opprimé les nationalités en tant que telles et leur avait appliqué une rigoureuse russification alors que le système sud-africain favorisait un tribalisme artificiel : le peuple noir aspirait, selon eux, non à l'« autodétermination », mais à l'unité. Majorité et minorité étaient d'accord là-dessus.

(10) Le terme d'« épigones » — équivalent péjoratif de « successeurs » — est utilisé couramment par Trotsky pour désigner la direction après Lénine.

(11) Le parti socialiste polonais (P.P.S.) que dirigeait le vieux conspirateur Jozef PIŁSUDSKI (1867-1935), futur maréchal et dictateur, constituait dans les régions polonaises de l'empire tsariste l'une des principales organisations politiques nationalistes, bien qu'il fût par ailleurs membre de la II^e Internationale.

(12) Le Dachnaksoutioun était le parti révolutionnaire arménien, fondé à Tiflis en 1890 avec comme objectif l'indépendance de l'Arménie turque. Il était devenu le parti de l'indépendance arménienne.

(13) Dans une Ukraine où les traditions nationales étaient très vivaces, les mouvements nationalistes unis avaient occupé le pouvoir pendant quelque temps

« Nous ne devons pas, disent les thèses, concurrencer le congrès national africain (14) dans le domaine des mots d'ordre nationalistes avec l'objectif de conquérir les paysans indigènes. » L'idée en elle-même est juste, mais exige d'être concrétisée. Faute de connaître de façon précise l'activité du congrès national, je ne puis esquisser notre politique à son égard que par analogie, tout en précisant d'ailleurs que je suis prêt à apporter à mes propositions toute correction nécessaire.

1) Les bolcheviks-léninistes sont pour la défense du congrès, tel qu'il est, dans tous les cas où il reçoit les coups des oppresseurs blancs et de leurs agents chauvins dans les rangs des organisations ouvrières.

2) Les bolcheviks opposent, dans le programme du congrès, les tendances progressistes et les tendances réactionnaires.

3) Les bolcheviks démasquent aux yeux des masses indigènes l'incapacité du congrès à obtenir la réalisation même de ses propres revendications, du fait de sa politique superficielle, conciliatrice, et lancent, en opposition au congrès, un programme de lutte de classe révolutionnaire.

4) S'ils sont imposés par la situation, des accords temporaires avec le congrès ne peuvent être admis que dans le cadre de tâches pratiques strictement définies, en maintenant la complète indépendance de notre organisation et notre totale liberté de critique politique.

*
* *

Les thèses lancent comme mot d'ordre politique central non pas l'« Etat national-démocratique », mais l'« Octobre » sud-africain. Elles montrent — et ce, avec une évidence parfaite — a) que les questions nationale et agraire en Afrique du Sud coïnci-

en 1917-1918. Mais une partie des nationalistes s'était ralliée au pouvoir soviétique, avec l'ancien chef du gouvernement Vinnichenko, tandis que le chef de l'armée, Petljura, s'alliait à la Pologne blanche.

(14) Le Congrès national indigène d'Afrique du Sud avait été fondé en janvier 1912 par diverses personnalités originaires d'Afrique du Sud exerçant des professions libérales ou intellectuelles en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Il était devenu en 1925 le Congrès national africain (A.N.C.) Première organisation politique d'Afrique du Sud à présenter un programme qui reposait sur l'unité bantou, l'égalité politique, économique et sociale entre Noirs et Blancs dans l'Eglise et l'Etat, la suppression de toute forme d'apartheid, etc. Il était le principal parti nationaliste dans le pays.

dent quant au fond, b) que ces deux questions ne peuvent être résolues que par la voie révolutionnaire, c) que la résolution révolutionnaire de ces tâches conduit à la dictature du prolétariat dirigeant les masses paysannes indigènes, d) que la dictature du prolétariat ouvre l'ère du régime soviétique et de l'édification socialiste. Cette conclusion constitue la pierre angulaire de tout l'édifice du programme. Là-dessus, notre solidarité est totale.

Mais il faut amener les masses à cette formule « stratégique » en général par une série de mots d'ordre « tactiques ». On ne peut les élaborer à chaque étape que sur la base d'une analyse des conditions concrètes de la vie et de la lutte du prolétariat et de la paysannerie, ainsi que de toute la situation nationale et internationale. Sans entrer dans ce domaine, je veux seulement m'arrêter brièvement sur la question de la corrélation entre les mots d'ordre nationaux et les mots d'ordre agraires.

Les thèses soulignent à plusieurs reprises qu'il faut d'abord lancer, non des revendications nationales, mais des revendications agraires. C'est une question très importante, qui mérite une sérieuse attention. Rejeter à l'arrière-plan les mots d'ordre nationaux ou les atténuer pour ne pas repousser les chauvins blancs au sein de la classe ouvrière serait, bien entendu, un opportunisme criminel, absolument étranger aux auteurs et partisans des thèses : cela découle très clairement de ces thèses, imprégnées d'internationalisme révolutionnaire. De ces socialistes qui luttent pour les privilèges des Blancs, les thèses disent fort justement : « Il faut voir que ces " socialistes " sont les pires ennemis de la révolution. » Reste une autre explication, indiquée au passage dans le texte lui-même : les masses paysannes arriérées ressentent de façon beaucoup plus immédiate l'oppression agraire que l'oppression nationale. C'est tout à fait possible : la majorité des Noirs sont des paysans (15), et la plus grande partie des terres est entre les mains de la minorité blanche. Dans leur lutte pour la terre, les paysans russes ont longtemps placé leurs espoirs dans le tsar, et ils se tenaient

(15) Commentant dix ans plus tard cette lettre de Trotsky, un dirigeant trotskyste d'Afrique du Sud jusqu'en 1946, M. AWERBUCH, dit A. MON, relevait le manque d'information de Trotsky qui avait l'impression qu'il « existait réellement, économiquement et matériellement, une paysannerie parmi les Africains, vivant avant tout de la terre et qui ne faisait que vouloir plus de terre ». Il soulignait au contraire que la vérité était que des millions d'Africains avaient faim de terre et aspiraient à devenir paysans, mais qu'ils n'étaient en fait « paysans que dans leurs aspirations. » Il soulignait néanmoins que le fait qu'il n'existe pas en Afrique du Sud de paysannerie africaine ne faisait que donner plus de poids au mot d'ordre de la terre. (A. Mon, « A Comment on Trotsky's Letter to South Africa », *Workers' Voice*, organe de la Fourth International Organisation of South Africa (F.I.O.S.A.), juillet 1945, vol. 1, n° 2).

soigneusement à l'écart de toutes conclusions politiques. Du mot d'ordre traditionnel de l'intelligentsia révolutionnaire « Terre et Liberté ! », le moujik n'a longtemps retenu que la première partie. Il a fallu des dizaines d'années d'agitation agraire et d'influence des ouvriers des villes pour que le paysan en vienne à lier ces deux mots d'ordre.

Le Bantou pauvre et esclave nourrit à peine plus d'espoirs dans le roi d'Angleterre ou en MacDonald (16). Mais son extrême arriération politique s'exprime aussi par son manque de conscience nationale. Et en même temps, il ressent très vivement la servitude agraire et fiscale. Dans ces conditions, notre propagande peut et doit avant tout partir des mots d'ordre de la *révolution agraire*, afin d'amener pas à pas, sur la base de leur expérience de la lutte, les paysans aux conclusions *politiques* et *nationales* nécessaires. Si ces considérations politiques sont exactes, il ne s'agit pas de la question du programme en lui-même, mais de celle de savoir par quelle voie faire pénétrer ce programme dans la conscience des masses indigènes.

Compte tenu de la faiblesse numérique des forces révolutionnaires et de l'extrême dispersion de la paysannerie, il ne sera pas possible, au moins dans la prochaine période, d'agir sur ces derniers autrement qu'avant tout, sinon exclusivement, par l'intermédiaire de l'avant-garde ouvrière. Il est d'autant plus important d'éduquer cette dernière dans l'esprit d'une claire compréhension de l'importance de la révolution agraire pour la destinée de l'Afrique du Sud.

Le prolétariat du pays comprend des parias noirs arriérés et une caste privilégiée arrogante de Blancs. C'est là que réside la plus grande difficulté dans toute cette situation. Les secousses économiques de l'époque du capitalisme pourrissant, comme l'indiquent justement les thèses, doivent profondément ébranler les vieilles cloisons et faciliter le travail de rassemblement révolutionnaire. Le pire des crimes serait en tout cas pour les révolutionnaires de faire la moindre concession aux privilèges et aux préjugés des Blancs. Celui qui donne le petit doigt au démon du chauvinisme est perdu. A tout ouvrier blanc, le parti révolutionnaire doit poser l'alternative : ou bien avec l'impérialisme britannique et avec la bourgeoisie blanche d'Afrique du Sud, ou bien avec les

(16) James Ramsay MACDONALD (1866-1937), ancien dirigeant du Labour Party et deux fois Premier ministre à ce titre, était devenu, après avoir organisé la scission de son propre parti, le chef d'un cabinet d'Union nationale qui appliquait le programme et la politique des conservateurs.

ouvriers et paysans noirs contre les féodaux et esclavagistes blancs et leurs agents au sein de la classe ouvrière même.

Le renversement de la domination britannique sur la population noire de l'Afrique du Sud ne signifiera pas, bien entendu, la rupture économique et culturelle avec l'ancienne métropole, si cette dernière s'est elle-même affranchie des pillards impérialistes qui l'oppriment. Par l'intermédiaire des Blancs qui lieront dans les faits, dans une lutte commune, leur sort à celui des esclaves coloniaux actuels, l'Angleterre soviétique pourra exercer sur l'Afrique du Sud une puissante influence économique et culturelle, cette fois, non plus sur la base d'une domination, mais sur celle des principes de l'entraide prolétarienne.

Mais l'influence que l'Afrique du Sud soviétique exercera sur tout le continent noir sera peut-être plus importante encore. Aider les nègres à rattraper la race blanche, afin de s'élever, la main dans la main, à de nouvelles hauteurs de la culture, telle sera l'une des tâches les plus grandioses et les plus nobles du socialisme.

*
* *

Je veux, pour conclure, dire quelques mots de l'organisation légale et illégale (« Concerning the Constitution of the Party »).

Les thèses soulignent à juste titre le lien indispensable entre l'organisation, le programme et la tactique du parti. L'organisation doit assurer l'accomplissement de *toutes* les tâches révolutionnaires en complétant l'appareil légal par un appareil illégal. Personne ne propose, bien entendu, de créer un appareil illégal pour des fonctions qui, dans les conditions actuelles, peuvent être remplies par l'appareil légal. Mais dès qu'approche une crise politique, il faut créer des cellules de réserve, illégales, de l'appareil, lesquelles pourront, en cas de besoin, s'étendre. Une certaine partie du travail, d'ailleurs très importante, ne peut en outre, sous aucune condition, être faite ouvertement, c'est-à-dire sous les yeux de l'ennemi de classe.

Pourtant, la forme la plus importante — pour la période actuelle — du travail illégal ou semi-légal pour des révolutionnaires est le travail dans les organisations de masse, avant tout les syndicats (17). Les chefs des trade-unions constituent une police

(17) Les thèses ne mentionnaient pas la « question syndicale » car une thèse spéciale sur cette question avait au préalable été adoptée unanimement.

officieuse du capital ; ils mènent contre les révolutionnaires une lutte impitoyable. Il faut savoir travailler au sein des organisations de masse sans tomber sous les coups de l'appareil réactionnaire. Le groupe révolutionnaire à l'intérieur des syndicats qui apprend par son expérience toutes les règles élémentaires de la conspiration saura poursuivre son travail dans une situation d'illégalité quand les circonstances l'exigeront (18).

(18) Selon M. Hosea Jaffe (Lettre à P. Broué du 2 octobre 1978), ce texte de Trotsky constitua le point de départ d'une longue et riche discussion à l'intérieur de toutes les organisations antiracistes et anti-impérialistes sud-africaines, à laquelle prirent part des hommes et des femmes qui allaient figurer parmi les fondateurs et animateurs d'organisations comme la All-African Convention (1936) la National Liberation League (1938), le Non European United Front (1939), le Non European Unity Movement (1943), etc. M. Jaffe considère en effet que le programme du mouvement de libération d'Afrique du Sud a été élaboré à partir des idées fondamentales exprimées par Trotsky dans ce texte, à ses yeux historique. Dans l'immédiat, les idées développées par Trotsky : importance de la question agraire, refus de la différenciation entre « impérialisme britannique » et « bourgeoisie boer », accent mis sur l'unité des opprimés « non européens » l'emportèrent dans le mouvement.

LA TRAHISON STALINIENNE RÉVÉLÉE PAR LA SEULE LECTURE DE L'*HUMANITÉ* ⁽¹⁾

(22 ou 23 avril 1935)

Les masses travailleuses cherchent quelle politique pourra permettre d'éviter la guerre, ou, si la guerre éclate malgré les efforts du prolétariat, permettre d'abattre le régime capitaliste, fauteur de guerre, et de lui substituer le régime socialiste.

Nous voulons montrer, seulement par des textes de l'*Humanité*, par conséquent vérifiables par tous, quelle est la politique actuelle de l'Internationale communiste sur la question de la guerre.

Hier et aujourd'hui

La politique internationale de la III^e Internationale était ainsi définie dans la 6^e condition d'admission (2) :

« Tout parti désireux d'appartenir à la III^e Internationale a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Société des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes. »

C'était la politique d'hier.

(1) *La Vérité*, 26 avril 1935. Une version anglaise publiée dans *The New Militant*, 12 mai 1935, est amputée de ses « conclusions ». Nous n'avons pas disposé de l'original en russe, s'il existe. Publié le 26 avril, l'article cite les quotidiens du 21. Il a dû être rédigé le 22 ou le 23.

(2) Le 2^e Congrès de l'Internationale communiste, en 1920, avait établi vingt-et-une conditions d'admission à l'I.C., destinées aux partis social-démocrates qui aspiraient à y entrer.

Aujourd'hui, depuis que l'I.C. a été rebâtie (après l'exclusion par tous les moyens des léninistes (3)) sur le dogme de la « construction du socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire indépendamment de la révolution mondiale, la politique internationale de la III^e Internationale est la suivante :

Défense de la politique de paix de l'U.R.S.S. qui consiste à proposer le désarmement aux nations impérialistes et la conclusion de pactes d'assistance mutuelle contre l'agresseur.

La politique de paix de l'I.C.

Cette politique part de l'affirmation suivante : il y a des impérialismes qui ont intérêt à la paix et d'autres qui ont intérêt à la guerre.

« Il s'agit de savoir, écrit Péri (4) dans l'*Huma* du 11 avril 1935, si les puissances qui n'ont aucun intérêt à précipiter la guerre sauront assurer la paix en décidant de se prêter une assistance mutuelle, ou si elles composeront avec les plans de nouveaux dépeçages de l'Europe conçus par Adolf Hitler. »

C'est de là que découle toute la politique de l'I.C., ainsi exposée par Péri dans l'*Huma* du 16 avril 1935 :

« Ceci acquis, quelle est dans les cadres du système présent la seule formule pouvant rendre difficiles les entreprises guerrières ? La meilleure formule, c'eût été évidemment le désarmement général ou la réduction des armements que l'U.R.S.S. a proposée et qu'elle a défendue, mais que toutes les autres puissances ont combattue. A défaut de la réduction générale des armements, à laquelle l'U.R.S.S. n'entend nullement renoncer, le gouvernement soviétique et avec lui les prolétaires de tous les pays d'Europe estiment que la méthode la plus susceptible de faire obstacle à la guerre est celle des pactes par lesquels les puissances s'engageront à boycotter

(3) Trotsky appelle « léninistes » ses propres partisans, de toutes les sections de l'Opposition de gauche, puis de la L.C.I.

(4) Gabriel PÉRI (1902-1941) avait adhéré aux J.S. en 1918 puis participé en 1920 à la fondation des J.C. dont il était secrétaire administratif dès 1922. Il avait été emprisonné pendant trois mois en 1923 pour son rôle dans la campagne parmi les soldats contre l'occupation de la Ruhr. Rédacteur à l'*Humanité* en 1924 et membre du comité directeur la même année, il avait été élu député en 1932 et chargé de la rubrique de politique étrangère de l'*Humanité* en 1933.

l'agresseur. Il faut voir les choses comme elles sont et reconnaître que toute autre formule contractuelle est vaine ou dangereuse. »

Dans ces conditions, quelle doit être la tâche de l'I.C. ? Joindre ses efforts à la diplomatie soviétique pour convaincre les impérialismes « qui ont intérêt à la paix » de la nécessité de conclure des pactes d'assistance éventuelle.

Voici comment l'organe du P.C.F. remplit cette tâche (*Huma*, 2 avril 1935) (5) :

« Mais que pense donc le gouvernement d'Union nationale français de cette attitude du gouvernement d'Union nationale britannique ? Ce n'est déjà plus un secret que Laval (6) prête quelque peu l'oreille aux propositions de Hitler. Pense-t-il qu'un accord avec les nazis contre l'Union soviétique améliorerait la situation de l'impérialisme français ? Oublie-t-il que le mouvement de masse contre la guerre et pour la défense des Soviets est autrement plus puissant en France qu'en Angleterre ?

Ne se souvient-il déjà plus d'un passé pas très lointain où le gouvernement de l'impérialisme français n'a pu maîtriser le mouvement des masses des travailleurs et des soldats en faveur de la dictature du prolétariat qu'en arrêtant la guerre aux Soviets en toute hâte ? »

Autrement dit, si l'impérialisme français veut survivre à la guerre, qu'il écoute le bon conseil de l'émule de Staline, qu'il s'accorde avec l'Union soviétique.

Pour aider Laval à « comprendre », la plume du citoyen Péri devient plus pressante et plus vive :

« Et dire que c'est au nom de l'Entente franco-britannique que M. Pierre Laval s'est prêté à ces attermoissements criminels que nous avons si souvent dénoncés et qu'il faut dénoncer aujourd'hui avec plus de vigueur que jamais.

(5) L'article en question était signé par un membre du bureau politique, André MARTY (1886-1956), qui avait précisément joué un rôle important dans l'une des mutineries de marins de la flotte de la Mer Noire qui avaient obligé le gouvernement français à reculer dans sa politique d'intervention contre l'Union soviétique. On peut se demander pourquoi Trotsky, qui cite les noms des autres rédacteurs de *l'Humanité*, ne nomme pas Marty.

(6) Pierre Laval (cf. n. 47, p. 196), d'abord socialiste puis politicien affairiste, avait succédé à Barthou aux affaires étrangères avant de devenir président du conseil à la place de P.-E. Flandin en juin.

Car tout indique que M. Laval a lui aussi fait son deuil du Pacte de l'Est et de l'assistance mutuelle (7). Le ministre des affaires étrangères a délibérément renoncé à la seule formule de sécurité susceptible de préserver la paix et d'arrêter la course aux armements. Son attitude déplorable lui valait hier les félicitations de la *Völkischer Beobachter* (8). Mais elle soulèvera contre lui la colère légitime de tous ceux qui veulent conjurer la guerre. » (*Huma*, 4 avril.)

Blum range Pertinax (9) de l'*Echo de Paris* parmi les amis de l'U.R.S.S. « maladroits » (*Le Populaire*, 21 avril) parce que, en bourgeois réaliste qu'il est, il situe la question de l'alliance avec l'U.R.S.S. sur le plan des rapports de forces sans attacher d'importance aux promesses collectives vagues. Pertinax a uniquement en vue les intérêts « français ». S'il n'avait en vue que les intérêts « russes », il écrirait sans doute ce qu'écrivait Péri, véritable ami de l'U.R.S.S. :

« D'autres prétendent que M. Laval, d'accord avec Sir John Simon (10) serait disposé à remplacer purement et simplement le projet de Pacte de l'Est par une convention aérienne ouverte aux signataires du Traité de Locarno (11) et aussi à l'U.R.S.S. et à la Petite Entente (12). On se flatte d'avoir obtenu l'adhésion de la Pologne et celle de l'Allemagne à ce système.

Eh bien, il ne faut pas renoncer à l'écrire, ce système n'a rien à voir avec la paix. Ceux qui le recommanderont précipi-

(7) Un protocole franco-soviétique avait été signé le 6 décembre 1934, qui prévoyait l'assistance mutuelle dans le cadre d'un accord à négocier sur l'Europe de l'Est. C'est ce que Péri appelle « Pacte de l'Est et assistance mutuelle ».

(8) Le *Völkischer Beobachter* était le principal quotidien nazi.

(9) PERTINAX était le pseudonyme d'un des chroniqueurs de politique étrangère les plus écoutés, André GÉRAUD (1882-1974). Responsable de la rubrique de politique étrangère de l'*Echo de Paris*, organe de la droite conservatrice (tirage : 200 000 exemplaires environ), il était nationaliste et très attaché au traité de Versailles.

(10) Sir John SIMON (1873-1954), d'abord député libéral, passé ensuite dans les rangs conservateurs, était alors secrétaire d'Etat au Foreign Office du gouvernement britannique.

(11) On appelait « traités de Locarno » les traités et accords d'arbitrage conclus en décembre 1925, signés par l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Tchécoslovaquie et la Pologne : ils « garantissaient » le maintien de la paix et les frontières orientales.

(12) On appelait « Petite Entente » le bloc constitué par la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, dans une série de traités bilatéraux signés en 1920 et 1921 sous l'égide du gouvernement français.

teront les règlements à coups de canon que les masses populaires veulent à tout prix conjurer.

L'agression ne sera pas découragée si le seul risque que court l'agresseur est de ne pas être activement aidé du dehors. Ce désintéressement est par lui-même un encouragement aux aventures.

Dans le cas concret qui nous intéresse, le système inventé par M. Laval se bornerait à jurer que l'Allemagne peut tout à son aise réaliser ses projets à l'Est, que la France ne lui prêterait aucun concours, mais qu'elle ne dresserait contre elle aucune aventure. » (*Huma*, 4 avril) (13).

Péri et le P.C.F., du point de vue des intérêts nationaux de la bureaucratie soviétique, et Pertinax, du point de vue des intérêts nationaux de la bourgeoisie française, préconisent dans les faits la même politique.

Par les moyens idéologiques de la bourgeoisie

Nous avons vu en quoi consiste la « politique de paix » de l'I.C. Voyons maintenant par quels moyens est définie cette politique dans l'*Humanité*.

Si, comme Thorez nous l'a appris dès juillet 1934, les communistes sont ceux qui aiment bien leur pays, il s'ensuit que ceux qui n'aiment pas leur pays, les bourgeois, sont des « traîtres ».

C'est ce que Cachin (14) nous apprend dans un article du 10 avril où il conclut :

« Nous arracherons les masques des exploiters de la patrie, des pires ennemis du peuple français, sans jamais nous détourner de notre devoir de défendre la paix et le pain de leurs victimes. »

Cachin, qui s'y connaît en fait de traîtres (15), ne semble pas encore avoir été compris des patriotes authentiques quand il a dénoncé en ces termes Taittinger (16) :

(13) Cet article parut dans l'*Humanité* du 16 avril.

(14) Marcel Cachin (cf. n. 26, p. 180) était directeur de l'*Humanité* et membre du bureau politique du P.C.

(15) Trotsky, comme les révolutionnaires russes de sa génération, n'oubliait pas que Cachin avait rempli pendant la guerre deux missions au compte du gouvernement français. Il s'était rendu en Italie pour pousser à l'entrée de ce pays en guerre aux côtés des Alliés et était notamment intervenu en ce sens auprès de Benito Mussolini, ancien leader de gauche du P.S.I., avec des arguments financiers. En 1917, il s'était rendu en Russie pour soutenir le gouvernement provisoire dans son refus d'une « paix séparée », et par conséquent pour combattre l'influence des bolcheviks.

(16) Pierre TAITTINGER (1887-1956), P.-D.G. de sociétés importantes (notamment une firme de champagne), était également l'animateur et le dirigeant de l'organisation d'extrême droite des Jeunesses patriotes. Le 4 mars, à la suite d'une

« Le fasciste Taittinger peut impunément divulguer des communications officielles militaires et diplomatiques qu'il vient de recevoir dans les commissions de la Chambre. Il peut ainsi fournir à Hitler de nouveaux arguments pour de nouveaux armements et porte de l'eau au moulin du fascisme d'outre-Rhin. Un « patriote » qui accomplit de tels actes de trahison réclame lui aussi la répression contre les antifascistes. »

D'où il résulte que le pays, qui est en l'état actuel la bourgeoisie dirigeante, comprend très mal ses intérêts.

P. Vaillant-Couturier d'ailleurs ne le lui dissimule pas et il entreprend dès maintenant une croisade : « Au secours de la culture française ! » (17)

« Si les prolétaires, pour reprendre le mot de Marx, n'ont pas de patrie, ils ont pourtant dès à présent, eux, les internationalistes, quelque chose à défendre : c'est le patrimoine culturel de la France, ce sont les richesses spirituelles accumulées par tout ce que ses artistes, ses artisans, ses ouvriers, ses penseurs, ont produit. » (*Huma*, 13 avril.)

Autrement dit, si les prolétaires n'ont pas de patrie, il se trouve depuis quelque temps qu'ils en ont tout de même une pour l'*Humanité* — le patrimoine français. « Conquérir sa patrie », pour Cachin et P.V.C. (18), signifie reconquérir, au moyen du bourrage de crânes dans l'*Humanité*, leurs positions de 1914 (19).

L'annonce de la trahison « caractérisée »

De telles équivoques ne peut sortir que la trahison. Fort heureusement pour le prolétariat, l'I.C. et ses diverses sections viennent de nous avertir de leur trahison, sans équivoque ni vergogne.

réunion de la commission de la défense nationale, brisant délibérément les consignes de discrétion, il avait « révélé » à la presse quelques-unes des informations données confidentiellement en séance et avait expliqué que la France était sur le point de conclure des traités avec la Russie, l'Italie, la Tchécoslovaquie et la Belgique. Dès le lendemain, la presse allemande « s'emparait de ces confidences » pour souligner les menaces dont l'Allemagne était l'objet.

(17) Paul Vaillant-COUTURIER (cf. n. 19, p. 238), engagé volontaire en 1914, avait été l'un des animateurs de gauche du parti socialiste, et, après la scission, de la tendance qui s'identifiait à l'I.C. dans le parti français. Membre du C.C., rédacteur à l'*Humanité*, il était l'un des chantres de la nouvelle politique.

(18) Les initiales P.V.C. désignent Paul Vaillant-Couturier.

(19) Cachin et Vaillant-Couturier avaient tous deux défendu en 1914 les positions « social-patriotiques » de ralliement à l'union sacrée.

Le devoir du prolétariat en cas de guerre est tracé dans les termes suivants dans l'appel des P.C. d'Europe du 18 avril :

« Nous saluons tous les progrès réalisés dans le domaine de la capacité militaire de la seule patrie des travailleurs, tous les progrès dans le sens du renforcement de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans, qui garantit la paix, toute consolidation des frontières de la patrie socialiste ; *nous soutiendrons, en cas de guerre contre-révolutionnaire contre la patrie du socialisme*, l'Armée rouge de l'Union soviétique, par tous les moyens, et nous lutterons pour la défaite de toute puissance qui mènera la guerre contre l'Union soviétique. *Nous faciliterons par tous les moyens au prix même de notre vie la victoire de l'Union soviétique socialiste dans sa lutte contre tous ceux qui attaqueront ce pays du socialisme* » (20).

Il ne s'agit plus pour le prolétariat de lutter pour la défaite de son propre impérialisme, mais pour la défaite de « l'impérialisme allemand et de ses alliés ».

Autrement dit, le prolétariat français partira en guerre avec sa bourgeoisie contre l'impérialisme allemand, pour la défaite de ce dernier. *Cela s'appelle la défense nationale.*

L'appel du P.C.F. à l'occasion des élections municipales le confirme (*Humanité*, 21 avril) :

« Le devoir le plus sacré des prolétaires du monde entier est d'assurer la défaite des agresseurs du pays du socialisme et de tous leurs alliés.

Les communistes veulent réaliser l'UNION DE TOUS LES FRANÇAIS qui travaillent à l'usine, aux chantiers, aux champs, dans les bureaux, les magasins, les laboratoires, les écoles, les universités, et des travailleurs de toutes races et toutes nationalités qui partagent les mêmes souffrances et les mêmes espoirs. »

Nous voilà donc dûment et par deux fois avertis. Aveugles, les travailleurs qui n'en tireraient pas immédiatement les leçons et les conséquences qui s'imposent.

Conclusions

La trahison stalinienne ressort des textes même reproduits de la presse stalinienne. Bien que les conceptions léninistes sur le même problème soient développées par ailleurs, il faut faire ici les remarques suivantes :

(20) *L'Humanité*, 18 avril 1935.

1° Le stalinisme est passé entièrement, dans les paroles et dans les faits, sur les positions du social-pacifisme (politique de Genève (21), espoir dans les conventions diplomatiques : pactes, désarmement, etc., vigoureusement dénoncés par l'I.C. à ses débuts), et prépare déjà le moment où il passera effectivement sur les positions du social-patriotisme : comme dit Blum, « en cas d'agression caractérisée de l'Allemagne hitlérienne ».

2° Le crime consiste non dans le fait que la diplomatie stalinienne a été contrainte d'adopter dans ses relations avec les Etats bourgeois les formules du pacifisme genevois, mais dans le fait que cette nécessité, résultat de la faiblesse de l'U.R.S.S., est représentée au contraire par les bluffeurs staliens comme un triomphe prolétarien, et dans le fait que la politique de duperie des pactes a été substituée à l'internationalisme prolétarien et est devenue la politique de toute « l'Internationale ».

3° Le stalinisme qui prétend être pour la paix à tout prix ne suggère même pas dans son manifeste international l'unique moyen d'éviter la guerre : la prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat en France à la faveur de la crise actuelle.

La trahison sur la guerre rejoint la trahison sur la question de la prise du pouvoir.

4° Tout ouvrier conscient qui a perçu la trahison stalinienne, qui a déjà été averti par Blum (discours sur les deux ans) de la trahison des chefs socialistes, serait impardonnable de ne pas comprendre son devoir : rejoindre la tendance léniniste qui forge l'avant-garde qui mènera le prolétariat français à la victoire contre son propre impérialisme. Pour nous, le seul moyen de défendre l'U.R.S.S. c'est de faire la révolution, en France et en Europe, c'est de rester fidèles aux principes de Liebknecht et de Lénine : l'ennemi est dans notre propre pays (22).

(21) Genève était le siège de la Société des Nations.

(22) C'était Karl Liebknecht qui avait le premier employé cette formule qui était le titre d'un tract rédigé par lui en mai 1915.

ALCHIMIE CENTRISTE OU MARXISME (1)

— Sur la question du S.A.P. —
(24 avril 1935)

Groupements de l'intérieur en Allemagne et questions internationales

La vie politique de l'Allemagne est à ce point étouffée, les conséquences de la défaite sont si vivement ressenties par les masses, que les différents groupements dans la classe ouvrière sont jusqu'à maintenant privés de la possibilité de s'étendre en largeur et en profondeur, et de révéler leurs tendances. Il faut accorder d'autant plus d'importance, dans de telles périodes, pour l'éducation des ouvriers avancés, d'abord à l'émigration politique, ensuite aux problèmes internationaux. Ce qu'on vient de dire n'est pas une tentative pour minimiser l'importance des organisations de l'intérieur, ni les problèmes intérieurs des mouvements de la classe ouvrière allemande. La primauté et la continuité de la pensée révolutionnaire et de l'éducation révolutionnaire, y compris dans les périodes les plus sombres, constituent un énorme avantage, qui porte ultérieurement ses fruits au centuple dans les périodes de montée révolutionnaire.

C'est précisément maintenant, dans l'étau de la dictature des nazis, que se forment les cadres de combattants trempés qui scelleront le destin de l'Allemagne. Je veux simplement souligner, aussi vigoureusement que possible, l'idée que nos camarades allemands doivent, aujourd'hui plus que jamais, considérer leurs rapports et leurs groupes de l'intérieur, non en eux-mêmes, mais en relation avec la vie de ces pays où les problèmes révolutionnaires sont posés sous une forme plus développée et plus claire. Il va de soi, par exemple, qu'un grand succès des bolcheviks-léninistes dans l'un des pays non fascistes d'Europe se répercuterait tout de suite

(1) V 133. *Bulletin intérieur* de la L.C.I., n° 2, 1^{er} juin 1935. Ce gros article constitue une sorte de bilan du S.A.P., de la conférence de l'I.A.G. et, finalement, du bloc des quatre, et marque, de ce point de vue, un tournant.

avec force sur la destinée de notre section en Allemagne. Et nous ne devons pas non plus oublier que les questions politiques des pays non fascistes sont pour l'Allemagne des questions non seulement du passé, mais aussi, dans une large mesure, de l'avenir : le prolétariat allemand aura tout à recommencer dans bien des domaines, et à répéter à nouveau bien des choses, mais, cette fois, dans des délais incomparablement plus brefs.

Avec les changements correspondants, ce que je viens de dire s'applique également aux autres organisations. Sans perspectives, sans mots d'ordre clairs, le parti communiste d'Allemagne mène cependant un important travail illégal : ce fait témoigne de l'importance numérique de la couche d'ouvriers révolutionnaires qui refusent de capituler, en dépit de tout. Ne connaissant pas d'autre drapeau, ils se groupent sous celui du P.C. allemand. A cela, il faut ajouter aussi le « facteur » financier. L'argent, en soi, ne garantit évidemment pas la victoire, bien entendu. Mais il peut tout de même permettre la survie d'une organisation pour une période appréciable, même si elle est vouée à la casse.

D'autre part, l'étouffement général de la vie politique en Allemagne, et le niveau extrêmement bas du mouvement ouvrier ne permettent pas au parti communiste allemand de révéler et de pousser jusqu'au bout ses tendances fausses. L'organisation et l'agitation, aussi bien que les erreurs, demeurent sous une forme non encore développée. Mais le parti communiste n'est pas quelque chose d'isolé. Toutes les pièces de l'échiquier européen sont aujourd'hui liées les unes aux autres plus étroitement qu'auparavant. Il y a bien des raisons de penser que la politique funeste et criminelle du parti communiste français portera un coup terrible au parti communiste allemand, avant même que ce dernier ait réussi à saper sa propre organisation illégale. Il y a aujourd'hui encore moins de raisons de croire en une régénérescence possible de l'Internationale communiste qu'il y a un an ou deux.

Il ne découle pourtant nullement de tout cela qu'il faille tourner le dos à l'organisation illégale du parti communiste allemand. Au contraire, on peut plutôt dire que nos amis allemands n'ont accordé que trop peu d'attention à cette organisation, infiniment moins en tout cas, qu'au minuscule S.A.P. Avaient-ils raison ?

Il est impossible de répondre à cette question sans avoir de critères précis. Qu'est-ce que nos camarades ont cherché dans le S.A.P. ? Une *arène* pour leur activité ? Evidemment non : le S.A.P., qui compte quelque 2 000 membres, est trop petit pour

servir d'arène (2). Le K.P.D. peut mieux servir d'arène, sans même parler de la jeune génération ouvrière qui s'éveille pour la première fois à la vie politique sous le fouet de Hitler. Reste une autre possibilité : le S.A.P. serait un *allié*, un *compagnon d'idées*. Bien entendu, la fusion des deux organisations aurait représenté d'évidents avantages pour le travail révolutionnaire à venir (3). Mais une fusion exige une unité de pensée, non sur des questions particulières et secondaires, mais sur les *questions fondamentales*. Existe-t-elle ?

Les dirigeants du S.A.P. disent souvent qu'« au fond » ils ont les mêmes points de vue que nous, mais qu'ils sont capables de les défendre mieux que nous, de façon plus réaliste et plus « sensée ». Si tel était le cas, c'eût été de la folie pure que de nous séparer : dans le cadre d'une organisation unique, les dirigeants du S.A.P. nous auraient appris à propager nos idées communes mieux et avec plus de succès. Mais malheureusement, ce n'est pas le cas. Les dirigeants du S.A.P. se calomnient eux-mêmes. Si, après de longues hésitations, ils se sont refusés à l'unification sur le plan national, et s'ils ont par la suite rompu leur lien international avec nous (4), c'est qu'il devait y avoir à cela de sérieuses raisons, et il y en avait effectivement. Ce qui nous sépare, ce ne sont pas des nuances sur la tactique, mais des *questions fondamentales*. Il serait absurde et indigne de se fermer les yeux là-dessus, après les expériences que nous avons vécues. Les divergences entre nous et le S.A.P. entrent intégralement dans le cadre des contradictions entre le *marxisme* et le *centrisme*.

Dans les lignes qui suivent, je n'entends rien exposer de nouveau. Je veux seulement dresser le bilan de l'expérience de toute la période politique écoulée, en particulier de la dernière année et demie. Rien n'est plus bénéfique pour la formation politique que

(2) C'était le chiffre donné par les dirigeants du S.A.P. pour leur organisation clandestine en Allemagne. On peut cependant supposer que la féroce répression qui frappait tout le mouvement ouvrier n'avait épargné jusqu'alors que de rares secteurs du S.A.P. Après le grand procès de la fin 1934 contre Max KÖHLER (né en 1897) — le responsable de son organisation clandestine — et ses 23 coaccusés, 34 militants avaient été jugés dans la Ruhr et beaucoup d'arrestations annoncées.

(3) Trotsky et Walcher s'étaient mis d'accord en août 1933 pour une fusion rapide des deux organisations allemandes et les premiers pas en ce sens avaient été réalisés en Allemagne. Mais la direction du S.A.P. avait très vite reculé. Il semble pourtant que nombre d'organisations clandestines, de l'I.K.D., comme du S.A.P., étaient restées sur cette ligne, que la conférence de Dietikon de l'I.K.D. en décembre 1934 avait endossée.

(4) C'était la préconférence des quatre du 30 décembre 1933 qui avait constitué la dernière activité concrète du bloc des quatre. Dès février, en effet, le S.A.P. et l'O.S.P. avaient posé comme condition à la L.C.I. son adhésion à l'I.A.G.

la vérification des *principes* à la lumière des faits, appréciés en leur temps ou prévus à l'avance. Si je demande aux lecteurs de cet article d'accorder toute leur attention à cette analyse détaillée de la nature politique du S.A.P., ce n'est nullement pour ouvrir une période de négociations nouvelles, mais plutôt pour tenter de la clore. Les dirigeants du S.A.P. ne sont, pour nous, ni des alliés, ni des compagnons d'idées, mais des adversaires. L'expérience du rapprochement avec eux est terminée, au moins pour la période immédiate. Naturellement, il est impossible, surtout de l'extérieur, de se prononcer de façon catégorique contre telle ou telle action en Allemagne même. Mais il me semble que nos camarades allemands doivent baser leurs rapports avec le S.A.P., non seulement en fonction de la plus ou moins grande coïncidence entre nos points de vue dans le domaine des questions internes allemandes, étroitement resserrées dans la clandestinité sous Hitler (dans la pénombre du fascisme, tous les chats sont gris), mais aussi en fonction du rôle que le S.A.P. joue et cherche à jouer sur l'arène internationale.

Peut-être paraîtra-t-il bizarre que nous consacrons à une organisation si petite un travail relativement important. Mais c'est qu'au fond *la question posée est beaucoup plus importante que le S.A.P. lui-même*. Ce dont il s'agit ici, en fin de compte, c'est de la politique juste à l'égard de tendances centristes qui chatoient maintenant de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel dans toute l'étendue du mouvement ouvrier. Il faut empêcher les appareils centristes conservateurs hérités du passé d'arrêter le développement révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne : là est la tâche !

Le bilan de la conférence de l'I.A.G.

Après un intervalle d'un an et demi, une conférence de l'I.A.G. s'est tenue à Paris (5). Qu'est-ce qu'elle a donné ? Au fond, personne ne nous a rien dit d'important là-dessus. Il est vrai qu'on peut trouver dans le compte rendu du S.A.P. (*Die Neue Front*, mars 1935) des caricatures, pas mauvaises du tout, de certains des participants à la conférence, mais il est absolument impossible d'y trouver une réponse à la question : pourquoi cette conférence a-t-elle été convoquée, et quels en ont été les résultats ? *Le compte rendu de la conférence n'est pas présenté de façon marxiste*, c'est-à-dire qu'il ne cherche pas à révéler l'ensemble des tendances et contradictions existantes, mais, à la manière cen-

(5) On sait que cette conférence s'était en réalité tenue, au moins le dernier jour, à Saint-Denis dont Jacques Doriot était maire.

triste, qu'il cherche à estomper les divergences et faire voir que tout va pour le mieux.

Les thèses académiques sur la *situation mondiale* ont été adoptées « à l'unanimité ». Pourquoi en effet ne pas répéter une fois encore les généralités sur l'effondrement du capitalisme, etc. ? Cela fait très radical, mais n'oblige personne à rien. Mais la résolution sur la « situation mondiale » a-t-elle essayé pourtant d'exprimer cette petite vérité que le D.N.A., ayant obtenu 45 % des voix et, par conséquent, réuni derrière lui l'incontestable majorité de la population, pourrait, s'il le voulait, faire de la Norvège un bastion de la classe ouvrière, insuffler, par son exemple, le courage révolutionnaire aux masses scandinaves, et devenir un facteur important dans le développement de l'Europe ? Car le D.N.A. est tout de même membre de l'I.A.G. (6) ! Malgré cela — non, précisément à cause de cela —, la conférence a esquivé la question du D.N.A. et s'est occupée de questions « plus élevées ». Comment Kilbom (7), ce futur homme d'Etat, aurait-il pu se permettre une critique sectaire et déplacée à l'égard de ses voisins ? Jamais ! Et Schwab, peut-il faire de la peine à Kilbom ? Non. Mieux vaut parler de la décomposition du capitalisme « en général ». Tel était l'esprit qui imprégnait cette conférence. Et tel est celui qui imprègne le compte rendu du S.A.P.

La résolution de la conférence sur *la guerre*, adoptée à la suite du rapport du vieux centriste Fenner Brockway, dirigeant de l'I.L.P., a une allure très radicale. Mais nous savons depuis longtemps que, sur la question de la guerre, les pires des opportunistes, surtout ceux des petites nations, voire des Etats neutres, ou de petites organisations, sont enclins à un « radicalisme » extrême. Naturellement, il peut exister aussi des révolutionnaires authentiques dans de petites organisations ou dans des pays « neutres » ; mais, pour les distinguer des opportunistes, il faut prendre leur politique *quotidienne* et non une résolution solennelle sur la guerre — des autres. Le vote de Kilbom pour la grève générale et l'insurrection contre la guerre perd toute valeur en considération de la politique opportuniste du même Kilbom en Suède. Et si les circonstances devaient entraîner la Suède dans la guerre, Kilbom tirerait à coup sûr ses conclusions pratiques, non de la résolution

(6) Ce que Trotsky écrit ici n'est vrai qu'à quelques jours près, puisque c'est le congrès national du D.N.A. de mai 1935 qui allait décider de quitter l'I.A.G. En fait cette rupture, préparée depuis longtemps, était facilement prévisible à partir du moment où le D.N.A. n'était pas venu à la conférence de février.

(7) Trotsky pensait que Kilbom — le chef du parti socialiste de Suède — était engagé dans le sillage du D.N.A.

académique de l'I.A.G., mais de sa propre politique opportuniste. N'avons-nous pas déjà vu cela des centaines de fois ? Pourtant, pas une seule des résolutions ne souffle mot de la politique opportuniste du parti suédois, la plus grande organisation de l'I.A.G. après le D.N.A.

De quel poids pèse la signature de Doriot au bas de la résolution radicale sur la guerre, si Doriot, « dans l'intérêt de la paix », conseille aux diplomates de son pays de « négocier avec Hitler » ? Pas d'alliance avec l'U.R.S.S., mais un accord avec Hitler — voilà le programme de Doriot (8). Nous verrons plus loin que, lorsque le S.A.P. lui-même passe de la résolution académique sur la guerre « en général » à la question de la « lutte pour la paix » dans les conditions actuelles, toutes les grandes paroles s'envolent au diable ; le S.A.P. a présenté à la conférence une deuxième résolution, « pratique », tout imprégnée de l'esprit du philistinisme pacifiste.

C'est pourquoi il est impossible de lire sans indignation le verbiage de *Die Neue Front* sur la façon dont « la théorie et la pratique léninistes (!) ont ainsi trouvé dans la question de la guerre leurs seuls (!) et véritables (!) défenseurs dans les partis de l'I.A.G. ». Lénine pensait que la tâche d'une résolution était de mettre les opportunistes au pied du mur, ne leur laissant pas d'échappatoire, les obligeant à se découvrir en empoignant la contradiction entre leurs paroles et leurs actes. Une résolution « révolutionnaire », pour laquelle des opportunistes pouvaient voter aussi, Lénine ne la tenait pas pour un succès, mais pour une tromperie et un crime. La tâche de toutes les conférences, il la voyait non pas dans la présentation d'une résolution « convenable », mais dans la sélection des combattants et des organisations qui ne trahiraient pas le prolétariat au moment de la tempête. *Les méthodes de la direction du S.A.P. sont directement opposées à celles de Lénine.*

La délégation du S.A.P. a soumis à la conférence un projet de *résolution sur les principes*. Comme tous les textes du S.A.P., c'est un recueil de postulats généraux, « radicaux », écartant soigneusement les questions les plus aiguës. Malgré tout, ce document entre de beaucoup plus près dans le travail courant du parti que les thèses académiques sur la situation mondiale.

(8) On peut penser que cette petite phrase de Trotsky montre qu'il avait mis le doigt sur l'un des premiers signes d'une évolution qui allait mener Doriot du stalinisme à l'hitlérisme.

Quel a été le sort de ce projet du S.A.P. ? Nous lisons : « Le projet de *déclaration sur les principes* présenté à la conférence n'a pu être soumis au vote faute de temps (!!) et parce que certains partis n'avaient pas eu le temps de l'étudier. » Pour des marxistes, cette seule phrase vaut des volumes entiers. La conférence a été remise de mois en mois, elle s'est réunie après un intervalle d'un an et demi, au cours duquel se sont produits des événements grandioses ; l'avant-garde, désorientée, de la classe ouvrière, exige des réponses claires... Et quoi ? La conférence n'a pas trouvé le temps (!!) d'adopter une résolution sur les principes.

Le second argument ne vaut pas mieux : certains partis (lesquels ?) n'ont pas eu la possibilité (pourquoi ?) de réfléchir aux principes qui doivent servir à diriger le mouvement ouvrier à notre époque. Mais alors, de quoi s'occupent ces « partis » ? L'I.A.G. existe maintenant depuis trois ans. Sur quelle base de principes ? Nul ne le sait. « Certains » partis ne jugent pas nécessaires de perdre leur temps à des questions principielles. La conférence n'a pas non plus le temps de s'en occuper. Est-il possible de concevoir témoignage plus accablant, plus humiliant, d'indigence ?

En fait, le bilan lamentable de la conférence ne peut s'expliquer par le manque de temps, mais seulement par l'hétérogénéité de sa composition avec une prédominance de combinards centristes de droite. La même hétérogénéité caractérise « certains » des partis adhérents à l'I.A.G. D'où cette nécessité interne de ne pas toucher aux questions les plus aiguës, c'est-à-dire les plus importantes et les plus brûlantes. *Le seul principe de l'I.A.G., c'est de se taire sur les principes.*

Rappelons que le plénum international des bolcheviks-léninistes, dans une résolution du 13 septembre 1933 (9), avait formulé sur la précédente conférence de l'I.A.G. en août 1933 l'appréciation suivante :

« Il ne saurait bien entendu être question de construire la nouvelle Internationale avec des organisations qui reposent sur des bases profondément différentes, voire opposées [...]. En ce qui concerne les décisions prises par la majorité hétérogène de la conférence et qui sont marquées du sceau de cette hétérogénéité, le plénum des bolcheviks-léninistes n'estime pas possible d'en assumer la responsabilité politique. »

Celui qui n'a pas d'illusions n'a pas à les perdre ensuite !

(9) *Œuvres* 2, juillet-octobre 1933, pp. 152-154.

Les « profonds problèmes » du centrisme

La conférence a repoussé la résolution présentée par les délégués hollandais, les camarades Sneevliet et Schmidt, en faveur de la IV^e Internationale (10). Regardons de plus près les explications embrouillées de *Die Neue Front*.

Il s'avère que les délégués du S.A.P. étaient prêts à signer la résolution hollandaise, à la condition qu'elle ne soit pas soumise au vote, mais demeure simplement l'expression d'un « vœu des organisations signataires ». Mais un vœu suppose une volonté. Celui qui exprime un vœu cherche à réaliser sa volonté. A une conférence, cela se traduit par un vote. On pourrait penser que les délégués du S.A.P. auraient saisi cette occasion pour obliger à voter contre cette résolution ceux qui, au fond, sont contre la IV^e Internationale. Mais non, Schwab n'a pas voté pour, non parce que lui-même est contre, mais parce que d'autres sont contre. La majorité non plus ne vote pas contre... mais elle se réfugie lâchement dans l'abstention. Cela n'empêche pas Doriot, qui s'est lui-même abstenu, d'écrire que la conférence « a condamné l'idée trotskyste de la IV^e Internationale » (11). Peut-on y comprendre quelque chose ? Attendez, ce n'est pas fini.

La résolution hollandaise, apparaît-il, se caractérisait par une « abstraction complète par rapport à la situation actuelle réelle » et par une incompréhension « des profonds problèmes qu'implique notre tâche ». Bien. Alors, pourquoi la délégation du S.A.P. était-elle d'accord pour signer une résolution aussi mauvaise ? De toute évidence, Schwab n'attache pas grande valeur à sa signature (soit dit en passant, il l'a déjà démontré en 1933). En quoi, malgré tout, la position du S.A.P. consiste-t-elle ? « La proclamation de la nouvelle Internationale, lisons-nous, en dépit du fait qu'elle soit objectivement nécessaire, est rendue impossible pour le moment pour des raisons subjectives ». D'abord, on confond ici, consciemment, c'est-à-dire sans scrupules, la « proclamation d'une nouvelle Internationale » et la nécessité de la lutte pour la IV^e Internationale. Ce n'est pas la première que nous réclamons, mais la seconde.

En quoi consistent cependant les « profonds problèmes » impliqués par cette question ? Notons le bien — : *objectivement*, la nouvelle Internationale est nécessaire, mais, *subjectivement*,

(10) La résolution Schmidt-Sneevliet pour la IV^e Internationale n'avait obtenu que trois voix.

(11) Cf. p. 95.

elle est impossible. Autrement dit, sans la nouvelle Internationale, le prolétariat sera écrasé, mais les masses ne l'ont pas encore compris. En quoi consiste donc la tâche des marxistes, sinon à élever le facteur subjectif au niveau de l'objectif, et amener la conscience des masses au niveau de la compréhension de la nécessité historique — en d'autres termes, expliquer aux masses leurs propres intérêts, qu'elles ne comprennent pas encore ? Le « profond problème » des centristes, c'est leur profonde peur devant les tâches importantes et brûlantes. Les dirigeants du S.A.P. ne comprennent pas l'importance de l'*action révolutionnaire consciente* dans l'histoire.

Die Neue Front invoque pour notre édification l'argument de Doriot : il est impossible d'ignorer « la condition actuelle des masses ». Mais alors, pourquoi Doriot lui-même a-t-il rompu avec le parti communiste, qui a en tout cas, derrière lui, des masses incomparablement plus importantes que n'en a Doriot lui-même ? L'argument abstrait et creux, sur ces « masses » qu'on ne connaît pas, n'est qu'un misérable sophisme destiné à dissimuler l'incapacité des dirigeants qui se cachent derrière lui. Les « masses » sans parti, les plus nombreuses, sont hors de toute Internationale. Les « masses » qui sont dans des partis, dans leur écrasante majorité, restent à la II^e et la III^e Internationales, et pas du tout derrière l'I.A.G. Et c'est avec de bonnes raisons que Zyromski a pu réclamer que les organisations de l'I.A.G. retournent vers leurs anciens pâturages, « vers les masses » (12). Derrière l'I.A.G., il n'y a pas de masses. La question qui se pose n'est pas ce que pensent les masses *aujourd'hui*, mais dans quel esprit et dans quelle direction MM. les chefs les préparent et les éduquent (13).

En fait, à l'intérieur des partis de l'I.A.G., ce ne sont pas les masses, mais les dirigeants qui sont opposés à la IV^e Internationale. Pourquoi ? Pour la raison même qui les a faits s'opposer à une déclaration de principes. Ils ne veulent rien de ce qui pourrait limiter leur liberté centriste d'osciller. Ils veulent être indépendants du marxisme. Pour des raisons très faciles à comprendre, ils baptisent le marxisme « idée trotskyste de la IV^e Internationale ».

(12) Rappelons que Jean Zyromski, animateur avec Pivert de la tendance de *La Bataille socialiste*, était partisan de la réunification de la II^e et de la III^e Internationales et par conséquent hostile à une quelconque scission dans l'une ou l'autre. Sa participation à la conférence de l'I.A.G. de février avait évidemment une signification précise.

(13) Cette phrase résume de façon concise l'une des divergences les plus graves entre Trotsky et le S.A.P.

Les dirigeants du S.A.P. ont trouvé un langage commun avec tout le monde, sauf avec les Hollandais. Dans le compte rendu, on ne mène la polémique *que* contre Sneevliet et Schmidt. Pas un mot de critique contre les opportunistes qui formaient la majeure partie de la conférence ! N'est-il pas clair, à travers ce seul fait, que Schwab et Cie sont des centristes qui ont tourné le dos aux marxistes et se tournent vers les opportunistes ?

« Désarmement » ou castration

En plus de ses autres réalisations, la conférence a entamé une « lutte pour la paix ». Comment ? Par la vieille méthode allemande : elle a créé une nouvelle association, une association des amis de la Paix. Cette association comprend jusqu'à maintenant des représentants de trois (oui, trois) partis, et s'appelle « comité d'initiative ». Ce comité d'initiative a pour tâche de créer une nouvelle association, laquelle doit s'appeler (attention !) comité mondial de lutte pour la paix. Ce nom seul va faire trembler les impérialistes dans leurs bottes. La tâche de ce comité mondial de lutte pour la paix, comme l'explique *Die Neue Front*, est de « créer et de conduire un mouvement de masse à l'échelle mondiale (!) pour un désarmement véritable — ah, ah ! — et pour la paix ». Comme à son habitude, le S.A.P. avait apporté une résolution particulière « pour le déploiement d'une action internationale pour la paix ». Comme d'habitude, la conférence n'était pas non plus en mesure de l'adopter — de toute évidence, faute de temps ! Mais, puisqu'un comité comportant autant de gens que trois, en tout et pour tout, a été créé, le plus important est fait. Schwab a raison : la conférence « a réalisé tout ce qu'il était possible de réaliser dans la situation donnée ». Nous sommes prêts à souscrire à cette mélancolique remarque.

La résolution du S.A.P. « pour la lutte pour la paix », qui n'a pas été adoptée par la conférence, constitue — il faut lui rendre cette justice — le document le plus misérable de pensée opportuniste qu'il nous ait été donné de rencontrer dans la dernière période. Pour ses auteurs, n'existent ni l'histoire du marxisme, ni la lutte, pendant des années, des tendances à l'intérieur de la classe ouvrière, ni l'expérience toute fraîche des guerres et des révolutions. Ces alchimistes viennent de découvrir la pierre philosophale.

Nous savons déjà, par *Die Neue Front*, que le mot d'ordre central de la future lutte « à l'échelle du monde » est le « désarmement véritable ». Le mot d'ordre de Litvinov est, dit-elle,

« juste » ; sa seule erreur est de ne s'adresser avec ce mot d'ordre qu'« aux seuls gouvernements ». Ainsi nos alchimistes, sans s'en douter, jettent-ils au passage par-dessus bord tous les acquis de l'expérience révolutionnaire et de la théorie marxiste. Qui a dit que le mot d'ordre du désarmement était juste ? Kautsky (14) sur son déclin, Léon Blum, Litvinov, Otto Bauer et Béla Kun « lui-même ». Mais comment Marx, Engels, Lénine et la III^e Internationale, dans sa grande époque, envisageaient-ils cette question ? Pas un mot là-dessus. Pourtant, Engels opposait au désarmement le programme de la milice populaire et exigeait — ô horreur ! — la formation militaire de la jeunesse dans les écoles. Lénine dénonçait impitoyablement toute concession à l'idée de « désarmement ». En 1918, dans un article rédigé spécialement pour la jeunesse, il expliquait que, tant que l'oppression et l'exploitation continueraient, les armes demeureraient un facteur nécessaire dans les relations entre les classes comme entre les Etats. Aujourd'hui, la bourgeoisie militarise la jeunesse. Lénine écrivait :

« Demain, il faudra peut-être recourir à la militarisation des femmes. Nous devons dire à ce sujet : tant mieux... plus se rapprochera l'insurrection armée contre le Capital ! Mau-dire la guerre et réclamer le désarmement ? Jamais les femmes de la classe ouvrière ne se résigneront à un rôle aussi infâme. Elles diront à leur fils : " On t'a donné un fusil. Prends-le et apprends bien le métier des armes. Cette science est indispensable aux prolétaires. " [...] Lénine explique : « Une classe opprimée, qui ne s'efforcera pas d'apprendre le maniement des armes, d'avoir des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. » (Voilà pour les esclaves de l'Internationale communiste). A la même époque, il notait pour lui-même en allemand dans son carnet :

« Le désarmement — c'est la castration. Le désarmement, c'est une jérémiade chrétienne et réactionnaire. Le désarmement, ce n'est pas la lutte *contre* la réalité impérialiste, mais une tentative pour *s'évader* et se réfugier dans cet avenir enchanteur qui ne viendra qu'*après* la victoire de la révolution socialiste. »

(14) Karl KAUTSKY (1854-1938), autrichien d'origine, avait été le principal théoricien de la social-démocratie allemande après la mort d'Engels, son « pape » comme disaient ses adversaires révisionnistes. Il évoluait à droite à la veille de la guerre, mais s'était rangé dans la minorité pacifiste, conformément à ses théories sur le « désarmement ». Il avait vivement critiqué les bolcheviks à partir de 1917 et symbolisait aux yeux de Trotsky le centrisme de droite.

Le malheur, par conséquent, n'est pas que la diplomatie soviétique ait proposé le désarmement aux gouvernements capitalistes. Le malheur et le crime sont dans le fait que l'I.C., et maintenant le S.A.P., ont transformé cette proposition en mot d'ordre pour le prolétariat. En réalité, il faut utiliser l'expérience de la diplomatie soviétique pour dénoncer le caractère illusoire, factice, irréel, du pacifisme, tant bourgeois que socialiste.

Même au cas où, sous le coup de la combinaison historique de circonstances données, tel ou tel gouvernement capitaliste serait contraint de procéder à un « désarmement », sous une forme ou sous une autre, cette réforme militaire et diplomatique ne garantirait pas le moins du monde la paix. Les thèses des bolcheviks-léninistes — *La IV^e Internationale et la Guerre* (15) — déclarent entre autres :

« Le désarmement n'est pas un moyen contre la guerre, puisque — ainsi que l'a montré l'expérience même de l'Allemagne — le désarmement épisodique n'est qu'une étape sur la route d'un nouveau réarmement. La possibilité d'un réarmement nouveau et très rapide est inhérente à la technique industrielle moderne. Le désarmement "général", même s'il pouvait être réalisé, signifierait seulement le renforcement de la supériorité des pays industriels les plus puissants. Un "désarmement de 50 %" n'est pas la voie du désarmement complet, mais celle du réarmement total à 100 %. Présenter le désarmement comme "le seul moyen d'empêcher la guerre", c'est égarer les ouvriers au profit d'un front commun avec les pacifistes petits-bourgeois. »

Ce point est immédiatement dirigé contre les staliniens. Mais il concerne aussi le S.A.P. (16).

Admettons que Marx, Engels, Lénine et leurs disciples, les bolcheviks-léninistes, se soient trompés. Pourquoi les théoriciens du S.A.P. n'ont-ils, alors, même pas pris la peine de nous expliquer en quoi, précisément, consiste l'erreur de nos maîtres ? Nos novateurs sont simplement passés, en silence, sans commentaires, par-dessus la tradition révolutionnaire du marxisme dans l'une des questions les plus importantes. Comment expliquer ce fait

(15) *Œuvres 4, avril-décembre 1934*, pp. 48-85.

(16) Quand les bolcheviks-léninistes formulèrent leur position sur la question de la guerre dans un projet de thèses, ils en soumièrent en temps opportun le manuscrit aux dirigeants du S.A.P. en les invitant à participer à la discussion. Ils promirent, mais aucune réponse ne vint. Les dirigeants du S.A.P. n'avaient sans doute pas le temps. Ils ne l'ont jamais quand il s'agit des problèmes de la révolution. Et d'ailleurs, que dira Tranmael ? Que dira Kilbom ? Le lecteur voit par cet exemple que nous avons fait une expérience sérieuse avec le S.A.P. (Note de Trotsky).

étonnant ? De façon très simple. Nos alchimistes ne s'intéressent ni à la théorie, ni à la tradition, ni à l'expérience historique. Ils agissent au jugé, avec leur flair, leur gros bon sens. Pour chaque cas particulier, ils veulent trouver la pierre philosophale.

Il faut encore ajouter que réclamer le désarmement des Etats capitalistes pour éviter la guerre est du même niveau politique que de réclamer le désarmement des ligues fascistes pour éviter la lutte de classes physique. Les deux « exigences » découlent de la couardise petite-bourgeoise et servent, non pas à désarmer la bourgeoisie, mais à démoraliser le prolétariat.

L'« offensive pour la paix »

Ainsi, au centre même de la résolution du S.A.P., se nichent, pour employer les mots de Lénine, « de bonnes phrases, humaines et presque de gauche sur la paix, le désarmement, etc. ». Le comité qui doit être créé par le comité qui a été créé à la conférence de l'I.A.G. aura pour tâche de développer « une lutte pour la paix sur une grande échelle ». Une *lutte sur une grande échelle* !

Dépassant la notion sectaire de la lutte des classes, la résolution s'adresse aux « adversaires de la guerre (!) dans le monde entier ». La notion politique d'« adversaire de la guerre » ne figurait pas jusqu'à maintenant dans le vocabulaire marxiste. Les « adversaires » professionnels de la guerre sont les quakers, les tolstoïens, les gandhistes (17) ; ensuite les pacifistes de salon, les moulins à paroles démocrates, les jongleurs et les charlatans. Les marxistes sont les ennemis de classe de la bourgeoisie et des guerres impérialistes, tant défensives qu'offensives. Les dirigeants du S.A.P. n'en auraient-ils pas entendu parler ? Ou bien ont-ils réussi à réfuter ces idées désuètes ? Si oui, dans quels livres et dans quels articles ?

La partie de la résolution qui est consacrée à la description de l'activité future du comité « à l'échelle mondiale » constitue un assemblage inégalé de phrases toutes faites. Pour s'opposer à la préparation de la guerre, le comité devra « attirer des spécialistes (!) et rassembler toutes les forces qui agissent en ce sens, même encore aujourd'hui, en dehors de tout lien d'organisation, pour un travail planifié en commun ». Ces « spécialistes » et ces « forces », qui demeurent anonymes, doivent utiliser « l'aspiration à la

(17) La secte protestante des « quakers », les disciples du romancier russe Tolstoï et ceux de l'Indien Gandhi ont en commun leur attachement aux méthodes de la non-violence.

paix » qui vit dans des millions et des millions d'hommes comme un levier pour soulever un mouvement mondial contre la guerre, soutenu par les masses populaires de tous les pays, etc.

Les gouvernements qui tenteraient d'étouffer ce mouvement mondial pour la paix seraient « moralement condamnés et flétris ». Moyen très efficace contre Hitler, Mussolini, etc. Les gouvernements libéraux recevront sans doute des certificats louangeux. En outre, le S.A.P. a en réserve le « boycottage économique universel » à utiliser contre les gouvernements particulièrement méchants. Pour que ce boycottage soit réellement universel, il faut que le comité mondial pour la paix s'allie évidemment aux banques et aux trusts pacifistes et, par ailleurs, « condamne » ceux des capitalistes qui profitent des guerres. Mais cela n'épuise pas encore tout l'arsenal du S.A.P. La résolution recommande, par exemple, « l'expérience faite en Angleterre par les pacifistes », d'organiser des « votes populaires » comme manifestations (18). Il suffira d'ajouter les pétitions aux états-majors généraux, et la paix sera vraiment encerclée de tous les côtés.

Le « contrôle démocratique »

Le « comité » du S.A.P. luttera pour un « contrôle démocratique international sur les préparatifs de guerre », et, dans ce but — écoutez bien ! —, créera dans chaque pays des « commissions spéciales ». Après quoi, il ne restera plus à Hitler qu'à se noyer dans le seau d'eau qu'il pourra faire sortir sans peine, en la presant, de la résolution du S.A.P.

Le « contrôle (!) démocratique (!) sur les préparatifs de guerre », même Henderson (19) n'aurait pu mieux dire ! Cela a une particulière saveur aujourd'hui, sous la plume d'un socialiste allemand. Où sont, mais où sont donc les beaux jours de Weimar (20) ? Leurs ombres ont ressuscité dans le quartier général du S.A.P.

Pendant la dernière guerre, il existait en Angleterre une « association du contrôle démocratique » — son vrai nom était

(18) Allusion à une initiative des pacifistes britanniques qui avaient organisé un « vote populaire » pour la paix, sorte de référendum officieux.

(19) Arthur HENDERSON (1863-1945), ancien syndicaliste et socialiste fabien (très modéré), avait été le premier secrétaire du Labour Party et social-patriote pendant la guerre.

(20) Allusion à la république allemande, détruite par l'avènement de Hitler, et dont la Constitution avait été adoptée dans la petite ville de Weimar.

« Union for the democratic control » —, sous la direction du libéral de gauche bien connu, Morel (21). Lénine écrivait à son sujet en 1916 :

« Seul le faible développement des rapports politiques et l'absence de liberté politique en Allemagne empêchent qu'il s'y constitue aussi rapidement et aussi facilement qu'en Angleterre une ligue bourgeoise pour la paix et le désarmement, sur le programme de Kautsky. (22) »

Le S.A.P. estime évidemment que les rapports politiques en Allemagne se sont suffisamment développés aujourd'hui pour qu'il soit possible de créer une association démocratique sur le programme de Morel-Kautsky-Schwab.

« Mais nous sommes pour les mots d'ordre démocratiques », tentera peut-être de répliquer l'auteur de cette résolution qui a dérobé aux bolcheviks-léninistes des choses qu'il n'a pas comprises. Oui, les révolutionnaires défendent les restes, même les plus misérables, des libertés démocratiques, tant qu'ils ne sont pas capables de passer à l'offensive pour prendre le pouvoir. Mais les révolutionnaires ne promettent jamais de transformer ces misérables restes en souveraineté mondiale d'un contrôle démocratique par des « commissions spéciales » composées d'on ne sait qui. Défendre les tranchées démocratiques *réelles* du prolétariat dans la lutte révolutionnaire est une chose, bâtir des châteaux en Espagne démocratiques, après avoir perdu toutes ces tranchées, en est une autre. C'est précisément là que passe la ligne de démarcation entre le réalisme révolutionnaire et le pacifisme illusoire.

La résolution du S.A.P. est fort peu originale. Elle ne fait que copier l'Internationale communiste. Pourquoi en effet créer ce comité mondial, alors qu'il existe déjà et que son nom est Amsterdam-Pleyel (23) ? Il rassemble tous les spécialistes et toutes

(21) L'« Union for the Democratic Control », organisation pacifiste qui avait eu une certaine audience en Grande-Bretagne regroupait des intellectuels et des socialistes. Eugene Dene MOREL (1873-1924), son inspirateur et principal animateur, était député I.L.P. et s'était fait connaître par une campagne de dénonciation du travail forcé au Congo.

(22) Lénine, *Œuvres*, éd. Moscou, t. XXI, p. 270. Il s'agit de l'article intitulé « Le pacifisme anglais et l'aversion anglaise pour la théorie », écrit en réalité en juin 1915, d'après cette édition (et non en 1916 comme l'écrit Trotsky) et publié pour la première fois dans la *Pravda* du 27 juillet 1924.

(23) Le Comité d'Amsterdam-Pleyel avait été créé par les deux congrès successifs de 1932 et 1933 contre la guerre, puis contre le fascisme, organisés par l'I.C.

les « forces » : Barbusse (24), le Münzenberg « à l'échelle mondiale » (25), les libéraux hindous (26), les petits démagogues, les grands bavards, les lords anglais, les veuves américaines, en un mot, toutes les « forces » qui souffrent de la maladie qu'on appelle « amour de la paix »... Ce comité fabrique des documents beaucoup plus éloquents que ceux du S.A.P., car Münzenberg dispose des meilleurs des spécialistes. Le grand plan de Schwab et Cie n'est qu'une pâle imitation artisanale et provinciale de l'aventure bureaucratique des staliniens. Avec leur argent sonnante et trébuchant, les staliniens mettent au moins sur pied de pompeuses parades (ils les mettaient sur pied *hier*, mais ils pourront difficilement le faire *demain*), tandis que l'I.A.G. ne peut en faire autant. Aucun nouveau comité ne pourra naître du comité actuel. Peut-être la paix ne s'apercevra-t-elle pas qu'elle a été encerclée de tous côtés.

Ce n'est pas par hasard que, dans la politique de l'Internationale communiste, comme dans celle des réformistes, prédominent maintenant des formules purement négatives comme l'*anti-impérialisme*, l'*antifascisme*, la *lutte contre la guerre*, sans aucune délimitation de classe, sans programme d'action révolutionnaire. De telles formules sont absolument nécessaires pour la politique des blocs de mascarade (Ligue anti-impérialiste (27), comité contre le fascisme et la guerre Amsterdam-Pleyel, etc.). Tous ces blocs, congrès et comités ont pour tâche de couvrir la passivité, la lâcheté, la carence dans la résolution des tâches qui constituent *l'essence même de la lutte de classe du prolétariat*. Marchant sur les traces des staliniens et des réformistes, les dirigeants du S.A.P. et de l'I.A.G. ont pris la même route. Les mêmes dirigeants s'assoient sur des chaises différentes dans l'espoir que les masses ne les reconnaîtront pas, et accourront vers eux. Cet oubli de soi-même est l'aveu volontaire de leur propre nullité.

(24) Henri BARBUSSE (1873-1935), romancier pacifiste, avait rejoint le P.C. et était la figure de proue des congrès pacifistes.

(25) Willy MÜNZENBERG (1889-1940), ancien organisateur de l'Internationale des jeunes, puis du Secours ouvrier international, organisateur du « trust » de presse de l'I.C., était la cheville ouvrière des congrès internationaux.

(26) Allusion à la présence aux congrès d'Amsterdam et de Pleyel d'un dirigeant du parti du Congrès indien, Vallabhai PATEL (1875-1950).

(27) La Ligue anti-impérialiste, dont l'architecte avait également été Münzenberg, avait eu une certaine activité dans les années d'alliance de l'I.C. avec le Kuomintang chinois.

Un « nouveau Zimmerwald »

Quelques camarades raisonnent ainsi : les dirigeants du S.A.P., sans doute, ne sont pas des marxistes, mais la III^e Internationale non plus n'est pas apparue d'un seul coup, elle a été précédée par les conférences de Zimmerwald auxquelles Lénine participa aux côtés des centristes (28). L'I.A.G. n'est-elle pas un « nouveau Zimmerwald » ? Il n'y a pas moins de quatre erreurs fondamentales dans ce raisonnement.

D'abord, Zimmerwald a eu lieu *pendant la guerre*. L'écrasante majorité des centristes qui, en temps de paix, parlaient de lutte pour la paix et de désarmement, étaient passés le premier jour de la guerre dans le camp du nationalisme. Seule une minorité insignifiante de centristes d'avant-guerre, des individus isolés, se déclarèrent prêts à discuter avec les « ennemis » de leur pays. Ainsi la composition de Zimmerwald était-elle le résultat d'une rigoureuse sélection opérée par les conditions de guerre.

En second lieu, sauf la Russie et partiellement l'Allemagne (R. Luxemburg et K. Liebknecht (29)), il n'y avait dans aucun pays à cette époque de véritables révolutionnaires ayant compris jusqu'à leur ultime conclusion les tâches de la lutte. Les social-démocrates qui étaient entraînés dans la lutte contre la guerre (pas une guerre *future*, ni la guerre *en général*, mais une guerre donnée, *réelle*) passaient alors presque sans exception par le stade du centrisme. Il n'existait pas d'autres partenaires politiques pour effectuer le *premier pas*.

En troisième lieu, dans les conditions de la guerre, où la simple prise de contact entre les organisations ouvrières des pays belligérants était punie comme un crime, le fait même de la tenue d'une conférence internationale réunie illégalement, même indé-

(28) La conférence de Zimmerwald, du 5 au 8 septembre 1915, avait rassemblé en Suisse des délégués des partis socialistes des pays neutres avec des représentants des minorités pacifistes et internationalistes. La tonalité générale était pacifiste. Lénine y regroupa « la gauche de Zimmerwald » pour en faire le noyau de la III^e Internationale.

(29) Rosa LUXEMBURG (1871-1919), dirigeante de la social-démocratie polonaise, émigrée en Suisse, puis en Allemagne, avait joué un rôle de premier plan dans la lutte contre le révisionnisme, puis participé en Pologne à la révolution de 1905. Karl Liebknecht (cf. n. 14, p. 229), fils d'un des fondateurs de la social-démocratie allemande, était avant-guerre dans le parti social-démocrate le champion de la lutte antimilitariste, le défenseur de l'indépendance de l'organisation de jeunesse et de la solidarité avec les révolutionnaires d'Europe orientale. Dès le 4 août, Luxemburg et Liebknecht avaient regroupé autour d'eux le petit noyau d'internationalistes qui allait devenir le « groupe Spartakus » et donner naissance au parti communiste allemand.

pendamment de ses décisions, constituait un événement politique et un signal révolutionnaire.

Quatrièmement, Lénine participa à la conférence, non pour s'entendre avec les centristes, ni pour y présenter des « résolutions » vides, mais pour y lutter pour les principes du bolchevisme. Dès que la « gauche de Zimmerwald » fut constituée, malgré son extrême faiblesse (elle était incomparablement plus faible que l'actuelle organisation des bolcheviks-léninistes), Lénine posa la question de la rupture avec Zimmerwald (30). Cette rupture se fit attendre *contre* la volonté de Lénine, qui pourtant ne s'était pas trompé dans son appréciation : la majorité des participants de Zimmerwald se trouva bientôt dans les rangs de la II^e Internationale.

Notre situation actuelle est radicalement différente de celle d'alors. La guerre n'est pas encore là. 99 % des réformistes et des centristes qui jouent aujourd'hui avec des phrases pacifistes, « contre la guerre », « pour le désarmement », se rangeront dans la nouvelle guerre aux côtés de leurs gouvernements. Actuellement, en temps de paix, la sélection révolutionnaire doit être doublement rigoureuse. Les critères en sont : la clarté théorique, et une pratique conforme à cette théorie. Les dirigeants qui, en route pour une conférence « internationale », oublient d'emporter leurs principes — ce ne sont pourtant pas des paquets de cigarettes ou des boîtes d'allumettes — n'offrent pas la moindre garantie d'une conduite révolutionnaire en cas de guerre.

En outre, 1935 n'est pas 1915. Nous avons derrière nous l'expérience de la dernière guerre et de Zimmerwald. Les Schwab, les Kilbom, les Doriot, etc., ne sont pas des enfants. Même pas des jeunes. Ils ont été des éléments dirigeants de l'Internationale communiste. Si, de l'expérience des vingt dernières années, ils ont tiré non des conclusions révolutionnaires, mais des conclusions centristes et pacifistes, alors il nous faut chercher d'autres alliés.

Finalement, nous ne devons pas oublier non plus le fait que nous avons déjà participé auparavant à un « Zimmerwald » de temps de paix. En août 1933, nous avons participé à la conférence de l'I.A.G. qui a même refusé de simplement mettre aux voix notre résolution sur la IV^e Internationale. Dix-huit mois se sont écoulés. La tentative de Sneevliet et Schmidt a donné le même résultat. N'est-il pas grand temps d'en tirer des conclusions ?

(30) Lors de la conférence d'avril 1917 du parti bolchevique, peu après son retour en Russie, Lénine avait vainement proposé la rupture avec l'organisation zimmerwaldienne.

Il existe maintenant dans tous les pays des organisations et des groupes véritablement révolutionnaires qui se sont formés dans la lutte contre le réformisme et le stalinisme. Ils grandissent en nombre et en force. La persécution haineuse et les calomnies de leurs ennemis les ont trempés. Leur bagage idéologique a été vérifié au cours d'événements historiques grandioses. Il n'y avait absolument rien de tel pendant la dernière guerre. Les bolcheviks n'ont aucune raison de s'allier aux *sommets* centristes (s'« allier »... une fois tous les dix-huit mois dans une conférence !). Nous n'avons aucun besoin de parades internationales creuses. Les révolutionnaires n'ont pas à flirter avec les centristes dans des conférences, mais à mener contre eux, tous les jours, dans leurs propres pays, un travail inlassable, et à participer à leurs propres conférences internationales révolutionnaires où ils ne soufflent pas des bulles de savon, mais débattent et tranchent des questions de la lutte de classe.

Un peu d'histoire sur la formation de la direction du S.A.P.

Pour apprécier correctement la physionomie politique d'un groupe donné, il faut connaître son passé. La direction du S.A.P. est sortie du sein de l'opposition de droite du parti communiste allemand (Brandler, Thalheimer, Walcher, etc.). En 1923, ce groupe dirigeait le parti communiste et, dans les conditions d'une crise révolutionnaire très profonde liée à l'occupation de la Ruhr, il a révélé sa profonde incapacité (31). Il faut adresser le blâme, pour avoir laissé échapper cette situation révolutionnaire, non « aux masses », comme ces chefs opportunistes ont tenté de le faire, mais à la fraction Brandler-Walcher qui hésita, laissa passer le temps, pendant les mois les plus critiques, et reporta les obligations des révolutionnaires sur le « processus historique ». Après que la situation révolutionnaire se fut changée en situation contre-révolutionnaire, la direction fit preuve, comme il convenait, d'un optimisme fallacieux (« la révolution approche ») et, de façon générale, démontra, par toute sa politique ultérieure, qu'elle n'avait rien compris de ses erreurs de 1923, une date importante dans l'histoire du triomphe du fascisme en Allemagne.

(31) Brandler, Thalheimer et Walcher étaient les principaux dirigeants du K.P.D. en 1923 quand éclata en Allemagne, à la suite de l'occupation de la Ruhr et d'une inflation galopante, une situation révolutionnaire qu'ils n'aperçurent que trop tard. Toute l'affaire se termina par une défaite sans combat au mois d'octobre.

Toute la politique opportuniste de l'Internationale communiste (la stratégie de la révolution chinoise, les « partis ouvriers et paysans » en Orient, le comité anglo-russe, l'« Internationale paysanne » (32), le cours pro-koulak en U.R.S.S., la lutte contre le marxisme sous le couvert de la lutte contre le « trotskysme ») s'est déroulée avec la participation ou le soutien direct de la fraction Brandler-Walcher. Ce dont il s'agit ici, ce n'est pas d'épisodes tactiques mineurs, mais de la stratégie du prolétariat dans des événements à une échelle historique grandiose.

Nous ne voulons absolument pas dire qu'un groupe, qui porte sur ses épaules un fardeau aussi lourd de crimes opportunistes contre la révolution, est condamné une fois pour toutes : il ne manque pas dans l'histoire d'exemples où des révolutionnaires sont devenus des opportunistes et des opportunistes des révolutionnaires. Mais, en tout cas, le passage sur la voie de la politique révolutionnaire ne pouvait, pour les représentants de l'école Brandler-Thalheimer, que se faire à travers une profonde crise interne, une révision de leurs valeurs, une rupture avec leur propre passé. La scission du groupe Walcher, en liaison avec son entrée dans le S.A.P. (33), d'avec le groupe Brandler qui continuait à placer avec humilité et entêtement ses espoirs dans son retour dans les bonnes grâces de la bureaucratie stalinienne, créa les conditions les plus favorables pour Walcher et les autres d'une révision de leur propre passé. L'écrasement tragique du prolétariat allemand rendait ce réexamen nécessaire et urgent, et, de fait, le groupe Walcher, qui avait pris la direction du S.A.P. à la veille de l'émigration, s'orientait réellement vers la gauche.

C'est précisément à cette époque que remontent les tentatives des bolcheviks-léninistes pour pousser la direction du S.A.P. à revoir, à la lumière des nouveaux événements, l'expérience de 1923 en Allemagne, de la révolution chinoise, du comité anglo-russe, etc. Les dirigeants du S.A.P. ne manifestèrent pour toutes ces questions qu'un minime intérêt. Notre insistance sur le plan théorique leur paraissait « couper les cheveux en quatre » de façon sectaire. Ils accusaient l'Internationale communiste, du moins jusqu'à son dernier tournant ultra-opportuniste, d'un seul

(32) Trotsky énumère ici quelques-uns des thèmes, voire des formes d'organisation qui caractérisent la politique de l'I.C. avant la « troisième période » gauchiste, une politique inspirée par Boukharine et ses alliés « droitiers », que Trotsky considérait comme opportuniste.

(33) Walcher et ses amis, qui constituaient la minorité de la K.P.O., l'organisation dirigée par Brandler-Thalheimer, avaient rompu avec elle en 1932 pour entrer dans le S.A.P. et tenter de le « conquérir ».

et unique péché : l'*ultra-gauchisme*. Ils étaient incapables d'assimiler la notion de *centrisme bureaucratique*. De façon générale, le terme de *centrisme* leur portait sur les nerfs. Néanmoins, sous l'impression toute fraîche de la faillite de la II^e et de la III^e Internationale, le groupe Walcher est allé jusqu'à reconnaître la nécessité de passer à la construction d'une *IV^e Internationale*.

En août 1933, la direction du S.A.P. signa avec nous la fameuse déclaration des quatre. Les dirigeants du S.A.P., « en pleine conscience des responsabilités » qui pesaient sur eux, déclarèrent avec nous que « les organisations signataires » s'engageaient « de toutes leurs forces à contribuer à la formation, dans le plus bref délai possible, de cette Internationale, sur le fondement inébranlable des principes théoriques et stratégiques posés par Marx et par Lénine ».

Cette résolution constitua le point le plus extrême atteint à gauche, sous le coup des événements, par la direction du S.A.P. Après quoi le pendule du centrisme commença à revenir à droite. Sans retirer ouvertement leur signature au bas de cette résolution, les dirigeants du S.A.P. commencèrent une lutte sournoise, équivoque et déloyale, contre l'idée de la *IV^e Internationale*. La cause ? « Les trotskystes veulent proclamer *immédiatement* la *IV^e Internationale*. » Prévoyant d'avance la possibilité d'insinuations de ce genre de la part des combinards centristes, les bolcheviks-léninistes avaient présenté à la conférence d'août 1933 de l'I.A.G. une déclaration particulière qui disait :

« Le cours vers la nouvelle Internationale nous est dicté par toute la marche du développement. Cela ne signifie pas cependant que nous proposons la *proclamation immédiate de la nouvelle Internationale*. La création de la nouvelle Internationale ne dépend pas seulement du développement objectif des événements, mais aussi de *nos propres efforts* (34). »

C'est apparemment clair ? On pouvait penser que la précision de cette déclaration écrite ne laissait aucune place ni à de sottises insinuations ni à des calomnies. Et enfin, si quelqu'un d'*autre* propose une autre voie fausse, précipitée, aventuriste, cela peut-il changer le contenu de *sa propre tâche* ?

En fait, la direction du S.A.P. s'est comportée vis-à-vis de la déclaration des quatre en faveur de la *IV^e Internationale* d'une

(34) *Œuvres* 2, juillet-octobre 1933, p. 89.

façon aussi superficielle, aussi peu sérieuse, aussi phraseuse, que les centristes se comportent en général vis-à-vis des principes théoriques. En signant la déclaration, ils avaient derrière la tête l'idée suivante : « Nous allons signer ce document très déplaisant pour pouvoir conserver sans problèmes une couverture à gauche, mais nous continuerons de faire ce que faisait Seydewitz (35) et ce que nous avons fait nous-mêmes jusqu'à présent, c'est-à-dire de chercher des alliés *à droite*. » Il va sans dire que ce plan était remarquable. Mais il s'est brisé sur le fait que les léninistes se sont refusés à jouer le rôle de garde d'honneur révolutionnaire pour le compte d'affairistes opportunistes. De là la rupture.

L'expérience du D.N.A.

Cette situation a été lumineusement éclairée par l'expérience du D.N.A. Sans exagérer en rien le rôle international du S.A.P., nous avons souligné avec insistance que son bloc avec le D.N.A. par l'intermédiaire de l'I.A.G. avait aidé la direction opportuniste du D.N.A. à frapper sa propre opposition de gauche. C'est précisément pour cela, et uniquement pour cela, que les dirigeants du D.N.A. conservaient leurs relations « compromettantes » avec la gauche. Nous avons prédit que Tranmael romprait sans façons avec l'I.A.G. dès qu'il aurait touché le port : « Le Maure a fait son devoir (36). » Nous avons conseillé aux dirigeants du S.A.P. de réfléchir sur l'expérience du comité anglo-russe qui, en 1925-1927, a littéralement brisé les reins du très prometteur mouvement d'opposition dans les syndicats britanniques, le mouvement national minoritaire (37). Avec quelle suffisance les dirigeants du S.A.P. balayaient-ils nos arguments : « Les masses... les masses... les masses... le processus historique. » Nous ne nous en sommes pas étonnés : si les centristes pouvaient comprendre les relations réciproques entre « les masses » et l'avant-garde, entre l'avant-garde et la direction, entre le « processus historique » et l'initiative d'une minorité, ce ne seraient pas des centristes.

(35) Max SEYDEWITZ (né en 1892), socialiste depuis 1910, avait été de 1924 à 1931, dirigeant de l'aile gauche du parti social-démocrate allemande ; exclu, il avait fondé le S.A.P. qu'il avait dirigé jusqu'en 1933, contre l'opposition de la « minorité » dirigée par Walcher.

(36) Nouvelle référence à Shakespeare.

(37) Le mouvement national minoritaire (N.M.M.), affilié à l'Internationale syndicale rouge et animé entre autres par des militants du P.C. britannique, avait été tout près de conquérir la majorité dans les syndicats britanniques. Mais Trotsky pensait que l'alliance avec les dirigeants de droite au sein du comité anglo-russe avait empêché sa victoire.

Les événements se sont déroulés de façon plus claire et plus convaincante encore que nous ne l'avions prévu. A peine sortis de l'I.A.G., les dirigeants du D.N.A. sont passés tout droit et sans délai aux bancs du gouvernement (38). Et leur première décision a été d'adopter la liste civile (39) du roi. Le « processus historique » peut faire de bien mauvaises plaisanteries ! Pourtant, il est incontestable que les dirigeants du S.A.P. ont rompu avec les groupes pour la IV^e Internationale précisément pour pouvoir maintenir sans encombre leur amitié avec les dirigeants du D.N.A. et leurs semblables.

Remarquez que nous, les méchants « sectaires », nous n'avons posé à Schwab et Cie aucun ultimatum. Nous avons dit à nos demi-alliés centristes du moment : « Vous dites que l'expérience du comité anglo-russe ne suffit pas à vos yeux ? Très bien. Faites votre expérience avec Tranmael : nous attendrons patiemment ses résultats, tout en conservant pleinement notre droit de la critiquer. » Mais c'était précisément ce que les dirigeants du S.A.P. ne pouvaient tolérer. La politique des combinaisons centristes exige des coulisses diplomatiques : pousser jusqu'au bout ses propres idées et dire franchement ce qui est, implique que l'on débusque jusqu'au nid les illusions centristes. Il est vrai que, pour nous « désarmer », ils « critiquaient » également Tranmael, mais juste assez pour ne pas *révéler* à leurs lecteurs le caractère pourri et fictif de leur alliance avec Tranmael : ils rugissaient de colère comme des pigeons amoureux. Beaucoup plus important pourtant est le fait qu'aux yeux des travailleurs norvégiens, il existait non seulement une alliance entre le D.N.A. et toute une série de partis « révolutionnaires » étrangers extérieurs à la II^e Internationale, et que, sous le drapeau de cette alliance, les « dirigeants » du D.N.A. ont pu faire de la bonne besogne. Et, comme il était bien trop difficile aux dirigeants du S.A.P. d'admettre devant leurs militants qu'ils brisaient une demi-alliance avec les révolutionnaires pour une alliance avec les opportunistes, ils mirent en circulation cet absurde ragot : « Les trotskystes veulent proclamer jeudi prochain la IV^e Internationale », tandis que le S.A.P., organisation raisonnable, prudente, étrangère à tout aventurisme, veut, lui... mais, au fait, que veut-il ? Epouser le « processus histori-

(38) Le D.N.A., avec presque 50 % des voix, venait de remporter une grande victoire aux élections législatives en Norvège. Il avait formé un gouvernement que dirigeait Johann NYGAARDSVOLD (1879-1952).

(39) La « liste civile » comprend l'ensemble des revenus officiellement alloués au monarque.

que ». L'adresse de cette célèbre et riche fiancée est bien connue des vieilles entremetteuses centristes éprouvées.

Actuellement, les dirigeants du S.A.P. s'emploient avant tout à *faire oublier aux travailleurs* toute l'histoire avec le D.N.A. Pourquoi remuer de vieilles questions ? De toute façon, Tranmael nous quitte, par bonheur, sans trop de fracas. Nous avons beaucoup d'affaires allemandes... Hitler... le danger de guerre, etc. Non, *nous ne permettrons pas* à ces roublards de cacher sous la table l'échec ignominieux de leur politique ignominieuse vis-à-vis du D.N.A. Nous les obligerons à en rendre compte aux travailleurs. Nous appellerons tous les ouvriers avancés à étudier sérieusement la question de savoir qui, là-dessus, avait raison, nous ou le S.A.P.

Les bolcheviks-léninistes d'Allemagne se doivent d'autant plus de mener sur cette question une campagne énergique que cette nouvelle et scandaleuse expérience n'a rien appris aux stratèges satisfaits d'eux-mêmes que sont les dirigeants du S.A.P. Au contraire, ils sont allés encore plus *à droite*, dans la confusion, dans le marais. Dans leur for intérieur, ils pensent qu'ils ont repoussé Tranmael par leur gauchisme débridé — sous la pernicieuse influence des « trotskystes ». Oh, désormais, ils vont se conduire autrement. Ils vont continuer de serrer Kilbom dans leurs bras, quoi qu'il fasse. Qu'est-ce donc qui empêche ces gens d'apprendre de leurs propres erreurs ? Leur psychologie politique centriste solidement établie, profondément conservatrice.

Le rôle néfaste du S.A.P. dans le bureau des jeunes de Stockholm

Dans le domaine du mouvement des jeunes, s'était formé — au moins jusqu'à maintenant — un groupement quelque peu différent de l'I.A.G. Mais la politique des dirigeants du S.A.P. porte les mêmes traits — c'est-à-dire qu'elle est un maquignonage sans principes —, particulièrement funestes au sein de la jeunesse révolutionnaire. Le bureau de Stockholm, dans sa composition actuelle, a été créé à partir de valeurs fictives : le grand fantôme du D.N.A. (40) et la petite clique de De Kadt qui « représentait » l'O.S.P. hollandais. Le S.A.P. s'est joint à l'ombre du D.N.A. et au bien trop réel philistin petit-bourgeois De Kadt (contre les bol-

(40) Trotsky faisait ici erreur, car ni le D.N.A. ni son organisation de jeunesse n'avaient participé à la création du Bureau international. La majorité de ce dernier devait s'indigner de cette phrase, qu'elle qualifia de « faux », et exiger un « désaveu ».

cheviks, toute alliance est bonne) pour prendre en main la direction du bureau de Stockholm. Il faut dire la vérité : les jeunes léninistes ont fait preuve à la conférence d'un esprit de conciliation inadmissible. Ils n'avaient pas suffisamment compris le principal trait du centrisme, à savoir qu'il est toujours prêt à faire un croc-en-jambe aux révolutionnaires ou à les frapper dans le dos pour conserver les bonnes grâces des opportunistes.

A la dernière conférence de l'I.A.G., le représentant du bureau des jeunes de Stockholm (41) a accusé de sectarisme les camarades Sneevliet et Schmidt, et, pour leur donner une leçon de « réalisme », ce jeune combinard a voté pour les deux résolutions à la fois : celle des Hollandais pour la IV^e Internationale, et celle du S.A.P. contre la IV^e Internationale. Tolérer semblable dérision des principes, c'est fouler aux pieds les exigences élémentaires de l'hygiène révolutionnaire !

Le *Bulletin* en français du bureau de Stockholm (n° 1, avril 1935) constitue un nouveau scandale politique. L'éditorial semble avoir été écrit tout exprès pour semer la confusion, égarer et abuser les lecteurs. L'énumération des organisations adhérentes repose sur des équivoques et des fictions : l'aile opportuniste est monstrueusement exagérée, toutes les organisations des jeunesses des bolcheviks-léninistes, à l'exception de la Spartacus Youth League américaine, sont consciemment passées sous silence. MM. les centristes sont toujours *gênés* de paraître dans une « bonne société » — c'est-à-dire celle des opportunistes — en compagnie d'alliés révolutionnaires.

La tâche du bureau de Stockholm y est formulée de façon purement négative : « Son but n'est pas de préparer une nouvelle scission (42). » Et à cela Zyromski répond fort justement que le fait même que ce bureau existe est déjà en soi une scission car, à partir de ce fait, le regroupement de la jeunesse se fait désormais non sur deux, mais sur trois axes. On ne devrait, et on ne doit,

(41) Rappelons qu'il s'agissait de Willy Brandt.

(42) Trotsky était particulièrement irrité de la façon dont le bureau se présentait lui-même dans son bulletin en français dont le n° 1 venait d'être publié. L'éditorial écrivait : « Qu'est-ce que le bureau de Stockholm ? Ce n'est pas une nouvelle Internationale des jeunes. Son but n'est pas de préparer une nouvelle scission. Le bureau des jeunesses socialistes révolutionnaires est un organisme qui résulte de la crise du mouvement ouvrier international et un élément de sa régénération. Son but est de surmonter la scission pour aboutir à une Internationale unique et authentique — basée sur des principes révolutionnaires et sur des expériences faites au cours de la lutte des classes de notre époque. Le danger de la scission nous a été montré par la défaite allemande — l'inefficacité d'une politique non révolutionnaire nous a été prouvée par la défaite autrichienne. »

proposer un « axe » nouveau que si l'ancien est périmé et le nouveau digne de confiance, sérieux et capable de réaliser son objectif historique. Le malheur est précisément que le centralisme n'a *pas d'axe propre* et qu'il ne peut pas en avoir.

L'éditorial déclare de façon tout à fait inattendue : « Avec la jeunesse socialiste d'Espagne, le bureau de Stockholm exige (!) une nouvelle Internationale. » Ne vous hâtez pas de vous réjouir ! Après avoir donné un baiser aux Espagnols, notre diplomate se souvient de Doriot, des pupistes, de Zyromski et de tous les prophètes de l'« unité totale », et ajoute aussitôt : « Son but (celui du bureau de Stockholm) est de surmonter la scission... pour aboutir à une Internationale unique, la seule authentique. » Donc, pas une nouvelle Internationale, mais la fusion des deux anciennes. Cela signifie que le S.A.P. se prononce sur le plan des principes pour l'unité avec les réformistes et les patriotes, tout à fait dans l'esprit de son maître Miles (43).

Mais Lénine, auquel *Die Neue Front* fait, si mal à propos, référence, enseignait que « l'unité avec les opportunistes est l'alliance des ouvriers avec "leur" bourgeoisie nationale et la scission de la classe ouvrière internationale ». Que disent de cela les dirigeants du S.A.P. ? Bien entendu, un lien *temporaire* d'organisation avec des opportunistes, dans des conditions spécifiques concrètes, peut être rendu nécessaire par les circonstances (rappelons qu'après la guerre les partisans de la III^e Internationale entrèrent pour pas mal de temps avec la S.F.I.O. dans l'Internationale de Vienne, la 2 1/2 (44)). Une polémique instructive éclata à ce propos entre Lénine et Martov. Voilà ce que nous lisons sous la plume de Lénine : « Martov a écrit quelque part : " Vous, bolcheviks, vous dénigrez l'Internationale de Vienne, dans laquelle se trouve pourtant 'votre' propre ami Lorient (45) ". *C'est un argument de coquin, car tout le monde sait que Lorient lutte ouverte-*

(43) MILES était le pseudonyme de Walter LÖWENHEIM (1896-1977) ancien communiste d'opposition dans la petite « unité léniniste », qui, en 1933, avait rédigé la célèbre brochure *Neu Beginnen* dans laquelle il préconisait l'unité organique de tout le mouvement ouvrier dans les rangs de la social-démocratie.

(44) Allusion au précédent de l'U.P.S. (Union des partis socialistes pour l'action internationale), appelée également Union de Vienne et surnommée « Internationale 2 1/2 » par ses adversaires. Elle s'était donné pour but la réunification du mouvement ouvrier mondial entre 1921 et 1923, et avait réintégré la II^e Internationale.

(45) Fernand LORIENT (1870-1932), instituteur, avait été, quelques mois après la guerre, l'un des animateurs de l'opposition à la guerre dans le parti socialiste, en liaison avec Lénine qu'il avait rencontré en Suisse. Il était devenu en 1918 trésorier du parti et le demeura tout en étant partisan de la III^e Internationale.

ment, honnêtement, héroïquement pour la III^e Internationale. » Nous espérons que cet argument de Lénine se passe de commentaires. Mais en faire un principe est une trahison ! Cela signifie d'abord renoncer à l'unité internationale du prolétariat, car, en temps de guerre, les opportunistes détruiront une fois de plus cette fiction qu'ils appellent l'Internationale et qu'ils conservent en temps de paix pour gonfler des bulles centristes. L'unité « universelle », « totale », implique la pire scission dans les conditions les plus difficiles.

Quelques lignes plus bas, nous lisons : « Cette Internationale sera le résultat d'un *processus historique* et ne pourra prendre forme qu'à travers *l'action des masses*. » Très bien. Mais alors, pourquoi vous mêlez-vous de ce qui n'est pas *votre* affaire ? Vous n'avez reçu de mandat ni du « processus historique », ni « des masses » ?... L'auteur de cet article (46) est un parfait disciple des mencheviks russes, lesquels étaient au bon vieux temps des virtuoses quand il s'agissait de combiner des « formules révolutionnaires » à la pratique du fatalisme et de la prostration. Mais combien plus grossier, plus faible, plus impuissant en vérité, ce disciple du S.A.P. est-il en comparaison des classiques du centrisme de gauche, comme feu Martov (47) !

La tâche des tâches est aujourd'hui la préparation des cadres de la jeunesse léninistes. Il faut les élever au niveau des tâches de notre époque. Dans ce domaine, ce qu'il faut, c'est avant tout la clarté théorique, l'honnêteté idéologique, l'intransigeance vis-à-vis de l'opportunisme et de la diplomatie. La politique du S.A.P. dans le bureau de Stockholm constitue une dégradante dérision des exigences fondamentales de l'éducation révolutionnaire de nos successeurs ! C'est intolérable.

Une Internationale 2 1/2 ?

Les optimistes, qui placent leurs espoirs dans une « évolution » de l'I.A.G., doivent se donner réponse eux-mêmes sur cette question : comment et pourquoi cette évolution devrait-elle se faire à gauche et pas à droite ? Les positions de départ de ceux qui participent à l'I.A.G. sont fort éloignées du marxisme. Kilbom, Doriot, les pupistes, Maurin (un petit-bourgeois nationaliste cata-

(46) C'était Boris Goldenberg qui avait écrit cet article.

(47) C'est dans ce texte que se trouve l'origine de la confusion signalée dans les *Œuvres* 3, novembre 1933-avril 1934, p. 148, n. 51, au sujet d'un commentaire de Trotsky comparant Goldenberg à Martov.

lan)(48) sont des ennemis *déclarés* du léninisme. Dans leur travail quotidien, ces partis n'exercent pas la moindre influence l'un sur l'autre. Une fois tous les dix-huit mois, leurs délégués se réunissent pour constater que le « temps leur manque » pour discuter des questions de principe. Comment, en fin de compte, la « régénérescence du mouvement ouvrier » peut-elle se produire, et avant tout celle des membres même de l'I.A.G. ? La seule réponse est : par la grâce du « processus historique ».

Mais le « processus historique » « crée » tout : et le bolchevisme, et le centrisme, et le réformisme et le fascisme. Il existe des « actions de masse » de types très divers : les pèlerinages de Lourdes, le plébiscite des nazis, les votes pour les réformistes, les manifestations patriotiques, les grèves dirigées par les traîtres, et, finalement, les batailles révolutionnaires vouées à la défaite par leur direction centriste comme en Autriche et en Espagne (49). La question se pose, en attendant, devant nous, précisément d'une manière toute différente : *quel contenu s'apprête à apporter dans le « processus historique » et les futures « actions de masse », en s'y insérant, la petite organisation propagandiste qui porte le nom de S.A.P. ?* Il est grotesque de faire la roue comme un paon au nom d'actions de masse *futures* pour détourner l'attention du fait qu'on n'a pas dans la tête d'idées claires ! Le passé du groupe dirigeant du S.A.P. — 1923 — n'est pas tel que nous puissions *croire sur parole* à sa capacité de diriger les masses révolutionnaires. En tout cas, au stade préparatoire actuel, les dirigeants du S.A.P. doivent démontrer leur droit à la direction par une position théorique juste, la clarté et la consistance de leur ligne révolutionnaire. Hélas, il n'y a pas chez eux trace de ces qualités !

Faute d'avoir un axe propre, ils cherchent à « combiner » des axes proposés par d'autres et qui vont dans des directions divergentes, voire opposées. Le D.N.A. est au fond un parti de la II^e Internationale. L'I.L.P. gravite en hésitant vers la III^e, les Hollandais sont fermement pour la IV^e, Doriot et les pupistes sont

(48) Joaquim MAURIN JULIA (1896-1973), ancien secrétaire de la C.N.T. d'Espagne, ancien cofondateur du parti communiste d'Espagne, avait été exclu de ce dernier en 1930 avec la fédération catalano-baléare, et avait fondé le Bloc ouvrier et paysan de Catalogne et la fédération communiste ibérique. Beau-frère de Souvarine, il était plutôt lié à la droite communiste sur le plan international ; la F.C.I. avait été sympathisante de l'I.V.K.O., mais avait participé à la conférence de Paris de l'I.A.G. en août 1933.

(49) Allusion à la défaite ouvrière en Autriche en février 1934, en Espagne, en octobre de la même année ; dans les deux cas, des dirigeants, au bord du désastre auquel avait conduit leur politique opportuniste, avaient lancé un appel à la lutte armée sans y avoir préparé les masses.

pour « l'unité totale », et les alchimistes du S.A.P. essaient de faire croire aux ouvriers allemands qu'au travers d'éléments aussi différents on distillera juste ce dont a besoin.

Théoriquement parlant, une réapparition d'une Internationale 2 1/2 n'est bien entendu pas exclue. Mais, compte tenu de la lamentable première expérience de ce type et surtout de l'exacerbation de la lutte des classes, la deuxième expérience ne pourrait être que bien plus débile et insignifiante encore que la première. Ce pronostic est déjà amplement confirmé par l'éphémère histoire de l'I.A.G. dont les forces centrifuges se sont jusqu'à maintenant révélées plus puissantes que toutes les formules centristes. Rappelons une fois encore des faits tout récents.

Le D.N.A. est un parti opportuniste sérieux : la bourgeoisie lui confie même la direction de son Etat. C'est pourquoi le D.N.A. a rompu avec le S.A.P. Les bolcheviks-léninistes sont une organisation révolutionnaire sérieuse, avec leurs traditions et leurs principes propres. C'est pourquoi le S.A.P. a rompu avec eux. La clique De Kadt, de l'O.S.P., sur laquelle s'appuyait Schwab, a abandonné les rangs des révolutionnaires à la première épreuve sérieuse (50). Avec le groupe dirigeant de Schmidt, qui est véritablement pour la IV^e Internationale, Schwab n'arrive pas à trouver de langage commun. Schwab et ses amis faisaient presque de l'American Workers Party de Muste « leur » organisation, et pourtant l'A.W.P. a fusionné avec notre section. Schwab a failli réussir à entraîner dans l'I.A.G. le Belge Spaak. Mais Spaak est devenu tout d'un coup ministre de son roi (51). Et cela continuera. Les diplomates centristes de l'I.L.P. ne sauveront pas leur parti de la décomposition. Une différenciation interne est également inévitable dans le parti suédois de Kilbom. Pour s'enraciner profondément dans le mouvement ouvrier, il faut, aujourd'hui plus que jamais, avoir des principes clairs et un drapeau bien visible et qui se distingue de loin.

(50) Rappelons que, de 1933 à 1934, le S.A.P. s'était appuyé, dans sa lutte contre la L.C.I. et pour ne pas donner de suite concrète à la déclaration des quatre, sur l'aile de l'O.S.P., que dirigeaient alors Sal Tas et Jacques De Kadt. Rappelons également que De Kadt et Sal Tas s'étaient publiquement désolidarisés de l'émeute ouvrière du quartier de Jordaan, ce qui les avait conduits hors de l'O.S.P. Il s'agissait de la « première épreuve sérieuse » puisque P.J. Schmidt, président de l'O.S.P., avait été inculpé et arrêté, précisément pour sa solidarité politique avec les émeutiers. Schwab est, rappelons-le également, le pseudonyme de Walcher, principal dirigeant du S.A.P.

(51) C'est le 24 mars qu'on avait appris l'entrée des socialistes belges dans un gouvernement d'union nationale et surtout le fait que le chef de leur « gauche », Spaak, devenait ministre, décapitant ainsi toute opposition virtuelle sérieuse.

Des pilotes sans valeur dans les tempêtes

En France, les dirigeants du S.A.P. soutiennent des centristes du type de Zyromski et Doriot *contre* les bolcheviks-léninistes. Ce faisant, ils leur chuchotent aux oreilles que nous sommes des « sectaires », des intolérants, toujours prêts à « couper les cheveux en quatre », etc. (« Ne pensez pas, mon Dieu, que nous ressemblons à ces fanatiques ! Il s'en faut. ») Ils ferment les yeux sur un unique fait : les bolcheviks-léninistes sont l'unique groupe qui ait fait à temps une analyse juste de la situation et des tendances de son développement, qui tire de cette analyse toutes les conclusions pratiques nécessaires et qui lutte réellement et implacablement contre la légèreté générale des « chefs », leur irresponsabilité, leur croyance aux miracles. La différence n'est pas du tout que Zyromski et Doriot soient plus « compréhensifs », « plus larges d'esprit », plus « réalistes » que les bolcheviks. Non, la différence — ou plutôt le malheur — c'est qu'eux, les Zyromski, Doriot et autres, ne comprennent pas le caractère de la situation, n'osent pas ouvrir les yeux, comme des marxistes, et manquent de résolution pour en tirer les conclusions nécessaires. En d'autres termes, Zyromski et Doriot en sont aujourd'hui au même état politique dans lequel se trouvaient en 1923 Brandler, Walcher et Cie. Dans ces conditions, l'influence des dirigeants du S.A.P. est d'autant plus dangereuse que, dans la lutte contre la politique révolutionnaire, ils exploitent, non sans habileté, le vocabulaire marxiste et utilisent même des formules élaborées par les bolcheviks-léninistes. *A cette étape nouvelle et importante de la lutte des dirigeants du S.A.P. contre les bolcheviks-léninistes, il faut réfléchir attentivement et sérieusement : l'enjeu, cette fois, est trop grand.*

Dans tous les pays où le fascisme commence juste à passer à l'offensive, le principal danger ne réside nullement dans la « passivité » des masses, mais dans le fait que les réformistes et centristes de types divers continuent à freiner la mobilisation du prolétariat. « Objectivement », pour parler comme *Die Neue Front*, la résistance révolutionnaire est nécessaire. « Subjectivement », elle est impossible... dans la mesure où les centristes, redoutant la rupture avec les réformistes et dans leurs propres rangs, n'osent pas s'engager dans la voie révolutionnaire et invoquent « les masses » pour se justifier. Ce faisant, les centristes luttent contre les léninistes. Nous avons là exactement les mêmes groupements, les mêmes interrelations, les mêmes arguments aussi que dans la question de la IV^e Internationale. Ce n'est pas un hasard : *ce ne sont que deux aspects d'une seule et même question.* Quand il s'agit de cons-

truire l'Internationale, les centristes du S.A.P. — précisément eux, et pas nous — pensent de façon abstraite, en se détachant de la réalité historique : il leur semble qu'ils ont tout le temps devant eux. Mais quand la question posée est celle du fascisme et de la guerre, il est plus difficile de se boucher les yeux, à soi et aux autres, car la perspective n'est pas éloignée, ni floue, mais proche et distincte. Le fascisme est en train d'attaquer, et à son propre rythme, sans se soucier des calculs des centristes. Il faut lui résister par des méthodes révolutionnaires, *maintenant, tout de suite*. Il ne faut pas s'adapter à la mentalité subjective des voisins de droite, qui parlent des masses, mais expliquer aux masses l'acuité objective du danger. Celui qui fait vraiment ce travail prépare ainsi la IV^e Internationale : il n'y a pas et ne peut pas y avoir de raisons de dissimuler son drapeau. Ce sont là les deux aspects d'un seul et même travail.

En ce qui concerne les dirigeants du S.A.P., dans la mesure où ils ont quelque influence, disons, en France, ils la mettent toujours et partout au service des centristes, qui piétinent sur place, et contre les bolcheviks-léninistes, qui disent ce qui est, c'est-à-dire qui révèlent les exigences des conditions *objectives*. Le caractère réactionnaire du travail des dirigeants du S.A.P. apparaît, dans ce cas, de façon particulièrement claire, parce que la question posée est celle d'un danger *objectif*, qui se rapproche à pas de géant. Les dirigeants du S.A.P. répètent, dans des conditions nouvelles, la même fatale erreur qui avait abouti et provoqué la défaite de leur malheureuse politique en 1923 : ils n'ont pas la résolution nécessaire pour tirer les conclusions révolutionnaires pratiques, quand la situation objective l'exige pourtant impérieusement.

L'objectif du présent article consiste avant tout, précisément, à dissiper toute illusion quant à la capacité des dirigeants du S.A.P. de diriger le mouvement *révolutionnaire* des masses. Ce n'est pas que ce soient *personnellement* des incapables. Non, il y a, dans ce groupe, des militants instruits, sérieux et pleins de mérite, sincèrement dévoués aux intérêts du prolétariat. Ils sont capables de donner de bons conseils à propos du mouvement syndical ou d'une campagne électorale pendant une période calme. Mais, par habitude d'esprit, ils restent à la surface des événements. Ils cherchent la ligne de moindre résistance. Ils ferment les yeux devant les obstacles réels. Ils sont absolument incapables de saisir la logique de la lutte dans une période de flux révolutionnaire — ou contre-révolutionnaire. Ils l'ont montré de façon tragique en 1923 ; depuis, ils n'ont rien appris, comme le démontre toute leur conduite pendant les années de l'émigration. Centristes

invétérés, politiciens de juste milieu, combinards, ils sont perdus sans remède dans des situations difficiles et lourdes de responsabilités, perdent alors leurs traits positifs et se mettent à jouer un rôle négatif. Notre avertissement se résume en une brève formule : *les dirigeants du S.A.P. sont, dans la tempête, de mauvais pilotes*. Et l'Europe est aujourd'hui sous le signe de la tempête !

Les bolcheviks-léninistes et la IV^e Internationale

La seule organisation qui se soit développée régulièrement dans les dernières années, c'est la nôtre, celle des bolcheviks-léninistes. Les deux Internationales n'ont connu que défaites, déclin, ruine ; dans le domaine de la théorie, elles sont tombées au-dessous du zéro. A côté d'elles, se trouvait, il y a quelques années, une organisation très influente de l'Opposition communiste de droite (Brandler-Thalheimer-Walcher). De cette organisation, il ne reste aujourd'hui que des débris : les cadres du S.A.P. en sont un.

L'organisation internationale des bolcheviks-léninistes n'est apparue qu'au printemps 1930, sur une assise encore faible et instable. La brève histoire du travail des léninistes a été en même temps celle d'une lutte idéologique interne. Toute une série d'individus et de groupes, qui cherchaient chez nous un refuge à l'écart des malheurs de la vie, ont, heureusement, les uns après les autres, fini par nous abandonner. En ce moment même, la section belge traverse une crise aiguë. Il y aura sans aucun doute d'autres crises à l'avenir. Les philistins et les snobs, qui ne savent pas comment se soude une organisation révolutionnaire, haussent les épaules et ironisent sur nos « scissions » et nos « séparations ». Pourtant, au total, notre organisation a grandi numériquement, elle a créé des sections dans nombre de pays, s'est trempée idéologiquement, a mûri politiquement. Pendant cette période, le parti socialiste révolutionnaire (R.S.P.) hollandais de Sneevliet a rejoint nos rangs. L'O.S.P. hollandais, après s'être épuré de la clique de De Kadt (ferme allié de Schwab contre nous), a fusionné ensuite avec le R.S.P. sur un programme marxiste (52). En Amérique, l'A.W.P. de Muste a fusionné avec notre section sur de rigoureuses bases de principe (53). Les bolcheviks-léninistes français, qui

(52) Le congrès de fusion entre l'O.S.P. de Schmidt et le R.S.P. de Sneevliet, donnant naissance au R.S.A.P., avait eu lieu le 3 mars 1935. Le nouveau parti était affilié à l'I.A.G.

(53) Le congrès de fusion entre la Communist League of America et l'American Workers Party, donnant naissance au Workers Party of United States (W.P.U.S.), avait eu lieu les 1^{er} et 2 décembre 1934.

ont accompli en entrant dans le parti socialiste un pas très courageux dans le domaine de l'organisation, se trouvent maintenant, par leurs mots d'ordre, au centre de l'avant-garde prolétarienne en France. Il est impossible également de ne pas souligner la nouvelle et féroce campagne contre les « trotskystes » en U.R.S.S., où le travail clandestin des bolcheviks est incomparablement plus difficile que même en Italie ou en Allemagne. Des dizaines, voire des centaines de milliers d'exclusions du parti, d'arrestations et de déportations massives, témoignent que la bureaucratie stalinienne vit dans la crainte constante des sympathies indéracinables qu'éveille notre drapeau. Aux premiers succès révolutionnaires en Occident, nous récolterons immédiatement une riche moisson en U.R.S.S.

Les bolcheviks-léninistes sont loin d'être satisfaits d'eux-mêmes : nos discussions internes en témoignent suffisamment. Nous sommes prêts à apprendre de tous ceux qui ont quelque chose à nous apprendre. Nos nombreuses publications, dans toutes les parties du monde, témoignent que nos sections apprennent avec zèle et succès. La vitalité de notre organisation internationale, sa capacité à se développer, son aptitude à surmonter ses propres faiblesses et ses propres maladies, sont entièrement démontrées.

Nos amis hollandais — la majorité du parti — estiment apparemment nécessaire de rester dans l'I.A.G. Qu'ils fassent cette expérience ! Nous ne doutons pas de la conclusion à laquelle ils arriveront eux-mêmes demain. Mais il serait faux d'ajourner, fût-ce d'un jour, le travail pour continuer à construire la IV^e Internationale. Si les marxistes révolutionnaires de tous les pays, avec bien entendu, nos amis hollandais, créent dès maintenant un organisme international sous leur propre drapeau, ils accéléreront la décomposition inévitable de l'I.A.G. comme des deux anciennes Internationales et deviendront un centre d'attraction pour tous les groupements véritablement révolutionnaires du prolétariat.

« Influence personnelle » et... insinuations personnelles

Il arrive souvent qu'on tente de donner à une lutte personnelle un caractère de principe. Mais c'est parfois le contraire qui arrive : quand on ne peut mener correctement une lutte de principes, on la camoufle sous les considérations personnelles. Schwab a des dizaines d'explications pour justifier son travail et celui de ses amis avec des opportunistes, mais l'impossibilité où ils se trou-

vent de travailler avec les bolcheviks : il paraît que chez nous, voyez-vous, il y a une « influence *personnelle* » trop forte, pas de « *contrepoids* » suffisant, etc. (54). Faisons un effort sur nous-même et arrêtons-nous à cet argument.

L'influence personnelle *excessive* de X ou de Y, si elle existe réellement, peut et doit être réduite d'une seule manière : en opposant aux idées, fausses ou mal conçues, de X ou Y, d'autres idées, qui soient justes et mieux formulées. Cette voie est ouverte à tous : il n'y a chez nous ni censure, ni bureaucratie, ni G.P.U., ni caisse pour corrompre. La question de l'« influence personnelle » ne peut être réglée que *chemin faisant*, en résultat d'une collaboration politique, de la confrontation des points de vue, de leur vérification à l'expérience, etc. Celui qui pose la question de l'« influence personnelle » comme une question *à part*, pouvant se régler par des mesures particulières, hors de la lutte idéologique ou des épreuves politiques, celui-là ne trouve dans son arsenal d'autres armes que des racontars et des intrigues.

Il n'est par conséquent pas difficile de comprendre que le fait de brandir l'« épouvantail » de l'« influence personnelle » n'est que le produit de l'incapacité des centristes à livrer bataille sur le terrain des principes et des méthodes. L'« influence personnelle » de quelqu'un est haïssable et néfaste quand elle est au service d'idées qui nous sont *hostiles*. Tous les maîtres révolutionnaires du prolétariat, grands et petits, ont été accusés par ceux qui ne partageaient pas leurs idées d'exercer une influence personnelle excessive. Tous les centristes, tous les confusionnistes, qui fuient la lutte idéologique claire, ouverte, hardie, honnête, cherchent toujours une justification psychologique accessoire, occasionnelle, personnelle, psychologique, du fait, nullement occasionnel, qu'ils sont eux-mêmes alliés à des opportunistes contre des révolutionnaires.

En réalité, aucune autre organisation ne discute aussi ouvertement et aussi démocratiquement, sous les yeux de ses amis et de ses ennemis, que la nôtre. Nous ne pouvons nous le permettre que parce que nous ne substituons pas maquignonnage et diplomatie à l'analyse des faits et des idées. Pour parler plus simplement, nous ne trompons pas les ouvriers. Mais c'est précisément notre principe, *dire ce qui est*, qui est le plus haï des dirigeants du S.A.P.,

(54) Trotsky fait ici allusion à l'un des thèmes favoris de Walcher, déjà développé par ce dernier lors de la préconférence de décembre 1933 : l'influence personnelle excessive de Trotsky dans la L.C.I.

car la politique du centrisme est inconcevable sans des silences, des subterfuges et... des insinuations personnelles.

Conclusion

Pendant une longue période, nous avons tenté l'expérience d'un rapprochement avec les dirigeants du S.A.P. Nous l'avons fait loyalement et patiemment, mais les résultats sont nuls. Grâce précisément au caractère méthodique de notre expérience, nous avons eu la possibilité de mesurer toute la profondeur du conservatisme centriste de ce groupe. Dans notre critique, nous n'avons traité qu'une partie des questions controversées. Mais nous espérons que tout ce qui a été dit suffit à réfuter les assertions naïves ou hypocrites suivant lesquelles les divergences entre nous et le S.A.P. porteraient seulement sur des questions tactiques particulières ou des questions « personnelles ». Non, ces divergences recouvrent les *questions fondamentales de théorie, de stratégie, de tactique, et d'organisation*. En outre, dans la période qui vient de s'écouler, après les oscillations momentanées à gauche de Schwab et de ses amis, ces divergences se sont considérablement aggravées et ont explosé au grand jour.

La direction du S.A.P. représente le type classique d'un centrisme conservateur.

1. Elle n'est capable ni de comprendre une situation révolutionnaire, ni de l'utiliser (1923 en Allemagne, politique actuelle en Europe occidentale).

2. Elle n'a pas réussi à assimiler l'ABC de la stratégie révolutionnaire léniniste en Orient (événements de Chine en 1925-1927).

3. Au lieu de lutter pour conquérir les masses, elle court après les dirigeants opportunistes, et les soutient contre la partie révolutionnaire des masses (comité anglo-russe, D.N.A.).

4. Elle remplace la dialectique révolutionnaire par un automatisme et un fatalisme sans vie (espoirs dans le « processus historique »).

5. Elle a, pour la théorie et les principes, le mépris des empiristes invétérés et met au premier plan maquignonnages et diplomatie.

6. Elle a emprunté ses conceptions du rôle du parti et de la direction révolutionnaire, non aux bolcheviks, mais aux social-démocrates de « gauche », les mencheviks.

7. Elle propose des résolutions académiques, de « gauche », pour se libérer les mains, à elle et aux autres, dans leur travail opportuniste : les contradictions entre la pensée et la parole, entre la parole et les actes, ces plaies du centrisme, pourrissent toute la politique du S.A.P.

8. En dépit du grand essor des tendances centristes à l'époque critique qui est la nôtre, la direction du S.A.P. ignore la notion même de *centrisme*, protégeant ainsi de la critique marxiste ses alliés et, en premier lieu, elle-même.

9. Elle flirte avec les droitiers et mène contre la gauche une lutte déloyale, freinant le processus d'affranchissement de l'avant-garde prolétarienne de l'influence du réformisme et du stalinisme.

10. Dans les pays où le fascisme avance à grands pas, la direction du S.A.P., par sa lutte contre la seule organisation révolutionnaire conséquente, aide les centristes à endormir le prolétariat.

11. Dans la question brûlante de la guerre, elle a définitivement substitué au léninisme le pacifisme (« désarmement », « offensive de paix », « contrôle démocratique », etc.).

12. Elle a signé la résolution programmatique pour la IV^e Internationale pour mener en fait la lutte contre elle.

13. Dans l'I.A.G. qu'elle dirige, elle s'oriente vers une Internationale 2 1/2.

Il est clair que le travail de regroupement des forces révolutionnaires sous le drapeau de la IV^e Internationale doit être mené indépendamment du S.A.P. et contre lui (55).

(55) Cet article marque la fin du bloc des quatre. Le S.A.P. devait répondre point par point, sous la plume (alors anonyme) de Boris Goldenberg dans un texte intitulé *Trozkismus oder Revolutionäre Realpolitik. Eine notwendige Auseinandersetzung*. (S.A.P., Paris, 1935.)

[PERSÉCUTION STALINIENNE]

(1)

(25 avril 1935)

Nous avons une « complication » nouvelle dans la famille. Alexandra Lvovna (2), la mère de mes filles disparues (3), a été exilée en Sibérie. Trois petits-enfants (4), qui vivaient avec elle, ont été laissés suspendus dans les airs (5). Serioja (6), mon second fils, qui n'est pas politique, a « disparu » en même temps. Indubitablement, ils l'ont arrêté ; ce serait bien s'ils se contentaient de l'exiler... sans la moindre raison politique, juste à titre de vengeance. Nous ne savons rien de lui depuis longtemps. Vous pouvez imaginer notre anxiété.

(1) Extrait d'une lettre privée citée dans un article de L.S. Hertz dans *Unser Tsait*, New York, décembre 1965, traduit d'après la version anglaise des *Writings* 1934-1935.

(2) Alexandra L. SOKOLOVSKAJA (1875- ?) avait aidé Trotsky à devenir marxiste ; elle avait été déportée avec lui et son émigration avait amené leur séparation définitive. Militante du parti, elle avait appartenu à l'Opposition de gauche.

(3) Nina, épouse de Man Nevelson, était morte tuberculeuse ; Zinaïda, épouse de Platon Volkov, s'était suicidée à Berlin.

(4) Il s'agissait des enfants de Nina, dont le père avait été déporté en 1928 comme militant de l'Opposition de gauche.

(5) En réalité, les enfants avaient, dans un premier temps, été recueillis par la sœur d'Alexandra, Maria Lvovna, qui vivait à Kirovo.

(6) Il s'agit du second fils de Trotsky et Natalia, Sergei SEDOV (1908-1938 ?). Mathématicien, professeur dans un institut de technologie, il s'était de tout temps désintéressé de la politique et avait refusé de suivre ses parents en exil.

[LAVAL ET LE P.C. FRANÇAIS] (1) (mai 1935)

Au cours de la campagne pour les élections municipales en France à la fin d'avril, le ministre des affaires étrangères Laval (2) a eu un accrochage particulier avec le parti communiste (3) dans la circonscription d'Aubervilliers dont il est le maire. Les communistes ont accusé Laval de ne pas vouloir signer le pacte avec l'Union soviétique, de ne pas vouloir assurer la paix par ce moyen. Dans une affiche spéciale, Laval a reproché « aux représentants, autorisés ou non, de la III^e Internationale » de l'attaquer violemment au moment précis où il négocie avec les Soviets ; en même temps, il a dénié à ses adversaires le droit de parler au nom du gouvernement soviétique. Cette querelle électorale ne nous intéresse que dans la mesure où elle met en lumière une question délicate qui, selon toute apparence, a occupé et continue à occuper une place non négligeable dans les négociations diplomatiques entre les Etats d'Europe occidentale et Moscou : celle des relations entre le gouvernement soviétique et la III^e Internationale.

Au cours des seize dernières années, c'est-à-dire depuis la fondation du Comintern, c'est devenu, en Europe et en Amérique, une tradition solide que d'identifier le Comintern avec le gouvernement soviétique. Cette identification — ce n'est naturellement pas un hasard — connaissait deux versions : les Russes

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre au S.I. traduite de l'anglais.

(2) Pierre LAVAL, ancien socialiste lié aux milieux d'affaires, était ministre du gouvernement Flandin et préparait le rapprochement avec le gouvernement de Moscou que souhaitait depuis 1933 l'état-major français.

(3) La liste du parti communiste qui tenta vainement de disputer à Pierre Laval la municipalité d'Aubervilliers (elle ne réussit qu'à mettre en ballottage deux conseillers de Laval) était conduite par Charles TILLON (né en 1897) qui évoque cette campagne électorale dans le chapitre 13 de son livre *On chantait rouge*, sous le titre « Staline et le maquignon ». Le vieux dirigeant confesse aujourd'hui qu'il ressentait alors « l'équivoque » de la position du P.C.

blancs émigrés proclamaient que le gouvernement « anti-national » du Kremlin n'était qu'une agence de l'Internationale et, par ailleurs, les gouvernements étrangers, et la presse en particulier, proclamaient que l'Internationale n'était qu'une agence de la diplomatie nationale soviétique. Malgré la logique des arguments employés par le Kremlin pour réfuter ces deux versions, ses adversaires ne se sentirent pas le moins du monde convaincus. Ils savaient que le fondateur de l'Internationale était Lénine, le chef du gouvernement soviétique, et que le parti bolchevique — par son comité central, lequel formait non seulement le conseil des commissaires du peuple, mais aussi le présidium du Comintern — avait joué un rôle décisif dans la vie de l'Internationale comme dans celle de l'Etat soviétique. Par rapport à ces faits, la question des subsides financiers du parti bolchevique aux sections étrangères n'était que secondaire.

On sait à quel point le gouvernement britannique est sensible et même susceptible sur ce point. Un communiqué officiel sur les résultats de la visite d'Eden (4) à Moscou permet, même sans avoir recours à la presse britannique, de supposer que la question du destin ultérieur du Comintern, soulevée avec insistance par le lord du Sceau privé (5), a provoqué de la part du gouvernement soviétique une explication rassurante. L'affiche électorale du ministre français des affaires étrangères, déniait aux communistes le droit de parler au nom du gouvernement soviétique, semble marquer une étape nouvelle du développement dans un domaine qui a également beaucoup troublé l'opinion française officielle. La bonne dose d'ironie visible dans l'affiche du maire d'Aubervilliers n'amoindrit pas ce fait que le ministre français des affaires étrangères, au milieu des négociations avec Moscou, fait une déclaration politique qu'on peut *grosso modo* exprimer ainsi : il n'y a aucune raison de craindre que les communistes français puissent d'une façon quelconque influencer les relations à venir entre Paris et Moscou.

Disons-le nettement : nous croyons que le ministre français des affaires étrangères a tout à fait raison dans sa déclaration. Quand nous disons cela, nous n'avons pas à l'esprit l'aspect juri-

(4) Anthony EDEN (1897-1977), député conservateur depuis 1923, était devenu sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en 1930, jusqu'en 1933, et était alors lord du Sceau privé. Il était arrivé à Moscou en visite le 28 mars, avait eu avec Staline une longue conversation le 29 et était reparti le 30 avec des déclarations très optimistes sur les relations anglo-soviétiques.

(5) Le vague des attributions de ce ministre lui donne un statut équivalent à celui d'un « ministre d'Etat ».

dique de la chose, resté, si l'on veut, inchangé, mais son aspect *politique*, lequel, au cours des dix ou douze dernières années, a changé de façon radicale.

STALINE A SIGNÉ L'ACTE DE DÉCÈS DE LA III^e INTERNATIONALE (1)

(Publié le 25 mai 1935)

Staline a signé avec le renégat Laval (2) l'acte de décès de la III^e Internationale. Il n'est plus un seul ouvrier, même le plus arriéré politiquement, qui ne sache que les bureaucrates soviétiques viennent publiquement de trahir de façon définitive le prolétariat international. Pour la première fois, Staline a dit ouvertement ce qui est, c'est-à-dire qu'il a répudié à la face du monde l'internationalisme prolétarien et qu'il est passé sur la plate-forme du social-patriotisme (3). Il a fait savoir cette trahison ouverte de sa part à ses laquais de France par l'intermédiaire d'un ministre bourgeois, lui-même traître à la classe ouvrière dans son propre pays. Les bureaucrates stipendiés du stalinisme français en ont immédiatement tiré les conclusions nécessaires et Vaillant-Couturier, dans son article, a ajouté l'ignominie à la trahison (4).

(1) *La Vérité*, 25 mai 1935. Publié le 8 juin dans le *New Militant* sous le titre « Lettre ouverte au prolétariat mondial ».

(2) Rappelons que Pierre Laval avait été militant socialiste et de l'extrême gauche avant de commencer en 1917 une carrière fructueuse.

(3) Pierre Laval était parti pour Moscou le 8 mai. Le 15, entouré de hauts responsables soviétiques, il lisait le communiqué final commun au sujet des entretiens qu'il venait d'avoir, dans lequel le passage suivant fit sensation : « Le devoir incombe (aux signataires) de ne laisser en rien affaiblir leur défense nationale. A cet égard, M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force au niveau de sa sécurité. »

(4) *L'Humanité*, 17 mai 1935. Le thème de cet article est résumé dans les extraits suivants : « Que notre camarade Staline, sollicité par Laval [...] ait déclaré qu'il approuvait les mesures militaires prises en France, quoi de plus naturel ? Aurait-on voulu qu'il fit une déclaration les désapprouvant ? Ce n'est pas sérieux. Ce qui est capital, c'est que l'entrevue ait abouti à des résultats concrets pour la défense de la politique de l'U.R.S.S. » L'article de Paul Vaillant-Couturier, « Les Bolcheviks défendent la Paix », dans *L'Humanité* du 16 mai, cherchait à justifier la déclaration de Staline par les « obligations pénibles, dures, lourdes, aussi bien pour ceux qui habitent la patrie socialiste que pour les prolétaires des pays capitalistes qui lui sont passionnément attachés ». Reconnaisant l'effet produit, il écrivait notamment : « C'est dur, je le sais. Les paroles de Staline retentissent comme

Alors que la classe ouvrière se mobilise dans la voie révolutionnaire, alors que les couches paysannes s'ébranlent et interviennent vigoureusement dans la lutte politique, alors que la petite bourgeoisie, directement atteinte par la crise économique qui ne cesse de s'aggraver, se radicalise dans son ensemble, ce bureau-cratae a l'audace d'écrire qu'il n'y a plus désormais de place pour l'activité indépendante du prolétariat dans sa lutte révolutionnaire contre sa propre bourgeoisie, que tous les efforts sont vains et que, pour parer à l'invasion de l'U.R.S.S., il ne reste plus qu'à placer sa confiance dans l'impérialisme français. Il achève ainsi en rampant la trahison de son maître.

La III^e Internationale est devenue aux yeux de tous l'agent diplomatique du stalinisme, chargé de fautes et de crimes, qui vient de franchir ouvertement le pas décisif dans la voie de l'union sacrée. Résumons les faits.

Brest-Litovsk et le pacte

Le pacte Staline-Laval se situe sur le même plan que la paix de Brest-Litovsk (5). Le gouvernement soviétique conclut une alliance militaire avec un gouvernement impérialiste, non par plaisir, mais pour éviter d'être écrasé. En tout cas, c'est sa seule justification possible. Mais c'est là que commence le bourrage de crâne. La paix de Brest-Litovsk était une défaite et l'on déclare à qui veut l'entendre que le pacte franco-soviétique serait une grande victoire pour l'U.R.S.S. Il n'est pas nécessaire d'essayer une comparaison entre les rapports de force en 1918 et aujourd'hui : les faits répondent d'eux-mêmes. Quelles que soient les différences du point de vue de la situation mondiale et des rap-

un coup de tonnerre. L'ennemi de classe les utilise avec une mauvaise foi sans nom. Il prétend les opposer à notre activité, à nos discours, à nos écrits. » Mais... « il faut gagner du temps... protéger notre patrie socialiste. Et pour cela, donner sa pleine vigueur au pacte. Ne cherchez pas d'autre raison aux paroles de Staline ». Niant ensuite toute volonté de « faire l'union sacrée » et de « s'allier aux marchands de canons », il poursuivait : « Nous restons les défenseurs des soldats, nous voulons conquérir notre armée, en chasser les officiers fascistes, en faire une armée rouge et conquérir avec elle notre patrie. Encore une fois, là, rien n'est changé. Nos ennemis bourgeois restent dans notre pays nos *ennemis bourgeois*. Avec eux, nous ne ferons jamais l'Union sacrée. Nous sommes les seuls amis du peuple français et nous le proclamons avec force. Et notre confiance demeure *totale* dans l'U.R.S.S., dans son parti bolchevik et son secrétaire Staline, chef de la révolution mondiale. Attachés à la défense internationale *de classe*, nous *ferons tout* pour sauver la paix et protéger notre patrie socialiste. »

(5) C'est à Brest-Litovsk que furent signés, en décembre 1917, l'armistice, et en février 1918, la paix entre la Russie soviétique et les empires centraux, qui aboutissait à la sortie de la Russie de la guerre mondiale.

ports des forces, du point de vue des principes et de la politique, le traité franco-soviétique se situe absolument sur le même plan que le traité de Brest-Litovsk. *Les communistes et les socialistes devront-ils donc voter à la Chambre pour la ratification de l'accord franco-soviétique*, et cela indépendamment de la question de savoir si la diplomatie soviétique a été ou non vraiment forcée de le signer ?

Reprenons l'exemple historique de Brest-Litovsk. Les social-démocrates allemands votèrent au Reichstag pour sa ratification, en déclarant que, puisque les bolcheviks l'acceptaient, ils n'avaient pas de raison de s'y opposer. Les bolcheviks leur répondirent : « Vous n'êtes que des canailles. Nous sommes matériellement contraints de traiter pour n'être pas écrasés, mais vous, vous êtes politiquement libres de voter pour ou contre, et votre vote signifie la confiance ou la défiance vis-à-vis de votre propre bourgeoisie. »

Si nous admettons que le gouvernement soviétique est vraiment contraint de conclure une alliance militaire avec l'impérialisme français, le prolétariat de ce pays, lui, ne l'est absolument pas. Par leur vote à la Chambre, les députés socialistes et communistes ne sont pas appelés à se prononcer sur les raisons et motifs de l'action du gouvernement soviétique, mais *exclusivement sur les raisons et motifs du gouvernement Flandin-Laval*. S'ils lui votent la confiance, ce seront des canailles comme les social-démocrates allemands de 1918.

Stalinisme et union sacrée

Hier encore, les Thorez et Cie affirmaient : « Nous aimons notre pays, mais nous ne pouvons reconnaître la défense nationale sous le régime capitaliste. » Si cette formule a un sens, c'est celui-ci : « Nous ne pouvons confier à notre bourgeoisie la tâche de défendre "notre pays", qui n'est d'ailleurs pas "à nous". » Aujourd'hui, on nous dit : « Le cœur serré, nous ferons cause commune avec notre bourgeoisie pour la défense de l'U.R.S.S. » Nous demandons : « Comment se fait-il que la bourgeoisie française, laquelle n'est pas bonne pour "défendre notre pays bien aimé", s'avère suffisamment bonne pour défendre l'U.R.S.S. ? » Toute la question est là. On ne peut s'arrêter à mi-chemin. Demain, les mêmes seront obligés de proclamer : « Le cœur serré, nous ferons cause commune avec notre bourgeoisie pour défendre notre peuple contre la barbarie hitlérienne, parce

que le peuple français a tout de même le droit d'appeler ses héros aux mêmes sacrifices que le peuple russe. »

Il n'y a rien de nouveau dans la nouvelle position du parti communiste. C'est du social-patriotisme.

Le danger de guerre a-t-il une adresse nationale ?

« Mais, nous dira-t-on, le danger immédiat vient du fascisme allemand, aussi faut-il faire bloc contre lui. » C'est là un argument suffisant pour telle ou telle combinaison diplomatique du gouvernement de Moscou. Mais une telle conception n'a rien à voir avec le marxisme. Nous avons toujours affirmé que le danger de guerre est le produit inévitable des antagonismes impérialistes mondiaux. Ce qui engendre le fascisme allemand, de même que les dangers de guerre, ce sont les énormes forces productives du capitalisme allemand qui cherchent des débouchés et ne peuvent pas ne pas en chercher, quel que soit le régime politique du pays. Les capitalismes les plus progressifs de l'Europe étouffent dans les cadres de l'Etat national. La France marche main dans la main avec l'Italie fasciste, avec l'Angleterre presque démocratique, contre l'Allemagne fasciste (6).

Avons-nous oublié que le travail révolutionnaire lors de la dernière guerre consistait précisément à dénoncer la propagande de l'Entente, qui se réclamait de la démocratie contre les junkers prussiens et les Hohenzollern ?

On a rafraîchi de vieux clichés pour camoufler les antagonismes impérialistes par de prétendus conflits entre systèmes politiques.

Par cette voie, on en arrive rapidement à l'*idéalisation de la démocratie française en tant que telle, en opposition à l'Allemagne hitlérienne.*

Là non plus, on ne peut s'arrêter à mi-course. Nous le répétons : « C'est là, la politique du social-patriotisme. »

La duperie de la théorie de l'« agresseur »

La théorie de l'« agresseur » est très utile à la diplomatie dans son jeu infernal, mais elle est néfaste à l'orientation du prolé-

(6) Telle était alors la configuration des forces diplomatiques en Europe, telle qu'elle était apparue au mois de mars à la conférence de Stresa qui avait réuni les diplomates français, italiens et britanniques.

tariat. Pour l'emporter sur l'agresseur supposé, la France protège Mussolini en lui laissant une large liberté d'action en Abyssinie, mais aussi en Autriche (7). Et c'est précisément l'emprise croissante de l'Italie sur l'Autriche qui peut chauffer à blanc le nationalisme allemand et conduire au déclenchement de la guerre. Il s'agit d'antagonismes permanents qui s'aggravent et s'exacerbent. Leur inévitable explosion et les mesures préventives des Etats capitalistes peuvent et doivent, au contraire, provoquer la catastrophe.

Le social-patriotisme pousse l'U.R.S.S. à sa perte

« Tout cela est sans doute vrai, nous répondra-t-on, mais n'est-il pas nécessaire tout de même de nous garder du danger le plus immédiat qui est l'Allemagne hitlérienne ? » Notons d'abord qu'hier encore le Comintern lançait en Allemagne le mot d'ordre de « libération nationale » — laquelle était impossible sans guerre. Aujourd'hui il cherche à défendre le *statu quo* de Versailles, pour éviter la guerre. Quand on abandonne la position de la lutte de classes et de la révolution internationale et qu'on commence à chercher le salut en dehors de la lutte révolutionnaire contre son propre gouvernement dans son propre pays, on est perdu. Aujourd'hui, on couvrira sa trahison par la nécessité de « sauver la paix », demain, quand la guerre éclatera quand même, on perpétuera cette trahison pour « sauver la démocratie » ou pour « sauver la paix », ou pour « sauver l'U.R.S.S. ». Mais ni la paix, ni la démocratie, ni l'U.R.S.S. ne peuvent être sauvées par la capitulation du prolétariat français.

Si, après un nouvel écrasement de l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Angleterre se retournaient contre leur allié momentané (8), croit-on qu'on pourrait d'un seul coup détacher le prolétariat de la bourgeoisie, alors que cette dernière aurait réussi, avec l'aide des partis ouvriers, à s'ériger en maîtresse de la nation, à museler et à démoraliser la classe ouvrière à travers l'union sacrée ?

Dilapider l'unique capital dont nous disposons, l'indépendance révolutionnaire du prolétariat, pour des combinaisons

(7) Il n'avait pas été question de l'Ethiopie à la conférence de Stresa. On sait que Mussolini, après l'assassinat du chancelier autrichien Dollfuss, avait manifesté sa détermination de s'opposer par les armes à toute initiative allemande d'Anschluss — d'absorption de l'Autriche.

(8) Trotsky envisage un renversement d'alliances après une guerre entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne, à l'initiative des alliés impérialistes de la première.

diplomatiques précaires, équivoques, instables, équivaldrait à barrer totalement la route à l'avenir révolutionnaire. Le crime fondamental du réformisme consiste précisément en ce que, poursuivant des ombres de réformes, il émascule le prolétariat par la collaboration de classes. Cette politique est dix fois, cent fois, mille fois plus criminelle quand il s'agit, non d'une période pacifique de combinaisons parlementaires, mais de la guerre, qui concentre tous les moyens d'oppression et d'écrasement entre les mains de la bourgeoisie et ne laisse au prolétariat qu'une seule arme : son indépendance politique, sa haine de la bourgeoisie, sa volonté révolutionnaire.

Qui a, en outre, le droit d'affirmer que l'assujettissement du prolétariat français à sa propre bourgeoisie doit inévitablement effrayer le fascisme allemand et le faire reculer ? Non seulement ce serait là une affirmation gratuite, mais, à la longue, ce serait précisément le contraire qui se produirait.

Hitler n'a pas encore écrasé moralement le prolétariat allemand. Pour y arriver, sa propagande agite cet argument : « On nous encercle, on nous déteste, on veut nous détruire ! » Il s'agit de la lutte de races. Déjà, le fait que l'Etat ouvrier soit forcé de fraterniser avec la bourgeoisie française contre l'Allemagne renforce la position des nazis devant le prolétariat allemand. Si le prolétariat français adhérerait délibérément à cette alliance en abdiquant son indépendance de classe, la théorie de la lutte des races ferait très vite son chemin en Allemagne au détriment de celle de la lutte des classes. Poussé par l'irrésistible sentiment national qu'il a lui-même déchaîné, Hitler peut être contraint de déclencher la guerre.

En revanche, l'opposition ouverte, franche, menaçante, du prolétariat français à son propre impérialisme constituerait un démenti au racisme et donnerait un vigoureux élan à la révolution allemande.

L'U.R.S.S. a participé activement à Genève à l'élaboration de mesures contre le terrorisme et les terroristes. L'assassinat du roi de Yougoslavie (9) a été à l'origine de cet épisode. Nous, marxistes, avons toujours été opposés au terrorisme individuel, mais nous avons également pris la défense des terroristes nationalistes contre les oppresseurs impérialistes. Cette tradition élémentaire est maintenant abandonnée : l'U.R.S.S. a pris sa place, dans

(9) Le roi de Yougoslavie, ALEXANDRE 1^{er} (1888-1934), avait été assassiné à Marseille le 8 octobre par des terroristes croates appartenant à l'organisation secrète des Oustachis.

le domaine des luttes nationales, en tant que pilier de l'ordre établi et du *statu quo*.

A la lumière du communiqué Laval-Staline, la classe ouvrière internationale commence à mieux comprendre pourquoi Staline s'est de nouveau mis à persécuter les bolcheviks-léninistes et le groupe Zinoviev (10). Avant de livrer définitivement le Kremlin à la bourgeoisie, il a jugé nécessaire de submerger et d'exterminer tous ceux qui pourraient élever une protestation.

L'ennemi, c'est le stalinisme ! Mais il ne s'agit ni d'oublier, ni de sous-estimer le réformisme. La politique de trahison des staliens leur apporte un soutien considérable. Désormais, Léon Blum et Paul Faure répandent l'idée de la défense du « sol national », car ces philistins eux-mêmes ne peuvent pourtant pas approuver une défense « inconditionnelle ». La stupidité qui consiste à poser des « conditions » pour défendre la bourgeoisie nationale ou l'Etat prolétarien est évidente. Si notre pays, tel qu'il est, est digne d'être défendu, il doit l'être, quelle que soit l'origine de la guerre : il serait absurde de « punir » notre pays pour l'idiotie de Laval et de ses collègues. *Pour nous, c'est le caractère de classe qui décide, non la politique du gouvernement.* Nous avons le devoir de voter contre les budgets de guerre des gouvernements les plus démocratiques des Etats bourgeois, et nous avons le devoir de défendre l'U.R.S.S., malgré Staline et contre lui et sa politique infâme.

Mais l'absurdité d'une défense « conditionnelle » de l'Etat bourgeois a pourtant une signification politique grave. Si Blum accordait à la bourgeoisie tout ce qu'elle exige, il ne serait en rien différent d'Herriot ou même de Louis Marin (11). Il perdrait la confiance de la classe ouvrière et deviendrait un pur zéro. En recourant au pacifisme jusqu'à ce que la guerre éclate, il conserve la possibilité de rendre à la bourgeoisie un double service pendant la guerre. Une grande partie de la classe ouvrière se dira en effet : « Si ce pacifiste éprouvé et authentique rallie maintenant les rangs de l'« union nationale », c'est que la guerre nous a été imposée et qu'il est juste de nous défendre. » C'est pour être capable de remplir cette mission que Blum rejette la validité des ordres de Stali-

(10) Allusion à l'arrestation du noyau des anciens dirigeants de la « nouvelle opposition » zinoviéviste, mais aussi aux arrestations en masse d'anciens membres de l'Opposition de gauche, au lendemain de l'assassinat de Kirov.

(11) Edouard Herriot, ancien président du conseil du « cartel des gauches », avait été ministre d'Etat dans plusieurs gouvernements d'union nationale, notamment depuis 1935 dans les gouvernements Doumergue et Flandin. Louis MARIN (1871-1960) était le chef de la fédération républicaine, parti de la droite classique.

ne (12). Ce jeu combien perfide est considérablement facilité par le tournant social-patriotique des staliniens.

Léon Blum et Cie se plaignent que le communiqué n'est pas suffisamment conforme aux statuts de la S.D.N. Pourtant la C.A.P. a élaboré dès janvier son fameux programme qui proclame la nécessité de détruire l'Etat bourgeois et de l'opposer aux intérêts des travailleurs, ceux du pays compris. Or, qu'est-ce que la S.D.N. ? C'est également un appareil de l'Etat bourgeois, ou de plusieurs Etats bourgeois agissant conjointement, tout en s'opposant simultanément les uns aux autres. Si l'appareil de l'Etat bourgeois doit être détruit, qui donc pourrait placer ses espoirs en un avenir meilleur dans la Société des Nations, qui n'est elle-même qu'un sous-produit de ce même appareil ?

C'est la doctrine du jauréssisme (13) aux yeux de laquelle la démocratie, ou l'Etat démocratique, envisage une amélioration constante et progresse, lentement mais sûrement, vers le socialisme. Si on la considère dans une telle perspective, la Société des Nations doit naturellement avoir sa place dans la régulation des rapports internationaux entre démocrates.

Aujourd'hui, non seulement Pivert et Zyromski, mais également Blum et Paul Faure sont obligés de reconnaître la nécessité du renversement et de la destruction de l'appareil de l'Etat bourgeois. *Dans ces conditions, comment peuvent-ils garder leur foi dans la Société des Nations ?*

La même question se pose à propos du désarmement. Zyromski exprime ses regrets de voir son nouvel ami Litvinov abandonner les mots d'ordre de désarmement au profit de la sécurité collective (14). Le même Zyromski, dans son article précédent, a réfuté le « social-patriotisme » en politique intérieure, c'est-à-dire l'espoir de régler la question sociale à l'amiable (15).

(12) Dans deux éditoriaux du *Populaire*, « Unité quand même », le 12 mai, puis dans « Unité organique d'abord », du 18 mai, Blum avait exprimé cette idée que Staline était allé « trop loin » en se ralliant au « devoir inconditionnel de défense nationale » et soutenu que les socialistes restaient fidèles à leur position d'examen de la situation concrète en cas de guerre.

(13) La tradition de Jaurès était sans doute plus complexe, mais c'était effectivement à cet aspect quelque peu unilatéralement présenté, de la politique du grand tribun, que les dirigeants socialistes se référaient volontiers.

(14) Zyromski avait exprimé ce point de vue dans une « tribune libre » du *Populaire* du 28 mars intitulée « Pactes, alliances et désarmement ».

(15) Zyromski venait de prendre position nettement contre le « social-patriotisme » et l'« union nationale », dans un article rédigé après le texte men-

Zyromski est incapable de comprendre que le social-pacifisme à l'extérieur est le revers de la médaille du social-pacifisme à l'intérieur. Si la bourgeoisie se laisse désarmer pour assurer la paix, elle sera du même coup désarmée dans sa lutte contre le prolétariat. Nous retrouvons ici la même contradiction que sur la question de la S.D.N. Nous avons là la reconnaissance, au moins verbale, de la nécessité, pour le prolétariat, de s'armer et de conquérir de solides bastions à l'intérieur de l'armée bourgeoise pour vaincre dans la lutte des classes à l'intérieur. Mais, en même temps, on s'affaire pour assurer la paix en régime capitaliste par le désarmement général. Pourquoi donc faire une révolution contre une bourgeoisie humanitaire qui sera désarmée grâce à un covenant (16) de la S.D.N. ?

La solution de cette énigme est bien simple. Ces gens n'ont pas la moindre confiance, ni dans une révolution, ni dans la destruction de l'appareil de l'armée bourgeoise. Ils le démontrent d'ailleurs en reprenant le mot d'ordre de « désarmement des ligues fascistes ». Zyromski ne comprend pas que cette fameuse revendication « révolutionnaire » n'est que la plus stupide incarnation du social-pacifisme.

Devons-nous soutenir les alliances utiles au gouvernement de l'Etat ouvrier ?

« Cependant, va-t-on nous objecter, vous-mêmes, bolcheviks-léninistes, vous reconnaissez au gouvernement soviétique le droit de conclure des alliances avec des Etats impérialistes, pour assurer dans l'immédiat sa sauvegarde. Ne devons-nous pas, nous, ouvriers français, soutenir ces alliances dans la mesure où elles sont utiles au gouvernement de l'Etat ouvrier ? »

Non, et en aucun cas ! Nous avons déjà indiqué pourquoi les socialistes allemands avaient le devoir de combattre la paix de Brest-Litovsk, bien qu'elle fût absolument nécessaire à la survie des soviets à ce moment-là.

Reprenons la même question sous un angle plus concret et pratique. Le défaitisme révolutionnaire ne signifie nullement le sabotage de la pseudo-défense nationale par une minorité agissante. Ce serait une absurdité que d'attribuer aux ouvriers révolutionnaires l'idée, en cas de guerre, de faire sauter les ponts, les

tionné n. 14, et non avant, « De Belgique en France », une « tribune » du *Populaire* du 18 avril.

(16) « Accord ».

voies de chemin de fer, etc. Les ouvriers révolutionnaires, *tant qu'ils sont la minorité*, participent à la guerre en tant qu'esclaves de l'impérialisme, conscients de leur esclavage. En même temps, ils préparent par leur agitation la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Si l'U.R.S.S. réussit à s'assurer l'aide militaire de la France bourgeoise dans le cas d'une agression de l'impérialisme allemand (ce qui n'est d'ailleurs nullement certain), cette aide apportée par la bourgeoisie au pouvoir ne serait nullement entravée par le fait que la minorité révolutionnaire continuerait à faire son devoir en préparant inlassablement le renversement de la bourgeoisie, indépendamment de l'aide militaire de l'état-major impérialiste, laquelle sera toujours précaire, équivoque, fourbe.

L'écho révolutionnaire que provoquerait en Allemagne un mouvement révolutionnaire en France constituerait une aide autrement efficace pour la sauvegarde de l'U.R.S.S. comme pour le développement de la révolution mondiale.

Si le mouvement révolutionnaire en France, en cas de guerre, acquiert assez de puissance pour menacer directement la machine militaire de la bourgeoisie et compromettre son alliance avec l'U.R.S.S., cela signifiera que le prolétariat français est capable de conquérir le pouvoir de haute lutte. Faudra-t-il peut-être le retenir dans une telle situation ? Alors, qu'on le dise. Existerait-il un risque de défaite ? Assurément. La révolution, de même que la guerre, comporte des risques, puisque le danger en est l'élément essentiel. Mais seuls de misérables philistins voudraient sortir d'une situation internationale pleine de dangers mortels sans courir aucun risque.

Ainsi, le défaitisme révolutionnaire n'empêche pas le gouvernement soviétique de tirer profit, sous sa propre responsabilité, d'un tel pacte ou de l'aide militaire impérialiste de tel ou tel. Mais ces transactions momentanées ne doivent en aucun cas engager le prolétariat français et le prolétariat mondial dont la tâche est, surtout pendant la guerre, de préparer la liquidation de l'impérialisme par la révolution triomphante.

Le pacte, résultat des défaites mondiales du prolétariat

Le pacte est significatif non de la force de l'U.R.S.S., mais de sa faiblesse. Ce nouveau traité est le résultat des défaites en Chine, en Allemagne, en Autriche, en Espagne.

C'est parce que le facteur révolutionnaire mondial s'est affaibli que le gouvernement de l'U.R.S.S. est obligé de s'adapter au facteur impérialiste. Telle est la seule formule juste pour ce traité franco-soviétique.

Les bureaucrates du Kremlin, qui ne voient que le renforcement de l'U.R.S.S., établissent par là l'indépendance de l'Etat ouvrier vis-à-vis du mouvement ouvrier mondial : plus ce dernier connaîtrait de défaites, et plus la situation internationale de l'U.R.S.S. s'améliorerait. Il faut clouer au pilori ces affirmations de charlatans.

Mais si, à cause de l'écrasement du prolétariat dans toute une série de pays, le gouvernement soviétique est obligé de fraterniser temporairement avec les oppresseurs du prolétariat français, ce n'est pas une raison pour affaiblir davantage encore ce dernier en le démoralisant, aggraver ainsi davantage encore la situation internationale, faire reculer la révolution et, par conséquent, menacer directement l'Union soviétique.

Le salut est dans la politique révolutionnaire du prolétariat

Lorsqu'il s'agit d'événements d'envergure mondiale, le parti révolutionnaire n'a pas le droit de se laisser diriger par des considérations secondaires, épisodiques, conjoncturelles et toujours problématiques. Il doit viser loin, tout en accumulant et en préservant la force révolutionnaire de la classe : c'est ainsi qu'il pourra également le mieux influencer toutes les questions de second ordre, car la politique révolutionnaire est toujours la plus pratique. *Le stalinisme, voilà l'ennemi !* Il a affaibli l'U.R.S.S. parce qu'il a livré les ouvriers et les paysans chinois à la bureaucratie du Kuomintang (17), les ouvriers anglais à la bureaucratie des trade-unions, etc. Effrayé par les résultats, il a essayé de jouer la carte de l'aventurisme « troisième période » (18). Les résultats s'en sont

(17) Nouvelle allusion à la politique de subordination du P.C. chinois au parti nationaliste Kuomintang qui avait abouti à la défaite de la deuxième révolution chinoise en 1927, et à la collaboration avec l'aile droite des syndicats britanniques au sein du « comité anglo-russe ».

(18) Le terme de « troisième période » avait été lancé par les dirigeants de l'I.C. qui en faisaient celle de la lutte pour le pouvoir, et Trotsky l'appelait « troisième période d'erreurs » de l'I.C. Elle fut caractérisée par une politique gauchiste de scission des syndicats, la dénonciation de la social-démocratie comme « social-fasciste », la multiplication d'initiatives aventuristes sous couleur de « conquête de la rue », etc.

avérés plus néfastes encore. Maintenant, Staline et Cie ont perdu toute confiance dans les forces révolutionnaires. Ils recourent à la diplomatie pure, c'est-à-dire de la plus sale espèce. Ils ne veulent plus voir que les combinaisons avec un impérialisme contre un autre. Ils ont surtout peur que les ouvriers français ne compromettent leurs combinaisons. Thorez et Cie souscrivent à cette attitude honteuse. Eux aussi considèrent le mouvement révolutionnaire comme un obstacle à la sécurité de l'U.R.S.S. Ils acceptent l'ordre qu'on leur donne, de punir la révolution et de lui couper le jarret.

Ils deviennent ouvertement la police stalinienne face au prolétariat français et, ce qui est plus grave, la police stalinienne devient en même temps la police de l'impérialisme français.

Le socialisme dans un seul pays aboutit à l'union sacrée

Lorsque nous, bolcheviks-léninistes, avons commencé à combattre la théorie du socialisme dans un seul pays, il a pu paraître qu'il ne s'agissait que d'une question académique. On voit très bien maintenant la fonction historique de cette formule : elle avait pour objectif de détacher le sort de l'U.R.S.S. de celui du prolétariat mondial. Elle a créé pour la bureaucratie soviétique une base nationale lui permettant de concentrer tout le pouvoir entre ses mains. La nouvelle loi qui rend les enfants de douze ans passibles de la peine de mort démontre avec une effroyable éloquence non seulement que l'U.R.S.S. est bien éloignée du socialisme, mais que, sous la domination d'une bureaucratie omnipotente, la décomposition sociale de larges couches ouvrières et paysannes a acquis de formidables proportions, en dépit de toutes les conquêtes techniques si chèrement payées par les ouvriers et les paysans. Et c'est précisément au moment où le danger de guerre menace l'Etat créé par la révolution d'Octobre que le gouvernement de l'U.R.S.S. tire l'ultime conclusion de la théorie du socialisme dans un seul pays en prostituant l'ABC du marxisme, et en dégradant l'Internationale communiste au rôle joué par Scheidemann, Noske, Renaudel, Vandervelde et Cie (19).

(19) Philip SCHEIDEMANN (1865-1939) avait été le chef de file des socialistes « majoritaires » ralliés à l'union sacrée en 1914 et qui combattirent la révolution en 1918. Pierre RENAUEL (1871-1935) avait succédé à Jaurès à la tête de l'*Humanité* ; social-patriote, leader de l'aile droite de la S.F.I.O., puis un des animateurs de la scission des « néos ». Emile Vandervelde (cf. n. 13, p. 127) était le chef du parti ouvrier belge, rallié à l'Union sacrée en 1914, devenu ministre du roi, président de la II^e Internationale et symbole du social-patriotisme aux yeux de Trotsky. Gustav NOSKE (1868-1946) était devenu ministre de la guerre en Allemagne en

***La III^e Internationale est morte,
vive la IV^e Internationale !***

Quand, au lendemain de la capitulation de l'Internationale communiste devant Hitler, nous avons proclamé que c'était « le 4 août » (20) de la III^e Internationale, nous nous sommes heurtés à pas mal de protestations. Le 4 août, nous a-t-on dit, avait été une trahison consciente, tandis que la capitulation devant Hitler était la conséquence inévitable d'une politique fausse. Nous voyons maintenant à quel point ces appréciations purement psychologiques étaient superficielles. Cette capitulation était l'expression d'une dégénérescence interne, conséquence des fautes et des crimes accumulés. Cette dégénérescence impliquait à son tour la capitulation devant la guerre impérialiste et, en prélude, devant la bourgeoisie impérialiste qui prépare la guerre. C'est pourquoi « le 4 août » de la III^e Internationale était déjà compris dans la capitulation devant Hitler. C'est la grande supériorité des bolcheviks-léninistes de l'avoir constaté à temps.

Le léninisme est trahi et diffamé par le stalinisme.

La tâche urgente de l'heure, c'est de reconstituer les rangs de l'avant-garde du prolétariat international. Pour cela, il faut un drapeau et un programme. Ce ne peut être que le drapeau et le programme de la IV^e Internationale.

La III^e Internationale est morte, vive la IV^e Internationale !

décembre 1918 dans le gouvernement du social-démocrate Ebert, et avait utilisé les Corps-francs nationalistes pour noyer dans le sang le mouvement révolutionnaire à Berlin. Pour les communistes il était le responsable de l'assassinat de Liebknecht et Rosa Luxemburg. Son parti, le S.P.D., l'avait finalement mis à l'écart en 1920, après le soulèvement, lors du putsch de Kapp, de généraux dont il s'était porté garant.

(20) Le 4 août 1914 était la date à laquelle les principaux partis socialistes européens avaient voté les crédits pour la guerre, donc la date de la faillite de la II^e Internationale. Trotsky avait écrit en 1933 que la victoire sans combat de Hitler était le « 4 août » de la III^e Internationale. Cf. *Œuvres I, mars-juillet 1933, passim*.

Pourquoi nous sommes bolcheviks-léninistes ?

UNE EXPLICATION AVEC LES CAMARADES DU PARTI ⁽¹⁾ (fin mai 1935)

Le peuple français approche de plus en plus de grands dangers, mais aussi d'énormes possibilités. Le parti socialiste se trouve devant des responsabilités grandioses. La première condition pour s'en acquitter, c'est la clarté politique et théorique. Mais la clarté politique ne tombe pas du ciel. Elle doit être acquise par des efforts collectifs et conscients. Pour un grand parti, cela signifie inévitablement : par la discussion.

La pire des pusillanimités, c'est d'avoir peur devant un choc ouvert et loyal des opinions dans le parti. Plus grands sont les problèmes à résoudre et plus passionnée est la confrontation des idées et des tendances. Qu'on ne dise pas que les fractions sont un mal. Personne n'a encore inventé le moyen pour les éviter et les éliminer. Quand il y a des divergences graves, les adhérents du parti se regroupent inévitablement dans diverses tendances. *La vraie discipline d'action ne peut être que le résultat d'une loyale et franche confrontation des tendances*, dont chacune veut persuader le gros du parti de la justesse de son programme.

Nous, bolcheviks-léninistes, nous sommes une tendance, celle de l'extrême gauche du parti socialiste. Pour mieux exposer la place que nous occupons et le but que nous poursuivons, il est nécessaire de se représenter clairement le tableau politique du parti tout entier. Ce n'est un secret pour personne que notre parti n'est pas homogène, qu'il porte dans son sein trois tendances principales : réformistes, centristes et marxistes.

(1) *Bulletin d'information et de discussion* de la fédération S.F.I.O. de l'Isère, n° 1, juillet 1935. Sous la direction de Trotsky, le jeune professeur de l'école Vaucanson, Alexis BARDIN (né en 1906), qui jouait un rôle important à la direction départementale de la C.G.T., avait réussi à grouper au sein de la fédération de l'Isère un noyau bolchevik-léniniste qui comprenait notamment plusieurs anciens responsables des J.S. Trotsky s'était réservé pour le premier bulletin la « présentation » de la tendance, évidemment non signée de son nom.

Le réformisme, dans notre parti comme ailleurs, représente le passé. Il est l'héritage d'une époque révolue, quand le capitalisme était vigoureux et ascendant, quand la démocratie parlementaire paraissait pleine de promesses. Dans le passé, le réformisme, malgré son insuffisance et sa myopie, a pu rendre au prolétariat certains services matériels. Maintenant, à l'époque du capitalisme décadent, le réformisme est condamné à l'impuissance totale. C'est pourquoi la tendance réformiste, très forte dans l'appareil dirigeant de notre parti, parmi les parlementaires, les maires, les conseillers généraux et municipaux, les chefs syndicaux, etc., est bien gênée d'avouer ouvertement son programme.

Il n'est pas facile de porter le drapeau réformiste quand les réformes font défaut. Il n'est pas facile d'être le porte-parole de la démocratie parlementaire quand la démocratie se décompose aux yeux de tous, pourrit, empeste l'atmosphère et se voit forcée d'abdiquer toujours plus en faveur du gouvernement supra-parlementaire et bonapartiste.

Il n'est pas facile non plus d'avouer son *patriotisme* quand la patrie condamne les meilleurs de ses fils et de ses filles à la misère permanente, en préparant en même temps un nouveau carnage, qui signifierait l'extermination de plusieurs générations et l'écroulement de notre civilisation.

Le réformisme se trouve acculé dans l'impasse. Les réformistes les plus conséquents quittent le camp du prolétariat et passent ouvertement, avec armes et bagages, dans le camp du capital aux abois. Le meilleur exemple est celui des néos. Ils ne nous ont pas tous quittés. Frossard restait jusqu'à hier dans le parti, pour s'en servir comme (d'un) tremplin au moment favorable (2). Il y en a d'autres du même acabit. Le parti du prolétariat ne peut aucunement englober des éléments qui représentent la classe adverse à abattre. Il ne faut pas attendre que les frossardistes suivent Frossard. Il faut les démasquer à temps et ne pas leur permettre de conserver leur confortable poste d'attente sur le dos du prolétariat.

Nous, bolcheviks-léninistes, nous croyons refléter exactement la mentalité des ouvriers révolutionnaires quand nous refusons de comprendre cette indulgence, cette courtoisie, si proches de la complicité envers des renégats, des traîtres ou des candidats à

(2) Frossard, qui, nous l'avons dit, n'avait pas suivi ses amis lors de la scission « néo » en 1933, venait de quitter le parti socialiste pour accepter un portefeuille dans le cabinet de Laval, qui, après un bref intermède Bouisson, venait de remplacer Flandin, le 7 juin 1935.

la trahison. Quand on nous parle de l'unité en général, de l'unité totalitaire, nous répondons : *nous sommes contre l'unité avec les traîtres. Nous sommes pour l'unité lutte de classes.*

Mais il y a beaucoup de réformistes camouflés et même à moitié repentis : ce sont les centristes. C'est la fraction la plus large, pour l'instant, et aussi la plus diverse. La faillite du réformisme démocrate et patriotard force beaucoup de représentants du mouvement ouvrier à chercher un asile passager dans la tendance centriste. *Le trait fondamental de cette tendance, c'est qu'elle a perdu la foi naïve dans les réformes démocratiques, mais qu'elle garde intacte sa peur devant la révolution prolétarienne.*

La tendance centriste vit dans l'équivoque, elle emprunte au vocabulaire marxiste des formules révolutionnaires, mais elle en élimine toutes les conséquences pratiques. Elle est prête à parler de la révolution, mais pas à la préparer. La tendance de la *Bataille socialiste*, avec Zyromski, incarne le centrisme dans notre parti. Les représentants de cette tendance ne répondent jamais ni à nos critiques, ni à nos propositions. Bien souvent, ils font front commun avec les réformistes contre nous. Nous accusons les centristes d'être devenus l'organisation d'autodéfense de la droite contre la gauche.

Nous, bolcheviks-léninistes, sommes absolument sûrs que beaucoup de camarades, surtout des ouvriers, qui passent maintenant par le stade centriste, finiront vite par trouver leur place dans le camp révolutionnaire, mais, pour leur faciliter cette évolution salubre, nous nous refusons avec intransigeance à faire la moindre concession de principe au centrisme, c'est-à-dire à la confusion et à la prostration.

Notre intransigeance n'est ni gratuite, ni arbitraire. Elle reflète seulement l'intransigeance de la lutte des classes. Le prolétariat n'a pas d'autre choix que de s'emparer du pouvoir par la révolution, ou de pourrir avec le capitalisme pourrissant. Notre motion donne seulement l'expression claire de ce fait fondamental. La marche des événements, qui ne dépend pas de notre volonté, nous dit : « Tu vaincras ou tu périras. Mais tu ne vaincras que quand tu voudras et sauras vaincre. »

Nous nous appelons bolcheviks-léninistes, non pas parce que nous voulons aveuglément imiter les bolcheviks russes, dans un autre milieu et dans d'autres conditions, encore moins parce que nous sommes capables de nous incliner devant le commandement de la bureaucratie soviétique. Ah non ! C'est la fêrle des bureau-

crates dirigeants de Moscou sur le Comintern qui lui a brisé l'épine dorsale et qui fait maintenant jouer aux chefs staliniens le rôle vraiment réactionnaire dans le mouvement ouvrier. Si nous sommes bolcheviks, c'est parce que le grand parti de Lénine nous a donné deux leçons impérissables : l'attitude défaitiste pendant la guerre, et la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Nous nous appelons léninistes parce que, après Marx et Engels, Lénine, leur continuateur, est le plus grand théoricien du prolétariat. C'est lui qui a appliqué magistralement la théorie marxiste à l'analyse de notre époque, non seulement pour la Russie, mais pour le monde capitaliste tout entier. Il n'y a pas maintenant d'autre voie à Marx que la voie de Lénine. Chaque nouvel événement, dans n'importe quel pays capitaliste, démontre la justesse de la conception léniniste.

La bureaucratie stalinienne déforme la pensée de Lénine, comme la social-démocratie a déformé la pensée de Marx. Mais les grands événements qui se déroulent dans notre pays, l'exacerbation de la lutte de classes, la guerre sociale et la guerre impérialiste préparées méthodiquement par la haute finance, tout cet enchaînement terrible des événements force chaque ouvrier conscient à se tourner vers la source du léninisme.

Contre la faillite réformiste, contre la mollesse centriste, pour la révolution prolétarienne, telle est la devise des bolcheviks-léninistes.

A LA VEILLE DU 7^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ⁽¹⁾

(7 juin 1935)

Il semble que le 7^e congrès mondial va tout de même se réunir après un intervalle de sept années (c'est du moins ce qu'annonce un communiqué du journal russe-blanc de Paris).

On peut l'affirmer en toute certitude : si notre organisation n'existait pas, si le drapeau de la IV^e Internationale n'avait pas été déployé, s'il n'y avait pas eu les derniers succès de nos amis français, la III^e Internationale en serait encore à attendre son 7^e congrès.

De même que le dernier congrès du parti socialiste français (2), le 7^e congrès de l'Internationale communiste tournera essentiellement, sinon exclusivement, autour de la question des bolcheviks-léninistes et de la IV^e Internationale.

Après la victoire de Hitler, nous avons constaté la mort politique de la III^e Internationale. Mais l'exemple de la II^e Internationale prouve que, pour les organisations politiques ayant une base de masse, la fin — dans le sens de l'arrêt du développement progressif — ne coïncide pas avec la fin de la volonté de survivre en tant qu'organisation. En dépit de sa pitoyable faillite, la III^e Internationale conserve, avec l'Union soviétique, une réserve immense, qui peut, à elle seule, lui assurer de grandes possibilités, non seulement pour continuer à végéter politiquement, mais encore pour commettre bien des crimes contre le prolétariat mondial. Toute la question est de savoir si la bureaucratie soviétique a encore besoin de la III^e Internationale.

(1) *Biulleten Oppositsii*, n° 44, juillet 1935. *New Militant*, 27 juillet 1935. Le 7^e congrès de l'I.C. allait enfin se tenir à Moscou, du 25 juillet au 21 août 1935. Traduit ici du russe.

(2) Cette allusion ne peut que viser le congrès de Mulhouse de la S.F.I.O., qui s'ouvrit le 9 juin. Cela laisse supposer que Trotsky retoucha son texte plusieurs jours après l'avoir daté.

De ce point de vue, la bureaucratie soviétique se trouve devant une contradiction aiguë. Sa politique actuelle — notamment sa politique internationale, qui joue un rôle toujours plus décisif — fait que l'I.C. constitue pour elle plus un obstacle qu'une aide. Mais si l'I.C. disparaît, sa place sera aussitôt occupée par la IV^e Internationale, et cela signifierait la faillite idéologique complète de Staline et de sa clique, la banqueroute éclatante de toutes les falsifications et de toutes les constructions mensongères sur lesquelles est bâtie la ligne générale. Cela pourrait ne pas effrayer Staline à une seule condition : s'il était prêt à apparaître en Bonaparte conséquent, c'est-à-dire à rompre ouvertement avec la tradition d'Octobre et à s'affubler d'une couronne. Aussi favorables que soient les conditions « idéologiques » et politiques pour un coup d'Etat ouvertement bonapartiste, le fait de s'engager dans cette voie comporte un risque trop grand. Le prolétariat soviétique est en tout cas un facteur historique infiniment plus déterminé et ferme que ne l'était au début du siècle dernier la petite bourgeoisie française, et, par conséquent, la tradition bolchevique a beaucoup plus de poids aujourd'hui que n'en avait à cette époque la tradition jacobine. Staline doit s'en tenir aux apparences du bolchevisme, et c'est pourquoi, étant donné le danger que représente la IV^e Internationale, il est obligé de convoquer le 7^e congrès mondial.

La guerre constituera évidemment la question principale à l'ordre du jour. A ce sujet, il faut s'attendre à une retraite tactique. Staline n'avait certainement pas prévu les réactions extrêmement défavorables à sa célèbre déclaration (3). Les dirigeants du parti français se sont rendus à Moscou dans un état proche de la panique. Léon Blum leur a donné une bonne leçon : il ne faut pas dépenser maintenant toute sa poudre patriotique, sinon, au début de la guerre, on se trouvera désarmé moralement et politiquement. Les staliniens ont déjà refusé de voter les crédits militaires à la Chambre. Pour quel motif ? Il y a des officiers fascistes dans l'armée. L'armée impérialiste doit être une armée démocratique populaire, c'est-à-dire qu'elle doit correspondre aux principes du « Front populaire » (rappelons-nous que les discours de Noske au Reichstag, concernant l'attitude vis-à-vis de la guerre des Hohenzollern, étaient du même ton). C'est à peu près dans ce sens que seront rédigées les résolutions du 7^e congrès. Elles diront à peu près ceci : « Il ne faut pas, dès maintenant, soutenir ouvertement l'impérialisme français, tchécoslovaque, etc., mais préparer pro-

(3) Allusion au communiqué commun lu par Pierre Laval dans lequel Staline disait approuver la politique de défense nationale du gouvernement français.

gressivement et prudemment les ouvriers à la défense de l'impérialisme au moment de la guerre. » En d'autres termes, la stratégie défaitiste, qui est conforme aux enseignements les plus élémentaires du marxisme, est remplacée pour un temps par la stratégie de l'épuisement. Si, pourtant, Staline réussit à faire ce qu'il a déclaré dans le communiqué, nous ne pourrions que lui en être reconnaissants. Ce serait un trop beau cadeau, pour le prolétariat et pour nous.

On peut être certain qu'aucun des « dirigeants » en service commandé n'aura le courage de poser au congrès une question sur le sort de Zinoviev. Sur les six congrès qui se sont tenus dans l'histoire de l'I.C., Zinoviev en a présidé cinq. Maintenant, il est en prison pour avoir voulu, prétend-on, restaurer le capitalisme au moyen d'actes terroristes dirigés contre la bureaucratie soviétique. Dans ce destin personnel s'exprime clairement le retournement inouï opéré par la bureaucratie soviétique. Mais un Cachin ou un Pieck quelconques (4) peuvent-ils s'intéresser à cela ? Aussi longtemps qu'ils conservent leurs postes et leurs salaires, il leur est bien égal que Zinoviev préside le congrès ou qu'il soit en prison comme contre-révolutionnaire. Nous devons, nous, poser la question du sort de Zinoviev, particulièrement en liaison avec le 7^e congrès.

Qui prononcera cette fois les grands discours et rédigera les grandes résolutions ? Manuïlsky et Kuusinen sont sur le déclin. Ne sera-ce pas Béla Kun ? Il est l'homme qui convient, surtout si l'on se souvient de la célèbre intervention de Lénine à un plénum de l'exécutif à la veille du 3^e congrès. Cette intervention était presque tout entière consacrée à Béla Kun et son leitmotiv était la brève formule des « bélakuneries » (5). Ce n'est pas par hasard si l'Internationale en est arrivée à Béla Kun (6).

(4) Wilhelm PIECK (1876-1960) avait été l'un des proches compagnons de Rosa Luxemburg et des fondateurs du K.P.D. Longtemps lié aux « droitiers » dans ce parti, il avait fait en 1929 une autocritique complète. Depuis, exactement comme Marcel Cachin — le rapprochement des deux noms n'est pas fortuit sous la plume de Trotsky —, il avait accepté sans broncher tous les virages de la politique de l'I.C. De même que Marcel Cachin pouvait à chaque instant se voir reprocher sa ligne et son rôle pendant la première guerre mondiale (mission auprès de Mussolini pour le décider à mener campagne pour l'entrée en guerre de l'Italie), de même Pieck risquait de voir reprendre contre lui des accusations lancées par le chef des Corps-Francis qui avait arrêté Liebknecht et Luxemburg en même temps que lui et avait fait assassiner les deux premiers.

(5) Littéralement « les bêtises de Béla Kun » ; traduction libre quant à la forme, mais conforme au fond (N.d.T.).

(6) Béla Kun, membre du « petit bureau » de l'I.C., avait endossé une grande responsabilité dans la politique aventuriste du K.P.D. au cours de l'« action de

Dimitrov est l'autre candidat. Sa carrière actuelle, parfaitement inattendue, est exclusivement fondée sur son comportement face au tribunal fasciste (7). Nous l'avons tous applaudi — surtout en le comparant à celui du président de la fraction parlementaire stalinienne, Torgler (8). Mais il ne faut rien exagérer. Les révolutionnaires russes, pas seulement les bolcheviks, mais aussi, par exemple, les terroristes socialistes-révolutionnaires, se conduisaient avec dignité et courage devant les tribunaux du tsar. C'était la règle, et pas l'exception. On méprisait les lâches, mais on n'admirait pas les courageux. Qu'on ait fait de Dimitrov un demi-dieu à cause de son attitude courageuse face au tribunal, c'est tout à fait caractéristique du niveau moral de l'Internationale communiste. Dimitrov, en tout cas, n'a jamais ni recherché ni trouvé aucune occasion de s'exprimer en marxiste, en bolchevik, contre la ligne générale stalinienne. Il a participé à l'ensemble de la scandaleuse politique des épigones, à toutes ses étapes, et il en porte l'entière responsabilité.

Nous prendrons position en temps utile sur les résolutions du congrès.

mars » de 1921, qui s'était terminée par un désastre pour ce parti, et dans la propagation ultérieure de la « théorie de l'offensive », résurgence dans l'I.C. d'un certain « putschisme » que Lénine combattit avec la dernière énergie.

(7) Gueorgui DIMITROV (1882-1949), militant social-démocrate du parti des *tesnjaki* avant la guerre et secrétaire de sa centrale syndicale, avait été l'un des dirigeants du P.C. bulgare avant d'être affecté à l'appareil de l'I.C. Il était à Berlin en 1933 secrétaire pour l'Europe occidentale quand il fut arrêté et inculpé dans l'affaire de l'incendie du Reichstag. Jugé à Leipzig, il s'était transformé en accusateur. Il avait été ultérieurement autorisé à regagner l'U.R.S.S.

(8) Ernst TORGLER (1893-1963) était venu au K.P.D. en 1920 avec la majorité du parti social-démocrate indépendant. Il avait été élu député en 1924, chef de la fraction parlementaire en 1929. En 1933, il s'était livré de son plein gré à la police pour se justifier des accusations lancées contre lui dans l'affaire de l'incendie du Reichstag. Il n'avait pas eu au procès une attitude très courageuse. Il fut exclu du K.P.D. en 1935 — alors qu'il était détenu dans un camp de concentration — pour s'être livré à la police, pour n'avoir pas défendu au procès la « ligne du parti » et pour avoir accepté les services d'un avocat nazi.

[REFUS D'ETRE CANDIDAT A EDINBURGH] (1)

(7 juin 1935)

Messieurs,

Je vous suis très reconnaissant de votre proposition si inattendue et si flatteuse de me présenter comme candidat pour le rectorat de votre université. La liberté que vous manifestez à l'égard de toutes considérations nationalistes constitue un grand tribut pour l'état d'esprit des étudiants d'Edinburgh.

J'apprécie d'autant plus votre confiance que, comme vous le dites vous-mêmes, vous n'êtes pas influencés par le refus du gouvernement britannique de m'accorder un visa. Je ne pense pas néanmoins avoir le droit d'accepter votre proposition. Les élections au poste de recteur, dites-vous, sont faites sur une base *non politique*, et votre lettre elle-même est signée de représentants de toutes les tendances politiques. Mais j'occupe moi-même une position politique trop définie ; toute mon activité a été et demeure consacrée à la libération révolutionnaire du prolétariat du joug du capital. Je n'ai aucun autre droit à des postes responsables. Je considérerais donc comme une faute grave vis-à-vis de la classe ouvrière et une déloyauté à votre égard que d'apparaître sur une tribune quelconque sans le drapeau bolchevique. Je ne doute pas que vous trouverez un candidat qui soit plus en conformité avec les traditions de votre université.

Je vous souhaite de tout mon cœur les plus grands succès dans votre travail.

(1) T 3674. *Spartacus*, 17 juillet 1935. Lettre traduite de l'anglais. Les étudiants de l'université d'Edinburgh avaient écrit à Trotsky pour lui proposer d'être leur candidat aux élections pour le poste de recteur de leur université.

[POUR RÉSIDER EN NORVÈGE]

(1)

(7 juin 1935)

J'ai l'honneur de solliciter la permission de résider à Kristiansand ou environs pour ma femme et moi-même en vue repos et traitement médical. Je demande très respectueusement que vous télégraphiez votre acceptation au consulat à Paris.

(1) Trygve LIE, *Oslo-Moskva-London*, p. 61. Retraduit du norvégien. Prévenu par Walter Held de l'intention du gouvernement norvégien de lui accorder un visa de séjour, Trotsky avait pris ses dispositions. Mais, ne voyant rien venir, il se décidait à télégraphier au ministre de la justice, Trygve LIE (1896-1968), un avocat qui avait été jusqu'en 1935 le conseiller juridique du D.N.A. dont il était par ailleurs militant.

LÉTRE OUVERTE AUX OUVRIERS FRANÇAIS ³²⁷

10 juin 1935

Chers camarades,

Je quitte aujourd'hui la France et cette circonstance me donne, enfin, la chance de m'expliquer ouvertement devant vous : tant que je restais sur le sol français, j'étais condamné au silence.

Il y a deux ans, le gouvernement « de gauche » Daladier, dans sa lune de miel, me permit de me fixer en France avec les mêmes droits, paraît-il, que les autres étrangers. En fait, il me fut interdit de vivre à Paris, et je me suis immédiatement trouvé sous la surveillance de la police. Peu de temps après le 6 février 1934, le ministre de l'intérieur, Albert Sarraut, après une campagne enragée de la presse, signa un décret m'expulsant de France. Il ne se trouva pas, pourtant, de gouvernement étranger qui consentît à m'accepter. C'est la seule raison pour laquelle le décret d'expulsion n'était pas venu jusqu'à maintenant à exécution. Il me fut prescrit par la sûreté nationale de me fixer dans un département déterminé, dans un petit village, sous la stricte surveillance de la police. Dans ma dernière année de vie en France, je fus plus coupé du monde extérieur que lorsque je vivais dans l'île de Prinkipo, en Turquie, sous l'œil de la police de Kemal-Pacha. Le visa du gouvernement radical était ainsi devenu à sa manière un piège.

Loin de moi la pensée de me plaindre du gouvernement de la III^e République. Les ministres les plus « démocrates », tout comme les plus réactionnaires, ont pour tâche de *sauvegarder* l'esclavage capitaliste. J'appartiens au parti révolutionnaire qui se donne pour but de *renverser* le capitalisme. De cet antagonisme irréductible découle inévitablement la lutte, avec toutes ses conséquences. Il n'y a là aucun motif de se plaindre !

Si je me permets, cependant, de retenir votre attention sur une question aussi mince que les conditions de ma vie en France, c'est

³²⁷ Archives T 3070. Publiée en tract et dans *la Vérité*, n° 243, du 21 juin 1935 avec en sous-titre : « La trahison de Staline et la Révolution mondiale ».

seulement parce que cet épisode est lié d'une façon très étroite à la politique de l'Internationale communiste, qui est maintenant devenue le principal obstacle sur la voie historique du prolétariat.

Il y a deux ans, *l'Humanité* répétait chaque jour : « Le fasciste Daladier a fait appeler le social-fasciste Trotsky en France, pour organiser, avec son aide, l'intervention militaire contre l'U.R.S.S. ». Il s'est trouvé des gens assez nombreux, honnêtes, mais naïfs et ignorant, qui crurent à cette absurdité, comme au printemps de 1917, des millions de paysans de soldats et même d'ouvriers russes crurent Kerensky quand il affirmait que Lénine et Trotsky étaient des « agents du kaiser Guillaume ». On ne peut accuser des gens trompés de ne pas voir clair — il faut leur apporter la lumière. Mais on peut et on doit accuser les coquins éclairés qui répandent sciemment le mensonge et la calomnie pour tromper les travailleurs. De tels coquins conscients, ce sont les chefs du parti soi-disant communiste (!) : Cachin, Thorez, Vaillant-Couturier, Duclos et consorts.

Aujourd'hui ces messieurs ont constitué, comme on sait, avec le « fasciste » Daladier un « Front Populaire » antifasciste. D'une intervention de l'impérialisme français en U.R.S.S., les staliniens qui se donnent le nom de communistes ont cessé de parler. Au contraire, ils voient maintenant dans l'alliance du capital français avec la bureaucratie soviétique une garantie de paix. Sur l'ordre de Staline, Cachin, Thorez et consorts appellent à présent les ouvriers français à soutenir leur militarisme national, c'est-à-dire l'instrument de l'oppression de classe et de l'avisement colonial. Ces calomniateurs se sont démasqués bien rapidement et sans ménagement. Hier ils me traitaient d'agent de Daladier et de la bourgeoisie française, et aujourd'hui ils ont réellement conclu alliance avec Daladier, Herriot et Laval et se sont attelés au char de l'impérialisme français.

La nouvelle calomnie stalinienne.

A présent, messieurs les calomniateurs commencent à dire (voir par exemple le journal des staliniens belges) que la politique de Trotsky et des bolcheviks-léninistes rend service, non à Herriot et à Daladier, mais à Hitler, c'est-à-dire non pas à l'impérialisme français, mais à l'impérialisme allemand³²⁸. Cette nouvelle calomnie sonne, cependant comme une mélodie trop vieille et trop connue. Pendant la guerre impérialiste, parce que je me situais sur la posi-

³²⁸ Il s'agissait en fait du début de la grande campagne de calomnie. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, sept ans après le pacte Hitler-Staline, la presse communiste en France parlait couramment des « hitléro-trotskyistes ». Les procès de Moscou avaient répondu, en partie, au souci de Staline d'accréditer cette thèse pour discréditer Trotsky. On peut mesurer ici, au commentaire de Trotsky, son erreur de la sous-estimation des crimes de Staline avant 1936 et celle de ses critiques qui l'accusaient de « noircir le tableau ».

tion de l'internationalisme révolutionnaire, messieurs les social-patriotes : Renaudel, Vandervelde, Séverac, Marcel Cachin, m'accusèrent de « soutenir » le militarisme allemand contre la démocratie française. C'est précisément pour cette raison que le gouvernement Briand-Malvy m'expulsa de France en 1916. Et le vaillant Marcel Cachin, « dans les intérêts de la démocratie française », partait en même temps, chargé par le gouvernement impérialiste, porter de l'argent à Mussolini pour faire de la propagande en faveur de l'entrée de l'Italie en guerre. Tous ces faits furent à maintes reprises confirmés dans la presse, ils peuvent être facilement vérifiés et prouvés. Cachin, d'ailleurs, n'a même jamais tenté de les nier.

Marcel Cachin reprend maintenant le même travail de social-patriote qui l'a déshonoré durant la guerre impérialiste. Derrière Cachin marchent tous les autres chefs du parti communiste (!) français. Ce ne sont pas des révolutionnaires, mais des fonctionnaires. Ils font ce que leurs supérieurs leur ordonnent. Seul André Marty a fait preuve en son temps de qualités de véritable révolutionnaire : son passé mérite l'estime. Mais le milieu de l'Internationale communiste a réussi à le démoraliser, lui aussi ³²⁹.

Pourquoi Staline et ses laquais français sont-ils des traîtres ?

Pour justifier leur tournant social-patriotique, ces messieurs invoquent la nécessité de « défendre l'U.R.S.S. ». Cet argument est faux d'un bout à l'autre. Il est suffisamment connu que l'idée même de la « défense nationale » n'est qu'un masque à l'aide duquel les exploiters couvrent leurs appétits de brigands et les heurts sanglants en vue du butin, faisant d'ailleurs de leur propre nation une simple chair à canon. Mais si nous, marxistes, avons toujours affirmé que la bourgeoisie impérialiste ne peut jamais défendre et ne défendra jamais les véritables intérêts de sa propre nation, comment pouvons-nous subitement croire qu'elle est capable de défendre les véritables intérêts de l'U.R.S.S. ? Peut-on douter un seul instant qu'à la première possibilité favorable l'impérialisme français mettra en œuvre toutes ses forces pour renverser en U.R.S.S. la propriété socialisée et rétablir la propriété privée ? Et s'il en est ainsi, seuls des traîtres à la classe ouvrière peuvent farder leur propre militarisme en offrant un soutien direct ou indirect, ouvert

³²⁹ Allusion au rôle joué par André Marty en 1919, dans les mutineries de marins de la flotte de la mer Noire. André Marty, après avoir pris part à la répression contre les révolutionnaires en Espagne où il était commissaire des Brigades internationales de 1936 à 1938, devait être exclu du P.C.F. en 1952, accusé de « liaisons policières ». Il semble bien, en réalité, que son passé de révolutionnaire ait été la charge retenue contre lui. A la date où est rédigée cette note, la mémoire de Marty n'a pas été réhabilitée dans le P.C.F. et plusieurs militants ont été exclus pour avoir fait campagne dans ce sens.

ou caché, à la bourgeoisie française et à sa diplomatie. Staline et ses laquais français sont ces traîtres.

Pour masquer leurs trahisons, ils invoquent, naturellement, Lénine — avec autant de raison que Lebas, Paul Faure, Longuet et autres opportunistes invoquent Marx. *L'Humanité* cite presque chaque jour la lettre de Lénine aux ouvriers américains, dans laquelle il raconte comment, au début de 1918, il recevait un officier royaliste français pour utiliser ses services contre les Allemands qui avaient engagé contre nous une nouvelle offensive³³⁰. Cet argument n'a pas pour but d'éclaircir la question mais, au contraire, de la brouiller aux yeux des ouvriers. Nous nous en convainçons tout à l'heure en toute évidence. Ce serait, bien entendu, une absurdité de nier le droit pour le gouvernement soviétique d'utiliser les antagonismes dans le camp des impérialistes ou de faire, en cas de nécessité, telle ou telle concession aux impérialistes. Les ouvriers en grève utilisent aussi la concurrence entre les entreprises capitalistes et font des concessions aux capitalistes, ils capitulent même devant eux quand ils ne peuvent vaincre. Mais est-ce que de là découle le droit pour les chefs syndicaux de collaborer amicalement avec les capitalistes, de les couvrir et de devenir leurs serviteurs ? Personne n'appellera traîtres les ouvriers en grève qui ont été contraints de capituler. Mais Jouhaux, qui paralyse la lutte de classe du prolétariat au nom de la paix et de l'amitié avec les capitalistes, nous avons non seulement le droit, mais encore l'obligation de déclarer qu'il est un traître au prolétariat. La différence entre la politique de paix pratiquée par Lénine à Brest-Litovsk et la politique franco-soviétique de Staline est la même qu'entre la politique du syndicalisme révolutionnaire qui, après une défaite partielle, est content de faire des concessions à l'ennemi de classe et la politique de l'opportuniste qui devient de son propre gré l'allié et le laquais de l'ennemi de classe.

Que signifie le compromis de Lubersac ?

Lénine a reçu chez lui un officier réactionnaire français. A la même époque, je le reçus aussi et dans le même but : de Lubersac s'offrait pour faire sauter les ponts sur la route de notre retraite, afin que nos réserves militaires ne tombent pas entre les mains des Allemands. Seule la tête creuse d'un anarchiste quelconque pourrait voir dans une telle « transaction » une trahison. Au cours des mêmes jours, les agents officiels de la France me rendirent visite et offrirent une aide plus large, en artillerie et en provisions.

³³⁰ Il s'agit de la *Lettre aux ouvriers américains* du 20 août 1918, publiée dans la *Pravda* du 22. Une traduction française intégrale en figure dans le tome XXVIII des *Œuvres de Lénine* (Editions de Moscou), pp. 57 à 71.

Nous comprenions très bien que leur but était de nous faire entrer de nouveau dans la guerre contre l'Allemagne. Mais les armées allemandes nous attaquaient réellement et nous étions faibles. Avions-nous le droit d'accepter dans ces conditions une « aide » de l'état-major français ? Absolument ! Ce fut précisément la proposition que j'apportai au comité central du parti le 22 février 1918. Le texte de cette proposition est reproduit dans les procès-verbaux officiels du comité central publiés à Moscou en 1929. Voici cette proposition : « En tant que parti du prolétariat socialiste, se trouvant au pouvoir et menant la guerre contre l'Allemagne, nous prenons, *par le moyen des institutions d'Etat*, toutes les mesures pour armer et approvisionner le mieux possible notre armée révolutionnaire par tous les moyens nécessaires ; dans cette perspective, il faut trouver les dits moyens là où il est possible de le faire, et par conséquent aussi chez les gouvernements impérialistes. (Notre) *parti conserve la complète indépendance de sa politique extérieure*, ne donne aux gouvernements capitalistes aucun engagement politique et, dans chaque cas particulier, examine leurs propositions sous l'angle de l'utilité finale. »

Lénine n'était pas présent à cette séance du comité central. Il envoya une lettre. En voici le texte authentique : « Je prie de compter ma voix *pour* la prise de pommes de terre et d'armes chez les brigands impérialistes anglo-français »³³¹. Voilà comment le comité central d'alors des bolcheviks se comportait, en ce qui concerne l'utilisation des antagonismes capitalistes : des *accords pratiques* avec les impérialistes (prendre les pommes de terre) sont parfaitement admissibles ; mais une *solidarité politique* avec les brigands impérialistes est *absolument inadmissible*.

Le crime de Staline n'est pas de conclure tel ou tel accord pratique avec l'ennemi de classe : ces accords peuvent être justes ou erronés, mais il est impossible de les rejeter par principe. Le crime est que Staline a approuvé la politique d'un gouvernement impérialiste qui monte la garde autour du traité de spoliation et de brigandage de Versailles. Staline n'a pas encore pris « quelques pommes de terre » chez les brigands impérialistes, mais il s'est déjà *solidarisé politiquement* avec eux.

Renforcer son armée qui opprime soixante millions d'esclaves coloniaux, la bourgeoisie française peut le faire, bien entendu, même sans l'approbation de Staline. Si cette approbation lui a été nécessaire, c'est en vue d'affaiblir et de démoraliser la lutte de classe du prolétariat français. En signant une adresse de félicitations au militarisme français, Staline agit, non pas comme un gréviste

³³¹ Traduction française dans *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre. Procès-verbaux du comité central du parti bolchevique* (Ed. Maspéro), p. 283.

contraint temporairement de céder à l'impérialisme, mais comme un briseur de grève qui paralyse la lutte des ouvriers.

La source de la trahison.

La trahison de Staline et de la direction de l'Internationale communiste s'explique par le caractère de la couche dirigeante actuelle en U.R.S.S. C'est une bureaucratie privilégiée et incontrôlée, qui s'élève au-dessus du peuple et qui opprime le peuple. Le marxisme enseigne que *l'existence détermine la conscience*. La bureaucratie soviétique craint avant tout la critique, le mouvement, le risque : elle est conservatrice, elle défend âprement ses privilèges. Etouffant la classe ouvrière en U.R.S.S., elle a perdu depuis longtemps confiance dans la révolution mondiale. Elle promet de construire le « socialisme dans un seul pays » si les travailleurs se taisent, obéissent et endurent.

Pour défendre l'U.R.S.S., la bureaucratie place ses espoirs dans son habileté politique, dans la diplomatie de Litvinov³³², dans l'alliance militaire avec la France et la Tchécoslovaquie, mais non dans le prolétariat révolutionnaire. Au contraire, elle craint que les ouvriers français et tchèques puissent, par leurs actions inopportunes, effrayer ses nouveaux alliés. Elle se donne pour tâche de freiner la lutte de classe du prolétariat dans les pays « alliés ». Ainsi la source de la trahison de Staline, c'est le conservatisme national de la bureaucratie soviétique, son hostilité directe pour la révolution prolétarienne mondiale.

Les conséquences de la trahison.

Les conséquences de la trahison de Staline se sont traduites immédiatement dans le changement cynique de la politique du parti communiste français, que dirigent, non pas des chefs choisis par les ouvriers français, mais des agents de Staline. Hier, ces messieurs bavardaient sur le « défaitisme révolutionnaire » en cas de guerre. Aujourd'hui ils prennent la position de la « défense nationale »... dans l'intérêt de la défense de la paix. Ils répètent mot pour mot les formules de la diplomatie capitaliste. Comment n'en serait-il pas ainsi puisque tous les brigands impérialistes sont pour la paix, concluent des alliances, accroissent leurs armées, fabriquent des gaz toxiques, cultivent les bactéries uniquement « dans les intérêts de la paix ». Qui dit : « L'alliance franco-

³³² Le vieux-bolchevik Maxime Litvinov fut appelé à la direction de la diplomatie soviétique en 1930. Il représenta l'U. R. S. S. à la S. D. N. et dans les conférences internationales pendant toute la période où l'U. R. S. S. appuya la politique de « sécurité collective » et rechercha l'alliance des gouvernements de Paris et Londres. Il fut remplacé par Molotov à la veille de la conclusion du pacte Hitler-Staline.

soviétique est une garantie de paix » assume une responsabilité non seulement en faveur du gouvernement soviétique, mais aussi de la Bourse française, de son état-major, des gaz et les bactéries de cet état-major.

L'Humanité écrit : « Le gouvernement français se trouvera *sous le contrôle* des ouvriers français. » Mais c'est une phrase creuse de piteux démagogues. Où et quand un prolétariat opprimé a-t-il « contrôlé » la politique extérieure de sa bourgeoisie et les actes de son armée ? Comment peut-il le faire, tant que le pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie ? Pour diriger l'armée, il faut renverser la bourgeoisie et conquérir le pouvoir. Il n'y a pas d'autre voie. Or la nouvelle politique de l'Internationale communiste signifie l'abandon de cette unique voie.

Quand le parti prolétarien déclare qu'en temps de guerre il va « contrôler », c'est-à-dire soutenir son militarisme national au lieu de le renverser, il devient par cela même une bête apprivoisée du capital. Il n'y a pas la moindre raison de craindre un tel parti. Ce n'est pas un tigre révolutionnaire, mais un âne domestiqué. On peut l'affamer, le fouetter, lui cracher entre les yeux, il n'en portera pas moins le faix du patriotisme. Peut-être ne fera-t-il que braire piteusement de temps en temps : « Au nom de Dieu, désarmez les ligues fascistes ! » En réponse, il recevra un nouveau coup de fouet. Et il ne l'aura pas volé !

A qui appartient la victoire.

L'Internationale communiste a présenté l'entrée de l'U. R. S. S. dans la S. D. N. et la conclusion de l'alliance franco-russe comme la plus grande victoire du prolétariat et de la paix. Quel est donc le contenu de cette victoire ?

Le programme de l'Internationale communiste, adopté en 1928, dit que « sa tâche principale (de la S. D. N.) est d'arrêter la croissance ininterrompue de la crise révolutionnaire et d'étrangler l'U. R. S. S. au moyen du blocus et de la guerre ». Dans de telles conditions, il était naturel que les représentants de l'U. R. S. S. n'entrent pas à la S. D. N., c'est-à-dire dans l'état-major de la contre-révolution impérialiste mondiale.

Qu'y a-t-il de changé depuis ? Pourquoi l'U. R. S. S. a-t-elle cru nécessaire d'entrer dans la S. D. N. ? A qui appartient ici la victoire ? Là aussi, les chefs de l'Internationale communiste trompent les ouvriers. La bourgeoisie française n'aurait jamais conclu un accord avec l'U. R. S. S. si elle continuait à voir dans celle-ci un facteur révolutionnaire. Ce n'est que l'extrême affaiblissement de la révolution mondiale qui a donné la possibilité d'inclure l'U. R. S. S. dans le système des camps impérialistes antagonistes.

Bien entendu, si l'industrie soviétique n'avait pas obtenu de grands succès, s'il n'existait ni tanks soviétiques, ni aviation soviétique,

personne n'aurait tenu compte de l'U. R. S. S. Mais chacun peut en tenir compte à sa manière. Si l'U. R. S. S. était restée la forteresse de la révolution mondiale, si l'Internationale communiste menait une offensive victorieuse, les classes dominantes de France, d'Angleterre et d'Italie auraient sans hésitation donné à Hitler les pleins pouvoirs pour faire la guerre à l'U. R. S. S. Mais à présent, après la défaite de la révolution en Chine, en Allemagne, en Autriche, après les succès du fascisme en Europe, après la débâcle de l'Internationale communiste et la transfiguration nationale de la bureaucratie soviétique, la bourgeoisie de France, d'Angleterre et d'Italie répond à Hitler : « Pourquoi risquer une croisade contre l'U. R. S. S. ? Sans qu'il soit besoin de chercher plus loin, Staline étrangle la révolution avec succès. Il faut tenter de se mettre d'accord avec lui. »

Le pacte lie l'U. R. S. S., mais non la France !

L'alliance franco-soviétique n'est pas une garantie de paix — quelle absurdité éhontée ! — mais une transaction dans *l'éventualité d'une guerre*. Les avantages de cette transaction pour l'U. R. S. S. sont pour le moins problématiques. La France n'est « obligée » de venir en aide à l'U. R. S. S. que si ses alliés de Locarno, c'est-à-dire l'Angleterre et l'Italie, sont d'accord. Cela veut dire qu'au cas où l'impérialisme français trouverait plus avantageux de se mettre au dernier moment d'accord avec Hitler, aux dépens de l'U. R. S. S., l'Angleterre et l'Italie aideront toujours à « légaliser » cette « trahison ». *L'Humanité* garde soigneusement le silence sur cette soupape de sûreté du pacte. Cependant, tout est là. Le pacte lie l'U. R. S. S., mais ne lie pas la France !

Que doivent faire les députés socialistes et communistes ?

Admettons néanmoins qu'après toutes ses erreurs et tous ses crimes la bureaucratie soviétique ne pouvait fait autre chose que conclure cette alliance militaire ambiguë et incertaine avec la France. Dans ce cas, le gouvernement soviétique n'avait qu'à reconduire le pacte Staline-Laval. Mais il en est tout autrement en France. Le prolétariat français ne doit pas permettre à sa bourgeoisie de se cacher derrière le dos de la bureaucratie soviétique. Après la signature du pacte, les buts des impérialistes français sont restés les mêmes qu'avant : affermir les anciens brigandages, en préparer de nouveaux, faciliter la nouvelle mobilisation du peuple français, utiliser le sang du prolétariat soviétique. Si les députés communistes et socialistes votent au Parlement l'alliance franco-soviétique, ils se manifesteront une nouvelle fois comme des traîtres au prolétariat !

La lutte contre la guerre est inconcevable sans la lutte contre son propre impérialisme. La lutte contre l'impérialisme est inconcevable sans lutte contre ses agents et alliés réformistes et stalinistes. Il

faut une épuration impitoyable des organisations ouvrières, politiques et syndicales, des social-patriotes traîtres à la classe ouvrière, quel que soit leur nom : Léon Blum ou Thorez, Jouhaux ou Monmousseau.

Le rôle des bolcheviks-léninistes du parti socialiste :

En France, un seul groupement défend honnêtement, avec conséquence et vaillance, les principes de la révolution prolétarienne : c'est le groupe bolchevik-léniniste du parti socialiste. Son organe est l'hebdomadaire *La Vérité*. Chaque ouvrier qui réfléchit doit connaître ce journal.

Les bolcheviks-léninistes ont défini clairement et exactement les tâches du prolétariat dans la lutte contre la guerre dans une brochure spéciale : « La IV^e Internationale et la guerre ». La connaissance de cette brochure et la discussion approfondie des questions qui y sont soulevées est également le devoir immédiat de chaque prolétaire d'avant-garde, devoir envers lui-même et envers sa classe.

La trahison des stalinistes, se joignant à la vieille trahison des réformistes, nécessite un renouvellement complet de toutes les organisations prolétariennes. Il faut un nouveau parti révolutionnaire. Il faut une nouvelle Internationale : la IV^e ! Servir cette grande tâche historique, c'est le contenu de l'activité de l'organisation internationale des bolcheviks-léninistes.

Pourquoi la haine de la bureaucratie contre les trotskystes.

La trahison de Staline ne fut pas pour nous une chose inattendue. Nous l'avions prédite dès 1924, lorsque la bureaucratie soviétique eut renié la théorie de Marx et Lénine en faveur de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Les intrigants et les philistins disaient que notre lutte contre Staline était une lutte « personnelle ». A présent, même les aveugles doivent se persuader que cette lutte est menée au nom des principes fondamentaux de l'internationalisme et de la révolution. Des centaines de fois, nous avons dit au cours des dernières années : « Grattez un staliniste et vous découvrirez un opportuniste ». Maintenant il n'y a même plus besoin de gratter. Les stalinistes occupent en fait l'extrême droite du mouvement ouvrier et, comme ils continuent à se couvrir de l'autorité de la révolution d'Octobre, ils sont infiniment plus nuisibles que les anciens opportunistes traditionnels.

La haine des staliniens contre les « bolcheviks-léninistes » (« trotskystes ») c'est la haine du bureaucrate conservateur contre le véritable révolutionnaire. La bureaucratie tremblante pour son pouvoir et ses revenus ne s'arrête devant aucune bassesse et aucune canaillerie dans la lutte contre les bolcheviks-léninistes.

Avant de commettre ouvertement sa dernière trahison, Staline a organisé un nouveau pogrome — le centième — contre l'aile

gauche en U. R. S. S. Il a mis en scène une série de pseudo-procès contre les oppositionnels, cachant les véritables opinions de ceux-ci et leur attribuant des actes qu'ils n'ont jamais commis. Par exemple, l'ancien président de l'Internationale communiste, Zinoviev, a été condamné à dix ans de prison pour la seule raison qu'après une série d'hésitations et de repentirs il a été amené à reconnaître le caractère funeste de la politique du stalinisme ³³³.

La bureaucratie soviétique a tenté de me mêler, par l'intermédiaire d'un provocateur, au procès des terroristes qui ont tué Kirov. Staline a arrêté, au début de cette année, mon fils, jeune savant, travailleur soviétique loyal, ne participant aucunement à la lutte politique ³³⁴. Le but de l'arrestation était d'exercer une terreur impitoyable non seulement contre les bolcheviks-léninistes mais aussi contre les membres de leurs familles.

La bureaucratie est sans pitié lorsqu'elle voit approcher une menace contre sa domination et ses privilèges. Dans ce domaine, les stalinistes trouvent un appui constant auprès de la police capitaliste du monde entier.

La fraction de Staline dans le parti socialiste.

Tout dernièrement, au mois d'avril, Staline a dépêché à Paris les dirigeants des Jeunesses communistes russes pour convaincre la jeunesse révolutionnaire française d'adopter la position social-patriotes ³³⁵. Ces jeunes bureaucrates ont organisé à l'intérieur du

³³³ Il s'agit du premier procès Zinoviev, du 15 au 18 janvier 1935, tenu à huis clos, et où l'ancien lieutenant de Lénine, aurait, selon le procureur Vyshinski, reconnu sa « responsabilité morale » dans l'attentat contre Kirov. Depuis, les révélations de Khrouchtchev ont confirmé l'hypothèse avancée par Trotsky selon laquelle la piste des véritables assassins de Kirov ne pouvait remonter qu'à Staline en personne.

³³⁴ Serge Sedov avait été arrêté fin décembre-début janvier. Voir les détails à ce sujet dans le *Journal d'exil*, à la date du 1^{er} juin. Apolitique par hostilité à son père, Serge Sedov ne l'avait pas suivi en exil, se consacrant à ses études scientifiques. Trotsky ne devait plus rien savoir de son sort. La revue *La IV^e Internationale* (n° 10) a publié en juillet 1960 le témoignage — digne de foi — d'un communiste étranger libéré après la mort de Staline, qui signe P. Richards. Ce dernier avait rencontré Serge Sedov à Vorkhuta, au début de 1936, au moment où, condamné une première fois à cinq ans de prison, il était appelé pour une « nouvelle instruction » à Moscou. C'est vraisemblablement au cours de l'automne 1937 que Serge Sedov fut exécuté en secret, sans avoir consenti à faire contre son père la déclaration qu'on cherchait selon toute vraisemblance à lui extorquer.

³³⁵ Fred Zeller et Béranger, dirigeants de l'Entente des Jeunesses socialistes, avaient rencontré secrètement à Paris, à la fin d'avril 1936, Kossarev et Tchémoudanov, dirigeants des J.C. russes, en présence de Raymond Guyot. Les Russes avaient fait pression pour que les Jeunesses socialistes acceptent de s'aligner sur la nouvelle politique de Moscou, qui passait par le renforcement de la défense nationale à Paris (*La Vérité*, 29 avril 1935 et 15 août 1947).

parti socialiste une fraction staliniste spéciale dont le mot d'ordre principal est : « Exclusion des trotskystes » ! Inutile d'ajouter que pour faire ce travail de désagrégation la clique stalinienne n'a pas ménagé et ne ménage pas les moyens financiers : si elle est pauvre d'idées, elle ne manque pas de devises ³³⁶.

Mais les révolutionnaires ne cèdent pas sous les coups de la terreur. Au contraire, ils répondent en redoublant l'offensive. *Le stalinisme est maintenant la plaie principale du mouvement ouvrier mondial*. Cette plaie, il faut l'extirper, la retrancher, la brûler au fer rouge. Il faut à nouveau rassembler le prolétariat sous le drapeau de Marx et de Lénine.

Chers camarades,

Je suis loin de vous avoir dit tout ce que je voulais vous dire et comme je voulais le faire. Mais je suis obligé de me hâter : d'une heure à l'autre, un policier doit venir pour me reconduire, ainsi que ma femme, fidèle compagne de ma lutte et de mes pérégrinations, à la frontière française. Je pars animé d'un profond amour pour le peuple français et une foi indéradicable dans le grand avenir du prolétariat français ; mais avec une haine aussi profonde et indéradicable pour l'hypocrisie, l'âpreté et la férocité de l'impérialisme français.

J'ai foi que le peuple travailleur, tôt ou tard, me rendra l'hospitalité que la bourgeoisie me refuse ³³⁷. Mon plus grand bonheur serait de voir le prolétariat français me donner, dans le plus proche avenir, la possibilité de participer à ses luttes décisives.

Ouvriers et ouvrières de France ! Aussi longtemps que mes forces physiques me le permettront, je suis prêt, à n'importe quel moment

³³⁶ Fred Zeller prête à Tchémoudanov ce propos : « Il vous faut constituer une fraction solide à l'intérieur de la J.S. Nous vous donnerons tout ce qu'il vous faudra pour réussir. » L'opération ainsi tentée en France devait échouer. En revanche, en Espagne, la fusion des J.S. et des J.C., réalisée dans un contexte semblable, aboutit à la constitution des Jeunesses socialistes unifiées (J.S.U.) qui constituèrent pendant la guerre l'un des fondements de l'influence stalinienne. Santiago Carrillo, le secrétaire des J.S. d'Espagne, qui passait pour trotskysant en 1935, devait plus tard se rallier au stalinisme et devenir secrétaire général du P.C. espagnol.

³³⁷ Gilbert Serret, ancien secrétaire général de la fédération unitaire de l'enseignement (C.G.T.U.), et sa compagne, France, avaient offert asile à Trotsky dans le village ardéchois de Saint-Montant où ils étaient tous deux instituteurs. France Serret nous écrit : « Tout était prêt pour le recevoir à Saint-Montant quand l'intérieur s'y opposa et le préfet de l'Ardèche nous signifia le refus » (6 mai 1965).

à répondre par la parole et par l'acte à votre appel révolutionnaire !

Permettez-moi donc de vous serrer fraternellement les mains et de finir la lettre par ce cri qui, depuis près de quarante ans, a guidé mes pensées et mes actes :

Vive la révolution prolétarienne mondiale !

L. TROTSKY.

10 juin 1935.

[UNE NOUVELLE ÉTAPE] (1)

(10 juin 1935)

Chers Camarades,

Nous entrons de toute évidence dans une nouvelle étape. Deux événements la déterminent, le développement de notre section en France et le tournant définitif de l'I.C.

1. La justesse de notre entrée dans la S.F.I.O. est maintenant démontrée par des faits matériels. Notre section, grâce à l'entrée, est devenue, *d'un groupe de propagande, un facteur révolutionnaire* de premier ordre. Personne n'osera dire que le groupe, en s'adaptant au milieu, est devenu plus mou, plus modéré, plus opportuniste. Tout au contraire, on peut à juste titre affirmer que le groupe B.L. en France dépasse maintenant toutes les autres sections par *la précision révolutionnaire de ses mots d'ordre et par le caractère offensif de l'ensemble de sa politique*. Les camarades qui s'étaient opposés à l'entrée doivent maintenant reconnaître qu'ils avaient tort. Le risque d'une telle opération est indiscutable : ce n'est que grâce à la trempe de nos cadres et au contrôle de notre organisation internationale que nous pouvons et devons nous permettre des opérations suffisamment audacieuses pour sortir de notre isolement et pénétrer dans les masses.

2. La trahison définitive de Staline et de son équipe de l'I.C. ouvre devant nous de grandes possibilités, non seulement à l'intérieur de l'I.C., mais également dans toutes les organisations ouvrières, notamment dans les syndicats. Jusqu'à ces derniers temps, chaque étape de la radicalisation des masses signifiait inévitablement un nouvel afflux vers les staliniens. Précisément à cause de notre isolement et de notre faiblesse. Aller à gauche signi-

(1) T 3675. *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 6, 1935. Cette lettre au S.I. a été rédigée en français par Trotsky pendant son bref séjour parisien, transit entre Domène et la Norvège. Elle figure dans *Le Mouvement communiste en France*. Nous la reproduisons avec l'autorisation des Editions de Minuit.

fiait aller à Moscou, et nous apparaissions comme un obstacle sur cette voie. Maintenant, la physionomie revêtue par Moscou signifie l'obligation de soutenir l'impérialisme français, tchécoslovaque, etc. Il ne s'agit plus pour nous de discuter sur les subtilités de la théorie du socialisme dans un seul pays et celle de la révolution permanente, mais de poser carrément la question : sommes-nous les esclaves volontaires de notre propre impérialisme, ou ses mortels ennemis ? Même si la différenciation au sein du P.C. ne s'effectue pas à un rythme bien rapide (quoiqu'on puisse s'attendre également à des secousses catastrophiques, si nous savons nous y mêler), l'afflux élémentaire des masses vers le P.C. doit inévitablement se ralentir et même s'arrêter.

Les récents succès électoraux du P.C.F. (2) n'infirmen en rien cette affirmation. Les masses n'ont pas eu le temps nécessaire pour assimiler la trahison stalinienne, même dans ses traits les plus généraux. L'inertie d'hier continue toujours, mais le stalinisme est rongé de tous côtés. Il doit s'écrouler. Demain ou après-demain, nous apparaîtrons à la masse comme l'unique possibilité révolutionnaire. Le mot d'ordre de la IV^e Internationale prend dans ces circonstances une exceptionnelle importance.

3. Les mêmes circonstances expliquent la nécessité de la lutte implacable que nous avons commencée contre le S.A.P. Plus souple, plus diverse et surtout plus audacieuse est notre politique de pénétration dans les organisations de masse, plus intransigeante doit être notre politique générale et plus agressive contre toutes les idéologies centristes formées et cristallisées. Le drapeau de la IV^e Internationale doit être irréductiblement opposé à tous les autres drapeaux.

4. La préparation du congrès de Mulhouse (qui a commencé aujourd'hui, au moment où j'écris ces lignes), a été non seulement pour notre section française, mais pour toute notre organisation internationale, une remarquable école.

Trois motions s'affrontaient : celle de droite, la centriste et la nôtre (3). Dans tous les départements où nos camarades, si faibles soient-ils numériquement, ont opposé de façon irréductible notre texte aux autres, ils ont gagné des voix et des sympathies, et en

(2) Allusion aux progrès importants réalisés par le P.C. dans le cours des élections municipales des 5 et 12 mai (100 000 voix de plus) et aux élections législatives partielles du Var.

(3) La motion de la majorité Blum-Paul Faure obtint dans les votes pour le congrès 2 025 mandats, celle de la *Bataille socialiste* — « centriste » — 777, celle du G.B.L. 105.

même temps obligé les centristes à se détacher un peu plus de la droite pour ne pas perdre toute leur influence. Et, au contraire, dans les rares cas où nos camarades ont commis la grave erreur de marcher dans les combinaisons centristes, ils n'ont rien gagné pour notre tendance et, simultanément, ils ont poussé les centristes vers la droite.

Ces expériences donnent la clé de toute la politique qui doit être la nôtre dans cette période : nous engager dans des combinaisons avec les chefs du S.A.P., de l'I.A.G., etc., signifierait perdre notre physionomie propre, compromettre le drapeau de la IV^e Internationale et arrêter le développement de nombreux courants centristes dans la voie de la révolution. Pour notre section française elle-même, le congrès de Mulhouse signifie, ou doit signifier, le début d'une nouvelle étape. Non seulement la S.F.I.O. n'est pas un parti révolutionnaire, mais même pas un parti prolétarien. Elle est petite-bourgeoise, non seulement par sa politique, mais aussi par sa composition sociale. Ce parti nous a ouvert certaines possibilités et il était juste de les avoir constatées et utilisées. Mais elles étaient limitées. Le congrès de Mulhouse, avec les répercussions qui seront les siennes, doit plus ou moins tracer les limites matérielles de ces possibilités. Le prestige acquis par le groupe B.L. doit se transformer en rayonnement parmi les ouvriers. Mais les ouvriers se trouvent en dehors du P.S., dans le P.C., dans les organisations syndicales et parmi les inorganisés. Le groupe B.L. doit savoir faire un nouveau tournant, qui sera le développement logique de l'étape précédente. Sans faire naturellement les moindres concessions, il faut concentrer les neuf dixièmes de nos efforts sur la dénonciation de la trahison stalinienne.

5. La lutte des différentes tendances contre nous coïncide presque intégralement avec la préparation idéologique — le « bourrage de crâne » — de la nouvelle guerre impérialiste. L'opposition à la guerre doit de plus en plus coïncider avec la sympathie pour la IV^e Internationale. La condition du succès, c'est la lutte implacable contre la moindre concession à la théorie de la défense nationale. Le regroupement inévitable au sein des différentes organisations ouvrières (parti communiste, syndicats, etc.) doit ouvrir pour nous un débouché vers les masses ouvrières. Il faut nous orienter dans cette direction avec toute l'indépendance nécessaire. Ce regroupement peut aboutir dans un délai assez rapproché à la création d'un parti révolutionnaire (4).

(4) Il est évident que Trotsky considère que ses camarades ne sont pas éloignés d'avoir « fait le plein » de leurs possibilités au sein de la S.F.I.O., au moment où le tournant de l'I.C. rend indispensable un nouveau rôle. La fin de la période « entriste » s'annonce à l'horizon.

6. Il est absolument nécessaire d'accélérer le travail préparatoire pour la IV^e Internationale. Les éléments révolutionnaires, qui vont se détacher au moment du regroupement général dans la classe ouvrière, doivent avoir la possibilité d'adhérer directement à une organisation internationale (5) qui se base sur toute l'expérience des luttes révolutionnaires.

(5) Une nouvelle indication de la conception relativement souple de Trotsky quant à la construction de l'Internationale, cette phrase signifiant qu'un individu ou un groupe peuvent rejoindre la IV^e Internationale sans passer par une organisation « B.L. ».

[PAS D'INGÉRENCE DANS LA VIE POLITIQUE DE LA NORVÈGE] (1)

(11 juin 1935)

Au cas où le gouvernement norvégien m'accorderait un visa de résidence, je m'engage à ne prendre aucune part à la vie publique dans ce pays. Les autorités norvégiennes ne peuvent en aucun cas avoir plus de responsabilité pour ma sécurité personnelle que pour celle de n'importe quel étranger. Je demande respectueusement une action rapide.

(1) Trygve LIE, *op. cit.*, p. 65. Retraduit du norvégien. Trotsky, arrivé en transit à Paris, se heurtait aux réticences du ministre norvégien de Paris, M. Bache. Sa situation devenait difficile vis-à-vis des autorités françaises et il adressait un second télégramme au ministre de la justice Trygve Lie.

[ULTIME APPEL] (1)

(12 juin 1935)

Confiant dans les promesses des dirigeants du parti ouvrier norvégien, j'ai abandonné mon logement et obtenu mon visa de transit par la Belgique. Le gouvernement français croit que je l'ai trompé et exige que je quitte la France dans les vingt-quatre heures. Je suis malade et ma femme est malade. Notre situation est désespérée. Je sollicite immédiatement une situation favorable.

(1) Trygve LIE, *op. cit.* p. 66. Retraduit du norvégien. Malgré les démarches de Walter Held à Oslo, Trotsky n'avait eu aucune réponse aux deux télégrammes qu'il avait envoyés au ministre de la justice Trygve Lie. Il décida alors de s'adresser au chef du gouvernement, Johann Nygaardsvold. Cette démarche devait être la bonne, et le visa norvégien fut délivré à Trotsky à Paris le 13 juin.

[DISCUSSION SUR L'ACTION CLANDESTINE EN ALLEMAGNE NAZIE] (1)

(11 ou 12 juin 1935) (2)

La direction restreinte

Trotsky : Comment est conçu chez vous le rôle de la direction restreinte ?

K. (3) P. doit s'occuper entre autres choses de l'instruction des groupes. Sch. doit organiser la circonscription. F. doit diriger la propagande et l'agitation. Ce qu'on entend par là n'est d'ailleurs pas clair, si l'on en juge par les remarques d'O.

Trotsky : Il est inadmissible qu'un camarade de la direction interne aille à la base dans les groupes pour y accomplir le travail d'instruction. La sécurité de l'organisation en pâtit. La question est de savoir si, en ce qui concerne le groupe de X. (4), dont les membres se connaissent intimement, des exceptions sont admissi-

(1) *Informations-Dienst*, n° 7/8, août 1935. Traduit de l'allemand.

(2) Le texte publié dans le bulletin allemand porte la date du 17-18 juillet 1935 et l'indication que la discussion a eu lieu à Paris. Or Trotsky a quitté Paris le 14 juin. Si la date est exacte, l'entrevue a eu lieu en Norvège. Et si l'entretien a eu lieu à Paris, ce ne peut être qu'entre le 10 et le 14 juin. Mais il est également possible que la date et le lieu indiqués soient faux et que l'entretien ait eu lieu par exemple à Anvers le 15 juin. En tout état de cause, les précautions prises ici et qui avaient pour but de mieux « couvrir » Trotsky en brouillant les indications précises ont été et demeurent efficaces. Nous avons considéré comme peu vraisemblable que cette entrevue ait eu lieu en Norvège, peu après l'arrivée de l'exilé, au risque de compromettre sa sécurité dans les premières semaines, et avons donc situé ce texte entre le 10 et le 14 juin, lors du bref séjour de Trotsky chez le Dr Rosenthal à Paris.

(3) Les règles de la clandestinité, au moins en ce qui concerne ce texte, ont été efficaces et les secrets qu'elles voulaient dissimuler n'ont pas été percés. A l'exception de « J » qui est incontestablement Trotsky, nous n'avons pu découvrir l'identité réelle d'aucun des militants mentionnés dans ce texte et notamment des présents. On peut également relever que la distinction opérée dans l'organisation clandestine entre « direction restreinte » et « cercle interne » — qui semble pour tous une donnée évidente — n'est pas parfaitement claire pour le lecteur d'aujourd'hui.

(4) Selon l'opinion de Wolfgang Alles, l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire du mouvement trotskyste allemand, « X » désignerait l'agglomération berlinoise qui était l'un des bastions de la section allemande.

bles. Le travail clandestin nécessite aussi principalement que la direction soit consciente de son caractère, c'est-à-dire des questions de sécurité de l'organisation et de la direction, ce pour quoi il lui faudra prendre, le cas échéant, des dispositions nouvelles.

La direction a donc pour tâche de garantir la sécurité *sous tous les rapports*, justement parce qu'elle assume la responsabilité d'activités bien déterminées de caractère clandestin qui excluent toute relation *directe* entre les groupes. De telles activités sont, par exemple, 1) le transport et le service du courrier, 2) l'organisation de la répartition et la transmission du matériel, 3) l'activité politique, d'agitation et de propagande, vers l'extérieur. Dans toutes ces activités, nul n'a le droit d'agir de son propre chef, il faut au contraire que la direction prenne des décisions formelles, et s'en tienne strictement à la décision prise. C'est seulement ainsi qu'on parviendra enfin à une activité régulière.

En ce qui concerne le reste de l'activité de la direction, il faut a) fournir le matériel aux groupes dans une forme ordonnée et prête à l'emploi, b) s'occuper en permanence de l'examen des questions politiques, c) élaborer des directives politiques pour le cercle interne, c'est-à-dire chercher à s'entendre avec lui sur le travail politique, par exemple lors de discussions importantes ou pour la propagande, etc. Pour une discussion, par exemple, il reste toujours à vérifier de quelle façon le matériel doit être réparti, la discussion menée, et le rapport transmis à la direction (naturellement, transmettre les rapports de discussion, en bonne forme, à l'étranger, en résumant le résultat de façon ordonnée).

Ensuite, il faut organiser la rédaction des rapports. La direction doit naturellement examiner quels camarades peuvent faire tel ou tel travail, mais il lui faut toujours considérer qu'on ne peut contraindre personne à quoi que ce soit, et que la patience est nécessaire. (N.B. Si l'on songe, par exemple, à quel point le travail d'organisation a jusqu'à présent incroyablement mal marché chez vous, il est d'emblée évident que les membres n'ont pas dû avoir moins de patience avec la direction du moment que cette dernière avec les membres.) Je suis convaincu que les séances de votre direction n'élaborent pas d'ordre du jour bien net, ni ne s'efforcent de faire une synthèse, même brève, des résultats. De telles choses sont cependant intolérables, et un moyen important pour parvenir au contrôle et à l'auto-éducation, c'est de s'habituer absolument à prendre des décisions en règle et à les exécuter strictement. Lors de chaque séance, la décision prise précédemment doit être vérifiée à l'aide d'un bref procès-verbal, et les questions négligées

doivent être remises à l'ordre du jour. Les questions d'organisation s'apprennent très difficilement, c'est pourquoi nul ne doit se sentir « abaissé » ou « grandi » par de telles constatations. Mais, en règle générale, une direction doit avoir dix fois plus de patience avec les membres que les membres avec la direction.

La rédaction des rapports est naturellement l'une des tâches les plus importantes. Les camarades dirigeants doivent se chercher eux-mêmes un domaine pour la rédaction des rapports. Ils le peuvent d'autant mieux que les fils sont nombreux à passer par leurs mains, et qu'ils ont plus facilement une vision d'ensemble des choses.

La meilleure forme des rapports : chercher ce qui se passe du point de vue politique. Etudier une question (on l'étudie en rassemblant des détails), rapporter toujours de la manière la plus concrète possible. Il faut se résumer et se demander ce qu'on peut faire dans telle ou telle affaire (un excellent exemple : le conflit avec l'Eglise (5)). La liaison de la direction avec le cercle interne, et grâce à lui, avec les groupes, cela revient à une discussion politique au cours de laquelle on doit en permanence exiger de nouveaux faits concrets. Au demeurant, en agissant ainsi, sur la base d'un travail réel, on aura toujours plus de réelle satisfaction.

D'autres tâches de la direction sont les échanges écrits avec l'étranger et la transmission de toute la correspondance. Dans la circonscription, elle ne doit fréquenter que des gens de confiance. Encore une fois, la règle générale de toutes les activités clandestines : elles ne concernent que la direction, et la direction ne doit utiliser les services que de camarades compétents et sûrs.

Continuons : F. doit diriger la propagande et l'agitation. Que faut-il entendre par là ? Pour autant qu'il s'agit de *relations individuelles*, chacun est un propagandiste. Examiner la question de savoir jusqu'où on peut aller dans la propagande extérieure, c'est la tâche de *toute* la direction — après une analyse méticuleuse de tous les détails sur la base du travail de *toute* l'organisation — et non une question de « compétence ». Il faut surtout se garder de travailler avec les vieilles conceptions et l'ancienne répartition des tâches dans le K.P.D., qui ne font que masquer l'impuissance politique. Celui qui n'entend rien à la politique invente en général des « fonctions ». On ne doit jamais s'imaginer qu'un individu

(5) Il s'agit du conflit avec les Eglises (Kirchenkampf), particulièrement vif depuis le début de 1935, le régime nazi ne négligeant aucun effort (propagande, procès fabriqués, etc.) pour contraindre les différentes Eglises à s'aligner et les transformer en courroies de transmission de son autorité.

puisse résoudre seul une question — au contraire, il faut en délibérer soigneusement et collectivement. La classification est dans ce domaine une stupidité. Chacune des tâches évoquées est une tâche collective pour la direction — au sens large aussi pour toute l'organisation —, et, en tant que telle, on ne peut pas se la « répartir ». Dans la direction interne, on doit, par exemple, examiner si la propagande extérieure est possible et dans quelle mesure. Prenons le cas du conflit avec l'Eglise. Pouvons-nous éventuellement, sur cette affaire, produire un tract comportant revendications et protestations ? Et sous quelle forme ? Il est pourtant évident que nous devons nous efforcer d'utiliser toutes les occasions de l'actualité pour aggraver ce conflit. Mais, dans cette affaire de la religion, il n'est pas absolument nécessaire d'apparaître comme I.K.D.(6) (nous n'avons aucune expérience de ce genre de choses, et devons d'abord nous accoutumer aux activités clandestines qui s'y rattachent). Supposons cependant qu'il se passe quelque chose, et qu'il nous faille prendre position. Nous produirons peut-être un tract qui dira qu'ici ou là, pour des faits sans aucune gravité (mais à analyser le mieux possible du point de vue politique), les nazis ont commis tel acte ignoble. On le voit : le national-socialisme vit de la répression féroce de toute critique, et il ne peut accorder la moindre liberté (ni la liberté de religion, ni celle d'association professionnelle, ni encore moins aucune liberté politique). Et puis, *pour commencer*, on signera ce tract — pourquoi pas ? — « un groupe de citoyens et de travailleurs épris de liberté ». En ce qui concerne les revendications de l'Eglise, nous produirons peut-être un tract apparemment neutre, dans lequel nous exigerons les libertés générales et nous prononcerons pour la sauvegarde des associations, de la presse, etc. Il faut utiliser chaque crime des nazis pour en faire un article de propagande et attiser l'indignation générale. Les révélations politiques et le soutien à toute opposition — telle est la ligne sur laquelle nous devons nous développer et apparaître comme les pionniers de la libération.

Où sont les possibilités d'apparaître en tant qu'I.K.D. ? Que faisons-nous avec le S.P.D., le K.P.D., etc. ? Nous avons maintenant la lettre de Trotsky aux travailleurs français (7) : une occasion extraordinaire pour la propagande. Ne peut-on éditer une chose de ce genre ? (N.B. Les journaux ne doivent pas être don-

(6) Internationale Kommunisten Deutschlands (I.K.D.) était le titre de la section allemande de la L.C.I.

(7) Cf. *Le Mouvement communiste en France*, pp 501-512. Trotsky avait daté ce texte du 10 juin 1935, date de son départ de Domène.

nés, mais vendus. La vente des journaux et le début de la propagande à l'extérieur doivent être déterminés par la direction, mais on ne peut pas se priver pendant des années de toute propagande.)

Ensuite, il faut tenter de fixer par écrit les questions politiques et de rédiger des articles. Nous avons besoin de collaborateurs pour notre presse.

Et enfin, il faut faire des rapports périodiques sur l'activité organisationnelle et politique du groupe et de la circonscription. Il est dans ce domaine d'une importance vitale que les expériences, les décisions de la direction, les résultats du travail, les événements politiques et leur exploitation, etc., fassent l'objet de synthèses, soient adressés à la direction nationale (et par elle à tout le pays et à l'étranger), afin qu'on puisse parvenir à une véritable organisation nationale, à des échanges d'expériences permanents, et à un travail homogène à l'échelle nationale.

Le cercle interne

Il est formé des camarades les plus capables et les plus actifs, et doit, en particulier, organiser les liaisons et les échanges avec les groupes. Mais qu'on évite certaines choses, comme de considérer quelqu'un comme appartenant au cercle interne parce qu'il fait des rapports spéciaux. Non, l'essentiel, c'est qu'il soit assez capable et suffisamment sûr pour maintenir la liaison avec les groupes et exécuter les missions politiques. Le cercle interne s'occupe spécialement d'organiser les rendez-vous, de transmettre le matériel, de recueillir les rapports. (Avant que je n'oublie : je ne crois pas que chez vous — et pas seulement chez vous — on fasse circuler les rapports et les lettres dans les groupes.)

K. C'est exact. Nous nous en sommes déjà inquiétés et nous en avons souffert.

Trotsky : A juste titre ! C'est sans nul doute l'une des plus grandes lacunes. Les secrets d'organisation, les écrits qui s'y rapportent, et les lettres avec des adresses ne concernent naturellement pas les membres, mais les rapports et les lettres politiques adressés à la direction comme à des membres individuels doivent être portés à la connaissance de *tous*. Sans cela, il n'y a ni contrôle, ni information suffisante. Et, sans l'un et l'autre, il n'y a ni vision d'ensemble, ni éducation politique, ni développement organisationnel (8). On ne doit jamais l'oublier : toute éducation repose

(8) Il vaut la peine de relever ici que Trotsky juge l'information si importante pour la formation des militants qu'il la préconise la plus large possible, y compris dans les rigoureuses conditions de clandestinité imposées à ses camarades.

sur la réciprocité et le contrôle. Quiconque n'est pas capable d'apprendre quelque chose de l'esprit le plus borné et le plus niais, ne tirera que des phrases creuses de l'esprit le plus intelligent. Je pourrais vous en donner des exemples prodigieux. En toutes circonstances, on doit donc communiquer aux groupes tout rapport, toute ligne qui n'a pas un caractère secret, afin que les camarades a) aient un exemple de la manière dont on rédige généralement des rapports (de nombreux camarades redoutent d'écrire un rapport ou une lettre, parce qu'ils croient toujours que cela doit être quelque chose de « supérieur », mais la lecture d'un document quelconque les convaincra que ce n'est pas une prouesse d'acrobate), b) puissent ajouter des compléments et apporter des faits nouveaux, c) aient une vue d'ensemble de ce qui s'est passé déjà ou de ce qui ne s'est pas passé.

K. Le cercle interne se charge aussi de contrôler le travail des camarades et de le critiquer.

Trotsky : Comment travaillent les camarades ? Travaillent-ils dans les groupes ou comme isolés ?

K. : *L. est par exemple spécialiste d'économie. Nous examinons ce que chaque camarade est capable de faire, et nous lui confions ensuite des tâches particulières. Nous nous demandons : « Les camarades sont-ils en mesure de faire un travail et le font-ils seulement ? » Nous avons maintenant établi de nouveau un projet concret pour le travail du groupe qui comprend pour l'essentiel les points suivants : 1) contrôle des rues, 2) contrôle des entreprises, 3) critique de tous les journaux et documents légaux et illégaux, 4) rapports politiques et rapports sur le journal, 5) lecture d'un quotidien, rapport et prise de position sur les questions du jour, 6) étude de notre littérature marxiste, 7) participation à une organisation légale (syndicat, front du travail, défense passive, organisation religieuse, etc.), 8) travail d'instruction dans les groupes, 9) liaison avec d'autres personnes, rapports de ces dernières, contacts avec de nouvelles personnes.*

Trotsky : Pour commencer par les liaisons : jusqu'où peut donc aller une nouvelle liaison ? J'observe les choses depuis longtemps, et je trouve qu'on est bien rigide. Il faut examiner la question des sympathisants. On peut chercher 1) à obtenir du sympathisant un soutien matériel, 2) à en faire un lecteur du journal, 3) à l'utiliser comme couverture dans un but quelconque.

Dans le premier cas, on n'obtiendra naturellement pas grand-chose, mais, dans les autres, tout peut être atteint. Il me semble

qu'on ne cherche plus à faire des sympathisants des membres de l'organisation, mais qu'on leur demande des garanties absolues qui ne peuvent exister. Bien des choses dépendent de la perspective choisie : les éduquer pour en faire des sympathisants durables ou des révolutionnaires. Dans bien des cas, un sympathisant éprouvé peut aussi devenir un membre efficace de l'organisation.

Et puis, que veut dire chez vous un « sympathisant » ? La « sympathie » se rapporte-t-elle à une personne ou à la cause ? L'une comme l'autre doit être utilisée pour aplanir certaines difficultés techniques. Un ami assez isolé du mouvement, mais dévoué de sa personne, pourrait par exemple abriter les archives. Vous avez des amis de ce genre — pour les adresses aussi — et vous devriez vous efforcer de décentraliser les archives selon leurs diverses rubriques.

Sur le contrôle des rues et des entreprises et sur la critique du journal

Dans l'exécution de ces tâches, la direction et le cercle interne ont priorité. Il faut contrôler soi-même le cercle interne ; la direction et le cercle interne doivent d'abord se prononcer eux-mêmes sur *Unser Wort* et le reste du matériel. De nombreux documents et numéros d'*Unser Wort* ont déjà été soumis à critique à X., mais je n'ai pas connaissance d'une critique de fond émanant de la direction, jusqu'à présent. Et cela jette une lumière caractéristique sur l'absurdité de la plainte d'O. selon laquelle il y aurait à X., trop de matériel « non traité ». Peut-être n'y a-t-il même pas tellement matière à critiquer ; en général, on est satisfait, on regrette tel ou tel défaut, on souhaiterait seulement en avoir davantage, et, pour le reste, on est d'accord. Je ne suis pas moi-même de cet avis, je pense même qu'il y a beaucoup de critiques à faire. Mais la « critique » qui a été faite jusqu'à présent suit absolument cette ligne. Nous avons des camarades qui ont de hautes fonctions, mais qui confondent critique et chicane, qui laissent passer des absurdités et des contradictions manifestes et qui chantent au contraire les louanges de travaux de mauvaise qualité. Il existe aussi de tels camarades à X. Nous ne sommes naturellement pas « fâchés » contre ces camarades, mais aussi longtemps qu'ils ne découvriront pas eux-mêmes où sont les véritables défauts, ils ne devront certainement pas se sentir supérieurs aux autres, ni rien exiger d'eux, dont ils ne sont pas eux-mêmes encore capables. Voilà qui rend sans doute l'« argument » de ce « matériel non traité » (par « d'autres » !) encore plus stupide.

Sur la question des rapports

Des rapports, nous en avons eu qui venaient de X. X. a été pendant un temps en tête sur ce chapitre ; plus de la moitié de tous les rapports provenaient de cette circonscription. Malheureusement, on n'a pas tellement progressé par la suite dans ce domaine, il y a même eu un net relâchement. Il faut espérer qu'en liaison avec les tâches nouvelles il y aura ici aussi un renouveau. Et naturellement, il faut que la direction donne à nouveau l'exemple, qu'elle prenne l'initiative et qu'elle ne s'en tire pas en parlant de ce que d'autres « n'ont pas fait ».

Sur le travail d'instruction

Si possible, on doit organiser des cours et des groupes d'études. On doit même s'y exercer tout spécialement et accumuler une grande expérience : les cercles sont aujourd'hui encore l'une des principales formes d'activité et ils sont bien trop peu développés.

En ce qui concerne les cours donnés à X., on a commis de nombreuses fautes, et on s'est mis à dos les camarades. Il faut en toutes circonstances être loyal, ne pas faire d'un cours un mystère, ou l'affaire de quelques « élus », faire savoir par des gens de confiance quand un cours doit avoir lieu. C'était une erreur, la manière dont on a procédé chez vous et réparti les cours. On s'est assis, et on a dit *d'avance* : un tel et un tel ne valent rien pour ce cours. C'est au contraire un esprit ouvert qu'il faut avoir devant les camarades. Si on fait un cours, on doit le dire à tout le monde. Le nombre de participants doit être libre, le cours doit souvent être aménagé en conséquence. Puis on parle de la répartition et on dit : « Entendez-vous librement pour savoir qui participera d'abord. » On doit aussi se renseigner, rechercher dans les groupes les sujets convenables ; on doit demander aux camarades ce qui les intéresse, et peut-être les laisser eux-mêmes choisir les sujets.

L'étude de la littérature marxiste

Il règne une tendance à juger les camarades à l'étalon de ce qu'ils ont lu ou pas lu. Cela ressortait très clairement du plan d'organisation établi par O. l'année dernière. Il y était carrément dit en substance que seul pouvait « compter » pleinement celui qui avait lu un nombre déterminé d'ouvrages marxistes. Le cas échéant, il faudra vous résigner à l'existence de camarades qui

n'auraient pas lu l'*Anti-Dühring* (9), et qui ne participeront pas non plus au cours. Dans ce domaine comme dans les autres, il s'agit de faire preuve de souplesse ! Chacun veut être pris pour ce qu'il est — un « programme » strict, que tous devraient suivre, ne vaut rien en la matière. Comme individus, tous les camarades ont un comportement différent, mais il y a un minimum commun : 1) être abonné au journal de manière certaine, 2) payer sa cotisation, 3) accomplir un travail déterminé, approprié, de caractère technique ou autre.

Mais il me faut le redire : on doit toujours donner l'exemple aux camarades, ne pas les mépriser parce qu'ils n'ont pas lu l'*Anti-Dühring*. Pour juger les camarades, il faut se placer du point de vue essentiel : le *mouvement*. Cela signifie que, si un mouvement politique fait des progrès dans le pays, il y aura tout d'un coup des camarades, dont on considérerait jusque-là qu'ils ne valaient pas grand-chose, qui apparaîtront comme tout à fait nécessaires, parce qu'alors se sera subitement ouvert à eux un domaine d'activité dans lequel ils pourront se mouvoir. Il faut savoir attendre ce moment et considérer les camarades selon leurs *aptitudes*. Surtout, avant d'en arriver au point où tous donneront le maximum d'eux-mêmes, il faudra attendre longtemps. Dans l'avenir, on aura besoin, pour chaque poste, de gens dévoués et parfaitement formés. Une véritable relation de confiance sur la base d'un travail solide, une véritable confiance dans la direction, chacune est impensable sans l'autre.

Ainsi, pas de rigidité dans les questions de travail. N'exiger d'abord des résultats en toutes circonstances que de la direction et du cercle interne, et donner ainsi aux camarades un exemple. Avant tout, *se débarrasser* dans sa propre conscience de tout sentiment de supériorité. Car des camarades, qui n'ont pas grande valeur aujourd'hui, peuvent demain accéder à une position importante, devenir par exemple des commandants de l'Armée rouge, ce qui est au moins aussi important que d'être, comme O., commissaire à l'instruction du peuple.

Pour quiconque veut devenir un homme dur, il est indispensable d'être souple. Sans quoi, on n'est que raide. En général, les intellectuels ont beaucoup plus de mal dans ce domaine que les ouvriers, parce qu'ils ont habituellement un savoir plus grand, une éducation formelle qui les rend présomptueux. Les intellectuels ont dans la tête de grands projets, ils comprennent parfaite-

(9) Il s'agit de l'ouvrage de Friedrich Engels, *M. Dühring bouleverse la Science* (1878).

ment tout ce qui se passe dans la sphère bourgeoise, mais il n'en va pas de même avec le marxisme. Ils ne comprennent pas, par exemple, comment les masses se mettent en mouvement. Avant eux, il y a toujours un magister qui a tout pensé pour eux.

Il faut que les intellectuels s'appliquent bien davantage à se discipliner eux-mêmes. Ils n'apprennent la plupart du temps l'ordre et la rigueur que lentement et à travers de graves crises. A un certain stade, même la meilleure volonté ne suffit plus. On doit pouvoir renoncer à soi en tant que personne : on devient alors plus tolérant à l'égard d'autrui. L'intolérance est toujours la preuve d'un déséquilibre intérieur. A X., presque tout le groupe souffre de ce défaut. Mais le marxisme produit un sentiment déterminé de l'existence, parce qu'on peut observer son exactitude dans la rue, dans la vie de tous les jours. Il doit être pour nous une forme d'existence, et ne peut être traité comme une question académique. Voici donc ce qu'il faut apprendre : faire en sorte que la vie quotidienne déteigne sur la position intellectuelle (ou théorique) du marxiste. Ce n'est pas une question de manières, et de bonne ou mauvaise apparence — peut-être vous souvenez-vous de quelle façon impitoyable je me suis moqué de Bauer et d'autres qui avaient confondu l'essence du bolchevisme avec l'esprit philistin, provincial et insipide qui était le leur.

On fait d'ailleurs la révolution avec relativement peu de marxistes, même à l'intérieur du parti. Dans ce cas, c'est le collectif qui supplée à ce que l'individuel ne peut atteindre. Déjà un domaine partiel constitue une chose qu'un individu peut à peine maîtriser : il faut des spécialistes, qui se complètent mutuellement. De tels spécialistes sont souvent des « marxistes » tout à fait passables, sans être vraiment des marxistes, parce qu'ils travaillent sous le contrôle de véritables marxistes. Le parti bolchevique dans son ensemble en constitue un exemple éclatant. Sous le contrôle de Lénine et de Trotsky, Boukharine, Molotov, Tomsy (10) et des centaines d'autres ont été de bons marxistes, capables de grandes réalisations. Mais dès que ce contrôle a disparu, ils ont honteusement décliné. Cela ne provient pas de ce que le marxisme est une science secrète : il est simplement difficile d'échapper à la pression colossale de l'entourage bourgeois et de toutes ses influences.

(10) Sur TOMSKY, cf. n. 23, p. 82. NIKOLAS I. BOUKHARINE (1888-1938), bolchevik en 1906, avait été considéré comme l'un des meilleurs théoriciens marxistes du temps de Lénine avant de devenir l'allié de Staline et le chef de file de la droite. Quant à VIATCHESLAV M. SKRIABINE dit MOLOTOV (né en 1890), bolchevik en 1906, il avait maintenu en 1917 contre Kamenev et Staline une ligne ferme d'opposition au

Le groupe de X. comme totalité

Il me semble que le groupe n'est nullement dans une situation désespérée : il y a même des preuves *politiques*. Je n'ai pas pu contrôler avec plus de précision la façon dont s'est déroulée la discussion sur le tournant dans la Ligue française (11), mais il est certain que c'est justement au moment de ce tournant que le groupe a connu la vie politique la plus intense. Ce n'est certainement pas l'effet du hasard. En m'appuyant plutôt sur les lettres que j'ai reçues (que je lis toujours avec beaucoup de soin, en les comparant entre elles), je pense que cette discussion, qui a entraîné une crise dans tous les autres groupes, prouve que votre groupe est suffisamment développé *du point de vue politique*, et que tous les faits concomittants permettent de penser que, sur la base des questions politiques, il peut redevenir un groupe normal. Il n'y avait à l'époque pas moins de matière qu'aujourd'hui à des conflits et frictions personnels. Comme il est « normal », ces conflits sont apparus immédiatement à l'occasion du tournant dans les autres groupes. Chez vous, ils sont passés à l'arrière-plan, et le danger politique vous a fait serrer les rangs : il n'y a pas eu de crise, et la vie politique et organisationnelle est restée intacte. C'est sur cela qu'il faut s'appuyer, en le considérant comme une preuve de maturité politique. Pour le groupe de X., ce fut même une occasion excellente de vérifier dans la pratique et d'appliquer certaines idées politiques et organisationnelles dont il s'était occupé bien plus tôt et bien plus à fond que d'autres. On peut dire sans détour que, consciemment ou non, tout le groupe a fait alors la preuve de son savoir théorique. L'expérience a pleinement réussi : je n'ai pas hésité un instant à vous donner en modèle (12). N'allez pas croire en effet que votre comportement ait été insignifiant. Il nous a facilité la victoire à l'échelle nationale comme à

gouvernement provisoire, avant de devenir des années plus tard un des hommes à tout faire de Staline.

(11) La section allemande avait été plus que toute autre secouée par la crise ouverte au sein de la L.C.I. par le « tournant français » et le débat sur l'« entrisme ». La majorité de sa direction à l'étranger, conduite par Bauer (cf. n. p.) avait condamné l'entrisme dans son principe même, et dénoncé dans le tournant une entreprise de « liquidation ». Berlin avait envoyé à la conférence de Dietikon, à Noël 1934, deux délégués, Walter NETTELBECK, dit Jan BUR (1901-1976), partisan du « tournant français » et Walter HERZ (né en 1915), qui le critiquait.

(12) Il n'y avait pas eu de scission formelle avant la conférence de Dietikon (cf. n. 11). Il semble cependant que l'unité de l'I.K.D. à Berlin avait été sérieusement menacée au cours des mois suivants, car les anciens adversaires de l'entrisme dans la social-démocratie avaient tenté une opération (quelque peu « entriste » !) de conquête du S.A.P. dans la capitale. Mais ils avaient été « découverts » par les dirigeants du S.A.P. et l'unité de l'I.K.D. avait été ainsi maintenue ou rétablie.

l'échelle internationale, en renforçant d'emblée notre position. Ce n'est pas peu, c'est même tout. A présent, il faudrait se mettre à travailler systématiquement les questions qui se posent, afin d'utiliser l'expérience de ces deux années pour pouvoir reprendre le travail politique. Je prétends même que c'est dans les moments où l'on est contraint de se soucier des problèmes politiques, où arrivent les nouvelles politiques, que se manifeste le véritable caractère d'un groupe. Et de ce point de vue, je suis optimiste à votre sujet : 90 % de vos difficultés résultent de défauts techniques. On pourrait même dire que ce sont justement vos acquis politiques et théoriques qui ont produit une certaine gêne et une certaine absence de frictions politiques. A l'inverse de tous les autres, vous avez si bien compris le tournant français que vous avez cessé de l'appliquer, ou que vous l'avez appliqué de façon moins mécanique au S.A.P. Et dans la question du conflit avec l'Eglise, par exemple, nos camarades sont des pionniers. C'est-à-dire qu'on trouve une tradition homogène : de ce que nous avons appris en quelques années de travail commun jusqu'au tournant français, il y a une ligne droite. La difficulté, maintenant, après toutes ces erreurs d'organisation et de méthode, c'est de trouver la voie qui conduise à un travail pratique ordonné et régulier, chose qui est d'autant plus nécessaire que s'annoncent de nouvelles tâches politiques. J'en suis certain : avec quelque chose comme une « amnistie » générale et de la générosité, nous allons bientôt reprendre notre marche en avant. Et dans quelque temps, on ne fera que rire avec indulgence de la « tragédie » actuelle — sans toutefois en oublier les enseignements. Comme je l'ai dit, j'en doute d'autant moins qu'il va bientôt y avoir du travail politique. Premier principe : la direction ne doit pas se soucier des ragots, et tous les bons camarades doivent en faire autant.

Sur l'opinion qui s'exprime parfois et selon laquelle on piétinerait et on aurait perdu pour rien deux ans

En réalité, aucun travail vraiment effectué n'est vain, aussi négatif qu'il puisse apparaître. Concrètement, les choses sont ainsi faites qu'on s'éduque et qu'on se développe soi-même dans son travail. Et même si, après deux années, il n'y avait pour tout résultat que de devoir faire un bilan de cette tranche de sa vie et de reconnaître telle ou telle erreur, c'est déjà un résultat dont on ne saura jamais assez apprécier la valeur pour le développement individuel et collectif. Nous cherchons toujours des exemples de dialectique. Eh bien, en voici un. Un tailleur serait-il devenu un bon tailleur si, du temps qu'il était apprenti, il n'avait tout à fait mas-

sacré une douzaine de costumes ? On doit, de toute son énergie — pour autant qu'il soit vrai que ces deux années aient été inutiles — aller rechercher ce qui était positif dans les choses négatives et s'efforcer d'éliminer définitivement, sur la base de l'expérience, les défauts et les faiblesses qui sont apparus au cours de ces deux années. En général, l'homme n'apprend que de ses erreurs — surtout dans le mouvement prolétarien. Tous les camarades qui sont passés par l'ancien mouvement pourraient, d'un certain point de vue, considérer aussi cette époque comme du « temps perdu ». En réalité, c'est précisément cette activité, aussi vaine qu'elle semble avoir été, qui a fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui : malgré tout, au moins des marxistes.

On aura toujours l'impression de marquer le pas tant que, sur la base des expériences faites, on ne franchira pas le seuil qui sépare de la réalisation concrète du travail effectivement nécessaire. Quiconque fait aujourd'hui un bilan doit se dire : si le travail proposé ici avait été accompli par la direction et dans la direction, on serait déjà bien plus avancé et on pourrait consigner des progrès dans le domaine organisationnel.

En outre — ce qui est le plus important — un certain piétinement sur place, au sens politique, est inévitable aussi longtemps que la vie politique elle-même est à ce point restreinte et étouffée que seuls peuvent exister des cercles, de petits groupes et d'autres choses semblables. Le fait que le fascisme laisse peu de place à la vie politique — nous n'avons pas pour le moment de mouvement ouvrier, mais seulement une vie de cercle — va fatiguer les camarades qui sont dans l'illégalité, leur fera apparaître la situation comme sans issue, et accroîtra leur insatisfaction à l'égard de l'organisation. Mais par ailleurs ce processus a aussi son bon côté : en aucune circonstance on ne peut former, si on travaille opiniâtrement, de cadres plus stables, plus éduqués et plus disciplinés que précisément dans l'illégalité (13).

(13) Le cercle de la Gestapo était en train en réalité de se refermer sur les clandestins allemands. A l'automne, Jan Bur (cf. n. 11), traqué, recevait du S.I., l'ordre de quitter l'Allemagne et de rejoindre la direction à l'étranger. Quelques semaines plus tard, l'organisation berlinoise était décapitée par l'arrestation de ses principaux dirigeants, dont Hans BERGER, dit FREDDY (né en 1916). Des procès et condamnations de trotskystes en Allemagne allaient pourtant être connus à l'étranger jusqu'en 1939.

[RÉTABLIR LA DISCIPLINE] (1)

(13 juin 1935)

Chers Camarades,

La question des rapports entre notre section française et le groupe du camarade Naville (2) est devenue extrêmement aiguë. Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur le passé, mais sur ce qui est le plus récent. Je mentionne seulement ce fait absolument anormal et intolérable : le document « indépendant », avec les signatures de Naville et de trois camarades de notre section, qui a été mis en circulation à l'époque du congrès de Mulhouse (3). Ce seul fait démontre que nous ne pouvons plus continuer dans cette équivoque.

Sur le plan des principes politiques, il n'y a pas de divergences. Protester contre le « mauvais régime », et s'en servir comme argument pour perpétuer un régime dix fois pire est absurde. En tout cas, en tant qu'organisation internationale, nous ne pouvons

(1) T 3675. *International Information Bulletin*, W.P.U.S., n° 2, 7 septembre 1935. Retraduit ici de l'anglais. Lettre au S.I., signée Crux. Trotsky, au cours de son séjour forcé à Paris chez le Dr Rosenthal, père de son avocat et camarade Gérard Rosenthal, avait eu plusieurs entretiens avec des camarades parisiens, et cette lettre était l'un de leurs résultats.

(2) Pierre NAVILLE (né en 1904), ancien dirigeant des étudiants communistes, avait rejoint le P.C. en 1926 en tant que partisan de l'Opposition de gauche, et avait fait de la revue *Clarté*, devenue *La Lutte de Classes*, la revue théorique de cette dernière. Il avait été en conflit avec Molinier dès le début des années trente. En 1934, avec l'italien Blasco, il avait protesté contre la façon dont l'« entrisme » dans la S.F.I.O. avait été imposé à la section française par Raymond Molinier dont il était toujours l'adversaire. Son groupe était entré cependant à la S.F.I.O. peu après le G.B.L. Partisan de l'unification, Naville exigeait cependant, avant de la consommer, une sérieuse amélioration du « régime interne ». Il avait rendu visite à Trotsky à Domène.

(3) Il s'agit d'une contribution en vue de la préparation du congrès de Mulhouse, datée du 7 juin 1935 et intitulée « Pour un gouvernement ouvrier et paysan », signée de « La rédaction de *Lutte de Classes* et bolcheviks-léninistes de la S.F.I.O. ». Ce texte était suivi de onze signatures, dont celles de Pierre Naville, Julien (Blasco) et ses proches camarades, mais aussi de Gérard (Gérard Rosenthal), et Rigal (Louis Rigaudias) qui étaient membres du C.C. du G.B.L.

du tout tolérer qu'un groupe qui se déclare lui-même d'accord sur les principes exige de nous, de façon ultimative, que nous « améliorions » le régime de notre section pour qu'il puisse nous rejoindre. Le régime doit être amélioré par une collaboration commune. Nous estimons énormément les qualités de quelques-uns des camarades qui composent le groupe du camarade Naville, mais nous ne pouvons tolérer que se prolonge cette situation équivoque.

Que faire ? A mon avis, la réponse est donnée par la situation générale. Le secrétariat international pourrait peut-être réunir ensemble les représentants de notre section et du groupe de Naville, et arriver avec eux à un accord sur la manière et la période appropriées pour la fusion. Il serait dangereux de fixer un intervalle trop long, par exemple de plus de trois ou quatre semaines. La décision doit être catégorique et obligatoire. Le secrétariat international doit en contrôler lui-même l'exécution. Il faut espérer que les responsabilités exceptionnelles qui pèsent sur nous et les énormes possibilités qui s'ouvrent devant nous imposeront à tous les bolcheviks-léninistes la nécessaire discipline.

POUR LA IV^e INTERNATIONALE

LETTRE OUVERTE AUX ORGANISATIONS ET GROUPES REVOLUTIONNAIRES PROLÉTARIENS (1) (juin 1935)

L'arrivée au pouvoir de Hitler, sans la moindre résistance de la part des deux « puissants » partis ouvriers, dont l'un s'appuyait en outre sur l'U.R.S.S., a définitivement révélé au grand jour la pourriture interne de la II^e et de la III^e Internationales. En août 1933, quatre organisations (la Ligue internationale des communistes internationalistes (bolcheviks-léninistes), le parti socialiste révolutionnaire de Hollande, R.S.P., le parti socialiste indépendant de Hollande, O.S.P., et le parti socialiste ouvrier d'Allemagne, S.A.P.) ont, pour la première fois, formulé dans un document programmatique la nouvelle tâche historique : *créer la IV^e Internationale* (2). Les événements qui se sont produits depuis ont confirmé de manière irréfutable qu'il n'existe pas d'autre voie.

[La II^e Internationale a conduit le prolétariat de catastrophe en catastrophe]

L'écrasement du prolétariat *autrichien* a montré qu'il ne suffit pas, pour vaincre, d'appeler au dernier moment à l'insurrection (3), lorsque le parti est acculé à une impasse, les masses désor-

(1) T 3673. *Bulleten Oppositsii*, n° 44, juillet 1935. Traduit du russe. Cette « Lettre ouverte » — parfois appelée « Lettre des cinq », et à laquelle Trotsky fait référence en l'appelant le « manifeste pour la IV^e Internationale » — fut rédigée par Trotsky et publiée pour la première fois dans *Unser Wort* n° 8 en juillet 1935. Elle ne fut publiée qu'un peu plus tard dans le reste de la presse trotskyste mondiale, après avoir été augmentée notamment par les Américains. Dans la présentation qu'il en fait dans le *New Militant* du 3 août 1935, A.J. Muste, président du W.P.U.S., explique que le plénum de juin de son parti avait décidé de la signer, à la condition que soit accordé au S.A.P. un délai d'un mois pour ajouter sa propre signature, pendant lequel elle ne devrait pas être rendue publique. Les passages et sous-titres ne figurant pas dans le texte russe sont entre crochets [...].

(2) Allusion à la « déclaration des quatre » pour la IV^e Internationale, cf. *Œuvres* 2, juillet-octobre 1933, pp. 130-135.

(3) C'était à la suite d'une série de mesures antidémocratiques accompagnées de provocations directes que les milices ouvrières du Schutzbund avaient finale-

rientées et accablées par l'opportunisme. Il faut préparer systématiquement la victoire par une politique révolutionnaire dans tous les domaines du mouvement ouvrier.

C'est la même leçon qui découle indiscutablement de l'écrasement du prolétariat *espagnol*. Il est impossible, dans quelques conditions que ce soit, et à plus forte raison dans le cours d'une révolution, de tourner le dos aux travailleurs pour former un bloc avec la bourgeoisie. Il est impossible d'attendre et d'exiger des masses trompées et déçues qu'elles prennent les armes à l'appel tardif d'un parti en qui elles ont perdu confiance (4). La révolution prolétarienne ne peut pas s'improviser sur l'ordre d'une direction qui a fait faillite. Il faut préparer la révolution par une lutte de classe incessante et implacable, qui conquiert pour la direction la confiance indéfectible du parti, qui soude l'avant-garde à l'ensemble de la classe, qui place le prolétariat à la tête de l'ensemble des exploités de la ville et de la campagne. Après l'écroulement ignominieux de la principale section du réformisme — la social-démocratie allemande pourrie jusqu'à la moelle —, c'est l'aile « gauche » de la II^e Internationale qui s'est écroulée en Autriche et en Espagne. Pourtant ces terribles leçons passent sans laisser de traces : les cadres dirigeants du réformisme dans les partis et les syndicats ont dégénéré jusqu'à la moelle. Leurs intérêts matériels et leurs conceptions patriotiques les lient à la bourgeoisie, et ils sont absolument incapables de s'engager dans la voie de la lutte des classes.

[La social-démocratie enchaînée au char de la bourgeoisie]

Les partis de la II^e Internationale s'accommodent fort bien de ce que leur président *belge*, au premier signe du capital financier, se soit joint aux affairistes catholiques et libéraux (5) pour sauver

ment décidé de répondre les armes à la main aux entreprises du gouvernement du chancelier Dollfuss en février 1934.

(4) Le parti socialiste ouvrier espagnol avait, depuis plusieurs mois, annoncé son intention de résister les armes à la main au cas où les représentants de la droite, la C.E.D.A., entreraient dans le gouvernement espagnol. Il avait pris quelques mesures en ce sens, constitution de ses propres milices et stockage d'armes. Le 2 octobre 1934, sa direction, par l'intermédiaire de ses représentants à l'Alliance ouvrière de Madrid, avait fait connaître sa décision de passer à l'insurrection si la droite entraînait au gouvernement. Ce fut chose faite le 4 octobre, et le parti socialiste se contenta de lancer le mot d'ordre de grève générale, la répression étouffant dans l'œuf — sauf aux Asturies — toute velléité insurrectionnelle.

(5) Le dirigeant du P.O.B. et de son aile droite, président de l'Internationale ouvrière socialiste, Emile Vandervelde, était devenu ministre sans portefeuille dans

les banques sur le dos des masses laborieuses. Vandervelde a été immédiatement suivi par le prétentieux critique de Marx, l'inventeur d'un « plan », De Man (6), et le centriste « de gauche » Spaak n'a pas tardé à trahir l'opposition socialiste pour une livrée de ministre (7).

Malgré leçons et avertissements, le parti socialiste, en *France*, continue vainement de se cramponner aux basques de la bourgeoisie « républicaine » et place plus d'espoir en l'amitié des radicaux qu'en la force révolutionnaire du prolétariat. Dans tous les autres pays, dans toutes les parties du monde, en *Hollande*, en *Scandinavie*, en *Suisse*, la social-démocratie, en dépit de la putréfaction du capitalisme, continue à être l'agence de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière et révèle sa totale incapacité à mobiliser les masses pour sa propre défense contre le fascisme.

Si les succès électoraux du Labour Party le ramenaient au pouvoir (8), le résultat ne serait pas une transformation socialiste pacifique de la *Grande-Bretagne*, mais la consolidation de la réaction impérialiste, c'est-à-dire une époque de guerre civile, face à laquelle la direction du Labour Party ne manquerait pas de révéler sa complète carence. Les crétins parlementaires et trade-unionistes devront encore se convaincre que la menace fasciste n'est pas moins réelle en Angleterre que sur le continent.

Le développement impétueux de la crise aux *Etats-Unis*, l'enchaînement ininterrompu de grandes luttes grévistes, et l'organisation de la classe ouvrière à travers les possibilités ouvertes par la démagogie du « plan » de Roosevelt (9) rencontrent sur leur

le gouvernement d'« union nationale » que présidait le leader catholique Paul Van Zeeland.

(6) Le leader socialiste Hendrik De Man accepta d'entrer avec le portefeuille des travaux publics dans le gouvernement Van Zeeland qui avait pourtant expressément rejeté son « plan ».

(7) Ancien leader de l'opposition de gauche dans le P.O.B. et directeur de l'hebdomadaire *Action socialiste*, Paul-Henri Spaak, qui avait rencontré Trotsky et correspondu avec lui, avait également accepté la décision de son parti de se rallier à l'union nationale et en avait été récompensé par le poste de ministre du travail dans le gouvernement Van Zeeland.

(8) Les succès remportés par les candidats du Labour Party aux élections municipales en novembre de l'année précédente faisaient pronostiquer un succès aux élections législatives prévues pour novembre 1935 : le Labour Party y gagna en effet près de trois millions de voix, triplant le nombre de ses élus, mais ne remporta pas la majorité.

(9) Le mouvement de syndicalisation de masse qui caractérise l'histoire sociale des Etats-Unis dans cette période prit effectivement appui sur la section 7 a) du National Industrial Recovery Act, laquelle reconnaissait formellement aux ouvriers le droit de s'organiser, de négocier des contrats collectifs, de désigner

chemin, au sein du mouvement ouvrier, des forces profondément conservatrices et bourgeoises (10). Quant au parti stalinien, il est ligoté par les déclarations solennelles de Litvinov, lequel, en échange de la reconnaissance de l'U.R.S.S. par l'impérialisme yankee, a publiquement renié les communistes américains (11). Ce parti, corrompu par une décennie de politacalleries sans principes et d'expériences liquidatrices avec des partis (Farmer-Labor Party) qui n'ont rien de commun avec des partis prolétariens ni par leur composition, ni par leur programme (12) — ce parti stalinien, sur les ordres de Moscou, se borne au rôle de mouvement d'intellectuels de gauche agissant aux Etats-Unis en qualité de valet de la diplomatie stalinienne. Mais la profonde crise de l'impérialisme américain éveille de larges couches de travailleurs de ce pays de leur sommeil semi-provincial, chasse peu à peu leurs illusions bourgeoises et petites-bourgeoises, pousse le prolétariat vers des actions de classe de grande envergure (grèves à Toledo, Minneapolis, San Francisco) (13), et crée pour le parti marxiste

leurs propres représentants hors de toute ingérence ou pression patronale, sonnait ainsi le glas des « syndicats maison ».

(10) Le mouvement d'organisation syndicale des travailleurs américains se heurtait alors directement au sabotage de la bureaucratie syndicale de la centrale American Federation of Labor (A.F.L.) qui se cramponnait au principe du « syndicalisme de métier » réservant la syndicalisation aux seuls ouvriers qualifiés. C'est ainsi que William Green, président de l'A.F.L., avait fait tout son possible d'abord pour empêcher la constitution d'un syndicat des travailleurs de l'automobile, puis, quand il eût échoué, pour le maintenir sous le contrôle direct de l'exécutif de l'A.F.L. Au moment où était rédigée la « Lettre ouverte », le fait nouveau était qu'une fraction de la bureaucratie syndicale — groupée autour du dirigeant syndical des mineurs (U.M.W.), John L. Lewis —, comprenant qu'il fallait prendre la tête du mouvement de syndicalisation de masse sous peine d'être balayée, prenait les initiatives qui allaient aboutir à la fondation du C.I.O.

(11) Allusion à la déclaration de Litvinov, le 16 novembre 1933, connue sous le titre de « pledge on propaganda », dans laquelle le gouvernement soviétique s'engageait, non seulement à ne pas s'ingérer dans « les affaires intérieures des Etats-Unis », mais à ne pas tolérer sur son propre territoire l'activité d'organisations ou groupes ayant pour objectif « un changement de l'ordre social ou politique aux Etats-Unis » (*New York Times*, 18 novembre 1933).

(12) En 1924, le Workers Party des Etats-Unis (nom légal du P.C.) avait fondé un « parti ouvrier et paysan », Farmer-Labor Party, qui avait un programme populiste, avec quelques personnalités qui souhaitaient l'engager dans la campagne présidentielle du sénateur La Follette.

(13) La grève de Toledo, à l'usine Auto-Lite, avait été lancée le 13 avril 1934 par un local A.F.L. récemment fondé ; les grévistes firent appel au soutien de la Ligue des chômeurs animée par les militants locaux de l'A. W. P. de Muste. Le conflit, marqué par l'organisation de piquets de grève massifs et des manifestations monstres, s'acheva le 4 juin par une capitulation de la compagnie. A Minneapolis, trois grèves successives, magnifiquement organisées par le Local 574 de l'A.F.L. et surtout le noyau de militants de la C.L.A. qui y détenaient des responsabilités, les frères DUNNE, Vincent R. (1899-1970), Miles (1896-1958), Grant (1894-1941), Carl SKOGLUND (1884-1961) et Farrell DOBBS (né en 1907), aboutirent également à une

les banques sur le dos des masses laborieuses. Vandervelde a été immédiatement suivi par le prétentieux critique de Marx, l'inventeur d'un « plan », De Man (6), et le centriste « de gauche » Spaak n'a pas tardé à trahir l'opposition socialiste pour une livrée de ministre (7).

Malgré leçons et avertissements, le parti socialiste, en *France*, continue vainement de se cramponner aux basques de la bourgeoisie « républicaine » et place plus d'espoir en l'amitié des radicaux qu'en la force révolutionnaire du prolétariat. Dans tous les autres pays, dans toutes les parties du monde, en *Hollande*, en *Scandinavie*, en *Suisse*, la social-démocratie, en dépit de la putréfaction du capitalisme, continue à être l'agence de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière et révèle sa totale incapacité à mobiliser les masses pour sa propre défense contre le fascisme.

Si les succès électoraux du Labour Party le ramenaient au pouvoir (8), le résultat ne serait pas une transformation socialiste pacifique de la *Grande-Bretagne*, mais la consolidation de la réaction impérialiste, c'est-à-dire une époque de guerre civile, face à laquelle la direction du Labour Party ne manquerait pas de révéler sa complète carence. Les crétins parlementaires et trade-unionistes devront encore se convaincre que la menace fasciste n'est pas moins réelle en Angleterre que sur le continent.

Le développement impétueux de la crise aux *Etats-Unis*, l'enchaînement ininterrompu de grandes luttes grévistes, et l'organisation de la classe ouvrière à travers les possibilités ouvertes par la démagogie du « plan » de Roosevelt (9) rencontrent sur leur

le gouvernement d'« union nationale » que présidait le leader catholique Paul Van Zeeland.

(6) Le leader socialiste Hendrik De Man accepta d'entrer avec le portefeuille des travaux publics dans le gouvernement Van Zeeland qui avait pourtant expressément rejeté son « plan ».

(7) Ancien leader de l'opposition de gauche dans le P.O.B. et directeur de l'hebdomadaire *Action socialiste*, Paul-Henri Spaak, qui avait rencontré Trotsky et correspondu avec lui, avait également accepté la décision de son parti de se rallier à l'union nationale et en avait été récompensé par le poste de ministre du travail dans le gouvernement Van Zeeland.

(8) Les succès remportés par les candidats du Labour Party aux élections municipales en novembre de l'année précédente faisaient pronostiquer un succès aux élections législatives prévues pour novembre 1935 : le Labour Party y gagna en effet près de trois millions de voix, triplant le nombre de ses élus, mais ne remporta pas la majorité.

(9) Le mouvement de syndicalisation de masse qui caractérise l'histoire sociale des Etats-Unis dans cette période prit effectivement appui sur la section 7 a) du National Industrial Recovery Act, laquelle reconnaissait formellement aux ouvriers le droit de s'organiser, de négocier des contrats collectifs, de désigner

chemin, au sein du mouvement ouvrier, des forces profondément conservatrices et bourgeoises (10). Quant au parti stalinien, il est ligoté par les déclarations solennelles de Litvinov, lequel, en échange de la reconnaissance de l'U.R.S.S. par l'impérialisme yankee, a publiquement renié les communistes américains (11). Ce parti, corrompu par une décennie de politicaileries sans principes et d'expériences liquidatrices avec des partis (Farmer-Labor Party) qui n'ont rien de commun avec des partis prolétariens ni par leur composition, ni par leur programme (12) — ce parti stalinien, sur les ordres de Moscou, se borne au rôle de mouvement d'intellectuels de gauche agissant aux Etats-Unis en qualité de valet de la diplomatie stalinienne. Mais la profonde crise de l'impérialisme américain éveille de larges couches de travailleurs de ce pays de leur sommeil semi-provincial, chasse peu à peu leurs illusions bourgeoises et petites-bourgeoises, pousse le prolétariat vers des actions de classe de grande envergure (grèves à Toledo, Minneapolis, San Francisco) (13), et crée pour le parti marxiste

leurs propres représentants hors de toute ingérence ou pression patronale, sonnait ainsi le glas des « syndicats maison ».

(10) Le mouvement d'organisation syndicale des travailleurs américains se heurtait alors directement au sabotage de la bureaucratie syndicale de la centrale American Federation of Labor (A.F.L.) qui se cramponnait au principe du « syndicalisme de métier » réservant la syndicalisation aux seuls ouvriers qualifiés. C'est ainsi que William Green, président de l'A.F.L., avait fait tout son possible d'abord pour empêcher la constitution d'un syndicat des travailleurs de l'automobile, puis, quand il eût échoué, pour le maintenir sous le contrôle direct de l'exécutif de l'A.F.L. Au moment où était rédigée la « Lettre ouverte », le fait nouveau était qu'une fraction de la bureaucratie syndicale — groupée autour du dirigeant syndical des mineurs (U.M.W.), John L. Lewis —, comprenant qu'il fallait prendre la tête du mouvement de syndicalisation de masse sous peine d'être balayée, prenait les initiatives qui allaient aboutir à la fondation du C.I.O.

(11) Allusion à la déclaration de Litvinov, le 16 novembre 1933, connue sous le titre de « pledge on propaganda », dans laquelle le gouvernement soviétique s'engageait, non seulement à ne pas s'ingérer dans « les affaires intérieures des Etats-Unis », mais à ne pas tolérer sur son propre territoire l'activité d'organisations ou groupes ayant pour objectif « un changement de l'ordre social ou politique aux Etats-Unis » (*New York Times*, 18 novembre 1933).

(12) En 1924, le Workers Party des Etats-Unis (nom légal du P.C.) avait fondé un « parti ouvrier et paysan », Farmer-Labor Party, qui avait un programme populiste, avec quelques personnalités qui souhaitaient l'engager dans la campagne présidentielle du sénateur La Follette.

(13) La grève de Toledo, à l'usine Auto-Lite, avait été lancée le 13 avril 1934 par un local A.F.L. récemment fondé ; les grévistes firent appel au soutien de la Ligue des chômeurs animée par les militants locaux de l'A. W. P. de Muste. Le conflit, marqué par l'organisation de piquets de grève massifs et des manifestations monstres, s'acheva le 4 juin par une capitulation de la compagnie. A Minneapolis, trois grèves successives, magnifiquement organisées par le Local 574 de l'A.F.L. et surtout le noyau de militants de la C.L.A. qui y détenaient des responsabilités, les frères DUNNE, Vincent R. (1899-1970), Miles (1896-1958), Grant (1894-1941), Carl SKOGLUND (1884-1961) et Farrell DOBBS (né en 1907), aboutirent également à une

révolutionnaire la possibilité de conquérir une large et profonde influence sur le développement et l'organisation de la classe ouvrière américaine. Le rôle historique qui incombe à la IV^e Internationale et à sa section américaine, non seulement dans les deux Amériques, mais sur l'arène mondiale, est d'une particulière importance, [de même que l'écrasement de l'impérialisme américain sera d'une énorme signification pour le prolétariat mondial].

[L'effroyable naufrage de l'I.C. dans le monde]

Pendant ce temps, la III^e Internationale ne fait que gaspiller les derniers restes de l'influence et de l'autorité qu'elle avait acquises au cours des cinq premières années de son existence. En Autriche et en Espagne, l'Internationale communiste, malgré des circonstances extrêmement favorables, n'a pas réussi à créer une organisation tant soit peu influente, mais encore a systématiquement discrédité aux yeux des travailleurs l'idée même du parti révolutionnaire. Le plébiscite sarrois constitue une preuve que le prolétariat allemand a perdu tout reste de confiance, non seulement dans la social-démocratie, mais aussi dans le parti communiste — ce parti qui a capitulé de façon aussi honteuse devant Hitler (14). En Grande-Bretagne, en Belgique, en Hollande, en Scandinavie, dans les deux Amériques et en Orient, les sections de l'Internationale communiste, accablées par le poids de douze années d'une politique fatale, sont incapables de sortir de leur insignifiance.

Après la catastrophe allemande, l'Internationale communiste a certes substitué la politique capitularde du front unique à tout prix à la politique aventuriste de la « troisième période ». Néanmoins, l'expérience de la France, où ce dernier tournant a revêtu sa plus grande ampleur, démontre que l'Internationale communiste, à travers toutes ses contradictions et ses zigzags, parvient à conserver son rôle de frein de la révolution prolétarienne. En refu-

éclatante victoire sur le patronat local et les autorités qui le soutenaient, concrétisée par l'accord signé le 22 août. Enfin, à San Francisco, la grève des 25 000 dockers qu'animait Harry Bridges, lié au parti communiste, l'avait emporté au bout de onze semaines, moins par ses résultats immédiats que par la puissance du mouvement d'organisation qu'elle avait suscité. Dans son ouvrage sur l'histoire du C.I.O., *Labor Giant Step*, Art PREIS (1911-1964), l'un des organisateurs de Toledo, a consacré un chapitre à ces « trois grèves qui pavaient la voie ». Farrell Dobbs a consacré à la grève de Minneapolis le premier de ses ouvrages de souvenirs, *Teamster Rebellion*.

(14) Rappelons qu'en janvier 1935 472 000 Sarrois avaient voté pour le rattachement au Reich, auquel 48 000 seulement s'étaient opposés.

sant la création d'une milice ouvrière contre le danger fasciste immédiat, en remplaçant la lutte pour le pouvoir par un programme de revendications partielles, l'Internationale communiste sème les pires illusions du réformisme et du pacifisme, et soutient en réalité la droite des partis socialistes contre leur gauche, démoralise l'avant-garde prolétarienne et fraie la voie au coup d'Etat fasciste.

Enfin, le parti qui a fondé l'Internationale communiste, le parti communiste de l'U.R.S.S., a été complètement réduit en miettes au cours des dernières années par la bureaucratie incontrôlée qui a transformé la dictature du prolétariat en l'absolutisme conservateur de Staline. Par les persécutions, les falsifications, les amalgames et une sanglante répression, la clique dirigeante s'efforce d'étouffer dans l'œuf toute manifestation de pensée marxiste. Nulle part au monde le léninisme véritable n'est persécuté aussi bestialement qu'en U.R.S.S.

[Staline a signé le certificat de décès de l'I.C.]

Le tout dernier soubresaut opportuniste de l'Internationale communiste est étroitement lié au tournant soviétique en politique étrangère vers la Société des Nations et l'alliance militaire avec l'impérialisme français. La bureaucratie dirigeante de l'U.R.S.S. est arrivée définitivement à la conclusion que l'Internationale communiste est incapable de lui apporter la moindre assistance contre le danger de guerre et qu'en même temps elle est gênante pour le travail de la diplomatie soviétique. La dépendance humiliante et véritablement servile de l'Internationale communiste vis-à-vis des sommets soviétiques se manifeste de façon particulièrement nette à travers la récente déclaration de Staline approuvant la défense nationale de l'impérialisme français (15).

C'est par l'intermédiaire d'un ministre impérialiste (16) que le chef de l'Internationale communiste a donné au parti communiste français l'ordre de conclure aujourd'hui avec la bourgeoisie française une trêve patriotique. Ainsi, la III^e Internationale, dont le congrès n'a pas été réuni pendant presque sept ans, est-elle main-

(15) Nouvelle allusion à la déclaration commune de Staline et Laval du 15 mai précédent, où Staline avait approuvé la politique de « défense nationale » du gouvernement français.

(16) La déclaration de Staline sur la « défense nationale » avait été lue par Laval. Le P.C. avait aussitôt pris ce tournant, qui signifiait pour lui l'abandon de sa traditionnelle politique d'opposition à la « défense nationale », et proclama que Staline avait raison.

tenant officiellement passée de la position internationaliste à celle du social-patriotisme le plus plat et le plus servile. Que le 7^e congrès, toujours reporté, se tienne ou non, la III^e Internationale ne ressuscitera pas. Le communiqué Staline-Laval constitue son acte de décès.

[Un nouveau massacre et une nouvelle trahison sont imminents]

Pendant ce temps, les forces destructrices du capitalisme impérialiste poursuivent leur infernale besogne. La désagrégation de l'économie mondiale, le chômage de dizaines de millions d'hommes, la ruine de la paysannerie mettent impérieusement la révolution socialiste à l'ordre du jour. Les travailleurs, exaspérés et furieux, cherchent une issue. La prostration, l'écroulement et la putréfaction de la II^e et de la III^e Internationales laissent le prolétariat sans direction révolutionnaire, et poussent les masses petites-bourgeoises sur la voie du désespoir. Les chefs faillis cherchent à rejeter la responsabilité de la victoire du fascisme sur la prétendue « passivité » du prolétariat : ainsi la calomnie vient-elle s'ajouter à la trahison politique.

Se débattant dans l'étau de contradictions insurmontables, le capitalisme prépare une *nouvelle saignée des peuples*. Ministres et dictateurs spéculent ouvertement sur la question de savoir si la guerre éclatera dans un an ou dans trois ans. Tous les gouvernements sont en train de préparer à qui mieux mieux les moyens les plus destructeurs et ainsi, de tous les côtés, rapprochent l'explosion qui pourrait être infiniment plus terrible que la guerre de 1914-1918.

Les dirigeants des prétendus partis ouvriers et des syndicats chantent à pleine voix les louanges des beautés de la paix, bavardent sur le désarmement, s'efforcent de persuader leurs gouvernements de se réconcilier entre eux, entretiennent les espoirs des masses dans la Société des Nations et, en même temps, jurent fidélité à la cause de la « défense nationale », c'est-à-dire à la défense de la domination bourgeoise, avec ses guerres inévitables.

La diplomatie soviétique, sous le couvert du « front unique » et même de l'« unité organique », prépare, dans le dos des ouvriers conscients, l'union nationale entre les sections des deux Internationales et la bourgeoisie des pays militairement alliés à l'Etat ouvrier. Ainsi l'explosion de la nouvelle guerre doit-elle

conduire à une nouvelle trahison qui éclipsa celle du 4 août 1914.

*[Nous sommes plus forts aujourd'hui
que les « gauches » de 1915]*

La trahison par la bureaucratie soviétique de la cause de la révolution internationale a rejeté le prolétariat mondial loin en arrière. Les difficultés auxquelles doit faire face l'avant-garde révolutionnaire sont incroyables. Sa situation est pourtant infiniment meilleure actuellement qu'elle ne l'était à la veille de la dernière guerre. Le capitalisme semblait alors tout puissant et presque invincible. La déchéance patriotique de l'Internationale fut une surprise totale, y compris pour Lénine. Partout, les éléments révolutionnaires ont été pris à l'improviste. La première conférence internationale — très faible numériquement et indécise dans sa majorité — a eu lieu plus d'un an après le début de la guerre. La formation des cadres révolutionnaires ne s'est effectuée que lentement. La majorité des zimmerwaldiens rejetait même la possibilité de la révolution prolétarienne. Seule la victoire d'Octobre en Russie, au cours du quarantième mois de la guerre, changea la situation en donnant un élan vigoureux à la formation de la III^e Internationale.

Aujourd'hui, la faiblesse interne et la pourriture du capitalisme sont tellement évidents qu'ils servent de thème principal à la démagogie fasciste. Dans la formidable crise aux Etats-Unis, dans le non moins formidable chômage, dans l'aventurisme économique de Roosevelt, dans l'essor des grèves, dans la fermentation au sein de toutes les organisations ouvrières, apparaissent pour la première fois les conditions d'un puissant développement du mouvement révolutionnaire en Amérique du Nord. L'exemple de la première révolution prolétarienne victorieuse vit dans la mémoire des masses. L'expérience des grands événements des vingt dernières années s'est gravée dans la conscience des meilleurs militants. Des organisations, ou, au moins, des groupes révolutionnaires authentiques, existent dans tous les pays. Ils sont solidement liés les uns aux autres sur le plan des idées, et partiellement sur celui de l'organisation. D'ores et déjà, ils constituent une force incomparablement plus influente, plus homogène et mieux trempée que la « gauche de Zimmerwald » qui, à l'automne de 1915, prit l'initiative de préparer la III^e Internationale.

A l'intérieur des partis et syndicats réformistes, des groupes d'opposition apparaissent et se renforcent. Certains ont pris la

forme d'organisations indépendantes. Dans les sections de l'Internationale communiste, du fait du régime de bague qui y règne, l'opposition a un caractère plus sourd et plus clandestin, mais elle se développe là aussi. Même en U.R.S.S., la nécessité d'épurations et d'actes de répression toujours renouvelés témoignent que la bureaucratie est incapable d'extirper l'esprit de la critique marxiste qu'elle déteste tant.

[L'unité à tout prix est une monstrueuse duperie]

Les inclinations et les tendances d'opposition ont actuellement essentiellement un caractère *centriste*, c'est-à-dire intermédiaire entre le social-patriotisme et la révolution. Dans les conditions d'effondrement et de décomposition des organisations de masse traditionnelles, le centrisme constitue dans bien des cas un stade transitoire inévitable, même pour les groupes ouvriers progressistes. Les marxistes doivent savoir se rapprocher de toutes les tendances de ce type, pour accélérer par leur exemple et leur propagande leur passage sur la voie révolutionnaire. La condition du succès est une critique impitoyable de la direction centriste, la dénonciation des tentatives de recréer l'Internationale 2 1/2, et l'explication inlassable du fait que les tâches révolutionnaires de notre époque condamnent d'avance à une faillite ignominieuse les unifications hybrides et informes.

Le mot d'ordre de l'« unité » de toutes les organisations ouvrières, indépendamment de leur programme et de leur tactique, est actuellement propagé avec zèle par tous les centristes et habilement exploité par les réformistes perspicaces qui craignent à juste titre d'être jetés par-dessus bord. Les centristes substituent souvent l'idée de la fusion des deux vieilles Internationales à celle de la nouvelle Internationale. En réalité, l'unité avec les réformistes et les social-patriotes de l'espèce social-démocrate ou stalinienne signifie, en dernière analyse, l'unité avec la bourgeoisie nationale et, par conséquent, la scission inévitable du prolétariat, tant sur le plan national qu'international, particulièrement dans l'éventualité d'une guerre. L'unité véritable de l'Internationale et de ses sections nationales ne peut être assurée que sur des bases *révolutionnaires marxistes*, lesquelles, à leur tour, ne sauraient être créées que par une rupture avec les social-patriotes. Faire le silence sur les conditions de principe et sur les garanties de l'unité prolétarienne, c'est succomber aux illusions, largement répandues, c'est duper les travailleurs et préparer de nouvelles catastrophes.

[La nouvelle époque exige une nouvelle Internationale]

La position humiliante et désespérée des vieilles Internationales est suffisamment caractérisée par le fait que le président de l'une est devenu l'humble ministre de Sa Majesté (17), tandis que le véritable maître de l'autre se sert de l'organisation prolétarienne mondiale comme menue monnaie dans ses transactions diplomatiques (18). Quelles que soient les manœuvres d'unification que pourront entreprendre ces deux bureaucraties également dépravées, ce ne sont pas elles qui créeront l'unité du prolétariat et ce ne sont pas elles qui indiqueront l'issue. Les efforts des centristes pour concilier l'inconciliable et pour sauver, en recollant les morceaux, ce qui est voué à la destruction sont condamnés d'avance. La nouvelle époque exige une nouvelle Internationale. La première condition du succès dans cette voie, c'est la consolidation, sur le plan national et international, des authentiques révolutionnaires prolétariens, des disciples de Marx et de Lénine, sur un programme commun et sous un drapeau commun.

Il serait fatal de prescrire pour tous les pays un itinéraire unique. En fonction des conditions nationales, du degré de décomposition des vieilles organisations ouvrières et, finalement, de l'état de leurs propres forces à un moment donné, les marxistes (les socialistes révolutionnaires, les internationalistes, les bolcheviks-léninistes) peuvent apparaître tantôt en tant qu'organisation indépendante, tantôt en tant que fraction à l'intérieur d'un des vieux partis ou syndicats. Bien entendu, partout, ce travail de fraction ne constitue jamais qu'une étape vers la création de nouveaux partis de la IV^e Internationale, partis qui peuvent naître, soit du regroupement d'éléments révolutionnaires des vieilles organisations, soit de l'action de formations indépendantes. Mais, sur quelque arène que ce soit, et quelles que soient leurs méthodes de fonctionnement, ils sont tenus de se présenter au nom de principes fermes et de mots d'ordre révolutionnaires clairs. Ils ne jouent pas à cache-cache avec la classe ouvrière ; ils ne dissimulent pas leurs objectifs ; ils ne substituent pas la diplomatie et les combinaisons à la lutte principielle. *Toujours, et dans toutes les conditions, les marxistes expriment ouvertement ce qui est.*

(17) Allusion à Vandervelde.

(18) Nouvelle allusion à Staline, qui avait autorisé Litvinov à faire la déclaration mentionnée n. 11, et confié à Laval le soin de lire la déclaration mentionnée n. 16.

[Seule la révolution peut empêcher la guerre]

Le danger de guerre, qui est une question de vie ou de mort pour les masses populaires, constitue l'épreuve suprême pour tous les groupes et tendances au sein de la classe ouvrière. La « lutte pour la paix », la « lutte contre la guerre », « guerre à la guerre » et autres mots d'ordre ne sont que des phrases creuses et mensongères, s'ils ne s'accompagnent pas de la propagande et de l'application de méthodes révolutionnaires de lutte. L'unique moyen de mettre un terme à la guerre, c'est de renverser la bourgeoisie. L'unique moyen de renverser la bourgeoisie, c'est l'insurrection armée. Contre le mensonge réactionnaire de la « défense nationale », il faut lancer le mot d'ordre de la destruction révolutionnaire de l'Etat national. A la maison de fous de l'Europe capitaliste, il faut opposer le programme des *Etats-Unis socialistes d'Europe* comme étape vers les Etats-Unis du monde entier.

Les marxistes rejettent catégoriquement les mots d'ordre pacifistes de « désarmement », d'« arbitrage » et d'« amitié entre les peuples » (c'est-à-dire entre les gouvernements capitalistes), etc., comme un opium pour les masses populaires. Les combinaisons entre les organisations ouvrières et les pacifistes petits-bourgeois (les comités Amsterdam-Pleyel (19) et autres entreprises semblables) rendent les plus grands services à l'impérialisme en détournant l'attention de la classe ouvrière de la réalité, avec l'âpreté de ses combats, pour la tourner au contraire vers des parades impuissantes.

La lutte contre la guerre et l'impérialisme ne peut être l'affaire de quelconques « comités » spéciaux (20). La lutte contre la guerre, c'est la préparation à la révolution, c'est-à-dire l'affaire des partis de la classe ouvrière et de l'Internationale. Les marxistes proposent cette tâche grandiose à l'avant-garde prolétarienne, sans aucun détour. Au mot d'ordre débilisant du « désarmement », ils opposent celui de la *conquête de l'armée* et de l'*armement des ouvriers*. C'est précisément par là que passe l'une des plus importantes des lignes de clivage entre le marxisme et le centrisme. Celui qui n'ose pas énoncer à voix haute les tâches révolutionnaires, celui-là n'aura jamais le courage de les résoudre.

(19) Les comités « Amsterdam-Pleyel » avaient été formés après les congrès mondiaux « pour la paix » (Amsterdam, 1932) et « contre le fascisme » (Pleyel, 1933), tous deux organisés par l'I.C. avec le concours de personnalités.

(20) Allusion au comité *ad hoc* constitué par la conférence de l'I.A.G. en février 1935 (cf. n. 3, p. 92).

*[La IV^e Internationale se dresse
sur les épaules de ses devancières]*

Dans l'année et demie qui s'est écoulée depuis la publication du premier programme de la IV^e Internationale (21), la lutte pour ses principes et ses idées n'a pas cessé un seul jour ; les sections et groupes révolutionnaires nationaux ont augmenté en nombre ; quelques-uns ont élargi leurs effectifs et leur influence ; d'autres sont parvenus à une homogénéité et une cohésion plus grandes ; des organisations du même pays se sont unifiées (Hollande, Etats-Unis) ; plusieurs documents programmatiques et tactiques ont été élaborés. Tout ce travail s'effectuera sans doute mieux encore quand il sera relié et unifié à l'échelle mondiale sous le drapeau de la IV^e Internationale. Le danger de la guerre qui vient ne permet pas de reporter ces tâches d'un seul jour.

Il faut bâtir les nouveaux partis et la nouvelle Internationale sur une base nouvelle : telle est la clé qui permet de résoudre l'ensemble des autres tâches. Le rythme et les délais de cette nouvelle construction révolutionnaire dépendent de toute évidence du cours général de la lutte des classes, des victoires et défaites à venir du prolétariat. Les marxistes, cependant, ne sont pas fatalistes. Ils ne se déchargent pas sur le « processus historique » des tâches que le processus historique leur a précisément imposées. L'initiative d'une minorité consciente, un programme scientifique, l'agitation courageuse et inlassable au nom d'objectifs clairement formulés, l'impitoyable critique de toute ambiguïté — ce sont là quelques-uns des facteurs les plus importants pour la victoire du prolétariat. Sans un parti révolutionnaire soudé et aguerri une révolution socialiste est inconcevable.

Les conditions sont difficiles, les obstacles sont grands, les tâches sont colossales, mais il n'y a aucune raison d'être pessimiste ni de perdre courage. Malgré toutes les défaites du prolétariat, la situation de l'ennemi de classe reste sans espoir. Le capitalisme est condamné. C'est seulement dans la révolution socialiste que réside le salut de l'humanité.

La succession même des Internationales a sa propre logique interne qui coïncide avec la montée historique du prolétariat. La I^{re} Internationale a mis en avant le programme scientifique de la révolution prolétarienne, mais elle a été victime de son manque de base de masse. La II^e Internationale a sorti des ténèbres, éduqué et mobilisé des millions d'ouvriers, mais, à l'heure décisive, elle a été

(21) Cf. n. 2.

trahie par la bureaucratie parlementaire et syndicale, corrompue par le capitalisme prospère. La III^e Internationale a donné pour la première fois l'exemple d'une révolution prolétarienne victorieuse, mais elle a été broyée entre les meules de la bureaucratie de l'Etat soviétique isolé et de la bureaucratie réformiste d'Occident. Aujourd'hui, dans les conditions de l'effondrement définitif du capitalisme, la IV^e Internationale, dressée sur les épaules de ses devancières, enrichie par l'expérience de leurs victoires et de leurs défaites, mobilisera les travailleurs de l'Occident et de l'Orient pour l'assaut définitif contre les bastions du capitalisme mondial.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Signé :

Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij (R.S.A.P.) :

P. J. Schmidt, H. Sneevliet.

Workers Party of the United States (W.P.U.S.) :

A.J. Muste, James P. Cannon.

Secrétariat international de la Ligue communiste internationale (bolcheviks-léninistes) :

Crux, Dubois, Martin (22).

[Groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O.

Workers Party of Canada (W.P.C.) :

J. MacDonald, M. Spector (23).]

Nous joignons en annexe la « déclaration des quatre » sur les principes fondamentaux de la IV^e Internationale (24). Pas une ligne de cette déclaration n'a vieilli. La présente lettre n'est qu'une

(22) Rappelons que Crux était le pseudonyme de Trotsky, Dubois celui de Ruth Fischer, et Martin celui d'Alfonso Leonetti.

(23) Jack MACDONALD (1888-1941), écossais émigré au Canada en 1912, métallurgiste, était dirigeant de l'I.L.P. d'Ontario quand il fut gagné au communisme par Spector en 1921. Il fut secrétaire du Workers Party (organisation « légale » du P.C. clandestin), puis du P.C. du Canada, jusqu'en 1929 date à laquelle il fut écarté de la direction comme « droitier ». Exclu en 1930, il rejoignit l'Opposition de gauche et fut l'un des fondateurs du Workers Party of Canada. Maurice SPECTOR (1898-1968) était né en Russie, et avait émigré, encore enfant, au Canada. Il y gagna MacDonald au communisme et fut, à 24 ans, président du parti. En 1928, il était membre de l'exécutif de l'I.C. quand il fut gagné, en même temps que Cannon, aux idées de l'Opposition de gauche russe. Exclu du P.C. du Canada en novembre 1928, il milita ensuite au sein de la C.L.A., puis du Workers Party of Canada. La signature du G.B.L. et celle du W.P.C. ne figurent pas dans le texte publié dans le *Biulleten* russe.

(24) Cf. n. 2.

reformulation de la « déclaration des quatre » à la lumière des dix-huit mois écoulés.

Nous appelons tous les partis, les organisations, les fractions, dans les vieux partis comme dans les syndicats, toutes les associations et groupes ouvriers révolutionnaires qui sont d'accord avec nous sur les principes fondamentaux et sur la grande tâche que nous avons énoncée — la préparation et la construction de la IV^e Internationale — à nous adresser leurs signatures pour cette « Lettre ouverte », leurs propositions et critiques. Des camarades isolés qui, jusqu'à présent, n'ont pas été liés à notre travail, pourront, s'ils désirent sérieusement rejoindre nos rangs communs, entrer en contact avec nous.

Les organisations qui ont pris cette initiative et sont les signataires de la « Lettre ouverte » ont décidé de créer un *Comité provisoire de contact* entre partis et groupes qui sont sur la position de la IV^e Internationale. Le comité provisoire a reçu mission de publier un bulletin d'information.

A l'avenir, le comité devra assurer l'élaboration régulière et collective des documents programmatiques et tactiques fondamentaux de la IV^e Internationale.

La question de la préparation d'une conférence internationale sera tranchée en fonction des réponses reçues et du cours général du travail préparatoire.

[VERS LA NOUVELLE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE] (1) (été 1935)

La discussion actuelle dans le bureau de Stockholm est de la plus grande importance pour le développement de notre organisation de jeunesse. Du fait que le représentant du S.A.P. se sent obligé de signer la déclaration de notre délégué (2), il semble que la situation soit très favorable. Pour qu'elle produise tous les résultats souhaités, il nous faut poursuivre jusqu'au bout, sans la moindre concession. Toutes nos sections jeunes devront déclarer qu'elles refusent catégoriquement de collaborer sous quelque forme que ce soit avec le *Mot Dag* (3) — lequel, soit dit en pas-

(1) V 135. Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Ce texte, traduit de l'anglais, non daté, est vraisemblablement du début juin.

(2) Le bureau de la jeunesse avait vécu depuis sa création dans un état de crise chronique. Les jeunesses de Suède, à qui la conférence de fondation avait confié le secrétariat, en avaient été absentes. Aussi sa direction avait-elle confié son mandat aux jeunesses du groupe norvégien *Mot Dag*. Quelques mois plus tôt, au lendemain de la conférence de l'I.A.G., Trotsky, mécontent de l'hégémonie exercée dans le bureau par le représentant du S.A.P., Willy Brandt, avait demandé que Walter Held, le représentant de la L.C.I. au bureau, soit mandaté pour exiger une réorganisation comportant notamment l'élargissement du bureau aux représentants de la jeunesse du R.S.A.P., la R.S.J.V., et aux jeunesses socialistes françaises. Depuis, cependant, la situation semblait s'être modifiée. En effet, le *Mot Dag*, qui se rapprochait très vite des positions politiques du D.N.A. depuis l'accession de ce dernier au pouvoir en Norvège, avait en outre approuvé les déclarations de Staline à Pierre Laval et se félicitait du tournant des sections de l'I.C. vers la défense nationale. Held avait immédiatement proposé une lettre du bureau aux jeunesses suédoises exigeant qu'elles désavouent le *Mot Dag* et retirent le mandat qu'elles lui avaient confié. Willy Brandt avait accepté de signer cette lettre.

(3) Le groupe *Mot Dag* s'était créé au sein du D.N.A. dans le début des années vingt, sur la gauche, autour du journal du même nom. Il avait participé à la conférence de Paris des partis socialistes de gauche en 1933, et Trotsky — qui avait rencontré en 1932 à Copenhague son dirigeant Erling Falk — espéra un moment le gagner au bloc des quatre. Mais en 1935, Falk, gravement malade, était sur le point de mourir et son groupe se décomposait très vite, adhérant aux positions social-patriotes et se rapprochant du D.N.A. Le groupe *Mot Dag* avait refusé toute participation de Held à son activité en Norvège.

sant, a refusé de laisser notre délégué assister à ses réunions et prendre part à la vie de son organisation.

Si les Suédois acceptent de retirer au *Mot Dag* son mandat et d'être directement représentés, nous n'aurons pour le moment rien d'autre à faire que de renouveler notre proposition de réorganiser de façon plus équitable le bureau de Stockholm, c'est-à-dire de l'organiser conformément au rapport de forces réel, avec un bureau de cinq membres (S.I., France, Hollande, S.A.P., Suède) (4).

Même si cette solution est adoptée — ce qui n'est pas sûr du tout — elle ne pourrait constituer qu'une étape, puisque l'avenir de l'organisation internationale de la jeunesse est totalement lié au développement de la IV^e Internationale.

Dès que la « Lettre ouverte pour la IV^e Internationale » (5) aura été signée, elle devra, bien entendu, être adressée au bureau de Stockholm — ou, plus exactement, à celui qui va être constitué demain.

Quand le bureau pour la IV^e Internationale sera créé, la jeunesse se regroupera évidemment en fonction de ses positions politiques : pour ou contre la IV^e Internationale.

La proposition du camarade Held (6) de créer à Paris un secrétariat provisoire et de convoquer une conférence internationale extraordinaire de la jeunesse doit être subordonnée aux progrès du travail spécifié ci-dessus. Si la convocation d'une conférence pour la IV^e Internationale se révèle réalisable dans un délai relativement court, il serait tout à fait juste de convoquer en même temps une conférence de la jeunesse, et au même endroit, pour des raisons qu'il est inutile de développer. Sinon, il est évidemment possible d'envisager de convoquer de façon indépendante une conférence de la jeunesse en fonction des ressources matérielles, des possibilités techniques, etc.

En tout cas, si le bureau de Stockholm est définitivement brisé, ce qui est parfaitement possible, il appartiendra au S.I., en accord avec les jeunes, de garantir l'existence à Paris d'un secrétariat provisoire.

(4) Pour la proposition de Trotsky en ce sens, cf. p. 143.

(5) Cf. pp. 346-359.

(6) Rappelons que Heinz Epe, dit Walter Held (cf. n. 6, p. 141), au printemps de 1934, s'était fixé en Norvège pour participer aux activités du bureau de la jeunesse où il était le représentant de la L.C.I.

ANNEXES

OUVRAGES CITES OU CONSULTES

- ABOSCH Heinz.— *Trotsky Chronik. Daten zu Leben und Werk.*— (Zusammengestellt von), Munich, Carl Hanser Verlag, 1973.— 156 p.
- ALEXANDER Robert J.— *Trotskyism in Latin America.*— Hoover Institution Publications, Stanford University, 1973.— 304 p.
- ALLES Wolfgang.— *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotskyisten ab 1930.*— Universität de Mannheim, 1978.— 296 p.
- CANNON James Patrick.— *History of American Trotskyism.* Reports of a participant.— New York, Pioneer Publishers, 1944.— 268 p.
- CORVISIERI Silverio.— *Trotsky e il comunismo italiano.*— Roma, Samona e Savelli, 1969.— 360 p.
- CRAIPEAU Yvan.— *Le mouvement trotskyste en France.*— Paris, Syros, 1972.— 288 p.
- DE BEULE Nadya.— *Onstaan en aktie van de Trotskistische beweging in België (1928-1935).*— Thèse, Fakulteit Letteren en Wijsbegeerte, 1976.
- DEUTSCHER Isaac.— *Trotsky. T. 3, Le prophète hors la loi (L'exil).* Paris, Julliard, 1965.— 704 p.
- DOBBS Farrell.— *Teamster Rebellion.*— New York, Monad Press, 1972.— 192 p.
- DOWSE Robert.— *Left in the Centre. The Independent Labour Party (1893-1940).*— London, Longmans, 1966.— 232 p.
- DRECHSLER Hanno.— *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik.*— Meisenheim am Glan, A. Hain, 1965.— 406 p.
- DREYFUS Michel.— *Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940).*— Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris X, 1978.— VII-418 p.
- ERBE Otto.— *Der Sieg des Faschismus in Deutschland und die Aufgaben der Arbeiterklasse.*— Herausgegeben von der S.A.P., 1934.— 68 p.
- FENNER BROCKWAY Archibald.— *Inside the Left. Thirty years of platform, press, prison and parliament.*— London, Allen and Unwin, 1942.— 352 p.
- [GOLDENBERG Boris].— *Trotskismus oder Revolutionäre Realpolitik ? Eine notwendige Auseinandersetzung.*— Herausgegeben von der Auslandszentrale der Sozialistischen Arbeiter Partei Deutschlands.
- GUERIN Daniel.— *Front Populaire, révolution manquée. Témoignage militant.*— Paris, Maspero, 1970.— 316 p.

- HEIJENOORT Jean van.— *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*.— Paris, Maurice Nadeau, Les Lettres Nouvelles, 1978.— 240 p.
- JOUBERT Jean-Paul.— *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*.— Paris, Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, 1977.— 296 p.
- KASTRITIS Kostas.— *Istoria tou Mpolebikismou trotskysmou stèn Ellada*.— Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias » s.l.n.d.
- KAWECKA Krystyna.— *Niezależna socjalistyczna partia pracy (1921-1937)*.— Warszawa, Ksiaskha i Wiedza, 1969.— 356 p.
- KELLER Fritz.— *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.Ö. Trotzlisten und andere gruppen 1919-1945*. Wien, Europ Verlag, 1978.
- MENDL (Stofish) Hersch.— *Zichrones fun a yidischen revolutzioner*.— Tel Aviv, 1959.
- MYERS Constance Ashton.— *The Prophet's Army. Trotskyists in America*.— Westport (Conn.) Greenwood Press, 1977.— 282 p.
- PAGES Pelai.— *El movimiento trotskista en España (1930-1935). La Izquierda comunista de España y las disidencias comunistas durante la segunda República*.— Barcelona, Ediciones Peninsula, 1977.— 312 p.
- PERTHUS Max (P.P. van't HART).— *Henk Sneevliet, Revolutionair-socialist in Europa en Azië*. Nimègue, Sun, 1976.
- PLUET Jacqueline.— *Prolétariat et avant-garde. Les étapes du mouvement trotskyste en France de 1929 à 1944* — Thèse de 3^e cycle, Paris I, 1975.
- PLUET-DESPATINS Jacqueline.— *La presse trotskyste en France de 1926 à 1968. Essai bibliographique*.— Editions de la Maison des Sciences de l'Homme. Presses universitaires de Grenoble, 1978.— 198 p.
- RABAUT Jean.— *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944)*.— Paris, Denoël-Gonthier, 1974.— 416 p.
- RETZLAW Karl.— *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*.— Frankfurt/Main, Verlag Neue Kritik, 1971.— 500 p.
- ROSENTHAL Gérard.— *Avocat de Trotsky*.— Paris, Laffont, 1976.— 350 p.
- SERGE Victor.— *Vie et mort de Léon Trotsky*.— Paris, Maspero, 1973.
- SINCLAIR Louis.— *Léon Trotsky : a bibliography*.— Stanford, Hoover Institution Press, 1972.— 1092 p.
- STINAS A.— *Anamnis. [Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste]*. 2 vol. 1977-1978.— 256 p., 268 p.
- THALMANN Clara & Paul.— *Revolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes Moskau/Madrid/Paris*.— Hamburg, Association Verlag, 2^e éd. 1977.— 398 p. (Traduction française à paraître à La Pensée sauvage)
- TICHELMAN Fritjof.— *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie*.— Amsterdam, Van Gennep, 1974.— 136 p.
- TJADEN Karl-Hermann.— *Struktur und Funktion der « K.P.D. - Opposition » (K.P.O.). Eine organisationssoziologische Untersuchung zur « Rechts » - Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik*.— Meisenheim an Glan, Anton Hain, 1964.— 692 p.

- TROTSKY Léon.— *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*. Textes présentés et annotés par Pierre Broué.— Paris, Ed. de Minuit, 1967.— 724 p. (Arguments. 31).
- TROTSKY Léon.— *Œuvres, mars-juillet 1933*.— *Œuvres 2, juillet-octobre 1933*.— *Œuvres 3, novembre 1933-avril 1934*.— Paris, E.D.I., 1978. 320 p, 320 p, 360 p.
- TROTSKY Léon.— *La Révolution espagnole 1930-1940*. Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué.— Paris, Ed. de Minuit, 1975.— 791 p. (Arguments).
- TROTSKY Léon.— *Writings*.— Edités par George Breitman et autres.— New York, Pathfinder Press, 12 volumes.— Vol. 1933-34, 1972.— 380 p. Vol. 1934-1935, 1971.— 416 p.
- VEREEKEN Georges.— *La Guépéou dans le mouvement trotskyte*.— Paris, La Pensée universelle, 1975.— 380 p.
- WALD Allan M.— « The Menorah Group Moves Left », *Jewish Social Studies*, vol XXXVIII, Summer - Fall, 1976, n° 3 - 4.
- WEBER Hermann.— *Die Wandlung der deutschen Kommunismus*.— Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969.— 2 vol. I, 466 p., II, 428 p.

INDEX DES JOURNAUX ET PERIODIQUES

- Action socialiste (L')*, 97, 144, 348.
Action syndicale (L'), 128.
Banner (Das), 24, 95-97.
Bataille socialiste (La), 98, 326.
Bilan, 129.
Biulleten Oppositsii, 29, 35-38, 45, 51, 68, 116, 130, 134, 215, 218, 242, 318, 346, 358.
Bolchevik (Le), 80, 221.
Bulletin d'information et de discussion de la fédération S.F.I.O. de l'Isère, 314.
Bulletin intérieur du G.B.L., 234, 325.
Bulletin de la Ligue communiste internationale, 22, 23, 242, 261.
Cahiers du bolchevisme (Les), 125.
Clarté, 344.
Combat marxiste, 191.
Dépêche de Toulouse (La), 30.
Documents et discussions, supplément au *Bulletin* publié par la L.C.I. (b.l.) 92, 102, 113.
Echo de Paris (L'), 235, 256.
Ecole émancipée (L'), 147.
Emancipation (L'), 93.
Humanité (L'), 30, 40, 155, 160, 168, 172, 174, 175, 177, 180, 183, 185, 189, 198, 200, 216, 235, 238, 253-259, 301.
Informations-Dienst, 225.
International Information Bulletin, Spartacus Youth of America, 140.
International Information Bulletin W.P.U.S., 108, 344.
Internationale communiste (L'), 203.
Iskra, 106.
Iswi Bazebenzi, 242.
Jour (Le), 235, 237.
Lutte des Classes (La), 30, 90, 344.
Mot Dag, 92, 95, 99, 227, 360.
Neue Front (Die), 105, 264, 266, 268-270, 286, 290.
New Militant (The), 90, 253, 301, 318, 346.
New York Times, 80, 349.
Nieuwe Fakkkel (De), 109.
Ordine Nuovo, 128.
Peuple (Le), 185.
Populaire (Le), 151, 154, 185, 189, 206, 212, 239, 256.
Pravda, 31, 53, 56, 81, 215-217, 222.
Quatrième Internationale, 134.
Roode Van, 129.
Sotsialisticheski Vestnik, 207.
Sozialistische Arbeiterzeitung (Die), 117.
Spartacus, 22, 142, 322.
Temps (Le), 40, 80, 145, 189.
Tribun du Peuple (Le), 146.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-JUIN 1935

Umlilo Mollo, 240.

Unser Wort, 63, 105, 141, 231, 337,
346.

Vérité (La), 29, 45, 51, 148, 240,
253, 301.

Voix (La), 145.

Voix communiste (La), 124, 125,
127-129, 144-145.

Völkischer Beobachter, 256.

Workers Voice, 242, 249.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(Les références en *italique* indiquent les notices biographiques)

- ABERN Martin, 108.
 ACKERKNECHT Erwin H., dit Eugen
 BAUER, 24, 63, 93, 101, 105,
 110, 129, 131, 132, 225, 226,
 341.
 ADOLPHE, cf. Rudolf KLEMENT.
 AGABÉKOV G., 80.
 ALEXANDRE I^{er}, 306.
 ALFA, pseudonyme de TROTSKY,
 218.
 ALPHONSE XIII, 177.
 ANSEEE Edouard, 145.
 ARAGON Louis, 30.
 ARMAND Inès (Elizabeta Fedorovna
 Petrova), 230.
 AWERBUCH M., dit A. MON, 249.
 AXELROD Pavel Borissovitch, 207.
 BABEUF François Noël, dit Grac-
 chus, 146.
 BACHE, 329.
 BAKAIEV Ivan P., 38, 39, 40.
 BARBUSSE Henri, 276.
 BARDIN Alexis, 26, 65, 185, 314.
 BARTHOU Louis, 25, 196, 255.
 BAUER Eugen, cf. Erwin H. ACKER-
 KNECHT.
 BAUER Otto, 188, 207, 271.
 BEAU Laurent, 21, 147.
 BERGER Hans, dit FREDDY, 343.
 BEŠSEDOVSKY Gregori, 80.
 BISMARCK-SCHÖNHAUSEN Otto von,
 134.
 BISSENIKS Georg, 29, 30.
 BLANQUI Auguste, 146.
 BLASCO, cf. Pietro TRESSO.
 BLUM Léon, 151, 231, 232, 233, 238,
 256, 260, 271, 307, 308, 319,
 326.
 BLUMKINE Iakov S., 37, 38, 40.
 BONAPARTE, 71, 78, 202, 319.
 cf. aussi NAPOLEÓN I^{er}, NAPO-
 LEÓN III.
 BORDIGA Amadeo, 118, 129.
 BOUDDHA, 213.
 BOUISSON Fernand, 315.
 BOUKHARINE Nicolas, 58, 82, 106,
 119, 180, 201, 202, 208, 221,
 243, 280, 340.
 BOURDERON Albert, 229.
 BOUTOV Gueorgui V., 40.
 BRANDLER Heinrich, 98, 105, 107,
 117, 232, 279, 280, 290, 292.
 BRANDT Willy, Herbert FRAHM dit,
 118, 140, 141, 227, 285, 360.
 BRETON André, 210.
 BRIDGES Harry, 350.
 BROCKWAY, cf. Archibald FENNER
 BROCKWAY.
 BROWDER Earl, 210.
 BRÜNING Heinrich, 135, 136.
 BUR Jan, cf. Walter NETTELBECK.
 C., initiale désignant TROTSKY, 225.
 CACHIN Marcel, 180, 238, 257, 258,
 320.
 CANNON James Patrick, 22, 62, 64,
 105, 108, 111, 144, 358.
 CARTIER Raymond, 235.
 CASTELNAU Edouard de CURIÈRES
 de, 235.
 CÉSAR Jules, CAESAR Caius Julius,
 137.
 CHAROV Ivan V., 42.
 CHATSKY Nikolai N., 32.
 CHAUTEPS Camille, 237.
 CHAUVIN Nicolas, 138.

- CHERNOV Victor, 126, 127, 135, 137.
 CHIAPPE Jean, 156, 177, 187, 189.
 CHIBANOV Vaska, 222.
 CHKEIDZÉ Nikolai S., 80.
 CHTCHERBAKOV, 37.
 CLEMENCEAU Georges, 237.
 CRAIPEAU Yvan, 64, 65, 66.
 CRUX, pseudonyme de TROTSKY, 64, 92, 108, 113, 121, 140, 344, 358.
 DALADIER Edouard, 25, 156.
 DAN, Théodore GOURVITCH dit, 207.
 DAUGE Walter, 22, 142, 144, 194.
 DÉAT Marcel, 194.
 DE KADT Jacques, 23, 101, 103, 109, 141, 227, 231, 233, 284, 289, 292.
 DE MAN Hendrik, 123-127, 145, 193-194, 348.
 DÉROULÈDE Paul, 238.
 DEUTSCH Julius, 188.
 DEUTSCHER Isaac, 70, 93.
 DIMITRIEVSKY, 80.
 DIMITROV Gueorgui, 321.
 DOBBS Farrell, 349.
 DOLLFUSS Engelbert, 135, 136, 188, 239, 305, 347.
 DOMMANGET Maurice, 26, 146, 147.
 DORGÈRES, Henry d'HALLUIN dit, 237, 238.
 DORIOT Jacques, 23, 62, 92, 93, 100, 101, 166, 210-212, 226, 228, 232, 264, 266, 268, 269, 278, 286, 287, 290.
 DOSTOËVSKY Fédor M., 81.
 DOUMERGUE Gaston, 85, 135-136, 148, 155, 176, 181, 184, 237, 308.
 DOVGALEVSKY, 79.
 DREYFUS Alfred, 169.
 DUBOIS, cf. Ruth FISCHER.
 DUCLOS Jacques, 30, 171, 178.
 DUNNE Grant, 349.
 DUNNE Miles, 349.
 DUNNE Vincent R., 349.
 DURANTY Walter, 80.
 EBERT Friedrich, 313.
 EDEN Anthony, 299.
 EIFFEL, cf. Paul KIRCHHOFF.
 EISMONT N. B., 58.
 ENGELS Friedrich, 95, 100, 119, 130-132, 134-137, 207, 209, 271, 272, 317, 339.
 EPE Heinz, dit Walter HELD, 27, 140, 141, 227, 323, 330, 360, 361.
 EVDOKIMOV Grigori E., 38, 42.
 FACTA Luigi, 135, 136.
 FAINSOD Merle, 86, 91.
 FALK Erling, 99, 100, 360.
 FAURE Paul, 154, 238, 307, 308, 326.
 FEDOROV Grigori F. (1867-1937), 38, 39.
 FEDOROV Grigori F. (né en 1891), 39.
 FENNER BROCKWAY Archibald, 94, 99, 265.
 FERNÁNDEZ SENDÓN Enrique, dit Luis FERSEN, 23, 119.
 FERSEN Luis, cf. Enrique FERNÁNDEZ SENDÓN.
 FISCHER Louis, 80.
 FISCHER Ruth, Elfriede EISLER-FRIEDLÄNDER dite, dite DUBOIS, 62-64, 242, 358.
 FLANDIN Pierre-Etienne, 135, 136, 148, 155, 176, 184, 187, 188, 234-238, 255, 303, 307, 315.
 FORSLUND Kurt, 141.
 FOSTER William Z., 108.
 FRANKEL Jan, 27.
 FROSSARD Louis Olivier, 182, 231, 315.
 FUX Georges, 142.
 GANDHI Mohandas, 213, 273.
 GAVROCHE, 199.
 GERAUD André, dit PERTINAX, 256.
 GERMAIN Eugénie, 147.
 GIOLITTI Antonio, 135.
 GODEFROID Fernand, 194.
 GOGOL Nikolai V., 221.

- GOLDENBERG Boris, dit Boris GILBERT, 97, 98, 118, 142, 143, 287, 296.
- GOUROV, pseudonyme de TROTSKY, 127.
- GRAMSCI Antonio, 118, 128.
- GREEN William, 349.
- GRIBOÏÉDOV Alexandre Serguéievitch, 222.
- GRINKO Grigori F., 79.
- GRUMBACH Salomon, 151.
- GUERTIK Artem M., 42.
- GUESDE Jules, BAZILE dit, 190.
- GUYOT Raymond, 235.
- HEIJENOORT VAN Jean, 27, 65.
- HEINE Harry, dit Henri, 170.
- HELD Walter, cf. Heinz EPE.
- HENDERSON Arthur, 274.
- HENNAUT Adhémar, 125, 129.
- HERRIOT Edouard, 25, 169, 170, 194, 307.
- HERTZ L.S., 297.
- HERZ Walter, 341.
- HIRO-HITO, 178.
- HITLER Adolf, 29, 52, 85, 136, 141, 178, 200, 201, 211, 230, 234, 238, 254, 255, 258, 263, 264, 266, 274, 306, 313, 318, 346, 350.
- HÖGLUND Karl Zeth, 229.
- HOHENZOLLERN (dynastie des), 31, 304, 319.
- IAGODA Henrikh G., 37, 47.
- IAROSLAVSKY Emelian, Minei I. GUBELMAN dit, 221.
- J., initiale désignant TROTSKY, 331.
- JACQUEMOTTE Joseph, 127.
- JAURÈS Jean, 308.
- JÉSUS-CHRIST, 50.
- JOUHAUX Léon, 163, 165, 173, 181, 185-186, 190-191, 193-195, 229.
- JULIEN, cf. Pietro TRESSO.
- JUST Claude, 168.
- KAGANOVITCH Lazar M., 33, 48.
- KAMENEV Lev Borissovitch, ROSENFELD dit, 21, 30, 31, 35, 36, 40-43, 46-48, 56, 81, 82, 180, 219, 222, 223, 245, 340.
- KAPP Wolfgang, 313.
- KAROLYI Michel, 203.
- KAUTSKY Karl, 271, 272.
- KERENSKY Alexandre, 31, 126, 127, 135.
- KÉRILLIS Henri de, 235.
- KHINTCHOUK Léon M., 79.
- KILBOM Karl, 99, 226, 227, 230, 231, 265, 272, 278, 287, 289.
- KIRCHHOFF Paul, dit EIFFEL, 105.
- KIROV Sergei M., KOSTRIKOV dit, 21, 22, 29, 30, 32, 35, 36, 38, 39, 41-43, 45-51, 307.
- KLEMENT Rudolf, dit ADOLPHE, 104.
- KÖHLER Max, 263.
- KOLTCHAK Alexandre, 79.
- KOTOLYNOV Ivan I., 32.
- KOUKLINE Alexandre S., 42.
- KOURBSKY, 222.
- KRUK Jozef, 99.
- KRUPSKAÏA Nadejda N., 82.
- KUN Béla, 48, 167, 168, 178, 203, 204, 224, 271, 320.
- KUUSINEN Otto, 224, 320.
- LAFARGUE Paul, 190.
- LA FOLLETTE Robert, 349.
- LA GUMA, 243.
- LAMARQUE Maximilien, 199.
- LANGERON Roger, 189.
- LA ROCQUE François Casimir de, 170, 237.
- LAVAL Pierre, 25, 196, 255, 256, 298, 301-303, 307, 315, 319, 351, 352, 355, 360.
- LEBAS Jean-Baptiste, 206.
- LEHMAN, dit Samuel HUNDERT, 105.
- LÉNINE Vladimir Illitch, OULIANOV dit, 22, 31-32, 34, 39, 79-82, 96, 99, 106, 118, 119, 132, 135-137, 149, 162, 164, 167, 168, 172, 202-204, 208, 213, 219,

- 229-230, 245, 247, 260, 266,
271-273, 275, 277, 278, 280,
286, 287, 299, 317, 321, 340,
355.
- LEONETTI Alfonso, dit MARTIN, 64,
128, 358.
- LESOIL Léon, 22, 64, 123, 125, 144.
- LESTEMINSKY Josef, dit CHMUR-
NER, 115.
- LÉVY Louis, 235.
- LEWIS John L., 349.
- LICHTENBERG Georg Christoph,
210.
- LIE Trygve, 323, 329, 330.
- LIEBKNECHT Karl, 229, 260, 277,
313, 320.
- LITVINOV Maxime, WALLACH dit,
52, 196, 270, 349, 355.
- LONGUET Jean, 154.
- LORiot Fernand, 286.
- LÖWENHEIM Walter, dit MILES, 286.
- LOZOVSKY Alexandre, Salomon A.
DRIDZO, dit, 180, 224.
- LUXEMBURG Rosa, 105, 277, 313,
320.
- LVOVNA Alexandra, cf. Alexandra
L. SOKOLOVSKAJA.
- LVOVNA Maria, cf. Maria L. SOKO-
LOVSKAJA.
- MACDONALD Jack, 358.
- MACDONALD James Ramsay, 250.
- MAISKY Ivan M., 78, 79, 82.
- MANNERHEIM Carl Gustav Emil,
224.
- MANUILSKY Dimitri Z., 180, 203
223, 224, 320.
- MARIN Louis, 307.
- MARQUET Adrien, 194.
- MARTEAUX Albert, 97.
- MARTIN, cf. Alfonso LEONETTI.
- MARTIN Germain, 236.
- MARTOV, Iouli O. CEDERBAUM dit,
99, 106, 286, 287.
- MARTY André, 255.
- MARX Karl, 95, 130, 134-136, 149,
154, 164, 170, 190, 207, 208,
213, 258, 271, 272, 280, 285,
317, 348, 355.
- MASLOW Arkadi, Isaac TCHERE-
MINSKI dit, dit PARABELLUM,
62, 63, 64.
- MAURIN JULIA Joaquim, 287, 288.
- MEDVED F. D., 45-47.
- MEDVEDEV Roy, 39, 45, 46, 58.
- MERRHEIM Alphonse, 229.
- MILES, cf. Walter LÖWENHEIM.
- MILJUKOV Pavel N., 31.
- MILLET Raymond, 189.
- MOLCHALINE, 222.
- MOLENAAR J., 227.
- MOLINIER Raymond, 64, 344.
- MOLOTOV, Viatcheslav M. SKRIA-
BINE dit, 340.
- MONMOUSSEAU Gaston, 147, 180,
195-196.
- MOREL Eugene Dene, 275.
- MORO-GIAFFERI Vincent de, 142.
- MÜNZENBERG Willy, 276.
- MUSSOLINI Benito, 75, 118, 136,
257, 274, 305, 320.
- MUSTE Abraham Johannes, 22, 112,
120, 289, 292, 346, 349, 358.
- NAPOLÉON I^{er}, 71, 78, 84-85.
- NAPOLÉON III, 85-86, 134, 137.
- NATALIA, cf. Natalia SEDOVA.
- NAVILLE Pierre, 344, 345.
- NETTELBECK Walter, dit Jan BUR,
225, 341, 343.
- NEVELSON Man, 297.
- NEVELSON Nina, 297.
- NICOLAS II, 84.
- N(ICOLLE), cf. Erwin WOLF.
- NICOLLE Pierre, 236.
- NIKOLAIEV Leonid, 29-33, 35, 36,
39, 42, 43, 46-47, 56-57, 221.
- NIN PÉREZ Andrés, 119.
- NOSKE Gustav, 312, 319.
- NYGAARDSVOLD Johann, 283, 330.
- OEHLER Hugo, 22.
- PAPEN Franz von, 135-136.
- PARABELLUM, cf. Arkadi MASLOW.
- PATEL Vallabhai, 276.
- PÉRI Gabriel, 254-257.
- PERNOT Georges, 234.

- PERRONE Ottorino, dit VERCESI, 129.
- PERTINAX, André Géraud dit, 256, 257.
- PETLJURA Simon Vassilievitch, 248.
- PIECK Wilhelm, 320.
- PILSUDSKI Jozef, 247.
- PIVERT Marceau, 22, 97, 118, 182, 189-190, 212, 231, 232, 237, 239, 269, 308.
- PLATTEN Fritz, 230.
- PLEKHANOV Gueorgui, 99.
- PONCE PILATE, PONTIUS PILATUS dit, 50.
- POTEMKINE Vladimir, 79.
- PREIS Art, 350.
- P.V.C., cf. Paul VAILLANT-COUTURIER.
- RADEK, Karl B. SOBELSOHN dit, 221, 223.
- RAKOVSKY Christian G., 44.
- RENAUDEL Pierre, 194, 312.
- RIGAL, cf. RIGAUDIAS.
- RIGAUDIAS Louis, dit RIGAL, 66, 344.
- RIOUTINE M.N., 41-42.
- ROBESPIERRE Maximilien de, 68, 202.
- ROMANOV (dynastie des), 84.
- ROOSEVELT Franklin Delano, 348, 353.
- ROSENTHAL Gérard, dit GÉRARD, 27, 344.
- ROSENTHAL Dr, 27, 331, 344.
- ROSMER Alfred, GRIOT dit, 146.
- ROUS Jean, dit CLART, 144.
- RUMIANTZEV Vladimir V., 32.
- RYKOV Alexei I., 82, 180.
- SAFAROV Gueorgui I, 41-42, 119.
- SAPRONOV Timotei V., 69.
- SATRE Marcel, 26, 185.
- SCHEFLO Olav, 27.
- SCHEIDEMANN Philip, 312.
- SCHLEICHER Kurt von, 85, 135-136.
- SCHMIDT Peter Johannes, 23-24, 95, 101-103, 105, 109, 140-141, 226-227, 268, 270, 278, 285, 289, 291, 358.
- SCHWAB Jim, cf. Jakob WALCHER.
- SEDOV Léon, 22, 29, 64, 93, 142.
- SEDOV Sergei, 297.
- SEDOVA Natalia, 27, 65, 297.
- SEREBROVSKY Alexandre P., 80, 82.
- SERGEI, cf. Sergei SEDOV.
- SERIOJA, cf. Sergei SEDOV.
- SÉVERAC Jean-Baptiste, 189.
- SEYDEWITZ Max, 282.
- SHACHTMAN Max, 108.
- SIMON John, Sir, 256.
- SKOGLUND Carl, 349.
- SMIRNOV Alexandre P., 58.
- SMIRNOV Vladimir N., 69.
- SNEEVLIET Henricus, dit MARING, 23-24, 64, 92-95, 102, 103, 109, 111, 140, 268, 270, 278-285, 292, 358.
- SOKOLOVSKAJA Alexandra Lvovna, 22, 297.
- SOKOLOVSKAJA Maria Lvovna, 297.
- SORGE Friedrich, 95, 119, 130, 132, 134.
- SOURITZ Iakov S., 79.
- SOUVARINE Boris, LIFCHITZ dit, 116, 288.
- SPAACK Paul-Henri, 145, 289, 348.
- SPECTOR Maurice, 358.
- STAHL, Arthur GOLDSTEIN dit, 105.
- STALINE Joseph, 21-22, 25, 29-31, 33-34, 36-41, 43-44, 47-50, 52-53, 55-58, 62, 67-69, 72, 74-76, 80-82, 84-87, 90-91, 106, 136-138, 151, 166, 206, 208, 215, 217-223, 245, 255, 299, 301-302, 307-308, 312, 319, 325, 340-341, 351-352, 360.
- STAMM Tom, 22.
- STAVISKY Serge Alexandre, 238.
- STETSKY Alexis I., 221.
- STOCKFISCH Herschl, dit VICTOR, 24, 93, 113, 115.
- TAITTINGER Pierre, 257, 258.
- TARDIEU André, 237.
- TAS Sal, 23, 227, 289.
- THÄLMANN Ernst, 200.
- THEUNIS Georges, 124, 128.

- | | |
|---|--|
| <p>THOREZ Maurice, 166, 171-175, 177-178, 180, 257, 303, 312.
 TILLON Charles, 298.
 TOLMATCHEV G. G., 58.
 TOLSTOÏ Alexeï Konstantinovitch, 222.
 TOLSTOÏ Léon, 273.
 TOMSKY Mikhail, 58, 82, 106, 180, 340.
 TORGLER Ernst, 321.
 TRANMAEL Martin, 26, 93-94, 100, 104, 226, 229-231, 233, 282-284.
 TRESSO Pietro, dit BLASCO, dit JULIEN, 344.
 TROÏANOVSKY Alexandre, 79.</p> <p>VAILLANT-COUTURIER Paul, 238, 258, 301.
 VANDERVELDE Emile, 127-128, 145, 312, 347-348, 355.
 VAN OVERSTRAETEN Edouard, 125.
 VAN ZEELAND Paul, 145, 348.
 VEREEKEN Georges, 22, 64, 118, 121-129, 131-133.
 V(ICTOR), cf. Herschl STOCKFISCH.
 VIDAL, pseudonyme de TROTSKY, 116, 125.</p> | <p>VINNICHENKO, 248.
 VOLKOV Platon, 297.
 VOLKOVA Zinaïda, 297.
 VOROCHILOV Klementi, 220.
 VUYOVIĆ Voya, 210.</p> <p>WALCHER Jakob, dit Jim SCHWAB, 24, 85, 92-94, 96, 98, 101, 103, 105-107, 117, 225, 227, 232, 263, 265, 268, 270, 275-276, 278-281, 283, 289-290, 292-294.
 WENDEL François de, 236.
 WISCHNEWETSKY, Mme, 131.
 WOLF Erwin, dit NICOLLE, 225.
 WRANGEL Piotr Nikolaïevitch, 36-37.</p> <p>ZAPOROJETS Ivan, 45.
 ZASLAVSKY David A., 81-82.
 ZELLER Fred, 142-235.
 ZINOVIEV Grigori Y. RADOMYLSKI dit, 21, 29, 30, 31, 35-36, 39-44, 46-48, 55-56, 62-63, 81-82, 180, 215, 219, 222-223, 245, 307, 320.
 ZYROMSKI Jean, 22, 97-98, 182, 206-208, 231-233, 269, 285-286, 290, 308-309, 316.</p> |
|---|--|

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS, INSTITUTIONS, etc. (*) DES INSTANCES, CONGRES, REUNIONS, etc. (**)

- Action socialiste**, cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- African national congress, A.N.C.**, cf. Congrès national africain.
- All-African Convention** (1936), 252.
- Alliance ouvrière, Alianca obrera** (Espagne), 347.
- American Federation of Labor, A.F.L.**, cf. Fédération américaine du travail.
- American Workers Party, A.W.P.** cf. Parti américain des travailleurs.
- Amis de l'unité ouvrière**, 92.
- Armée rouge**, 218, 219, 238, 259.
- Association républicaine des anciens combattants, A.R.A.C.**, 171, 235.
- Bataille socialiste (La)**, cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- Bloc obrer i camperol** (Bloc ouvrier et paysan, Catalogne), 23, 288.
- Bolcheviks, bolševiki**, 96, 119, 126, 167, 169, 180, 295, 301, 303, 321, 340, cf. aussi P.O.S.D.R. et Parti bolchevique.
- Bolchevik-léniniste** cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste.
- Bordiguistes**, cf. Fraction bordiguiste (*Prometeo*).
- Brandlériens**, cf. Opposition brandlérienne.
- Bund**, cf. Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne, « Bund ».
- Bureau d'Amsterdam** (suite du Bureau de Londres, fin 1934), cf. Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.
- Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire** (nouveau nom de l'Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.), 24.
- Bureau international des organisations révolutionnaires de jeunes ou Bureau de la jeunesse de Stockholm**, 24, 92, 118, 140-143, 226, 284-287, 260, 261.
- Bureau de Londres**, cf. I.A.G.
- Bureau socialiste international, B.S.I.**, 230.
- Cadets (K.D.)**, cf. Parti constitutionnel-démocrate.

* En caractère gras. Pour faciliter l'utilisation de cet index, nous avons rassemblé, sous la traduction française de leur dénomination, les organisations ou partis, sections des II^e et III^e Internationales. Quant aux « Oppositions », fraction des P.C., étant donné leur complexité et le caractère souvent informel de leur organisation ou dénomination, elles ont été rassemblées, d'une part, à Opposition brandlérienne ou K.P.O., et à Opposition de gauche de l'autre, mais ont été traitées différemment : les Oppositions brandlériennes renvoient aux appellations précises (en général, K.P.O.), alors que les références des Oppositions de gauche sont toutes regroupées sous ce vocable ou, à partir du 21 août 1933, sous celui de Ligue communiste internationaliste.

** En italique et classées, le cas échéant, dans les organisations concernées.

- Centre catholique allemand, Zentrum, cf. Parti du centre, Zentrum Partei.
- Chevaliers du travail, Knights of Labor, 131.
- Club des Jacobins, 202.
- Comintern, cf. Internationale, troisième.
- Comité d'action socialiste révolutionnaire, C.A.S.R., cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- Comité Amsterdam-Pleyel, cf. Mouvement Amsterdam-Pleyel.
- Comité anglo-russe, cf. Comité syndical anglo-russe.
- Comité de défense des paysans (Dorgères), 237.
- Comité mondial de lutte pour la paix (I.A.G.), 270, 274.
- Comité de salut économique, 236.
- Comité syndical anglo-russe, 68, 106, 280, 282, 295, 311.
- Committee for Industrial Organization, C.I.O., 349, 350.
- Committee for Progressive Labor Action C.P.L.A., 112.
- Communist League of America, C.L.A., cf. Opposition de gauche et Ligue communiste internationaliste, section américaine.
- Communist Party of America, cf. Parti communiste d'Amérique.
- Communist Party of Great-Britain, cf. Parti communiste de Grande-Bretagne.
- Communist Party (Opposition) ou groupe Lovestone (opposition brandlérienne), 88.
- Communist Party of South Africa, C.P.S.A., cf. Parti communiste d'Afrique du Sud.
- Confederación nacional del trabajo, C.N.T., cf. Confédération nationale du travail (Espagne).
- Confédération espagnole des droits autonomes, Confederación española de derechas autonomas, C.E.D.A., 347.
- Confédération générale du travail, C.G.T., 139, 146, 147, 163, 181, 185, 191, 193, 194, 314 ;
- Union départementale de l'Isère, 26.
- Confédération générale du travail belge, C.G.T.B., 128.
- Confédération générale du travail unitaire, C.G.T.U., 146, 161, 183, 185, 186.
- Confédération nationale du travail (Espagne), Confederación nacional del trabajo, C.N.T., 288.
- Conférence de Dietikon, décembre 1934, cf. Ligue communiste internationaliste, section allemande.
- Conférence de Kienthal, mars 1916, 229.
- Conférence de Laren de la jeunesse (dite de Luxembourg), fév. 1934, 140, 227.
- Conférence de Londres, février 1934, cf. Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.
- Conférence de Paris, 27-28 août 1933, 23, 96, 102, 281, 288, 346.
- Conférence de Paris ou de Saint-Denis, février 1935, cf. I.A.G.
- Conférence de Zimmerwald, septembre 1915, 229, 230, 277, 278.
- Congrès antifasciste de Pleyel, Paris, juin 1933, 276, 356.
- Congrès international d'Amsterdam contre la guerre, août 1932, 276, 356.
- Congrès national africain, African National Congress, A.N.C., 148.
- Congrès national indigène (Afrique du Sud), 248.
- Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, 44.
- Corps francs, 313, 320.
- Croix-de-feu, 170, 237.
- Dachnachtsoutioun, cf. Parti socialiste et révolutionnaire d'Arménie.
- Det Norske Arbeiderparti, D.N.A., cf. Parti ouvrier norvégien.
- Entente des jeunesses socialistes, fédération de la Seine, cf. Jeunesses socialistes françaises.

- Esquerra comunista** (Catalogne), cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste, section espagnole. **Étudiants communistes**, 344.
- Farmer-Labor Party**, cf. Parti ouvrier et paysan (E.-U.)
- Federación comunista catalano-baleare**, cf. Fédération communiste catalano-baléare.
- Federación comunista ibérica**, cf. Fédération communiste ibérique
- Fédération américaine du travail**, **American Federation of Labor**, **A.F.L.**, 112, 349.
- Fédération communiste catalano-baléare**, cf. Parti communiste espagnol.
- Fédération communiste ibérique**, 92, 288.
- Fédération de l'enseignement**, **C.G.T.U.** ou **Fédération unitaire de l'enseignement**, **F.U.E.**, 26, 146, 147.
- Fédération nationale des syndicats d'instituteurs publics de France et des colonies**, 146.
- Fédération républicaine**, 307.
- Fourth International Club**, cf. Ligue communiste internationaliste, section d'Afrique du Sud.
- Fourth International Organisation of South Africa**, **F.I.O.S.A.**, cf. Ligue communiste internationaliste, section sud africaine.
- Fraction bordiguiste**, 118, 129, 132.
- Fraction internationaliste de gauche** (bordiguiste), 118.
- Fraction stalinienne**, cf. **P.C.U.S.** et **Internationale**, troisième.
- Gauche communiste espagnole**, **Izquierda comunista de España**, cf. Opposition de gauche espagnole.
- Gauche social-démocrate de Hollande**, cf. Parti social-démocrate de Hollande.
- Gauche de Zimmerwald**, 277, 278, 353.
- Gestapo**, **Geheime Staatspolizei** (police secrète d'État), 343.
- G.P.U.** ou **Guépéou**, **Gosoudarstvennoïe politticheskoe Oupravlenié** (Administration politique d'État), 21, 29, 31, 33, 35, 38, 40, 42, 44, 46, 49, 171, 215, 217, 294.
- Groupe Hennaut**, cf. Ligue des communistes internationalistes.
- Groupe de Kilbom**, cf. Parti communiste suédois (Kilbom) ou Parti socialiste de Suède.
- Groupe Lovestone**, cf. **Communist Party Opposition**.
- Groupe Marxistische Aktion**, cf. Ligue communiste internationaliste, section suisse.
- Groupe *Mot Dag*** (Norvège), 92, 95, 99, 360. **Jeunesses du *Mot Dag***, 360, 361.
- Groupe Rote Front** (Autriche), 92.
- Independent Labour Party**, **I.L.P.**, cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne).
- Industrial Workers of the World**, **I.W.W.**, cf. Travailleurs industriels du monde.
- International Left Opposition**, cf. Opposition de gauche.
- Internationales :**
- Deuxième Internationale** ou **Internationale socialiste** ou **Internationale ouvrière**, 1889-1923, **Internationale ouvrière socialiste** après 1923, (**Internationale réformiste...**), 65, 94, 96-99, 101, 103, 110, 114, 116, 131, 143, 145, 152, 188, 200, 207, 208, 210, 211, 227, 228, 269, 278, 281, 286, 288, 312, 313, 346, 347, 357.
- Internationale Deux et demi**, cf. Union des partis socialistes pour l'action internationale, **U.P.S.**, 1921-1923.
- Troisième Internationale** ou **Internationale communiste** ou **Comintern**, 21, 25, 27, 32, 41, 42, 48, 52, 59, 61, 65, 68, 84, 88, 92-94, 96, 98, 99, 101, 103, 105, 106, 110, 114, 118, 143,

- 147-149, 153-156, 167, 170-172, 180, 199-203, 208, 210, 211, 224, 226, 228, 238, 245, 246, 253-260, 269, 272, 275, 277, 280, 181, 286-288, 298, 299, 301-313, 317-321, 325, 327, 346, 350, 351 ; 2^e congrès, juillet-août 1920, 253 ; 3^e congrès, juin-juillet 1921, 118, 203, 320 ; 5^e congrès, juin-juillet 1924, 245 ; 6^e congrès, juillet-septembre 1928, 27, 108, 201 ; 7^e congrès, 25 juillet-21 août 1935, 27, 318-321.
- Quatrième Internationale**, cf. aussi dans l'index des sujets et thèmes à Nouvelle Internationale, 21, 23, 24, 65, 66, 88, 92, 95-107, 108-112, 114, 140, 143, 199, 208-211, 221, 227-229, 268, 269, 278, 281, 283, 288, 289, 296, 313, 319, 326-328, 346-359.
- Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.**, (Communauté internationale de travail), 23, 92, 107, 109, 111, 113-115, 118, 140, 210, 225-253, 261-296, 327 ; secrétariat, 102 ; Bureau de Londres, 113 ; Bureau d'Amsterdam, 104 ; Bureau de Londres-Amsterdam, 225, 228 ; *Conférence de Londres, février 1934*, 23, 24 ; *conférence dite de St-Denis, février 1935*, 17, 23, 24, 92, 107, 114, 115, 118, 143, 225, 226, 230, 264, 296, 356, 360 ; Comité mondial de lutte pour la paix, 270, 274.
- Internationale communiste**, cf. Internationale, Troisième.
- Internationale communiste des jeunes**, 360, 361.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste, section allemande.
- Internationale paysanne, Krestintern**, 280.
- Internationale syndicale rouge, I.S.R. ou Profintern**, 180, 282.
- Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition**, I.V.K.O., (Union internationale d'opposition communiste) ou courant brandlérien international, 99, 105, 288.
- Izquierda comunista de España, I.C.E.**, cf. Opposition de gauche espagnole.
- Jeunes gardes socialistes**, 22, 97, 123, 142, 144, 194.
- Jeunesses bolcheviques léninistes**, cf. Jeunesses léninistes.
- Jeunesses communistes françaises**, 18, 65, 93, 235, 254.
- Jeunesses communistes russes**, 18, de Leningrad, 32.
- Jeunesses communistes suédoises**, 140, 141, 228, 360, 361.
- Jeunesses léninistes**, 285.
- Jeunesses léninistes belges**, 123, 144.
- Jeunesses du Mot Dag**, 227.
- Jeunesses socialistes américaines, Spartacus Youth League**, 285.
- Jeunesses socialistes espagnoles**, 23, 97, 286.
- Jeunesses socialistes françaises**, 18, 65, 190, 235, 254 ; *Entente des jeunesses socialistes de la Seine*, 22, 142, 235 ; *minorité b.l.*, 142 ; *comité national mixte*, 65.
- Jeunesses socialistes hollandaises**, cf. Ligue de la jeunesse socialiste.
- Jeunesses socialistes ouvrières, S.A.J.**, (Allemagne), 118, 140, 141.
- Jeunesses socialistes révolutionnaires hollandaises**, cf. Ligue de la jeunesse socialiste révolutionnaire.
- Jeunesses socialistes de Suède**, 99, 227, 228, 360, 361.
- Knights of Labor** cf. Chevaliers du travail.
- Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D.**, cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), K.P.D., (S)**, cf. Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus).

- Kommunistische Partei Deutschlands-Oppeition, K.P.O., (Opposition brandlérienne),** 84, 88, 94, 98, 99, 105, 117, 142, 226, 279, 280, 292. *3^e conférence, décembre 1930,* 107.
- Kuomintang, (Parti du peuple du pays),** 52, 68, 106, 276, 311.
- Labour Party, cf.** Parti travailliste.
- Leninbund, 62.**
- Lenin Club (Afrique du Sud),** 242, 246 ; cf. aussi Ligue communiste internationaliste, section d'Afrique du Sud.
- Ligue anti-impérialiste, 276.**
- Ligue communiste, cf.** Opposition communiste de gauche et Ligue communiste internationaliste.
- Ligue communiste internationaliste (B.L.) ou internationale, L.C.I. (nouveau nom de l'Opposition communiste de gauche internationale, à partir du 21 août 1933), cf. aussi à l'Opposition de gauche internationale, 22, 23, 25, 76, 88, 93, 94, 100, 102, 103, 113, 115-122, 140, 141, 225, 254, 263, 272, 279, 289, 293, 309, 346, 360, 361 ; Plenum élargi, octobre 1934, 108. Plenum, 64, 144, 225 ; Secrétariat international, 23, 63, 64, 92, 103, 104, 118, 121, 125, 144, 325, 343, 345, 358, 361.**
- Ligue communiste internationaliste ou internationale (b.l.), sections, cf. aussi Opposition de gauche, sections :**
- d'Afrique du Sud, Lenin Club, puis Spartacus Club, puis Workers Club, 242 ; 4th International Club, 242 ; Communist League, 242-252.
 - allemande, Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., 62, 63, 105, 225, 262, 263, 284, 331-343 ; cellule internationale des I.K.D., 62 ; *conférence de Dietikon, 24-26 décembre 1934,* 105, 225, 233, 341.
 - américaine, Communist League of America, C.L.A., 22, 102, 120, 240, 289, 292, 349-350, 358.
 - belge, 17, 118, 121, 122-133, 194.
 - espagnole, la Izquierda comunista, la Esquerra comunista (Catalogne), 18, 23, 119 ; C.E., 18.
 - française, Ligue communiste, L.C., 62, 95, 111, 113, 115, 116, 123, 142, 154, 341, 344, 345 ; C.C., 65. Groupe bolchevik-léniniste, G.B.L., 21, 22, 25, 26, 65, 66, 148, 189, 213, 214, 234-241, 290, 314-317, 325 ; C.C. ou G.B.L., 66, 326-328, 344, 358.
 - hollandaise, cf. aussi Parti socialiste révolutionnaire, R.S.P.
 - polonaise, 23, 116.
 - roumaine, 23.
 - russe, 292.
- Ligue des communistes internationalistes (Belgique) ou groupe Hennaut, 129, 132.**
- Ligue des droits de l'homme, 169.**
- Ligue de la jeunesse socialiste, Socialistische Jeugd Verbond, S.J.V., 142.**
- Ligue de la jeunesse socialiste révolutionnaire, Revolutionnair Socialistische Jeugd Verbond, R.S.J.V., congrès de fondation, 24 mars 1935, 142.**
- Ligue socialiste, Socialist League, 130.**
- Ligue Spartacus, Spartakusbund, 105, 229, 277.**
- Liges (fascistes), 156, 187, 237, 238.**
- Mencheviks, Menševiki, cf. aussi Parti menchevique et P.O.S.D.R., 76, 78, 84, 96, 106, 167, 169, 287, 295, de gauche, 106.**
- Mot Dag, cf. Groupe Mot Dag.**
- Mouvement d'action combattante, 238.**

Mouvement Amsterdam-Pleyel, 275, 276, 356.

Mouvement pour la IV^e internationale, cf. aussi *Opposition de gauche internationale*.

National Arbeids-Secretariaat, N.A.S. (Secrétariat national du travail, Hollande), 92.

National Liberation League (1938), 252.

National Minority Movement, 232.

Néos ou Néo-socialistes, cf. *Parti socialiste*, S.F.I.O.

Niczalezna socjalistyczna partia pracy, cf. *Parti socialiste ouvrier indépendant* (Pologne).

N.K.V.D. Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del, (Commissariat du peuple à l'intérieur, fait suite au G.P.U. à partir du 10 juillet 1934), 37.

Non European United Front (1939), 252.

Non European United Movement (1943), 252.

Nouvelle opposition, cf. *P.C.U.S.*

Nuova Opposizione italiana, N.O.I., cf. *Opposition de gauche italienne* ou *Ligue communiste internationaliste*, section italienne.

Onafhankelijk socialistische parti, O.S.P., cf. *Parti socialiste indépendant* (Pays-Bas).

Opposition brandlérienne, ou *Opposition de droite* ou *K.P.O.* :

— *internationale*, cf. *Internationale Vereinigung der Kommunistische Opposition*, K.P.O.

— *allemande*, cf. *Kommunistische Partei Deutschlands-Opposition*, K.P.O.

— *américaine*, cf. *Communist Party Opposition* ou *groupe de Lovestone*.

— *suédoise*, cf. *P.C. suédois* (Kilbom) ou *groupe de Kilbom*.

Opposition « déciste » du groupe centralisme démocratique, cf. *P.C.U.S.*

Opposition de gauche internationale, *International Left Opposition*, I.L.O., *Kommunistischen Links Opposition*, K.L.O., 21, 22, 76, 92, 103, 116, 117, 118, 129; *Secrétariat international*, 29.

Opposition de gauche, sections de l'*Opposition internationale* ou *groupes d'Opposition de gauche* :

— *d'Afrique du Sud*, *Lenin Club*, 242.

— *allemande* ou *Opposition de gauche unifiée* (fusion d'une partie du *Leninbund* et de l'*opposition de Wedding*, printemps 1930) éditant *Die Permanente Revolution*, 62, 63, 110, 141, 225, 242; *Internationale Kommunisten Deutschlands*, I.K.D., 1933, éditant *Unser Wort*, 225.

— *américaine*, *Communist League of America*, C.L.A., 108.

— *belge*, 118, 125, 129.

— *française*, *Ligue communiste*, 65.

— *italienne*, *Nuova Opposizione italiana*, N.O.I., 118, 128, 129.

— *polonaise*, 93.

— *russe*, 57, 69.

Opposition unifiée allemande, cf. *Leninbund*, cf. aussi *Opposition de gauche allemande*.

Opposition unifiée russe, cf. *P.C.U.S.*

Oustachis, 306

Parti allemand des Sudètes, 18.

Parti américain des travailleurs, *American Workers Party*, A.W.P., 102, 108, 112, 120, 289, 292, 349.

Parti bolchevique, 41, 44, 79, 80, 180, 230, 246, 247, 278, cf. aussi *P.O.S.D.R.*, *P.C. russe* et *P.C.U.S.*

Parti du centre, *Zentrum Partei*, *Z.P.* ou *Centre allemand* ou *Centre catholique*, 136.

- Parti chrétien-social d'Autriche, 136.
- Partis communistes (Les), 21.
- Partis communistes d'Europe, 259.
- Parti communiste d'Afrique du Sud, Communist Party of South Africa (C.P.S.A.), 242, 243, 246.
- Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartakus), Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., (Spartakusbund), 62, 63.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., 105, 200, 232, 262, 263, 277, 279, 313, 320, 333, 334.
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America, 108, 349, 358; Workers Party, 349.
- Parti communiste d'Autriche, Kommunistische Partei Österreichs, K.P.Ö., 188.
- Parti communiste de Belgique, 118, 125, 127; Fédération de Charle-roi, 125, 127.
- Parti communiste du Canada, Communist Party of Canada, 358.
- Parti communiste chinois, 68, 92, 106, 311.
- Parti communiste d'Espagne, Partido comunista de España, 288; fédération catalano-baléare, federación catalanobalear, 288.
- Parti communiste de Finlande, Suoma Kommunistinen Puolvo, 224.
- Parti communiste, section française de l'I.C., P.C., S.F.I.C., 18, 25, 93, 146, 147, 160, 161, 166, 167, 181, 182, 185, 189, 195, 204, 231, 234, 235, 238, 240, 255, 257, 259, 276, 298, 300, 319, 326, 327, 351; *Congrès de Tours, déc. 1920*, 238; *Comité central (C.C.)*, 161, 175, 176, 187; rayon de Saint-Denis, 93.
- Parti communiste de Grande-Bre-tagne, Communist Party of Great-Britain, 282.
- Parti communiste hollandais, Communistische Partij van Nederland, 91.
- Parti communiste de Hongrie, 167.
- Parti communiste indonésien, 92.
- Parti communiste italien, Partito comunista italiano, P.C.I., 118, 128, 136.
- Parti communiste de Russie, cf. P.C.U.S.
- Parti communiste suédois (Kilbom), Sveriges Kommunistiska Parti (Kilbom), ou groupe de Kil-bom, devenu Parti socialiste suédois en 1934, 94, 99, 226.
- Parti communiste suédois, section de l'I.C., 94, 129.
- Parti communiste de Suisse, Kom-munistische Partei der Schweiz, 230.
- Parti communiste d'Union sovié-tique, P.C.U.S. ou Parti com-muniste russe, Rossijskaja Kommunističeskaja partija (b) de 1918 à 1925, Vserossijskaja Kommunističeskaja partija, V.K.P. après 1925, cf. aussi Parti bolchevique 29, 34, 55, 58, 78, 91, 167, 351; 14^e con-grès décembre 1925, 31; 15^e con-grès décembre 1927, 44; Fraction « déciste » ou groupe centralisme démocratique, 69; opposition de droite, 58, 340; Opposition de gauche, 1923-1924, 30, 79, 166, 221, 245, 254, 297, 344; Nouvelle Opposition, 1925, 30, 31, 78, 79, 307; Oppo-sition de Leningrad, 21; Oppo-sition de gauche unifiée, 1926 - 1928, 30-32, 37-39, 42-44, 57, 69, 70, 72, 76, 77, 79, 82, 106, 129, 254, 307; Groupe anti-parti, 58.
- Parti du Congrès indien, 276.
- Parti constitutionnel-démocrate, K.D., « Cadets », 31, 245.
- Parti menchevique, cf. aussi P.O.S.D.R.
- Parti ouvrier belge, P.O.B., 17, 18, 118, 123-133, 144, 145, 194, 205, 289, 312, 347, 348; Groupe Action socialiste, 97, 144.

- Parti ouvrier français, P.O.F.**, 154, 180, 190.
- Parti ouvrier indépendant, Independent Labour Party, I.L.P.**, 66, 92, 94, 95, 99, 210, 228, 265, 275, 288, 289 ; Tendance Revolutionary Policy Committee, 94.
- Parti ouvrier indépendant, I.L.P. (Ontario)**, 358.
- Parti ouvrier norvégien, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A.**, 18, 23, 26, 27, 93, 94, 99, 100, 107, 226, 265, 266, 282-284, 288, 289, 294, 323, 330, 360.
- Partis ouvriers paysans (Orient)**, 280.
- Parti ouvrier et paysan (Etats-Unis), Farmer Labor Party**, 349.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Sozialdemokratische Arbeiter Partei Österreichs, S.D.A.P.Ö**, 188.
- Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie, Balgarska Rabotničeska social - Demokratičeska Partija; Tesnjaki (étroits)**, 44, 321.
- Parti ouvrier social-démocrate (Pays-Bas), Sociaal-Democratische Arbeiders Partij, S.D.A.P.**, 95.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R., Rossijskaja social-démokratičeskaja**, cf. aussi parti bolchevique, 80, 106, 168, 207 ; économistes, 168.
- Parti ouvrier social-démocrate de Suède, Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti**, 119, 229.
- Parti ouvrier social-démocrate de gauche (suédois)**, 229.
- Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Pays-Bas), Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P.**, 17, 23, 24, 102-104, 109, 111, 142, 268, 270, 285, 288, 292, 293 ; *Congrès de fusion*, 3 mars 1935, 17, 292, 358.
- Parti radical ou Parti républicain radical-socialiste**, 25, 155, 156, 169, 237, 238.
- Parti social-chrétien belge**, 124.
- Parti social-démocrate d'Allemagne, Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D.**, 52, 63, 94, 229, 277, 282, 312, 313, 321, 334 ; gauche, 99, 105.
- Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D.**, 229.
- Parti social-démocrate d'Autriche**, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Parti social-démocrate finlandais, Social Demokraathinen Puole Suomessa**, 224.
- Parti social-démocrate en Hollande, Sociaal-democratische Partij in Nederland, S.D.P. (ou gauche de la social-démocratie hollandaise)**, 92 ; gauche, 99.
- Parti social-démocrate hongrois**, 168.
- Parti social-démocrate polonais, Socialdemokracija Kroslewska Polskiego i Litwy, S.D.K.P.L.**, 277.
- Partis socialistes (les)**, 229, 253.
- Parti socialiste d'Amérique, Socialist Party of America**, 108.
- Parti socialiste belge**, cf. Parti ouvrier belge, P.O.B.
- Parti socialiste, S.F.I.O.**, 21, 22, 25-27, 63, 65, 93, 95, 101, 102, 105, 113, 116, 118, 119, 122, 129, 142, 148, 151, 154, 176, 177, 180-182, 189, 195, 205, 206, 213, 230, 231, 234, 235, 237, 240, 258, 286, 312, 314-317, 325, 327, 344 ; *Congrès de Tours, décembre 1920*, 238 ; *Congrès de Mulhouse, 9 juin 1935*, 27, 318, 326, 327, 344 ; Commission administrative permanente, C.A.P., 148, 195, 237, 308 ; fédération de la Seine, 98 ; Néos, 154, 194, 231, 312 ; comité d'action socialiste révolutionnaire, C.A.S.R., 168 ; tendance « Bataille socialiste », 97, 182, 232, 269, 316, 326 ; Toujours prêts pour servir, T.P.P.S., 191, 237 ;

- Groupe bolchevik-léniniste G.B.L., cf. Ligue communiste, section française.
- Parti socialiste italien, Partito socialista italiano, P.S.I., 118, 136, 257; fraction abstentionniste, 118.
- Parti socialiste italien (maximaliste), 92.
- Parti socialiste indépendant, Onafhankelijk socialistische partij, O.S.P. (Hollande), 17, 23, 92, 95, 99-101, 103, 109, 140, 141, 210, 227, 228, 231, 263, 284, 289, 292, 346.
- Parti socialiste indépendant (Pologne), Niezależna socjalistyczna partia, N.S.P., 92.
- Parti socialiste ouvrier (Allemagne), Sozialistische Arbeiterpartei (Deutschland), S.A.P., 23, 24, 63, 66, 84, 92-99, 110, 114, 117, 118, 129, 140-143, 210-212, 225-233, 261-296, 326, 327, 341, 342, 360, 361.
- Parti socialiste ouvrier espagnol, Partido socialista obrero español, P.S.O.E., 18, 23, 119, 188, 347.
- Parti socialiste ouvrier de Roumanie, Partidul socialist al muncitorilor din Romania, 44.
- Parti socialiste ouvrier indépendant, Niezależna socjalistyczna partia pracy, N.S.P.P. (Pologne), 99.
- Parti socialiste polonais, Polska Partia Socjalistyczna, P.P.S., 23, 247.
- Parti socialiste et révolutionnaire d'Arménie, Dachnakt soutioun, 247.
- Parti socialiste révolutionnaire, Revolutionnaire Socialistische Partij, R.S.P. (Hollande), 17, 23, 92, 95, 100, 101, 103, 109, 141, 210, 292, 346.
- Parti socialiste révolutionnaire russe, Partija socialistov revoliucionerov Rossii, S.R., 31, 41, 84, 126, 127, 321.
- Parti socialiste de Suède, (Kilbom), 92, 94, 95, 99, 226, 265.
- Parti socialiste suisse, 23, 119, 230.
- Parti des travailleurs du Canada, Workers Party of Canada, 25, 358.
- Parti des travailleurs des États-Unis, Workers Party of United States, W.P.U.S., 22, 24, 102, 108, 109, 111, 112, 120, 142, 292, 346, 358; *Congrès de fusion, 1^{er} et 2 décembre 1934*, 292.
- Parti travailliste, Labour Party, 94, 95, 205, 250, 274, 348.
- Parti d'unité prolétarienne, P.U.P., 146, 287, 288.
- Partido socialista obrero español, P.S.O.E., cf. Parti socialiste ouvrier espagnol.
- Partito socialista italiano, cf. Parti socialiste italien.
- Préconférence des quatre, 30 déc. 1933*, 294.
- Profintern, cf. Internationale syndicale rouge.
- Rayon de Saint-Denis du Parti communiste, S.F.I.C. (exclu le 29 juin 1934), 93.
- Revolutionnaire Socialistische Partij, R.S.P., cf. Parti socialiste révolutionnaire (Hollande).
- Revolutionnaire Socialistische Jeugd Verbond, R.S.J.V., cf. Ligue de la jeunesse socialiste révolutionnaire.
- Revolutionary Policy Committee, cf. Parti ouvrier indépendant, I.L.P.
- Schutzbund (Ligue de protection), Autriche, 97, 239, 346.
- Secours ouvrier international, 276.
- Secrétariat international ou S.I., cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste.
- Sections de l'Opposition de gauche internationale, cf. Opposition de gauche par pays.
- Social-démocratie allemande, cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Socialist League, cf. Ligue socialiste, 130.

- Socialist Party of America**, cf. Parti socialiste d'Amérique.
- Socialistes révolutionnaires, S.R.**, cf. Parti socialiste révolutionnaire.
- Sozialistische Arbeiterpartei**, cf. Parti socialiste ouvrier.
- Socialistische Jeugd Verbond, S.J.V.**, cf. Ligue de la jeunesse socialiste.
- Société des Nations**, 17, 18, 49, 51, 52, 68, 153, 169, 196, 253, 258, 308, 309, 351, 352.
- Société des Vieux-bolcheviks**, cf. Vieux-bolcheviks.
- Soviet des députés de Saint-Petersbourg, 1905**, 32.
- Soviet de Petrograd**, 38, 39.
- Soviets Russes**, *congrès 1917*, 80 ; *7^e congrès, 28 janvier 1935*, 17.
- Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs, S.D.A.P.Ö.**, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands**, cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Sozialistische Arbeiter Jungenden**, cf. Jeunesses socialistes ouvrières.
- Sozialistische Arbeiter Partei Deutschlands, S.A.P.**, Parti socialiste ouvrier d'Allemagne.
- Spartacus Club**, cf. Ligue communiste internationaliste, section Afrique du Sud.
- Spartakusbund**, cf. Ligue Spartacus.
- Sveriges Kommunistiska Parti (Kilbom)**, cf. Parti communiste suédois (Kilbom).
- Syndicats russes**, 82.
- Tchéka**, 37, 38.
- Trade Unions**, 68, 106.
- Trade Union Congress, T.U.C.**, 311.
- Travailleurs industriels du monde, Industrial Workers of the World, I.W.W.**, 108.
- Toujours prêts pour servir, T.P.P.S.**, cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.-P.D.**, cf. Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.
- Union pour le contrôle démocratique, Union for democratic control**, 275.
- Union générale des ouvriers juifs de Russie, de Lituanie, et de Pologne, Bund, Vseobeij Evreisjkij Rabočij Sojuz V Pose, Litve i Rossii Bund**, 23, 81, 115 ; *de gauche*, 115.
- Union internationale de l'Opposition communiste**, cf. Internationale Vereinigung der Kommunistische Opposition, I.V.K.O.
- Union des mineurs**, 349.
- Union des partis socialistes pour l'action internationale, U.P.S. ou Internationale Deux et demi ou Union de Vienne ou Internationale de Vienne**, 99, 286, 287, 289, 296, 354.
- Unité léniniste**, 286.
- Vieux-bolcheviks (Société)**, 17, 18, 39, 41, 42, 52, 58, 82, 180, 220.
- Workers Club**, cf. Ligue communiste internationaliste, section d'Afrique du Sud.
- Workers Party of the United States, W.P.U.S.**, cf. Parti des travailleurs des États-Unis.
- Zentrum**, cf. Centre catholique.
- Zimmerwald**, mouvement ou bloc de, 230, 277, 278, 353 ; cf. aussi conférence de Z et gauche de Z.

INDEX DES SUJETS ET THEMES EVENEMENTS ET PAYS

- Abyssinie, 305.
- Afrique du Sud, 242, 243, 244, 246, 248, 250, 251.
- Allemagne, 24, 149, 169, 200, 208, 213, 228, 230, 234, 256, 257, 261, 262, 264, 275, 277, 279, 280, 293, 295, 305, 306, 310 ;
- nazie, 25, 238, 260, 304, 331.
- Amalgame stalinien, 29-32, 33, 34, 35, 36, 38, 40, 43, 44-50, 215-217.
- Amérique, 292, 298 ;
cf. aussi Etats-Unis.
- Armée rouge, 218, 219, 220.
- Arménie, 247.
- Asie, 40.
- Assassinat de Kirov, 29, 30, 32, 35, 38, 45-50.
- Autriche, 169, 189, 208, 213, 288, 305, 310, 347, 350.
- Aventurisme, 57, 188.
- Belgique, 350.
- Bloc ouvrier et paysan, 23.
- Bloc des quatre, 23, 24.
- Bolchevisme, bolchevik, bolcheviks-léninistes, 21, 31, 39, 314-317.
- Bonapartisme, 68, 76, 84, 85, 86, 87, 134, 135, 136, 137 ;
- stalinien, cf. stalinisme.
- Brest-Litovsk, 302, 303.
- Bureaucratie, 39, 44, 49, 58, 69, 70, 74, 77, 78 ;
- soviétique, 33, 84, 202 ;
- stalinienne, 34, 51, 68 ;
cf. aussi stalinisme.
- Bureaucratisme, 30, 74.
- Bureau de Londres, 23, 24, 228.
- Centrisme, centristes, 22, 23, 24, 101, 106, 114, 211, 212, 263, 268, 316.
- Chine, 208, 310.
- Clandestinité, illégalité, 331-343.
- Crise, 162 ;
- du capitalisme, 151, 152, 163.
- Démocratie soviétique, 90, 91.
- Désarmement, 271, 272, 273.
- Dictature du prolétariat, 73, 75, 90, 206, 207.
- Domène, 21, 27.
- Douze février 1934, 186.
- Entrisme, 21.
- Espagne, 23, 188, 189, 208, 213, 275, 286, 288, 310, 347, 350.
- Etat
- bourgeois, 72, 82, 83 ;
- ouvrier, 33, 34, 60, 61, 68, 72, 75, 76, 82, 83, 86, 136 ;
- soviétique, 59, 72, 73, 74, 76.
- Etats-Unis d'Amérique, 22, 348, 349, 353.
- Etats-Unis socialistes d'Europe, 196, 356.
- Europe, 254, 259, 260, 262, 292, 295, 298, 304.
- Fascisme, 171, 173.
- Fraction, 314.
- France, 21, 25, 148-167, 168-215, 229, 230, 231, 232, 233-252, 255, 257, 260, 290, 291, 293, 298, 301, 304, 305, 310, 325, 330, 348.
- Front populaire, 25, 26, 319.

- Front unique, 26, 47, 159, 204.
- Grande-Bretagne, 208, 228, 243, 244, 251, 255, 274, 304, 348, 350.
- Grève, 175 ;
- générale, 171, 175, 176, 183, 184, 185, 186.
- Hongrie, 224.
- Internationale (nouvelle, IV^e), 65, 66, 95, 96, 97, 98, 103, 104, 108, 109, 110, 111, 114, 194, 209, 210, 211, 227, 228, 229, 268, 269, 278, 281, 283, 285, 286, 289, 290, 291, 292, 293, 296, 313, 318, 319, 326, 327, 328, 346, 355, 357, 358, 359, 361.
- Isère, 21, 26.
- Italie, 172, 293, 304, 305.
- Manifeste pour la IV^e Internationale, 24.
- Milice ouvrière, 191, 193.
- Norvège, 26, 323, 329.
- Pacte Laval-Staline, 302.
- Pays-Bas, 346, 348, 350.
- Plan, 126, 193 ;
- De Man, 124, 125, 194, 348.
- Pologne, 23, 247, 250.
- Procès de janvier 1935, 35-44.
- Programme, 164, 183, 201, 202.
- Russie (avant oct. 1917), 203, 277, 353.
- Scandinavie, 348, 350.
- Social-fascisme, 52, 172.
- Social-patriotisme, 260, 301, 304.
- Socialisme dans un seul pays, 59, 60.
- Stalinisme, 57, 58, 59.
- Statu quo (mondial, européen), 52, 68, 169, 305, 307.
- Suède, 228, 265.
- Suisse, 23, 348.
- Thermidor, 22, 68, 69, 71, 76, 77.
- Troisième période, 52.
- Trotskysme, trotskystes, 23, 56, 57.
- Union sacrée, 25.
- Union soviétique, 21, 24, 25, 33, 34, 51, 59, 60, 61, 66, 71, 72, 73, 75, 82, 86, 87, 97, 203, 215, 238, 254, 255, 256, 259, 260, 266, 280, 293, 298, 302, 303, 305, 306, 307, 310, 311, 312, 346, 349, 351, 354.
- Yougoslavie, 306.

Chez le même éditeur...

- BOUKHARINE Nicolas.— *L'économie politique du rentier*, préface de Pierre NAVILLE, publié avec le concours du CNRS, 1967. Nouvelle édition 1972, 204 p.
- BOUKHARINE Nicolas.— *Economique de la période de transition*, préface de P. NAVILLE, biographie par Ewa ZARZYCKA-BÉRARD, notes de Lénine, 1976, 204 p.
- BOUKHARINE Nicolas.— *L'impérialisme et l'accumulation du capital*, préface de P. NAVILLE, post-face de M. ANDREU, 1977, 224 p.
- BRÉCY Robert.— *La grève générale en France*, préface de Jean MAITRON, 1969, X - 102 p.
- DENIS Roch.— *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*, co-édition avec les P.S.I. de Montréal, 1979, 608 p.
- DUPONT Fritz (Collectif franco-allemand).— *La sécurité contre les libérés. Le modèle ouest-allemand, modèle pour l'Europe ?*, 1979, 304 p.
- DOMMANGET Maurice.— *Blanqui*, 1970, 104 p.
- DOMMANGET Maurice.— *Eugène Pottier, membre de la Commune et chantre de l'Internationale*, 1971, XII - 172 p.
- Ecrits à Prague sous la censure (août 1968-juin 1969).*
— Textes de *Politika* et *Reporter* présentés par Pierre BROUÉ, 1973, 264 p.
- GROSSI Manuel.— *L'insurrection des Asturies*, présentation de G. GARNIER, 1972, 240 p.
- JAKUBOWSKI Franz.— *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'Histoire*, préface de J.-M. BROHM, post-face de B. FRAENKEL, avec un texte de L. TROTSKY, 1972, rééd. 1976, 222 P.
- LAKS Monique.— *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie (1962-1965)*, 1970, 336 p.
- LÉON Abraham.— *La conception matérialiste de la question juive*, préfaces de M. RODINSON et E. GERMAIN, avec des textes d'I. DEUTSCHER et L. TROTSKY, 1968. Nouvelle édition 1970, XLVIII-206 p.
- LEONETTI Alfonso.— *Notes sur Gramsci*, préface de Pierre BROUÉ, 1974, 232 p.
- LORA Guillermo.— *Bolivie : de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*, introd. par F. et C. CHESNAIS, 1972, CX-288 p.
- LUKACS Georg.— *Lénine*, introduction par J.-M. BROHM, 1965, rééd. 1971, 132 p.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JANVIER-JUIN 1935

- MARX Karl et ENGELS Friedrich.— *Critique de l'économie nationale*, présentation de J.-M. BROHM. Textes inédits, édition bilingue, 1975, 176 p.
- MATTICK Paul.— *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, préface de Robert PARIS, 1972, 292 p.
- NAVILLÉ Pierre.— *Questions du socialisme*.
- T.I. — *La classe ouvrière et le régime gaulliste*, 1964, 492 p.
- T.II — *La guerre et la révolution, I - Guerres d'Asie*, 1967, 324 p.
- NAVILLÉ Pierre.— *L'entre-deux guerres*. 1 vol. 16 x 24, 1976, 628 p.
- Otto Bauer et la Révolution* (coll. « Praxis »).— Textes rassemblés et présentés par Yvon BOURDET, 1968, 304 p.
- Pannekoek et les Conseils ouvriers* (coll. « Praxis »).— Textes choisis et présentés par Serge BRICANIER, 1969, rééd. 1977, 312 p.
- PASUKANIS Eugène.— *La théorie générale du droit et le marxisme*, préface de J.-M. VINCENT, 1970, rééd. 1976, 180 p.
- PERROT Michèle et KRIEGLER Annie.— *Le socialisme français et le pouvoir*, 1966, 224 p.
- Premier Congrès de l'Internationale Communiste*.— Textes complets présentés par P. BROUÉ, publié avec le concours du CNRS, 1974, 1 vol. 16 x 24, 308 p.
- PREOBRAJENSKY Eugène.— *La Nouvelle économique*, préface de Pierre NAVILLÉ, introd. d'E. MANDEL, publié avec le concours du CNRS 1966, rééd. 1972, 404 p.
- Que lire ? Bibliographie de la Révolution*.— Ouvrage collectif. 1975, un vol. 264 p.
- La Question chinoise dans l'Internationale communiste*.— Dossier présenté par Pierre BROUÉ, 1965. Rééd. augmentée 1976, 544 p.
- RADEK Karl.— *Les voies de la Révolution russe*, préface de F. BELLEVILLE, 1972, 96 p.
- La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*.— Ouvrage collectif, présenté par Victor FAY, 1967, XIII-232 p.
- TROTSKY Léon.— *Défense du marxisme*, préface de Pierre NAVILLÉ, introd. de J.-J. MARIE, 1972. Rééd. 1976, 360 p.
- TROTSKY Léon.— *Œuvres*, publiées sous la direction de Pierre BROUÉ, vol. 1, mars 1933-juillet 1933, vol. 2, juillet-octobre 1933, 1978, 320 p., vol. 3, novembre 1933-avril 1934, 1979, 360 p., vol. 4, avril 1934-décembre 1934, 1979, 368 p.
- La Vérité (1940-1944)*.— Fac-similé des numéros clandestins. Présent. J.-M. BRABANT, M. DREYFUS, J. PLUET, 1978, 29 x 36, 272 p.

Catalogue sur demande :

Etudes et documentation internationales - 29, rue Descartes 75005 Paris.

AU SOMMAIRE DU N° 2 DES

Cahiers Léon Trotsky

(avril-juin 1979)

Documents inédits:

Jeanne MARTIN des PALLIÈRES. — Lettres à Jean Van Heijenoort, présentées et annotées par Michel Dreyfus.
Raya DUNAYEVSKAÏA. — Trotsky, l'homme.

Textes inédits en français :

Joseph HANSEN. — Avec Trotsky, jusqu'au dernier moment, présenté et annoté par J.-F. Godchau.
Claire SHERIDAN. — Le buste de Léon Trotsky, présenté par Pierre Frank.
George BREITMAN. — Sur l'amendement Ludlow.
Léon TROTSKY. — Lettres à Lénine et Zinoviev sur le parti communiste, section française de l'I.C.

Des études originales :

Michel KEHRNON. — A propos d'une source de Deutscher.
Pierre NAVILLE. — Sur l'assassinat de Klement, avec deux lettres inédites de L. TROTSKY.

De nouvelles rubriques :

« Ce qu'ils ont dit de Trotsky », avec des textes de Panaït ISRATI, W. CHURCHILL, etc.
« Courrier des lecteurs », avec des lettres de Pierre FRANK, D. GUÉRIN, etc.

Les rubriques habituelles :

La chronique des livres de M. Dreyfus et J.-F. Godchau.
A propos du film « Staline-Trotsky » et du débat des « dossiers de l'écran ».

REVUE TRIMESTRIELLE
PUBLICATION DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY
29, rue Descartes, 75005 PARIS